JONATHAN RANDAL

OUSSAMA

La fabrication d'un terroriste

Biographies et faits vécus

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

https://archive.org/details/oussamalafabrica0000rand

OUSSAMA

À Geneviève

Jonathan Randal

OUSSAMA

La fabrication d'un terroriste

Traduit de l'américain
par Marina Boraso, Laurent Bury et Pierre Girard

Albin Michel

RETIRÉ DE LA COLLECTION UNIVERSELLE
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Titre original :
OSAMA
© Jonathan Randal 2004
Publié en accord avec Alfred A. Knopf,
filiale de Random House, Inc.

Traduction française :
© Éditions Albin Michel, 2004

Préface

ÉCRIRE UN LIVRE sur le terrorisme conduit naturellement à vouloir entrer en contact avec les terroristes et ceux qui les combattent, et cela pour en témoigner directement. Honnêtement, je ne peux pas dire si j'ai réussi à gagner la confiance des deux parties. Le soupçon est une des caractéristiques qu'ils partagent, surtout lorsqu'on les interroge sur leurs spécialités respectives (et secrètes, par définition). Je n'ai jamais pu rencontrer Oussama Ben Laden, mais ce n'est pas faute d'avoir essayé.

Pendant deux ans, j'ai parcouru le monde avec des lettres de recommandation venant d'une demi-douzaine de pays pour prouver ma bonne foi. J'ai beaucoup voyagé pour persuader des interlocuteurs prétendument en contact avec Oussama que je voulais le rencontrer et, surtout, écouter longuement ses arguments. Avec tout le respect que je dois à mes collègues de la télévision, ils travaillent pour un média qui dépasse rarement le stade des slogans et injonctions admirablement manipulés par Oussama pour limiter sa couverture médiatique. En témoigne également la rareté de ses conférences de presse et de ses interviews.

Je voulais passer du temps avec Oussama, beaucoup de temps, autant de temps qu'il m'en accorderait. J'étais convaincu que cela l'attirerait davantage qu'une interview rapide. C'était aussi l'avis des divers individus qui m'ont interrogé longuement et qui m'ont laissé entendre que j'avais réussi l'examen, qu'ils allaient m'aider. Selon moi, plusieurs décennies vécues comme correspondant à l'étranger cherchant à comprendre le tiers-monde, et surtout la société musulmane dans ses diverses incarnations,

m'autorisaient à demander ce traitement de faveur. Rétrospectivement, je pense que je me berçais d'illusions, puisque Oussama était le maître de l'interview télévisée et n'avait aucune raison de se plier aux séances prolongées que je proposais.

Un jour, à Islamabad, un collègue pakistanais très serviable a accepté de transmettre la photocopie d'une lettre en anglais (avec sa traduction en arabe) que j'avais envoyée plusieurs mois auparavant par l'intermédiaire d'un ami en Asie centrale qui prétendait avoir accès à Oussama en Afghanistan. Dans cette lettre, je mentionnais une fois de plus tous les efforts accomplis pour le contacter, je lui réexpliquais mon intention et demandais s'il avait reçu mes messages précédents et les différents exemplaires de mes livres que j'avais fournis à divers interlocuteurs qui avaient promis de les lui faire parvenir. Dans l'un de ces ouvrages, *Going All the Way : Christian Warlords, Israeli Adventurers and the War in Lebanon*, j'évoque le suicide politique des chrétiens du Liban dans les années 70-80. Dans l'autre, *After Such Knowledge, What Forgiveness ? My Encounters with Kurdistan*, j'aborde les multiples trahisons dont les Kurdes ont été victimes de la part des Occidentaux, et des Américains en particulier. J'espérais que ces textes confirmeraient mon statut de spécialiste du Moyen-Orient capable de se montrer critique envers le bilan mitigé de l'Occident dans cette partie du monde.

En tout cas, mon ami pakistanais m'a conseillé d'appeler quatre jours après. J'ai attendu, et il m'a de nouveau dit alors de rappeler dans quatre jours. Au bout d'une semaine, mon collègue m'a dit que mon message avait bel et bien été remis et qu'Oussama avait même une question à me poser. Enthousiasmé, j'ai cru que c'était bon signe et qu'après tant de tentatives infructueuses, un échange avait enfin été établi. « Il veut savoir qui a traduit la lettre en arabe. » Pourquoi ? « Parce qu'elle était pleine de fautes » (j'avais demandé ce service à une amie libanaise à Paris qui avait rédigé la traduction à toute vitesse pendant qu'un coursier attendait impatiemment de l'emporter).

Je me suis consolé de mon mieux : j'avais du moins la preuve qu'Oussama maîtrisait l'anglais et avait un certain sens de l'humour. Cela n'était pourtant pas sûr à cent pour cent puisque mon collègue pakistanais, exaspéré, avait peut-être simplement inventé cette histoire pour que j'arrête de le harceler. J'envisa-

geais encore d'autres stratagèmes lorsque, environ une semaine plus tard, le 12 octobre 2000, dix-sept marins américains moururent dans l'explosion de l'*USS Cole*, attentat-suicide perpétré dans la port yéménite d'Aden. Cet attentat fut aussitôt attribué à Al-Qaida. J'en conclus que je n'avais plus aucune chance de rencontrer Oussama. De fait, il ne fut plus jamais interviewé par des Occidentaux.

D'autres personnages clés avec lesquels j'avais noué contact se trouvaient en prison ou étaient injoignables, si bien que je ne pus leur parler de nouveau. S'il y a bien une chose que m'avait apprise une vie de tractations avec des individus louches dans le monde entier, c'était que l'information est le fruit de la confiance, et que la confiance se mérite en retournant encore et toujours à la même source. C'est un processus long, que peu de rédacteurs en chef comprennent.

J'ai passé une très, très longue soirée avec John O'Neill, spécialiste de l'antiterrorisme au FBI à New York. Je comptais sur cette rencontre pour créer des liens utiles par la suite. Je suis resté perplexe devant ses opinions catégoriques sur les aspects les moins clairs de la saga Ben Laden, mais il était du moins au cœur des choses. La tournée des bars me laissa une gueule de bois phénoménale et de nombreux doutes persistants. Durant l'été 2001, O'Neill démissionna et devint, pour un salaire au moins deux fois supérieur, responsable de la sécurité au World Trade Center. J'espérais bien que, « en dehors du service », il serait plus causant. La dernière fois qu'on l'a aperçu vivant, c'était le 11 septembre, il courait vers la tour sud, un quart d'heure après l'explosion.

D'autres sources m'échappèrent. Au printemps 2000, quand j'étais en Jordanie, je me suis intéressé au cas de Khalil al-Deek, Palestinien né en Cisjordanie occupée qui, avec un de ses frères aînés, était parti pour l'Égypte avant de s'installer en Californie où il avait acquis la nationalité américaine. Établi au Pakistan depuis 1993, il dirigeait une école d'informatique et un site web islamique, tout en partageant un compte en banque avec l'un des principaux cadres d'Al-Qaida, Abou Zoubeïda. D'après le gouvernement des États-Unis, en tout cas.

Malgré sa nationalité américaine, Deek avait été arrêté au Pakistan et, sans bénéficier d'une procédure d'extradition, fut envoyé en Jordanie (dont tous les Palestiniens de Cisjordanie

sont considérés comme citoyens) en décembre 2000 ; c'est à cette époque que fut découvert le complot visant à faire exploser un grand hôtel et divers sites touristiques, pour marquer le 31 décembre 1999. Deek était censé être une cheville ouvrière, mais je soupçonne qu'il était plus facile de lui extorquer des informations en Jordanie qu'aux États-Unis, où le respect de la loi se révélait plus encombrant (par la suite, un diplomate américain au Pakistan me confia : « Aux États-Unis, Deek serait sorti de prison au bout de trente secondes. Nous n'avions rien contre lui »). Pendant deux semaines, ses avocats jordaniens me firent attendre une interview avec lui en prison, mais ils ne tinrent jamais leur promesse.

Quant à Deek, il ne fut jamais traduit en justice et donc jamais jugé. Il se lança dans une grève de la faim et, au bout de seize mois passés dans diverses prisons jordaniennes, il fut libéré, en partie parce que sa famille en Californie avait pris connaissance de ses droits en tant que citoyen américain et posé à plusieurs reprises les bonnes questions sur son étrange incarcération. Il repartit pour le Pakistan et sans doute pour l'Afghanistan, où son épouse syrienne s'était réfugiée en son absence. Je n'ai jamais vraiment compris ce qui s'était passé, même si un haut fonctionnaire américain, à Amman, affirma que Deek avait parlé. Il s'agissait simplement d'un cas d'« extradition extraordinaire », par lequel Washington s'arroge le droit de saisir des suspects à l'étranger (et parfois de les transférer d'un pays du tiers-monde vers un autre où les techniques d'interrogatoire sont plus musclées qu'aux États-Unis).

D'autres contacts étaient injoignables, derrière les barreaux. À Bruxelles, j'avais rencontré un islamiste radical né en Tunisie, Tarek Maaroufi. Il fut ensuite impliqué dans l'assassinat du commandant Massoud, le leader anti-taliban de l'Alliance du Nord, surnommé « le lion du Panshir », deux jours avant les attentats du 11 septembre. Maaroufi n'est pas encore sorti des geôles belges. À Londres, une autre source très bavarde, un islamiste radical égyptien nommé Yasser Sirri, fut arrêté pour des motifs similaires en octobre 2001. Sa libération fut ordonnée sept mois plus tard par un juge qui décida qu'on en avait fait un « bouc émissaire », mais il fut aussitôt réarrêté à la suite d'une demande d'extradition américaine.

À Londres également, Abou Qutada, prédicateur palestinien

que je connaissais, disparut soudain le 15 décembre 2001, quelques heures avant qu'une nouvelle loi plus dure, l'*Anti-Terrorism and Security Act*, autorise son incarcération définitive. Recherché dans huit pays sur trois continents, Abou Qutada savait certainement ce qui l'attendait s'il était resté dans le taudis d'Acton, dans la banlieue ouest de Londres, où je lui avais rendu visite. Plusieurs semaines après, il adressa à ses disciples un message vocal sur un site internet : « Je suis en sécurité, mais ne me posez pas trop de questions. »

Les voies du terrorisme sont si impénétrables que certains responsables européens de l'antiterrorisme ont soupçonné leurs collègues britanniques d'avoir conclu un accord avec cet homme (qu'on présentait parfois comme le bras droit d'Oussama en Europe), parce que si Abou Qutada ne livrait aucune information, il risquerait d'être considéré comme un mouchard par ses fidèles si jamais il refaisait surface, et on le fuirait donc. C'est une technique policière vieille comme le monde. À la même époque, des dizaines d'islamistes radicaux liés à Abou Qutada à travers l'Europe furent emprisonnés, accusés de complots terroristes.

Curieusement, les experts européens ne croyaient pas qu'Abou Qutada ait pu se terrer lui-même, grâce à un réseau islamiste comparable à ceux qui firent passer les nazis en Amérique latine quand le III^e^ Reich s'effondra en 1945. J'ai fini par poser la question à un spécialiste français de l'antiterrorisme. Il me lança un regard oblique pour suggérer que dans le jeu du terrorisme, comme dans bien d'autres domaines, on considérait à bon droit les Britanniques comme de vrais maîtres. Ils avaient inventé les règles au XIX^e^ siècle et continuaient à les dicter. L'Irlande du Nord, l'IRA et les extrémistes protestants leur avaient permis de se faire la main (Abou Qutada finit par être arrêté à Londres, près d'un an plus tard, mais je doute que cela ait modifié le point de vue français sur sa disparition).

Peu de choses ont changé, apparemment, depuis les manœuvres à double tranchant décrites par Joseph Conrad dans *Le Compagnon secret* et *Sous les yeux de l'Occident*, ou par Henry James dans *La Princesse Casamassima*. Si seulement les faits d'aujourd'hui étaient moins incertains que les récits contés dans ces chefs-d'œuvre de la fiction...

UNE PUNAISE DANS L'OREILLE D'UN ÉLÉPHANT

DURANT PLUSIEURS JOURS après le 11 septembre 2001, je me suis demandé si Oussama Ben Laden avait, comme le reste du monde, regardé les images en temps réel de ces avions détournés par des pilotes kamikazes et leurs acolytes, s'il les avait vus s'enfoncer dans le Pentagone et les tours jumelles du World Trade Center à Manhattan. Pour des raisons que je ne m'explique toujours pas, tout l'événement était pour moi subordonné à cette question. Peut-être, dans le passé, perché dans sa redoute afghane taillée dans l'Hindu Kush, s'était-il laissé allé à la passion du milliardaire pour les gadgets, ravi de montrer à ses visiteurs tous ses ordinateurs, ses téléphones satellites, ses antennes paraboliques et quantité d'autres bibelots high-tech. Savourait-il maintenant ce moment où la réalité rattrapait la fiction, ce pastiche de tous les films d'horreur, avec corps tombant du cinquantième étage, flammes montant jusqu'au ciel, bâtiments qui explosent et pompiers courageux qui remontent les escaliers à la rencontre de la mort ? Appréciait-il la nouveauté représentée par ces passagers condamnés qui décrivaient leur situation dans des portables dernier cri tandis que les autres voyageurs résistaient héroïquement à leurs ravisseurs, résolus à détourner de la cible prévue leur avion changé en missile ?

À l'époque, je doutais de pouvoir trouver des réponses incontestables. Je m'adonnais à la pure spéculation intellectuelle, mais en me fondant sur deux années frustrantes passées à chercher la vérité sur Oussama. À en juger par son comportement jusqu'alors, il approuverait et peut-être revendiquerait d'avoir inspiré, mais n'irait sans doute pas jusqu'à admettre qu'il avait

décidé, préparé et encore moins supervisé dans le détail cet extraordinaire acte de violence, garantissant à son nom une note marginale dans les annales du terrorisme. Ce genre de clin d'œil était son *modus operandi* depuis une décennie, laissant entendre qu'il avait une mainmise sur la planète alors qu'en toute logique, aucune preuve irréfutable ne l'associait à certains des actes terroristes dont on le rendait responsable. Et bien entendu, dans son esprit tout au moins, cela creusait l'écart entre lui et les attentats.

Puis, moins de quinze jours avant Noël, une vidéo amateur, granuleuse et en partie inaudible, fut diffusée non sans réticence par l'administration Bush, méfiante face au coup de chance incroyable que représentait l'obtention de cette cassette providentielle. Pour le gouvernement, le contenu de la cassette était presque trop beau pour être vrai.

On y voyait, recevant une cinquantaine de convives à Kandahar, quelques jours à peine avant l'écroulement rapide du régime taliban à la mi-novembre, un Oussama presque languissant fournir toutes les preuves qu'un juge aurait pu entrevoir dans ses rêves les plus fous. Le récit glaçant narré sans remords, avec éclats de rire et gloussements occasionnels, par ce Saoudien dégingandé de 1,90 mètre, rendrait pâlichon le plus abject des méchants du mélodrame. De fait, c'est avec incrédulité que l'essentiel du monde musulman accueillit cette vidéo, soit parce que le contenu en semblait trop anodin, soit parce que les sceptiques ne comprenaient pas pourquoi Oussama aurait été arrogant, négligent ou stupide au point de dire tout ce qu'il y disait.

(Quoi qu'il en soit, les accusations indignées de fraude cessèrent dès la défaite du régime taliban et le démantèlement d'Al-Qaida ou du moins de ses fantassins de première ligne. Le public musulman qu'Oussama courtisait assidûment fut également déçu de voir qu'il mentionnait l'Arabie Saoudite, mais pas le Cachemire, la Palestine, la Tchétchénie ou les autres conflits islamiques qu'il soutenait d'habitude.)

L'administration Bush, malgré son désir d'être prise au sérieux, ne jugea pas nécessaire d'éclaircir le mystère planant sur la provenance de cette cassette. Pour des raisons qui restent à élucider, le gouvernement américain se contenta de laisser entendre qu'elle avait été trouvée chez un particulier, à Jalalabad, dans l'est de l'Afghanistan, qu'on l'avait envoyée à

Washington fin novembre, qu'elle avait été vérifiée et re-vérifiée, et avait provoqué un débat animé pour savoir s'il était sage de la rendre publique. Les hésitations des États-Unis et les doutes des musulmans étaient compréhensibles dans la mesure où, sur la cassette, Oussama corroborait froidement les informations essentielles que le FBI, la CIA et d'autres de par le monde avaient eu tant de mal à rassembler.

Il donnait la liste exacte des nationalités et parfois même l'identité des dix-neuf membres du commando-suicide, tous saoudiens sauf quatre. Oussama confirmait l'existence de quatre équipes de détournement, se félicitait de l'habileté avec laquelle chacune avait été maintenue dans l'ignorance de l'existence des autres. Il expliquait le hiatus entre les quatre pilotes informés de longue date et les « muscles » saoudiens qui, ricanait-il, avaient appris la nature exacte de leur mission « juste avant d'embarquer » à bord des quatre avions : soumettre les passagers à l'aide de cutters une fois que l'avion aurait décollé [1]. Oussama disait qu'il avait appris cinq jours auparavant que les opérations auraient lieu le 11 septembre et il gardait sa radio branchée pour être mis au courant dès que le premier avion frapperait la tour nord du World Trade Center.

« Soyez patients », dit-il à ses invités « transportés de joie » : le plus beau restait à venir, comme on devait de fait le constater une heure plus tard. Il racontait que, durant la phase de préparation, sa formation d'ingénieur lui avait permis de calculer le nombre de morts que provoquerait l'explosion d'un avion au réservoir quasi plein contre les structures métalliques des tours jumelles. Il avouait sa surprise face à leur écroulement total. « Tout ce que nous avions espéré », c'était la destruction de « trois ou quatre étages », là où l'avion frapperait le bâtiment et au-dessus de l'impact.

Et il se trouve que j'avais (presque) raison en imaginant Oussama regarder le spectacle à la télévision. Son porte-parole, Sulaiman Abou Ghaith, avait allumé un téléviseur dans la pièce voisine et avait vu, diffusées en boucle, les images des avions s'écrasant contre les tours avant d'appeler Oussama, tout excité. « J'ai essayé de lui dire ce que j'avais vu, mais il a fait un geste de la main, signifiant : "Je sais, je sais". »

Les ouvrages spécialisés ont depuis longtemps conclu que l'objectif du terrorisme moderne était de causer le maximum de victimes avec le maximum de publicité. De ce point de vue, Oussama avait réussi au-delà de ses espérances les plus folles. Pendant des jours et des jours, les écrans de télévision du monde entier montrèrent les scènes d'horreur où avaient péri près de 3 000 personnes (on avait craint d'abord un nombre de morts deux fois supérieur). Ce succès laissait pourtant sans réponse toute une série de questions. Logiquement, Ben Laden aurait dû comprendre que les États-Unis riposteraient, et massivement. Mais son don pour le calcul méticuleux avait peut-être fini par le lâcher, ses actes de plus en plus téméraires l'avaient peut-être enhardi au point de se croire invulnérable. Il affirmait depuis si longtemps que les Américains étaient des tigres de papier qu'on peut comprendre sa joie face au désarroi où fut plongé le gouvernement américain et qui maintint le président humilié loin de Washington durant neuf heures, laps de temps assez embarrassant, après le crash du quatrième et dernier avion en Pennsylvanie.

Cette sûreté de raisonnement l'avait-elle convaincu que les États-Unis n'oseraient pas monter une grande expédition punitive en Afghanistan où, comme le prétendait sa propre propagande, ses volontaires arabes avaient vaincu, quasiment à mains nues, l'Armée rouge dans les années 80 ? Oussama n'était pas le seul à évoquer les dangers d'une nouvelle intervention étrangère en Afghanistan. Les vétérans russes avertirent les États-Unis des horreurs qu'ils avaient vécues là-bas. Ces récits sur la sauvagerie afghane, leur haine des étrangers, renforcés par les massacres de soldats britanniques perpétrés au XIX^e^ siècle par les Afghans, avaient contribué à dissuader le président Clinton et son successeur de monter une opération militaire majeure pour punir le régime taliban, de plus en plus effronté, et ses invités d'Al-Qaida (en fait, l'armement américain high-tech, combiné aux moyens financiers et aux alliés afghans locaux, mit en déroute les fantassins d'Al-Qaida et leurs protecteurs talibans avec une facilité surprenante et à une vitesse imprévue, dans le cadre de ce qui mérite le nom de campagne plutôt que de guerre. S'il devait y avoir un bourbier afghan, il prendrait vraisemblablement la forme d'un maintien de l'ordre à peu de frais en lieu et place d'un authentique investissement dans la « cons-

truction d'une nation » qui répugnait, par principe, à l'administration Bush).

Si Oussama avait prévu sa propre sortie de scène, s'était-il résigné à son sort, souhaitait-il le martyre qu'il avait tant contribué à rendre populaire ? Il songeait peut-être qu'Al-Qaida et lui ne pouvaient raisonnablement reproduire leur exploit du 11 septembre, et encore moins le dépasser. On disait alors qu'il souffrait d'une implacable infection rénale et d'une maladie cardiaque souvent incurable qu'on appelle syndrome de Marfan, susceptible d'entraîner prématurément la mort : avait-il décidé de tirer sa révérence au mieux de sa forme, à quarante-quatre ans, avant qu'un avenir incertain ne ternisse sa légende ? C'était le sujet de discussions infinies et la base d'un mythe que ses disciples et lui s'efforçaient d'alimenter.

Mais dans la pratique et dans l'immédiat, ce qui comptait, c'était que, délibérément ou par erreur, Oussama avait joué le rôle d'un Samson musulman. Il avait fait s'écrouler les colonnes du temple sur ses hôtes talibans et compromis l'incomparable abri afghan qui avait permis à Al-Qaida de se développer sans obstacle réel et d'étendre ses opérations dans le monde entier. Le fascinant mystère de son destin masquait cette réalité. Des batailles en montagne sans victoire décisive et des contacts étroits avec les islamistes radicaux au Pakistan permirent d'entretenir l'illusion selon laquelle Al-Qaida avait conservé intactes sa discipline et sa force. En 2002, les cadres d'Al-Qaida et des talibans trouvèrent refuge dans les zones sauvages et tribales, le long de la frontière afghane, dans la province frontalière du nord-ouest du Pakistan, qui n'avait guère changé depuis l'époque de Kipling. Les Pakistanais capturèrent cependant des centaines de lieutenants d'Oussama, simples fantassins pour la plupart, et les livrèrent aux Américains. En avril, son jeune bras droit, Abou Zoubeïda, fut blessé et fait prisonnier lors d'un affrontement à trois cents km à l'est, à Faiçalabad, près de la frontière indienne. En septembre, Ramzi ben al-Shibh, élément clé de la cellule de Hambourg à qui l'opération du World Trade Center avait été confiée, fut capturé à Karachi, principal port pakistanais, ville grouillante et anarchique.

Il existe une grande différence entre la liberté de circuler dans un pays entier et les incertitudes d'un refuge clandestin au Pakistan ou ailleurs. Malgré les liens établis de longue date par

Al-Qaida, le Pakistan était à présent dirigé par un général qui avait cessé de flirter ouvertement avec les islamistes et qui s'était rangé au côté de Washington quelques jours après le 11 septembre. Jusque-là, depuis son retour à Jalalabad en 1996, Oussama avait fait ce qu'il voulait en Afghanistan et au Pakistan. Il pouvait compter dans ces deux pays sur l'argent et sur les vieux réseaux établis près de vingt ans auparavant, durant la guerre contre l'occupant soviétique.

Oussama avait fait du chemin depuis les années 80, date à laquelle il était arrivé en Afghanistan, encore sans expérience mais plein d'ambition. D'abord manipulé, il était ensuite passé maître dans l'art de flatter, d'influencer, et même de menacer ceux dont il avait besoin pour satisfaire ses objectifs. Avec le temps, il avait appris à faire des compromis tout en offrant à ses disciples l'image d'un pur, d'un homme d'action hostile à tout arrangement. Malgré son attachement apparent aux détails d'un islam obscurantiste, il ne craignait pas de transgresser les règles puritaines de ses hôtes talibans. La prohibition des symboles de la modernité (ordinateurs, téléviseurs, cassettes audio et vidéo que la police débobinait rituellement sur les arbres pour dénoncer l'œuvre satanique des infidèles) ne s'appliquait pas dans son cas.

Surtout, il avait pris soin de cultiver sa relation avec le mollah Mohammed Omar, leader pachtoune borgne et rustre qui s'était un jour vêtu, dans Kandahar, du manteau que la légende disait avoir appartenu au Prophète, se proclamant ainsi commandeur des croyants. Dans certains cercles américains, on affirmait qu'Oussama avait fait du mollah Omar sa créature. Initialement, il semble plutôt qu'Oussama ait tout fait pour lui plaire. Il lui fournissait ses véhicules préférés, à quatre roues motrices, de l'argent et des flatteries, car il savait que sa présence précaire en Afghanistan dépendait exclusivement du bon vouloir d'Omar. Oussama savait aussi que certains talibans avaient cherché à persuader le mollah de rejeter un étranger qui, pour s'être distingué dans la guerre contre l'Armée rouge, n'en représentait pas moins un danger mortel pour leur régime.

Lors d'entrevues officielles ou secrètes, les émissaires américains rappelaient constamment aux représentants talibans que leur patience avait des limites et que la prochaine opération

terroriste d'Oussama entraînerait la guerre à coup sûr. Ces avertissements étrangers semblent avoir eu un effet pervers sur le mollah Omar. Déjà en 1998, peu après les attentats d'août contre les ambassades américaines à Nairobi et à Dar es-Salaam, il avait compromis le financement officiel saoudien lorsque le chef des services secrets, le prince Turki al-Fayçal, était venu à Kandahar, croyant à tort qu'Omar respecterait sa promesse de livrer Oussama.

Tout au long de l'année 2001, des signes très clairs indiquèrent l'ascendant croissant d'Oussama sur le mollah Omar. Oussama défia ouvertement l'interdiction de faire des déclarations publiques, il mit en scène pour son fils un mariage ostentatoire et encouragea en privé la destruction des deux grands bouddhas de Bamiyan, en accord avec les convictions iconoclastes du puritanisme saoudien dans lequel il avait grandi [2]. Pratiquement rien n'indique cependant qu'Oussama ait pris la peine d'informer son hôte de ses projets pour le 11 septembre, dont la préparation l'occupa pendant au moins deux ans. Se confier à l'un des talibans aurait seulement attisé les dissensions parmi les leaders afghans, qui craignaient de plus en plus qu'Omar ne laisse Oussama compromettre leur avenir. Depuis des années, en dépit de leur solidarité apparente avec Oussama, qu'ils prétendaient contrôler parfaitement, les leaders talibans s'interrogeaient sur le risque évident que créait la présence d'un hôte si visiblement résolu à n'en faire qu'à sa tête. Ces discussions longtemps étouffées furent confirmées une fois le régime démantelé en novembre 2001.

Bien auparavant, même les moins éclairés parmi les Afghans soupçonnaient ce qui se passait dans les dizaines de sites d'entraînement d'Al-Qaida éparpillés autour de Kaboul, de Kandahar, de Jalalabad et de divers villages, pour la plupart construits dans l'Hindu Kush durant la guerre contre l'URSS. Après tout, certains camps accueillaient simultanément les apprentis terroristes d'Al-Qaida, les conscrits talibans et la chair à canon destinée à la campagne irrédentiste du Cachemire par laquelle le Pakistan cherchait à affaiblir l'Inde, son grand ennemi. Les talibans les plus acharnés voyaient leur « émirat islamique » comme un État, tout en reconnaissant que l'ONU et diverses ONG fournissaient les rares services gouvernementaux offerts à la population. Oussama déclarait soutenir un projet cher au mollah

Omar : la renaissance du califat qui avait dirigé le monde sunnite jusqu'à son abolition par Kemal Ataturk en 1924, peu après la création de la République turque. En fait, Oussama s'intéressait plus aux moyens d'y parvenir (djihad et propagation systématique de la guerre sainte) qu'à la gestion quotidienne du gouvernement. Le mollah Omar et les talibans n'étaient donc pas irremplaçables.

Selon un lieu commun qu'il devint bientôt impossible de contester, le 11 septembre avait complètement bouleversé la vie des Américains. Pourtant, l'une des grandes forces des États-Unis est la capacité de vivre dans le présent en pensant à l'avenir, à tel point qu'il est difficile de prédire quelles cicatrices le 11 septembre laissera sur la nation. Qui aurait cru que l'administration Bush renoncerait à son attitude de repli sur le pays pour se lancer dans une politique de réorganisation du Moyen-Orient, entreprise sur laquelle tant de puissances mondiales s'étaient cassé les dents ? Plus concrètement, ce qui avait visiblement changé, c'était le mode d'action du terrorisme ; sur ce point, clairement, il y a eu un avant et un après 11 septembre.

Depuis des décennies, des avions étaient détournés. Les terroristes prévoyaient parfois de les faire exploser (jusqu'à douze en même temps), avec l'équipage et les passagers, comme en 1994 au-dessus du Pacifique. Le 24 décembre 1994, des islamistes algériens s'emparèrent d'un Airbus d'Air France à l'aéroport d'Alger et menacèrent de le faire s'écraser sur la tour Eiffel, symbole national au même titre que le World Trade Center et le Pentagone pour les États-Unis. En 1999, un rapport de 131 pages, publié dans l'indifférence par la Bibliothèque du Congrès, évoquait des scénarios catastrophe du même genre, avec détournement d'avions chargés d'explosifs, contre le Pentagone, la Maison Blanche ou le siège de la CIA[3]. En 1994, dans son best-seller *Dette d'honneur*, le romancier Tom Clancy imaginait un pilote furieux s'écrasant sur le Capitole, tuant le Président et la plupart des sénateurs et représentants réunis pour l'écouter. Mais jamais encore, dans l'histoire contemporaine du terrorisme, on n'avait vu mobiliser tant de ressources matérielles, humaines, financières et intellectuelles, si loin du lieu de résidence des cerveaux de l'opération et même au cœur du pays visé.

Ces attaques surpassèrent tous les événements inscrits dans les annales du terrorisme, en remontant même jusqu'au Vieux de la Montagne, dont les disciples avaient répandu une telle frayeur au Moyen-Orient qu'on les surnomma Assassins (déformation du mot arabe *haschich*, aux effets duquel était à juste titre attribuée la hardiesse de ces agressions). Depuis la forteresse d'Alamout, construite sur une étroite corniche rocheuse dans les montagnes d'Elbourz, dans le nord de l'Iran, Hassan ibn al-Sabbah avait dirigé, à partir de 1090 et pendant les trente-cinq années qui suivirent, la secte chiite révolutionnaire des ismaéliens, vouée au renversement du sunnisme dominant. Les Assassins formaient une société secrète autoritaire, reposant sur un système de serments et d'initiation, avec une hiérarchie complexe ; une liste des assassinats était tenue à Alamout, indiquant les noms des victimes et de leurs meurtriers. Pendant un siècle et demi, ses successeurs, tous surnommés Vieux de la Montagne, inculquèrent l'usage raffiné et systématique de la terreur comme arme politique. On peut donc voir en eux les premiers terroristes, combinant fanatisme et sang-froid. Ils n'utilisaient que le poignard, et mettaient un point d'honneur à ne pas s'enfuir une fois leur mission accomplie. Leurs cibles préférées étaient choisies parmi l'élite dirigeante. Leur première victime, le grand vizir Nizam al-Moulk, fut assassiné en 1092, et Hassan ibn al-Sabbah se réjouit : « Le meurtre de ce démon marque le commencement de la félicité. »

Historien moderne des Assassins, Bernard Lewis écrit : « Ce fut la première d'une longue série d'attaques similaires, dans le cadre d'une guerre calculée, entraînant la mort de deux califes, de souverains, de princes, de généraux, de gouverneurs et même de théologiens qui avaient condamné les doctrines ismaéliennes et autorisé l'élimination de ceux qui les professaient[4]. » La plupart des victimes étaient sunnites, mais ils tuèrent également un certain nombre de croisés, tandis que Saladin, grand adversaire sunnite des croisades, échappa de justesse à deux de leurs complots.

Le premier Vieux de la Montagne étendit son autorité sur une série de redoutes montagnardes en Iran, et d'autres forteresses refuges furent acquises par la suite. Des agents des Assassins opéraient en Irak, en Syrie, en Égypte et au-delà, s'insinuant dans les défenses de l'ennemi grâce à des déguisements élabo-

rés, se faisant passer pour des moines, des marchands ou des soldats. Ils frappaient dans les mosquées ou dans la tente des princes, obligeant les dirigeants à prendre des mesures de sécurité coûteuses et souvent vaines. Un Vieux de la Montagne écarta avec mépris les menaces de représailles de Saladin : « Il est étonnant de trouver une punaise dans l'oreille d'un éléphant ou un moucheron s'attaquant à une statue. »

Les Assassins finirent par perdre leur efficacité. En 1273, Baybars, le grand sultan mamelouk qui chassa les croisés de leur dernière enclave en Terre sainte, obtint la reddition des dernières places fortes des Assassins en Syrie. Une génération auparavant, les conquérants mongols s'étaient emparés de leurs forteresses en Iran et avaient brûlé la célèbre bibliothèque d'Alamout. Les leçons qu'en tire Bernard Lewis valent pour bien d'autres groupes terroristes. On voyait en eux une grave menace pour l'ordre établi. Loin d'être un phénomène isolé, ils appartiennent à « une longue série de mouvements messianiques, à la fois populaires et obscurs, inspirés par des angoisses profondément enracinées, qui jaillissent parfois dans des explosions de violence révolutionnaire ». Ils canalisaient « les croyances extravagantes et les mécontentements vagues pour former une idéologie et une organisation sans égale, avant ou après, par la cohésion, la discipline et la violence ciblée ». Ils finirent néanmoins par échouer totalement.

Oussama ne pense jamais à l'échec. Quel que soit son style de terrorisme, il est en parfait accord avec son temps : prendre l'opinion publique en otage, la terroriser, et pas seulement frapper l'élite. Les cibles symboliques sont la base de tout grand acte de terrorisme moderne. En dehors du recours à l'arme nucléaire ou d'une attaque biologique ou chimique massive, il était difficile de frapper des milliers de victimes travaillant dans le cœur financier du pays le plus riche de l'histoire, ou de réduire à des ruines fumantes toute une aile du quartier général militaire de la seule superpuissance mondiale. En comparaison, les premiers exploits terroristes d'Oussama n'étaient que des exercices rudimentaires, de simples variations sur l'attentat classique à la voiture piégée et autres procédés utilisés depuis des décennies. Ces actes lui avaient néanmoins valu une place sur la carte des nuisances du tiers-monde. Aux yeux de nombreux musulmans, ces opérations l'avaient métamorphosé, lui confé-

rant le statut prestigieux d'ascète du désert, mélange de Che Guevara, de Robin des Bois, de Saladin et d'Ange exterminateur, contre les États-Unis tout-puissants, arrogants et infidèles.

Mais jusque-là le géant avait à peine frémi. Cette fois, le hurlement de douleur des Américains retentit dans le monde entier. Rabattre le caquet des États-Unis, leur faire sentir la colère et la souffrance du reste de l'univers, à l'ère du village planétaire, voilà qui attirait la sympathie bien au-delà des limites de l'islamisme radical. Acte de démence malfaisante ou tout ce que l'on voudra, le 11 septembre ne poussait pas seulement à se réjouir du malheur des autres, il dépassait la relation de fascination-répulsion que suscitent les grandes puissances depuis la nuit des temps. Alors qu'ils pleuraient leurs morts à New York, à Washington et en Pennsylvanie, les Américains ne pouvaient pas dire qu'ils n'avaient pas été prévenus. Pourtant, les menaces de plus en plus évidentes étaient passées inaperçues, excepté des spécialistes de l'antiterrorisme. Depuis près de cinq ans, Ben Laden répétait à qui voulait l'entendre que tous les Américains, civils ou militaires, étaient des proies légitimes dans le monde entier. Et en deux occasions au moins, il avait prouvé que ce n'étaient pas là paroles en l'air.

En juin 2001, dans un tribunal de Manhattan, quatre cadres d'Al-Qaida avaient été condamnés à la prison à perpétuité pour leur participation aux attentats au camion piégé perpétrés quasi simultanément contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie le 7 août 1998. Douze Américains et 212 Africains étaient morts dans ces explosions. Le 12 octobre 2000, 17 marins américains furent tués lorsqu'un canot en fibre de verre chargé d'explosifs, manœuvré par deux kamikazes d'Al-Qaida, entra en collision avec l'*USS Cole* durant une brève escale dans le port d'Aden. Une fois encore, la responsabilité de Ben Laden semblait flagrante mais ne put être établie devant un tribunal. Au cours de l'été 2001, Oussama promit aux États-Unis un châtiment plus meurtrier encore, dans l'une de ses vidéos promotionnelles de plus en plus fréquentes, sorties d'Afghanistan en contrebande et avidement visionnées par le public mi-horrifié, mi-admirateur des chaînes satellites arabes. Entre deux fragments d'interviews télévisées et des images d'entraînement au combat, on voyait Oussama lire un poème glorifiant l'attaque contre le navire de guerre bercé par « l'illusion de son propre

pouvoir » et promettant que « des membres humains seraient dispersés partout ».

Ben Laden avait déjà un passé avéré qu'il était difficile d'ignorer. Mais pour les hauts fonctionnaires américains qui s'inquiétaient de son action, les futures opérations d'Al-Qaida apparaissaient en quelque sorte comme le prix à payer puisqu'on était bien obligé de traiter avec les pays pétroliers. Dans une Amérique choquée par les morts du Vietnam, le pétrole était la seule valeur méritant qu'on lui sacrifie des vies. Les symboles traditionnels de souveraineté nationale (ambassades ou bâtiments de guerre) avaient perdu de leur prestige dans un monde post-moderne. Il était devenu acceptable de perdre quelques diplomates, et même des soldats qu'après tout on envoyait à l'étranger mourir pour leur pays, dans quelque lieu reculé dont l'Américain moyen n'avait jamais entendu parler.

Puis le World Trade Center fut réduit à un tas de décombres, faisant voler en éclats le mythe béat de l'invulnérabilité américaine. La plupart des victimes étaient des civils, et c'est là ce que la population eut tant de mal à accepter. Les victimes (conducteurs de bus salvadoriens, policiers et pompiers irlandais, avocats WASP, employés de banques juifs et indiens) étaient l'équivalent moderne, dans la vraie vie, de ce que proposaient les films de série B évoquant la Seconde Guerre mondiale, avec leurs régiments d'infanterie « ethniques ». Oussama avait prévenu que tous les Américains étaient des proies légitimes et avait mis sa menace à exécution. De son point de vue, le World Trade Center était le symbole parfait de tout ce qu'il détestait aux États-Unis : la richesse, l'indifférence aux problèmes d'autrui, l'assurance du maître de l'univers.

Indépendamment des autres significations possibles de l'événement, le 11 septembre mit brutalement fin à une décennie pendant laquelle l'Amérique avait pris ses distances par rapport à l'Histoire, après la fin de la guerre froide, avec l'illusion néo-isolationniste selon laquelle les États-Unis tout-puissants jouiraient de la mondialisation tout en se retirant dans la Forteresse Amérique protégée par son bouclier antimissile. L'audace, la patience, la dissimulation, la conviction, l'organisation, l'ubiquité (et la chance pure et simple) d'Al-Qaida étaient aussi stu-

péfiantes que l'échec des services de renseignement, le plus mémorable depuis le « jour d'infamie », l'attaque japonaise sur Pearl Harbor le 7 décembre 1941, qui précipita les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale (j'avais alors huit ans et je m'en souviens comme si c'était hier. Je me demande si un enfant du même âge se rappellera le 11 septembre avec la même netteté dans soixante ans).

Au lendemain de la catastrophe, le choc était tel que les hôtes talibans de Ben Laden, soudain inquiets, et même certains musulmans occidentalisés, s'interrogèrent sur sa responsabilité dans les attentats. Ils affirmèrent mollement que le tiers-monde ne disposait pas des cerveaux nécessaires à une telle opération. On vit reparaître le vieux mécanisme de défense consistant à nier l'évidence, aux marges de l'islam radical tout d'abord, puis sur la chaîne Al-Jazira, chère à Oussama et normalement source d'informations la plus fiable sur le monde arabe. Selon une rumeur d'un goût douteux, aucun juif ne s'était présenté à son travail au World Trade Center parce qu'ils étaient au courant de l'attaque prévue. Les mois passant, de nombreux Arabes acceptèrent les faits et les implications de ces attentats souvent peu flatteuses pour leur société[5].

Les musulmans n'étaient pas les seuls à soutenir la théorie du complot. Quelques heures après les attaques, des Américains haut placés, des généraux et des membres du renseignement israéliens ne purent s'empêcher d'attribuer aux services secrets de Saddam Hussein le soutien logistique requis pour les attentats. Seul l'Irak pouvait avoir formé les pilotes kamikazes sans éveiller les soupçons (le témoignage déposé le 24 mars 2004 par Richard A. Clarke, coordinateur de l'antiterrorisme, dans le cadre de l'enquête indépendante, a bien montré que Bush avait voulu établir un lien entre le 11 septembre et l'Irak). Quel meilleur moyen de régler son compte à Saddam, dix ans après que Bush père avait commis l'erreur de le laisser sur son trône à Bagdad où il pourrait troubler le « nouvel ordre mondial » censé succéder à la guerre froide. On découvrit rapidement que les pilotes avaient été formés en Amérique (Floride, Arizona, Oklahoma, Minnesota). Certains membres du gouvernement tchèque, dont le Premier ministre Milos Zeman, affirmèrent qu'un agent du renseignement irakien avait bien rencontré Mohammed Atta, l'Égyptien soupçonné d'avoir orchestré les

détournements d'avions, durant un bref passage à Prague l'année précédente ; très vite, certains journalistes contestèrent sérieusement ces dires et, avant la fin de l'année 2001, des esprits moins échauffés, dont le président Vaclav Havel, retirèrent élégamment cette affirmation. Mais aux États-Unis, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'administration Bush, on avait décidé d'associer l'Irak aux attentats et l'accusation fut maintenue pour justifier la volonté de renverser Saddam Hussein. Au printemps, il fut admis à contrecœur qu'aucune preuve ne corroborait cette accusation[6]. Mais les sondages montraient régulièrement que la plupart des Américains croyaient en l'existence de ce lien, ce qui permit de justifier la guerre en Irak.

Le même lobby anti-Saddam soutint que seul l'Irak, ayant à plusieurs reprises utilisé des armes chimiques contre ses ennemis iraniens et contre la population kurde sur son propre territoire au cours des années 80, avait pu fournir les enveloppes contaminées à l'anthrax que reçurent les agences de presse, les membres du Congrès et de simples particuliers, enveloppes qui firent cinq morts aux États-Unis. C'était le point de vue des théoriciens du complot, jusqu'à ce qu'une enquête montre que le coupable était vraisemblablement un scientifique américain aigri, spécialiste en armement chimique. L'énigme n'a toujours pas été résolue.

Pourtant, alors que les pièces du puzzle s'assemblaient à une vitesse étonnante, on découvrit que Ben Laden et les autres islamistes avaient essentiellement exploité l'ouverture de ces États-Unis qu'ils méprisaient et redoutaient. Indépendamment du chaos et de la panique du 11 septembre, Ben Laden espérait sans doute que le président Bush, par sa réaction excessive, validerait sa critique de la société américaine. Pour un pays pris à ce point au dépourvu, les États-Unis et son président encore débutant eurent d'abord un comportement rassurant, presque trop rationnel. Bush ne commit qu'une seule fois, en visitant Ground Zero, l'erreur de jouer le jeu d'Oussama en évoquant la « croisade » qu'allait mener l'Amérique, mot qui avait depuis longtemps perdu ses connotations religieuses pour les Occidentaux, mais pas pour les musulmans. Bush évita les déclarations du genre « l'Amérique contre l'islam » et « le choc des civilisations » qu'Oussama avait espéré susciter. Durant ces premières journées, le président rassura la population musulmane des

États-Unis, en dénonçant les actes d'agression antimusulmans et en affirmant qu'il ne laisserait pas le terrorisme empiéter sur les libertés fondamentales de l'Amérique.

Mais il rallia la nation en déclarant la guerre au mal incarné, jurant de mettre la main sur Oussama « mort ou vif », comme dans les westerns, et d'anéantir Al-Qaida et le terrorisme partout où ils se cachaient. Le langage simpliste du « nous contre eux » fut excusé comme l'expression d'une indignation bien compréhensible, le genre de paroles qu'on pouvait attendre d'un ancien gouverneur du Texas. Bush surprit agréablement les critiques jusque-là indignés par son mépris des questions internationales. Reproduisant le succès de son père lorsqu'il avait créé une coalition pour libérer le Koweït en 1990, le président obtint un soutien international pour son expédition en Afghanistan. Pour convaincre les pays musulmans, les diplomates américains inventèrent le concept de « terrorisme planétaire ». Ce terme fut créé pour exempter les groupes locaux violemment opposés à l'occupation israélienne des territoires arabes, comme le Hamas et le Djihad islamique en Palestine ou le Hezbollah au Liban. Mais une fois les talibans vaincus, cette distinction disparut.

La doctrine Bush en vint bientôt à recouvrir une guerre mondiale mal définie contre tous les terroristes et tous ceux qui les aidaient ou les soutenaient. Alors que l'administration ne concevait visiblement aucune issue précise à cette « guerre contre le terrorisme », l'opinion publique américaine s'engagea massivement en faveur du programme du secrétaire d'État à la Justice John Ashcroft. Le gouvernement arrêta vite plus d'un millier de musulmans étrangers, dont beaucoup furent tenus au secret pendant de longues périodes pour des histoires de visa, privés d'accès à un avocat grâce à une nouvelle loi tentaculaire, l'*USA Patriot Act*, rapidement imposée au Congrès. Les historiens se consolaient en rappelant qu'en temps de guerre, les administrations précédentes avaient bien plus réduit les libertés civiles. Les gouvernements étrangers, confrontés à leurs propres problèmes, d'Israël à l'Algérie en passant par la Turquie, de la Russie aux Philippines, sautèrent sur cette occasion de s'attirer les faveurs de Washington en décrivant leurs opposants comme des terroristes. Le spectre de Metternich, grand réactionnaire européen du XIX^e^ siècle, était de retour à Washington. Dès avant le 11 septembre, le Premier ministre israélien Ariel Sharon compa-

rait le leader palestinien Yasser Arafat à Ben Laden. Cette comparaison fut reprise dans l'Amérique traumatisée, alors que les faits la démentaient. Les opposants à l'occupation israélienne, qu'il s'agisse des islamistes ou des nationalistes palestiniens, ne voulaient nullement être associés à Oussama.

Tandis que la panique s'apaisait, l'administration Bush ranimait les souvenirs malheureux des excès commis lors des raids Palmer contre les suspects communistes après la Première Guerre mondiale, la détention préventive des Américains d'origine japonaise après Pearl Harbor et la chasse aux sorcières menée par le sénateur Joseph McCarthy au début des années 50. En dehors des juristes, des défenseurs des droits civils (de droite comme de gauche) et des porte-parole des communautés arabe et musulmane, rares furent ceux qui s'en émurent. Mais une magistrature courageuse contribua à redresser la balance. Mi-2002, à travers les États-Unis, plusieurs tribunaux se mirent à contester les excès du secrétariat d'État à la Justice.

Oussama avait bien vu que les États-Unis étaient un théâtre idéal pour ses opérations. Il comprenait le fonctionnement de l'Amérique bien mieux que l'Amérique ne comprenait Al-Qaida. Ses collaborateurs avaient un sixième sens pour détecter les faiblesses du système. Ils sentaient que le Service d'immigration et de naturalisation était une bureaucratie ingérable et incapable de garder la trace des quelque dix millions d'immigrés illégaux restés sur le territoire après expiration de leur visa. En ce XXI[e] siècle commençant, l'Amérique attirait plus de nouveaux venus qu'au cours des cent années passées. Les États-Unis avaient l'habitude d'accueillir les cerveaux compétents et les bras disposés à accomplir le sale boulot que les résidents dédaignaient. Les cadres d'Oussama appartenaient à ces deux catégories.

Dans une Amérique habituée à la présence d'étrangers, des conspirateurs arabes discrets et motivés opérant en petites équipes n'attiraient guère l'attention. Les pirates provenaient presque tous d'Arabie Saoudite, le principal allié arabe des États-Unis. Ils entrèrent sur le territoire munis de passeports en règle, à leur propre nom, avec des visas obtenus sans problème. Ils veillaient à éviter tout ennui, s'habillaient de façon anodine et

dépensaient normalement leur argent. Ils formaient une petite unité autarcique. Et ils évitaient les individus impliqués dans ce que le secrétariat d'État à la Justice considérait comme les cellules dormantes d'Al-Qaida formées en Afghanistan.

Toute la différence viendrait de l'argent à leur disposition et de la qualité intellectuelle des cerveaux. Tout opposait ces hommes aux agents ordinaires de Ben Laden. En mission à l'étranger, ses agents généralement peu instruits avaient été inquiétés par les autorités parce qu'ils utilisaient des papiers grossièrement falsifiés, vivaient dans des quartiers sordides, survivant grâce à des fraudes sur cartes bleues et à des vols d'autoradios, de portables et d'ordinateurs. Pour certaines opérations, un cadre d'Al-Qaida arrivait sur place pour prendre la tête des terroristes, puis disparaissait avant le début de l'opération. Malgré ces précautions, beaucoup de ces agents « jetables » finissaient entre les mains de la police.

Cette fois, les leaders et les auxiliaires étaient bien entraînés et souvent issus de la bourgeoisie. Ils parlaient suffisamment bien l'anglais pour éviter d'éveiller les soupçons parmi des Américains habitués aux accents les plus divers au sein d'une importante population d'origine étrangère. En accord avec les méthodes élémentaires présentées dans leur manuel d'entraînement, ils évitaient les *thobes* saoudiennes arrivant à la cheville. Ils avaient sacrifié la barbe adoptée par de nombreux djihadistes, ils étaient glabres et s'habillaient à l'occidentale. S'ils allaient à la mosquée pour la prière du vendredi, ils veillaient à ne pas se faire remarquer en tant que radicaux. Se fondre dans la masse, tels étaient les ordres. Ils savaient y faire : deux d'entre eux eurent assez de sang-froid pour ne pas paniquer lorsqu'ils furent arrêtés en Floride pour excès de vitesse et ils repartirent tout penauds après qu'on leur eut infligé une amende.

Depuis les années 20, l'islam radical attirait des hommes instruits, des ingénieurs et des scientifiques, comme si ces disciplines permettaient d'appliquer les formules précises de la technologie moderne à la propagation de la foi. La révolution iranienne de 1978-79 avait attiré de nombreux étudiants en sciences. Même chose en Algérie, avec le Front islamique du salut (FIS), jusqu'à son interdiction en 1992. Mais c'était la première fois que tant de membres de l'élite étaient prêts à sacrifier leur vie dans une opération-suicide.

Le 11 septembre marque aussi la première fois où Al-Qaida se donna les moyens d'atteindre ses buts. La préparation dura deux ans ou plus, mais les Américains furent stupéfaits des ravages causés avec un budget de 500 000 dollars « seulement », selon l'estimation des enquêteurs gouvernementaux. En fait, le coût du 11 septembre fut infiniment supérieur à celui des opérations antérieures d'Oussama, mais il restait dérisoire par rapport aux quelque dix milliards de dollars consacrés annuellement à l'antiterrorisme par les États-Unis, somme qui s'avéra particulièrement inopérante en l'occurrence.

Les attaques contre les tours jumelles et le Pentagone nécessitèrent des injections régulières de liquidités, surtout pour former les pilotes pendant plus d'un an, mais aussi pour maintenir les « muscles » saoudiens aux États-Unis pendant des mois sans attirer les soupçons. Ayant enfin compris les limites du terrorisme à bon marché, Oussama révolutionna le genre. Depuis des années, les experts occidentaux de l'antiterrorisme fantasmaient sur ces agents sophistiqués, bien habillés, polyglottes, capables d'obtenir des visas, d'acheter leurs billets d'avion, de communiquer par e-mail et de se débrouiller seuls. Rétrospectivement, on s'étonne qu'Oussama ait mis si longtemps avant de parvenir à ses fins. Cela s'explique en partie par son attitude face à l'argent. Malgré sa fameuse fortune personnelle et les moyens colossaux dont il disposait, Oussama avait une réputation de pingre, comme beaucoup de riches Saoudiens. Mais cette fois, il avait mis le paquet.

Le coût total représentait dix fois plus qu'Al-Qaida n'avait dépensé pour faire sauter les ambassades américaines en 1998 ou que n'avait coûté la vague d'attentats dans le métro parisien en 1995. En décembre 1999, Ahmed Ressam, Algérien formé dans les camps afghans d'Al-Qaida, fut envoyé au Canada avec 12 000 dollars en liquide ; il devait y recruter des complices et trouver une cible à attaquer. Il choisit l'aéroport de Los Angeles. Mais Ressam, qui maîtrisait mal l'anglais, fut arrêté à la frontière, dans l'État de Washington, par un douanier malin qui découvrit un chargement d'explosifs dans le coffre de sa voiture.

Pour les opérations du 11 septembre, l'investissement fut aussi dosé que sophistiqué. La plupart des pilotes s'entraînèrent juste assez pour apprendre à voler et à prendre un virage (selon une histoire qui s'avéra apocryphe, Zacarias Moussaoui, soup-

çonné d'être le « vingtième » pirate, avait signalé à son instructeur du Minnesota qu'il ne souhaitait apprendre ni à décoller ni à atterrir). Même les armes utilisées pour prendre le contrôle des avions n'étaient que des cutters, peu onéreux et bien plus faciles à faire passer à travers les détecteurs de métaux que les revolvers achetés à bas prix.

Selon la presse à sensation, Ben Laden, fils d'un multimilliardaire saoudien devenu un Goldfinger islamique, régnait sur des cellules dormantes vaguement connectées au sein d'un réseau nébuleux commandé depuis cet État déchu, l'Afghanistan des talibans. Les spécialistes occidentaux regrettaient les simplicités relatives du temps de la guerre froide, lorsque le terrorisme entretenait des liens prévisibles avec le bloc soviétique, l'époque où les agents des groupes palestiniens trouvaient refuge au sein des régimes arabes radicaux. Nostalgie à part, la vérité était plus complexe, troublante et enracinée dans l'expérience passée, du moins quant à son inspiration. Tout d'abord, ni Al-Qaida ni les talibans n'auraient été bien difficiles à infiltrer, si seulement les services de renseignement américains avaient été présents sur place, comme le montre bien le cas de John Walker Lindh, Américain converti à l'islam qui fut capturé en Afghanistan en novembre 2001, puis condamné à vingt ans de prison.

Plus troublant était le mantra de la communauté du renseignement aux États-Unis : Al-Qaida était une espèce nouvelle, sans attaches et donc insensible aux pressions traditionnelles que les gouvernements exerçaient sur leurs homologues hébergeant des terroristes. Lorsque Al-Qaida se mit à opérer à plein régime, le Soudan et le Yémen repensèrent leur arrangement avec Oussama. Plus frappantes encore étaient la politique à courte vue de deux pays de plus en plus vulnérables, le Pakistan et l'Arabie Saoudite, et l'incapacité des gouvernants américains à proposer une stratégie efficace pour traiter avec eux.

En l'absence d'une ligne de conduite claire à Washington, les spécialistes américains de politique étrangère faisaient de leur mieux pour limiter les crises périodiques. Mais le 11 septembre révéla au public les contorsions que cela exigeait. Le résultat fut le cauchemar de tous les diplomates : les compromis inévitables, la nécessité de fermer les yeux sur beaucoup de choses pour

avoir de bonnes relations avec le monde extérieur, et cela sous le regard courroucé de politiciens indignés et de l'opinion publique qui découvrait soudain les réalités internationales.

Plus embarrassante encore était l'indigence de la communauté américaine du renseignement. Au Pakistan et en Afghanistan, les États-Unis dépendaient largement d'agents restés sur place après le djihad antisoviétique et de contacts contrôlés par leurs homologues pakistanais. Autrement dit, ils manquaient de sources fiables en Afghanistan. Poursuivant des objectifs diamétralement opposés, les services secrets pakistanais n'étaient pas prêts à aider les États-Unis à faire pression sur les talibans ou sur Al-Qaida. La politique pakistanaise était dictée par le désir qu'avait l'armée de soutenir les talibans, dans l'espoir de contrôler un jour un gouvernement ami. Depuis plus de vingt ans, l'armée pakistanaise était obsédée par l'idée de dominer l'Afghanistan, pour créer une « profondeur stratégique » bien illusoire, censée les mettre sur le même plan que leur voisin indien, plus grand, plus riche et plus peuplé. Cette doctrine était héritée de la politique de l'Empire britannique, qui avait entraîné aux XIX^e^ et XX^e^ siècles le désastre des trois guerres afghanes.

Al-Qaida aidait les talibans dans leur combat, de sorte que le Pakistan n'avait aucun intérêt à affaiblir les uns ou les autres pour faire plaisir à Washington. En outre, depuis la fin de la guerre froide, dans beaucoup de pays, la CIA dépendait plus que jamais des liens établis avec les services secrets locaux. Cela économisait de l'argent et le gouvernement américain ne s'intéressait que très vaguement à de nombreuses parties du monde. Les efforts accomplis pour en savoir plus sur les talibans et sur Al-Qaida étaient gênés par d'autres considérations. Pour éviter de compromettre ses relations avec le Pakistan (qui avait prouvé sa puissance nucléaire en 1998), la CIA refusa de collaborer avec les ennemis des talibans, principalement Ahmed Shah Massoud, leader d'origine tadjik et éminent commandant militaire afghan. Les États-Unis se méfiaient de lui parce qu'il recevait l'aide de l'Inde, de la Russie et surtout de l'Iran qui, depuis la révolution survenue un quart de siècle auparavant, figurait en bonne place sur la liste des ennemis de Washington[7].

Pourtant, les États-Unis connaissaient le problème pakistanais. Quelques heures après le 11 septembre, le Pakistan dut mettre fin à sa danse des sept voiles : Washington exigea la sus-

pension de la collaboration pakistanaise avec les talibans et demanda à Pervez Moucharraf de faire pression sur ceux-ci pour qu'ils rompent tout lien avec Oussama. Le général devenu président n'eut pas une seconde d'hésitation. Il savait qu'il n'avait pas le choix. Par extension, Washington cessa aussitôt de feindre l'ignorance face aux liens apparemment non prouvés mais logiquement étroits entre Al-Qaida et le renseignement pakistanais.

Le premier signe concret d'un renversement d'alliances fut le remplacement du chef pro-taliban de l'Inter-Services Intelligence (ISI), véritable État dans l'État pakistanais, pro-intégriste, qui gouvernait presque l'Afghanistan comme un fief privé. La surprise fut vive parce que l'armée et les gouvernements successifs avaient toujours négligé les avertissements de plus en plus nets, comme s'il avait suffi de renforcer les services secrets, l'armement et les troupes pour assurer une victoire définitive des talibans contre Massoud. Les satellites espions américains accumulaient les photos prouvant l'intervention militaire pakistanaise, artillerie par-ci, forces spéciales par-là. Massoud récitait à ses visiteurs étrangers la liste des conseillers militaires pakistanais, des unités détachées en Afghanistan et de leurs commandants, et il affirmait avoir des prisonniers pakistanais pour confirmer ses dires.

Le Pakistan avait pour ainsi dire inventé les talibans, ces prétendus étudiants coraniques, mais seulement après que leurs alliés initiaux, les moudjahidin antisoviétiques, s'étaient mis à s'entretuer après le repli de l'Armée rouge en 1989, réduisant à néant l'illusion de la « profondeur stratégique ». Poursuivant ses rêves de grandeur en Asie centrale, le Pakistan recruta et arma les talibans parmi les malheureux Afghans réfugiés sur son territoire depuis la guerre contre l'URSS.

Pour paraître innocent aux yeux de la communauté internationale, l'ISI estima que l'Afghanistan serait utile pour former les volontaires dans le cadre du conflit de plus en plus meurtrier qui l'opposait à l'Inde au sujet du Cachemire. L'usage abusif des talibans ne fut qu'une variation supplémentaire dans l'exercice occulte du pouvoir par l'ISI, modeste organisation de renseignement militaire qui, en vingt ans, était devenue l'autorité suprême au Pakistan. Dans ce « pays des purs » miné par la corruption, ruiné mais doté d'un arsenal nucléaire, même l'armée, censée être le dernier bastion, donnait des signes croissants de

« talibanisation rampante » de ses officiers. L'attaque d'Oussama sur New York avait sauvé le Pakistan de ses propres démons, de façon provisoire tout au moins.

Le soudain intérêt des hommes politiques et des médias américains pour l'Arabie Saoudite révéla une situation qui existait pourtant depuis longtemps : la domination d'un islam particulièrement fondamentaliste et la décadence d'une famille royale toujours en expansion, assise sur les plus vastes réserves de pétrole au monde. Depuis une génération, les Saoudiens, au sein du gouvernement ou non, subventionnaient de nombreuses *madrasas* au Pakistan, où les talibans et de nombreux jeunes gens pauvres d'Asie centrale, hébergés et nourris, apprenaient le Coran par cœur et pas grand-chose d'autre. Le royaume finançait les talibans comme il avait financé les moudjahidin durant la guerre contre les Soviétiques. Pour les Saoudiens, la propagation de leur islam puritain était au cœur de l'idéologie monarchique. Si tant est qu'elle se soit posé la question, l'Arabie Saoudite croyait sans doute faire ce que voulaient les États-Unis... et le Pakistan, bien sûr. Cette politique donnait à son élite princière débauchée une preuve visible de ses bonnes mœurs. Les similitudes apparentes, comme la police religieuse des talibans, qui devait même aux Saoudiens son nom de Comité de récompense de la vertu et de châtiment du vice, aidaient à surmonter les inquiétudes que la famille royale pouvait avoir.

Comme si ces problèmes extérieurs ne suffisaient pas, les Américains semblaient réellement incapables de comprendre comment ils avaient pu susciter tant de haine. Ce peuple ne voit jamais pourquoi on ne l'aimerait pas, et encore moins de quoi on voudrait le punir. L'Amérique n'est pas naturellement prédisposée à l'autocritique, ni à se demander si ses choix jouent un rôle dans les bouleversements qui surviennent à l'étranger. C'est un malheur et une bénédiction, c'est l'illusion du « splendide isolement » dont se berce un pays qui est aussi un continent. Dans les années 90, les Américains avaient cru pouvoir oublier le monde. Ce fut pour beaucoup une période de repli sur soi, encouragé par la fin de la guerre froide, de soulagement à l'idée de ne plus avoir à se préoccuper du vaste monde, et la

plus longue embellie économique dans l'histoire du pays. Mais le reste du monde était convaincu que les États-Unis voulaient diriger la planète.

Pourtant, les Américains hébétés par le 11 septembre furent rassurés par les marques de sympathie privées et publiques affluant du monde entier, surtout de ses alliés européens. *Le Monde*, toujours critique envers les États-Unis, proclama : « Nous sommes tous américains », faisant écho au « *Ich bin ein Berliner* » prononcé près de quarante ans auparavant par le président Kennedy. Ce soutien étranger devint vite plus nuancé, mais peu d'Américains le remarquèrent. Leur innocence constamment revendiquée ne faisait qu'exacerber le ressentiment général. Après tout, pour les principaux alliés européens de l'Amérique, le terrorisme n'avait rien d'une nouveauté. La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne avaient toutes connu des crises de ce genre, certes moins dramatiques mais souvent plus longues. Ces nations plus anciennes acceptaient le sort des États puissants depuis la nuit des temps : être tantôt envié, tantôt haï.

Les griefs d'Oussama combinaient évidemment réalités et fictions. Par un heureux hasard (calculé ?) pour Al-Qaida, le 11 septembre intervenait presque un an après le début de la seconde intifada palestinienne, enflammant les musulmans du Maroc au Pacifique. Un demi-siècle presque ininterrompu de soutien américain à Israël valut à Ben Laden beaucoup de sympathies parmi le 1 200 000 000 de musulmans du monde entier. La Palestine était une cause sûre en dernier recours. Et la plupart des mouvements politiques islamistes avaient échoué durant la décennie précédente, en Algérie, en Égypte, au Soudan. En fait, Oussama avait rejoint très tardivement la cause palestinienne[8].

Comme il ne se lassait jamais de le répéter, son véritable pôle d'intérêt restait son pays natal, cette Arabie Saoudite souillée par l'« occupation » militaire américaine. Cette condamnation résonna à travers tout le monde musulman et au-delà, en fait partout où les États-Unis soutenaient des régimes corrompus et autoritaires tout en clamant leur attachement à la démocratie, aux élections « libres et justes » et au capitalisme comme panacée garantie. Mais rien ne valait l'impact émotionnel de la question palestinienne, qui permettait à tous les Arabes ordinaires de dénoncer ce qu'ils considéraient comme les excès israéliens

et de critiquer leur propre gouvernement, incapable de prendre des mesures efficaces pour y mettre un terme.

À mesure que les Américains surmontaient le choc initial des attaques de septembre 2001, ils comprirent qu'ils avaient négligé les indices semés par les terroristes comme autant de cartes de visite, depuis près de dix ans. Les raffinements techniques étaient légion. Parmi les cibles américaines, le World Trade Center avait déjà fait l'objet d'un attentat terroriste en 1993, dans lequel, par miracle, seules 6 personnes avaient trouvé la mort. Le cerveau de l'opération, qui se fait appeler Ramzi Ahmad Youssef, fut arrêté au Pakistan deux ans après et ramené sur le lieu du crime pour être jugé. Il déclara aux policiers américains qui l'emmenaient dans sa prison de Manhattan où il serait détenu à vie que, s'il avait eu plus d'argent à sa disposition, il aurait pu faire bien plus de victimes.

Sur le disque dur de son ordinateur, saisi à Manille, les enquêteurs trouvèrent des projets visant à faire exploser une douzaine d'avions américains presque simultanément au-dessus du Pacifique. L'un de ses comparses aux Philippines, Abdoul Hakim Mourad, avait un brevet de pilote et prévoyait de faire s'écraser un avion sur le siège de la CIA à Langley, en Virginie. En Algérie, les radicaux du Groupe islamique armé (GIA) s'emparèrent d'un airbus d'Air France sur l'aéroport d'Alger juste avant Noël 1994, dans l'intention de le faire s'écraser sur la tour Eiffel. Ils en furent empêchés par le Raid qui prit l'avion d'assaut durant une escale à Marseille.

Ces indices montraient que les terroristes d'Al-Qaida assimilaient toutes les techniques sophistiquées que d'autres avaient mises à l'épreuve. Oussama s'était montré extrêmement inventif en amenant son djihad au cœur même de « la bête ». Les hauts fonctionnaires américains guettaient depuis longtemps les attaques d'Al-Qaida, y compris aux États-Unis. Mais même parmi les vétérans de l'antiterrorisme des deux côtés de l'Atlantique qui traquaient les djihadistes depuis des années, personne ne l'avait cru capable de mettre en scène un spectacle aussi phénoménal.

Je reconnais que, là encore, je m'étais trompé sur le compte d'Oussama. Je pensais qu'il avait soigneusement chorégraphié le dernier acte d'une vie destinée à entrer dans les annales, à la

manière des Assassins. J'étais convaincu qu'il avait tenu à choisir l'heure de sa sortie et la façon exacte dont il quitterait la scène. L'aspect exhibitionniste de sa personnalité n'en exigeait pas moins. Depuis que son modèle favori, Saladin, avait vaincu les croisés, aucun musulman n'avait ainsi affronté tout le monde occidental. Depuis des années, Oussama affinait son image de héros et martyr : fils d'un homme riche, ascétique au point d'interdire à ses femmes de lui repasser ses vêtements, s'exprimant avec douceur pour inspirer le respect, parlant l'arabe classique, ce qui impressionnait tous ceux qui connaissaient bien les rythmes poétiques du Coran. Tout semblait prêt pour son départ programmé.

Ben Laden espérait sans doute que la crainte et la haine qu'il inspirait lui survivraient et plongeraient le monde islamique dans un « choc des civilisations » avec l'Occident. Les attaques contre New York et Washington devaient non seulement venger les griefs réels et imaginaires que les musulmans avaient à formuler selon lui, mais aussi déclencher une conflagration planétaire. Le 7 octobre, quelques heures après les premières frappes aériennes américaines, Oussama en fit la déclaration sur une vidéo habilement préenregistrée qui, au grand dam de l'administration Bush, fut diffusée dans le monde entier par Al-Jazira, la seule chaîne de télévision à disposer alors d'un correspondant à Kaboul[9].

Élégamment vêtu d'une veste de camouflage, un micro à la main, Oussama se félicitait : l'Amérique, disait-il, « a été remplie d'effroi du nord au sud, d'est en ouest, et Dieu soit loué qu'elle vive à présent la réplique de ce que nous avons vécu ». Il ajoutait : « Tout musulman doit se lever pour défendre sa religion. Le vent de la foi souffle pour chasser le mal de la Péninsule de Mahomet », c'est-à-dire son pays natal, l'Arabie Saoudite. Il mettait en garde les Américains : « Je jure devant Dieu que l'Amérique ne connaîtra pas la paix avant que la paix ne règne en Palestine et avant que l'armée des infidèles n'ait quitté la terre de Mahomet. »

Ce fut sa dernière prestation télévisée minutieusement répétée. Par la suite, les événements allèrent si vite et la débâcle des talibans fut si totale que je doute qu'il ait pu soigner les cadrages. Je m'attendais à ce qu'Oussama fasse ce qu'il faisait depuis qu'il avait regagné l'Afghanistan en 1996 (et surtout depuis que

les États-Unis l'avaient montré du doigt pour les attentats de Nairobi et de Dar es-Salaam) : se déplacer constamment. Il avait pris l'habitude de bouger sans cesse pour échapper aux milliers d'yeux et d'oreilles qui disaient le rechercher. Il renonça pratiquement au téléphone satellitaire lorsqu'il comprit que les « grandes oreilles » de la National Security Agency (NSA) enregistraient ses conversations et repéraient son lieu de résidence pour lui envoyer des missiles grands et petits[10]. Il dormait rarement plus d'une nuit ou deux au même endroit, avant de partir sur les routes afghanes défoncées, en quête d'un autre refuge temporaire, tout en lançant parfois de faux convois pour tromper l'ennemi.

Je soupçonnais Oussama de s'être ménagé une retraite montagnarde impénétrable qu'il avait miraculeusement tenue secrète. Dans les années 80, il avait construit bien des tunnels et des fortifications, grâce au matériel et aux ingénieurs de l'entreprise familiale de BTP en Arabie Saoudite. J'avoue également que j'étais influencé par l'exemple d'Alamout, la forteresse tapissée de livres, quartier général des Assassins resté longtemps inaccessible dans les montagnes d'Elbourz. Je savais parfaitement, tout comme Oussama, qu'avec les hélicoptères, les systèmes de positionnement et les drones armés, les montagnes ne garantissaient plus la sécurité des individus poursuivis. Pourtant, je n'avais jamais sérieusement envisagé qu'Oussama fuirait ses troupes attaquées et son terrain d'élection au lieu de mourir bottes au pied.

Mais les « preuves » confirmaient apparemment que, pendant plusieurs semaines après ses exploits en Amérique, il était tranquillement resté à Kandahar, siège du pouvoir du mollah Omar et centre pachtoune traditionnel dans le sud de l'Afghanistan. Une vidéo de médiocre qualité l'y montrait encore fin novembre, quelques jours avant que se volatilise le dernier bastion du régime taliban. Cette nonchalance s'accordait mal avec ma vision d'un Oussama résolu à mourir sous les canons plutôt que de subir l'humiliation d'une capture et d'un procès aux États-Unis. Depuis qu'il avait failli être abattu par les Soviétiques en Afghanistan en 1986, on le disait résigné à une mort violente. Il exprimait parfois sa surprise, presque son regret de ne pas accéder au martyre qu'il prétendait désirer si ardemment. Il pouvait être mort, bien sûr, et peut-être ses disciples avaient-ils choisi de

maintenir une aura de mystère autour de lui. C'est l'opinion qui prévalut pendant près d'un an après que les services de renseignement américains eurent pour la dernière fois intercepté sa voix donnant des ordres à ses disciples assiégés durant la bataille de Tora Bora en décembre 2001.

De fait, lorsque certains de ses proches affirmèrent, un an après le 11 septembre, qu'Oussama était en vie et qu'il préparait de nouvelles attaques contre les États-Unis et leurs alliés, les analystes ne virent là qu'un procédé destiné à soutenir le moral des troupes [11]. Puis, début novembre 2002, Al-Jazira diffusa une longue diatribe prononcée par Oussama et, quelques jours après, les spécialistes de la NSA confirmèrent que la voix entendue était bien la sienne. Il faisait l'éloge d'une nouvelle vague d'opérations terroristes allant d'une attaque à la voiture piégée contre un night-club pour touristes à Bali jusqu'à l'attaque menée par un hors-bord chargé d'explosifs contre un pétrolier français au large du Yémen. Al-Qaida était de nouveau actif depuis plusieurs mois. Et l'on supposait maintenant Oussama en vie, peut-être pas en bonne santé (sinon il aurait produit une vidéo pour les téléspectateurs, selon certains analystes), mais en tout cas revenu aux commandes [12].

Sans être une bonne nouvelle pour l'administration Bush, cela n'avait rien d'étonnant. Après tout, l'impression qui se dégageait lorsqu'on reconstituait les mouvements d'Oussama après la défaite des talibans n'était pas celle d'un martyr en puissance. Il avait plutôt eu recours aux méthodes de jadis, lorsqu'il était le financier d'Al-Qaida : des enveloppes de billets de banque (pakistanais et iraniens pour faciliter sa fuite dans les principaux pays frontaliers) si la résistance s'avérait trop risquée. Afin de nouer des contacts utiles, Oussama organisa fin novembre 2001 à Jalalabad une assemblée des chefs tribaux pachtounes, qu'il connaissait pour la plupart depuis le djihad antisoviétique. Les enveloppes étaient plus ou moins bien garnies, selon l'importance de leur destinataire et le nombre d'hommes armés qu'il avait sous ses ordres. Puis Oussama disparut dans un convoi de véhicules se dirigeant vers les montagnes voisines de la frontière pakistanaise. On ne fut pas surpris d'apprendre par la suite que les Afghans sur lesquels les Américains comptaient (moyennant finances) pour le bloquer dans sa fuite étaient de vieux compagnons d'armes et avaient donc fermé les

yeux sur sa disparition au Pakistan, qu'ils avaient peut-être même activement favorisée.

Oussama était certainement assez malin pour changer de tactique, instruit par les destructions infligées parmi les talibans et dans les rangs d'Al-Qaida par les bombes et l'armement high-tech des Américains. Ses longs convois de camions et de Land Cruisers aux vitres teintées furent bientôt remplacés par de petits groupes de gardes du corps. C'était une précaution élémentaire pour ne pas se faire repérer par les Afghans que les Américains encourageaient grâce à des enveloppes pleines de billets (la récompense était de 25 millions de dollars pour qui livrerait Ben Laden) ; les drones armés Predator furent déployés avec succès par la CIA. On raconte qu'Oussama se déplaçait à cheval, moyen de locomotion aussi banal que la moto sur laquelle l'introuvable mollah Omar était censé avoir fui Kandahar avant la chute de la ville.

Certains Afghans affirmèrent avoir vu Oussama au début des opérations montées en décembre dans les montagnes de Tora Bora par les États-Unis avec leurs alliés afghans (qui négligèrent étrangement de mettre en place un barrage pour l'empêcher de s'enfuir) [13].

Selon certaines rumeurs, Oussama et son principal lieutenant, l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, avaient incité leurs disciples à résister, tout en expliquant que les dirigeants de l'organisation devaient avant tout survivre. En tout cas, Oussama ne fut retrouvé ni à cette occasion ni lors de l'opération Anaconda, beaucoup mieux préparée, en mars 2002. Puis ce fut comme s'il n'existait plus. S'il n'avait été wahhabite, on aurait été tenté de le comparer à l'« imam caché », qui doit revenir un jour pour sauver le monde, doctrine centrale du chiisme qu'il méprise tant.

Le président Bush cessa brusquement de parler de lui en public. Les conseillers en communication de la Maison Blanche espéraient que plus personne ne lui rappellerait sa promesse de capturer Oussama « mort ou vif ». L'heure n'était plus à la rhétorique texane. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, avoua qu'il ne savait ni si Ben Laden vivait encore, ni où il vivait. La guerre contre le terrorisme était désormais présentée comme une entreprise planétaire, Oussama n'étant que l'un des nombreux éléments d'un kaléidoscope en constante mutation. Au

grand dam de ses alliés européens et arabes, l'administration Bush se concentra successivement sur la Somalie, le Yémen, les Philippines et finalement sur l'Irak en particulier. Dans le discours sur l'état de l'Union prononcé en janvier 2002, le régime de Saddam Hussein fut tout à coup ressuscité comme composant l'« axe du mal » avec l'Iran et la Corée du Nord. Ce n'était plus la guerre contre le terrorisme à laquelle les alliés de l'Amérique s'étaient joints mi-septembre.

Il s'agissait d'effacer Oussama des esprits, aussi artistiquement que les spécialistes de la propagande de Staline retouchaient les photographies officielles pour en faire disparaître les individus tombés en disgrâce. Comme l'indiquait son message préenregistré du 7 octobre, Oussama avait souvent plusieurs longueurs d'avance sur Washington. Mais lors de son apparition en vidéo deux mois plus tard, c'est moins son message que son physique qui suscita les commentaires. Sa maigreur s'était accentuée, sa barbe mitée était plus sel que poivre, et la partie gauche de son corps ne bougeait pas du tout. Certains partisans déclarèrent qu'Oussama n'aurait pas dû se montrer ainsi diminué. Il avait bien l'air de ce qu'il était : un fugitif, qu'on ne manquerait pas de repérer s'il cherchait à se cacher hors du Pakistan ou de la zone tribale pachtoune d'Afghanistan.

Malgré la défaite militaire d'Al-Qaida, Oussama ne perdit guère de son prestige d'idole dans ces deux pays et au-delà. Ayant promis la résistance et la victoire, il avait tout de même échoué sur ces deux points. Les vidéos diffusées au cours des mois suivants semblaient toutes avoir été filmées à l'automne ; sur certaines, il gardait le silence, sur d'autres il s'exprimait en utilisant une rhétorique très datée. Ces cassettes voulaient peut-être rassurer les esprits, mais elles servirent surtout à alimenter les rumeurs sur sa mort. Ce qui était sûr, c'est que des centaines de Pachtounes pakistanais, parmi les milliers qui avaient franchi la frontière en septembre pour aider les talibans et Al-Qaida, étaient morts au combat ou avaient été capturés par des chefs de guerre afghans exigeant rançon sous peine de les livrer aux Américains. À mesure que les mois passaient, le président Pervez Moucharraf semblait avoir gagné son pari contre les islamistes soutenus par l'ISI. Oussama cessa un temps de monopoliser l'attention des musulmans sur lesquels il avait tant compté pour le succès du djihad.

Au Pakistan, cette déception temporaire prit des formes curieuses. Faute de clients, le bazar de Peshawar cessa de vendre des posters et des t-shirts à l'effigie d'Oussama. Moins de bébés reçurent ce prénom à leur baptême, alors que les petits Oussamas avaient été nombreux en 1998, pour protester contre les tentatives américaines visant à le punir pour les opérations d'Al-Qaida en Afrique de l'Est. Cela ne voulait pas dire que l'Amérique était devenue populaire au Pakistan ou que les islamistes locaux s'étaient résignés. Très tôt, des signes inquiétants apparurent : Al-Qaida avait bien été atteint, mais continuait incontestablement à fonctionner. En janvier 2002, Daniel Pearl, du *Wall Street Journal*, fut enlevé puis exécuté à Karachi. À partir du printemps, une série d'attentats-suicides frappèrent des cibles occidentales fragiles : une église durant la messe dominicale à Islamabad, des ingénieurs de la direction des Constructions navales à Karachi, la rue abritant le consulat américain de cette même ville, une école tenue par des missionnaires en dehors de la capitale. Au printemps, Al-Qaida fut associé à la mort de quinze touristes allemands par l'explosion d'un camion piégé devant une vieille synagogue à Djerba, en Tunisie.

En octobre, un canot chargé de TNT percuta le *Limburg*, un pétrolier français, au large du terminal pétrolier yéménite de Mukalla, dans la région du Hadramaout, d'où est originaire le père d'Oussama. La méthode ressemblait étrangement à celle employée pour l'attaque du *USS Cole* presque exactement deux ans auparavant, à Aden. Une semaine plus tard, une bombe tua plus de 180 vacanciers occidentaux à Bali. Le 28 novembre, un missile lancé depuis une rampe sol-air SAM 7 tenue sur l'épaule manqua de peu un avion israélien décollant de l'aéroport de Mombasa avec plus de 200 vacanciers à son bord. Quelques minutes après, non loin de là, trois Israéliens et neuf Kenyans moururent lorsque trois kamikazes firent s'écraser une jeep bourrée d'explosifs sur le Paradise Hotel, détenu par un Israélien. Un homme entra dans le vestibule et se fit exploser pendant que les deux autres appuyaient sur le détonateur. Quatre ans et quatre mois après la première attaque imputable à Al-Qaida (les attentats simultanés contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie), le terrorisme djihadiste était revenu à la case départ, l'Afrique de l'Est.

De son côté, la guerre contre le terrorisme ne s'était pas

déroulée comme prévu. En octobre 2002, l'administration Bush fut embarrassée lorsque, durant les élections législatives pakistanaises, l'alliance des six partis islamistes, proposant un programme ouvertement anti-américain, remporta son meilleur score depuis la création du pays en 1947. Jusque-là, les islamistes n'avaient jamais remporté plus d'une poignée de sièges aux élections. Ils étaient maintenant le troisième parti du pays, au pouvoir dans la province frontalière du Nord-Ouest et partageant l'autorité à l'assemblée régionale du Balouchistan, libres de critiquer la politique pro-américaine du gouvernement central et de bloquer les réformes promises par Moucharraf pour limiter leur emprise sur les écoles coraniques. Moucharraf était seul responsable de ces résultats qui risquaient d'affaiblir son autorité. Il avait violé les règles en interdisant aux leaders exilés des partis traditionnels de se présenter, les anciens Premiers ministres Benazir Bhutto et Nawaz Sharif. Les esprits cyniques affirmèrent que Moucharraf et l'ISI en particulier n'étaient pas mécontents de voir ce vide comblé par l'alliance religieuse. Washington aurait plus de mal à exiger des réformes et l'ISI pourrait se remettre à soigner sa clientèle islamiste, après l'interruption du 11 septembre.

Même si Oussama était encore en vie, une mort violente risquait de cristalliser son mythe plutôt que d'assurer le succès futur tel qu'il le définissait. En un sens, sa mort consacrerait l'échec logique d'une carrière frustrée dans son ambition politique : prendre avec ses disciples le contrôle de l'Arabie Saoudite. Malgré ses références aux questions immédiates et sensibles de la Palestine et de l'Irak, qui suscitaient une authentique sympathie au Moyen-Orient, son but principal restait la destruction de la maison régnante saoudienne dans son pays natal, et ainsi la fin de la mainmise américaine sur le pétrole. Il s'était attaqué aux États-Unis sur le territoire américain à défaut de pouvoir renverser la dynastie saoudienne. L'étrange alliance américano-saoudienne avait survécu de justesse au choc du 11 septembre.

Tout ce que pouvaient raisonnablement espérer Oussama et ses disciples était que la guerre américaine contre le terrorisme se retournerait contre Bush. Curieusement, l'administration exauça leurs vœux, en s'avérant incapable de capitaliser son succès initial

en Afghanistan. Washington se refusait à fournir au nouveau régime de Kaboul les moyens militaires ou politiques nécessaires pour asseoir son autorité. Deux ministres furent assassinés dans la capitale et le président Hamid Karzaï lui-même échappa miraculeusement à une tentative d'attentat. Laissant inachevée la mission afghane, l'administration Bush changea son fusil d'épaule et se concentra à partir de 2002 sur le « changement de régime » en Irak contre lequel il détourna ainsi les ressources de sa guerre contre le terrorisme, 700 millions de dollars. Washington ne jugeait pas nécessaire d'intervenir pour mettre fin aux violences entre Israël et les Palestiniens, renforçant ainsi le sentiment antiaméricain même parmi les musulmans modérés qui n'avaient guère de sympathie pour Saddam Hussein. Suivant la grande tradition de justification des défaites, Al-Qaida se réconforta à l'idée que même les régimes pro-occidentaux comme l'Égypte, qui avait réprimé dans le sang le terrorisme islamiste, n'osaient désormais plus prendre ouvertement parti pour les États-Unis, de crainte de provoquer le soulèvement de leur population.

La coalition antiterroriste rapidement mise sur pied par Washington incluait la Russie, l'Ouzbékistan, la Chine et l'Algérie, dont les régimes autoritaires avaient écrasé des révoltes islamiques au prix de nombreux morts. Oussama se moquait bien de la démocratie et ne s'intéressait guère aux droits de l'homme tels qu'on les définit en Occident. Mais l'islam radical avait l'habitude de bénéficier des haines engendrées par la répression aveugle. L'opportunisme américain était compréhensible, dans la chaleur de la bataille. Pour leur campagne afghane, les États-Unis avaient besoin de bases à l'étranger, et vite. Mais les accords conclus pour obtenir des bases en Asie centrale, en Russie ou ailleurs envoyaient un message dangereusement encourageant aux régimes musclés du monde entier.

Plus problématique était la tendance de l'administration Bush à la simplification idéologique, particulièrement contestable en Terre sainte. Aussitôt après le 11 septembre, tandis que se préparait l'alliance la plus large possible avant la campagne en Afghanistan, Washington exprima publiquement son courroux face aux insinuations de Sharon, selon lesquelles les États-Unis sacrifiaient Israël, tout comme la France et la Grande-Bretagne avaient abandonné la Tchécoslovaquie aux nazis en 1938. Sommé de se taire, Sharon obéit, provisoirement, pour permet-

tre à Washington de courtiser les États arabes modérés. Il accepta même le distinguo de l'administration Bush, qui tolérait le Djihad islamique, le Hamas et le Hezbollah comme les formes d'une opposition compréhensible à l'occupation israélienne des territoires arabes. Mais quand fut annoncé, un peu prématurément, le succès de la campagne afghane, Sharon et les puissants amis américains d'Israël exigèrent plus de cohérence dans la lutte contre le terrorisme mondial.

À Washington, les conseillers cachaient leurs préférences pro-israéliennes en affirmant que la doctrine Bush visait à combattre le terrorisme en toutes circonstances, sans aucune exception. Pour le président, héberger ou financer les terroristes était aussi criminel que de commettre des actes terroristes. Pour contenter Israël et ses amis, Bush feignit l'ignorance face aux brutalités perpétrées par Sharon depuis un demi-siècle, préférant tenir les kamikazes palestiniens pour responsables de l'escalade de la violence en Terre sainte [14]. Bush était entré en fonction en janvier 2001, résolu à ne pas se laisser entraîner dans le processus de paix si cher à Clinton. Le 11 septembre renforça ses convictions en dépit des violences croissantes dans les deux camps qui appelaient un arbitrage américain.

La réaction des Américains face au terrorisme sous toutes ses formes était devenue si viscérale que l'administration Bush ferma les yeux sur la destruction systématique des institutions palestiniennes par Sharon, l'usage régulier de la force par l'armée israélienne, même contre des civils, l'empiétement constant des colonies juives en territoire arabe et le désespoir qui animait les kamikazes palestiniens. Le vice-président Dick Cheney, Rumsfeld et d'autres fidèles néoconservateurs de plus en plus influents au sein du gouvernement ne voyaient rien de contradictoire dans leur désir de chasser Saddam Hussein du pouvoir en Irak sans d'abord apaiser un monde musulman incrédule et furieux devant les risques que prenaient les États-Unis dans le conflit israélo-palestinien. Durant une visite au Moyen-Orient au printemps 2002, Cheney fit la sourde oreille alors que les pays arabes demandaient que reprennent les négociations entre Israéliens et Palestiniens. Bush ne s'attira guère la sympathie des musulmans en qualifiant Sharon d'« homme de paix ».

L'idéologie en vigueur à Washington considérait les régimes

du Moyen-Orient comme pourris, antidémocratiques et indéfendables. Cela concernait de vieux alliés, comme l'Arabie Saoudite et l'Égypte, ainsi que l'Iran et la Syrie, depuis longtemps suspects aux yeux du lobby israélien. Ce fut le retour de vieilles scies : les Arabes ne respectaient que la force. La rue, thermomètre officieux de ce qui passe pour l'opinion publique dans les pays autocratiques, ne comptait plus. La superpuissance Amérique était si forte qu'elle pouvait à elle seule réorganiser le monde musulman, imposer la démocratie et garder le contrôle du pétrole. Un gouvernement pro-américain en Irak garantirait un approvisionnement en pétrole suffisant pour mettre fin à la dépendance des États-Unis, toujours plus gourmands, envers une Arabie Saoudite aux mœurs moyenâgeuses bien embarrassante. Dans un passé de plus en plus oublié, les spécialistes du monde arabe du Département d'État auraient dénoncé ces simplifications abusives ou les auraient du moins remises dans leur contexte. Mais depuis bien des années, plus personne à Washington ne les écoutait, devenus pratiquement invisibles dans l'administration Bush. Si seulement quelqu'un avait pu lire alors les *Mémoires de guerre* du général de Gaulle et méditer sur ses illusions, lorsque la Société des Nations l'avait envoyé au Liban dans les années 20 : « Vers l'Orient compliqué, je volais avec des idées simples[15]. »

La grande question était de savoir si, à leur insu, les États-Unis aideraient Oussama dans son travail. Dans ses camps afghans, il avait formé des milliers de terroristes et de fidèles issus de nombreux pays, allant du Pacifique à l'Europe occidentale en passant par les États-Unis. À maintes reprises, il avait prévenu que d'autres lui succéderaient et vengeraient sa mort. Il fallait être stupide pour écarter la possibilité de nouveaux attentats terroristes, malgré le coup reçu par Al-Qaida lors de la perte de son sanctuaire afghan. Habitués aux solutions rapides, les Américains s'étaient félicités du succès initial de leur campagne en Afghanistan, qui masquait néanmoins le socle solide du terrorisme international. L'ère démocratique des communications peu coûteuses par internet donnait aux structures légères l'avantage sur les bureaucraties gouvernementales. Une vingtaine d'agents d'Al-Qaida avaient causé des dégâts d'une ampleur qui était restée longtemps l'apanage des nations industrialisées. Le savoir avait toujours été synonyme de pouvoir, et le savoir

dépendait de communications sûres, d'où l'importance du secret aux yeux des gouvernements. Tout à coup, l'ère de l'informatique (censément l'arme secrète des États-Unis, conçue pour lui conserver son avance sur le reste du monde) donnait des chances égales à tous, y compris aux petits groupes farouchement opposés aux valeurs américaines.

Dans ces circonstances, quel rôle joueraient les États-Unis, avec leur budget de défense égal à ceux additionnés des huit pays suivants sur la liste des puissances mondiales ? Ce qui leur faisait défaut, c'était la connaissance du monde (et non le « renseignement »). Ce genre de savoir, une superpuissance ne peut l'acquérir que par la patiente accumulation de données, telle que le permettait aux empires classiques l'administration de vastes territoires. Comment s'y retrouver parmi des tribus, des coutumes, des façons de commercer et de gouverner incompréhensibles au premier abord ? La confiance des Américains envers les chefs de guerre en Afghanistan avait déjà entraîné une série d'erreurs gênantes, certains leaders rivaux étant délibérément qualifiés d'agents d'Al-Qaida et donc bombardés.

L'instinct de l'administration Bush était de fuir les contraintes liées à la « construction d'une nation ». On comprend également sa répugnance naturelle pour les coalitions, ces alliances malaisées avec des étrangers perturbateurs et susceptibles de limiter la liberté de mouvement. Mais le remède américain à tous les maux (capitalisme + élections libres) n'avait guère de sens, ou faisait même figure de poison, dans des sociétés traditionnelles méfiantes face à la mondialisation, qu'on associait sommairement à une liberté débridée et au culte déstabilisant de l'individu. Oussama ne fut pas le premier à comprendre que le terrorisme était la force des faibles, mais il fut peut-être le premier, à l'époque moderne, à s'en servir pour privatiser la guerre. Devant cette menace entièrement neuve, la solution, si tant est qu'il y en ait une, résidait sans doute dans une meilleure coopération des polices, non dans l'envoi de troupes d'un bout à l'autre de l'Asie, le « changement de régime » en Irak, les bombes « intelligentes » et les drones sophistiqués.

Il appartenait donc à l'Occident, et surtout aux États-Unis, d'éviter les pièges d'Al-Qaida et de prouver qu'Oussama était moins dangereux mort que vivant, à supposer qu'on puisse le capturer.

L'envol du bourdon

Au cours d'une longue carrière qui s'est en grande partie déroulée au Moyen-Orient, je me suis souvent retrouvé dans l'ombre de ce qu'on pourrait appeler le terrorisme œcuménique. J'ai vu à l'œuvre le terrorisme chrétien libanais, le terrorisme israélien, le terrorisme islamique, le terrorisme nationaliste arabe, le terrorisme iranien, palestinien (avec ou sans les ajouts apportés par le bloc soviétique), le terrorisme occidental, ainsi que certaines variantes que j'ai pu oublier. À ceux qui demandent une définition du terrorisme, le code civil américain, section 2656f(d), déclare qu'il s'agit d'une « violence préméditée, à motivation politique, perpétrée contre des cibles non combattantes par des groupes subnationaux ou par des agents clandestins, généralement pour influencer un certain public ». À ce blabla bureaucratique, je peux seulement répliquer que je crois reconnaître le terrorisme quand je le vois, et que je l'ai trop souvent vu.

J'ai passé assez de temps au Moyen-Orient pour admettre la justesse de cette formule due à mon vieil ami israélien Uri Avnery : « La différence entre les terroristes et les combattants de la liberté, c'est que les uns sont dans mon camp et les terroristes dans l'autre. » Mais avant que les Américains ne s'indignent que l'on ose ainsi mettre Oussama Ben Laden sur un piédestal, rappelons que le président Reagan avait, dans les années 80, reconnu comme combattants de la liberté tous ceux qui luttaient contre l'occupation soviétique en Afghanistan, ce qui incluait Oussama, les Chinois, l'Europe occidentale, les Israéliens, le monde arabe, les musulmans de tous les pays, mais

surtout les Afghans en personne. Cet assemblage hétéroclite était digne du *Livre des records.*

Je suppose qu'on me trouvait tout aussi étrange, à ma façon. Je suis né à Buffalo le jour où le président Roosevelt a fermé les banques, en 1933, puis j'ai fait mes études à Exeter et à Harvard. Toute ma carrière s'est déroulée à l'étranger, en tant que correspondant de divers journaux. Je n'ai jamais voulu qu'il en soit autrement, mais ce choix avait son prix. Certaines des publications pour lesquelles j'ai travaillé n'existent plus, et presque toutes m'ont envoyé dans des coins peu attirants, généralement au Moyen-Orient en temps de crise.

Ma mère n'a jamais compris pourquoi je m'étais ainsi fourvoyé. Quand j'étais encore assez jeune pour qu'elle puisse espérer me réorienter vers une activité plus convenable, elle me dit un jour : « Jon, les journalistes sont des gens intéressants à inviter à dîner, pas davantage. » Mon collègue britannique Nigel Ryan avait la réponse toute trouvée pour ceux qui n'apprécient guère notre profession : « Après mes études à Oxford, déclara-t-il à une épouse d'ambassadeur particulièrement prétentieuse, j'ai dû choisir entre l'ennui et la vulgarité, et j'ai opté pour la vulgarité. »

Pourtant, durant les quatre décennies au cours desquelles j'ai couvert les crises du Moyen-Orient pour le *Washington Post*, on m'a parfois accusé de transporter avec moi mon petit nuage noir. Être au bon endroit au bon moment, dans les situations les plus violentes, c'est le moyen d'écrire de bons articles. Du sang à la une, voilà pourquoi on me payait. Je ne me rappelle pas avoir été touché du doigt par des terroristes, mais je connais des gens qui l'ont été, et souvent.

En vacances à Paris en 1995, puis de nouveau en 1996, il s'en fallut de quelques minutes que je ne meure dans le RER, la deuxième fois en compagnie de ma femme et de sa fille. Encore le syndrome du nuage noir, sans doute (je mentionne ces épisodes parce qu'un spécialiste français de l'antiterrorisme m'a déclaré par la suite qu'Oussama Ben Laden avait contribué à financer cette campagne d'attentats). Malgré tout, je considérais depuis longtemps, et à tort, le terrorisme comme un art mineur, dans le cadre du jeu des nations, souvent utilisé par les faibles contre les forts, mais pas toujours.

Je m'étais familiarisé avec la plupart de ses variantes les plus

abominables et de ses déguisements divers. À Beyrouth dans les années 70-80, il arrivait que des Israéliens poussent des chiites à faire exploser des bombes devant des cibles chrétiennes, dans l'espoir que les sunnites seraient accusés. Les rôles étaient interchangeables à l'infini. La seule conclusion possible, sans surprise, était que chaque nouvelle combinaison était différente des précédentes.

Les généralisations sur le terrorisme, notamment islamique, ont surtout pour effet de provoquer des erreurs et une répression brutale, toutes choses que les aspirants terroristes recherchent pour devenir des martyrs. Une approche trop monolithique revient à jouer leur jeu. Ils prêchent constamment que l'Occident en général et les États-Unis en particulier détestent l'islam sous toutes ses formes et que les musulmans modérés feraient bien d'y réfléchir. Je soupçonne que la seule réponse à ce phénomène durable est d'accumuler les informations, travail minutieux, patient, lassant. Jean-Louis Bruguière, vétéran de l'antiterrorisme, aime à comparer les métamorphoses du terrorisme islamique aux infinies mutations du virus du sida. Je crains qu'il n'ait raison.

Lorsque j'ai commencé à m'intéresser à Ben Laden, toutes sortes de gens m'ont dit de « faire attention », les uns liés (ou se disant liés) au terrorisme, les autres à l'antiterrorisme. Personne n'avait pris la peine de me donner ce sage conseil durant les quarante années pendant lesquelles j'avais risqué ma vie en tant que correspondant à l'étranger. Il était réconfortant de penser que ces avertissements émanaient d'un réel souci pour ma sécurité, mais ces remarques étaient aussi une façon de m'inciter à abandonner. Je me suis accroché, mais je suppose qu'après tant d'années, j'étais devenu très prudent sans m'en rendre compte. Ou j'ai simplement eu de la chance[1].

Comme j'ai décidé il y a longtemps de ne jamais me cacher, je me présentais à tous comme ce que j'étais : correspondant à l'étranger en retraite depuis peu. Beaucoup de ceux que je voulais interviewer n'en étaient pas moins nerveux, et souvent ma franchise éveillait les soupçons et la rétention des informations les plus banales. Je me rappelle un long après-midi d'hiver, sinistre, dans le nord de Londres, passé à discuter du siège israélien de Beyrouth en 1982 avec l'un de ces religieux qu'on surnommait en Grande-Bretagne « Abou Mégaphones » à cause de leur

façon de défendre l'islam radical à la télévision et dans la presse. Nous avions tous les deux survécu à Beyrouth.

J'espérais que ma connaissance détaillée du Liban inspirerait confiance. Je voulais en fait que mon interlocuteur me parle des techniques de recrutement employées par Ben Laden ; la capitale britannique, « Londonistan », a depuis des siècles la réputation de respecter les dissidents et, plus récemment, d'abriter les islamistes fuyant des pays moins tolérants. « Vous connaissez bien Beyrouth, c'est certain, me dit-il à la fin de l'interview, et cela signifie que vous travaillez pour la CIA. » Je fus interloqué, parce que l'Agence m'avait toujours tenu à distance, ce qui me convenait tout à fait. C'était peut-être une façon de me dire que « correspondant en retraite » n'était pas très différent d'« espion », ces deux fonctions étant aussi ambiguës et suspectes l'une que l'autre.

À propos d'ambiguïté, la première fois que j'ai examiné une photo d'Oussama Ben Laden, j'ai été frappé par la manière dont son visage se divise en une moitié supérieure féminine et une moitié inférieure masculine. Cela vient peut-être du contraste entre son front délicatement modelé et sa longue barbe. C'est peut-être aussi le reflet de ma propre incapacité à me faire une idée cohérente de sa personnalité, et surtout de ses années de formation. Il était tentant de voir dans ces conflits, ces contradictions que je discernais, l'annonce de l'époque où son penchant pour la violence éclaterait au grand jour.

Je me trouvais face à toutes sortes de bizarreries sans savoir comment les rendre compatibles. Je n'étais pas sûr que son pays natal, l'Arabie Saoudite, ait contribué involontairement à radicaliser Oussama, avec l'aide du principal protecteur du royaume, les États-Unis, et de certains de ses alliés. Cette idée n'a jamais été très appréciée par les dirigeants américains. Mais je n'ai jamais pu m'en défaire complètement alors que je parcourais divers sites intéressants pour Oussama et jadis pour moi.

De ce point de vue, les voyages étaient devenus bien plus difficiles pour Oussama que pour moi. Son passeport lui avait été confisqué, ses avoirs considérables avaient été gelés, il avait été déchu de sa nationalité saoudienne, il était contraint à l'exil en Afghanistan, seul et (on l'espérait) oublié. Je donne rarement dans la psychologie, mais les premières années d'Oussama n'avaient pas été faciles, l'aspect matériel mis à part. Son père

avait plus de cinquante autres enfants, dont la plupart étaient beaucoup plus âgés et, en apparence, plus intelligents qu'Oussama. Son père travaillait beaucoup, il s'était très vite séparé de sa mère, qui ne comptait guère dans cette vie pleine de femmes. Oussama avait dix ans à la mort de son père. Ses frères aînés reprirent l'entreprise de bâtiment et la développèrent. Il est tentant de supposer qu'il avait de bonnes raisons de vouloir se créer sa place au soleil. C'est le cas de bien d'autres personnes, qui trouvent des moyens moins meurtriers de s'épanouir. En tout cas, son environnement familial mérite mieux que ce genre d'analyse au rabais.

Quant aux Américains, ils avaient traqué Oussama pendant des années, d'abord de manière assez désinvolte, puis avec plus d'assiduité. Au début des années 90, il était signalé aux quatre coins de la planète si souvent que les spécialistes de l'antiterrorisme comparaient ces rapports contradictoires avec les témoignages d'illuminés qui prétendaient avoir vu Elvis Presley ressuscité. En août 1998, alors qu'il était soupçonné d'avoir organisé les attentats perpétrés contre les ambassades américaines à Nairobi et à Dar es-Salaam (le président Clinton tenta vainement de l'abattre à coups de missiles Tomahawk), Oussama devint aux États-Unis l'ennemi public n° 1, avec récompense de 5 millions de dollars à la clé (plus tard augmentée à 25 millions) pour toute information menant à son arrestation.

Cette diabolisation des adversaires est un trait de caractère spécifiquement américain qui se répète depuis plus d'un demi-siècle d'implication croissante des États-Unis au sein du monde musulman. C'est en quelque sorte une tradition, qui a touché des personnalités comme Nasser en Égypte et Kadhafi en Libye, Khomeiny en Iran, Saddam Hussein et, pendant très longtemps, Yasser Arafat. Les gouvernements successifs n'ont apparemment jamais compris quel service ils rendaient à leurs ennemis en les juchant sur ce piédestal. Au fond, pour les aspirants à ce titre, le principe était le suivant : « Si j'arrive à mettre en rogne l'Oncle Sam, alors j'existe. »

Avant les attentats des ambassades en Afrique, l'attitude des Américains envers Oussama (comparable à l'approche mondiale du terrorisme en général) me rappelait une histoire qu'on m'a racontée il y a des années, à Damas. Durant le mandat français en Syrie, entre les deux guerres, un haut fonctionnaire

découvrit, durant l'une de ses tournées quotidiennes, qu'un meurtre inexpliqué avait été commis dans un village au bord de l'Euphrate. Le corps avait échoué sur la berge du fleuve. L'administrateur français s'en prit au *mukhtar* (maire) et exigea que le mystère soit résolu avant son retour, le lendemain. Une fois le gêneur reparti, le *mukhtar* dit à ses hommes : « Si cela se reproduit, prenez de longs piquets et repoussez le cadavre aussi loin que possible dans la rivière. Comme ça, ce sera le problème du village d'à côté. »

Cette approche correspond assez au point de vue de beaucoup d'Américains, civils et militaires. « Pas de morts », voilà ce que répétait une génération lasse des responsabilités de la guerre froide et soucieuse de se pencher sur des difficultés strictement nationales. Échaudé par son expérience au Vietnam, le Pentagone craignait d'être entraîné dans une guerre sans approbation publique massive. Étant donné le lien qui unit l'Amérique à ses voitures dévoreuses d'essence, le pétrole suffisait à déclencher une « guerre juste ». Mais les militaires, toujours prudents, exigèrent qu'un demi-million d'hommes soient envoyés à l'autre bout du monde pour mettre un terme à l'occupation du Koweït par Saddam Hussein en 1990 (puis laissèrent le président irakien au pouvoir, comme pour rendre plus illusoire leur fameuse victoire). En 1998, la douzaine de diplomates américains morts dans les deux ambassades d'Afrique ne purent faire pencher la balance du côté des représailles massives (pas plus que la trentaine d'aviateurs et de marins qui périrent lors des attentats terroristes perpétrés en Arabie Saoudite et au Yémen entre 1995 et 2000).

Ces calculs eurent à l'étranger des conséquences imprévues, surtout dans le tiers-monde, et plus particulièrement parmi les musulmans radicaux. Bien avant la brève campagne qui détrôna les talibans en Afghanistan à l'automne 2001, la confiance accordée aux armes de plus en plus sophistiquées suscitait des critiques, puisque les Américains ne mettaient pas leur vie en danger dans le cadre d'un combat corps à corps. Les soldats ainsi équipés manquaient de virilité, ils n'étaient pas fair-play. Dans le monde musulman, cet argument pouvait se rattacher à l'expédition de l'armée de Napoléon en Égypte à la toute fin du XVIII[e] siècle, ou au massacre des hommes du Mahdi par les Britanniques, lors de la bataille d'Omdurman, presque exacte-

ment cent ans après. À cette époque-là, du moins, les soldats occidentaux voyaient encore leurs ennemis avant de les assassiner. À présent, les lance-missiles se trouvaient à des kilomètres de leur cible, les drones armés filmaient l'ennemi en temps réel, et les bombes « intelligentes » étaient lâchées d'avions inaccessibles aux armes antiaériennes.

En août 1998, lorsque des missiles Tomahawk furent (vainement) envoyés sur Oussama dans l'un de ses camps d'entraînement afghans, les États-Unis chassèrent le doute de l'esprit de nombreux musulmans qui, jusque-là, s'inquiétaient de la légitimité islamique de l'édit par lequel Ben Laden invitait à tuer tous les Américains, civils ou militaires. Beaucoup de spécialistes du Coran jugeaient cette fatwa aberrante. Après les attentats de Nairobi et de Dar es-Salaam, le 7 août 1998, de plus en plus de musulmans s'interrogèrent sur la mort de tous ces Africains innocents, bien plus nombreux que les victimes américaines, dans une proportion de vingt contre un. La propagande d'Oussama affirmait que les Kenyans méritaient de mourir à cause des relations étroites que leur gouvernement entretenait depuis longtemps avec Israël.

Ce genre d'argument passait mal en Afrique noire. Mais dès que les États-Unis lancèrent des missiles de croisière sur le Soudan et l'Afghanistan, le 20 août, l'opinion se retourna. La destruction de l'usine pharmaceutique d'Al-Shifa, à Khartoum (sous le prétexte impossible à prouver qu'on y fabriquait des armes chimiques pour Oussama), fut une formidable opération en faveur de Ben Laden et des islamistes radicaux dirigeant le Soudan. Il devint bientôt clair qu'Oussama n'avait aucun rapport avec les propriétaires de l'usine. Une étrange ambiguïté apparut une fois encore, contribuant à l'élaboration du mythe naissant.

Des centaines de parents décidèrent de baptiser leurs nouveau-nés Oussama. Du jour au lendemain, nouveau Saladin, il se mit à figurer sur des t-shirts et des posters, monté sur un cheval blanc, frappant ses ennemis infidèles, leurs tanks et leurs jets. Contrairement à Saladin, des personnages comme Robin des Bois, Che Guevara ou Jeanne d'Arc ne sont pas dans le monde musulman des modèles d'héroïsme évidents. Oussama répugnerait sans doute à l'admettre, mais il avait également emprunté à leur personnalité. Son message englobait tous les

points : bouter les armées occupantes hors des terres d'islam, défendre les pauvres purs contre les riches corrompus, renverser les puissants, inspirer la jeunesse par son propre altruisme.

Depuis trop longtemps, l'Amérique était intouchable, alors que les musulmans mouraient sous les coups des Américains et de leurs alliés. Enfin, quelqu'un avait frappé les États-Unis, cette superpuissance souvent enviée, souvent décriée ; on semait enfin la mort et la destruction parmi ses habitants (et même sur ses fonctionnaires, ses diplomates) et dans ces symboles de souveraineté qu'étaient les deux ambassades. C'est la nature de la riposte américaine qui poussa des centaines de jeunes musulmans à se rallier à la cause d'Oussama en Afghanistan. Son effronterie face à l'adversité était un puissant aimant.

Un tel schématisme pouvait inquiéter les musulmans les plus instruits. Mais le monde auquel Oussama s'adresse, celui d'où il est issu, n'avait rien de sophistiqué (et il semble avoir veillé à ce qu'aucun doute ne vienne ébranler ses convictions fondamentales). En quelques décennies, au milieu du XX^e^ siècle, l'argent du pétrole s'était heurté aux traditions immémoriales de la survie dans le désert, et une société tribale avait été perturbée par un déferlement de richesses, souvent source de corruption. Contrairement à l'essentiel du tiers-monde, et surtout du monde musulman, ce qui devait devenir en 1932 le Royaume d'Arabie Saoudite n'avait eu qu'une expérience périphérique de la colonisation, sous la forme atténuée de raids punitifs ou de traités défensifs. Le royaume n'était pas un pays du tiers-monde parmi tant d'autres : c'était le lieu où étaient nés, au VII^e^ siècle, l'islam et son prophète Mahomet.

Le pétrole fut découvert en Arabie Saoudite en 1938 et fut entièrement exploité par la société américaine Aramco (Arab American Oil Company) après la fin de la Seconde Guerre mondiale. En mars 1945, quelques semaines avant sa mort, le président Franklin D. Roosevelt reçut Ibn Séoud à bord du croiseur *Quincy*, en mer Rouge. Ce fut le début d'une relation très étrange mais durable entre les deux pays. Ils avaient apparemment bien peu de choses en commun à part un accord tacite par lequel les Saoudiens fourniraient leur pétrole (le royaume contrôle un quart des réserves mondiales) en échange d'une protection militaire américaine pour la monarchie.

Pendant des années, le brut se vendit à vil prix, ne rapportant

aux Séoud que des bénéfices dérisoires. À ses débuts, le royaume avait du mal à joindre les deux bouts et dépendait, comme depuis des siècles, de l'impôt prélevé sur les pèlerins arrivant à La Mecque pour le *hadj*, l'un des cinq piliers (ou obligations) de l'islam. Ces inquiétudes disparurent du jour au lendemain en 1973, lorsque les prix du pétrole furent multipliés par quatre, à la suite de la guerre du Kippour. Le cartel des producteurs, l'OPEP, mit sa menace à exécution et utilisa « l'arme pétrolière » contre les pays et les consommateurs occidentaux.

L'Arabie Saoudite, principal exportateur et arbitre des prix, fut tout à coup inondée par les pétrodollars. Les hommes d'affaires occidentaux se battaient pour avoir une chambre dans les hôtels bondés. Le jour, ils faisaient la cour aux princes pour leur vendre des téléphones, des usines pétrochimiques, des avions de combat dernier cri qu'aucun habitant du royaume n'aurait été capable de piloter ni même d'entretenir. À cette époque, lors de séjours dans ce pays où pas une goutte d'alcool n'était censée être consommée, je me rappelle avoir dû lutter contre mes hôtes qui me proposaient du *Black Label* au petit déjeuner et concluaient leurs journées en vidant quelques bouteilles lors de projections privées de films pornographiques occidentaux.

Voilà ce qu'on appelait alors la grande vie, dans une Arabie Saoudite en plein essor. Les privilégiés passaient leurs week-ends au bord de la mer Rouge, près de Djedda, dans le cadre de réceptions données par les princes marchands ou par des jeunes gens frais émoulus des universités occidentales : y étaient invités diplomates et hommes d'affaires, mais aussi hôtesses de l'air, secrétaires d'ambassades, infirmières et autres célibataires occidentales. L'alcool et même la drogue, introduits en contrebande, ajoutaient un peu de piquant à ces fêtes. Certains Occidentaux étaient parfois obligés de quitter brusquement le royaume, à cause de ce que l'on considérait comme leur inconduite.

Une débauche plus primaire était pratiquée à Beyrouth ou au Caire. Mais l'Arabie Saoudite était et reste différente, au point qu'un ambassadeur américain a un jour comparé le régime créé par Ibn Séoud à un bourdon. Pourquoi cet insecte ? « Parce qu'un bourdon n'a aucune raison aérodynamique de voler, mais vole tout de même. » Ce vol ne durerait peut-être pas long-

temps, mais l'illusion en était rendue possible par la combinaison étrangement durable du pétrole saoudien et de la protection d'une théocratie islamique par les Américains. L'ambassadeur s'exprimait bien avant que de nombreux Saoudiens moyens se mettent à dénoncer la corruption d'une famille royale insatiable, son goût contestable pour les robinets en or, les pots-de-vin monstrueux qu'elle touche sur les achats d'armes essentiellement américaines et ses tractations immobilières suspectes. C'est seulement plus tard que les Saoudiens en vinrent à s'indigner de la dépendance humiliante du royaume envers les États-Unis en matière de défense, de son incapacité à fournir emplois et couverture sociale à une population en croissance rapide.

Le bourdon est pourtant resté en vol, grâce à une alliance forgée au XVIII[e] siècle (ou malgré elle) Mohammed ibn Séoud, qui régnait sur une oasis du Nedjd, au centre du pays, adopta la doctrine puritaine de Mohammed ibn Abdel-Wahhab, austère érudit sunnite, et ces deux personnages entreprirent de conquérir la péninsule arabique. En 1745, ils jurèrent de travailler ensemble et, premier d'une longue série de mariages entre les deux familles, le fils de Séoud, Abdelaziz, épousa la fille de Wahhab. L'alliance ne fonctionna que trop bien, avec la prise de La Mecque en 1803, mais inquiéta les Ottomans, suzerains du Hedjaz, face à la mer Rouge. Une expédition punitive partie d'Égypte mit fin au rêve wahhabite. En 1818, le fils de Séoud fut capturé et déporté à Istanbul où, selon une tradition séculaire de traitement des rebelles, il fut exécuté.

L'alliance reprit vigueur avant que les dissensions entre héritiers ne permettent le triomphe d'une tribu rivale, les Rachid. L'étoile des Séoud se remit à briller de façon plus durable lorsque Ibn Séoud prit Riyad en 1902. L'assaut fut mené par les *Ikhwan* (Frères), vaillants guerriers qui, pendant trente ans, l'aidèrent à asseoir son autorité sur la péninsule. L'alliance unit encore le pouvoir temporel des Séoud, représenté par les fils âgés d'Ibn Séoud, et l'autorité spirituelle qui remonte à l'austère réformateur qui fonda la secte.

Pour vous faire une idée de ce système, imaginez la « cité sur la colline » rêvée par les puritains américains comme si elle avait traversé les siècles sans devoir affronter les forces du changement, la lutte pour les droits de l'individu et l'industrialisation.

En Arabie Saoudite, les mariages entre les deux piliers du royaume ont consolidé le système enraciné dans les zones désertiques situées au cœur du royaume. La ferveur guerrière des wahhabites aida à installer la dynastie des Séoud et l'approbation constante du clan religieux lui offrit la légitimité décisive. À ce jour, le partenariat repose sur le monopole du culte accordé à la secte en échange d'une obéissance absolue aux détenteurs du pouvoir temporel.

Mais les Séoud restent prudents face aux imprévisibles wahhabites. La dynastie régnante, qui a de fréquents entretiens avec les leaders religieux, obtient souvent ce qu'elle veut, mais pas toujours. Au cours des dernières décennies, le téléphone, la radio et même la télévision ont ainsi reçu l'approbation (parce qu'ils peuvent favoriser la propagation de la foi), mais l'interdiction de conduire persiste pour les femmes. Aucun lieu de culte autre que wahhabite n'est autorisé, malgré la présence de plusieurs millions d'étrangers. Les cinémas sont interdits, de peur qu'hommes et femmes ne s'y rencontrent.

Les wahhabites défendent une version puritaine, fondamentaliste du sunnisme vu comme la foi purifiée que pratiquait le Prophète au VII^e^ siècle, dans ce pays même. Ils préfèrent parfois se désigner comme salafistes (*salafi* : ancêtres), en hommage aux trois premières générations de musulmans « purs ». Ils sont les disciples de l'érudit du IX^e^ siècle Ahmed ibn Hanbal, qui a légué à l'islam la plus restrictive de ses quatre écoles de jurisprudence, limitée au Coran et à la Sunna, recueil des paroles de Mahomet. L'adhésion stricte au texte coranique interdit la danse, la musique, la décoration des mosquées, le culte des saints et des lieux qui leur sont associés, afin de purifier l'islam de la superstition et de tous les ajouts hérétiques suspects, nommés *bid'a*. Seules les deux cent vingt premières années de l'islam sont jugées pures. Dans un pays de palais princiers, le cimetière de la famille royale est un austère alignement de pierres plantées dans le sable. De toutes les sectes de l'islam, les wahhabites sont les seuls à ne pas célébrer l'anniversaire du Prophète, jour de fête important pour beaucoup de musulmans.

Quand Ibn Séoud prit La Mecque en 1925, les wahhabites allèrent jusqu'à détruire les tombeaux de la dynastie hachémite vaincue, qui prétendait descendre de Mahomet. Furent également réduites en ruine, à La Mecque et à Médine, les tombes

de la femme du Prophète, de ses filles, de ses oncles, de ses cousins et de ses principaux lieutenants, ainsi que celles de nombreux érudits qui s'étaient installés dans le Hedjaz au cours des siècles. Aux yeux des wahhabites, seul Allah devait être révéré. Les tombes, les saints et les anges étaient dénoncés comme *shirk* (polythéistes). Sous leur regard vigilant, les châtiments corporels sont distribués en public : amputation de la main droite en cas de vol, lapidation en cas d'adultère, décapitation pour les crimes majeurs. Les wahhabites nient que la minorité chiite soit musulmane (et ont veillé à détruire de nombreux lieux saints révérés par les chiites à La Mecque et à Médine, tout comme ils avaient saccagé le principal sanctuaire chiite, dans la ville irakienne de Kerbala, au début du IX^e^ siècle). La police religieuse (*moutawayin*) impose la présence à la prière cinq fois par jour, le jeûne durant la journée en période de ramadan et l'interdiction de l'alcool.

Xénophobe, ascétique, militant et enrichi par les pétrodollars, le wahhabisme s'est propagé avec l'approbation des Séoud, toujours désireux de justifier les prétentions du roi Fahd, « gardien des deux Lieux saints » de La Mecque et de Médine, et d'obtenir indulgence et pardon pour les excès de la famille royale. Le prosélytisme et les chèques sont depuis longtemps les principaux instruments de la politique étrangère saoudienne. À titre officiel ou privé, les Saoudiens ont construit (ou, comme en Bosnie, reconstruit) des milliers de mosquées, des États-Unis au Kenya, en passant par l'Asie centrale jadis intégrée dans l'Union soviétique[2].

Ces activités n'ont pas toujours été bien accueillies. Récemment, les protestations réitérées de pays occidentaux et islamiques, de l'Afrique du Nord aux Philippines, ont arraché à l'Arabie Saoudite la promesse de mettre fin aux largesses officielles souvent accusées de financer les islamistes radicaux qui cherchent à déstabiliser les gouvernements. Mais la fortune privée des Saoudiens continue à soutenir la propagation du wahhabisme. Le *zakat*, l'obligation de distribuer des aumônes, est un autre des piliers de l'islam.

Cet argent passe essentiellement par les organisations caritatives saoudiennes et islamiques. Bien avant le 11 septembre 2001, cette pratique avait suscité des critiques à l'étranger, souvent parce que les fonds servaient le terrorisme et d'autres objectifs

controversés, comme le financement de madrasas intégristes particulièrement virulentes, au Pakistan et ailleurs. Une comptabilité stricte est rarement produite, mais les pressions récentes ont enfin persuadé la principale organisation caritative du gouvernement, la Ligue musulmane mondiale (Rabita al-Alam al-Islami), de surveiller ses comptes de plus près.

À la suite de plaintes de pays étrangers, la police saoudienne demande toujours très poliment aux banques les détails des transactions suspectes. Les preuves sont difficiles à obtenir dans une région où l'argent liquide est encore roi, où l'on a l'habitude de franchir les frontières avec des centaines de milliers de dollars dans une valise, et où le système officieux de *hawala* (transfert de fonds) est aisément accessible, peu coûteux, plus rapide et infiniment plus discret que les banques ordinaires.

Mais si le bourdon saoudien continue à voler, c'est aussi grâce aux efforts des millions d'étrangers qui sont arrivés dans le pays depuis le début du XX^e^ siècle (et qui sont plus nombreux que les autochtones). Nul n'a contribué davantage à la prospérité du royaume (tout en s'enrichissant considérablement) que les immigrés originaires du Hadramaout, zone désolée du centre du Yémen, le voisin méridional le plus pauvre de l'Arabie Saoudite. Et rares sont les Hadramis qui aient connu une réussite aussi éclatante que le père d'Oussama, dont la florissante entreprise de BTP garantit la fortune de ses cinquante-quatre descendants.

À la fin des années 20, Mohammed ben Aouad ben Laden et deux de ses frères, tous humbles maçons, ont quitté leur ville natale, Husn Bahishn, dans la vallée du Wadi Du'an. C'était une de ces petites oasis, dans ces vallées qui découpent le plateau de Jol « comme des oubliettes », selon l'intrépide voyageuse britannique Freya Stark, qui visita le Hadramaout en 1932[3].

Les Hadramis pauvres étaient de grands voyageurs et, depuis des siècles, ils formaient une importante colonie aux Indes néerlandaises, l'Indonésie d'aujourd'hui. Les frères Ben Laden se joignirent à une caravane de chameaux partant pour Djedda, sur la mer Rouge, voie d'accès à La Mecque ; les pèlerins étaient une source de revenus non négligeable pour la dynastie saoudienne, triomphante depuis peu. Durant ce trajet pénible et dangereux, long de mille cinq cents km, l'un des frères perdit la vie. En 1999, il fallait encore quatre heures de route pour se

rendre à Husn Bahishn, en 4x4, sur une piste caillouteuse, depuis la capitale régionale, Seyyoun. L'électricité, fournie par un générateur diesel, servait exclusivement à maintenir au frais des boissons gazeuses.

Au début des années 60, les frères Ben Laden installèrent l'eau courante pour approvisionner la ville qu'ils avaient quittée jadis. Mais contrairement à beaucoup de gens qui s'étaient enrichis à l'étranger et qui embellissaient les lieux dans l'intérêt de leur propre gloire, les Ben Laden ne dépensèrent pas leur argent pour y ajouter une mosquée, une école ou une route. L'explication est en partie d'ordre politique. Les riches émigrés hadramis n'appréciaient guère la Démocratie populaire marxiste établie au Hadramaout en 1967, lorsque les Britanniques abandonnèrent le grand port stratégique d'Aden, ainsi que tout le Sud-Yémen, après cent vingt-huit années d'occupation.

Cette raison vaut en particulier pour ceux qui ont fait fortune en Arabie Saoudite. Pourquoi risquer la désapprobation des Saoudiens, qui se méfiaient de tout intérêt pour le Sud-Yémen marxiste ou pour le Yémen du Nord républicain, tous deux pauvres, beaucoup plus peuplés et belliqueux ? Lors de l'unification des deux Yémen en 1990, Mohammed Ben Laden était mort depuis longtemps et bien peu de ses enfants connaissaient le Hadramaout.

Mohammed était un homme grand, sec, laid, borgne, au visage sombre et grêlé. Il n'apprit jamais ni à lire ni à écrire (il était même incapable de signer), mais il était universellement respecté pour son énergie indomptable. Il aimait particulièrement désarçonner ses ingénieurs étrangers en calculant mentalement la solution de problèmes complexes alors qu'ils en étaient encore à manipuler leurs règles à calcul. Selon un ingénieur palestinien, « il était illettré, mais il avait un ordinateur dans la tête ».

En arrivant à Djedda, comme beaucoup d'autres immigrés originaires du Hadramaout, il fut logé et nourri par un Hadrami enrichi qui lui trouva du travail jusqu'à ce qu'il puisse se débrouiller seul et rembourser son bienfaiteur. Une fois riche, il se mit à porter une Rolex et des boutons de manchette en or, ainsi qu'une bague en argent à l'auriculaire gauche. Mais il n'oublia jamais d'où il était parti. La légende familiale veut que Mohammed ait gardé son sac de portefaix en souvenir de son

premier emploi dans le port de Djedda. Dans cette ville, beaucoup de sociétés employaient des Hadramis dans leur service financier : ils étaient considérés comme entièrement dignes de confiance, solidaires entre eux et fidèles envers leurs employeurs saoudiens, prêts à prendre des responsabilités, travailleurs et si avares que les mauvaises langues les surnommaient *yahud al-arab*, les « juifs des Arabes ».

Mohammed commença bientôt à exercer ses talents de maçon, puis il devint homme à tout faire dans divers palais royaux. Il lança une modeste société de bâtiment au début des années 30. Son coup de génie fut d'être l'un des premiers étrangers à comprendre la nature du régime saoudien. À cette époque, le roi Ibn Séoud ne jugeait pas nécessaire de former une administration centrale. Il ne croyait pas bon non plus que les princes se salissent les mains dans le commerce, encore moins dans une activité manuelle. Mais il respectait et récompensait ceux qui le faisaient. Et le roi remarqua bientôt que Ben Laden travaillait vite et bien.

Ce qui tint lieu de gouvernement central au Riyad des années 20 aux années 40 se composait d'une dizaine de conseillers étrangers : il y eut ainsi à une époque deux Irakiens, deux Libanais, deux Syriens, un Palestinien et un Britannique (qui n'était autre que St. John Philby, père du célèbre espion durant la guerre froide, Kim Philby). Le roi employait aussi une demi-douzaine d'assistants administratifs, dont un traducteur, quelques dactylos et un homme chargé de résumer les requêtes adressées au monarque pour lui épargner un verbiage fastidieux.

Chaque fois qu'il était à Riyad, Mohammed Ben Laden se faisait un devoir d'assister au *majlis* du roi Ibn Séoud, conseil officieux alors ouvert à tous. Ces derniers temps, les souverains saoudiens ont invoqué la tradition séculaire du *majlis* en réponse aux critiques selon lesquelles la monarchie était devenue inaccessible, secrète et autocrate. Mais à cette époque plus simple, dans une Arabie Saoudite bien moins peuplée, n'importe quel homme pouvait participer à cette démocratie bédouine. Ibn Séoud se tenait ainsi informé de ce qui se passait dans la tête de ses sujets parfois turbulents. Personne ne s'étonnait qu'un Hadrami récemment arrivé assiste régulièrement au *majlis* du

roi. En ces occasions, Mohammed Ben Laden essayait de s'asseoir aussi près que possible du monarque.

Il s'était déjà fait un nom en construisant des palais pour les membres de la famille royale, mais son idée la plus brillante avait été de persuader un Ibn Séoud vieillissant et de plus en plus arthritique de faire bâtir un palais équipé d'une rampe d'accès pour les voitures menant directement devant sa chambre à coucher. On dit que le roi accepta d'utiliser cette rampe uniquement après avoir obligé Ben Laden à la monter et à la descendre plusieurs fois au volant du plus lourd des véhicules royaux. Il s'agissait du véhicule rempli de pièces d'or et d'argent, sorte de Trésor mobile puisque la monnaie fiduciaire était alors inconnue dans le royaume. Enchanté, le souverain déclara : « La voiture et tout ce qu'elle contient sont à vous ! »

Selon un employé qui travailla longtemps pour l'entreprise Ben Laden, Mohammed « grandit avec le royaume, et le pays grandissait très vite ». Les soins attentionnés prodigués au roi par Mohammed furent récompensés lorsque lui fut confié le contrat de construction de l'une des principales routes, reliant Djedda à Médine. Plus célèbre encore est la route allant de Djedda à la capitale d'été Taef, toute en épingles à cheveux, qui réduisait à trois heures un voyage de trois jours à dos de chameau. On faisait tellement confiance à Ben Laden que les deux premiers monarques saoudiens acceptaient ses contrats lucratifs sans lancer aucun appel d'offres.

Peu à peu, Ben Laden devint le principal entrepreneur du royaume (puis, sous ses fils, la société devint l'une des plus grandes du Moyen-Orient et au-delà). Signe de la confiance des souverains, Ben Laden fut choisi pour réparer et agrandir les mosquées de La Mecque, de Médine et de Jérusalem, les trois sites les plus saints du monde musulman. Il était particulièrement fier d'avoir prié dans les trois mosquées le même jour. Tout en accomplissant le *hadj* et ses cinq prières quotidiennes, et ne lésinant pas sur les *zakat* (les aumônes islamiques, exigées de tout musulman, surtout s'il est riche), Mohammed Ben Laden n'était pas wahhabite, ni par son éducation au Yémen ni par inclination. Au début du XIX^e^ siècle, les wahhabites avaient détruit au Hadramaout les tombeaux de saints honorés depuis des temps immémoriaux.

À une époque, Mohammed Ben Laden se retrouva ministre

des Travaux publics. Le dépensier roi Saoud, qui succéda en 1953 à Ibn Séoud, devait tellement d'argent à Ben Laden à la fin des années 50 qu'il lui légua le meilleur hôtel de Riyad, le Yamaha. Avec d'autres riches Hadramis, Ben Laden renfloua la monarchie en ses heures difficiles. Une fois la richesse venue, il ne renonça pas au travail. Ses ouvriers avaient l'habitude de le voir surgir de nulle part.

Il arrivait toujours à persuader ses employés épuisés de faire des heures supplémentaires, en leur chantant ce refrain : « Eh, vous autres, vous travaillez pour Ben Laden, l'entrepreneur qui n'a qu'un œil », jusqu'à ce qu'ils lui accordent ce qu'il voulait, et tout le monde éclatait de rire. C'était un patron très présent, qui vivait sur les chantiers avec ses équipes. Après la Seconde Guerre mondiale, il employa de nombreux ingénieurs allemands et beaucoup d'ouvriers italiens, recrutés dans les anciennes annexions italiennes en Afrique, l'Érythrée et l'Éthiopie. Son entreprise avait une réputation de qualité et de rapidité. Et il soignait ses employés, leur offrant une prime de 25 %, qu'il y ait eu ou non débordement d'horaires.

Avec les années, Mohammed Ben Laden construisit plus de vingt mille kilomètres de routes, quantité de bâtiments dans tout le royaume, mais il s'était également mis à imiter l'habitude d'Ibn Séoud consistant à épouser les jeunes filles du cru. Le roi cimenta ainsi sa dynastie ; Ben Laden veillait à ce que, pour chaque route, la tribu dont le territoire était traversé oubliât les ennuis causés en contrepartie des emplois fournis par le jeune marié. C'est ainsi qu'il en vint à avoir cinquante-quatre enfants de « plus de vingt mères différentes[4] ». Oussama était le dix-septième des vingt-quatre garçons. Trois des épouses permanentes de Mohammed étaient saoudiennes, comme la plupart des autres femmes qu'il épousa (l'islam autorise à chaque homme quatre femmes). Il en changeait fréquemment, puisqu'un musulman n'a qu'à répéter trois fois « Je divorce d'avec toi » pour répudier une épouse.

Mohammed le borgne était renommé pour sa générosité. Il offrit à chacune de ses épouses une maison confortable et il veillait très soigneusement sur ses enfants. Il adorait jouer avec eux. Parfois, une douzaine d'entre eux lui sautaient dessus et il les taquinait en leur demandant qui était leur mère, comme s'il ne pouvait se souvenir d'eux tous. Certains étaient les enfants

d'esclaves noires, car le royaume n'avait pas encore aboli l'esclavage. Et au moins l'une de ses épouses répudiées se maria ensuite à un esclave noir, au grand dam de son fils, qui proposa (vainement) de l'argent à sa mère pour qu'elle divorce de ce nouveau mari.

Issue d'une famille ouvrière, la mère d'Oussama, Alia Ghanem, était née près de Lattaquié, port syrien sur la Méditerranée. Elle avait une vingtaine d'années lorsque son frère la présenta au père d'Oussama, à Lattaquié, en 1956 ; ils se séparèrent peu après la naissance d'Oussama, l'année suivante, ou du moins c'est ce que déclara la famille en 2001, dans des interviews peut-être mensongères, s'il faut en croire les amis saoudiens de Mohammed Ben Laden. Un membre de la famille Ghanem déclara qu'ils étaient sunnites. Mais Lattaquié est la capitale de la minorité alaouite à laquelle appartient la famille Ghanem[5].

Pourquoi les Ghanem voudraient-ils se faire passer pour sunnites ? Aucune réponse évidente n'existe pour l'heure, ce qui rend cette approximation plus curieuse encore. Dans les années 50, en revanche, il se serait expliqué. Les alaouites, secte hétérodoxe, représentent environ 12 % de la population syrienne. Pendant cinq siècles, sous les Ottomans, ils avaient survécu dans les montagnes côtières, pauvres, écrasés, méprisés par la majorité sunnite. Durant le mandat français en Syrie, entre les deux guerres, les alaouites jouirent brièvement de leur propre mini-État et, avec d'autres minorités, rejoignirent les « troupes du Levant » qui aidaient à maintenir l'ordre. Cela ne les rendit guère sympathiques aux yeux des sunnites, qui voulaient pour la Syrie une réelle indépendance et ne pardonnèrent jamais à la France d'avoir taillé artificiellement un État croupion avec le Liban voisin.

Malgré ces considérations, les femmes alaouites sont très prisées pour leur beauté, au Moyen-Orient et ailleurs. Alia Ghanem ne faisait pas exception à la règle, selon son fils[6]. À l'époque, les familles de la bourgeoisie libanaise ou syrienne avaient l'habitude de prendre de jolies alaouites comme domestiques, et beaucoup de mes amis à Beyrouth se souviennent d'avoir été initiés par elles aux plaisirs de la chair.

Le statut des alaouites changea radicalement dans les années 60. Ils prirent le contrôle du parti Baas, dont l'idéologie

laïque autoritaire (*baas* signifie « résurrection » ou « renaissance ») séduisit les minorités chrétienne, druze et alaouite, et défièrent la majorité sunnite qui leur interdisait depuis longtemps toute participation à la vie politique. Les baasistes prirent bientôt le pouvoir en Syrie. Le président Hafez el-Assad était alaouite, tout comme l'est Bachar, son fils et successeur ; c'est aussi le cas d'une bonne partie de l'élite dirigeante syrienne, qu'elle appartienne ou non au parti Baas, devenu avec le temps une coquille vide dominée par les alaouites.

Mais aux yeux de nombreux sunnites en Syrie et même de certains chiites ailleurs, les alaouites restent une secte hérétique et minoritaire (au point que, au début des années 70, Hafez el-Assad leur fit donner la bénédiction officielle par les autorités religieuses chiites du Liban, qui partagent traditionnellement la méfiance des sunnites envers l'islam pratiqué par les alaouites). Dans ces milieux, les alaouites restent suspects car, outre leurs habitudes louches, ils pensent (comme les chiites) qu'Ali, cousin et gendre de Mahomet, était son héritier légitime mais fut privé de son héritage par les trois premiers califes.

Ibn Taymiyah, théologien syrien, sunnite puritain, qui vécut de 1263 à 1328, période troublée dans le monde musulman (et qui devait être fréquemment invoqué par Oussama et d'autres membres d'Al-Qaida), condamna les alaouites jugés plus dangereux que les chrétiens et incita les musulmans à mener contre eux la guerre sainte. Dans le Nedjd, au cœur de l'Arabie Saoudite, les wahhabites purs et durs désignent les chiites comme *al-Radifha* (renégats) et les voient non comme des musulmans, mais comme des polythéistes et des apostats. Les alaouites sont plus vils encore[7].

Des soucis pratiques autant que religieux expliquent cette attitude. Le pétrole saoudien se trouve le long du littoral du golfe Persique, dans ce qui était traditionnellement la région purement chiite de Hasa. Malgré l'afflux de sunnites et de nombreux étrangers attirés par l'industrie du pétrole, la minorité chiite, source d'inquiétude constante pour la dynastie saoudienne, reste soumise à une répression intermittente[8]. Les motivations théologiques ont cependant été renforcées par la géographie et les coutumes locales. Un peu comme, aux XIX^e^ et XX^e^ siècles, les immigrés américains exerçant des métiers « humbles » devinrent épiscopaliens, signant ainsi leur intégration réussie dans la

bonne société, la realpolitik wahhabite tolérait les étrangers venus de tout le monde musulman malgré quelques doutes quant à leur pureté islamique, dans l'espoir que leurs descendants deviendraient de bons wahhabites. C'est particulièrement vrai dans la région de Djedda, traditionnellement le plus ouvert des ports donnant accès à La Mecque (où beaucoup de musulmans étrangers choisissent de s'installer après avoir accompli le hadj).

C'est à Djedda qu'Oussama, né en 1957 à Riyad, s'établit lorsque sa mère épousa un autre Hadrami, Mohammed al-Attas, avec lequel elle devait avoir trois fils et une fille (dans le Hadramaout, Attas est un nom très respecté, la famille Attas étant bien plus prestigieuse que les Ben Laden ; l'Indonésie eut longtemps un ministre des Affaires étrangères nommé Attas). La façon dont ce mariage fut conclu illustre comment, dans le Golfe, les hommes riches et puissants mènent leur vie privée. Selon un de ses amis saoudiens, Mohammed Ben Laden se fatigua bientôt d'Alia, comme de bien d'autres femmes avant elles, mais il veilla à ce qu'elle se remarie bien, avec Al-Attas, employé dans les bureaux de la société Ben Laden.

En fait, toujours d'après cet ami saoudien, Mohammed n'avait jamais officiellement été le mari d'Alia. Était-ce parce qu'il avait adopté le strict point de vue wahhabite sur les sectes hétérodoxes ou parce qu'il se sentait tenu de s'y conformer pour soigner les apparences dans son pays adoptif ? Quoi qu'il en soit, la mère d'Oussama ne fut sûrement pas la seule à être traitée ainsi dans l'Arabie Saoudite des années 50. L'esclavage était alors interdit en théorie, mais très répandu en pratique. L'ami saoudien de Mohammed ne se rappelle plus quel était exactement le statut d'Alia. D'autres arrangements existaient, surtout pour les hommes riches[9]. Mais l'ami saoudien affirme que Mohammed s'était bien conduit avec Alia. Il lui avait trouvé un mari respectable et il avait officiellement reconnu Oussama comme son fils.

Oussama fut apparemment un enfant heureux, ou telle est du moins l'impression qu'il produisit sur un ami avec lequel il grandit. Mais s'il faut en croire une Espagnole qui prétend avoir été son amie durant un bref séjour linguistique à Oxford, lorsqu'il avait quatorze ans, il lui aurait avoué que sa mère n'était « pas une épouse selon le Coran » mais une « concubine ». Il

aurait ajouté que sa mère était « très belle et que c'était sa beauté qui avait attiré l'attention de son père[10] ». D'autres rumeurs circulent à Djedda : Alia était l'« épouse-esclave » et Oussama le « fils de l'esclave ». L'enfant serait donc né hors mariage, avec tout le poids affectif qu'implique ce statut d'être inférieur. Les Saoudiens se préoccupent beaucoup de la condition à la naissance des membres de leur famille (contrairement aux Ottomans qui, en cinq siècles de règne, avaient vu bien des « nobles » familles assimiler des enfants d'esclaves et les affranchir).

Si blessantes qu'aient pu être ces histoires pour Oussama, il était et reste très proche de sa mère et d'Attas. Mais il reçut l'éducation stricte des Hadramis. Encore enfant, il partait avec son père pour d'austères retraites dans le désert, destinées à l'aguerrir, dans le cadre d'une éthique paternelle de l'effort et du labeur qui s'accorde bien avec les réalités de ses débuts difficiles. C'est une méthode qu'Oussama devait reproduire avec ses propres fils, qui apprirent à monter à cheval et à marcher pieds nus sur le sable brûlant du désert. Un autre Hadrami qui connut Oussama adolescent se rappelait que son propre père l'avait mis au travail avant qu'il ait neuf ans : « C'est notre façon d'élever les enfants, et c'est pour ça que les Hadramis réussissent aussi bien dans la vie. Nous étions très proches de nos pères parce qu'ils étaient durs mais affectueux. La vie était rude, et ils voulaient nous éviter de devenir des enfants gâtés. »

Puis, quand Oussama eut dix ans, son père mourut. Le Cessna de Mohammed Ben Laden s'écrasa dans les montagnes voisines d'Abha, dans le sud-ouest, alors que le pilote (américain) s'apprêtait à atterrir. Mohammed partait inspecter le chantier d'une nouvelle route de montagne. Même les aînés de ses enfants avaient à peine une vingtaine d'années. Les liens de Mohammed avec la dynastie saoudienne étaient si forts que le roi Fayçal annonça : « Vous êtes à présent tous mes enfants » et confia à un autre Hadrami, Mohammed Ba Harith, la gestion de l'entreprise en attendant que les fils aînés soient assez expérimentés pour la diriger eux-mêmes[11]. Salem, l'aîné, finit par reprendre l'entreprise en plein essor. Extraverti, dynamique et jovial, il passait d'un continent à l'autre à bord de son jet de fonction, aussi à l'aise lors d'un dîner à Genève que pour un barbecue au Texas ou une soirée à Londres.

Salem Ben Laden était assez proche des souverains saoudiens pour qu'on lui confie, moyennant 92 millions de dollars, l'aménagement d'un Boeing 747 réservé au roi Fahd (avec robinets en or et ascenseur, afin d'éviter au monarque ventripotent d'avoir à monter et descendre des escaliers). Salem partageait l'enthousiasme de son père pour les avions et, comme lui, mourut en vol. En 1988, l'avion ultra-léger qu'il pilotait se prit dans une ligne à haute tension et s'écrasa à San Antonio, au Texas.

Oussama fréquentait certains de ses demi-frères et sœurs, surtout Salem et Bakr qui remplaça son aîné à la tête de l'entreprise familiale désormais connue sous le nom de Groupe Ben Laden. Mais il y avait tant d'enfants, et bientôt tant de petits-enfants, que les jeunes Ben Laden passaient parfois de longues périodes sans se rencontrer. Oussama resta plusieurs années sans revoir certains membres de la fratrie. Scott MacLeod, qui l'interviewa pour *Time* au début de l'année 1996, rapporte ainsi qu'un autre des frères Ben Laden fut stupéfait en découvrant à quoi ressemblait la brebis galeuse de la famille, ne l'ayant pas revue depuis les années 80. Il n'était pas le seul. En tout cas, la plupart des frères d'Oussama étaient plus âgés et participaient déjà aux activités des sociétés créées par leurs aînés. Oussama ne s'intéressait guère aux plaisirs et aux expériences que s'autorisent les riches enfants saoudiens, chez eux ou à l'étranger. Presque tous ses demi-frères et même certaines demi-sœurs étaient plus mondains et plus occidentalisés que lui. Salem, par exemple, avait fait ses études à Millfield, école privée du sud de l'Angleterre où étaient formés de nombreux fils de l'élite arabe. De fait, selon Yeslam Ben Laden, « la plupart des garçons furent envoyés en pension à l'étranger lorsqu'ils étaient très jeunes [12] ». Au début des années 70, trois fils Ben Laden, à peu près du même âge qu'Oussama, passèrent quatre années à la Brummana High School, institution quaker qui accueillait les riches enfants arabes et occidentaux, située dans les collines qui surplombent Beyrouth. De nombreux enfants Ben Laden furent envoyés à Harvard, à l'université de Californie du Sud et dans d'autres institutions occidentales. La plupart possèdent une résidence et séjournent dans divers pays : États-Unis, Grande-Bretagne, France, Suisse, Égypte, etc. (les Ben Laden « américains » quittèrent rapidement les États-Unis après le 11 septembre). Au

contraire, Oussama a peu voyagé et encore moins vécu hors du monde musulman.

Rien n'indique qu'il ait eu une adolescence tapageuse, malgré les incartades qu'on lui prête dans quantité de rumeurs. Dans le cadre de ce que je considère comme une manœuvre de désinformation, plusieurs agences de renseignement ont répandu le mythe selon lequel Oussama était un buveur et un coureur de jupons bien connu dans les night-clubs de Beyrouth. Si ces histoires de querelles d'ivrognes autour de barmaids sexy étaient vraies, le monde s'en porterait peut-être mieux. L'interprétation la plus charitable est qu'Oussama a été confondu avec ses frères ou avec d'autres riches Saoudiens.

La réalité est plus prosaïque. Oussama n'avait que 17 ans lors de son premier mariage. Son épouse en avait quatorze, c'était une de ses cousines, qui s'appelait Najwa Ghanem ; elle lui donna onze enfants[13]. Le mariage entre cousins est une tradition en Arabie Saoudite et ailleurs au Moyen-Orient. Pour les Saoudiens suffisamment aisés, se marier jeune est un moyen classique d'éviter la tentation. Les jeunes mariés vécurent plusieurs années chez la mère et le beau-père d'Oussama, alors qu'ils auraient eu les moyens de s'offrir un palais.

Cette attitude par rapport à l'argent est typique des Hadramis. Il savait qu'il était riche parce qu'il s'appelait Ben Laden, mais il n'étalait pas sa fortune et ne fréquentait guère les enfants des autres familles riches. Quand on lui demandait cinq rials, il n'en donnait pas dix, se rappelle un ami. Il fallait faire bon usage de son argent. Son seul vice connu était les excès de vitesse ; jeune homme, il envoya ainsi à la casse une Chrysler. Par ailleurs, avant qu'Oussama ait dix-huit ans, Beyrouth sombra dans une série de guerres qui devait durer une quinzaine d'années. La capitale libanaise cessa brusquement d'être le terrain de chasse favori des jeunes Saoudiens fortunés. D'autres récits apocryphes prétendent qu'Oussama fréquentait les bars branchés de Londres[14].

En fait, au sein du clan Ben Laden, Oussama fut remarqué dès son adolescence pour sa religiosité[15]. On dit qu'un Soudanais employé pour l'initier aux études islamiques s'inquiéta au point d'alerter sa famille lorsqu'il découvrit les opinions extrémistes du jeune homme quant à l'application de la charia. Selon un homme qui le connaissait, Oussama était déjà un musulman

« plus strict que la plupart de ses amis, que sa famille et même que sa mère et son beau-père, qui étaient très modérés ». Son demi-frère Yeslam formule la chose de manière plus diplomatique : Oussama « est plus religieux et avait une mentalité différente de la nôtre[16] ». En octobre 2001, interviewée par une chaîne de télévision française, l'ex-épouse suisse de Yeslam se rappelait non sans un dégoût visible qu'Oussama avait refusé de lui serrer la main lorsqu'il s'était présenté à l'improviste dans leur maison de Djedda. Elle attribuait ce comportement en partie à la timidité, en partie au manque d'éducation, en partie à la réprobation face à une Occidentale[17].

Khaled M. Batarfi et son frère jouaient au football avec Oussama lorsqu'ils étaient adolescents ; ils habitaient tous dans la rue Jabal Sumayqa, dans le quartier Musharifah de Djedda, à l'époque nouveau quartier bourgeois, situé maintenant en centre ville, tout près d'une artère importante nommée rue de Palestine. Oum Oussama (« mère d'Oussama », selon la coutume arabe consistant à prendre le prénom de l'aîné des enfants) habite encore dans la même maison confortable à deux étages, avec une façade en béton blanc, derrière un mur de 2,50 m. Oussama allait à l'école Al-Thagh avec les princes et les autres membres de l'élite saoudienne. Il laissa à ses professeurs, comme à tous ceux qui l'ont alors connu, le souvenir d'un enfant poli, bien élevé, gentil et consciencieux.

Batarfi décrit son compagnon de jeu comme un musulman fervent mais tolérant. « Oussama préférait psalmodier plutôt que chanter car, pour lui, la musique était *haram* [interdite] mais il n'essayait pas de nous imposer son point de vue, à nous qui n'étions pas aussi stricts que lui. Il avait l'art de convaincre les jeunes qui ne priaient pas, les amenant souvent par l'exemple à devenir de bons musulmans. » Même alors, Oussama et quelques amis également pieux jeûnaient le lundi et le jeudi. « Il nous encourageait à aller à la mosquée, surtout au *fajr*, les prières de l'aube. Je n'y allais qu'irrégulièrement. Il espérait que nous suivrions son modèle et quand nous le faisions, c'était tant mieux, mais sinon, nous restions tout de même bons amis. Il avait un charisme tranquille, très efficace, très puissant. »

Oussama, alors adolescent dégingandé, « était un très bon avant au football, il était si grand, doué pour les têtes. Après les matchs, nous pique-niquions. Il plaisantait à la manière islami-

que, en nous demandant quand le Prophète était né, par exemple, ou ce que nous savions de la charia. Il nous divisait en équipes et il proclamait les vainqueurs », mais « même les perdants mangeaient les gâteaux qu'il apportait ».

Batarfi le trouvait un peu « dénué de sens de l'humour ». « En fait, il était plus sérieux que nous, au sujet de la vie, de ce qui se passait dans le monde musulman, de notre rôle dans la société. Il avait conscience d'être un Ben Laden, mais il ne le montrait pas et il n'était pas gêné par la fortune familiale. Il pensait aussi que tous les musulmans sont égaux, et il ne fréquentait pas que les gosses de riches. Il avait quelques amis très pauvres et il a épousé des femmes pauvres. » Oussama s'inquiétait de voir ces jeunes Saoudiens livrés à eux-mêmes, en pleine période du boom pétrolier, « partir dans la mauvaise direction : il s'effrayait de les voir s'adonner au sexe, à la drogue, aller à l'étranger et commettre des péchés, négliger la prière dans les mosquées, utiliser un langage grossier[18] ».

Apparemment bien sous tous rapports, il partageait un secret subversif avec de nombreux membres de l'élite saoudienne : les Frères musulmans. Cette organisation secrète, favorable à une réforme radicale de l'islam, fut fondée en Égypte en 1928 par le maître d'école Hassan al-Banna. Elle cherchait à secouer le joug colonial des Britanniques et toutes les influences occidentales, à restaurer l'âge d'or de l'islam, à renverser l'ordre laïque et à établir un État islamique sous le califat aboli en 1924 par Ataturk avec les derniers vestiges de l'empire ottoman. Ce que l'Amérique de la guerre froide trouvait séduisant chez les Frères musulmans, c'était leur opposition au socialisme et aux Soviétiques, et leur slogan « L'islam est la solution ».

En 1948, les Frères musulmans comptaient un demi-million de membres en Égypte et des branches dans de nombreux autres pays du Moyen-Orient. On y voit souvent le creuset de la pensée radicale et de l'action politique qui suivirent (surtout pour les sunnites, puisque la révolution islamique survenue en 1979 dans l'Iran chiite joua également un rôle majeur). Al-Banna s'attira l'hostilité de la monarchie égyptienne et fut abattu dans une rue du Caire en 1949.

Gamal Abdel Nasser et Anouar el-Sadate avaient tous deux été membres des Frères musulmans. Ils cherchèrent d'abord à s'entendre avec les successeurs d'Al-Banna, après le coup d'État

des officiers qui, en 1952, renversa le roi Farouk et substitua à la monarchie un régime nationaliste qui enthousiasma les Arabes dans tout le Moyen-Orient. Mais les Frères tentèrent vainement d'assassiner Nasser, d'abord en 1954 puis de nouveau en 1965 (en 1981, leurs héritiers spirituels réussirent à tuer Sadate, qui avait libéré de prison de nombreux Frères musulmans, à son arrivée au pouvoir après la mort de Nasser en 1970). Dans les années 50-60, la répression était impitoyable. L'organisation ayant été interdite par Nasser, beaucoup de ses membres furent torturés et emprisonnés pendant des années dans des camps de concentration, en plein désert.

Saïd Qutb, jadis ministre de l'Éducation sous Nasser, fut exécuté pour participation au complot de 1965, mais pas avant que neuf années de prison lui aient inspiré *Jalons sur la route de l'islam*. Ce livre reste une lecture fondamentale pour les islamistes radicaux. On y apprend que le djihad (combat) est légitime non seulement pour défendre les terres musulmanes contre les infidèles, mais aussi contre des régimes musulmans comme celui de Nasser, considérés comme ennemis de l'islam dans le cadre de la *jahiliyya*, la période de « ténèbres » pré-islamiques. C'est un argument qu'Oussama reprendrait, bien des années plus tard, contre les rois saoudiens.

À partir des années 50, Nasser ne cacha pas son mépris pour les Séoud et leurs protecteurs américains. Il ne cachait pas non plus son désir de renverser la monarchie. Avec l'approbation tacite des États-Unis, les rois dépensaient sans compter à travers le Moyen-Orient pour lutter contre le nationalisme laïque de Nasser, dont Washington comparait le socialisme « soft » à la politique menée par l'Union soviétique. Suivant le principe selon lequel les ennemis de mes ennemis sont mes amis, les Frères musulmans étaient accueillis à bras ouverts en Arabie Saoudite et dans les autres émirats pétroliers du Golfe, conservateurs et pro-occidentaux. Ils y prospéraient en tant qu'hommes d'affaires ; leur succès financier devait avoir d'importantes conséquences dans les décennies suivantes pour soutenir ailleurs des projets islamiques subversifs.

Beaucoup de membres de l'organisation devinrent enseignants. Ils purent ainsi exercer une influence immense sur de jeunes Saoudiens influençables, comme Oussama, qui n'avaient qu'une idée très limitée du monde extérieur. La tâche des Frè-

res musulmans était des plus délicates. Ils étaient réfugiés politiques dans le royaume et, en tant que tels, durent être prudents avant la mort de Nasser, et plus encore après, quand se mit à décliner la menace du nationalisme arabe discrédité, et du même coup son utilité pour la dynastie saoudienne.

Les Frères, bien entendu, défendaient leurs propres priorités politiques, mais l'Arabie Saoudite était déjà, en théorie, un État islamique, et le wahhabisme ne tolérait aucune autre forme d'expression religieuse dans un pays situé au cœur même de l'islam. L'organisation était au mieux tolérée, mais ses membres restaient un peu suspects. Dans les années 70, elle avait été émasculée dans son bastion égyptien. Ses partisans les plus radicaux amorçaient leur virage vers les eaux inconnues de ce qui deviendrait l'islam djihadiste. Mais selon un autre Saoudien de la haute bourgeoisie, également membre de l'organisation, « Oussama grandit comme un Frère musulman et ne rompit que lorsqu'il fut immergé en Afghanistan, dans la deuxième moitié des années 80[19] ».

Oussama fut un médiocre étudiant en gestion à l'université Roi-Abdoul-Aziz, où il choisit d'aller afin de rester près de sa mère, à Djedda. À la fin des années 70, un Frère musulman érudit et éloquent, un Palestinien nommé Abdullah Azzam, s'attira des ennuis en Jordanie, où il enseignait la jurisprudence islamique. Comme tant d'autres Frères dans la même situation, il partit pour l'Arabie Saoudite, où un emploi lui fut confié à l'université Roi-Abdoul-Aziz. On ignore si Oussama suivit les cours d'Azzam, mais cela n'a rien d'impossible puisque le gendre algérien du prédicateur jure qu'Azzam et sa famille habitaient à Djedda un appartement que leur louait Ben Laden[20].

Azzam était bien connu en Arabie Saoudite et ses sermons étaient largement diffusés sous forme de cassettes audio. Il partageait le mépris de la branche palestinienne des Frères musulmans pour l'OLP laïque et pour sa lutte armée contre l'occupation israélienne (on voit parfois en lui le cerveau qui animait son rival, le Mouvement de résistance islamique, également appelé Hamas). Azzam s'intéressait également au Pakistan, où il enseigna à l'université islamique internationale d'Islamabad (financée par des fonds saoudiens), puis en Afghanistan. Les chemins d'Azzam et d'Oussama se croisèrent plus

durablement à Peshawar au milieu des années 80, où ils travaillèrent ensemble pour le djihad afghan.

Les études peu brillantes d'Oussama (il n'obtint pas de diplôme) ne sont pas le résultat de la paresse. Ses amis adolescents remarquèrent qu'il négligeait ses études pour se consacrer à l'entreprise familiale. Les Ben Laden construisaient une route reliant la Grande Mosquée de La Mecque à un nouveau palais, dans le cadre de gigantesques contrats autour des deux sites les plus saints de l'islam, qui devaient propulser leur famille vers une fortune plus colossale encore. C'était un chantier complexe parce qu'il traversait des quartiers très peuplés. Il fallait démolir de nombreux bâtiments, sans employer la dynamite. « Nous commencions le travail à 5 h 30 du matin et Oussama était toujours là avant moi », se rappelle Walid Khatib, chef de chantier palestinien. « Il travaillait dur et se montrait particulièrement efficace pour assurer la liaison entre les différents ministères et pour résoudre les problèmes. » Oussama était aussi en bons termes avec les nombreux Européens et Américains qui participaient au projet et il leur parlait dans un excellent anglais. « Nous étions souvent seuls, relate l'ingénieur, et il aurait pu me montrer qu'il était anti-américain [...]. Après tout, Oussama savait que j'étais membre du FPLP », l'un des groupes les plus violemment anti-américains (et marxistes). Ils s'entendaient bien, selon le Palestinien, et Oussama « lui posait des questions sur son père et aimait nous entendre raconter des histoires » sur ce géniteur qu'il avait à peine connu[21].

Pour se fabriquer un personnage aux yeux du monde extérieur, Oussama aime évoquer son engagement précoce en faveur de la cause afghane. « Quand l'invasion de l'Afghanistan a commencé, cela m'a rendu furieux, confiait-il à un journaliste britannique, et je me suis tout de suite mis en route. J'y suis arrivé en quelques jours, avant la fin de l'année 1979[22]. » Il doit avoir marché très vite, puisque les premiers contingents soviétiques arrivèrent le 27 décembre pour leur décennie d'occupation. Ce premier séjour fut de courte durée. Le véritable intérêt d'Oussama, dont il ne parla jamais, était ailleurs.

1979 représente un tournant décisif pour les musulmans et leurs relations avec le reste du monde. L'année commença par le retour en Iran de l'ayatollah Ruhollah Khomeyni, après un long exil en Irak, pour renverser le shah. La révolution ira-

nienne devait galvaniser non seulement les chiites mais aussi leurs rivaux sunnites. Le 20 novembre, à peine plus d'un mois avant l'invasion soviétique de l'Afghanistan, plusieurs centaines de fanatiques s'emparèrent de la Grande Mosquée de La Mecque (on raconte que l'un des frères aînés d'Oussama utilisa les camions de la société pour faire entrer les conspirateurs dans la mosquée).

Inspirés par le succès de Khomeyni, ils reprochaient aux princes saoudiens leur alcoolisme, leurs débauches et leur tolérance de l'influence occidentale dans le royaume. Ils furent délogés au bout de onze jours, avec l'aide des infidèles (la police française). Cet incident humiliant ne fit que rendre plus flagrante la dépendance envers l'Occident d'une monarchie dont la légitimité tenait précisément à la protection des plus sacrés parmi les Lieux saints sunnites (le roi Fahd est désigné comme « gardien des deux mosquées saintes » de La Mecque et de Médine). De toute évidence, le radicalisme islamique politique était sur la bonne voie.

Ce qui passionnait Oussama, ce n'était ni l'Afghanistan, ni la Grande Mosquée, ni même cette cause arabe favorite, la Palestine. Non, ce qui l'attirait, c'était l'impitoyable campagne de terreur orchestrée par les Frères musulmans qui faillit renverser le régime alaouite en Syrie. L'armée, le gouvernement, les réservistes, les implantations militaires et policières, les membres des professions libérales, autant de proies légitimes (le régime Baas en Syrie fit œuvre de pionnier en expérimentant des techniques d'antiterrorisme à présent banales, comme les pots de fleurs géants, en ciment, remplis de terre, disposés dans les rues pour amortir les explosions).

Les violences islamistes commencèrent en 1976 et prirent de l'ampleur entre 1979 et 1982, avec des conséquences catastrophiques. En février-mars 1982, le président Hafez el-Assad et son frère Rifaat déchaînèrent la répression contre les Frères musulmans dans la ville sunnite conservatrice de Hama. Résultat : 20 000 morts, dont de nombreux civils innocents. La plupart des sites historiques de la ville furent détruits. Même dans la tradition punitive orientale, les « règles de Hama » marquèrent le début d'une nouvelle époque.

La branche syrienne ne survécut pas à cette guerre clandestine, mais des descendants plus radicaux apparurent ailleurs.

Dans cette guerre fantôme presque oubliée, la Jordanie servit de base arrière. L'argent était fourni par des Saoudiens, par de riches marchands syriens exilés, installés dans le royaume et ailleurs dans le Golfe, et par des membres de l'organisation en Allemagne et au Moyen-Orient. Les États-Unis avaient déjà traité avec les Frères musulmans en leur offrant, dit-on, leur savoir-faire et leurs informations ; Assad accusa publiquement Washington. Les chefs de guerre chrétiens du Liban étaient également impliqués, tandis que le régime Baas, en Irak, faisait parvenir aux islamistes des armes de contrebande [23].

On ignore toujours ce qui se passait vraiment dans la tête d'Oussama, alors âgé d'une vingtaine d'années : des psychologues de café du commerce ont suggéré que sa vie adulte était un conflit œdipien non résolu avec son père qui le négligeait (ou, autre version, une façon de montrer à ses frères aînés que lui aussi existait). Mais avant la bataille finale, les Frères musulmans semblèrent à deux doigts de renverser les alaouites, secte de marginaux à laquelle appartenait la mère d'Oussama. S'il eut un jour conscience de ce conflit d'intérêts, il n'en a jamais parlé en public, et aucune réponse claire ne se profile.

Avec la foi aveugle du vrai croyant, Oussama estimait sans doute que les Frères avaient raison de se battre pour établir un gouvernement sunnite en Syrie. L'ennemi était certainement le régime du président El-Assad. Il était déjà assez regrettable que la Syrie soit dirigée par les alaouites hétérodoxes (le lien gênant avec sa mère étant remisé dans un coin de son cerveau). Ce qui était impardonnable, c'était que le parti Baas au pouvoir, dominé par les alaouites, était laïque et ne s'en cachait pas.

Son rôle exact dans la lutte contre les Assad reste flou, même si, étant donné sa jeunesse, il dut être mineur. Mais ceux qui prétendent être au courant affirment qu'Oussama s'occupait des finances, probablement de collecter des fonds. Le pouvoir de l'Arabie Saoudite hors des frontières était et reste proportionnel aux sommes inscrites sur son chéquier. En tout cas, à cette époque, Oussama n'avait encore hérité de son père aucun argent liquide facilement accessible (le gouvernement américain a estimé la fortune paternelle à 300 millions de dollars, alors que son demi-frère Yeslam l'estime à 30 millions) [24].

Ayant derrière lui cet étrange baptême de la violence politique des islamistes radicaux, Oussama se tourna vers la guerre

en Afghanistan, avec la bénédiction pleine et entière de la monarchie saoudienne. Ce choix devait avoir pour le monde des conséquences qui dépasseraient largement les frontières de l'Arabie Saoudite. Était-il lui-même conscient de son programme radical précoce, et ceux qui allaient lui confier de grandes responsabilités l'étaient-ils davantage ? Rétrospectivement, on aurait pu se dire qu'il transportait dans ses bagages bien plus que le mélange de ses origines parentales, avec leurs racines non wahhabites, et ses liens avec les Frères musulmans.

En fait, la seule chose sur laquelle sont d'accord ceux qui l'ont connu avant l'Afghanistan, et même après, c'est qu'Oussama Ben Laden semblait n'avoir rien de ce qui fait les grands meneurs d'hommes. L'ingénieur palestinien qui l'appréciait réellement pense qu'il n'était pas assez robuste pour être un leader : « Quand je lui parlais durement, il baissait les yeux avec un sourire gêné. » Bien d'autres ne le croyaient pas assez intelligent pour aller loin. « Un peu au-dessus de la moyenne, pas en dessous, mais moyen tout de même », commente un homme qui le connaissait depuis son enfance.

Malgré sa connaissance de l'arabe classique et ses étranges fatwas qui justifient le meurtre de tous les Américains sans distinction, Oussama n'a jamais donné à ses pairs l'impression de maîtriser le savoir coranique, auquel on reconnaît les vrais érudits religieux. Il allait peu à peu en faire un avantage. La fascination qu'il exerçait venait de ce qu'il était capable de parler aux musulmans ordinaires dans un langage simple, entremêlé d'allusions au Coran, sans comparaison avec le discours savant des notables d'Al-Azhar, illustre mosquée égyptienne, et de ses équivalents moins prestigieux à travers le monde sunnite.

Après les attentats de 1998 en Afrique, le général Hamid Gul, responsable du programme de l'ISI qui fournissait des armes aux Afghans combattant l'Armée rouge à la fin des années 80, ne fut guère convaincu lorsque les États-Unis dénoncèrent la responsabilité d'Oussama : « Je connais Oussama, me dit-il avec désinvolture en 1999 ; il en serait bien incapable. » Mais le général, une fois à la retraite, était devenu un islamiste si convaincu que ce démenti, comme presque tout ce qu'il disait, est tout à fait sujet à caution.

Plus vraisemblable apparaît la sagesse rétrospective du prince saoudien Bandar, ambassadeur à Washington pendant plus de

vingt ans. Au lendemain du 11 septembre, Bandar se rappela les beaux jours de la coopération internationale contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan dans les années 80. Il affirmait qu'Oussama était venu lui dire : « Merci, merci d'avoir fait venir les Américains pour nous aider. » « À cette époque, je ne l'aurais pas cru assez malin pour faire traverser la rue à une famille de canards[25]. » Bandar n'était pas le seul à penser ainsi.

L'Afghanistan : islamistes excités et fin de la guerre froide

Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques islamistes excités ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ?

Zbigniew Brzezinski,
Le Nouvel Observateur, 15-21 janvier 1998

L'Afghanistan que nous aimions, ce n'était pas le Moyen Âge, c'était simplement notre jeunesse. Nous avons découvert en Afghanistan la jeunesse du monde, l'essence de la destinée humaine sur cette terre.

Michael Barry,
universitaire américain, 2001

Je suis venu sur le tard à la guerre soviétique en Afghanistan et j'ai subi les foudres de mon rédacteur en chef pour avoir refusé une mission une fois arrivé sur place. Les correspondants à l'étranger ne sont pas payés pour dire non, mais en toute franchise je n'avais pas refusé à la légère, puisque je gagnais ma vie en allant justement dans les endroits que mes collègues préféraient éviter. Cette mission tombait à pic. En ce printemps 1988, on en était au stade final des négociations de Genève visant à mettre un terme à la guerre, alors dans sa neuvième année. Le Kremlin aspirait visiblement à en finir. Les Américains se frottaient les mains, convaincus qu'après le retrait

des troupes soviétiques, le régime fantoche de Najibullah laissé par Moscou s'effondrerait, bien plus vite que le gouvernement sud-vietnamien après que les États-Unis avaient abandonné Saigon en 1973. La réflexion américaine sur l'Afghanistan était lourdement influencée par la défaite vietnamienne encore cuisante. Le *Washington Post* avait des doutes, moi aussi, et j'étais censé découvrir ce qui se passait réellement.

J'avais déjà refusé une première fois ce voyage à cause de deux connaisseurs de l'Afghanistan, mon jeune ami américano-suisse Edward Girardet et son collègue britannique Peter Jouvenal, qui couvraient la guerre depuis le début. J'avais déjà atteint la cinquantaine et je savais bien qu'il ne me restait plus assez d'années devant moi pour prendre des risques idiots, en plus de ceux qui vont de soi dans un métier dangereux. Quand il s'agissait d'étudier un nouveau conflit, je me fiais à des correspondants compétents. C'était un service que je rendais aux nouveaux venus chargés de couvrir des zones que je connaissais bien. En avril 1988, environ une semaine avant que je les rejoigne tout content en Afghanistan, Girardet et Jouvenal firent une mauvaise rencontre avec des « wahhabites », terme alors employé pour désigner tous les volontaires arabes. Des journalistes occidentaux avaient déjà été tués en Afghanistan, et pas seulement par les communistes. Girardet m'a raconté que Jouvenal et lui avaient survécu à un affrontement suffisamment désagréable pour ne pas avoir envie de retenter leur chance de sitôt. Cette explication me suffisait amplement, mais je savais qu'elle ne convaincrait pas mon rédacteur en chef.

Franchement, j'étais un peu intrigué par ces « wahhabites ». Je ne me rappelais pas avoir beaucoup entendu parler d'eux en Afghanistan, et cependant je couvrais le Moyen-Orient depuis assez longtemps pour savoir qui ils étaient en Arabie Saoudite. Tout récemment, la presse occidentale avait commencé à s'intéresser à Gulbuddin Hekmatyar et à s'interroger sur le soutien apporté par les Occidentaux aux leaders moudjahidin afghans. L'Ingénieur Gulbuddin, comme il se faisait appeler, était le seul, parmi les sept leaders moudjahidin officiellement reconnus, à être anti-américain au point de ne pas se rendre à la Maison Blanche lorsque le président Ronald Reagan décerna aux autres le titre de « combattants de la liberté ».

À l'époque, ces extravagances furent pardonnées parce que

Hekmatyar était le combattant le plus efficace de la bande, celui qui arborait à sa ceinture le plus grand nombre de scalps soviétiques, et il ne voulait pas ternir son image en s'inclinant devant un étranger, même s'il était président des États-Unis. En fait, c'était simplement le chef de guerre préféré du Pakistan (plus de la moitié des armes qu'il reçut furent offertes par ce pays) et il avait tué moins de soldats soviétiques que de correspondants et de travailleurs humanitaires occidentaux, et même de « combattants de la liberté » afghans[1].

Je fus épouvanté par le portrait de ces « wahhabites » dressé par Girardet et Jouvenal. Vers le milieu des années 80, les volontaires arabes avaient décidé d'expulser les ONG occidentales et de les remplacer par des versions islamiques. Depuis le début du conflit, les travailleurs humanitaires occidentaux présents au cœur du pays prenaient des risques considérables en s'exposant au feu des Soviétiques et de leurs alliés afghans. Les « wahhabites » menaçaient particulièrement les femmes, médecins et infirmières, qui pour la plupart « travaillaient à l'intérieur ». Leur raisonnement était la simplicité même : l'Afghanistan, étant un pays islamique, devait être secouru par des musulmans et non par des infidèles. Leur arme principale était l'argent liquide, en grande quantité, parfois en billets de cent dollars sortant à peine de leur sachet en plastique, et plus souvent en afghanis, la monnaie locale.

« Nous ne pouvions pas rivaliser », se souvient un travailleur humanitaire occidental. Des années plus tard, un commandant moudjahidin sans vergogne, qui s'était exilé à Paris, me confia que les « wahhabites » du Golfe lui avaient proposé une telle somme qu'il avait sacrifié ses vieilles relations personnelles avec un organisme d'assistance occidental, persuadant ses employés de fermer du jour au lendemain leurs dispensaires et leurs postes de ravitaillement. Et il n'était pas le seul à avoir agi ainsi, loin de là. Pourtant, la plupart des Afghans n'aimaient guère les « wahhabites », qui perdirent bientôt le respect dû aux volontaires étrangers, surtout à ceux qui venaient du pays du Saint Coran et parlaient son langage sacré. L'islam qu'ils défendaient était particulièrement intolérant. Les « wahhabites » cherchèrent bientôt à marquer de leur sceau ce qu'ils considéraient comme une déformation locale de l'islam le plus pur. Des traditions chères aux musulmans afghans furent déclarées *haram*

(interdites) : la danse, le chant, le culte des saints locaux appelés *pirs*, les bouteilles et les drapeaux qui claquent au vent dans les cimetières.

J'utilise le mot « wahhabite » entre guillemets parce que le terme avait perdu son vrai sens. Pour les Soviétiques (puis les Russes), il désignait tout musulman prenant les armes contre eux. Pour les Saoudiens, il renvoyait à leur variété particulière de l'islam, celle des salafistes, des trois premières générations si révérées. Mais en Afghanistan et au Pakistan, « wahhabite » renvoyait à un mélange de prosélytisme fondé sur l'argent du Golfe et sur l'islam très minoritaire pratiqué en Inde et au Pakistan sous le nom de déobandisme (du nom de la ville indienne de Deoband, où il était apparu au XIX^e^ siècle). Sous l'autorité britannique, les musulmans voulaient ainsi défendre leur foi contre l'autorité des étrangers infidèles. Lors de la création du Pakistan en 1947, ce mouvement se développa avec les encouragements du gouvernement, pour se transformer peu à peu en partisan farouche de la guerre sainte révolutionnaire, du djihadisme, durant la guerre afghane. Mais au Pakistan, le déobandisme restait en seconde position, loin derrière l'islam modéré Barelvi ; malgré ses manifestations bruyantes et ses menaces, il n'a jamais remporté de scores importants lors des élections (jusqu'en 2002).

En dépit du harcèlement dont étaient victimes les ONG occidentales, les « wahhabites » ou « Arabes afghans », comme on les appelait également, ne furent jamais considérés comme une force majeure dans ce qui restait, après tout, la guerre des Afghans contre l'occupation soviétique. Aucun des principaux acteurs (les États-Unis, le Pakistan, l'Afghanistan, l'URSS et, en fait, toute l'Arabie) ne voyait dans ces volontaires étrangers davantage que des figurants. Diverses agences de renseignement appartenant à des pays aussi lointains que l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et l'Égypte gardaient vaguement un œil sur eux. Mais les volontaires étaient essentiellement livrés à eux-mêmes. Ils s'enrôlaient au sein des diverses factions islamiques afghanes, souvent les plus radicales, et on ne peut guère leur reprocher d'avoir voulu se faire une place au soleil. La présence même d'Arabes et de musulmans étrangers montre toute la complexité de cette guerre étrange.

En temps de guerre, les coalitions rassemblent, par définition,

des partenaires aux motivations différentes et ont peu de chance de survivre au conflit. La manière dont celle-ci se fit (et se défit comme prévu) a donné naissance à la théorie du *blowback* (choc en retour). Récemment, les partisans de cette théorie ont affirmé que les Américains et d'autres avaient créé le « monstre du terrorisme islamique » sans se soucier des conséquences, jusqu'à ce qu'ils soient obligés de lancer une nouvelle guerre en 2001 pour étouffer la menace dans l'œuf, lorsqu'il était devenu impossible de l'ignorer davantage. À la lumière de l'histoire divisée de l'Afghanistan, il n'est pas étonnant que les milices moudjahidin rivales se mettent à s'entretuer dans une séries de petites guerres, et ce n'est pas non plus la faute des États-Unis.

Les autres voisins du Pakistan et de l'Afghanistan (l'Inde, l'Iran et la Russie à travers ses anciennes possessions en Asie centrale) contribuèrent à la persistance des combats après le retrait de l'Armée rouge. Quelles que soient ses prétendues vertus, la théorie du « choc en retour » suppose que les États-Unis aient eu une vision précise et globale de la guerre contre les Soviétiques. En fait, l'effort de guerre fut conçu de manière à donner l'impression que les Américains ne savaient rien de ce qui se passait en Afghanistan. Il n'a jamais été établi clairement à quel point le renseignement américain était infiltré dans ce pays[2]. Dans les affaires d'État, l'ignorance est rarement bienheureuse.

Les ambitions américaines en Afghanistan étaient spécifiques mais limitées. Ils voulaient se venger de l'affront infligé par les communistes au Vietnam. Durant le conflit, ils se contentèrent de saigner les Soviétiques plutôt que de leur infliger une défaite écrasante (c'est seulement en 1986, quand l'URSS eut clairement signalé sa volonté de quitter l'Afghanistan, que les États-Unis fournirent aux moudjahidin des missiles Stinger tenus sur l'épaule ; ces armes firent pencher la balance contre les Soviétiques, dont les hélicoptères de combat avaient causé de nombreuses victimes parmi les Afghans). Ces ambitions modestes convenaient très bien au Pakistan : Islamabad pourrait ainsi atteindre ses objectifs sans que des Américains indiscrets viennent fourrer leur nez partout.

Et le Pakistan avait des objectifs bien particuliers. Dès avant l'invasion soviétique de décembre 1979, le président Moham-

med Zia ul-Haq rêvait d'utiliser son allié américain dans la guerre froide pour l'aider à se tailler un nouvel empire moghol allant du Pakistan jusqu'aux républiques encore très soviétiques d'Asie centrale. L'Afghanistan se trouvait au centre de cette politique : un gouvernement docile serait installé à Kaboul afin de neutraliser toute ambition de réunir les Pachtounes afghans et leurs cousins pakistanais beaucoup plus nombreux.

Dictateur militaire, Zia jouait à fond la carte de l'islamisme. Il se réjouit que les Américains s'engagent à lutter contre les Soviétiques en Afghanistan et que, pour des raisons de dissimulation chères aux agences de renseignement, ils acceptent d'acheminer des armes et de l'argent par le biais de l'ISI pakistanais. Ainsi, aucun responsable américain ne mettrait le pied en Afghanistan et il n'y aurait aucune victime américaine. Tel était l'héritage de la guerre du Vietnam, qui resta largement intact jusqu'aux attentats du World Trade Center et du Pentagone.

Le subterfuge sautait aux yeux et ne trompa certainement pas le Kremlin. Mais cela signifiait que Zia et les radicaux islamistes contrôlaient la distribution des armes, de la nourriture et des fonds à la coalition de chefs de guerre afghans choisis et manipulés par l'ISI. Les États-Unis abdiquaient délibérément toute responsabilité et, du même coup, toute connaissance fiable de ce qui se passait en Afghanistan.

Le décor étant ainsi planté, toutes sortes d'acteurs étranges entrèrent en scène avec la bénédiction américaine. La Chine vendit des armes (payées en dollars) pour affaiblir son rival communiste. L'Égypte en fit autant, soucieuse d'écouler des armes obsolètes. Israël se réjouit de revendre des armes soviétiques confisquées durant ses diverses guerres contre les Arabes. Mais la plus belle prise fut l'Arabie Saoudite : dès le début, la famille royale fut mise sous les feux de la rampe par les États-Unis. Les souverains saoudiens firent ce qu'ils savaient le mieux faire : payer.

Depuis des années, la diplomatie saoudienne du chéquier dépensait des millions pour acheter des voisins prédateurs ou financer des causes douteuses que Washington soutenait sans oser demander au Congrès de les financer (les contras au Nicaragua, l'Unita en Angola). Mais l'Arabie Saoudite soutint la cause afghane de tout cœur, pour des raisons religieuses et géostratégiques. Le royaume paya bien volontiers, partageant à

parts égales avec les États-Unis le coût officiel croissant de cette guerre. Ou, comme le dit Milton Bearden, chef d'antenne de la CIA au Pakistan durant les plus importantes années du conflit, la contribution des Saoudiens fut équivalente « billet pour billet » à celle des Américains, au rythme d'environ 500 millions de dollars chaque année pour les uns comme pour les autres.

L'Afghanistan fut la première expérience américaine de guerre franchisée, pratique qui devait être à nouveau employée, à plus grande échelle, lors de la reconquête du Koweït en 1991 (le Koweït, l'Arabie Saoudite, l'Allemagne et le Japon financèrent les deux tiers de la guerre). Outre les dons du gouvernement saoudien, de riches Arabes, saoudiens ou issus des émirats pétroliers, ouvrirent leur portefeuille personnel pour offrir au djihad afghan des centaines de millions de dollars. Cet « argent des mosquées » prit une importance plus grande encore après 1991, quand Washington imposa aux Saoudiens de fermer le robinet officiel. Ce devint la seule forme de jeu d'argent autorisée en ville, et les joueurs n'avaient de comptes à rendre à personne. Ce processus devait poser de sérieux problèmes dans les années 90, quand diverses organisations caritatives islamiques furent accusées de détourner les yeux lorsque Ben Laden récupérait les fonds.

L'argent n'était pas le seul dividende du point de vue des Américains. Après avoir longtemps mis Washington mal à l'aise avec ses décapitations publiques, son manque de démocratie et sa façon de bafouer les droits de l'homme, l'islam puritain des Saoudiens allait enfin se révéler profitable. Le wahhabisme fut lancé aux trousses des communistes sans Dieu, des chiites iraniens et de leur révolution triomphante. Washington se léchait les babines à l'idée de cette double revanche sur la décennie la plus humiliante de l'histoire américaine. C'était l'occasion de recruter des alliés pour se venger de Saigon tombée en mains communistes en 1975 et du renversement de la monarchie proaméricaine du shah d'Iran quatre ans plus tard. Pas étonnant que le Congrès ait continué de refiler toujours plus d'argent à l'administration belliciste de Reagan, doublant et même triplant les budgets demandés.

Le calcul américain était d'une simplicité pavlovienne. Les Saoudiens ne furent pas difficiles à convaincre. Ils étaient fébriles depuis plus de dix ans. En 1971, les Britanniques avaient mis

fin à un siècle et demi de présence militaire dans le golfe Persique. Le minimum de stabilité imposé par les Britanniques fut remplacé par une lutte triangulaire Iran-Irak-Arabie Saoudite. Les Saoudiens connaissaient leurs propres faiblesses. Ils avaient les réserves pétrolières les plus importantes et la population la moins nombreuse, et ils en vinrent à se demander si, après avoir « abandonné » le shah en 1979, Washington assurerait bien la protection du royaume. Ils méprisaient les chiites iraniens mais se sentaient menacés par leur supériorité numérique.

Pour les Séoud, il avait déjà été assez humiliant de voir les troupes du shah graviter autour d'Oman dans les années 70, pour tenter (en vain) de vaincre les rebelles marxistes. Mais à présent, l'ayatollah Ruhollah Khomeyni avait installé à Téhéran une révolution islamique radicale très séduisante pour tous les musulmans. Le rempart qui avait jusque-là protégé le monde sunnite de l'influence iranienne s'en trouvait tout à coup fragilisé. Un ingrédient essentiel de la nouvelle politique djihadiste des sunnites devint le goût du martyre, auparavant associé aux chiites.

1979 fut une *annus horribilis* pour les Séoud. Il y eut d'abord l'embarras causé par la chute du shah, autre allié majeur des Américains dans le Golfe, puis l'occupation de la Grande Mosquée de La Mecque par des sunnites fanatisés, et enfin la déconcertante invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. L'islam radical était en marche, mais les Séoud n'appréciaient guère la concurrence en matière de pureté islamique. L'Arabie Saoudite ne se sentait guère en confiance avec le régime irakien, républicain, laïque et agressif, toujours prêt à pressurer ses voisins les plus faibles.

Face aux critiques de plus en plus hostiles à leur train de vie dispendieux, les princes saoudiens virent rapidement dans le djihad afghan un moyen de laver leur honneur et leur réputation auprès de leurs sujets. L'invasion de la Grande Mosquée fit basculer l'équilibre du pouvoir en faveur des wahhabites, qui imposèrent peu à peu davantage d'enseignement religieux dans les écoles, rognant sur la marge de manœuvre de la famille royale. Dans ces conditions, le conflit afghan devenait la cause suprême de l'islam, même si le djihad comme guerre sainte (par opposition à sa définition plus courante de « lutte morale du

musulman », d'« effort », comme le signifie sa racine arabe) n'avait pas été pratiqué depuis quelque huit siècles.

Le djihad attirait aussi un nombre croissant de jeunes mécontents, plus ou moins marginaux. S'ils tombaient en martyrs sur le champ de bataille, ils débarrasseraient de nombreux gêneurs le royaume et les autres pays musulmans fournissant des volontaires, puis ils résideraient pour toujours avec soixante-dix houris, ces vierges promises au paradis à ceux qui meurent au combat en défendant l'islam. Nier aux musulmans le devoir de mener le djihad risquait par ailleurs de se retourner contre les gouvernements arabes. Le djihad en Afghanistan était une véritable aubaine, une occasion unique dans l'histoire musulmane contemporaine de se retrouver du côté des gagnants.

C'est avec toutes ces idées confuses en tête que les musulmans, de l'Afrique du Nord jusqu'au Pacifique, furent encouragés à prendre part à l'effort de guerre. Le but était de montrer au monde que l'islam était uni dans sa réprobation du Kremlin. Les plus hautes autorités religieuses du monde sunnite présentaient le djihad comme une obligation absolue pour tout croyant, et non comme une question de choix individuel. Ce message fut relayé dans les mosquées de toute la planète. La présence des volontaires au Pakistan et en Afghanistan était en soi une bonne propagande. Le Pakistan accordait les visas sans difficulté dans ses ambassades et consulats. L'Arabie Saoudite offrait des réductions de 75 % sur les billets d'avion à destination du Pakistan. Les États-Unis, leurs alliés occidentaux et bien d'autres gouvernements encouragèrent leurs habitants musulmans à se joindre au djihad. Les recruteurs recherchaient des volontaires jusqu'en Amérique du Nord et aux Philippines. En Égypte, le président Hosni Moubarak fut heureux d'exporter les islamistes radicaux qui avaient été condamnés à des peines de prison en liaison avec l'assassinat de son prédécesseur Anouar el-Sadate en octobre 1981.

Encore aujourd'hui, malgré le coût terrible des conséquences imprévues d'une telle politique, les responsables saoudiens affirment ne pas avoir eu le choix : il leur fallut payer et faciliter le voyage des volontaires. Il aurait été impensable de ne pas agir ainsi, car cela aurait pu saper les bases mêmes de leur régime théocratique. Selon le prince Turki al-Fayçal, à la tête du renseignement saoudien pendant un quart de siècle, c'eût été une

« grave erreur » pour un État arabe que d'empêcher les volontaires d'accomplir leur « devoir sacré » en Afghanistan parce que, « pour la première fois depuis bien longtemps, de nombreux musulmans agissent contre un envahisseur et semblent triompher[3] ». Dans une trentaine de pays du monde musulman, on fut ravi de voir déguerpir les aspirants martyrs, dans le cadre du premier djihad de l'islam depuis les croisades.

Combien de musulmans répondirent à l'appel ? Les estimations oscillent entre 10 000 et 15 000, mais certaines vont jusqu'à 19 000, voire 30 000. Personne ne semble avoir tenu une comptabilité exacte. Ou bien ceux qui connaissent le chiffre (les Saoudiens avaient une liste des volontaires utilisant les billets d'avion à tarif réduit) préfèrent ne pas le divulguer. Beaucoup de ces volontaires, surtout les Arabes du Golfe, plus fortunés, étaient des étudiants ou des fonctionnaires en vacances.

Certains visitaient d'abord les lieux de plaisir d'Asie du Sud-Est avant l'immersion purificatrice dans le djihad. Leurs séjours étaient brefs, le temps de figurer sur une photo de groupe prise à l'intérieur des frontières afghanes. D'autres erraient dans la ville pakistanaise de Peshawar, principal site où se préparait la guerre, à une heure de route de la frontière afghane une fois franchie la Khyber Pass.

Des volontaires encore moins riches allaient et venaient librement. Personne ne semble savoir exactement combien d'Arabes combattirent aux côtés des Afghans, mais la plupart furent absorbés au sein des groupes de moudjahidin officiellement reconnus. Le reporter syrien Ahmad Muaffaq Zaidan, qui resta au Pakistan après avoir couvert la guerre, me confia que ses recherches méticuleuses prouvaient que seuls 44 volontaires arabes étaient morts en combattant les Soviétiques (même si 198 autres furent tués dans l'offensive malheureuse sur Jalalabad, contre le régime communiste de Najibullah, peu après le retrait de l'Armée rouge au printemps 1989). Ces pertes garantissent à peine une note en bas de page par rapport au million d'Afghans qui périrent pour libérer leur pays de l'occupation soviétique[4].

En fait, la plupart des « Arabes afghans » quittèrent rarement Peshawar et ses environs, où ils participaient à l'aide humanitaire. Beaucoup vivaient et travaillaient à University Town, extension verdoyante de l'ancienne ville de garnison britanni-

que qui se développa autour d'un cantonnement de l'armée des Indes, et qui n'avait guère changé depuis l'indépendance en 1947. C'était le cas également des membres d'ONG occidentales. Mais bizarrement, ces deux communautés n'avaient presque aucun contact. Je suis allé deux fois à Peshawar, deux années de suite, pour comprendre comment musulmans et Occidentaux pouvaient proposer les mêmes secours dans le même quartier de la même ville pakistanaise sans avoir le moindre rapport professionnel ou personnel. Mon enquête suscita moins le malaise que la surprise.

« Nous étions des navires qui passaient dans la nuit », déclara Anders Fange, un Suédois venu pour la première fois en Afghanistan en 1980, en tant que journaliste de radio. Il avait alors 34 ans ; trois ans après, il se mit à travailler pour le Comité suédois, pour aider les Afghans. « Nous avions des semaines épuisantes, de soixante-dix heures », explique-t-il. La scission devint évidente en 1988 lorsque des opérations transfrontalières jusque-là clandestines furent officialisées grâce aux accords de Genève, qui fixèrent un calendrier pour le retrait des Soviétiques et permirent la rationalisation de l'aide apportée à l'Afghanistan.

Soudain, l'aide humanitaire devint presque légitime. Et l'argent coula à flots dans les poches des Afghans. Les ONG occidentales et islamiques créèrent des coordinations rivales, les Soudanais étant les seuls à participer (brièvement) aux deux. Pourtant, même à Peshawar, les relations n'étaient pas faciles. Un travailleur humanitaire français raconte avoir été menacé par un Arabe armé qui le suivait partout en voiture. Des Occidentales se plaignaient régulièrement que les Arabes leur crachent dessus dans les rues d'University Town. Ces signes de tension furent étouffés pour parvenir à une résolution plus rapide du conflit.

Anders Fange, qui avait manifesté en Suède contre la présence américaine au Vietnam, voyait le conflit afghan comme un exemple typique de « gros pays qui saute sur un petit pays ». À Peshawar, « j'avais l'impression de participer à quelque chose d'important et j'étais farouchement contre l'occupation soviétique ». C'était le cas de centaines d'autres Occidentaux, dont de nombreux Français et Américains, qui avaient abandonné une carrière prometteuse d'avocat, de banquier ou de médecin pour

voler au secours de l'Afghanistan. « Les Arabes étaient ici pour aider les Afghans et, même si nous ne les aimions pas, ils n'étaient pas l'ennemi », dit Fange en se remémorant l'époque où il venait de contracter ce « virus afghan » dont il avoue ne pas s'être entièrement débarrassé. « Nous n'avions pas conscience du danger que ces Arabes représentaient et l'on voit bien, rétrospectivement, qu'ils n'étaient pas motivés par le désir de rétablir l'indépendance nationale du pays, mais par le djihad radical, planétaire[5]. »

En 1989, Edward Girardet put à nouveau prendre toute la mesure de l'hostilité entre Arabes et Afghans. L'une des multiples agences de presse pour lesquelles il travaillait lui demanda de réaliser une émission de télévision sur les derniers jours de la présence soviétique, officiellement terminée en février. Non sans prudence, il ne s'aventura pas plus loin que nécessaire au-delà de la frontière afghane. Dès qu'il se mit à tourner avec son équipe, un Arabe armé, grand et maigre, lui ordonna de partir, dans un excellent anglais. Étant donné toutes les années qu'il avait consacrées à la cause afghane, Girardet n'apprécia guère cette injonction. Sur un ton méprisant, et en exigeant de son interprète qu'il répète lentement chaque mot, il répliqua en anglais qu'il était l'invité du peuple afghan et qu'il ne partirait que si ce peuple le lui ordonnait. L'Arabe et ses hommes se firent plus menaçants : « Si vous ne partez pas immédiatement, je vous abats ; ne revenez plus jamais, parce que s'il y a une prochaine fois, je vous tuerai à coup sûr. »

Girardet partit, furieux. Mais quelques jours après, il revint en Afghanistan, cette fois à quelques kilomètres du site de cette rencontre désagréable. Il devait terminer son travail. Le hasard voulut qu'il soit accompagné par un commandant de moudjahidin afghans de ses amis. Le même grand Arabe surgit tout à coup et se mit à hurler : « Je vous avais prévenu que la prochaine fois, je vous tuerais. Alors fichez le camp. » Girardet ne bougea pas. Il s'ensuivit un échange de cris, l'Arabe gesticulant menaçant ouvertement l'équipe de tournage.

L'incident attira bientôt l'attention des troupes gouvernementales afghanes, qui se hâtèrent d'attaquer cette zone au mortier. L'ami afghan de Girardet résolut le problème en poussant, un peu brusquement, Girardet et son équipe dans une jeep qui partit à toute allure tandis que les obus tombaient de

part et d'autre de la piste. C'est seulement après août 1998, quand Oussama Ben Laden fut rendu responsable des attentats contre les ambassades américaines, que Girardet comprit : cet homme qu'on voyait partout, dans les journaux et à la télévision, c'était l'Arabe armé qui avait menacé de le tuer en 1989 !

On voit là l'un des curieux effets secondaires de la guerre en Afghanistan. N'était-il pas absurde qu'un Arabe et un Occidental se querellent ainsi, à la veille d'une victoire théoriquement partagée ? C'était l'histoire classique de la coalition qui s'effondre dès que le succès se profile à l'horizon du champ de bataille. On voit bien pourquoi : l'Afghanistan était depuis longtemps un État-tampon faible, décentralisé, dont le principal titre de gloire était son rôle de passage et de piège mortel pour les armées d'envahisseurs, grâce aux redoutables montagnes de l'Hindu Kush (littéralement, « tueurs hindous »). Quand j'ai débuté dans le journalisme, on parlait d'« afghanistanisme » pour désigner tout problème étranger complexe, lointain et confus, d'intérêt secondaire, sans explication ni solution facile, qui ne pouvait susciter que l'ennui. L'Afghanistan était l'un de ces pays qui semblent condamnés à de longues périodes d'oubli.

Mais en 1989, pour les Américains et nombre de leurs alliés, la guerre apparut comme un succès clair et incontestable, dépassant de loin le but initial, qui était de saigner l'ours russe. Le Mur de Berlin s'écroula neuf mois après que le dernier soldat soviétique eut franchi l'Amou Daria en février. La guerre froide était mourante et, avec elle, l'empire du Kremlin en Europe centrale et en Asie centrale. On comprend mieux l'enthousiasme de Zbigniew Brzezinski, qui avait préparé ce piège pour les Soviétiques six mois avant l'invasion officielle.

Conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter, il avait conçu les opérations militaires clandestines destinées à enfoncer un peu plus les Soviétiques dans le bourbier afghan. Il ne s'agissait pas seulement d'obtenir une revanche après la défaite américaine au Vietnam. En 1998, Brzezinski rappela au *Nouvel Observateur* qu'il fallait garder le sens des proportions : « Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques islamistes excités ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide[6] ? » Il n'était pas nécessaire d'être,

comme lui, le fils d'un diplomate polonais d'avant-guerre pour adopter ce point de vue.

Tous les hauts responsables américains n'étaient pourtant pas de cet avis. La CIA exultait, mais au Département d'État, certains étaient moins joyeux. Selon un diplomate américain, « c'est toute la différence entre un organisme tourné vers l'action, comme la CIA, qui sortit sous les applaudissements, et le Département d'État, qui a dû se débrouiller pour recoller les morceaux » après le retrait des Soviétiques. Peut-être bien, mais là encore, cela paraît trop simple.

Je me rappelle m'être étonné, lors de mon séjour en 1988, de la naïveté des Américains, absolument convaincus de l'inévitabilité d'une fin heureuse pour eux.

Mes doutes reflétaient les deux années que j'avais passées en Iran, en 1978-79, à couvrir la chute du shah et la montée de Khomeyni. Les manifestations dans les rues de Téhéran faisaient tinter dans mes oreilles des avertissements répétés contre les dangers de l'« intoxication par l'Occident », et le slogan « Ni Orient ni Occident ». Je ne cessais d'importuner les émissaires américains présents à Peshawar pour qu'ils prennent conscience du danger que représentait l'islam en tant que force politique. Un diplomate sympathique, exaspéré par mes litanies, me lança un jour : « Ici, on s'occupe des sunnites, pas des chiites. » L'argument ne me parut pas lumineux.

Mes doutes ont dû finir par être connus, puisqu'un responsable américain m'a téléphoné pour me demander de venir le voir à Peshawar. Je ne savais pas pourquoi, je n'avais jamais rencontré cet homme, je ne connaissais pas même son nom. Je me suis tout de même présenté au rendez-vous. Ce monsieur s'intéressait au commerce de l'héroïne, florissant le long de la frontière pakistano-afghane et au-delà. C'était l'un des aspects de la politique américaine qu'il ne supportait pas. Pendant une heure, je n'ai pas pu l'arrêter. Il savait de quoi j'avais besoin pour faire un bon article.

Il me donna le nom des principaux trafiquants afghans et pakistanais. Il m'expliqua que les camions utilisés par l'ISI pour acheminer armes et munitions, depuis les dépôts d'Islamabad et de Karachi, repartaient chargés d'héroïne destinée aux marchés occidentaux et aux habitants des villes pakistanaises. Je me suis dit que cet homme devait avoir perdu une grande bataille

contre d'autres bureaucrates qui, au nom de l'effort de guerre, avaient préféré garder le silence.

Les Arabes afghans avaient leurs propres problèmes, surtout après que le dernier soldat soviétique eut quitté l'Afghanistan, le 15 février 1989. Ils s'étaient persuadés que les moudjahidin afghans marcheraient sur Kaboul sans rencontrer de résistance, pour proclamer un État islamique pur. En fait, les volontaires arabes furent encore plus dépités que les Occidentaux face au chaos que connut l'Afghanistan post-soviétique. Ils furent ébranlés par leur défaite lors de la bataille de Jalalabad au printemps 1989, dont ils avaient cru (tout comme les employés de l'ambassade américaine d'Islamabad) qu'elle mettrait un terme à la guerre. Et auparavant, les volontaires s'étaient inquiétés des tensions qui devaient mener aux luttes sans merci entre milices rivales.

On s'aperçoit maintenant que les volontaires étaient bien naïfs. Ils croyaient être le véritable moteur d'un conflit qu'ils voyaient comme le plus important au monde. La guerre afghane n'était en réalité qu'un épisode annexe, et leur rôle y était des plus mineurs. De 1980 à 1988, pratiquement en même temps que le conflit afghan, la guerre Iran-Irak fut bien plus dangereuse pour le cœur musulman du Moyen-Orient et pour les réserves pétrolières du monde (l'Irak extorqua à l'Arabie Saoudite un « prêt » de 20 milliards de dollars pour assurer sa protection en tenant à distance l'Iran révolutionnaire). En décembre 1987 commença la première intifada, où les gamins palestiniens lançant des cailloux devaient affronter l'armée d'occupation israélienne.

Mais ce qui comptait pour les Arabes afghans, c'était que pendant une demi-douzaine d'années, on les avait laissés faire tout ce qu'ils voulaient. Pour des Occidentaux comme l'universitaire Michael Barry, l'Afghanistan représentait la découverte de « la jeunesse du monde, l'essence de la destinée humaine sur cette terre ». Pour les volontaires musulmans venus de pays lointains, la découverte était tout autre. Le djihad était une obligation religieuse, mais aussi une occasion de côtoyer des coreligionnaires du monde entier, de comparer leurs notes et souvent de se radicaliser les uns les autres.

Des années plus tard, un diplomate occidental en poste à Peshawar évoqua ce passé avec Mary Anne Weaver, qui avait

couvert pendant plusieurs décennies le monde musulman pour divers journaux dont le *New Yorker*. « Même dans leurs rêves les plus fous, ces groupes ne se seraient jamais rencontrés ici s'il n'y avait pas eu le djihad. » Songeant aux répercussions entraînées par cette version islamique du Komintern, il conclut : « Les conséquences pour nous tous sont astronomiques[7]. » En fait, la plupart des volontaires rentrèrent chez eux et reprirent une vie normale. Mais pour une infime minorité, l'Afghanistan fut une introduction à la politique extrémiste du djihad et leur révéla comment libérer de la domination « infidèle » leurs pays jadis musulmans, comment renverser des gouvernements arabes jugés non islamiques.

Pour ces radicaux, l'Amérique était aussi suspecte que l'Union soviétique, coupable de mille péchés allant du soutien apporté à Israël jusqu'à la laïcisation de la société traditionnelle musulmane, en passant par le « pillage » du pétrole au Moyen-Orient. Ils surent dissimuler leur opinion face aux Afghans, encore reconnaissants envers l'Amérique qui avait aidé à mettre fin à l'occupation soviétique. Cette discrétion était nécessaire car les objectifs des radicaux différaient déjà de ceux de la population afghane. L'année où les Russes rentrèrent chez eux, un réfugié afghan à Peshawar confia à un jeune Américain qui lui enseignait l'anglais : « Ces Arabes veulent mourir pour la cause, ils cherchent le martyre. Nous voulons que les Russes s'en aillent, mais nous voulons vivre, nous ne nous battons pas pour mourir[8]. »

Naissance d'un leader

J'étais à Djedda en décembre 1999 lorsqu'un collègue saoudien très serviable me dit qu'il prévoyait de se rendre le soir même à une réunion de compatriotes ayant participé au djihad afghan. Toute notre conversation indiquait clairement que je souhaitais les rencontrer, et il aurait dû être évident que je voulais assister à cette réunion. Mais aucune invitation n'étant formulée, je crus préférable de ne pas en parler le premier. Je me demandais pourquoi le sujet avait même été abordé. Disons que j'étais déçu plutôt que surpris. J'avais couvert assez de conflits pour savoir que les vétérans sont une race à part. Ils communiquent grâce à une sorte de code (souvent lubrifié par beaucoup d'alcool, en Occident) et n'ont pas l'habitude d'accueillir à bras ouverts les individus qui n'appartiennent pas à leur milieu, surtout s'il s'agit d'étrangers.

Néanmoins, j'étais intrigué. Était-il normal ou exceptionnel que, dans la ville natale d'Oussama Ben Laden, des hommes de sa génération se rencontrent et, j'en étais sûr, évoquent ses dernières aventures en même temps que leurs souvenirs d'anciens combattants ? Aux États-Unis, Ben Laden était considéré comme le sponsor du terrorisme international depuis les attentats perpétrés en août 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Il était accusé d'avoir organisé ces deux explosions et le gouvernement américain offrait une récompense de 5 millions de dollars pour toute information permettant son arrestation. Plus les médias parlaient de lui, plus il recevait de publicité et plus son prestige grandissait aux yeux des musulmans ordinaires, notamment en Arabie Saoudite.

L'administration Clinton y avait veillé en choisissant des représailles high-tech. Le 20 août 1998, les sous-marins de la Navy lancèrent plus de 60 missiles Tomahawk sur l'un de ses camps d'entraînement afghans, plus une autre vingtaine sur l'usine pharmaceutique d'Al-Shifa, près de la capitale soudanaise, Khartoum, usine censée appartenir à Ben Laden et produire des armes chimiques. En Afghanistan, les missiles échouèrent. Selon certaines sources du renseignement américain, Ben Laden était encore dans le camp voisin de Khost une heure auparavant (mais d'autres doutaient qu'il soit même dans les parages). Les experts scientifiques occidentaux engagés par le propriétaire d'Al-Shifa, qui avait acheté l'usine quelques mois auparavant, mirent bientôt l'administration Clinton dans l'embarras en démentant la fabrication d'armes dangereuses sur le site et même le fait qu'Oussama Ben Laden soit l'un des propriétaires de l'usine.

L'emploi des Tomahawk augmenta encore l'aura de Ben Laden, car ils incarnaient la haine du tiers-monde envers les États-Unis et les prouesses technologiques nécessaires pour construire de telles armes, susceptibles de tuer leur cible sans faire d'autres victimes dans les rangs des attaquants. Pendant plus de cinquante ans dans les lieux les plus variés, j'ai vu croître la fureur contre l'Occident, contre les États-Unis en particulier, qui ne se battaient pas à armes égales. Le tiers-monde se plaignaient que le sang américain n'ait jamais l'occasion de couler, comme si la guerre moderne pouvait revenir au combat chevaleresque, face à face, afin que les Américains puissent à leur tour être frappés. En poussant cette logique à l'extrême, on en arrive au terrorisme, arme traditionnelle des frustrés et des faibles, réduits à infliger la souffrance pour exister et se faire entendre.

Ben Laden, qui considérait les Américains comme de nouveaux croisés, a répété maintes fois qu'il voulait leur faire sentir l'amertume de la défaite et de l'humiliation qu'eux-mêmes avaient si souvent infligées aux musulmans depuis quatre siècles de déclin islamique et d'affirmation occidentale. Il était assez malin pour rappeler les massacres de civils palestiniens commis dans les camps de réfugiés de Sabra et de Chatila, à Beyrouth en 1982, et de civils libanais à Cana, dans le Sud-Liban en avril 1996. Autant d'exemples dans lesquels des Arabes non armés étaient tués avec les armes ou la connivence d'Israël. Et peu importait que, comme tant d'autres Saoudiens, Ben Laden se soit long-

temps montré indifférent envers la cause palestinienne. Il savait que les noms de Sabra, Chatila et Cana parlaient à de nombreux musulmans instruits, pas seulement aux masses illettrées ou quasi illettrées, même si l'élite savait fort bien que le terrorisme, surtout celui qu'il proposait, était à peu près impossible à justifier dans le cadre de l'islam.

Mais il était si tentant d'oublier les gouvernements corrompus, les dirigeants arrogants, les institutions défaillantes, tout ce qui ne marchait pas chez soi et, bien sûr, sa propre responsabilité dans le désastre endémique. Mieux valait accuser les étrangers. Accuser l'Occident. Accuser les États-Unis. Oui, surtout, accuser la seule superpuissance et « nation indispensable » autoproclamée, selon l'expression malheureuse de Madeleine Albright, qui dominait le globe mais refusait de réparer ces injustices criantes qu'étaient la Palestine ou le Cachemire.

Oussama Ben Laden était un élément nouveau, un magicien sur qui ne pesait pas le fardeau d'une responsabilité gouvernementale. C'était du moins l'impression qu'on avait quand on ne regardait pas de trop près la situation au Pakistan et en Afghanistan. Pour beaucoup de musulmans, sa puissance et sa gloire ne dépendaient d'aucun appui officiel. Au contraire des fanfarons délirants que le monde musulman produisait si souvent, Ben Laden était riche, pieux et s'exprimait calmement ; il défiait les Américains et savait comment les atteindre.

Dans l'Amérique du XIX^e^ siècle, « faire remuer la queue du lion », c'était aiguillonner les Britanniques tout-puissants, qui trouvaient généralement plus judicieux de détourner les yeux. Les États-Unis dominaient à présent le monde d'une façon que même l'Empire britannique à son zénith n'aurait pu imaginer. Mais après le traumatisme du Vietnam, l'Amérique n'était pas d'humeur à sortir son grand sabre du fourreau pour rien. Jouissant de la gloire qui rejaillissait sur eux grâce à leur victoire dans la guerre froide, les États-Unis étaient une puissance impériale sans colonies officielles et feignaient l'indifférence quant à leur influence outre-mer. L'Amérique donnait tous les signes de vouloir se replier sur elle-même, de revenir à l'isolationnisme classique après un demi-siècle d'implication à l'étranger.

C'est là ce qui rendait Ben Laden si fascinant. Il avait une vision schizoïde de la puissance américaine, à la fois menace sérieuse et tigre de papier. Il tournait en dérision les exploits des soldats amé-

ricains et de toute l'armée des États-Unis, mais il était convaincu qu'il fallait arrêter la menace de ce pays avant qu'il n'ait détruit ce qui restait du monde musulman. Né d'une certaine méconnaissance de l'Occident, et surtout de la nouvelle attitude américaine, ce message était très écouté. Ben Laden avait assurément une vision limitée et rigide de la religion et du monde extérieur, mais il réussit à enthousiasmer de nombreux musulmans qui savaient pourtant qu'il proposait un islam perverti.

Le 10 juin 1999, Al-Jazira, chaîne de télévision par satellite implantée au Qatar, minuscule voisin de l'Arabie Saoudite, se montra à la hauteur de sa réputation d'iconoclaste au sein du paysage audiovisuel arabe en diffusant un documentaire de 90 minutes sur Ben Laden. Depuis sa création en 1996, Al-Jazira, dont le personnel se compose essentiellement d'anciens employés du service arabe de la BBC, met régulièrement en colère les gouvernements arabes en donnant la parole à des personnalités de l'opposition longtemps interdites d'antenne. Du fait de pressions américaines, saoudiennes et même égyptiennes, disait-on, on avait retardé de plusieurs mois la diffusion de ce documentaire, qui s'articulait autour d'une interview filmée en Afghanistan en décembre de l'année précédente. Mais les Qataris s'enorgueillissaient spécialement de provoquer le courroux du géant saoudien voisin.

Le documentaire était programmé un jeudi soir, au début du week-end musulman, afin de garantir un taux d'audience maximal. « Les rues de Riyad étaient désertes, se rappelle un habitant de la capitale. Tout le monde regardait Al-Jazira. Les princes saoudiens n'étaient pas contents. » Ce n'était pas tant ce que disait Oussama Ben Laden, puisqu'il avait développé la plupart de ces thèmes dans des interviews accordées aux chaînes occidentales. Ce qui fascinait les Saoudiens, c'était de l'écouter parler directement en arabe, au lieu d'entendre sa voix retraduite en arabe à partir d'une émission de télévision étrangère en anglais.

Cette diffusion prouvait qu'il était bien vivant, humain. Officiellement, il n'avait pas d'existence reconnue en Arabie Saoudite, comme le découvrit Madeleine Albright lorsqu'elle voulut parler de lui avec le prince héritier Abdullah, l'automne suivant, lors de son voyage au Moyen-Orient. « Je ne crois pas que cet individu soit saoudien », répliqua le prince, avec une logique imparable puisque le royaume l'avait déchu de sa citoyenneté en 1994.

Les relations n'avaient pas toujours été aussi glaciales. Durant la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan, Ben Laden fut l'un des agents choisis pour appliquer la politique saoudienne de collecte de fonds pour le djihad. Le prince Salman, qui était avec le roi Fahd l'un des sept fils de Hasa, l'épouse favorite du roi Abdulaziz, organisait l'aide humanitaire pour les millions d'Afghans venus chercher refuge au Pakistan. Au début des années 80, alors que le djihad venait de commencer, des comités de collecte de fonds furent établis dans chacune des régions du royaume. L'émir local demandait aux notables de nommer un membre de leur famille pour siéger au comité et ainsi encourager les dons. La famille Ben Laden choisit Oussama, apparemment parce que c'était le plus religieux de tous les frères.

À l'époque, Oussama Ben Laden travaillait pour l'entreprise familiale de bâtiment. Le chef de chantier palestinien qui travaillait sur le prolongement de la route de La Mecque remarqua un jour son absence ; le lendemain, il ne se présenta qu'à midi. Avant qu'Oussama ait pu s'expliquer, l'ingénieur s'en prit à lui : « Bon sang ! tu te prends pour le PDG ? » Pour cacher sa timidité, Ben Laden eut un éclat de rire étrange. L'ingénieur éclata : « Pourquoi tu rigoles ? Qu'est-ce qui t'arrive ? »

Ben Laden expliqua ses nouvelles responsabilités en tant que représentant de la famille au sein du comité de secours. Il disparut pendant une dizaine de jours. À son retour, il fut de nouveau critiqué, et il expliqua qu'il s'était envolé pour le Pakistan à bord d'un C-130 de l'armée de l'air saoudienne avec un chargement de couvertures et de conserves de nourriture pour les Afghans. « Il disparut une seconde fois, et la troisième fois il me dit qu'il partait pour l'Afghanistan et qu'il ne reviendrait plus travailler. »

En fait, Ben Laden se rendit au Pakistan mais sans d'abord se risquer hors de la capitale, Islamabad. Il fut hébergé par Abdullah Azzam, ce Frère musulman palestinien qui avait quitté Djedda et enseignait à l'Université islamique internationale financée par les Saoudiens. Boudejema Bounoua, qui arriva en 1984 de son Algérie natale, se rappelle avoir été présenté presque aussitôt à Ben Laden chez Azzam, où tous deux séjournaient. Azzam désigna Oussama par son pseudonyme : « Voici Abou Abdoullah, qui vient d'une riche famille saoudienne mais qui n'a pas le droit d'aller à Peshawar ; il est sur le chemin du retour vers Djedda. » Les deux hommes semblaient se connaître, mais Bounoua eut l'im-

pression que c'était seulement la deuxième visite de Ben Laden au Pakistan, sous l'égide d'Azzam.

Son statut de débutant n'empêcha pas Ben Laden de déclarer en décembre 1993, à Robert Fisk, de *The Independent*, que peu après sa prétendue « première visite » de 1979, quelques jours après l'invasion soviétique, il s'était mis à envoyer des volontaires arabes « non par centaines mais par milliers ». Pourquoi pas, mais Djamel Ismaïl, étudiant palestinien qui était alors reporter freelance, déclare avoir été l'un des trois seuls Arabes présents à Peshawar en 1983. Et un an après, Bounoua découvrit que seuls treize volontaires arabes l'avaient précédé lorsque, deux jours après avoir atterri à Islamabad, il se rendit avec Azzam à Peshawar, ancienne ville de garnison britannique à présent grouillante de réfugiés afghans, d'espions et de conspirateurs.

Peu après être arrivé de Djedda en 1981, Azzam se mit à faire régulièrement le trajet entre Islamabad où il enseignait et la capitale de la province frontalière du Nord-Ouest, en passant chaque année plus de temps à Peshawar pour être plus proche du djihad. Sa ferveur, encouragée par les réunions fréquentes avec l'ISI et même avec Zia ul-Haq en personne, était telle que, fin 1986, il abandonna son poste d'enseignant et quitta Islamabad pour de bon. Azzam devint un conseiller respecté parmi les leaders afghans, un prédicateur éloquent au nom du djihad et un collecteur de fonds et de volontaires de Riyad à New York.

Mais la véritable originalité de ce personnage et son influence durable sont ailleurs. Pour la guerre en Afghanistan, il ressuscita le concept de djihad violent et le fit accepter comme moyen de persuader les musulmans du monde entier de se joindre au combat. Jusque-là, l'usage de la violence se limitait aux petits groupes radicaux comme le Djihad islamique (Djamaa Islamiya) en Égypte. Azzam appelait les musulmans à « rejoindre la caravane » en Afghanistan. Il trouva des appuis financiers tout prêts, surtout en Arabie Saoudite et au Koweït, pour les madrasas salafistes et pour des camps d'entraînement militaire au Pakistan. Soutenu par le prestige de ses études à l'université Al-Azhar du Caire, le centre sunnite le plus respecté, Azzam définissait deux types de djihad.

Le *fard kifaya*, affirmait-il en présentant l'exemple d'une offensive sur le territoire d'un adversaire infidèle, n'exigeait la participation que d'un petit groupe, pas de tous les musulmans du

monde entier. Mais l'Afghanistan était un cas de *fard ayn*, avec djihad défensif pour protéger les musulmans et leur territoire de l'attaque des infidèles. C'était donc un devoir individuel inévitable pour tout musulman, comme les obligations traditionnelles (les cinq prières quotidiennes, la charité, *zakat*, le jeûne dans la journée lors du mois saint du ramadan, etc.). On faisait d'abord appel à la communauté proche, puis on élargissait par cercles concentriques, en fonction des besoins pour vaincre l'ennemi.

On ne saurait surestimer la contribution d'Azzam au succès du djihad afghan, et même à la résurrection du djihad comme partie active de l'islam. Le cheikh aveugle Omar Abdel Rahmane, guide spirituel du Djamaa Islamiya égyptien, qui fut condamné en 1996 à la prison à perpétuité pour terrorisme urbain contre les États-Unis, a ainsi commenté : « Quand les Afghans se sont levés pour déclarer le djihad, alors que le djihad était mort depuis si longtemps, je ne puis vous dire combien j'ai été fier[1]. »

Avec un soutien international assuré pour le djihad, Azzam et Ben Laden établirent le Maktab al-Khidamat (Bureau des services) à University Town, faubourg de Peshawar, dans la paisible rue Syed Jalauddin al-Afghani, du nom d'un penseur musulman du XIX^e^ siècle qui tenta de moderniser l'islam afin de faire face au défi occidental. Entre les bougainvillées et les résidences cossues de l'élite de Peshawar, le Bureau défendait la cause afghane en mettant une aide (financière, entre autres) au service des combattants volontaires.

En collaboration avec le Bureau, la pension de famille Beit al-Ansar offrait un hébergement simple aux nouveaux volontaires, avec une douzaine de chambres au confort spartiate. On les amenait directement en bus spécial depuis l'aéroport d'Islamabad ; ceux qui revenaient du front étaient aussi les bienvenus. Les fonds venaient de tout le monde musulman, mais surtout d'Arabie Saoudite et des émirats pétroliers. Un rôle majeur fut joué par le Rabita al-Alam al-Islami, la Ligue musulmane mondiale, fondée en 1962 par les Séoud afin de propager à l'étranger le message salafiste.

Ben Laden se consacra d'abord à la collecte dans son pays. Il persuada également l'entreprise familiale d'envoyer des ingénieurs et du matériel lourd afin de construire des tunnels, des hôpitaux souterrains, des arsenaux et autres fortifications militaires près de la frontière pakistano-afghane (comme celles que les

Américains bombardèrent à Tora Bora en novembre et décembre 2001). Un jeune Palestinien se rappelle qu'à cette époque, Ben Laden revenait à Peshawar tous les trois mois, y passait quelques semaines et repartait chez lui. « Fils de riche, il savait parler aux riches, les convaincre de contribuer au djihad. » La fortune Ben Laden était telle qu'Oussama avait un énorme avantage sur bien d'autres collecteurs de fonds : « Il était personnellement assez riche pour être considéré comme honnête ; on savait qu'il ne mettrait pas une partie de l'argent dans sa poche. En Arabie Saoudite, Ben Laden était un nom connu de tous. » Une carte de visite exceptionnelle, en effet.

À Peshawar, on se souvient qu'Oussama Ben Laden rendait régulièrement visite aux blessés, distribuait d'excellents chocolats anglais, notait les noms et les adresses et veillait à ce que les familles reçoivent des nouvelles et de l'argent. Il soignait son apparence ; sa *shalwar kamiz* (tunique ample portée par-dessus un pantalon) était taillée dans le meilleur drap anglais d'importation, et il se faisait faire des chaussures sur mesure à Londres. Quand le prince Turki al-Fayçal, chef des services secrets saoudiens, venait vérifier les progrès du djihad, Azzam et Ben Laden étaient parfois sommés de le rencontrer à Islamabad ou à Peshawar.

Fin 1986, Ben Laden réussit à ajouter à son CV quelques exploits guerriers, ce genre de faits d'armes ayant toujours été nécessaire pour soutenir les rêves de puissance des jeunes ambitieux. Il a fait maintes fois le récit de ce moment crucial : près de Jaji, campement de moudjahidin près de la frontière pakistanaise, il fut attaqué, avec une quarantaine d'autres volontaires arabes, par un détachement bien plus nombreux des forces soviétiques et afghanes. Les combattants qui l'entouraient décidèrent vite d'opérer un repli prudent mais, malgré les ordres de Ben Laden, ses hommes refusèrent d'en faire autant : « Nous sommes venus ici pour nous battre, nous sommes venus pour mourir, et ici nous mourrons. » Et pendant plus de dix jours, ils résistèrent à l'attaque des avions, des chars et des paras soviétiques, pour un total d'une douzaine de martyrs, en fin de compte. Abdoul Rassoul Sayyaf, leader arabophone de Al-Ittihad e-Islami, groupe moudjahidin longtemps préféré des Saoudiens, accourut à Jaji avec des renforts pour soulager les hommes de Ben Laden assiégés.

Le récit de ce baptême du feu est un chef-d'œuvre de foi religieuse, de témérité grandiose et de conte de fées exaltant, avec fin heureuse à la clé. « Non, je n'ai jamais eu peur de mourir », insistait Oussama, sept ans plus tard, dans une interview qui devait entériner le mythe Ben Laden. « En tant que musulmans, nous pensons que, lors de la mort, nous allons au Ciel. Avant une bataille, Dieu nous envoie la *seqina*, la tranquillité. Un jour, je n'étais qu'à trente mètres des Russes et ils essayaient de me capturer. J'étais sous les bombardements mais mon cœur était si paisible que je me suis endormi. Cette expérience est décrite dans nos premiers livres. J'ai vu un obus de mortier de cent vingt mm tomber devant moi, mais il n'a pas explosé. Quatre autres bombes furent lâchées sur notre quartier général par un avion russe, mais elles n'explosèrent pas. Nous avons vaincu l'Union soviétique. Les Russes ont fui[2]. » Ben Laden a conservé le fusil d'assaut que, selon la légende, il saisit à Jaji des mains d'un général russe mort.

Ayant eu le malheur d'être pris dans une bataille, je trouvais ce récit si invraisemblable que je le considérais comme une pure affabulation. Je me répétais que cet incident, s'il s'était réellement produit, n'était qu'une escarmouche et ne justifiait guère une conclusion du genre « Nous avons vaincu l'Union soviétique », même si les Russes avaient bel et bien abandonné la partie.

En 1999, au Yémen, j'ai rencontré un homme qui m'a juré avoir été à Jaji avec Oussama. Il m'a confirmé que la bataille avait bien eu lieu, mais il en avait vu d'infiniment pires en Afghanistan ; ce combat particulier ne lui avait pas laissé un souvenir marquant, contrairement aux violences continues auxquelles il avait survécu à Kaboul[3].

En tout cas, mes doutes étaient hors de propos. Ce qui comptait, c'était qu'Oussama Ben Laden se considérait comme un homme endurci par Dieu, prêt à mourir, recherchant même la mort, mais épargné, à son grand regret, en vu de prochains combats. Il s'était illustré à la tête d'un bataillon. Il n'était plus seulement un simple collecteur de fonds, même si cela restait sa fonction principale, même s'il ne devait plus guère remettre les pieds sur un champ de bataille. Il se composa donc un personnage à base de courage physique, de renoncement aux plaisirs terrestres et aux privilèges de la fortune, de sollicitude pour tous les musulmans et de dévouement à une certaine forme d'islam radical[4].

Sa sincérité, son calme, sa sérénité, son détachement des contingences matérielles masquaient un désir effréné de publicité et d'autopromotion. Oussama Ben Laden devint le héros de la presse saoudienne, trop heureuse de coopérer. « C'était l'idole de tout le monde, se rappelle un haut responsable saoudien. Il menait la guerre à laquelle tous voulaient participer et il y consacrait son propre argent. Les Américains l'adoraient. Nous l'adorions[5]. » Lors de ses fréquents retours au pays, Ben Laden était très demandé, il parlait dans les mosquées, les écoles et les académies militaires. Les cassettes audio de ses discours étaient reproduites par milliers. Selon son ami d'enfance Khaled Batarfi, Oussama était « le héros unique de notre époque, je n'en vois vraiment aucun autre[6]. » À moins de trente ans, Ben Laden s'était transformé en une sorte de pop star religieuse, dans un pays avide de modèles depuis la mort du roi Ibn Séoud. Son irrésistible ascension avait commencé.

Moins d'un an après Jaji, il avait fondé son propre groupe : pour la première fois, et apparemment la seule, les volontaires arabes combattaient de façon autonome et non en supplétifs des Afghans. Le groupe fut ensuite baptisé Al-Qaida (« la base » en arabe). Personne ne semble savoir pourquoi, mais certains ont suggéré qu'il fallait y voir une sorte de base de données pour garder la trace des allées et venues des volontaires musulmans qu'il espérait transformer en légion internationale du djihad. En fait, son importance initiale était autant politique que militaire.

La fondation d'Al-Qaida marqua un changement dans la relation entre Azzam et Ben Laden. Ils restèrent bons amis et continuèrent à se voir quotidiennement lorsqu'ils étaient à Peshawar. Mais tous deux partaient souvent collecter des fonds séparément, en Arabie Saoudite et ailleurs, pendant plusieurs mois d'affilée. Ben Laden restait absent pendant plus de la moitié de l'année. À son retour, il préférait désormais rester près de la frontière et ne faire les cinq ou six heures de route menant à Peshawar que deux ou trois jours par mois. Pour les distinguer, le Maktab al-Khidamat était considéré comme dépendant des Frères musulmans, alors qu'Al-Qaida était la création de Ben Laden, sa propriété personnelle. On ignore pourquoi Ben Laden insista pour avoir son organisme propre. Ce faisant, il avait également rompu ses liens avec les Frères musulmans.

Tout cela était logique. Par le passé, l'Arabie Saoudite, bien que

riche de capitaux, avait souvent dû engager des talents étrangers pour gérer ses opérations outre-mer, comme le montre l'exemple d'Azzam, né près de Djenin, en Cisjordanie occupée par les Israéliens. La société saoudienne contemporaine ne regorgeait pas de jeunes gens pieux, de bonne famille, susceptibles d'inspirer la fierté. Ben Laden aimait les projecteurs et il sut tirer profit de sa gloire soudaine. Son nom fut bientôt « sur les lèvres de tous les jeunes Saoudiens », se rappelle un ami. Les adolescents n'étaient pas les seuls à succomber à son charme. Les princes saoudiens étaient eux aussi prêts à assurer la promotion de Ben Laden.

Les volontaires arabes le choisirent comme émir ou prince des Arabes afghans, de préférence à Azzam, de seize ans plus âgé, érudit islamique bien plus compétent et prédicateur envoûtant. Dès le début du djihad, Azzam avait joué un rôle vital en acheminant les fonds vers les combattants afghans, en accueillant et en organisant les volontaires arabes. Ils se mirent à affluer en nombre à Peshawar à partir de 1986, année charnière où Washington décida d'équiper la résistance afghane de Stingers et de lui accorder des crédits plus importants. Le succès même d'Azzam signifiait qu'il n'était plus indispensable.

Si tant est que la doctrine ait joué un rôle, Azzam suivait la pratique des Frères musulmans : ne recruter que parmi l'élite. Le djihad attirait des musulmans de toutes les classes et de toutes les sectes, allant des wahhabites et salafistes aux disciples d'écoles bien moins puritaines, d'un bout à l'autre du monde islamique. Les individus de chaque tendance, de chaque nationalité (Yéménites, Saoudiens, Algériens, Soudanais, etc.) préféraient vivre, s'entraîner et combattre ensemble.

Le premier cercle d'Al-Qaida incluait des Égyptiens, avec des lieutenants comme Mohammed Atef, ex-policier plus connu sous le nom d'Abou Hafs al-Masri, et Abou Oubaidah al-Banshiri. Ils n'étaient pas membres des Frères musulmans. L'idée de Ben Laden était de « recruter tout le monde, les marginaux saisonniers, wahhabites, les ivrognes de la veille, salafistes, les hommes adultères de l'année précédente, les *tahrir*, même les *takfir*, tout ce qui se présentait », affirme un ami saoudien, énumérant les plus infimes groupes de l'islam politique radical. Selon un autre témoin de cette époque, Djamel Ismaïl, Ben Laden voulait impliquer Al-Qaida dans les combats « et pas seulement faire des discours » en faveur des Afghans.

Ce mélange d'action et d'intégration des marginaux avait des précédents au Moyen-Orient, surtout pour les minorités cherchant à fuir leur statut d'opprimés dans l'idéologie englobante de l'islam sunnite. Les activistes chrétiens du XIX^e^ siècle jouèrent un rôle décisif dans le Réveil arabe et, au milieu du XX^e^ siècle, aidèrent à fonder des partis politiques comme le Parti populaire syrien et le parti Baas, transcendant leur statut de citoyens de seconde zone dans un monde islamique et faisant d'eux des participants à part entière. Ben Laden, produit de la classe marchande saoudienne, aurait sans doute repoussé avec horreur cette comparaison avec les chrétiens, encore honnis en tant que croisés.

Mais pour un jeune homme mi-hadrami, mi-alaouite, Al-Qaida était-il un moyen de dépasser les confins de la stricte tradition wahhabite et des Frères musulmans qui constituaient sa première déviance par rapport à la foi de son pays natal ? Oussama Ben Laden envisageait-il déjà de transgresser un autre interdit wahhabite, et même sunnite, celui qui portait sur la tradition chiite du suicide sacrificiel, qui allait devenir la contribution spécifique d'Al-Qaida au terrorisme politique ?

En tout cas, Al-Qaida devait être une sorte de « réserve disponible », une légion islamique prête à combattre à tout moment, non seulement en Afghanistan mais dans les autres djihads à venir, encore indéterminés. Dans son euphorie, Ben Laden supposait que ce qui s'était produit en Afghanistan se reproduirait partout. Ses disciples rentreraient chez eux mais resteraient rapidement mobilisables. Ben Laden ne cherchait pas encore ouvertement à causer des ennuis aux gouvernements musulmans, même si, au début des années 90, les Arabes afghans revenus en Algérie, en Égypte et ailleurs se consacraient à diverses activités subversives.

Ce projet était né de la frustration ressentie lors du recrutement des volontaires pour le djihad afghan, où de longs délais retardaient tout le processus. Selon les officiers russes vaincus, les « incitations » généreuses (on parlait d'une solde mensuelle comprise entre 500 et 1 000 dollars) jouèrent un rôle clé dans certaines vocations. Comme me le confia un esprit cynique, le drapeau de l'islam est vert mais c'est le vert des billets américains qui poussa bien des jeunes gens pauvres à partir pour Peshawar. Ben Laden ne lésinait jamais lorsqu'il voulait parvenir à ses fins.

Azzam s'était dévoué corps et âme pour aider les Afghans à met-

tre un terme à l'occupation soviétique et pour créer un État islamique à Kaboul. Pour ce faire, il gardait pour lui les appréhensions que lui inspiraient les gouvernements musulmans et sa Palestine natale. Ben Laden avait des horizons plus vastes. « Il partit pour l'Afghanistan, mais pas seulement à cause des Afghans », remarque Djamel Kashoggi, journaliste dont les articles aidèrent à faire connaître Ben Laden dans les années 80, « mais pour libérer partout l'oumma [la communauté musulmane][7] ». Moins de dix ans auparavant, l'ayatollah Khomeyni, quoique chiite et donc suspect, avait enflammé le cœur de bien des sunnites grâce au potentiel qu'avait la révolution iranienne de balayer les frontières artificielles du Moyen-Orient et de renverser les dirigeants laïques du monde arabe.

Khomeyni voulait propager sa révolution à travers le monde musulman : c'est ce qui terrorisa les Arabes et l'Occident, et qui explique la faveur dont jouit Bagdad durant la guerre Iran-Irak. Mais une décennie après, Ben Laden et ses disciples n'étaient pas d'humeur à renoncer au *fard ayn* lors du départ des Soviétiques. Il y avait d'autres terres musulmanes opprimées pour lesquelles combattre. À leurs yeux, le djihad était devenu une espèce de fête. Les Philippines et le Cachemire étaient bien tentants mais, en 1992, l'urgence était la situation des musulmans de Bosnie entre les mains des Serbes, puis des Croates.

Entre 1994 et 1996, la guerre des Tchétchènes contre les Russes attira les salafistes et leur argent. L'appel à la défense des musulmans afghans lancé par Azzam fut répété en de nombreux endroits. Ce qu'on a pu appeler « djihadisme nomade » permit d'étendre le réseau international qui fut associé à Ben Laden et à Al-Qaida. Très tôt, Oussama se mit à rêver de « libérer » les « -stan », les républiques d'Asie centrale à forte majorité musulmane encore dans l'orbite de l'Union soviétique[8]. C'était un projet fou, mais compréhensible pour un musulman militant de plus en plus fasciné par le djihad perpétuel.

Les Occidentaux voyaient le Rideau de fer comme une division de l'Europe établie à la fin des années 40. Pour des musulmans comme Ben Laden, le véritable Rideau de fer était tombé sur les terres islamiques du Turkestan, d'Ouzbékistan, du Kirghizistan, de Tchétchénie et de l'essentiel du Caucase, lors de la grande russification du XIX^e^ siècle. L'arrivée du communisme dans les années 20 ne fit qu'officialiser la barrière séparant les musulmans

d'Asie centrale de leurs coreligionnaires partout ailleurs. La poursuite du djihad était moins motivée par l'expansionnisme que par le désir de reconquérir ce qui avait été perdu (de même, Oussama revendiquait l'Espagne comme terre musulmane, les Maures n'ayant été expulsés qu'en 1492, après huit siècles de règne).

Les Arabes afghans sentirent que leur heure avait sonné. Dès 1988, ils étaient sûrs que Kaboul tomberait entre les mains de leurs alliés une fois que l'Armée rouge aurait quitté l'Afghanistan. Ben Laden et d'autres s'étaient montrés excessivement optimistes, car la ville ne fut capturée qu'en 1992, mais ils avaient vu juste quant à l'écroulement de l'empire soviétique, leur donnant accès aux « -stan ».

À mesure que semblait approcher ce qu'ils prenaient pour une victoire rapide et certaine en Afghanistan, les volontaires arabes devinrent de plus en plus anti-américains et anti-occidentaux, surtout après que les États-Unis et l'Arabie Saoudite annoncèrent qu'ils cessaient de financer le djihad. Initialement, les volontaires prirent soin de ne pas critiquer Washington et Riyad en public, puisque les Afghans leur étaient encore reconnaissants d'être intervenus pour chasser les Soviétiques.

Mais dans leur cœur, comme le répétait Ben Laden, ils étaient sûrs que les Américains, ces tigres de papier, tomberaient encore plus facilement que les Russes. L'ère des superpuissances touchait à sa fin, c'était devenu un article de foi. Cette certitude était renforcée par les images des Américains quittant peu glorieusement Saigon en 1975 et, plus important encore pour les musulmans, l'Iran en 1979 et le Liban cinq ans après. En tout cas, « aucun Arabe participant au djihad n'aimait les États-Unis, surtout à cause du soutien aveugle que les Américains apportaient à Israël », se rappelle Djamel Ismaïl (de nombreux Palestiniens déploraient que le monde entier, les gouvernements arabes surtout, soit plus soucieux de soutenir les Afghans que leur propre combat, plus ancien).

Oussama Ben Laden se montrait également critique face au régime saoudien, malgré le soutien inébranlable que la famille royale apportait au djihad. Selon Ismaïl, qui voyait alors souvent Ben Laden à Peshawar, il abordait ouvertement en privé le « pillage » américain du pétrole saoudien, la corruption du royaume et la laïcisation croissante du « pays des deux mosquées ». C'étaient

les thèmes qu'il devait marteler par la suite. Mais avant la fondation d'Al-Qaida à la fin des années 80, rien n'indique qu'il ait activement prévu d'exporter le djihad aux États-Unis.

Après le départ des troupes soviétiques, les Arabes afghans trouvèrent de meilleures raisons de critiquer les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Washington voulait remettre sur son trône Zaher Chah, l'ex-roi afghan, et favorisait le partage du pouvoir avec les modérés pro-occidentaux et avec Najibullah, que les Soviétiques avaient laissé à Kaboul après leur départ pour veiller aux intérêts de Moscou.

Les djihadistes n'étaient pas disposés aux compromis. Même Azzam fut indigné lorsque les Saoudiens et les Américains annoncèrent qu'ils mettaient fin à leur soutien parce que leur principal objectif avait été atteint lors du retrait des troupes soviétiques. Par ailleurs, les djihadistes savaient qu'ils avaient en main de puissants atouts. La cause afghane allait encore attirer des centaines de millions de dollars offerts par de riches donateurs dans le Golfe et partout où il existait des communautés musulmanes. Cet « argent des mosquées » avait été un complément précieux dans les années 80. Maintenant que la contribution officielle américano-saoudienne se tarissait, ce serait le seul financement étranger disponible.

Le contrôle de cet argent fut le premier défi ouvert lancé par les djihadistes à la politique saoudienne. Leur volonté d'installer un État islamique à Kaboul était si forte qu'ils n'étaient pas prêts à renoncer si vite. Selon une anecdote très diffusée bien que peut-être apocryphe, Azzam aurait tenté, lors d'une visite à Riyad en 1989, de convaincre un haut responsable saoudien (certains disent le prince Turki en personne) de poursuivre le djihad jusqu'à ce que Kaboul tombe aux mains de leurs amis afghans. Ayant essuyé un refus, il jeta ses papiers d'identité saoudiens, qui dataient de l'époque où il enseignait à Djedda, et repartit en hâte pour l'aéroport.

Cette querelle définit également les lignes de clivage qui, de plus en plus, opposaient Ben Laden et ses disciples aux gouvernement musulmans. Compte tenu du rejet explicite par l'islam de toute rébellion contre les souverains musulmans, les radicaux djihadistes devaient prouver que leaders et régimes arabes n'étaient plus musulmans. La tâche n'était pas facile. Ils s'inspirèrent d'Ibn Taymiyah, Syrien réputé pour ses écrits sur le djihad à la fin du

XIII^e^ et au début du XIV^e^ siècle, lorsque l'islam sunnite subissait la double menace des croisés et des Mongols.

Les Mongols ayant officiellement adopté l'islam, on ne pouvait invoquer le djihad contre eux. Mais Ibn Taymiyah lança une fatwa pour trouver une solution. Bien que « techniquement » musulmans, les Mongols ne méritaient plus cette appellation si leurs actes trahissaient la foi. Taymiyah était le disciple d'Ahmed ibn Hanbal, fondateur de la plus rigoureuse des quatre écoles de jurisprudence islamique, qui cherchait à épurer la religion de tout ajout suspect. Le djihad était donc possible, et les salafistes radicaux de notre époque, toujours soucieux d'accumuler les précédents pour justifier leur argumentation peu ordinaire, remontaient à l'époque d'Ibn Taymiyah pour expliquer leur opposition aux gouvernements. La définition du djihad selon Azzam pouvait être invoquée contre les régimes musulmans soupçonnés d'être les jouets de l'Occident parce qu'ils maintenaient des liens militaires, contractaient des emprunts auprès d'institutions financières internationales et acceptaient l'assistance étrangère sous toutes ses formes.

Désespérant de changer ce qu'il considérait comme l'obéissance servile à l'impérialisme occidental, Oussama allait attaquer les États-Unis sur leur territoire afin de les priver de tout pouvoir dans son pays natal. Mais cela ne viendrait que plus tard. Dans le cas de l'Égypte, les djihadistes invoquèrent un raisonnement semblable pour attaquer le gouvernement Moubarak au début des années 90. En Algérie, les salafistes dénoncèrent les militaires au pouvoir comme les créatures de Paris, soucieuses d'étouffer la vraie nature islamique du pays, deux générations après l'indépendance.

Mais en proférant ce genre d'accusations, ils s'arrogeaient le droit de déclarer leurs ennemis *takfir* (apostats). La tolérance, au sein de l'islam sunnite, face à tant d'arrogance, surtout de la part d'une secte relativement mineure, peut étonner les Occidentaux accoutumés à l'autorité du Vatican. Cette manière « décentralisée » de déclarer apostats des rivaux spirituels et temporels cherchait en fait à priver de leur autorité les cours religieuses dominées par l'État. Mais les salafistes brandissaient cette arme contre leurs adversaires au moindre prétexte, ouvrant ainsi la porte aux violences gratuites.

Dans ces conditions, on pouvait s'attendre à ce que le père de

la nouvelle doctrine du djihad connaisse lui-même une mort violente. En novembre 1989, huit mois après le départ du dernier soldat soviétique d'Afghanistan, Azzam et deux de ses fils furent tués par une bombe très sophistiquée, commandée à distance, qui explosa alors qu'ils franchissaient un pont pour se rendre à la prière du vendredi à Peshawar. Cet assassinat high-tech était une nouveauté. Dans une ville célèbre pour ses meurtres inexpliqués, c'étaient le plus souvent des mercenaires qui tuaient à l'arme blanche pour une récompense dérisoire.

Boudejema Bounoua, devenu le gendre d'Azzam, se rappelle avoir écouté les Afghans et les Arabes qui vinrent par dizaines rendre un dernier hommage au défunt. « "Nous savons qui l'a tué", disaient-ils avant d'accuser l'Iran, et le lendemain quelqu'un disait : "C'est Gulbuddin Hekmatyar", et deux jours après c'était la faute d'Israël, des États-Unis, ou du Khad, la police secrète du régime communiste[9]. » On ne connaît toujours pas l'identité du responsable.

Le mystère de la mort d'Azzam, dont les assassins ne furent jamais arrêtés ni jugés, finit par diriger les soupçons vers Ben Laden (mais cela ne viendrait que plusieurs années après, quand Oussama serait omniprésent dans les médias. Pour sa part, il affirme avoir à plusieurs reprises mis en garde Azzam sur sa sécurité). Ben Laden aurait en fait voulu devenir le chef du Khidamat ; ces rumeurs scandalisèrent ses disciples, puisqu'il disposait alors de sa propre organisation, Al-Qaida, tout à fait distincte de celle d'Azzam. À l'époque, ce meurtre qui fit couler beaucoup d'encre reflétait les tensions croissantes entre commandants afghans rivaux alors que la victoire semblait toute proche.

Ce règlement de comptes annonçait des temps plus sombres encore. Après une décennie d'ébullition dans tout le monde musulman, le radicalisme politique n'apparaissait plus comme l'irrésistible mouvement vers l'avenir. Le djihad n'était pas en soi la panacée tant attendue. Il céda la place à des combats acharnés entre anciens alliés afghans. Les volontaires arabes furent horrifiés : certains en vinrent à s'entretuer au nom de leurs commandants afghans. Beaucoup, dont Oussama Ben Laden, tentèrent vainement de jouer les médiateurs. Le rêve d'une victoire rapide, d'un État islamique installé à Kaboul, s'évanouit vite après que les Arabes eurent perdu de nombreux hommes dans l'offensive malheureuse de Jalalabad au printemps 1989. Kaboul ne devait tom-

ber qu'en 1992, l'année où prit fin le financement étranger officiel.

Beaucoup de volontaires musulmans repartirent chez eux mener une vie normale. Ils avaient accompli leur devoir religieux et n'avaient aucune envie d'un djihad perpétuel. Certes, de nouvelles recrues continuèrent à arriver après 1989, mais les effectifs s'amenuisèrent. L'invasion du Koweït en août 1990 par l'Irak, autre État arabe, affaiblit encore les rangs djihadistes. La plupart des combattants afghans et de nombreux Arabes refusèrent de se ranger aux côtés des Saoudiens et des autres riches États du Golfe qui avaient si généreusement financé leur guerre. Les Saoudiens en appelèrent vainement à la solidarité des volontaires afghans.

Seuls quelques modérés royalistes répondirent à l'appel. Malgré la défection des Hekmatyar et autres chefs de guerre islamistes qui avaient empoché la meilleure part des largesses saoudiennes, koweïtiennes et, évidemment, américaines, on aurait tort de croire qu'ils se faisaient la moindre illusion sur Saddam Hussein et sa dictature laïque du parti Baas. Même pour délivrer le Koweït musulman, ils ne pouvaient tolérer la présence d'un demi-million d'Occidentaux infidèles sur le sol sacré d'Arabie Saoudite. Le radicalisme islamique paraissait avoir atteint un palier.

Pendant une décennie, la ferveur suscitée par la révolution iranienne fut telle que les ayatollahs semblaient avoir accompli un miracle : surmonter l'hostilité millénaire entre les sunnites majoritaires et leur chiisme minoritaire. Mais début 1988, les hasards de la guerre se retournèrent contre Téhéran en faveur du régime laïque irakien. L'expansion inéluctable de l'islam politique prit fin et les vieux clivages refirent surface. Six mois avant que les Soviétiques ne quittent l'Afghanistan, Khomeyni « but le calice empoisonné » et mit fin à la guerre contre l'Irak que l'Iran ne pouvait gagner. Soudain, tout se mit à aller mal.

Ben Laden fit la part du feu. Fin 1989, il quitta l'Afghanistan et rentra à Djedda. À son arrivée en Afghanistan, c'était un jeune homme riche, sans expérience du monde, qui voulait participer à un conflit en terre étrangère et devenir peut-être un leader. Les années passées dans ce pays l'avaient aguerri. Il revenait en Arabie Saoudite avec un CV impressionnant. « Ce que j'ai vécu en deux ans là-bas, je n'aurais jamais pu le vivre en cent ans ailleurs », déclara-t-il à Robert Fisk. Ce qu'il décrivait ainsi, c'était aussi son

impatience, son désir de compresser le temps et d'aller de l'avant. Comme me l'a dit un ami, de façon moins exaltée, « Oussama s'est laissé porter par son expérience afghane ».

Il était désormais si sûr de sa destinée que, de retour chez lui, il se mit à mener sa propre politique étrangère. On ignore s'il se rendit compte que, ce faisant, il bravait délibérément le régime saoudien. En tout cas, comme par le passé, il veilla à ne pas critiquer la famille royale en public. Et dans un premier temps, les princes n'en prirent pas ombrage. La persuasion en douceur était leur méthode préférée pour affronter les sujets difficiles, surtout les fils de famille. Le défi lancé par Ben Laden et la réaction tempérée des dirigeants devaient avoir des conséquences qui dépasseraient largement les frontières de l'Arabie Saoudite.

Du héros au fauteur de troubles

À la fin de l'année 1989, en Afghanistan, Oussama prit la parole devant un groupe de jeunes Yéménites qu'il avait sélectionnés pour les envoyer au djihad. Les Yéménites constituaient l'un des contingents nationaux les plus importants parmi les volontaires étrangers, et Oussama y attachait une valeur particulière. Ils n'étaient pas comme les nombreux musulmans qui renonçaient rarement au confort relatif du travail humanitaire à Peshawar ou à Quetta. C'était à ses propres frais qu'Oussama avait délibérément recruté ces jeunes hommes et les avait expédiés en Afghanistan pour qu'ils s'y forment à l'art de la guerre. Ce jour-là, il renouvela la promesse qu'il avait faite et, compte tenu des doutes qui subsistaient sur le caractère imminent et inévitable du djihad, ses déclarations arrivèrent à point nommé. La guerre sainte était en train de mal tourner, en raison des tensions à l'intérieur des groupes rivaux de moudjahidin afghans et de la résistance manifestée, contre toute attente, par le régime de Najibullah que les Soviétiques avaient laissé derrière eux à Kaboul.

Oussama et la plupart des volontaires étrangers étaient cruellement déçus, mais Oussama avait une autre carte dans sa manche. Il annonça à ses jeunes recrues que le soleil se lèverait bientôt sur le Sud-Yémen, terre natale de son père. C'était de toute façon en pensant au Sud-Yémen que ces volontaires s'étaient engagés aux côtés d'Oussama pour combattre en Afghanistan. Le moment était particulièrement propice. Il y avait à peine quelques semaines que le Yémen du Nord, dont on parlait comme d'une république qui n'avait jamais connu

la colonisation et qui était en réalité une zone montagneuse contrôlée par des baronnies féodales, et le Sud-Yémen, ancienne possession britannique créée à l'origine autour du grand port naturel d'Aden et devenue depuis 1967 une République populaire marxiste orthodoxe à la ligne dure, avaient annoncé leur intention de s'unir dès l'année suivante. Le Rideau de fer venait de tomber, la guerre froide s'achevait et le Kremlin réduisait ses opérations coûteuses à l'étranger. Moscou ayant lâché son satellite du Sud-Yémen, celui-ci ne pouvait que chercher le salut dans une alliance avec le Yémen du Nord, son rival plus grand et plus peuplé.

Pour ses Yéménites, les projets d'Oussama avaient tout d'un rêve qui devient réalité[1]. La plupart des jeunes hommes qu'il avait recrutés vers le milieu des années 80 appartenaient à des familles du sud dépossédées de leurs terres par la République démocratique et populaire du Yémen. Ils faisaient partie de ceux qui avaient échappé aux prisons communistes, ou à pire. Nombre de ces familles avaient été accueillies en Arabie Saoudite, mais le régime saoudien, prudent, évitait de prendre des risques : pour couper court à l'agitation revancharde de ces fils de famille yéménites, on les avait enrôlés dans un corps judicieusement nommé Jeish Salam, l'Armée de paix, stationné dans les environs de Tabuk, non loin d'Israël, où ils végétaient à plus de 1 200 kilomètres de leur pays d'origine.

Oussama les avait recrutés en leur faisant une proposition qu'ils ne pouvaient pas refuser. Outre leur désir de participer au djihad, ces volontaires étaient motivés par la promesse qu'il leur avait faite de les entraîner pour les aider à reconquérir la terre confisquée par le gouvernement marxiste. Au moment où ils partaient pour l'Afghanistan, la chose paraissait tout de même un pari lointain. On n'avait jamais eu de peine à se procurer des armes au Yémen où, d'après les estimations les plus courantes, il en existait environ 50 millions – trois fois le nombre d'habitants. Mais Oussama promettait de fournir ce qui manquait le plus souvent : de l'argent.

Ainsi, avec son aide, ses Yéménites revinrent au pays, en faisant une première étape dans le Nord avant de descendre au Sud. À cette époque, dans l'ambiance euphorique de l'union annoncée, les combattants du djihad étaient fêtés, on ne leur demandait pas de rendre des comptes. À vrai dire, parmi tous

ceux qui revenaient, les Yéménites avaient les meilleurs rapports avec leurs autorités. Le Yémen était si accueillant qu'il acceptait des milliers de volontaires en provenance d'autres pays où les dirigeants s'inquiétaient déjà des risques de subversion de la part de leurs anciens combattants d'Afghanistan.

Oussama tint parole. Des envoyés de ses anciens combattants afghans vinrent régulièrement, en 1990 et 1991, lui rendre visite dans sa modeste résidence bourgeoise de Djedda. Ils repartaient avec de grosses sommes d'argent qui facilitaient grandement leurs efforts pour récupérer les terres de leurs familles et déstabiliser les socialistes, comme les marxistes voulaient désormais qu'on les nomme. Oussama et ses Yéménites ne cherchaient guère à dissimuler leurs transactions. Comme devait me le dire quelques années plus tard l'un des bénéficiaires yéménites qui se rendait régulièrement à Djedda : « Ce n'était pas une grosse affaire et on ne prenait pas de précautions particulières. On mettait l'argent dans des valises et on repartait chez nous. On ne nous demandait rien à la frontière. Et on continuait à passer et à repasser. » Les émissaires ne jouissaient pas d'un passe-droit quelconque, disait-il. Mais c'était ainsi, en ce temps-là, à la frontière.

Ce laxisme à la frontière ne signifiait pas, toutefois, l'absence d'une politique yéménite de la part de l'Arabie Saoudite. Les vues des autorités saoudiennes reflétaient, pour des raisons historiques, une crainte innée du Yémen, ce pays beaucoup plus pauvre, plus belliqueux, au peuple beaucoup plus travailleur que celui du royaume. Les Saoudiens avaient de bonnes raisons de se méfier du Yémen. En établissant son royaume, Ibn Séoud avait annexé en 1934 de vastes zones montagneuses que les Yéménites considéraient comme leurs. Il aura fallu attendre l'an 2000 pour que l'Arabie Saoudite, renonçant à une position clé, accepte de délimiter sa frontière avec le Sud-Yémen. Pendant le dernier tiers du XX^e^ siècle, la proximité avec le Sud-Yémen marxiste inquiétait les Saoudiens, et en même temps les rassurait dans la mesure où par sa seule existence ce régime affaiblissait et divisait leurs turbulents voisins du Yémen du Nord. Plus tôt encore, les Saoudiens étaient intervenus militairement au Yémen du Nord pour affronter l'Égypte de Nasser dans une guerre civile meurtrière qui devait effectivement saper la puissance de l'armée égyptienne et contribuer à sa défaite face à Israël dans la guerre des Six Jours de 1967.

La politique des Saoudiens n'en était pas moins fluctuante. Par moments, leur anticommunisme viscéral prenait le dessus. En 1982, par exemple, leur service secret s'était allié à la CIA, dirigée par William Casey, pour élaborer un plan (qui n'eut pas de suite) visant à faire sauter des réservoirs de brut dans le port d'Aden, entre autres cibles. Le gouvernement marxiste du Sud-Yémen arrêta treize personnes, qui avouèrent qu'elles avaient été entraînées par la CIA. Toutes furent exécutées, sauf trois[2]. L'homme qui m'a parlé des porteurs de valises en visite chez Oussama à Djedda n'était autre que l'un des Yéménites rescapés de cet embarrassant fiasco. Mais la plupart du temps, les Saoudiens auraient pu reprendre à leur compte la boutade de François Mauriac à propos de la partition de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale : « J'aime tellement l'Allemagne que je me réjouis qu'il y en ait deux. »

Il y a presque un quart de siècle, je me suis piégé moi-même en citant cette boutade dans un article sur le Yémen et me suis vu refuser pendant plusieurs années un visa pour l'Arabie Saoudite. Oussama a commis lui-même une erreur tactique lorsqu'il s'est concentré sur son unique objectif tout en feignant allègrement d'ignorer que les Saoudiens pouvaient être tentés de revenir sur cette « politique des deux Yémen ». Pour autant qu'il se soit jamais soucié de telles vétilles, il semble avoir pensé que les Saoudiens et lui étant des anticommunistes, et les dirigeants du Sud-Yémen des communistes, il avait logiquement raison d'agir comme il le faisait.

Il se trompait. Les Saoudiens, qui ne trouvaient pas du tout amusant de voir Oussama fricoter avec les chefs de tribus du Sud-Yémen, se mirent à l'espionner, semble-t-il, dès l'arrivée de la première vague d'anciens combattants d'Afghanistan en 1989[3]. (Ce qui ne devait pas les empêcher, quelques années plus tard, de verser plusieurs centaines de millions de dollars aux chefs de tribus pour empêcher le rapprochement des deux Yémen. Le coup ayant échoué, la plus grande partie de ces fonds alla grossir des comptes bancaires en Suisse.)

Les autorités saoudiennes ont gardé pour elles-mêmes pendant plus de dix ans leur antipathie envers les soldats d'Oussama, mais ce sont ses agissements au Yémen, comme elles devaient l'indiquer par la suite, qui attirèrent leur attention avant de conduire à une brouille, puis à un conflit ouvert avec

lui. D'après le prince Turki al-Fayçal, Oussama, par méfiance ou par naïveté, proposa aux Saoudiens d'accueillir ses Yéménites dans le royaume avant qu'ils ne passent au Yémen [1].

« Bien entendu, le royaume a refusé », au nom de la règle de non-intervention dans les affaires intérieures de ses voisins, déclara ensuite Turki, ce qui ne manquait pas de cynisme quand on connaît les manipulations auxquelles se sont livré les Saoudiens dans leurs rapports avec les deux Yémen. S'exprimant dans un documentaire réalisé par la télévision et diffusé moins de deux mois après les attentats du 11 septembre, il précisa que si on appréciait le travail accompli par Oussama en Afghanistan, on lui avait tout de même demandé avec fermeté de « s'en tenir là ». On ignore pourquoi Turki, qui allait se retirer douze jours seulement avant les attentats du 11 septembre aux États-Unis, attendit aussi longtemps pour faire ces révélations.

Mais ce long entretien, destiné avant tout à ses compatriotes, reflétait le malaise profond des Saoudiens à la suite du 11 septembre et après qu'on eut découvert que 15 des 19 kamikazes auteurs des attentats étaient des sujets du royaume. La presse s'était fait à plusieurs reprises l'écho du ressentiment des autorités américaines à l'égard des Saoudiens, et ceux-ci étaient clairement sur la défensive. De fait, on n'avait jamais vu jusque-là un chef des services secrets saoudiens s'exprimer dans un journal, et moins encore à la télévision.

Étant donné les usages en cours chez les Saoudiens, Turki se montra carrément bavard dans son exposé de l'affaire saoudienne : « [Oussama] n'avait pas été content [qu'on] se débarrasse de lui », déclara-t-il en 2001 à la télévision. Et, expliqua-t-il, Oussama continuant à se mêler des affaires du Yémen, « les autorités du royaume l'avaient mis en garde contre de tels agissements » en lui demandant « d'y renoncer ». Et comme il persistait, « il avait fallu l'arrêter ». Fortes paroles. Mais Oussama, qui appartenait à la famille Ben Laden, amie et associée en affaires de la famille régnante, ne fut ni arrêté ni inquiété pour ses écarts de conduite.

On s'efforça plutôt de le consigner, comme un écolier turbulent. On le soumit à une sorte de régime probatoire. Son passeport lui fut retiré. Alors que les membres de la famille royale pensaient prendre des gants avec lui, il n'oublia ni ne pardonna jamais d'avoir été traité ainsi. Ce fut le premier signe d'inquié-

tude devant l'entêtement d'Oussama à décider seul de ce qui était bien et de ce qui ne l'était pas. C'était en tout cas ce que Turki cherchait à établir, une décennie plus tard, comme le premier signe ayant alerté les Saoudiens sur son comportement. Les Saoudiens ne trouvèrent jamais le moyen de prendre Oussama par les sentiments. Ni eux ni quiconque.

Les princes reconnurent plus tard que l'aventurisme d'Oussama au Sud-Yémen leur avait posé des problèmes, mais ils restèrent longtemps silencieux sur un motif d'irritation bien plus sérieux à son égard. Sitôt revenu d'Afghanistan, Oussama se répandit dans les milieux les plus influents en dénonçant le danger imminent que constituaient pour le royaume Saddam Hussein, le voisin iraquien, et le parti Baas. Oussama invoquait le wahhabisme contre ce Saddam qui n'en faisait qu'à sa tête, et développait une analyse géopolitique pour justifier ses fortes réserves de combattants du djihad. Comme le prince Turki devait l'observer par la suite, Saddam n'était pour Oussama qu'un « apostat », accusation assez grave dans la religion islamique pour justifier la peine capitale, et il le tenait pour « indigne d'être un musulman[5] ».

Au cours de l'hiver et du printemps 1990, les princes n'étaient pas d'humeur à tolérer un jeune héros papillonnant de déjeuner en déjeuner, à Médine un jour, à La Mecque le lendemain et à Djedda le surlendemain, avec un message aussi explosif. En interférant dans les relations des Saoudiens avec l'Irak, Oussama franchissait une ligne rouge. Tout ce qui touchait à l'Irak de près ou de loin était de la plus haute importance. Le Yémen, par comparaison, n'était qu'un détail irritant, et la guerre sainte en Afghanistan un exercice de style destiné à plaire aux wahhabites et aux Américains. Le principal souci de l'Arabie Saoudite était de contrebalancer l'influence de l'Iran et de l'Irak, ses deux voisins les plus peuplés, les plus puissants et les plus agressifs. En se retirant du Golfe en 1971 après un siècle et demi de présence militaire, les Britanniques avaient créé un vide dans une région qui fournissait les deux tiers des exportations mondiales de pétrole brut, et les tensions s'étaient accrues autour de cet enjeu énergétique crucial.

Les Saoudiens avaient fort bien compris que Saddam n'était pas homme à pardonner les offenses, réelles ou imaginaires. Depuis leur retour au pouvoir à Bagdad en 1968, les baassistes

s'étaient fait une spécialité de malmener leurs voisins arabes les plus faibles dans la région du Golfe, n'hésitant pas à recourir aux assassinats pour faire passer leurs messages quand ils le jugeaient nécessaire. Ils alléguaient parfois un manque d'égards envers eux, quand ils se donnaient la peine de trouver un prétexte. Les enjeux sont devenus cruciaux en 1980 après que Saddam eut déclaré la guerre à l'Iran, obligeant l'Arabie Saoudite et les autres émirats à verser des milliards de dollars pour permettre à l'Irak de survivre au conflit qu'il avait déclenché.

L'Irak sortit épuisé de ces huit années de guerre, mais Saddam resta le voisin belliqueux, brutal et imprévisible qu'il avait toujours été, à la tête d'un pays fournisseur de pétrole et disposant de réserves qui en faisaient la deuxième puissance pétrolière mondiale derrière le royaume d'Arabie Saoudite. Les princes ne voulaient surtout pas qu'Oussama dénigre Saddam auprès de l'élite des Saoudiens et exhorte celle-ci à se joindre au djihad dans l'affrontement qu'il jugeait inévitable entre l'Irak et l'Arabie Saoudite. Ils se rendaient compte que les diatribes anti-Saddam lancées par Oussama à l'occasion de ses déjeuners chez ses hôtes fortunés arriveraient tôt ou tard aux oreilles de l'intéressé.

Au printemps 1990, on vit apparaître des signes inquiétants du côté de l'Irak. Saddam Hussein, financièrement ruiné, refusait poliment de rembourser les milliards de dollars qui lui avaient été avancés pendant la guerre, au prétexte que les Arables du Golfe lui devaient reconnaissance pour leur avoir épargné une défaite certaine face aux Iraniens. En juillet, il accusait les Koweïtiens de faire main basse sur le pétrole iranien et massait ses troupes à la frontière. Et le 2 août, il envahissait et occupait le Koweït. Ainsi, les mises en garde intempestives d'Oussama à propos de l'Irak se révélaient exactes. Personne n'avait voulu les entendre, à Washington, à Londres, à Paris, à Riyad, à Pékin, à Moscou, ni, bien sûr, au Koweït même.

Avec les troupes de Saddam aux frontières du royaume, l'Arabie Saoudite, cette fois, était bel et bien menacée, et manifestement incapable de se défendre en dépit des milliards et des milliards de dollars engloutis au fil des ans dans l'achat aux Américains d'armes, de matériel ultrasophistiqué et l'implantation de bases militaires. Du jour au lendemain, la richesse pétrolière des Saoudiens et leur rôle de protecteurs de la terre natale

de l'islam et de ses Lieux saints ne comptaient plus pour rien. Pourquoi, se demandaient-ils, Saddam aurait-il des scrupules à s'emparer des Lieux saints de l'islam et des réserves pétrolières qui pouvaient faire de lui, et de loin, le premier exportateur mondial ?

La plupart des Saoudiens qui se posaient cette question se rendaient compte, en toute logique, que les achats d'armes effectués depuis des années aux États-Unis constituaient un contrat d'assurance tacite liant les deux pays. Les États-Unis garantissaient la souveraineté du royaume en échange d'une fourniture de pétrole à prix raisonnable et fermaient les yeux sur les entorses aux droits de l'homme du régime wahhabite. Mais moins d'une décennie auparavant, les États-Unis n'avaient rien fait pour empêcher la chute du shah dans l'Iran voisin. Aux Saoudiens qui protestaient contre ce qui leur apparaissait comme un racket des États-Unis et ne croyaient pas en leur protection, la monarchie et Washington répondaient que les batteries de missiles et les bases de plusieurs milliards de dollars construites par des ingénieurs américains étaient, en cas de besoin, à la disposition immédiate de l'Arabie Saoudite.

Enhardi par la clairvoyance dont il avait fait preuve en prévoyant l'attaque de Saddam, Oussama était d'un tout autre avis. Ce qu'il fit au lendemain de l'occupation du Koweït est entré dans sa légende. Grâce aux relations de sa famille, il obtint un rendez-vous avec le prince Soltan, ministre de la Défense depuis de nombreuses années[6]. Tout bouillonnant des idées inspirées par son expérience du djihad en Afghanistan, Oussama se présenta muni de cartes et de schémas. Et, se référant à l'injonction du Prophète, expliqua au ministre qu'aucune armée d'infidèles ne devait poser le pied sur la terre des mosquées sacrées de l'islam.

Le royaume pouvait, déclara-t-il, se passer des Américains pour assurer sa défense et libérer le Koweït. Lui, Oussama, allait se charger de cette tâche avec ses anciens camarades de combat. Il disposait, affirma-t-il, de 100 000 hommes – ce qui était terriblement exagéré, même en comptant les « touristes » du djihad. Ses anciens combattants d'Afghanistan entraîneraient les autres Saoudiens. Le prince l'écouta poliment. Oussama, après tout, était un Ben Laden, et de surcroît un héros populaire. Oussama multipliait les détails, expliquant que l'entreprise de BTP de sa

famille pouvait creuser des tranchées et des pièges dans le sable du désert, comme elle avait construit des fortifications et creusé des tunnels dans les montagnes lors de la guerre en Afghanistan.

Sans se départir de son amabilité, le prince Soltan fit observer qu'à l'inverse de l'Afghanistan avec ses milliers de grottes, le Koweït, parfaitement plat, offrait un terrain idéal aux 4 000 chars de l'ennemi. Le ministre de la Défense ne mentionna pas même le peu d'enthousiasme pourtant compréhensible de la famille régnante à l'idée de voir des dizaines de milliers d'islamistes radicaux déferler sur le royaume. Mais il s'efforça de mettre fin au débat en demandant à Oussama ce qu'il ferait face aux missiles irakiens et aux armes chimiques et biologiques. « Nous les combattrons avec la foi », répondit Oussama. La conversation s'arrêta là, avec un Oussama très mécontent du manque d'enthousiasme du ministre. Comme toujours avec les mythes, les versions abondent. L'une d'elles nous montre Oussama lançant, à l'instant de prendre congé : « Tu entendras parler de moi ! » La famille d'Oussama tenta de le raisonner en lui demandant, sans succès cette fois encore, de ne pas faire de vagues.

Le 6 août, les dés étaient jetés. Le secrétaire à la Défense, Dick Cheney, atterrit à Riyad à la tête d'une délégation américaine, porteur d'un message du président George Bush dont il donna lecture au roi Fahd et aux princes : « Nous sommes prêts à déployer ces forces pour défendre le royaume d'Arabie Saoudite. Nous viendrons si vous nous le demandez. Nous ne cherchons pas à établir des bases permanentes. Et quand vous nous demanderez de partir, nous partirons[7]. »

Le général Norman Schwarzkopf, qui commandait la coalition emmenée par les Américains pour libérer le Koweït, résuma ainsi le dilemme auquel le roi était confronté : « S'il ne faisait rien, il risquait de perdre son royaume au profit de l'Irak. Mais s'il invitait les Américains, même avec l'assurance présidentielle que nous respecterions la souveraineté saoudienne, Saddam et d'autres dirigeants arabes l'accuseraient d'être à la botte de l'Occident. Autrement dit, il risquait de saper sa propre autorité. Il y avait de grands risques à faire venir une armée d'étrangers dans un royaume xénophobe férocement attaché à la pureté de sa culture et de sa religion. »

Au grand étonnement des visiteurs américains, le roi Fahd et ses princes acceptèrent en quelques minutes l'offre du président des États-Unis. Mais, prudents, ils avaient prévenu le cheikh Abdulaziz ben Baz, la plus haute autorité religieuse saoudienne, qui devait édicter ensuite, à contre-cœur, une fatwa destinée à couvrir l'opération : « Bien que les Américains, d'un point de vue religieux traditionnel, soient comparables à des infidèles puisqu'ils ne sont pas musulmans », y lisait-on notamment, « ils méritent notre soutien puisqu'ils sont ici pour défendre l'islam. » Oussama n'était pas de cet avis, et il n'était pas le seul. Des notables religieux plus jeunes pensaient comme lui. Ils avaient à l'esprit les derniers mots du Prophète à l'instant de sa mort : « Ne permettez pas qu'il y ait deux religions en Arabie [8]. »

Pendant les dix années qui suivirent, Oussama allait jeter sur cette toile des couleurs de plus en plus sanglantes. Onze ans plus tard, le prince Turki se rappelait la rencontre décisive qu'il avait eue avec Oussama en compagnie du prince Soltan comme le moment où il avait soudain perçu « des changements radicaux » dans la personnalité d'Oussama et avait senti que « le papillon épris de bonnes actions » commençait à se métamorphoser en un « féroce révolutionnaire prêt à sacrifier des vies humaines pour sa cause ». Il y avait là une révélation quelque peu tardive pour le responsable d'un service secret dont les agents avaient reçu pour instruction de tenir à l'œil tous les Saoudiens qui s'étaient portés volontaires pour combattre en Afghanistan, à commencer par Oussama Ben Laden. « L'individu calme, paisible, aimable et désireux d'aider les musulmans qu'il était avait fait place à un homme qui se croyait capable de rassembler et de commander une armée pour libérer le Koweït. Il ne cachait pas sa morgue et son arrogance. »

« D'abord, il se croyait capable de mettre une armée sur pied pour s'opposer aux troupes de Saddam, ajoutait le prince. Ensuite, il s'opposait à la décision du royaume de faire appel à des troupes alliées. Ce faisant, il désobéissait au souverain et violait la fatwa des vénérables religieux musulmans, qui avaient souscrit à ce projet parce qu'ils y voyaient une action essentielle pour combattre l'injustice et l'agression. »

Tout cela était vrai, jusqu'à un certain point. Au cours des années suivantes, Oussama allait s'en prendre aux princes et aux oulémas trop complaisants vis-à-vis de la loi islamique, en

commençant par Abdulaziz ben Baz, le chef religieux wahhabite aveugle qui avait, non sans appréhension, obéi au roi en donnant son aval à la présence de troupes venues de l'Occident. Oussama ne se fit pas entendre pendant la durée des opérations proprement dites, peut-être parce qu'il était déjà en liberté surveillée. Un silence d'autant plus étrange que de nombreux Saoudiens, profitant du moment, s'exprimèrent alors en un festival de pétitions et de contestation publique sans précédent dans le royaume.

Les Saoudiennes manifestèrent pour qu'on les autorise à conduire des automobiles. Des religieux parmi les plus austères défièrent ouvertement Ben Baz et la famille royale en dénonçant les prédicateurs soumis au pouvoir, les excès de la famille royale et la profanation des Lieux saints de l'islam. Oussama était furieux. Certains de ses protégés sud-yéménites vinrent le trouver pour tenter de lui faire comprendre que l'armement sophistiqué des Américains était peut-être nécessaire pour battre Saddam, et qu'il fallait le tolérer, au moins pendant la durée des hostilités[9]. Oussama, s'adressant à de vieux amis saoudiens, laissa entendre que les Américains étaient en train de saper le pouvoir de la dynastie saoudienne en encourageant ses alliés séculaires dans le royaume à revendiquer un rôle plus important et à affaiblir le wahhabisme. En guise de protestation, il se borna à demander conseil à un ami moins religieux que lui sur la façon d'organiser un boycott des produits américains.

Malgré la clairvoyance qu'on lui reconnaissait, les critiques du prince Turki à l'égard d'Oussama étaient, au moins en partie, pertinentes. Comme il devait le démontrer au cours des années suivantes avec des conséquences de plus en plus dévastatrices, sa dispute avec les princes avait marqué un point de non-retour. Oussama ne fut pas impressionné quand les États-Unis, comme promis, retirèrent le demi-million de soldats qu'ils avaient amené pour libérer le Koweït. Quant à la dynastie et à la présence américaine, son opinion était faite. À ses yeux, les deux étaient liées : pour sauver le royaume, il fallait en chasser tous les Américains, et les souverains, sans les infidèles qui les protégeaient, seraient des proies faciles. Même pendant le djihad antisoviétique en Afghanistan, il avait expliqué à ses compagnons de lutte qu'en dépit de leur alliance de circonstance, l'Américain restait pour lui l'ennemi de l'islam[10].

Le plus important était que quelque 5 000 hommes de l'US Air Force restaient dans le pays. Ils furent d'abord stationnés à Khobar sur le Golfe, puis, après la mort de 19 soldats dans un attentat à la bombe, à la base aéronavale Prince-Soltan de Kharj, située en plein désert du Nedjd à une centaine de kilomètres de Riyad, où ils se trouvaient théoriquement hors de vue. Malgré l'hommage traditionnel rendu par Oussama aux auteurs de l'attentat – et après que des voix se furent élevées pour dire qu'il en était sans doute responsable –, les Américains et les Saoudiens conclurent que l'Iran était derrière cet attentat. Peu importait, d'une certaine façon, de savoir qui avait tué ces aviateurs américains. Pour Oussama comme pour de nombreux Saoudiens qui ne partageaient pas ses positions extrémistes, la question qui se posait d'année en année avec de plus en plus d'acuité était : qu'avait voulu dire le président américain en 1990 lorsqu'il avait promis : « Nous partirons quand vous nous le demanderez » ? Oussama était désormais certain de connaître la réponse. Et de tenir son cheval de bataille.

Washington, sans le vouloir, jouait son jeu. Erreur ou pas, la décision de laisser Saddam au pouvoir après la guerre du Koweït allait se révéler coûteuse et lourde de conséquences pour les Américains comme pour les Saoudiens. Puisque leur présence était une telle cause de tensions, pourquoi les Saoudiens ne demandaient-ils pas aux pilotes américains de s'en aller ? Et si les Saoudiens ne l'avaient pas demandé, pourquoi n'étaient-ils pas partis de toute façon ? Sous Clinton, le Pentagone et le Département d'État invoquèrent la nécessité absolue de lancer sans cesse des raids au sud de l'Irak pour « maintenir Saddam dans sa boîte ». Mais n'était-ce pas un prétexte commode pour les Américains, qui disposaient désormais d'un chapelet de bases militaires sur une vaste région s'étendant du Koweït à l'Arabie Saoudite en passant par les émirats de Bahreïn, d'Oman et du Qatar ?

Oussama savait qu'il n'était pas seul à nourrir ce soupçon, et c'était ce qui faisait sa force. En se disant que la présence des pilotes était désormais invisible, donc acceptable, les Américains prenaient leurs désirs pour des réalités ; il suffisait pour s'en rendre compte d'en parler avec les Saoudiens au hasard des rencontres de la vie quotidienne. Ceux que j'ai interrogés par dizaines vers la fin de l'année 1999 savaient tous, sans exception,

que ces Américains étaient là, et souhaitaient qu'ils s'en aillent « derrière l'horizon ». Cet euphémisme désignait la position des porte-avions de l'US Navy stationnés autour de l'archipel de Diego Garcia dans l'océan Indien, et de l'île de Masirah au large de la côte d'Oman. Le message était clair : n'importe où, mais pas en Arabie Saoudite.

Bien avant qu'Oussama ne s'en soit emparé, il y avait de bonnes raisons historiques contre le maintien de troupes dans n'importe quel territoire musulman, et en particulier dans celui qui avait vu naître l'islam. L'histoire coloniale et post-coloniale du XX^e^ siècle est ponctuée de désastres provoqués par la présence de troupes britanniques, françaises et américaines en terre musulmane, de l'Iran à l'Égypte, du Maroc au Liban, de l'Algérie au Yémen. J'ai couvert la guerre d'indépendance de l'Algérie contre la France de la fin des années 50 au début des années 60, puis la révolution iranienne et la série des « petites guerres » du Liban.

Dans la plupart des cas, le terrorisme et une présence militaire occidentale ont joué un rôle déterminant. Le souvenir de toutes ces humiliations aurait dû inciter à la prudence, surtout en Arabie Saoudite où la présence de troupes d'infidèles allait contre les injonctions du Coran.

Mais le Pentagone était soumis à des pressions qui s'exerçaient dans deux directions opposées. Un certain nombre d'études et de rapports recommandaient le transport et le stockage d'armes, de munitions et de matériels dans des bases comme celles d'Arabie Saoudite, tout en soulignant que les troupes devraient y être amenées seulement en cas de nécessité, et leur temps de présence sur le terrain limité au strict minimum. Mais les rapports des spécialistes du terrorisme semblaient condamnés à dormir sur des étagères.

Tel n'était pas l'avis des militaires américains qui répugnaient à s'en aller « derrière l'horizon » pour de prétendues raisons d'efficacité, de coût et de confort auxquelles s'ajoutait sans qu'on le dise le désir de placer les émirats arabes sans défense face à la réalité de leur dépendance à la puissance américaine. Un diplomate américain de mes amis m'expliquait que, même si Saddam venait à disparaître, les bases resteraient essentielles dans un avenir prévisible. « Pense Iran, pense Irak, disait-il. Les

Saoudiens et les petits émirats producteurs de pétrole vivent dans un environnement dangereux. »

Aucun déchaînement de violence islamiste, inspiré ou non par Oussama, n'a pu ébranler le Pentagone dans ses convictions. Après chaque catastrophe, qu'il s'agisse des 19 pilotes assassinés à Khobar en juin 1996 ou des 17 marins victimes de l'attentat contre l'*USS Cole* à Aden en octobre 2000, le Pentagone a chargé des officiers supérieurs de couvrir et d'excuser de regrettables défaillances des dispositifs de sécurité tout en proclamant que la seule superpuissance mondiale ne saurait se laisser expulser de la région. La fanfaronnade l'emportait sur la réflexion. Nous étions les plus forts après tout.

Pendant l'ère *No body bags** qui a suivi la guerre du Vietnam, le Moyen-Orient était la seule partie du monde où les États-Unis pouvaient encaisser la destruction d'une ambassade ou d'un bâtiment de guerre. Dans les cercles de réflexion américains, les analystes militaires se sont mis à penser que le Moyen-Orient imposait aux États-Unis une sorte de politique impériale, avec des militaires chargés de tenir des postes avancés dans des zones dangereuses. Après s'être préoccupés de la moitié du monde pendant un demi-siècle de guerre froide, les Américains voulaient avoir de l'essence à bon marché, et qu'on leur parle le moins possible des problèmes des autres pays. On s'étonne que de si nombreux étrangers aient pensé que les États-Unis géraient un empire planétaire en intervenant à leur guise dans les petits pays comme dans les grands.

Cette attitude des Américains était pain bénit pour Oussama. Dans le cas de l'Arabie Saoudite, la base aérienne Prince-Soltan semblait désormais d'une utilité discutable. Les Saoudiens en voulaient aux Américains d'utiliser leur sol pour lancer des opérations qui se soldaient par des morts d'Irakiens mais n'empêchaient pas Saddam de se maintenir au pouvoir. Des Arabes, dans le royaume comme ailleurs, ne tardèrent pas à se demander si les Américains ne maintenaient pas Saddam au pouvoir pour justifier leur présence dans les bases situées en Arabie Saoudite et ailleurs dans le Golfe, et s'assurer le contrôle de la richesse pétrolière du royaume. C'était, disaient certains, la

* Le *body bag* étant le sac dans lequel on rapatrie la dépouille des soldats. (*N.d.T.*)

véritable raison pour laquelle les États-Unis n'avaient pas renversé le président iraquien en 1991. Cette thèse n'avait rien d'original dans la bouche d'Oussama, mais cela ne l'empêchait pas de la marteler.

Lors de ma visite de 1999 en Arabie Saoudite, une sorte de débat souterrain se poursuivait : les princes avaient-ils intérêt à laisser entendre aux citoyens saoudiens que ces balourds d'Américains ne voulaient décidément pas s'en aller, alors que les membres de la famille royale estimaient en leur for intérieur que la présence de l'US Air Force offrait à la dynastie sa dernière chance de survie ? Je décidai donc de poser la question à la plus haute autorité saoudienne que je pourrais rencontrer. Grâce à un général américain à la retraite qui avait servi en Arabie Saoudite, le cheikh Abdulaziz Tuwayyjiri me reçut longuement à dîner. Le cheikh était un proche confident du prince héritier Abdullah, dont on disait qu'il se posait des questions sur la dépendance du royaume vis-à-vis des États-Unis.

Je passai la plus grande partie de cette soirée à demander au cheikh, qui restait très alerte à l'approche de ses 80 ans, si le royaume souhaitait ou non le départ de l'aviation américaine. J'en reçus des réponses merveilleusement alambiquées, aussi courtoises qu'imprécises, exprimées dans une langue superbe, quelle que fût la façon dont je formulais et reformulais ma question. Je dois lui accorder qu'il ne manifesta ni impatience ni agacement. Il faisait son devoir en recevant l'ami de son ami. Mais je le quittai persuadé qu'il fallait être le dernier des malotrus pour risquer – avec insistance – de telles questions à sa table. Les princes se satisfaisaient peut-être de cette situation. Et peut-être que non...

Quant aux militaires américains, je n'en ai jamais trouvé un seul pour exprimer des doutes à ce sujet. (Il faut, pour être honnête, ajouter que certains s'y laissaient peut-être aller en privé, mais qu'on leur avait certainement interdit de les exprimer en présence de gens comme moi.) Pendant les années Clinton, le Pentagone avait plus de crédits et plus de poids au Moyen-Orient que le Département d'État. J'ai maintes fois souhaité que le Pentagone crée un Service du Non, qui aurait pour mission de battre en brèche les idées reçues. (Le général Anthony Zinni, qui assura le commandement central au milieu des années 90, fut une brillante exception. Il ne cacha jamais

son inquiétude devant la maigre connaissance qu'il avait de son secteur d'intervention.)

L'attentat terroriste de Khobar ne fut jamais clairement élucidé. Était-il vraiment le fait de l'Iran et de ses agents recrutés au sein de la minorité chiite de la province orientale d'Hasa, comme le laissèrent entendre les souverains saoudiens, sans avoir autorisé les Américains à interroger ceux qu'ils désignaient comme les coupables ? Ou cet attentat fut-il l'œuvre d'Oussama et de ses fidèles, recrutés parmi les jeunes adeptes du courant sunnite, dont on occulta délibérément la responsabilité ?

Les dissidents saoudiens réfugiés à Londres montrèrent du doigt les quatre sunnites, dont trois anciens combattants d'Afghanistan, qui avaient, dans des aveux télévisés soigneusement préparés, revendiqué le parrainage d'Oussama pour l'attentat à la bombe dans lequel cinq soldats américains travaillant à Riyad avec la Garde nationale saoudienne avaient trouvé la mort en novembre 1995. Les enquêteurs américains, à leur grande fureur, n'avaient pas pu interroger ces quatre hommes avant qu'on les décapite. Les dissidents pensaient que les princes ne pouvaient pas se permettre de reconnaître une fois de plus que des extrémistes sunnites avaient perpétré ce nouvel attentat. Le premier, impliquant des sunnites du Nedjd, était déjà suffisamment embarrassant. C'était pourquoi, disaient ces dissidents, les souverains avaient fait exécuter des chiites afin de couvrir les vrais coupables. Il n'y avait pas eu de procès. Dépité, Louis Freeh, le directeur du FBI, avait obtenu des mises en examen aux États-Unis en juin 2001, juste avant son départ et avant la date de prescription.

Cette confusion reflétait bien l'opacité de la gouvernance saoudienne et alimentait les rumeurs colportées par Ben Laden et tous ceux qui critiquaient le régime. La sourde désapprobation de ce qui tenait lieu d'opinion publique en Arabie Saoudite ne suffit pas à provoquer le moindre commencement de représailles de la part du Pentagone. Tout au plus y eut-il quelques signes de mécontentement. Zaki Yamani, fils du puissant ministre du Pétrole pendant la période glorieuse de l'OPEP dans les années 70, pensait-il aux menaces d'Oussama quand il suggéra dans la presse que l'US Air Force pourrait évacuer Kharj pour se replier sur un porte-avions ? Pourquoi pas, puisque l'US Navy

disposait d'une douzaine de porte-avions ? demandai-je à un officiel américain. L'idée du jeune Yamani n'était certainement pas mauvaise, dans la mesure ou les porte-avions étaient politiquement plus acceptables. « Ils coûtent beaucoup plus cher et sont moins efficaces », me répondit sèchement mon interlocuteur.

Il n'y aurait donc pas de retour au dispositif moins confortable mais aussi moins vulnérable d'une présence « derrière l'horizon ». Je me rappelais ce que m'avait raconté cet autre ami américain, un diplomate affecté en Libye en 1969 pour son premier poste à l'étranger. Il trouvait que les Américains auraient intérêt à évacuer l'aéroport Wheelus à Tripoli tout de suite après la révolution de Muammar Kadhafi. Étant donné le nationalisme arabe exacerbé de ce dernier, il était clair qu'il leur demanderait de s'en aller. Pourquoi ne pas le faire sans attendre, et partir du bon pied avec le nouveau régime ? « On ne doit jamais lâcher volontairement une base », grogna, pour toute réponse, l'attaché militaire. « Jamais. Ce serait donner un mauvais exemple. »

Peu de temps avant mon départ d'Arabie Saoudite en 1999, je parvins enfin à rencontrer l'ambassadeur d'un pays européen qui avait une longue expérience du royaume. Comme je voulais qu'il me serve de caisse de résonance, je laissai libre cours à mes doutes et à mes craintes. J'étais persuadé que l'anti-américanisme avait poussé très profondément ses racines et que les gens au nom desquels parlait Oussama étaient beaucoup plus nombreux que je ne l'aurais cru avant ce dernier séjour. Je parlai de l'inquiétude exprimée par des membres influents de la majlis al-shoura, ce Conseil consultatif du royaume, qui, après des décennies de vagues promesses de la part des monarques successifs, existait enfin et siégeait dans un impressionnant palais de marbre spécialement construit. On ne se plaignait pas seulement de la présence militaire américaine, expliquai-je. L'économie allait mal ; la population ne cessait de croître et le niveau de vie baissait. Les Saoudiens dans leur ensemble ne supportaient plus les 7 000 princes qui vivaient en parasites sur les finances du royaume.

L'ambassadeur m'écouta, puis me demanda s'il pouvait poser une question : « Êtes-vous en Europe depuis longtemps ? » Je répondis que je travaillais depuis quarante ans dans le monde

entier comme correspondant de presse. L'ambassadeur sourit et dit, avant de mettre fin à l'interview : « L'alliance entre les Saoudiens, qui gouvernent comme des monarques féodaux, et les États-Unis – le plus puissant empire sans colonies que le monde ait connu – défie toute logique. Mais elle a la dureté du titane. » C'était peut-être vrai. Mais un autre ambassadeur, quelques années plus tard, compara le système saoudien à un bourdon.

Vers le milieu de l'année 1991, Oussama fut de nouveau autorisé à voyager. Comme c'est souvent le cas pour les événements qui se produisent dans le royaume, il existe au moins deux versions de son départ. Le prince Turki a déclaré qu'Oussama s'étant bien conduit, sa liberté de mouvement lui avait été rendue, surtout après qu'il eut fait part de son intention de réconcilier les factions rivales de moudjahidin qui se combattaient ouvertement. Selon une autre version, Oussama aurait, sur ordre d'un membre influent de la famille Ben Laden, profité d'un voyage à l'étranger du ministre de l'Intérieur saoudien, le prince Nayef, pour obtenir de son fils, son adjoint au ministère, un passeport utilisable pour un seul aller-retour au Pakistan. Et il aurait quitté le pays en toute hâte, avant que le prince Nayef s'aperçoive qu'on l'y avait autorisé.

Oussama ne perdit pas de temps à voyager au Pakistan. Il retourna s'installer à Peshawar. Il tenta effectivement de réconcilier les chefs afghans, mais sans succès. Rendu prudent par la mort violente de son mentor Abdullah Azzam, il fit profil bas. Mais Peshawar n'était plus qu'un trou perdu, l'Afghanistan avait perdu de son lustre en tant que cause musulmane, et les États-Unis, comme les autres pays occidentaux, l'avaient quitté depuis que ses « combattants de la liberté » s'étaient transformés en chefs de guerre cruels et inefficaces.

Dans les mois qui suivirent, Oussama se déplaça à nouveau. Il ne retourna pas en Arabie Saoudite, comme il l'avait promis, mais s'installa au Soudan. En fait, il ne devait plus remettre les pieds au royaume. Il n'avait pas été longtemps un adulte soumis à l'autorité. Il s'était découvert une nouvelle mission. Avait identifié ses ennemis. Avait manipulé les membres de sa famille sans manifester le moindre scrupule. Et disposait toujours, depuis sa guerre en Afghanistan, d'hommes bien entraînés. Il ne reviendrait pas en arrière.

Au regard des provocations incessantes auxquelles ils furent soumis pendant les années suivantes, les monarques saoudiens firent preuve d'une grande patience dans leurs relations avec lui. La pratique de la sourde oreille et de la cooptation avait fait merveille dans le passé avec nombre de clients difficiles, et même avec celui qu'on appelait le prince Rouge et qui avait, dans les années 50-60, épousé la cause antimonarchique du président Nasser avant de se soumettre et de rentrer dans le rang. Mais trop, c'était trop. Le 5 mars 1994, cédant à son exaspération, le gouvernement saoudien prenait une mesure tout à fait exceptionnelle : Oussama était déchu de sa citoyenneté. Un bref communiqué fut publié, faisant état de son « comportement irresponsable » et de son « refus d'obéir aux ordres ». Il s'était rendu coupable du crime de lèse-majesté.

Ses comptes en banque et ses avoirs financiers dans le royaume furent gelés. Sa famille prit, le même jour, ses distances avec ce rejeton incontrôlable. Bakr, le plus âgé des frères encore en vie, patron du Saudi Ben Laden Group, entreprise familiale prospère aux multiples ramifications, réagit par une déclaration de deux lignes exprimant « regret, dénonciation et condamnation des actes qu'Oussama avait pu commettre, auxquels nous ne nous sommes pas associés et que nous rejetons ».

Ces deux communiqués constituent un événement extraordinaire par rapport aux usages en Arabie Saoudite. Leur simultanéité a été interprétée comme un témoignage des relations étroites que le clan entretenait de longue date avec la famille royale saoudienne, et du refus de ce clan de sacrifier pour un fils égaré ce qu'il avait mis un demi-siècle à construire. Les affaires des Ben Laden dépendaient entièrement de la bonne volonté royale, dont Oussama avait fait sa principale cible, la désignant comme l'exemple même de la corruption, de l'incompétence, du laisser-aller, de l'impiété et de la soumission aux militaires américains et au pouvoir des infidèles qu'il ne cessait de dénoncer sous toutes ses formes. La famille Ben Laden s'avouait coupable, collectivement, de ne pas avoir consacré assez de temps à Oussama quand il était jeune, de lui avoir permis de porter le déshonneur sur le clan et de jeter le discrédit sur ses activités.

Aucun de ceux qui critiquaient les monarques saoudiens n'avait jamais été déchu de sa citoyenneté. Oussama devenait

du jour au lendemain, dans la société saoudienne, une sorte d'objet, réduit au statut d'esclave dont on pouvait disposer comme de n'importe quel bien mobilier. D'autres dissidents saoudiens, réfugiés à Londres au début des années 90, avaient diffusé quantité de textes vengeurs attaquant en termes autrement violents la politique des princes et s'en prenant à leur vie privée sans être frappés d'une telle indignité. Mais ceux-là étaient originaires du Nedjd, berceau du culte wahhabite. Les monarques, à travers Oussama, frappaient tout le clan Ben Laden et beaucoup d'autres Saoudiens métis.

Ainsi, ce que le bon roi Ibn Séoud avait donné, ses enfants pouvaient à tout instant le reprendre. Mais on montrait aussi que le royaume gardait au clan toute sa confiance. Le groupe fut choisi pour construire la base militaire Prince-Soltan et les militaires américains qui s'y installèrent après l'attentat de Khobar eurent la surprise de découvrir à l'entrée des panneaux portant le nom de famille de l'homme que Washington avait élevé au rang d'ennemi public numéro un.

Le Soudan, havre islamique

En juin 1989, un groupe d'officiers s'empara du pouvoir au Soudan à la faveur d'un coup d'État minutieusement organisé par un politicien et théoricien islamiste du nom d'Hassan al-Tourabi[1] qui parvint à renverser son beau-frère, le président élu, depuis la cellule où il était emprisonné. Le mode opératoire utilisé par Tourabi constituait une nouveauté dans un continent africain pourtant habitué aux soulèvements politiques. Il s'était débrouillé pour se faire jeter en prison afin d'avoir un alibi au cas où le complot visant le Premier ministre Sadek al-Mahdi échouerait ; et il y était depuis assez longtemps pour que personne ne songe à l'en accuser.

Ceux de ses codétenus qui se trouvaient là en raison de leur fidélité au gouvernement déchu ne furent pas dupes de cet alibi. Ils se moquèrent ouvertement de son excès de prudence. À la nuit tombée, croyant, à tort, que ces visites passeraient inaperçues, il faisait régulièrement venir dans sa cellule les principaux responsables du Front national islamique (FNI), ce parti religieux qu'il avait conçu et modelé depuis des années pour en faire l'instrument de sa prise de pouvoir. Il ne fallut pas six mois à Tourabi pour sortir de la prison Kober au nord de Khartoum. À ce moment, le FNI, issu de la branche des Frères musulmans dont il avait pris la direction trente ans auparavant, avait consolidé sa position. Tourabi s'assura qu'il pouvait compter sur la soumission de l'armée et du chef de l'État, le général-président Omar Hassan Ahmed al-Bachir.

Ces précautions étaient aussi compliquées que le personnage de Tourabi lui-même. C'était un intrigant intelligent et sans

pitié qui allait, contre toute attente, se propulser avec son entourage aux avant-postes de la politique islamiste radicale dans la première moitié des années 90. Il était déterminé à sortir le Soudan de sa situation désespérée pour en faire, sur l'autre rive de la mer Rouge, un État islamique moderne aux antipodes de ce royaume d'Arabie Saoudite statique et théologiquement ossifié qu'il détestait – et enviait – tellement pour sa richesse pétrolière. Tout ses détracteurs au Soudan comme à l'étranger avaient la certitude qu'il était poussé, en outre, par le désir tenace de répandre le message islamiste au-delà des frontières du plus grand pays africain par la taille. Il y avait là, à vrai dire, une ambition démesurée pour un État au bord de la ruine. Le Soudan occupait une position géographique particulière, à la lisière du monde musulman. Il était embourbé pour la deuxième fois en quarante ans dans une épuisante guerre civile entre les musulmans du Nord et la population largement chrétienne et animiste du Sud.

Mais ce Tourabi tellement soucieux de ne prendre aucun risque en complotant à l'abri d'une cellule de prison nourrissait aussi de grands rêves. Il pensait que l'heure était venue pour le Soudan de se poser comme le guide d'un islamisme radical qui semblait partout sur le déclin après une décennie de zèle révolutionnaire. En Iran, l'ayatollah Khomeyni venait de mourir, et sa révolution islamiste était humiliée et à bout de forces après huit années de guerre contre l'Irak voisin. Tourabi se voyait en modernisateur et pensait tenir sa chance. Son pays serait la première République islamique du courant sunnite et éclipserait la révolution chiite iranienne.

Au Soudan, sa ferveur révolutionnaire exigeait le renversement de la classe dirigeante. C'était d'abord une revanche pour ce fils de notable provincial auquel les dignitaires du parti de l'Union démocratique et le parti Oumma n'avaient jamais accordé leur confiance au cours des huit années où ils avaient dirigé – d'aucuns disaient ruiné – le Soudan (pendant la période où ce pays n'avait pas vécu sous le régime de la dictature militaire instauré après le départ du colonisateur britannique en 1956). Les prestigieux diplômes universitaires qu'il avait rapportés de France et d'Angleterre ne les avaient pas impressionnés. Tout tolérants qu'ils fussent, c'étaient aussi de grands amateurs de whisky. Ils n'avaient pas oublié le rôle joué par

Tourabi auprès d'un précédent gouvernement militaire pour interdire la consommation d'alcool et faire pendre un intellectuel non conformiste accusé d'apostasie, dans une misérable tentative pour sauver le régime.

Ils ne s'étaient pas, non plus, laissés amadouer par le mariage de Tourabi avec la sœur de Sadek al-Mahdi, notable de haut rang et arrière-petit-fils du grand Mahdi dont les soldats indisciplinés avaient, au XIX^e^ siècle, dérogeant à ses ordres, exécuté le général Charles « Chinese » Gordon sur les marches de sa résidence des bords du Nil, et défié l'Empire britannique, au nom de l'islam, pendant une douzaine d'années. Tourabi avait espéré que ce mariage, s'ajoutant à la prétention de son père de descendre en droite ligne du grand Mahdi, lui permettrait de récupérer la gloire des luttes anticoloniales de l'ancien Soudan.

Tourabi comptait, pour bâtir un nouveau Soudan, sur le très secret Front national islamique, qu'il avait créé et développé. Bientôt âgé de 60 ans, il était pressé. Mais le dynamisme, les idées et le mouvement politique élitiste qui lui obéissait au doigt et à l'œil et était prêt à s'emparer du pouvoir ne suffisaient pas. Il avait très vite compris qu'il lui faudrait aussi de l'argent. Cet argent qui faisait de Ben Laden quelqu'un d'intéressant pour lui et pour les États-Unis. Le FNI comptait sur lui pour atteindre son objectif. Tout comme les islamistes radicaux venus de toutes parts que Tourabi accueillait par centaines. Il n'était ni le premier ni le dernier leader musulman décidé à puiser dans les caisses de Ben Laden. (Celui-ci comptait parmi les bénéficiaires de ses largesses un certain nombre de Yéménites, le mollah Omar, chef des talibans, et des dizaines de combattants du djihad à travers le monde musulman.) Mais Tourabi pensait avoir dans son jeu des cartes que les autres ne possédaient pas – des as, en fait – et qui rendraient une alliance avec Ben Laden avantageuse pour les deux parties. Le Soudan offrait, estimait-il, le terreau sur lequel des centaines de fleurs pourraient s'épanouir, et cet afflux d'étrangers illustrait parfaitement la vague montante de l'islamisme qui allait le porter au pouvoir et inscrire son nom dans l'Histoire.

Tourabi avait du flair. Dans l'Afghanistan de cette fin d'année 1989, les choses commençaient à mal tourner pour les combattants exaltés du djihad qui, après le départ de l'Armée rouge,

se dressaient les uns contre les autres. Ben Laden et sa bande songeaient à s'en aller et le Soudan se trouvait juste de l'autre côté de la mer Rouge face à sa cible principale, sa terre natale, l'Arabie Saoudite. Tourabi, aussi pragmatique que révolutionnaire, dépêcha trois agents des services secrets du FNI à Peshawar pour sonder Ben Laden sur ses intentions[2]. Oussama envoya une délégation à Khartoum pour une mission exploratoire. Quant à la question d'argent, Tourabi ne savait pas vraiment de combien disposait Ben Laden, qui « pesait » certainement moins que les 300 millions de dollars que lui attribuaient les estimations des autorités américaines[3]. Mais Tourabi n'allait pas faire la fine bouche : pour un pays en pleine déconfiture financière comme le Soudan, un millionnaire, même cent fois moins riche, était encore un gibier de choix.

Tourabi était aussi un spéculateur. Il fit de son mieux pour s'assurer que le Soudan se montrerait accommodant. Sa volonté d'ouverture, toutefois, soulevait des résistances dans le pays. Aucune des deux parties ne savait grand-chose sur l'autre, et le peu qu'on en savait rendait chacun méfiant. De nombreux partisans de Tourabi, peu sensibles aux subtilités de la politique, regardaient Ben Laden d'un œil soupçonneux en raison de ses liens avec l'Arabie Saoudite. Ils y voyaient une connivence automatique avec les États-Unis, symbolisée par le financement américano-saoudien du djihad antisoviétique en Afghanistan et, plus près d'eux, par la présence conjointe de ces deux pays dans la Corne de l'Afrique. Les compagnons de Ben Laden, informés des études universitaires de Tourabi en Angleterre et à la Sorbonne, arguaient de ses longs séjours dans le Dar al-Harb, ou « maison de la guerre », comme ils appelaient le monde non musulman, pour contester la pureté de son engagement religieux[4]. Et lors de la libération du Koweït, Ben Laden s'était montré dès le début un adversaire acharné de Saddam Hussein, alors que Khartoum soutenait l'Irak.

Fin 1990, en dépit des réserves des uns et des autres, l'accueil de Ben Laden était décidé, et il arriva de Peshawar l'année suivante avec quatre épouses, ses enfants et plusieurs dizaines d'anciens combattants arabes. Comme le font habituellement les Israéliens pour accueillir tous les juifs sur leur sol, le Soudan avait aboli les visas pour les nouveaux arrivants arabes. Tourabi offrit également à ceux qui en avaient besoin d'authentiques (et

parfois diplomatiques) passeports établis sous des noms d'emprunt, avec ordre aux services d'immigration de l'aéroport de ne pas y apposer de tampon à l'arrivée ni au départ.

Des organisations clandestines issues de la mouvance islamiste ne tardèrent pas à se multiplier à Khartoum. Le Soudan, au début des années 90, acquit la réputation d'un havre de repos et de détente pour les islamistes qui subissaient ailleurs toutes sortes de pressions [5]. Il y avait parmi eux des centaines d'Arabes d'Afghanistan qui étaient rapidement devenus *personae non gratae* au Pakistan, ou figuraient sur des listes de personnes recherchées dans leurs pays d'origine et dans presque tout le monde arabe (à l'exception du Soudan et du Yémen) [6].

Certains de ces hôtes extrémistes restèrent et ouvrirent des bureaux. D'autres se contentèrent d'utiliser le Soudan comme un refuge commode. Tourabi accueillit tous les exclus du Moyen-Orient et au-delà – dont les combattants afghans d'Al-Qaida, les tueurs athées d'Abou Nidal (qui assassinaient aussi bien des camarades palestiniens que leurs ennemis israéliens), des membres du Djihad islamique et du Hamas de Palestine, de la Djamaa Islamiya égyptienne comme des gardiens de la révolution iraniens et des islamistes d'Algérie, de Libye, d'Érythrée, d'Éthiopie, de Tunisie et d'Ouganda. Il comptait sur Ben Laden et sur les autres groupes d'islamistes pour aider le Soudan, relégué jusque-là au rang des pays de seconde zone, à accéder au devant de la scène pour se parer lui-même de la gloire de réunificateur de la oumma, la communauté musulmane tout entière, en mettant fin au schisme qui opposait depuis des siècles les deux courants chiite et sunnite.

Avec cet objectif en tête, Tourabi accueillit même les gardiens de la révolution iraniens et leur allié chiite, le Hezbollah libanais, pour ajouter une touche d'anti-américanisme à la coloration sunnite bien affirmée de son régime. C'était là, de la part du FNI, pure gesticulation, façon de se poser à peu de frais comme un mouvement radical et d'exister face à Washington. Tourabi savait que les États-Unis ne s'étaient toujours pas remis de l'humiliation que leur avait infligée Téhéran en prenant leurs diplomates en otages pendant 444 jours à la fin de l'administration Carter en 1979-80. Mais le reste du monde, pensait-il, voyait bien que la révolution iranienne avait perdu de son élan. Pour l'Iran, une présence au Soudan, même symbolique, était

un moyen peu coûteux de restaurer sa réputation de pays exportateur de la ferveur islamiste[7].

Tourabi n'était pas homme à douter de lui-même. Ses manières directes frisaient l'arrogance intellectuelle, comme de nombreux diplomates en firent crûment l'expérience. Il tenait à leur montrer qu'il en savait plus que n'importe qui, et pratiquement sur tout. Les Américains, officiels comme simples citoyens, devaient s'armer de patience pour entendre de longues considérations sur leur propre pays. Il leur expliquait qu'il connaissait mieux l'Amérique et les Américains qu'eux-mêmes. Pour appuyer ses arguments, il faisait appel à une connaissance acquise au cours de quelques brefs séjours aux États-Unis. En fait, il y avait passé le plus clair de son temps à discuter avec des musulmans immigrés depuis peu, que son intelligence épatait et qui n'auraient guère été capables de lui expliquer les subtilités de la vie américaine, s'il avait pris la peine de les écouter.

Ses interlocuteurs n'étaient là, même s'ils ne s'en rendaient pas compte, que pour lui permettre d'afficher son importance grandissante à ses propres yeux et aux yeux de ses fidèles au Soudan. Connaissant Tourabi depuis le milieu des années 70, je comprenais que ce mince personnage, à l'élocution délicieusement soignée et aux dents légèrement protubérantes, n'écoutait plus personne. Une interview de Tourabi était plus un exercice de dictée que l'habituel échange de questions et de réponses. Cependant, pendant des années, je ne suis jamais reparti de Khartoum sans avoir croisé – verbalement – le fer avec lui. Sans cela, mon séjour n'aurait pas été complet.

Désormais (en 1989) Tourabi était au pouvoir derrière le trône du président Bachir et c'était aux autres de le servir. Ses discours et la façon dont il les prononçait soulevaient généralement l'enthousiasme de ses auditoires. Au mieux de sa forme – avant qu'un champion de karaté en colère ne l'assomme d'une manchette au Canada en 1992 –, Tourabi possédait de grandes capacités intellectuelles et un charme quasiment irrésistible. N'avait-il pas réussi pendant une courte période, au début des années 90, à enjôler en même temps l'Iran et l'Irak, ces ennemis irréductibles, pour obtenir des fonds et des livraisons de pétrole gratuit ? Tourabi était si sûr de lui qu'il se croyait sur le point

de prendre définitivement le pouvoir au Soudan pour faire triompher sa révolution.

On pouvait peut-être comprendre que, dix ans après l'invasion soviétique en Afghanistan, Tourabi soit fier d'accueillir une version plus professionnelle, plus résolue et plus dangereuse de ce qui avait débuté par des rencontres innocentes et impromptues à Peshawar avant de donner forme et substance à l'islam extrémiste et combattant fondé soixante ans plus tôt. Les islamistes étrangers étaient libres de vaquer à leurs affaires. On ne leur imposait aucune condition. On leur demandait seulement de faire profil bas, conformément à la solide tradition de secret entretenue par le FNI. Ce qui signifiait surtout qu'ils devaient éviter de se mêler aux Soudanais ordinaires, ce peuple grégaire, fureteur et indiscret, habitué de longue date à démêler les secrets d'État. Étant donné les activités clandestines que le FNI tolérait, c'était une sage précaution. La majorité des Soudanais ignoraient, pour une large part, à quoi s'occupaient leurs hôtes.

Mais les voisins du Soudan ne furent pas longs à en savoir assez pour prendre peur. Les gouvernements de la Corne de l'Afrique furent les premiers à sonner l'alarme, bientôt suivis par l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie, qui se sentaient menacés de l'intérieur par ceux de leurs ressortissants qui s'étaient battus en Afghanistan. On savait qu'il y avait parmi ces anciens combattants des Égyptiens connus pour avoir fait partie du cercle rapproché de Ben Laden au tout début d'Al-Qaida. En 1993, ces gouvernements, et d'autres, commencèrent à faire pression sur le Pakistan pour qu'il expulse les Arabes afghans qui traînaient encore du côté de Peshawar[8].

Ces précautions élémentaires et la méfiance à l'égard de la politique protectrice du FNI étaient avant tout dictées par l'histoire et la géographie. Khartoum se trouvait à portée de tir de l'Arabie Saoudite, du Yémen, de la Corne de l'Afrique, de l'Égypte et de toute l'Afrique du Nord. Tout musulman un tant soit peu conscient savait que le VII^e^ siècle avait vu l'islam se répandre en Afrique du Nord grâce aux guerriers qui lançaient des attaques à partir du Sahara. Et divers services secrets des pays du Maghreb ne tardèrent pas à repérer sur leur sol l'apparition de complots islamistes et de trafics d'armes et d'argent.

Aujourd'hui encore, on ne sait pas clairement si Tourabi prit

la peine d'évaluer avec précision le phénomène de combustion spontanée et incontrôlable qui risquait de se produire quand les anciens de la guerre en Afghanistan et les islamistes expérimentés du Moyen-Orient auraient fait de Khartoum un sanctuaire pour échanger leurs informations et se coordonner avant de lancer des actions violentes à l'étranger. Rendus prudents par la naïveté dont ils avaient fait preuve au cours de la décennie précédente en ne surveillant pas de plus près l'essor de l'intégrisme musulman, les régimes arabes et l'Occident, en particulier les États-Unis, comprirent très vite le danger que représentait le FNI au pouvoir à Khartoum. En 1993, le Soudan se retrouva sur la liste, dressée par le Département d'État, des pays qui soutenaient le terrorisme.

Les projets de Tourabi se révélèrent finalement désastreux pour tous ceux qu'ils concernaient. Pourtant, avec un peu de chance, le pari audacieux qu'il avait lancé aurait pu réussir, au moins en partie, s'il ne s'était heurté à l'administration Clinton et à Ben Laden lui-même. L'un et l'autre, chacun à sa façon, commencèrent par compliquer, puis rendirent irréalisable le rêve de Tourabi. Il eut tout le temps d'assister à l'écroulement de son projet d'État islamique. Dix ans après son coup d'État, les régimes arabes corrompus, impitoyables mais laïques qu'il méprisait avaient résisté, au prix du sang (1 500 morts en Égypte, 150 000 en Algérie), aux assauts de l'intégrisme musulman. Les Arabes afghans, salués jadis comme des combattants de la liberté, n'étaient pratiquement plus nulle part les bienvenus.

Au Soudan, la menace diminua peu à peu, sans jamais disparaître, d'après les observateurs critiques, puisque le FNI resta au pouvoir, bien que sous une forme moins radicale. C'était bien après que les machinations de Tourabi eurent coûté cher à son propre engagement révolutionnaire, à Ben Laden, aux autres islamistes étrangers et aux États-Unis. Peu à peu, au cours des années 90, le Soudan est apparu dans l'actualité sous un éclairage cruel, à travers une série d'événements et de décisions dont les principaux acteurs faisaient presque toujours les mauvais choix.

En se fondant sur des raisons qui se voulaient morales autant

que politiques, les États-Unis tournèrent de plus en plus clairement le dos au turbulent régime de Khartoum, qu'ils trouvaient toujours aussi insupportablement retors et pour finir malfaisant, et le condamnèrent pratiquement à l'oubli. L'aide américaine fut supprimée aussitôt après le coup d'État du FNI. Mais Tourabi multiplia les tentatives, en déployant toute son habileté, pour paraître désireux de s'amender et de composer avec Washington, sans convaincre pour autant. Plus il essayait, plus il devenait suspect ainsi que le FNI, jusqu'à ce que Washington, finalement, décide de l'isoler, de le déstabiliser et de carrément renverser le régime en aidant ses voisins hostiles.

Il y avait de l'orgueil dans cette attitude dédaigneuse de la superpuissance. L'administration Clinton eut plus d'une fois à souffrir de la malchance, du mauvais choix du moment et d'une politique discutable. Les autorités américaines, par exemple, forcèrent Khartoum à expulser Ben Laden au mois de mai 1996, mais ne surent pas répondre aux tentatives du FNI pour que cette expulsion soit l'occasion d'améliorer les relations bilatérales et de recueillir des informations sur lui et d'autres islamistes. Les États-Unis, à cette époque, ne savaient pas grand-chose des activités de Ben Laden au Soudan. Mais dès 1994, la France en savait beaucoup plus grâce à l'accord au sujet de Carlos. La CIA avait établi l'année précédente une antenne Ben Laden virtuelle basée à Washington, et cherchait essentiellement à remonter la piste des aides financières qu'il apportait à d'autres extrémistes musulmans. Ce ne fut guère plus qu'une innovation administrative, une manière indirecte de reconnaître que les activités transnationales de Ben Laden étaient partout et nulle part.

En grande partie grâce à sa présence, Washington continua à lancer des accusations contre le Soudan et ses relations avec des gens considérés comme des terroristes. Nombre d'entre eux étaient des Égyptiens proches de Ben Laden qui profitaient de sa fortune pour se livrer à des trafics d'armes à partir du Soudan et fomentèrent des opérations terroristes sensationnelles, souvent sanglantes, mais qui finirent par se retourner contre eux et contre les autorités du Caire. La contre-attaque réussie de l'administration Clinton fut largement motivée par un attentat qui faillit coûter la vie, en juin 1995, au président égyptien Hosni Moubarak au moment où il quittait l'aéroport d'Addis-

Abeba pour se rendre à un sommet de l'Organisation de l'unité africaine en Éthiopie. Si on avait jusque-là toléré, difficilement, le terrorisme urbain en Égypte, on ne pouvait laisser sans réponse cette tentative d'assassinat de l'un des principaux alliés des États-Unis en visite officielle à l'étranger. Washington, Le Caire et les autres capitales acquirent la certitude que des agents du FNI avaient pris part à l'opération en infiltrant le commando de terroristes égyptiens à Addis-Abeba, puis en facilitant la fuite des trois survivants.

Le président Bachir se déclara horrifié. Tourabi aussi, mais, d'après les diplomates, avec moins de conviction. Cette tentative ratée poussa Khartoum à repenser ses relations avec les islamistes radicaux et en tout cas à les écarter des postes de responsabilité. L'ancien combattant et membre du FNI Nafie Ali Nafie dut quitter la direction du Renseignement extérieur, le principal service d'espionnage soudanais, en signe de contrition pour la participation de ses hommes à l'attentat contre Moubarak. Mais le FNI restant le FNI, il fut rapidement nommé à un autre poste important. Ce n'était pas fait pour rassurer Washington.

Il apparut très vite, pourtant, que Khartoum entendait faire de Ben Laden une monnaie d'échange pour regagner les bonnes grâces des États-Unis. La chose devint évidente quand l'épineuse question du terrorisme et des islamistes radicaux vint sur le tapis. C'était lors d'un dîner d'adieu offert par le ministre des Affaires étrangères Ali Osman Mohammed Taha à l'ambassadeur américain Timothy M. Carney le 6 février 1996. L'ambassadeur partait le lendemain, à contre-cœur, sur ordre de son gouvernement qui, craignant pour leur sécurité, avait décidé de rapatrier tous les Américains en poste à Khartoum. Carney exposa de manière assez détaillée ce que Washington attendait du Soudan. Taha l'écouta attentivement et ne fit pas la moindre objection. Cette discussion le convainquit qu'il était possible de s'entendre pour améliorer les relations entre les deux pays. Les Soudanais ne perdirent pas de temps. Dès le mois suivant, le général Elfatih Erwa, ministre d'État chargé de la Défense, haut responsable du renseignement, membre de la direction du FNI et connu comme un homme à poigne, arrivait à Washington pour négocier avec des responsables de la CIA[9]. Les discussions se poursuivirent pendant trois mois[10].

D'un point de vue tactique, Khartoum avait plusieurs longueurs d'avance sur Washington. Le lâchage de Ben Laden provoqua de vifs débats au sein du FNI, mais Tourabi l'emporta. Il expliqua que cette expulsion devait permettre au Soudan, pratiquement sans bourse délier, d'échapper à son statut de paria au sein de la communauté internationale. Le Département d'État avait inscrit le Soudan en 1993 sur la liste des États qui soutenaient le terrorisme, avec l'Iran, l'Irak, la Libye, la Syrie, Cuba et la Corée du Nord. Un vieux diplomate du Moyen-Orient m'avait dit un jour : « Il est difficile d'entrer dans cette liste, et encore plus difficile d'en sortir. » L'entrée du Soudan avait été provoquée par un rapport fantaisiste des services de renseignement annonçant un attentat à la bombe lors d'une fête organisée pour les personnels de l'ambassade, ou contre le bus qui transportait les écoliers américains. En conséquence, on avait décidé de rapatrier les personnels et leurs familles. Devant la menace de sanctions des Nations unies, Khartoum avait tout intérêt à balayer devant sa porte. Le régime comprenait qu'à protéger Ben Laden et ses combattants du djihad, il risquait sa propre survie. Carney, voyant que Tourabi était en train de perdre tout ascendant sur la direction du FNI, poussait Washington à accentuer les efforts pour saper son autorité [11].

Après avoir décidé l'expulsion de Ben Laden, les Soudanais mirent un grand soin à rédiger leur réponse. Il fallait que les Américains prennent Khartoum au sérieux. Tourabi s'était déjà montré capable de gérer un hôte embarrassant. En 1994, il avait passé un accord avec les Français pour capturer Carlos, dit le Chacal, célèbre terroriste des années 70-80 qui avait pour son malheur échoué à Khartoum à la fin de la guerre froide. En proposant, en cet hiver 1996, de livrer Ben Laden aux États-Unis ou, de préférence, à l'Arabie Saoudite, les Soudanais pensaient à juste titre qu'aucun de ces deux pays ne pourrait accepter l'offre [12].

L'administration américaine manquait tout simplement de preuves suffisantes pour justifier l'arrestation de Ben Laden à l'étranger et son transfert aux États-Unis. Washington n'était pas en mesure de démontrer devant un tribunal qu'il s'était rendu coupable de crimes envers des citoyens américains ou des intérêts américains [13]. Les charges que les États-Unis pouvaient produire à son encontre relevaient du ouï-dire ou provenaient des

rapports des services de renseignement. Ce n'étaient que des bribes d'informations recueillies par les satellites espions et les dispositifs d'écoute électronique, et non des preuves factuelles fournies par des agents infiltrés. Et comme c'était presque toujours le cas, Washington, de crainte de se compromettre, répugnait à partager les renseignements qui lui auraient permis de convaincre ses alliés, surtout les plus sceptiques[14].

La campagne contre Ben Laden et le terrorisme en était à ses débuts. Les États-Unis restaient attachés au respect scrupuleux de la légalité. Hormis ce que disait de Ben Laden un agent double des plus douteux du nom d'Ali A. Mohamed, Égyptien naturalisé américain et ex-soldat des Forces spéciales qui avait travaillé pour le FBI et pour Al-Qaida[15], le peu qu'en savait le microcosme washingtonien provenait des agents de renseignement marocains[16]. Les Marocains avaient leurs propres raisons de contenter les Américains et surveillaient de près leurs islamistes, qui n'étaient pas très nombreux.

C'est ainsi qu'au printemps 1996, les négociations pour une livraison de Ben Laden aux États-Unis échouèrent. Les États-Unis se contentaient de le voir quitter le Soudan. Dans la mesure où on le considérait avant tout comme dangereux en raison de ses largesses financières, on désirait limiter son influence en l'éloignant de ses investissements soudanais, dont on pensait qu'ils étaient sa principale source de revenus. L'administration savait qu'il n'y avait que très peu de pays prêts à l'accueillir, et ne se souciait pas de l'endroit où il atterrirait – du moment que ce n'était pas en Somalie. On pouvait comprendre cette dernière condition, après la participation des États-Unis à l'opération de sauvetage humanitaire de l'ONU qui s'était soldée par un fiasco pour le prestige américain (bien qu'elle ait atteint son objectif, qui était de mettre fin à la famine).

Washington était encore sous le coup de l'humiliation subie par son armée à Mogadiscio en 1993. Les rudes combattants de rue emmenés par le chef de guerre somalien Mohamed Farah Aïdid avaient abattu deux hélicoptères des Rangers, tué leurs équipages et traîné le corps d'un pilote à travers les rues de la capitale. Washington avait rapatrié ses soldats. Ben Laden eut beau se flatter en prétendant que des agents d'Al-Qaida avaient participé à cette action, aucune preuve tangible ne vint confir-

mer ses dires. La méthode consistant à abattre des hélicoptères en tirant dans leur rotor datait de la guerre du Vietnam [17].

En fait, Aïdid était viscéralement anti-islamiste. Ses hommes forcèrent Mohammed Atef, un vieil agent d'Al-Qaida envoyé par Ben Laden en reconnaissance à Mogadiscio, à s'enfuir pour sauver sa peau à bord d'un Cessna qui servait le reste du temps à transporter du qat, produit légèrement excitant très prisé dans la région [18]. L'humiliation infligée à son lieutenant en mission à Mogadiscio n'empêcha pas Ben Laden de revendiquer en partie le mérite de la retraite américaine de la capitale somalienne – et d'une autre, aussi peu glorieuse, de Beyrouth en 1984 – pour dépeindre les soldats américains comme des tigres de papier. En réalité, le FNI et Ben Laden redoutaient que les Américains n'utilisent des opérations humanitaires comme couverture, une première étape pour renverser le régime de Khartoum. Ils semblent s'être mis d'accord pour saboter l'opération humanitaire des Nations unies par crainte d'un tel scénario. Il suffisait pourtant de connaître un tant soit peu les Somaliens pour savoir qu'ils n'avaient besoin de leçons de personne en matière de guérilla. Smith Hempstone, l'ambassadeur américain au Kenya, fort de son expérience de journaliste en Afrique bien des années auparavant, désapprouvait la participation de l'armée américaine à une opération humanitaire de l'ONU, et le fit savoir. « Si vous avez aimé Beyrouth, prévint-il, vous adorerez Mogadiscio ! »

Les Saoudiens, quant à eux, étaient inquiets, et certainement irrités par les tirades enflammées de Ben Laden contre la monarchie. Mais les Soudanais présumaient, à juste titre, qu'ils ne voulaient surtout rien avoir à faire avec un Ben Laden enchaîné, bâillonné, et coiffé de la couronne du martyr [19]. Autre chose eût été de le leur livrer mort, exécuté par un étranger à l'Arabie Saoudite clairement identifié. Les Saoudiens étaient furieux contre les Soudanais qui leur demandaient d'accepter le retour de Ben Laden tout en lui garantissant l'impunité. L'Arabie Saoudite n'était pas d'humeur à pardonner les offenses. Les princes saoudiens usèrent de leur tactique habituelle. Des membres de la famille Ben Laden se mirent à traverser la mer Rouge en un cortège pratiquement ininterrompu pour proposer à Oussama de débloquer ses avoirs et de le rétablir dans sa citoyenneté s'il renonçait à ses critiques contre la famille

royale. Il opposa à tous la même fin de non-recevoir, en ajoutant parfois qu'il regrettait les ennuis qu'il causait au consortium familial, traditionnellement proche de la famille régnante. Les Soudanais savaient aussi que les dirigeants saoudiens n'avaient que mépris pour le FNI et se montraient délibérément insultants en faisant transiter leur proposition par les Américains[20].

Ben Laden fut furieux qu'on l'expulse, d'autant qu'on l'en avait prévenu très peu de temps à l'avance. Il traita de voleur, à peu de chose près, ce Tourabi qui le forçait à abandonner pratiquement du jour au lendemain ses principales entreprises au Soudan[21]. Tourabi ne perdit pas de temps pour confisquer ses biens et le traita d'imbécile. « Tout ce que Ben Laden a trouvé à dire, c'était "Djihad, djihad, djihad" », me confia-t-il, comme pour dire que son hôte n'était qu'un rustre, incapable de débattre des subtilités de l'islam[22]. La remarque désobligeante de Tourabi cachait une vision exaltée de lui-même, génie réformateur et modernisateur de la foi. Les conceptions salafistes étriquées de Ben Laden, qui, par exemple, regardait avec horreur et méfiance le rôle joué par les femmes dans le FNI, n'étaient pas pour lui. Et en dénigrant Ben Laden il s'efforçait, bien entendu, de faire oublier les louanges qu'il lui avait tressées avec tant d'enthousiasme.

L'une de mes connaissances au Soudan m'a confié que « Tourabi avait besoin d'argent et ne demandait pas mieux que de trouver Ben Laden assommant ». Celui-ci parti, il avait d'excellentes raisons de l'enterrer politiquement en le faisant passer pour un religieux débile, car c'était un moyen d'atténuer le rôle initialement joué par le FNI en ayant recours à la violence islamique pour asseoir son influence à l'intérieur comme au-delà des frontières du pays. Dans les mois qui suivirent son expulsion, Ben Laden tenta vainement de se faire rembourser par les Soudanais. Les Américains étaient enchantés de le frapper au portefeuille, dans la mesure où ils craignaient avant tout ses opérations financières[23]. Ben Laden se plaignit à cette époque d'avoir perdu 100 millions de dollars.

On jugea cette somme exagérée, même si on lui devait, pour les importants travaux de construction de 70 kilomètres de route entre Khartoum et Shendi, des millions de dollars qu'on ne lui paierait jamais. Il possédait surtout d'importantes quantités de matériel qui avaient servi à creuser des tunnels et à

construire des fortifications en Afghanistan avant d'être expédiées au Soudan par voie maritime et ne valaient plus rien. Ses autres biens immobiliers était des entreprises travaillant à perte – une tannerie, par exemple – que le FNI lui avait cédée quand il s'était trouvé incapable de payer la construction de la route. Le 18 mai, quand Ben Laden, furieux, quitta Khartoum à bord d'un Boeing 727 spécialement affrété par la compagnie afghane Ariana Airlines avec son entourage et les membres de sa famille, pour son troisième et peut-être ultime séjour en Afghanistan, les stratèges de l'administration Clinton se frottèrent les mains. Ils avaient le sentiment d'avoir réglé au mieux le problème du moment.

Ben Laden repartait au diable vauvert, plus précisément dans la ville assiégée de Jalalabad à l'est de l'Afghanistan. À Washington, on était persuadé d'avoir neutralisé le danger qui menaçait l'Égypte, l'Arabie Saoudite et les pays alliés de la Corne de l'Afrique, et d'avoir affaibli le FNI tout en coupant Ben Laden de ses investissements, de ses entreprises et de ses camps d'entraînement au Soudan. Steven Simon, alors membre du Conseil national de sécurité, résuma la situation en expliquant que Ben Laden n'était pas près de se refaire, qu'il était bloqué et que c'était du temps de gagné[21]. En fait, l'administration choisit la solution qu'adopte le *muktar* dans mon conte syrien préféré : il jette un cadavre encombrant dans l'Euphrate et se débarrasse du problème aux dépens du village situé immédiatement en aval. Un tel calcul trahissait une surprenante ignorance de ce qu'avait entrepris Ben Laden. On devait constater très vite qu'il revenait à prendre ses désirs pour des réalités.

À peine Ben Laden était-il de retour, en sécurité et à peu près hors d'atteinte au pays de ses exploits passés, que la chance sourit aux États-Unis. Un transfuge d'Al-Qaida se réfugia à l'ambassade américaine d'un pays voisin et, après l'avoir longuement interrogé, on en sut beaucoup plus sur Ben Laden et ses activités au Soudan – au point, d'ailleurs, de se demander si on avait bien fait de l'obliger à quitter Khartoum. Son expulsion brutale n'avait fait que précipiter la formation d'une masse critique de colère et de volonté de destruction qui allait changer le monde comme personne, pas même ses dévoués combattants du djihad,

ne pouvait l'imaginer alors. Ben Laden ne reviendrait pas en arrière. Il allait franchir un nouveau palier en passant d'une guerre de mots contre l'Arabie Saoudite et les États-Unis à la préparation d'opérations violentes et à l'exécution de ses premiers attentats terroristes caractérisés.

Pendant les années qui suivirent, Tourabi répéta à l'envi qu'il n'avait cessé de dire aux Américains – et en particulier aux autorités qui, après la tentative d'assassinat de Moubarak en 1995, demandaient pour la première fois le départ de Ben Laden – qu'ils avaient intérêt à le laisser au Soudan, où il le maintenait sous une surveillance constante. C'était une façon de se faire valoir et de détourner l'attention de la lune de miel d'antan avec la CIA, mais Tourabi voyait juste en disant que Ben Laden serait potentiellement plus dangereux dans sa forteresse afghane. En le forçant à quitter Khartoum, l'administration Clinton le laissait à nouveau libre de ses actes et de ses mouvements.

En dépit des rodomontades auxquelles se livrèrent après le 11 septembre des membres de l'administration Clinton et de l'administration Bush en prétendant, chacun de leur côté, qu'ils tenaient Al-Qaida, les services de renseignement américains n'ont jamais su réellement où se trouvait Ben Laden après 1996 (et ils disposaient de très peu d'informations sur lui avant). Les États-Unis n'ont jamais été en mesure de l'arrêter, sinon par la guerre. Il était en sécurité avec les talibans, et les Américains ont dû faire appel à leurs supposés alliés pakistanais pour qu'ils persuadent leurs amis afghans de le leur livrer. Mais le jeu était piégé, dans la mesure où les Pakistanais avaient longtemps choyé le régime des talibans pour réaliser leur rêve de faire de l'Afghanistan une « zone de repli stratégique » entre leur pays et l'Inde. Ben Laden a ainsi pu profiter pendant cinq ans de l'impuissance des Américains pour former des milliers de combattants du djihad dans divers camps d'entraînement en Afghanistan. Nombre d'entre eux ont fini en chair à canon dans la brigade OSS de volontaires afghans non musulmans d'Al-Qaida ; une petite partie a été formée aux méthodes du terrorisme et dispersée à travers la planète.

Il y avait ainsi, une fois encore, un grain de vérité dans les mises en garde de Tourabi à propos de l'expulsion de Ben Laden. Mais l'informateur surprise des Américains confirma aussi leurs pires soupçons concernant le FNI et Tourabi lui-

même. De fait, c'était avant tout parce qu'ils se méfiaient de celui-ci que les Américains n'avaient pas écouté ses conseils. L'informateur en question, ancien étudiant aux États-Unis, d'après ses dires, était un Soudanais qui s'était battu en Afghanistan, un engagé volontaire dans les brigades d'Al-Qaida, et de son propre aveu escroc et informateur occasionnel du FNI. Jamal Ahmed Mohamed al-Fadl était en cavale. Il avait, confessa-t-il, détourné aux dépens d'Al-Qaida 110 000 dollars qu'il ne pouvait ni ne voulait rembourser à l'organisation, comme l'exigeait Ben Laden. Il était au bout du rouleau quand, au début de l'année 1996, il franchit le seuil de l'ambassade américaine en Érythrée et trouva enfin quelqu'un pour prêter une oreille attentive à son histoire après l'avoir colportée à travers la moitié du Moyen-Orient.

Comme on peut le comprendre, les professionnels du renseignement américains, mus par une méfiance légitime, allaient mettre plusieurs mois, d'abord en Érythrée, puis en Europe, pour vérifier la crédibilité de cet informateur tombé du ciel. C'est alors seulement qu'on le transféra, sous protection, aux États-Unis, où il ne cessa de harceler ses anges gardiens du FBI pour satisfaire un insatiable appétit de vidéos pornographiques. Grâce, semble-t-il, aux informations recueillies lors de ses débriefings, un jury fédéral fut convoqué dans le District Sud de New York en 1996. Les comptes rendus d'audience mentionnèrent pour la première fois le nom de Ben Laden avec un témoignage de première main sur l'organisation Al-Qaida par quelqu'un qui la connaissait de l'intérieur, et sur son chef[25]. Mais il fallut attendre le 10 juin 1998 pour qu'un jury d'accusation prononce une inculpation en bonne et due forme. À ce moment, bien sûr, Ben Laden se trouvait déjà hors d'atteinte en Afghanistan où il était retourné depuis deux ans.

Quand les responsables des services de renseignement américains et soudanais entamèrent des discussions, qui allaient durer trois mois, sur le sort de Ben Laden, ils envisageaient son départ du Soudan comme la première étape d'un processus destiné à améliorer les relations entre Khartoum et Washington. L'ambassadeur Carney estimait que l'expulsion de Ben Laden permettrait de faire pression sur le FNI pour combattre l'influence de Tourabi. En juillet 1996, pour faire un geste, les Soudanais autorisèrent Carney et un officier venu de Washington à visiter, avec

une caméra vidéo, un camp militaire que les Américains soupçonnaient de servir à l'entraînement d'islamistes radicaux. Carney, comme on pouvait s'y attendre, n'y découvrit rien de très probant, et d'autres diplomates occidentaux estimèrent que ce camp servait à la formation des jeunes Soudanais que Tourabi enrôlait de force dans les troupes de la milice populaire pour la guerre civile qui se poursuivait au sud. De toute évidence, le FNI avait eu le temps de faire en sorte qu'il n'y ait aucun volontaire dans les parages (et beaucoup d'anciens combattants d'Afghanistan, mais pas tous, avaient suivi Ben Laden à Jalalabad). En ce mois d'octobre, à la grande déception de Carney, Washington avait choisi de laisser traîner les choses et rata l'occasion.

Une telle décision semblait bizarre puisque l'administration Clinton s'était rendu compte cette année-là que le fort ressentiment accumulé contre le Soudan était fondé pour l'essentiel sur de faux renseignements. Une source malintentionnée avait convaincu Washington que des agents à la solde des Soudanais avaient pour mission d'assassiner Anthony Lake, conseiller spécial pour la sécurité, qui n'avait pas ménagé ses critiques à l'encontre du FNI. Pendant plusieurs semaines, vers la fin de l'année 1995, Lake avait été contraint de se déplacer dans un véhicule blindé et d'abandonner son domicile pour Blair House, une résidence d'hôte plus facile à surveiller, face à la Maison Blanche. Une centaine, au moins, de rapports des services de renseignement, inspirés par une autre source tout aussi mensongère, avaient été démentis à la fin de cette même année et dans les premiers mois de l'année suivante. Aucune révision de la politique à l'égard du Soudan n'avait été entreprise à cette occasion. Les bureaucrates de Washington, égarés par des informations fantaisistes, n'avaient pas jugé bon de réexaminer leur stratégie. Contrairement à d'autres nations de moindre importance, les États-Unis ne se sentaient pas obligés de réfléchir à leurs erreurs, et moins encore de les corriger. Il en allait ainsi des prérogatives d'une superpuissance aux prises avec des fauteurs de troubles de seconde zone.

Les craintes apparemment tenaces que nourrissait l'administration à l'égard du FNI semblaient pourtant disproportionnées, surtout depuis que les négociations à propos de Ben Laden étaient interprétées comme le premier signe d'une perte d'in-

fluence de Tourabi, et que ses plus proches collaborateurs mettaient en cause son comportement agressif. Il y avait quelque chose d'un peu déconcertant à voir une superpuissance comme les États-Unis se faire peur à elle-même en faisant monter les enchères sur la base de fausses informations. Paul Quaglia, chef d'antenne de la CIA, avait incité les Américains à évacuer le Soudan en décembre 1995 et obligé les diplomates, moins impressionnables, dont beaucoup étaient des femmes, à en faire autant en février de l'année suivante[26].

L'ambassade de Khartoum fut techniquement « suspendue », autrement dit elle resta ouverte et gérée par son personnel soudanais. Carney n'était que l'un des cinq diplomates américains en poste quand il décolla de la base de Nairobi, à 1 600 kilomètres au sud, pour une session de travail de dix à quinze jours. Avec un petit nombre de diplomates de carrière, dont quelques-uns avaient une longue expérience de l'Afrique noire et du monde musulman, il fit le siège des responsables à Washington, expliquant que l'engagement et l'exercice patient de la diplomatie constituaient le seul moyen d'infléchir une politique soudanaise jugée détestable à Washington. Mais Carney et ceux qui partageaient ses vues ne parvinrent pas à se faire entendre. Le Conseil national de sécurité et le Département d'État l'emportèrent sur le peu influent bureau des Affaires africaines, qui était théoriquement responsable du Soudan à majorité musulmane et dirigé, en la personne de George Moose, par un secrétaire d'État adjoint peu enclin à la confrontation. On ferma donc la porte à toute coopération un tant soit peu significative entre les deux pays, jusqu'aux attentats d'Al-Qaida contre New York et Washington cinq années plus tard. Dans l'intervalle, Tourabi continua à protester de sa volonté de restaurer ses relations avec Washington et de ses nombreuses tentatives pour y parvenir, mais en vain.

L'ostracisme de l'administration à l'égard de Khartoum ne tarda pas à se traduire par une opposition active sous forme d'aide militaire « non agressive » accordée aux ennemis du FNI dans la région et destinée à contrecarrer, isoler et si possible renverser le régime. Cette politique n'était pas exempte de considérations politiciennes américano-américaines. Depuis l'automne 1997, le bureau des Affaires africaines était dirigé par Susan Rice, une énergique Afro-Américaine d'une trentaine

d'années dotée de solides relations. Ancienne camarade de classe des trois filles de Madeleine Albright à la National Cathedral School de Washington, elle était devenue une amie intime de la famille Albright et une sorte de filleule officieuse de la secrétaire d'État.

Spécialiste de l'Afrique, Susan Rice avait travaillé auparavant pour le Conseil national de sécurité. En dépit de ses diplômes universitaires et de ses relations, elle n'avait aucune expérience de terrain dans le domaine de la diplomatie en Afrique et n'y avait jamais exercé de responsabilités. Mais elle avait des amis influents au Conseil national de sécurité. Elle était la protégée de Samuel R. Berger, qui avait remplacé Lake comme conseiller national pour la sécurité, et de Richard Clarke, coordinateur de l'antiterrorisme. Clarke était rompu aux affrontements bureaucratiques après avoir occupé des postes de premier plan auprès de Reagan, de Clinton et au sein des deux administrations Bush. « Elle était très jeune, assez superficielle, et ne savait strictement rien du Soudan », se rappelle l'un de ses anciens collaborateurs. « Elle se contentait le plus souvent de répéter ce qu'elle avait appris de Dick Clarke et de Berger, et ils ne sont jamais revenus sur les impressions toutes personnelles qu'ils avaient gardées de la période vraiment noire du FNI au début des années 1990[27]. »

Sous la direction de Susan Rice, le bureau des Affaires africaines bannit les dirigeants du régime de Khartoum comme de fieffés menteurs sans espoir de rédemption, coupables de terrorisme et de graves exactions à l'encontre des chrétiens et des animistes du Sud. Cette vision du FNI était loin d'être fausse, mais on pouvait penser qu'il revenait au plus fort de faire le premier pas. Carney et les autres partisans du dialogue estimaient que la diplomatie était justement faite pour gérer des situations délicates, surtout quand elle avait derrière elle la force de frappe de Washington. On avait su, en maniant les carottes et le bâton de la diplomatie, amener d'autres régimes tout aussi déplaisants à se plier aux règles de la politesse. Mais le bureau des Affaires africaines était las de tant de promesses non tenues par les Soudanais. Il n'avait jamais été facile de se fier aux chefs du FNI, c'était le moins qu'on pouvait dire.

Tourabi et ses sous-fifres avaient réduit au silence une société civile qu'on avait connue pleine de vitalité. Khartoum bruissait, notamment après l'arrivée au pouvoir du FNI, de récits de tor-

ture, d'intimidation et de disparitions dans les nombreuses « maisons hantées » situées autour de la capitale. La deuxième guerre civile soudanaise dans le Sud, commencée en 1983, avait englouti deux millions de vies avant et depuis le coup d'État du FNI. Susan Rice ne fut pas longue à se rapprocher d'une coalition hétéroclite et puissante allant des chrétiens évangélistes de droite aux groupes féministes et aux militants anti-esclavagistes qui soutenaient le Black Caucus au Congrès. Tous avaient en commun une profonde aversion pour le FNI. Le bureau des Affaires africaines se fit rapidement le pourvoyeur d'une aide militaire « non agressive » aux ennemis de Khartoum en Érythrée, en Éthiopie et en Ouganda, sans oublier les forces d'opposition du sud du pays[28].

À Washington, le Soudan était isolé, carrément effacé de la carte. Khartoum, pourtant, en apparence, poursuivit ses tentatives pour rentrer dans les bonnes grâces des États-Unis. C'était en tout cas ce que prétendaient ses dirigeants. Le FNI promettait sans cesse de fournir des renseignements sur Ben Laden et ses investissements au Soudan, sur les centaines de membres d'Al-Qaida qui y avaient séjourné avec lui, et sur les allées et venues de tous les islamistes radicaux qui s'étaient basés à Khartoum pour lancer des opérations au-delà des frontières. Le renseignement était depuis toujours la monnaie d'échange des faibles face aux puissants, la carte à abattre pour se faire accepter à la table de jeu.

En 1997, les Soudanais se déclaraient en possession d'un dossier complet avec des photographies et des informations détaillées pratiquement introuvables ailleurs. Vrai ou faux, on ne fit rien pour le vérifier. Les Soudanais ne trouvèrent pas preneur pour leur dossier dans l'administration Clinton jusqu'en 2000. C'est seulement alors que le FBI et la CIA reprirent leurs opérations à Khartoum avec des moyens modestes, en enquêtant sur les activités de Ben Laden, d'Al-Qaida et des autres islamistes radicaux pendant la première moitié des années 90. Et c'est seulement après le 11 septembre que Washington se décida à prendre au sérieux l'offre de renseignement des Soudanais. Et que les Soudanais, craignant pour l'existence même de leur régime, entamèrent une véritable coopération, allant jusqu'à annoncer la capture d'une bonne trentaine de combattants du djihad assez malchanceux ou stupides pour être restés à Khar-

toum. Avec un tel retard, les fiches de renseignement qui auraient pu en leur temps s'avérer utiles avaient sans doute perdu beaucoup de leur intérêt. Le renseignement est par nature une denrée périssable. Comment savoir si Khartoum n'avait pas délibérément écarté de ces dossiers les éléments les plus probants avant de les proposer aux Américains, ou si, comme les Soudanais s'entendaient si bien à le faire, ils ne les avaient pas truffés d'informations fantaisistes pour rendre leur déchiffrage quasiment impossible ?

Depuis qu'il avait été désavoué en 1996, Carney se désolait devant les échecs répétés de Washington à mesurer les enjeux. De nombreuses tentatives pour renouer le contact eurent lieu au fil des années. Mansoor Ijaz, un homme d'affaires américain d'origine pakistanaise proche de la Maison Blanche en raison de ses généreuses donations au parti démocrate, multiplia les séjours à Khartoum entre 1997 et 1998, mais la Maison Blanche ne soutint pas ses efforts pour rétablir le dialogue entre le Soudan et les États-Unis[29]. On citera, entre autres initiatives, l'invitation adressée en janvier 1998 par les responsables soudanais du renseignement à David Williams, directeur du bureau Afrique et Moyen-Orient du FBI, pour qu'il vienne en visite à Khartoum, ou fixe un autre lieu de rencontre afin de discuter d'une éventuelle collaboration. Williams répondit cinq mois plus tard : « Malheureusement, je ne suis pas actuellement en mesure d'accepter votre invitation. »

Carney n'a pas oublié le dîner de février 1996. Il reste persuadé qu'on a laissé passer ce soir-là l'occasion d'un nouveau départ. Et il sait à qui en attribuer la responsabilité : « Il n'y avait pas, du côté américain, la moindre volonté de renouer avec le Soudan, de créer le minimum de confiance qui aurait pu – et je pèse mes mots – nous ouvrir à temps l'accès à des documents clés du renseignement soudanais pour empêcher la série d'opérations lancées par Ben Laden contre des cibles américaines[30]. » Quand on sait le désastre qui suivit, on comprend que Carney ait exprimé son dépit en donnant du célèbre aphorisme « Pire qu'un crime, une faute », attribué à Talleyrand[31], une traduction toute personnelle : pire qu'un crime, une connerie.

Il y eut une éclaircie, mais elle fut de courte durée. En 1997, la seconde administration Clinton décida de renforcer le Dépar-

tement d'État dirigé par Madeleine Albright. Thomas Pickering fut nommé au poste de sous-secrétaire, troisième dans la hiérarchie. Pickering était un ancien ambassadeur auréolé d'un prestige considérable après avoir servi dans des pays importants, dont Israël et la Russie. Il examina la politique de l'administration vis-à-vis du Soudan, la trouva absurde et annonça que l'ambassade des États-Unis à Khartoum allait reprendre normalement ses activités avec du personnel en résidence et non plus soumis à une rotation permanente entre différents postes. Quelques jours plus tard, il subissait l'humiliation de voir sa décision annulée à cause des pressions exercées par Susan Rice, Clarke et Berger. Pickering avait sous-estimé le pouvoir de ses adversaires à la Maison Blanche, au Département d'État et au Congrès, où le lobby anti-FNI tenait le haut du pavé. « La Maison Blanche, le Congrès et la secrétaire d'État ne l'ont pas raté », remarqua un membre de l'administration, visiblement enchanté[32].

Les choses en restèrent là jusqu'à la mi-août 1998, quand les Soudanais furent convaincus que leur heure avait enfin sonné. Ils étaient certains d'avoir de quoi amener les Américains à discuter et même à rouvrir leur ambassade à Washington, ce qui restait un objectif prioritaire pour le FNI. Ils produisirent deux suspects dont les passeports pakistanais avaient attiré l'attention des services de l'immigration de l'aéroport de Khartoum à leur arrivée sur un vol en provenance de Nairobi le 4 août. Trois jours plus tard, 11 Américains et 238 Africains trouvaient la mort dans l'attentat à la bombe qui détruisit l'ambassade des États-Unis au Kenya, et dans un autre attentat au camion piégé et moins meurtrier contre l'ambassade américaine de Dar es-Salaam dans la Tanzanie voisine.

Dans les heures qui suivirent, les Soudanais, qui déclarèrent avoir suivi les deux suspects depuis l'aéroport de Khartoum, les arrêtèrent dans un petit hôtel du centre ville après avoir assisté à l'échec de leur tentative pour louer un appartement dont les fenêtres donnaient sur l'ambassade américaine. Les Soudanais qui les avaient interrogés déclarèrent que ces hommes avaient avoué leur participation à la préparation de l'attentat de Nairobi[33]. L'un des deux avoua qu'il avait séjourné dans ce que les Soudanais mentionnèrent comme le Top Hill Hotel de la capi-

tale kenyane, et qui était en fait l'Hilltop Hotel, où le commando d'Al-Qaida avait assemblé les éléments du camion piégé. (On lit cette trouvaille dans une lettre exposant la position du Soudan que Qutbi al-Mahdi, patron du renseignement soudanais, rédigea et fit porter en mains propres à Louis Freeh, le directeur du FBI, en janvier 1999.)

Avec ces deux suspects en prison, les Soudanais pensaient faire une offre que les Américains ne pouvaient pas refuser. La destruction des ambassades était, après tout, le sujet de préoccupation numéro un à Washington. Les Soudanais étaient même disposés à livrer les suspects à Nairobi, où Freeh et des centaines d'agents enquêtaient sur les attentats. Les Américains allaient certainement ravaler leur fierté et leur aversion à l'égard du FNI pour conclure le marché.

Le FNI avait tort, ou plutôt tort et raison à la fois.

Le fait que les Américains n'aient pas exigé d'interroger les deux hommes sur-le-champ est dû avant tout au chaos, à la panique et à l'arrogance qui caractérisèrent ces quinze jours, parmi les plus terribles qu'ait connus l'Amérique contemporaine. Les attentats à la bombe sur les ambassades africaines avaient déjà de quoi déstabiliser l'administration. Mais la reprise simultanée des tirs de missiles sur l'Afghanistan et sur Khartoum ordonnée par Clinton treize jours plus tard, le 20 août, et leurs conséquences involontaires, marquèrent le moment le plus difficile de sa présidence. Les missiles atteignirent leur but avec une précision scientifique, mais se révélèrent embarrassants pour l'administration. Ben Laden survécut à ces frappes, qui étaient destinées à le tuer dans un camp d'entraînement en Afghanistan. Et les missiles lancés contre le Soudan provoquèrent la fureur tandis que l'administration refusait, peut-être parce qu'elle en était incapable, de prouver qu'ils avaient pris pour cible une usine de produits pharmaceutiques étrangère à toute activité terroriste. La confusion qui s'ensuivit ne fit que renforcer l'image d'un chef d'État malchanceux et plus vulnérable que jamais. Après des mois de démentis catastrophiques, Clinton fut obligé d'avouer à sa plus grande honte, sous serment et devant les caméras de la télévision, qu'il avait menti au sujet de son batifolage à la Maison Blanche avec une jeune stagiaire du nom de Monica Lewinsky.

Le président était revenu en avion de Martha's Vineyard où

il passait ses vacances pour annoncer les tirs de missiles le jour où la jeune femme témoignait devant un grand jury. À la grande joie de ses détracteurs acharnés du parti républicain, la voie de la destitution était ouverte. Dans cette ambiance délétère, ses ennemis l'accusèrent d'avoir lancé les missiles pour détourner l'attention du scandale Monica. Ils le comparèrent à ce président qui, dans un film récent, déclenchait une guerre pour faire oublier ses ennuis domestiques[34].

Avec le recul, on a l'impression que cette brûlante affaire Lewinsky symbolisa la période d'auto-indulgence des années 90, quand la vie sexuelle d'un président venait émoustiller une nation soulagée – et un peu surprise – d'être sortie victorieuse, bien que proche de l'épuisement, des terribles affrontements d'un demi-siècle de guerre froide. Trois ans s'étaient à peine écoulés après les attentats contre des ambassades d'Afrique de l'Est quand les attentats d'Al-Qaida à New York et à Washington vinrent mettre fin à l'une des décennies les plus insouciantes de l'histoire de l'Amérique – les choses avaient commencé à se dégrader en Afrique de l'Est, et tout, ensuite, alla encore plus vite. Avec le recul, on est tenté de se dire que les États-Unis manquèrent occasion sur occasion et n'eurent finalement que ce qu'ils méritaient, autant par malchance que par arrogance.

Pourquoi, en août 1998, l'administration refusa-t-elle l'offre de coopération du Soudan ? Ce fut en partie, bien sûr, parce qu'elle n'avait ni yeux ni oreilles à Khartoum, parce que son ambassade était fermée. Il n'y avait aucun diplomate américain sur le terrain, aucun agent de renseignement pour repérer les suspects (ou juger de la nature controversée de l'usine de produits pharmaceutiques). L'absence d'une ambassade en activité se traduisait aussi par l'impossibilité d'échanger rapidement des informations par le canal diplomatique. Faut-il incriminer aussi l'arrogance quasi impériale des Américains, l'exaspération accumulée depuis des années, la méfiance légitime envers le régime soudanais ou la crainte de passer pour des imbéciles ? On peut reprocher tout cela à la politique de l'administration Clinton au Soudan. Mais on peut aussi répondre, plus charitablement, que des contacts avaient été pris pour accéder aux suspects, mais que le temps est passé trop vite, tout simplement. C'est peut-être la meilleure explication, même si elle est imparfaite, mais

néanmoins, dans cette hypothèse, de nombreuses questions demeurent.

Khartoum a abattu ses cartes comme elle le pouvait. Quels que soient les reproches qu'on fasse au gouvernement soudanais, il ne s'est jamais distingué par sa stupidité ni par sa persévérance. Écartés par le Département d'État et par la CIA, les Soudanais, toujours ingénieux, avaient tissé depuis 1997 des liens avec le FBI à son quartier général de Washington et à New York, où John P. O'Neill, le responsable de l'antiterrorisme, fonctionnait en électron libre. Une semaine environ après les attentats contre les ambassades, les Soudanais firent à peu près la même offre aux deux bureaux du FBI. L'approche de Washington était d'un flou alléchant, mais le fait qu'elle vienne de Qutbi al-Mahdi lui donnait tout son poids.

Le message fut transmis par Janet McElligott, qui avait travaillé auprès de Bush père à la Maison Blanche et dont le Soudan avait fait son intermédiaire à Washington. Elle se souvient d'avoir reçu un appel téléphonique de Qutbi, un responsable du FNI connu pour son calme, qui avait acquis la citoyenneté canadienne et avait enseigné un certain temps à l'Université du Massachusetts. Il lui déclara simplement que « le Soudan avait une information importante à communiquer », et que le FBI ferait bien d'envoyer au plus vite une équipe à Khartoum[35].

Les Soudanais ne fournirent que des détails insignifiants. La chance voulut que des avancées se produisent entre Nairobi et Dar es-Salaam, permettant à l'enquête du FBI de faire de réels progrès et d'établir la responsabilité d'Al-Qaida, de manière incontestable, quelques jours seulement après les attentats. Ces progrès rendirent peut-être moins alléchante l'offre de Khartoum. Les Soudanais ne s'aidaient pas eux-mêmes. La rétention d'information n'était pas leur moindre défaut et répondait aux habitudes de secret du FNI, surtout quand il s'agissait de rapporter de simples écoutes téléphoniques. Janet McElligott, appelant en toute hâte son contact au bureau du FBI en charge du Moyen-Orient après avoir téléphoné à Khartoum, lui fit part de sa certitude : le message des Soudanais concernait les ambassades. « Il faut vous y rendre sans délai », dit-elle, et, pour insister sur l'urgence, ajouta que c'était Qutbi en personne qui l'avait appelée. Ce nom fit tilt à l'oreille de son interlocuteur. « "Bon Dieu !" s'exclama l'agent, se souvient-elle, "C'est lui le numéro

un !" – Il ne m'appelle pas tous les jours », dit-elle encore à l'agent qui n'avait plus besoin d'être convaincu. Quelques jours plus tard, il l'appelait à son tour comme pour s'excuser : « Ils ne veulent pas qu'on y aille ! » Mais il avait réussi à se faufiler dans l'équipe envoyée à Nairobi avec l'intention de se démener, une fois là-bas, pour qu'on l'envoie à Khartoum interroger les deux suspects.

À New York, l'ancien agent des services de renseignement Elfatih Erwa, désormais ambassadeur du Soudan près les Nations unies et, à ce titre, plus haut représentant de son pays aux États-Unis, avait de meilleures informations. Il avait aussi mauvaise réputation auprès de l'administration : on n'avait pas oublié ni pardonné le rôle que lui prêtaient les autorités américaines dans le meurtre de sang-froid de plusieurs Soudanais employés de l'Agence internationale pour le développement dans la ville de Juba. Depuis le 14 août, et avec la bénédiction du président Bachir, Erwa était presque quotidiennement en contact avec les responsables de l'antiterrorisme au bureau du FBI à New York, au sujet des deux suspects. Mais son message ne parvint pas à O'Neill lui-même avant le 19 août.

O'Neill n'avait pas besoin qu'on l'encourage. Désireux d'obtenir le feu vert pour arrêter rapidement les deux suspects, il prit le soir même un avion pour Washington. Il se rendit directement auprès de son ami Richard Clarke au Conseil national de sécurité. « J'ai répondu à John que l'information qu'il m'apportait arrivait trop tard, se rappelait Clarke, quelques années plus tard. S'il était venu cinq jours plus tôt, peut-être... Mais je ne suis pas certain que ça aurait changé quoi que ce soit. Il ignorait ce qui était en train de se passer. Je lui ai dit : "Il faut en parler à l'Attorney General[39]." » Clarke estimait à ce moment que le point de non-retour était franchi.

Ce qu'il ne pouvait pas dire à O'Neill, c'était que l'administration Clinton s'apprêtait à lancer des représailles dès le lendemain, sous forme d'une attaque de missiles contre l'Afghanistan et le Soudan. Un tout petit nombre de hauts responsables civils et militaires en avait décidé ainsi, et on leur avait fait jurer le secret pour éviter des fuites. Les plans de l'opération étaient trop avancés pour qu'on y renonce. Le compte à rebours allait commencer. Face à tout cela, deux individus douteux soupçonnés d'appartenir à Al-Qaida ne pesaient pas lourd. On ne sait

pas clairement lequel des hauts responsables eut connaissance de leur existence avant la réponse de Clarke à O'Neill. Un homme que je connais depuis quarante ans et qui prit part à la décision m'a dit par la suite : « Autant que je m'en souvienne, je n'ai été informé de cette offre qu'après coup. » À vrai dire, on peut se demander si quelque chose ou quelqu'un – hormis le président lui-même – aurait pu, à ce stade, arrêter la main de l'administration[37].

À Washington, O'Neill rencontra le secrétaire d'État à la Justice Janet Reno, en pure perte. Il n'était pas homme à plier devant les obstacles. Il ressortit furieux de cette entrevue et rentra à New York les mains vides, sans en savoir plus. Il y eut un dernier contact entre Erwa et les collaborateurs de O'Neill le 19 août juste avant minuit[38]. Quelques heures plus tard, les missiles frappaient un camp d'entraînement d'Al-Qaida en Afghanistan et l'usine de produits pharmaceutiques Al-Shifa (qui signifie en arabe « guérir ») à Khartoum. Cette usine, selon Washington, était liée à Ben Laden et fabriquait une arme chimique du nom d'EMPTA, dont le seul usage connu était la production de l'agent VX, à la toxicité mortelle pour le système nerveux. Les frappes avaient été programmées en fonction d'un rapport exceptionnellement précis des services de renseignement, donnant l'heure à laquelle Ben Laden et ses principaux lieutenants devaient arriver, ce 20 août, au camp d'entraînement afghan.

On ne recevait pas tous les jours un renseignement d'une telle précision sur les incessantes déambulations de Ben Laden. « Nous savions aussi que le coup était risqué, devait reconnaître par la suite l'un des hauts responsables qui avaient approuvé les frappes. Il y avait eu d'autres tentatives, et l'occasion semblait la meilleure qui se soit présentée jusque-là[39]. » Ben Laden, pour des raisons de sécurité, ne restait jamais très longtemps au même endroit. Clarke m'a dit que le rapport était parvenu à la CIA une semaine avant les attentats en Afrique de l'Est, soit au moment où les Soudanais tentaient d'alerter le FBI sur les deux suspects. Et c'est apparemment sur la base de ce seul rapport qu'on décida de la date et de l'heure des tirs de représailles. On sait aujourd'hui que les informations qu'il contenait étaient erronées. Ben Laden ne se trouvait pas dans le camp d'entraîne-

ment au moment où les missiles s'y abattirent – si tant est qu'il s'y rendit ce jour-là[40].

Bien entendu, ni les Soudanais ni les agents du FBI avec lesquels ils discutaient à New York et à Washington ne savaient que le président et ses conseillers avaient décidé de lancer le 20 août cette attaque de représailles (même si le Département d'État s'était trahi dans les jours précédents en évacuant d'Islamabad les personnels non essentiels de l'ambassade et leurs familles). Erwa, Janet McElligott et O'Neill avaient fait tout leur possible et étaient parvenus à porter l'offre – sérieuse ou pas – des Soudanais à l'attention des plus hauts responsables politiques de l'administration. L'un de mes amis, prudent par nature et très engagé, à cette époque, dans la lutte antiterroriste au sein du Département d'État, m'a confirmé de manière indirecte que la démarche des Soudanais ne s'était pas perdue dans les méandres de la bureaucratie. « Il est exact, m'a-t-il dit, dans la langue neutre et maîtrisée des diplomates chevronnés, que les Soudanais avaient offert de livrer ces deux hommes au FBI, exact également que des discussions avaient lieu au niveau opérationnel sur la façon de les approcher, exact enfin que ces discussions ont été interrompues par l'attaque sur Al-Shifa. » Il n'a pas expliqué ce qu'il entendait par « niveau opérationnel ». C'était, à l'évidence, une façon de signifier qu'il ne fallait pas espérer de lui une explication plus détaillée.

Mais il confirmait le fait que les États-Unis avaient mis fin aux discussions. L'agent du FBI avec lequel Janet McElligott était en contact obéissait visiblement à un ordre de ses supérieurs le jour où il s'était plaint auprès d'elle, de manière quelque peu énigmatique : « Ils ne veulent pas qu'on y aille. Bon sang ! » Mais mon ami diplomate n'a pas voulu me répondre quand je lui ai demandé qui avait provoqué cette « interruption » des discussions. Un membre de l'administration Clinton travaillant à cette époque sur la politique soudanaise m'a déclaré que Clarke faisait partie des cinq hauts responsables qui avaient « pressé la détente[41] ». Et mon ami le diplomate a feint d'être surpris par l'intérêt que je portais à ce qui n'était pour lui « qu'une nouvelle tentative des Soudanais pour se faire valoir[42] ».

C'est un commentaire gratuit qui me semble de pure vanité. Notre entretien a eu lieu entre les attentats terroristes en Afrique de l'Est et ceux du 11 septembre à New York et à Washing-

ton. J'ai été choqué par ce ton condescendant, l'absence d'un minimum de curiosité qui aurait peut-être permis de s'apercevoir que, pour une fois, le Soudan jouait franc jeu. Les hommes soupçonnés d'être des cadres d'Al-Qaida ne couraient pas les rues à cette époque. S'il y avait un message à retenir des attentats en Afrique de l'Est, c'était que l'Amérique devait s'attendre à de nouveaux ennuis ; les États-Unis découvraient tout juste Al-Qaida et ils auraient été bien avisés d'explorer toute les pistes, même celles qui s'ouvraient du côté de ces Soudanais jugés indignes de confiance. Susan Rice, par exemple, proche de Clarke depuis qu'ils avaient travaillé ensemble au Conseil national de sécurité, et qui détestait le FNI, avait du mal à comprendre que son bureau des Affaires africaines ait été tenu à l'écart [13].

Si les deux suspects ne présentaient aucun intérêt, il n'aurait sans doute pas fallu longtemps pour montrer que les Soudanais étaient des falsificateurs retombés dans leurs anciens travers. Ils avaient, après tout, offert ces deux hommes sur un plateau. Outre leur volonté proclamée de rétablir des relations avec Washington, ils espéraient vraisemblablement que ce geste leur permettrait d'en finir très vite avec la tentation américaine de punir et déstabiliser le régime contrôlé par le FNI. Et pour prouver leur bonne foi, ils retinrent les deux suspects près de deux semaines après la destruction de l'usine Al-Shifa, dans l'espoir que Washington renoue le dialogue qu'Erwa et Janet McElligott avaient amorcé et auquel O'Neill s'était joint très brièvement. C'était habile de leur part, car ils montraient ainsi que le Soudan voulait toujours aussi sérieusement contribuer à l'enquête sur l'attentat contre les ambassades et reprendre le dialogue avec Washington.

Plus je pensais aux détails de l'opération de représailles américaines, plus je me posais de questions. J'en revenais toujours au refus obstiné de l'administration de coopérer avec Khartoum, et je me demandais quel intérêt il y avait à viser en même temps des cibles afghanes et soudanaises. Le moment du bombardement du camp afghan avait été imposé par les circonstances. Mais on ne pouvait pas en dire autant de l'opération Al-Shifa. N'aurait-il pas été prudent de différer l'attaque contre l'usine de produits pharmaceutiques au moins jusqu'à ce que Khartoum ait livré les deux suspects, ou renoncé à le faire ? Quelqu'un, au sein de la haute administration, craignait appa-

remment que les Soudanais, instruits par le bombardement du camp afghan, ne fassent disparaître les supposés échantillons de terre contenant de l'EMPTA. S'il s'avérait plus tard qu'il y avait bel et bien de l'EMPTA dans cette usine et que Ben Laden s'en était servi pour produire des armes chimiques, l'opinion, se disait-on en haut lieu, jugerait impardonnable de ne pas voir détruit Al-Shifa[44].

Mais si on pouvait mettre la main sur ces suspects et qu'ils fournissaient des informations utiles, pourquoi prendre la peine de frapper Khartoum alors que le régime avait de sa propre décision rétabli des relations avec Washington et était même tenté de pousser plus loin sa collaboration à propos de Ben Laden ? Trois ans plus tard, après le 11 septembre, le Soudan remit effectivement une petite montagne de documentation qui restait utile mais l'aurait été beaucoup plus si on avait pu y accéder en 1998[45]. Il était tentant de conclure que l'administration avait voulu avant toute chose montrer que l'unique superpuissance au monde pouvait répondre au défi d'Al-Qaida en lançant simultanément deux opérations contre deux pays. Mais qui, dans ce jeu de symétrie asymétrique, manipulait l'autre ?

Ce qui se passa après les bombardements du 20 août fut encore plus étrange. L'administration se trouva très vite dans un tel embarras que les Soudanais décidèrent de ne pas rendre immédiatement publique l'offre qu'ils avaient faite de lui livrer les deux suspects. En fait, sitôt l'usine Al-Shifa détruite, l'attaque des missiles se révéla catastrophique pour l'administration sur le plan des relations publiques. Khartoum s'empressa de déclarer que l'usine fabriquait bel et bien des médicaments, en particulier des produits vétérinaires, et non pas le redoutable EMPTA évoqué par les Américains pour justifier leur bombardement (*Newsday* avait débusqué un cadre d'Al-Shifa que ses vains efforts pour se cacher avaient rendu suspect). À l'appui de ses protestations d'innocence, le Soudan, qui se montrait ordinairement si avare de visas pour les journalistes étrangers, accueillait à bras ouverts tous ceux qui prenaient un avion pour Khartoum.

Le FNI se sentait le vent en poupe. Le gouvernement soudanais, sûr de lui, réclamait une enquête des États-Unis ou de l'ONU sur le bombardement. Le gouvernement américain n'eut

pas un mot d'excuse pour la mort du veilleur de nuit de l'usine, seule victime de l'opération. Un diplomate soudanais en poste aux Nations unies fit part de sa perplexité devant l'attitude ambiguë de l'administration : « En février dernier, vous bombardiez l'Irak parce qu'il refusait que les inspecteurs des Nations unies enquêtent sur son armement. Aujourd'hui nous demandons une inspection des Nations unies, et vous la refusez[46] ! »

Quarante-huit heures après l'attaque des missiles, l'administration commença à battre en retraite, non sans douleur, en revenant peu à peu sur ses précédentes déclarations. Mais son attitude sentait l'improvisation ; on vit se dérouler à travers ces reculs successifs un florilège d'erreurs et de dysfonctionnements des services de renseignement. Washington ne put ou ne voulut pas fournir la moindre preuve de la présence d'EMPTA sur le site de l'usine bombardée, arguant de sa crainte de compromettre ses agents de renseignement[47]. On déclara que la pluie avait effacé toute trace. À ce jour, les hauts responsables qui participèrent à la décision maintiennent qu'ils le firent en s'appuyant sur des informations exactes. C'est possible, mais il n'y en eut pas moins quelques signes inquiétants de travail bâclé. Les mêmes hauts responsables furent bien embarrassés quand il leur fallut reconnaître qu'ils ignoraient que l'usine avait, cinq mois auparavant, changé de propriétaire. Or l'homme qu'on tenait pour l'associé (et complice) de Ben Laden était le précédent propriétaire.

Mais cet ancien propriétaire s'éleva contre les assertions de Washington, en affirmant que Ben Laden n'avait jamais possédé une partie de l'usine, et qu'il n'existait aucun lien entre lui-même et Al-Qaida contrairement à ce qu'avait prétendu l'administration américaine. Puis le nouveau propriétaire d'Al-Shifa, un Soudanais du nom de Salah Idriss, qui avait fait fortune en travaillant pour la National Commercial Bank d'Arabie Saoudite et acquis au passage la nationalité saoudienne, embaucha une équipe de scientifiques occidentaux réunie par l'un des plus importants cabinets d'avocats de Washington, Akin Gump Strauss Hauer & Feld. En quelques mois, les hommes de science délivrèrent à l'usine son bulletin de santé. Ils n'avaient pas trouvé la moindre trace d'EMPTA et réfutaient point par point les accusations de l'administration américaine. Dans l'émission *Dateline* sur NBC, en 1999, deux responsables américains décla-

rèrent, sous couvert d'anonymat, que les échantillons de terre contaminés par de l'EMPTA n'avaient pas été prélevés sur le site, mais de l'autre côté de la rue. Milton Bearden, ancien directeur à la retraite du bureau de la CIA à Khartoum, qui avait gardé des liens avec le régime, s'étonna : il n'avait « jamais vu un simple échantillon de terre provoquer un acte de guerre à l'encontre d'une nation souveraine avec laquelle nous entretenions des relations diplomatiques ». Thomas Pickering expliqua l'ignorance dans laquelle s'était trouvée l'administration au sujet du changement de propriétaire de l'usine en déclarant : « Nous ne sommes peut-être pas omniscients[48]. »

Pour ne pas risquer de compromettre des sources de renseignement qu'elle persistait à considérer comme fiables en produisant des preuves devant la justice, l'administration restitua à contre-cœur, au mois de mai suivant, les 24 millions de dollars qu'elle avait saisis au mois d'août sur les comptes bancaires d'Idriss. Des récits des dissensions qui avaient éclaté avant les représailles à l'intérieur de la bureaucratie vinrent jeter le doute sur le bien-fondé de l'opération contre l'usine Al-Shifa. Deux autres cibles avaient été écartées parce qu'on les jugeait encore plus douteuses. On se rendit compte que les avis étaient loin, à l'époque, d'être unanimes. Les services de renseignement du Pentagone et du Département d'État avaient tout deux émis des doutes.

Tout comme, semblait-il, la CIA. Les critiques soulignaient les dangers bien connus de l'utilisation politique du renseignement. Mais les États-Unis ne reconnurent pas qu'ils s'étaient trompés et ne proposèrent pas le moindre dédommagement pour la destruction de l'usine. (Il se disait que la famille royale saoudienne, avec sa timidité coutumière, avait dissuadé Idriss d'attaquer le gouvernement américain en justice, et avait même offert de lui rembourser le prix de son usine détruite. Ce n'aurait pas été la première fois qu'elle aurait reculé de crainte de déplaire à Washington.)

Les Soudanais laissèrent Washington se débattre avec le problème tandis que la procédure de destitution suivait son cours. C'est seulement en janvier 1999 que Qutbi al-Mahdi adressa à Freeh une note manuscrite résumant la position de son pays. La note désignait les deux suspects comme Saïd Nizar Abbass, titulaire du passeport pakistanais B 5534540, et Saïd Iskander

Saïd Suleiman, passeport pakistanais E 061482. Les deux passeports portaient des tampons suspects des services d'immigration de Singapour, de Malaisie, de Tanzanie et du Kenya. « Notre intention était de les remettre au FBI », écrivait Mahdi, car « la plus grande partie » de l'interrogatoire préliminaire montrait qu'ils « pouvaient être intéressants » pour les États-Unis.

Sans réponse de Washington dans les jours qui précédèrent l'attaque contre Al-Shifa, les Soudanais ne s'étaient pas inquiétés tout de suite. Rien ne leur permettait de savoir, bien sûr, que les missiles de croisière devaient entrer en action le 20 août. Puis le bombardement eut lieu, plongeant le FNI dans la fureur et la crainte bien compréhensible de nouvelles attaques. Mais les Soudanais ne restèrent pas inertes. Ils laissèrent la porte ouverte. Qutbi indiquait dans sa note que le Soudan avait retenu les deux hommes pendant douze jours après le bombardement de l'usine, en espérant que Washington réagirait promptement.

Il n'en fut rien. Outre son antipathie pour le régime du FNI, l'administration ramait pour faire passer son opération bâclée contre le Soudan auprès d'une opinion américaine peu disposée à s'en laisser conter. Accepter l'offre soudanaise après le bombardement risquait d'obliger Washington à dire pourquoi on ne l'avait pas acceptée avant, ce qui serait encore plus embarrassant. C'est seulement le 2 septembre que les Soudanais, renonçant à attendre, allaient se décider à embarquer les deux suspects dans un avion pour Karachi. Là, ils furent remis à l'ISI pakistanais, qui avait conservé d'étroites relations avec les chefs talibans, qui entretenaient eux-mêmes des liens étroits avec Al-Qaida. Péchant sciemment ou inconsciemment, l'administration américaine, pour dire les choses clairement, avait laissé échapper deux suspects potentiellement importants.

Khartoum, naturellement, voulait faire comprendre à l'administration que ces deux hommes n'étaient pas du menu fretin au cas où elle voudrait bien prendre contact et les interroger. Depuis, expliquait Al-Mahdi dans sa note, on leur avait soutiré quantité d'informations supplémentaires. Ils avaient par exemple dénoncé par mégarde le directeur de l'ancienne tannerie de Ben Laden à Khartoum comme l'homme qui avait fourni une caution pour l'obtention de leurs visas à Nairobi. Un haut responsable soudanais devait me faire remarquer quelques années plus tard que le régime avait parfaitement joué le jeu.

On avait laissé à Washington un délai raisonnable pour réagir. Khartoum n'avait pas libéré les deux suspects en les laissant s'évanouir dans la nature. Les services de renseignement soudanais les avaient remis à leurs homologues pakistanais en respectant les règles en vigueur dans ce type de procédure[49].

Même si l'administration avait trouvé le moyen d'interroger ces hommes après coup, ils n'auraient pas eu intérêt à dire la vérité. Et ni les Soudanais ni les Américains n'avaient les moyens de les y obliger à partir du moment où ils étaient au Pakistan. On ne sait pas très bien ce qu'ils sont devenus une fois dans ce pays. Le diplomate chargé de la lutte antiterroriste que j'ai rencontré à Washington en février 2000 m'a déclaré que quelqu'un, « au niveau opérationnel », les avait contactés, logiquement, au Pakistan, et n'en avait rien tiré. Il n'a pas précisé quand et ne m'a donné aucun détail.

Peut-être cette expression bizarre, « niveau opérationnel », signifiait-elle qu'en réalité, aucun responsable américain ne les avait rencontrés. Autrement dit, qu'une autre personne, peut-être de l'ISI, les avait obligeamment interrogés pour un correspondant à Washington. L'enquête que j'ai menée par les canaux traditionnels à l'ambassade américaine d'Islamabad n'a rien donné. Mais un ami bien placé s'est renseigné pour moi et on lui a laissé entendre que les deux hommes avaient été interrogés et n'avaient fourni aucune information de quelque importance. Cependant, mon ami soupçonnait ses interlocuteurs de s'être débarrassés de lui en lui mentant car vraisemblablement il n'y avait pas eu le moindre interrogatoire. (L'un des hauts responsables de Washington ayant approuvé l'envoi de missiles avait à peu près la même impression. Ayant eu vent de l'offre soudanaise, il avait demandé ce qu'il était advenu des deux suspects, pour s'entendre répondre que le Conseil national de sécurité avait mené une enquête approfondie, et que les deux hommes ne présentaient aucun intérêt. On ne lui avait pas donné de plus amples détails[50].)

Mon ami à Islamabad ne fut pas le seul à douter de ce qu'on disait à l'ambassade. Des années plus tard, après avoir pris sa retraite, un ancien haut responsable du renseignement américain à Islamabad niait avoir rencontré ces deux hommes et même avoir été informé de leur existence. Et de déclarer que si quelqu'un d'autre, à l'ambassade, les avait rencontrés, il l'aurait

forcément su. Par « quelqu'un d'autre », il désignait son homologue du FBI[51]. Ces doutes venaient à l'appui de ce qu'un responsable du renseignement soudanais bien informé du dossier m'avait dit à New York : les Américains n'avaient jamais parlé avec ces deux hommes. Il était formel là-dessus. Je n'ai pas cherché à savoir d'où il tenait cette certitude, mais je savais par ouï-dire qu'il entretenait depuis longtemps d'excellents rapports avec l'ISI[52].

J'étais décidé à savoir ce que le gouvernement pakistanais avait fait de ces deux hommes. En 1999, puis en 2000, je n'ai cessé de harceler de questions l'ISI et le ministre de l'Intérieur qui était en poste en 1998, pour obtenir des informations sur eux. Je connaissais leurs noms et le numéro de leurs passeports. On a, dans un premier temps, promis de me répondre vite et de façon exhaustive. Puis mes appels téléphoniques répétés se sont heurtés à des réponses de plus en plus évasives, voire revêches, de la part de subalternes exaspérés. Et ils ont fini par refuser de prendre la communication quand je les appelais.

J'ai eu, malgré tout, plus de chance que Kemal Heyder, journaliste pakistanais indépendant et très entreprenant (il serait plus tard correspondant de CNN). NBC l'ayant chargé de retrouver les deux hommes pour une émission *Dateline* consacrée aux relations entre les États-Unis et le Soudan, on lui avait fourni des photocopies de leurs passeports, avec photographies, transmises par les Soudanais. Ses recherches le conduisirent à Quetta, capitale de la province pakistanaise du Balouchistan. Là, des fonctionnaires du bureau des passeports établirent rapidement l'authenticité des passeports eux-mêmes. Pendant ses trois semaines d'enquête, il avait également découvert que les deux hommes avaient inscrit de fausses adresses sur les formulaires qu'ils avaient remplis pour les obtenir. C'est une habitude courante au Pakistan (et dans bien d'autres pays) de soudoyer les fonctionnaires quand on a besoin de documents officiels, même anodins, et qu'on se trouve dans une situation délicate.

Se porter garant pour une fausse adresse est un subterfuge qui, s'il est découvert, peut facilement vous mener en prison dans la province tribale du Balouchistan. Si bien qu'Heyder ne fut pas surpris de recevoir à son hôtel de Quetta un coup de téléphone anonyme et menaçant lui enjoignant de quitter la ville au plus vite. Il ne discuta pas. Il ignore encore, à ce jour,

si son correspondant anonyme agissait par crainte qu'il ne soulève, à force de fureter, un gros scandale de corruption, ou s'il s'agissait d'un problème beaucoup plus inquiétant – de terrorisme, par exemple. Quetta se trouve à moins d'un heure de route de la frontière avec l'Afghanistan qui était alors sous le contrôle des talibans amis de Ben Laden[53].

Ainsi, la piste se perdit et personne n'en fut gêné outre mesure. D'après la rumeur, les deux hommes avaient disparu peu après leur arrivée au Pakistan dans une zone de non-droit en Afghanistan et avaient trouvé refuge auprès d'Al-Qaida. C'est en tout cas ce que, selon ses dires, l'ISI avait déclaré à Qutbi al-Mahdi[54]. En fait, une autre rumeur, persistante, voulait que Nawaz Sharif, le Premier ministre pakistanais, qui était alors un civil, ait livré les deux hommes à Ben Laden, probablement par l'entremise de l'ISI, pour se concilier les islamistes radicaux qui menaçaient de plus en plus son gouvernement déjà chancelant. Si ce fut le cas, le marché ne profita guère à Sharif. Un peu plus d'un an après, en novembre 1999, le général Pervez Moucharraf le chassait du pouvoir par un coup d'État.

Quant à Ben Laden lui-même, il ne se trouvait pas au camp d'entraînement afghan quand les missiles frappèrent, tuant plus d'une vingtaine de ses partisans, parmi lesquels de nombreux Pakistanais enrôlés dans la lutte pour soustraire le Cachemire au contrôle du voisin indien. Le lendemain, Ayman al-Zawahiri, son bras droit, chef du Djihad islamique égyptien qui avait fusionné avec Al-Qaida au mois de février précédent, appelait un journaliste pakistanais sur son téléphone portable pour lui transmettre un message plein de défi : Ben Laden était toujours vivant. « Dis aux Américains que nous ne craignons pas les bombardements, les menaces et les agressions. Nous avons subi les bombardements soviétiques pendant dix ans, nous n'en sommes pas morts et nous sommes prêts à d'autres sacrifices. La guerre vient tout juste de commencer. Les Américains doivent maintenant s'attendre à une réponse. »

Le message de Zawahiri était clairement destiné aux Américains et, par extension, aux autres Occidentaux. Un autre message de Zawahiri, sibyllin celui-là, paru dans la presse arabe de Londres au soir des attentats du 7 août, attira l'attention des

Américains qui tentaient de comprendre ces attentats simultanés. Zawahiri était furieux. Dans cette guerre de l'ombre, les États-Unis venaient de porter un coup sérieux à ses troupes. Quelques semaines plus tôt, la CIA, avec l'aide des autorités albanaises, avait enlevé et interrogé plusieurs Égyptiens haut placés dans la hiérarchie de son organisation dans la capitale, Tirana, puis les avait envoyés au Caire pour y être interrogés, sans doute torturés, traduits en justice et condamnés à de longues peines de prison pour ceux qui avaient échappé à la condamnation à mort.

« Nous souhaitons dire brièvement aux Américains que leur message a été reçu et que la réponse, qu'ils liront attentivement, nous l'espérons, est en préparation, car, avec l'aide de Dieu, nous allons l'écrire dans une langue qu'ils comprendront. » En fait, la préparation des attentats en Afrique de l'Est était engagée depuis plusieurs années, et était entrée dans sa phase active au mois d'avril. Mais Zawahiri, par bravade, n'avait pu s'empêcher de lier les attentats aux arrestations de Tirana. Il aurait pu se dispenser de ces deux messages auprès des jeunes islamistes. Très vite, après l'attaque des missiles américains, ils affluèrent par milliers en Afghanistan, venant de tous les pays du monde arabe, pour s'entraîner dans les camps d'Al-Qaida. La réputation de Ben Laden avait pris une dimension mythique. Les Américains, avec leur armement de haute technologie, avaient raté leur cible au Soudan et en Afghanistan. Les volontaires étaient persuadés qu'Allah était intervenu pour épargner la vie de Ben Laden. Et ils n'étaient pas les seuls musulmans à le penser.

Dans le meilleur des mondes possibles, les choses auraient pu bien se passer au Soudan. Mais depuis le début de l'époque moderne, ce pays n'avait jamais figuré dans le cercle enchanté. Le fait même de nourrir une telle illusion revenait à méconnaître ce que plusieurs générations d'Occidentaux politiquement incorrects avaient appelé en jargon colonial le « facteur *Wog* », abrégé insultant de *Worthy oriental gentlemen* (valeureux gentlemen orientaux) et qui s'appliquait indifféremment à tous les peuples de couleur jadis gouvernés depuis Londres. Par extension, le facteur wog désignait les choses qui avaient une prédisposition à mal se passer, pour des raisons échappant à toute

logique, dans ces parties du globe qu'on n'appelait pas encore le tiers-monde. Je préférais penser en termes de bruit blanc, de fatale attraction pour le bourdonnement en fond sonore produit par des désordres malsains chez des voisins également instables. Le bruit blanc était endémique dans la région, et bien au-delà, et ne faisait que croître en intensité tandis que des pays indépendants depuis peu allaient à vau-l'eau après un siècle d'expérience coloniale.

Certaines caractéristiques soudanaises fondamentales provenaient du territoire même et se révélaient contagieuses pour les voisins. Tout au long de leur histoire, les Égyptiens s'étaient inquiétés du passage du Nil à travers le Soudan, dans la mesure où l'accès aux eaux du fleuve était pour eux d'une importance vitale. La tentative d'assassinat du président Moubarak en 1995 était un authentique bruit blanc car, si elle avait réussi, l'Égypte se serait vengée en faisant tout son possible pour renverser le FNI à Khartoum[55].

Le bruit blanc ne fut pas, non plus, étranger au rêve de Tourabi de faire de Khartoum l'un des pôles du monde musulman. Le Soudan, à vrai dire, occupait une position trop périphérique par rapport à ce monde, il était trop noir, et son islam trop corrompu par une variété de soufisme d'une modération très africaine pour prétendre au leadership selon les canons imposés par les puristes du djihad. Le long déclin du Soudan a aidé Tourabi. Les diplomates britanniques chevronnés et les administrateurs coloniaux en poste au Soudan avaient depuis longtemps disparu, et avec eux une grande partie de la mémoire institutionnelle du monde extérieur. Tourabi et le FNI ont fait, très tôt, ce qu'il fallait pour s'isoler eux-mêmes et isoler le pays de ceux qui le convoitaient au-dedans comme au-dehors. Le commerce allait si mal que les Libanais, jadis si entreprenants, ont lâché prise et sont rentrés chez eux, et les Grecs eux-mêmes, pourtant tenaces, se sont faits plus rares. En laissant Khartoum, qui avait connu un temps une certaine animation, retomber dans sa somnolence, on mettait le FNI à l'abri de la curiosité naturelle des citoyens soudanais.

J'ai vu à quel point le pays avait changé quand j'ai repris contact, en 2000, avec mes vieux amis soudanais. Je comptais sur eux pour me dire exactement ce qu'avait fait Oussama pendant ses années à Khartoum. Ils ont reconnu, en s'excusant,

qu'ils n'en savaient rien – et que ce n'était pas faute d'avoir essayé. Oui, Ben Laden avait été vu à telle ou telle mosquée pour la prière du vendredi, toujours entouré de ses gardes du corps, arrivant tard et repartant très vite dans une Land Cruiser Toyota noire aux vitres teintées, précédée et suivie par d'autres véhicules aux vitres tout aussi sombres. Oui, certains de ses partisans étaient arrivés d'Afghanistan – une centaine d'après certains, 300 et peut-être 450 disaient d'autres. Il assistait souvent aux courses de chevaux du vendredi, mais, en bon wahhabite pour qui la musique était *haram* (interdite), prenait soin de se boucher les oreilles à deux mains chaque fois qu'une sonnerie de trompette annonçait un nouveau départ. Les voisins de sa résidence se souvenaient d'avoir joué au football avec lui après la prière.

D'autres voisins s'étaient plaints, un jour, après avoir entendu des bruits d'explosions à la ferme de Ben Laden dans les environs de Khartoum, et la police était intervenue. Mais l'affaire avait été prestement étouffée à la suite d'un simple coup de téléphone à un policier de haut rang. Les Soudanais membres de l'opposition que j'avais interrogés au Caire et ailleurs prétendaient tout savoir sur Ben Laden et Al-Qaida, mais leurs réponses n'étaient guère convaincantes. Et ils n'étaient pas les seuls dans ce cas. Lors d'un déplacement au Soudan à la fin du mois d'avril 1995, j'étais parvenu à la conclusion que Washington ne savait pratiquement rien de lui non plus. Donald Petterson, ambassadeur en poste à Khartoum au début de cette année-là, n'avait fait que me renforcer dans ma conviction en me rappelant qu'il avait reçu instruction d'adresser un « non-paper » (nom que le Département d'État donnait aux communications officieuses) à Bachir et à Tourabi pour les prévenir qu'en cas de complot anti-américain « il pourrait en résulter l'isolement international du Soudan, la destruction de votre économie, et des mesures militaires qui vous coûteraient très cher ». Mais Petterson « croyait se souvenir » que le nom de Ben Laden ne figurait pas sur la liste des terroristes dont il avait discuté avec les Soudanais parce que « à Khartoum, nous ne nous inquiétions pas de lui[56] ».

Les journalistes avaient beaucoup de mal à obtenir des visas pour le Soudan. On m'en a délivré un en 1995 pour assister à la Conférence arabe islamique et populaire que Tourabi organisait

depuis quatre ans de façon irrégulière en rassemblant des centaines d'islamistes radicaux pour tenter d'asseoir la prééminence du Soudan, et la sienne, dans le monde arabe (et peut-être, comme je l'ai appris plus tard, avec le soutien financier de Ben Laden). Comme je ne tenais pas à rester enfermé dans la grande salle de conférences construite par les Chinois pour m'imprégner de réthorique révolutionnaire, j'ai profité de mon visa pour préparer un article sur la façon dont Tourabi s'était, au cours de l'été précédent, débarrassé du célèbre Carlos, champion autoproclamé du nationalisme palestinien (parfois pour la plus grande gêne de nombreux Palestiniens eux-mêmes). Carlos avait été expulsé de Syrie à la fin de la guerre froide et divers pays arabes de tendance radicale se l'étaient renvoyé les uns aux autres avant qu'il ne vienne échouer à Khartoum en 1993. Ses amis marxistes n'étaient plus au pouvoir derrière le Rideau de fer et les régimes arabes trouvaient sa présence trop encombrante. Il avait survécu à la guerre froide – et à sa propre utilité.

J'ai tenu à me rendre à l'ambassade américaine car je cherchais à avoir la confirmation d'une rumeur persistante. On disait que la CIA avait localisé Carlos à la fin de l'année 1993, peu après son arrivée à l'aéroport de Khartoum avec un passeport diplomatique jordanien, sous un nom d'emprunt et flanqué d'une nouvelle compagne. Faute d'un motif d'inculpation contre lui (il n'avait pas tué d'Américains), Washington avait transmis le tuyau aux Français. C'était un geste de remerciement pour leur coopération pendant la guerre de 1991 pour la libération du Koweït après son invasion par l'Irak. La France recherchait Carlos pour l'assassinat de deux agents des services de renseignement à Paris en 1975 et pour la série d'attentats terroristes meurtriers qui avait suivi à Paris et en province. Des négociations entre Paris et Tourabi avaient eu lieu en août 1994[57].

Carlos fut enlevé dans la clinique de Khartoum où il était encore groggy après une opération bénigne au testicule droit. Ses propres gardes du corps se saisirent de lui. On lui injecta un tranquillisant (lui qui avait horreur des piqûres) avant de le fourrer, menottes aux poignets, dans un grand sac de jute. Il voyagea avec une cagoule qui lui cachait le visage dans un avion spécial qui l'amena à Paris. Une fois sur le sol français, il fit l'objet d'une arrestation en règle pour couvrir l'absence d'une

procédure officielle d'extradition. Les membres du commando chargé du kidnapping de Carlos avaient pour instruction de s'exprimer en anglais afin de se faire passer pour des agents du Mossad qui l'emmenaient en Israël. Des années après son procès et sa condamnation à la prison à vie, j'ai demandé l'autorisation de rendre visite à Illich Ramirez Sanchez – son véritable nom – à la prison de la Santé à Paris. Je voulais lui demander s'il avait connu Ben Laden à Khartoum et ce qu'il pensait de la violence politique pratiquée par les islamistes qui semblaient avoir succédé aux activistes marxistes de sa génération. Après de nombreux mois, j'ai reçu une lettre du directeur de l'administration pénitentiaire m'informant que ma demande était rejetée au motif qu'une telle rencontre « ne contribuerait pas à la réinsertion sociale ou professionnelle » du détenu, autrement dit à sa réhabilitation. Plus tard encore est arrivée une lettre manuscrite de Carlos dans laquelle il dénonçait Tourabi comme « homosexuel » et refusait de dire s'il avait connu Ben Laden au Soudan, ajoutant qu'il ne voulait pas faciliter « les tactiques impérialistes de la justice américaine » qui amalgamait toutes les forces de résistance anti-impérialistes dans un réseau de conspirateurs omniprésents autour de Ben Laden. Il trouvait par ailleurs « admirable » que Ben Laden renonce à la richesse, « combatte l'Armée rouge en Afghanistan », et utilise sa fortune personnelle pour « recruter, entraîner, armer et mener au combat... des moudjahidin étrangers ».

À l'ambassade américaine où je m'étais rendu pour me renseigner sur Carlos, deux diplomates, au lieu de répondre sur-le-champ à mes questions, m'invitèrent à boire une citronnade à une terrasse de café sur les berges du Nil, non loin de l'hôtel Hilton. Peu habitué à de telles attentions, je les attribuai à leur crainte que l'ambassade ne soit truffée de micros. Ils confirmèrent sans se faire prier mes suppositions sur la mésaventure de Carlos. Puis m'encouragèrent à aller voir Ben Laden pour l'interviewer dans sa propriété, située dans un riche quartier où aimaient également se rendre Tourabi et les dignitaires du FNI. Je n'avais encore jamais entendu parler d'Oussama à cette époque, mais en toute franchise, je me voyais mal faire le travail du gouvernement américain. Je trouvais cette idée déplaisante et j'étais sur la défensive : sachant que les correspondants américains travaillant sur le tiers monde pendant la guerre froide

étaient automatiquement considérés comme des espions de la CIA, je me tenais à distance des ambassades. Et devant le peu de détails que m'avaient donnés mes deux hôtes sur les activités de Ben Laden, je les ai quittés avec la certitude qu'ils voulaient m'envoyer à la pêche aux informations à leur place.

Mais le lendemain de cette conversation autour d'une citronnade, j'avais du temps libre et je me suis rendu en voiture à la propriété de Ben Laden. Des gardes armés m'ont refoulé, et les choses en sont restées là. J'ai compris par la suite une chose assez simple qui avait apparemment échappé aux Américains de l'ambassade : on ne rencontrait pas facilement Ben Laden. Il était avide de publicité occidentale, et en particulier à la télévision. Mais les journalistes ne pouvaient pas se contenter de frapper à sa porte pour obtenir une interview. Il était d'une prudence qui confinait à la paranoïa. Même s'il ne manquait pas de raisons pour cela.

En 1994 à Omdurman, ville sœur de Khartoum, un tueur censé appartenir à la secte extrémiste Takfir wal Hijra (Expiation et Départ), spécialisée dans l'assassinat de ceux qu'elle jugeait traîtres à son interprétation particulière de l'islam, ouvrit le feu sur une mosquée connue pour son hostilité au FNI, mais fut pris avant d'atteindre la résidence de Ben Laden. En 1995, une camionnette Toyota blanche de type Hilux transportant des mercenaires yéménites s'arrêta devant ladite résidence et ses passagers ouvrirent le feu sur les appartements et le bureau de Ben Laden qui se trouvaient dans un pavillon d'hôtes couleur chocolat à côté de la villa.

Les gardes armés de Ben Laden – Saoudiens, Yéménites et Palestiniens – se postèrent devant le pavillon d'hôtes pour répliquer. Des coups de feu partirent du toit de la villa. Au cours de la fusillade, un garde fut tué au carrefour, deux autres moururent dans le pavillon d'hôtes, ainsi que trois des assaillants. Les deux rescapés, un Yéménite et un Libyen, furent pendus par les Soudanais[58]. À la suite de cet attentat, la rue fut fermée à l'une de ses extrémités, des gardes postés aux barrières et autour de la propriété. Cette précaution ne suffit pas à calmer la paranoïa grandissante de Ben Laden. Le prince Turki al-Fayçal laissa entendre, des années plus tard, que les Soudanais eux-mêmes

avaient monté cette opération pour faire comprendre à leur hôte qu'il devait renforcer sa protection[59].

Mais pour sa sécurité et pour maintenir son aura de mystère, Ben Laden préférait établir des fiches sur ses visiteurs étrangers. En 1994 il avait envoyé l'un de ses hommes de confiance, Khaled al-Faouaz, à Londres pour y fonder le Advice and Reformation Committee (ARC), dont les locaux étaient situés dans Beethoven Street. Il fallait principalement, pour assurer la promotion de Ben Laden, faire en sorte que les journaux de langue arabe paraissant à Londres publient ses diatribes de plus en plus fréquentes contre la monarchie saoudienne. Mais l'ARC avait une autre fonction : Faouaz se renseignait sur les journalistes désireux de s'entretenir avec Ben Laden. Une fois à Khartoum, ceux qui passaient l'examen avec succès devaient patienter pendant des jours, et il est probable qu'on les mettait sous surveillance.

En Afghanistan, par la suite, Ben Laden ferait appel à d'autres procédés consistant à bander les yeux des journalistes, à les faire rouler pendant des heures dans des véhicules aux vitres opaques (ou en pleine nuit), obligeant les équipes de télévision à utiliser ses caméras et ses cassettes, accordant des interviews aux petites heures de la nuit et disparaissant avant que le jour se lève. Hamid Mir, un journaliste pakistanais au caractère jovial qui fut le dernier à interviewer Ben Laden avant le 11 septembre, racontait volontiers leur première rencontre en 1997. Des barbus l'avaient pris en filature plusieurs jours de suite avant qu'il soit jugé digne de faire une interview.

Pour cette première rencontre qui devait être suivie de plusieurs autres en Afghanistan, Mir avait dû se déshabiller et subir l'humiliation d'un examen endoscopique destiné à vérifier, semble-t-il, qu'il ne s'était pas fait implanter dans le corps quelque appareil d'enregistrement sophistiqué. Au cours de l'interview, Ben Laden avait clairement fait comprendre au journaliste le prix d'une trahison en citant les prénoms et l'âge de ses enfants, le numéro de téléphone de sa maîtresse et un certain nombre d'informations du même genre sur ses plus proches amis. Mir racontait aussi comment, avant une autre rencontre, on l'avait fait déshabiller et on lui avait examiné et pressé les testicules pour s'assurer qu'ils ne contenaient pas un appareil électronique. Telles sont, entre autres, les histoires que Mir m'a

racontées. Mais peut-être avait-il tendance à enjoliver la réalité[60].

Fadl, le renégat d'Al-Qaida, a fourni à l'administration Clinton assez de renseignements sur l'organisation pour que le tribunal de New York parle d'une « mine d'or ». Il a été le témoin vedette du gouvernement lors du procès qui a vu une cour fédérale de Manhattan juger et condamner quatre hommes à la prison à vie pour leur participation aux attentats contre les ambassades de Nairobi et de Dar es-Salaam. C'était la première fois qu'un tribunal américain jugeait des attentats terroristes attribués sans conteste à Al-Qaida. Fadl a été l'homme de la situation, retraçant de l'intérieur et pratiquement sans interruption les actions de Ben Laden depuis 1989, au moment où il avait rejoint Al-Qaida en prononçant son serment de loyauté (*bayat*) au camp d'entraînement de Farouk en Afghanistan jusqu'à sa défection en 1995. Il a témoigné longuement devant la cour, et on peut penser qu'il avait dit au FBI beaucoup plus qu'il n'était nécessaire pour nourrir le dossier d'accusation.

Son témoignage a été encore plus précieux que celui d'un autre témoin du nom d'Ali A. Mohamed, un curieux personnage, ancien soldat de l'armée égyptienne engagé dans les Bérets verts américains et qui avait passé l'une de ses permissions à se battre en Afghanistan contre les Soviétiques sans autorisation de son commandant et sans même l'en avoir averti. Mohamed avait un goût immodéré de l'espionnage sous toutes ses formes. Il avait commencé par offrir ses services à la CIA, au Caire pour infiltrer une cellule du Hezbollah en Allemagne. Il avait travaillé pour le Djihad islamique de Zawahiri, allant jusqu'à lui servir de guide en 1995 quand celui-ci s'était rendu en Californie sous un nom d'emprunt et sans se faire repérer pour tenter, vainement, d'y collecter des fonds.

Tout en accomplissant une période de trois ans au sein de l'armée américaine qui devait s'achever en 1989, Mohamed, alors en Californie, avait donné pour la première fois au FBI des informations de première main sur l'activité des combattants du djihad (informations qui auraient pu permettre une action antiterroriste plus efficace et furent à l'origine d'une controverse entre le FBI et la CIA après les attentats du 11 septembre).

La même année, il participait à l'instruction militaire d'islamistes radicaux à Brooklyn. Certains de ses élèves seraient impliqués quatre ans plus tard dans le premier attentat contre le World Trade Center. Fin 1993, on retrouve Mohamed à Nairobi dans l'équipe de surveillance d'Al-Qaida qui effectue un repérage minutieux de l'ambassade américaine. Il montrera ensuite son rapport et ses photographies à Ben Laden. Et racontera devant le tribunal new-yorkais comment celui-ci « a examiné la photo de l'ambassade et a pointé du doigt l'endroit où on pouvait lancer un camion piégé ». Comme le ferait cinq ans plus tard un commando d'Al-Qaida.

On ne saurait exagérer l'importance des témoignages de ces deux transfuges d'Al-Qaida, dans la mesure où l'on n'avait à ce moment-là que très peu de certitudes au sujet de cette organisation. Devant le flot de rapports plus ou moins fiables et de rumeurs souvent fantaisistes véhiculées par les médias sur ses prétendus voyages et activités autour de la planète, les autorités américaines qui avaient ouvert un dossier sur lui parlaient des « apparitions de Ben Laden ». (En fait, on sait aujourd'hui que Ben Laden, une fois adulte, ne s'est guère déplacé ailleurs que dans les pays musulmans, en dépit des séjours qu'on lui a prêtés à un moment ou à un autre aux Philippines, en Grande-Bretagne et même aux États-Unis.) Il semble qu'on ait puisé un peu au hasard dans la masse de renseignements fournis par Fadl. À moins que le FBI n'ait joué de malchance. C'est sur la foi de ces renseignements qu'en août 1997 à Nairobi le FBI et la CIA, avec la collaboration de la police kenyane, firent une descente au siège d'une cellule d'Al-Qaida agissant clandestinement sous la couverture d'une organisation humanitaire musulmane appelée Mercy International Agency.

Le FBI et la CIA se sentaient autorisés à agir après la décision du grand jury de New York l'année précédente. Les agents du FBI saisirent des relevés de communications téléphoniques et des dossiers, mais en laissèrent échapper d'autres, et semblent s'être montrés incapables de comprendre que deux et deux faisaient quatre. Ils ne fermèrent pas la cellule. Avant même cette descente, des membres de cette cellule avaient compris combien ils étaient vulnérables en apprenant, avec plusieurs mois de retard, la défection d'un cadre de haut rang qui faisait fonction de trésorier auprès de Ben Laden. Bien qu'Al-Qaida

soit réputée impitoyable envers ses traîtres – on n'hésitait pas à exécuter ceux qu'on soupçonnait d'être des taupes –, Ben Laden ne semblait pas toujours s'inquiéter quand des hommes de troupe désertaient ou contrevenaient à la loi[61]. Les cadres de l'organisation recevaient une formation pour savoir comment réagir en cas d'interrogatoire.

Mais l'arrestation faisait partie des risques du métier, et peut-être de la volonté d'Allah. Dans ses premières déclarations, Ben Laden avait exigé la libération par les États-Unis de Cheikh Omar Abdel Rahmane, le chef religieux égyptien emprisonné à vie dans une cellule de haute sécurité pour avoir prétendument fomenté des attentats contre des monuments new-yorkais. (Le religieux était surtout victime d'un coup monté par le FBI, et avait été condamné en vertu d'une loi sur les « complots séditieux » promulguée au lendemain de la guerre de Sécession et très rarement utilisée.) Ben Laden n'avait pas systématiquement recours aux menaces de mort et aux expéditions punitives, comme le faisait par exemple Carlos, pour libérer ses amis et ses compagnons de lutte. Mais Al-Qaida semblait, bizarrement, avoir en commun avec les Américains une certaine nonchalance. La cellule de Nairobi, reconstituée après la descente brutale mais bâclée du FBI en 1997, participa au printemps de l'année suivante à la préparation méticuleuse des attentats contre les ambassades de Nairobi et de Dar es-Salaam. Si les agents du FBI avaient été plus malins, ou plus chanceux, ces ambassades auraient peut-être échappé à la destruction. Un ancien responsable américain qui se trouvait alors en poste au Soudan m'a dit par la suite qu'en 1998 les Américains avaient intercepté des communications téléphoniques entre les membres d'Al-Qaida et « une source importante » à Khartoum. En réalité, l'administration avait envisagé d'exécuter ce personnage en signe de représailles après les attentats contre les ambassades, mais avait décidé de lui laisser la vie pour ne pas se priver d'une telle source de renseignements, et de lancer plutôt une attaque contre l'usine de produits pharmaceutiques. Cette personne ignorait apparemment tout des opérations du 7 août, ou s'était abstenue d'y faire la moindre allusion dans ses conversations téléphoniques[62].

C'est seulement après les attentats contre les ambassades que la chance a souri aux États-Unis. Et tout a changé très vite. L'un

des comploteurs, qui avait renoncé au dernier moment à se faire sauter avec le camion piégé, a été arrêté à l'hôpital de Nairobi où il était soigné avec d'autres personnes blessées dans l'attentat. Incapable d'expliquer pourquoi une clé trouvée en sa possession correspondait à la serrure des portières du camion, il est passé aux aveux. Les agents du service de l'immigration à l'aéroport de Karachi ont repéré le passeport grossièrement maquillé d'un deuxième suspect qui tentait de fuir. Il a été promptement renvoyé au Kenya et remis au FBI. Les deux hommes ont réclamé l'assistance d'un avocat et en ont dit assez aux agents du FBI pour les confirmer dans leurs soupçons.

Un troisième homme, naturalisé américain sous le nom de Wadih el-Hage, qui avait quitté Nairobi avec sa famille sur les conseils des agents du FBI en 1997 pour rejoindre le Texas, a été arrêté peu après l'attentat contre l'ambassade. Le quatrième accusé, impliqué dans l'explosion de Dar es-Salaam, a été retrouvé quelques mois plus tard en Afrique du Sud où il s'était planqué. Il a été « restitué », selon l'euphémisme utilisé par les Américains quand ils récupéraient des suspects à l'étranger et les ramenaient aux États-Unis avec la coopération des gouvernements locaux sans s'encombrer des règles d'extradition.

La principale contribution de Fadl a été d'ouvrir une fenêtre sur la galaxie Al-Qaida, permettant de mieux comprendre le passé et de s'inquiéter de l'avenir. Il est apparu clairement, grâce à son témoignage, que contrairement à ce qu'on croyait depuis longtemps, les activités de Ben Laden allaient bien au-delà du simple financement de la subversion islamiste en Afrique de l'Est et dans les pays limitrophes. Son récit devant le tribunal a montré un Ben Laden dirigeant à la fois la pompe à finances du djihad et une sorte de Fondation Ford chargée de dispenser des bourses d'une nature très particulière[63]. Ben Laden avait fait des investissements légitimes au Soudan. Ils comprenaient une entreprise de construction, une société d'import-export, plusieurs exploitations agricoles (utilisées à l'occasion pour l'entraînement militaire), une société de commercialisation des produits agricoles, une tannerie, un cargo, un avion-cargo et des intérêts dans la banque islamique Al-Shamal de Khartoum[64]. Il disposait aussi de comptes bancaires à Londres, à Hong Kong, en Malaisie... Mais Fadl décrivit aussi des livraisons d'armes clandestines, parfois à dos de cha-

meau, au Djihad égyptien de Zawahiri, et une autre livraison d'armes à des islamistes du Yémen, effectuée grâce à des connivences dans l'armée soudanaise à bord d'un vieux cargo acheté à Chypre par Ben Laden. Les armes apportées par le cargo avaient été entreposées dans une base militaire soudanaise non loin de Port-Soudan. Le président Bachir avait remis à Ben Laden une lettre qui exemptait Al-Qaida des droits de douane. Les containers adressés à l'organisation étaient rarement inspectés. (Ben Laden était également propriétaire d'un bateau de pêche au Kenya et on disait, pendant son séjour à Khartoum, qu'il en possédait d'autres en mer Rouge.)

Un conseil d'une trentaine d'hommes, ou *majlis al-choura*, gérait les opérations commerciales à Khartoum. Des commissions spécialisées s'occupaient des questions d'argent, de passeports, de déplacements et de relations avec les médias (à la tête de celle-ci se trouvait un homme surnommé Abou Reuter par Ben Laden dans l'un de ses rares accès d'humour), les questions militaires ou les fatwas et autres affaires religieuses. Toujours selon Fadl, Al-Qaida limitait ses activités militaires au Soudan à ce qu'il appelait des « cours de recyclage » en matière d'armes légères et d'explosifs sur diverses propriétés agricoles proches de Khartoum et de Damazin, à environ 500 kilomètres de la capitale. C'est tout à fait vraisemblable, étant donné que l'organisation de Ben Laden n'avait pas abandonné ses camps en Afghanistan et que les commandos auteurs des attentats en Afrique de l'Est y avaient été entraînés. (Pendant son séjour au Soudan, ces camps continuèrent à accueillir des volontaires en provenance du Cachemire, d'Asie centrale, de Tchétchénie et de Bosnie.) Ben Laden semblait soucieux d'éviter un conflit à Khartoum.

Fadl expliqua que deux fatwas d'Al-Qaida avaient été émises contre la présence américaine en Arabie Saoudite et dans le Golfe, et une troisième contre l'arrivée massive de troupes américaines en Somalie dans le cadre de l'opération d'assistance humanitaire lancée par l'ONU en décembre 1992. Mais elles semblaient destinées aux membres d'Al-Qaida présents sur le terrain – à la différence des fatwas adressées au monde entier après l'expulsion de Ben Laden du Soudan. La nuance est de taille. Ben Laden avait violemment dénoncé l'opération de l'aviation américaine en Arabie Saoudite dès qu'elle avait

démarré en 1990. Il soupçonnait désormais Washington de vouloir étendre son emprise. L'opération en Somalie inquiétait particulièrement le FNI et Al-Qaida, qui craignaient que les États-Unis n'en profitent pour établir une présence militaire dans la Corne de l'Afrique et menacer le Soudan. « S'ils réussissent en Somalie, le Sud-Soudan pourrait suivre », déclara Fadl, citant l'un des chefs d'Al-Qaida. L'inquiétude provoquée par l'hypothèse d'un poste avancé des États-Unis en Somalie fut la principale raison qui amena Ben Laden à implanter une cellule à Nairobi. C'était la première opération de ce type en Afrique de l'Est.

Ben Laden semble s'être persuadé lui-même que l'opération de l'ONU en Somalie constituait une réelle menace. Fadl se rappelait l'avoir entendu, dans un discours en 1993, appeler Al-Qaida à frapper « la tête du serpent », autrement dit les États-Unis. Mais peu après, les troupes américaines en Somalie se préparaient déjà à repartir. Malgré la fureur de Ben Laden et son désir de chasser les Américains d'Arabie Saoudite, sa cible principale restait la dynastie saoudienne, et non les États-Unis (même si de nombreux Arabes ne faisaient pas de distinction entre les deux). Maintenir les Américains hors du Soudan, c'était protéger le nouveau sanctuaire d'Al-Qaida qui, contrairement à l'Afghanistan, se trouvait dans le monde arabe. Ben Laden avait tout intérêt à jouer profil bas. Depuis Khartoum, il pouvait compter sur sa connivence avec les Soudanais pour l'aider à expédier ses hommes en mission à l'étranger.

Le Soudan des années 90 était aussi un pays où des alliances que l'idéologie semblait interdire pouvaient s'opérer et se dissoudre dans l'ombre, pour des motifs pragmatiques qui les rendaient momentanément utiles. Cela ne voulait pas dire que de telles alliances portaient leurs fruits ou étaient réactivées par la suite. Fadl, par exemple, déclara devant la cour que trois cadres d'Al-Qaida avaient bénéficié d'un entraînement spécial « à la destruction » auprès du Hezbollah iranien au Liban. Ce qui avait provoqué quelques froncements de sourcils. Outre son rôle dans des enlèvements d'Occidentaux, le Hezbollah avait été rendu responsable en 1983 de la destruction de l'ambassade américaine à Beyrouth ainsi que des attentats contre des Marines américains et des soldats français, qui avaient perdu respectivement 241 et 58 hommes. Ces actions violentes n'étaient pas

pour gêner Al-Qaida. On aurait pu penser, a priori, que Ben Laden, dans son étroit radicalisme sunnite, se garderait de toute relation avec ses homologues chiites. Toujours selon Fadl, un chef religieux chiite avait été invité à prendre la parole lors d'un rassemblement de membres d'Al-Qaida. Et l'un des principaux chefs d'Al-Qaida avait expliqué : « Puisque nous n'avons désormais qu'un ennemi, les pays de l'Ouest [...], les sunnites et les chiites doivent s'unir et oublier leurs problèmes et leurs différences. »

Un tel appel à l'œcuménisme islamique n'était pas facile à accepter et frisait en fait l'apostasie. Mais en dépit de la rumeur qui faisait état d'une coopération à grande échelle, Fadl lui-même, qui avait pourtant de bonnes raisons de persuader le grand jury de New York que Ben Laden et les ayatollahs de Téhéran étaient de mèche, n'a guère pu fournir de détails. La trace d'un lien avec le Hezbollah est apparue plus tard, quand les enquêteurs ont découvert que le détonateur utilisé dans l'attentat au camion piégé de Khobar portait les mêmes caractéristiques que les détonateurs mis au point par le Hezbollah dans la plaine de la Bekaa, ce no-man's-land officiellement placé sous l'autorité de Beyrouth mais en réalité plus ou moins contrôlé par la Syrie. Les Saoudiens et finalement le FBI en conclurent que l'attentat de Khobar était iranien, et qu'une telle opération était logique. Mais des dissidents protestèrent que Khobar était une opération d'Al-Qaida et que les princes saoudiens ne voulaient pas le dire afin d'en reporter le blâme sur Téhéran. L'éventualité d'une coopération entre Al-Qaida et Téhéran fut à nouveau évoquée au début de l'année 2002. L'administration américaine, désireuse de justifier les menaces proférées par le président Bush contre l'« axe du mal », accusa l'Iran de servir de refuge aux chefs d'Al-Qaida qui avaient fui l'Afghanistan.

Fadl mentionna aussi en termes vagues des liens entre Al-Qaida et des agents irakiens au Soudan. L'hypothèse semblait, là encore, quelque peu hasardeuse, étant donné le solide mépris affiché par Ben Laden pour le régime laïque de Saddam Hussein, mais les deux gouvernements irakien et soudanais étaient alors soumis à des sanctions de l'ONU. Quoi qu'il en soit, rien, dans les milieux du renseignement, n'a permis d'établir les faits. Il existe, c'est vrai, des réseaux souterrains pour mettre discrètement les gouvernements et mouvements en contact avec des

régimes jugés peu engageants. On peut facilement désavouer ces contacts s'ils sont éventés. Mais ils ne mènent pas forcément à d'autres rencontres, et moins encore à la coopération pour des actions terroristes. On peut citer comme exemple la rencontre de décembre 1998 à Kandahar entre Ben Laden et Farouk Hijazi, un haut responsable des services de renseignement irakiens qui était à l'époque ambassadeur de Saddam Hussein en Turquie.

Cette rencontre a été confirmée par diverses sources, mais on ne sait pas qui en prit l'initiative et les avis divergent sur ce qu'il en ressortit. D'après l'une des versions, Ben Laden était à la recherche d'un nouveau sanctuaire pour le cas où les talibans, cédant aux pressions américaines, le forceraient à quitter l'Afghanistan. Selon une autre version, Saddam Hussein, impressionné par les exploits d'Al-Qaida en Afrique de l'Est, aurait envoyé Hijazi offrir à Ben Laden une base d'opérations. Rien n'a transpiré de l'entretien de Kandahar jusqu'en 2002, quand l'administration Bush a invoqué des liens entre l'Irak et Al-Qaida pour justifier le « changement de régime » à Bagdad et la guerre destinée à renverser Saddam en 2003. Le problème, avec les informations éparses données par Fadl, tout comme avec les miettes de renseignements rassemblées autour d'Al-Qaida, c'est qu'elles ne signifiaient pas grand-chose si on ne disposait pas d'une clé pour comprendre les perpétuels changements en cours à ce moment-là. Ce qui avait peut-être semblé clair au début des années 90 était devenu illisible dix ans plus tard. Les tensions entre chiites et sunnites croissaient et disparaissaient, provoquant à certains moments au Pakistan des affrontements sanglants financés par les voisins iraniens et saoudiens, et à d'autres moments amenant l'Inde et les talibans au bord du conflit armé, comme ce fut le cas en 1998.

Fadl était plus à l'aise pour décrire sa vie de collaborateur clandestin au service d'Al-Qaida et du FNI. Il retraça ses aventures de porteur de valises jonglant avec les faux passeports – souvent fournis par le FNI, et que les fonctionnaires de l'aéroport de Khartoum s'abstenaient complaisamment de tamponner –, ses rendez-vous avec les chefs des islamistes radicaux en Jordanie, en Égypte ou en Érythrée, où il se rendait porteur de sommes allant jusqu'à 100 000 dollars en coupures de cent. Il lui arrivait de changer dix fois d'identité au fil des années. Les

agents des douanes recevaient parfois des bakchichs pour ne pas ouvrir ses valises. Pour tromper les services d'immigration de certains pays arabes lors de ces missions, il se parfumait à l'eau de Cologne, portait sur lui des cigarettes, se rasait la barbe, s'habillait à l'occidentale. Il avait un « collègue » encore plus précieux pour l'organisation jusqu'à son arrestation, un certain Wadih el-Hage, chrétien libanais de naissance qui s'était converti à l'islam au Koweït où il avait été élevé, avant de prendre la nationalité américaine et de fonder une famille aux États-Unis. Son passeport américain et son excellent anglais lui permettaient de voyager pratiquement inaperçu. Al-Qaida a toujours apprécié à leur juste valeur les musulmans citoyens des pays d'Europe ou des États-Unis.

Ben Laden, dans ces années-là, opérait des mouvements de fonds dans les circuits bancaires traditionnels. Mais Al-Qaida savait déjà détourner les dons charitables et se servir de la couverture humanitaire pour collecter de l'argent et justifier la présence de ses cellules à travers le monde. Fadl fournit des précisions sur un détournement de dons en provenance d'une organisation humanitaire islamique dans l'émirat pétrolier du Qatar, où Oussama avait des amis haut placés. Ces pratiques finirent par attirer l'attention des gouvernements à l'Ouest, tout comme l'obstination de Ben Laden à se procurer des équipements nucléaires. Vers la fin de 1993 ou le début de 1994, expliqua Fadl, il avait touché une prime de 10 000 dollars pour avoir servi d'intermédiaire entre Al-Qaida, un ancien ministre soudanais et un officier de l'armée soudanaise qui lui avaient montré une boîte métallique contenant, disaient-ils, de l'uranium.

Les Soudanais avaient réclamé 1,5 million de dollars et de confortables commissions pour eux-mêmes. Fadl ne précisa pas dans son témoignage si Al-Qaida avait accepté la proposition, ni si l'organisation s'y était seulement intéressée. Mais ce récit et quelques autres de la même espèce faisaient penser à un coup monté pour escroquer quelques riches et crédules Arabes originaires du même milieu que Ben Laden. Les récits de Fadl révélèrent pour la première fois l'intention bien arrêtée de Ben Laden d'acquérir des armes de destruction massive de nature biologique, chimique ou nucléaire. Il confirma aussi les soupçons qui avaient entraîné la destruction de l'usine d'Al-Shifa. Comme devait le prouver la masse de documents saisis en

2001 dans des bases militaires et des cachettes en Afghanistan, la possession de ces armes était devenue une obsession pour Al-Qaida. En quelques années, l'organisation allait considérablement se rapprocher de cet objectif : elle s'attacherait la collaboration de scientifiques pakistanais à la retraite, spécialistes du nucléaire pour fabriquer des armes rudimentaires, et des hommes d'Al-Qaida filmeraient en vidéo la mort d'un chien tué par une arme chimique contenant du cyanure.

Au procès de New York, d'autres témoins mentionnèrent d'autres investissements d'Al-Qaida tout aussi intéressants. Un pilote égyptien du nom d'Essam al-Ridi déclara qu'en 1993 Ben Laden lui avait envoyé 210 000 dollars pour qu'il achète un avion-cargo à réaction de type Saber 40 qui se trouvait au rebut dans un État du Sud-Ouest américain, et le ramène de l'aéroport international de Dallas-Fort Worth à Khartoum. En fait, Ridi avait payé l'avion beaucoup moins cher et empoché la différence. Ben Laden voulait un avion, expliqua-t-il au tribunal, pour l'envoyer au Pakistan d'où il ramènerait quelque deux cents missiles Stinger à Khartoum. Une défaillance du circuit hydraulique du vieil appareil l'empêcha de s'envoler pour le Pakistan et fit avorter le projet. On vit pendant des années sa carcasse abandonnée en bout de piste à l'aéroport de Khartoum. Mais cette histoire avait de quoi intriguer. Les agents de renseignement américains auxquels j'en ai parlé ont trouvé peu probable que quiconque ait pu disposer d'une telle quantité de missiles Stinger « manquants ». Contrairement à la légende, la CIA s'était débrouillée pour en racheter la plus grande partie en Afghanistan après le départ de l'armée soviétique, et un certain nombre de chefs militaires afghans avaient remis gratuitement ceux qu'ils avaient en leur possession. Les spécialistes ne croyaient pas qu'il restait autant de missiles[65]. On se procurait plus facilement et pour moins cher des missiles soviétiques de type SA-7. Al-Qaida devait utiliser deux SA-7 pour tenter d'abattre au moment du décollage, en octobre 2002, un appareil appartenant à la compagnie israélienne Arkia Airlines qui emmenait des touristes israéliens.

Sur les questions d'argent, Ben Laden pouvait être aussi grippe-sous que le dernier des marchands Hadramis, mais faire preuve de réalisme quand il fallait le dépenser pour être agréable à ses hôtes. Lors de son départ d'Afghanistan en 1991, il

prévint ses partisans qu'il les garderait auprès de lui s'ils payaient leur voyage jusqu'à Khartoum[66]. Pendant tout son séjour dans la capitale soudanaise, on entendit les gens qu'il employait se plaindre de leur salaire. Comme dans une entreprise occidentale, certains se plaignaient d'être moins bien payés que d'autres. Fadl et d'autres semblaient connaître tous les salaires par cœur. Les cadres supérieurs, souvent égyptiens, bénéficiaient de privilèges qui les faisaient détester par les hommes de troupe. Il y avait là de véritables casse-têtes, dont Ben Laden était le premier responsable. Ses proches collaborateurs touchaient un double salaire, pour leur travail dans ses entreprises et pour leur appartenance à Al-Qaida. En outre, on leur fournissait gratuitement de l'huile, du thé, du sucre et autres produits rares, et des soins médicaux.

Ben Laden employait aussi dans ses bureaux et dans ses usines des Soudanais, membres du FNI, qui assuraient sa protection... et informaient Tourabi. Recrutés parmi les membres de la police secrète, ils étaient moins bien payés et ne recevaient pas de rations alimentaires, le savaient et s'en plaignaient. Ben Laden n'en assurait pas moins leur entretien : c'était un moyen de cultiver de bonnes relations avec le FNI s'il voulait continuer à faire des affaires. Cette façon de dépenser son argent dans des pays qui comptaient parmi les plus pauvres du monde confortait son image. Il serait ainsi en bonne position à son retour en Afghanistan, et se lierait d'amitié avec le mollah Omar et les talibans. Son expulsion de Khartoum aurait au moins servi à cela : lui rappeler sans cesse la nécessité de telles précautions.

À Khartoum, son approche n'était pas sans rappeler celle de l'OLP à Beyrouth dans les années 70 et 80. Yasser Arafat formait alors des volontaires venus du monde entier – certains, en petit nombre, étaient de droite, la plupart représentaient la gauche, il y avait parmi eux quelques croyants et une majorité d'athées. Arafat estimait que l'OLP avait absolument besoin d'amis partout et tout le temps, et ne pouvait se permettre de faire la fine bouche. Son organisation recevait beaucoup d'argent, grâce à la contribution des Palestiniens et à l'apport des autres pays arabes. Certains donnaient avec un enthousiasme sincère pour la cause palestinienne, mais la plupart, en particulier les gouvernements des pays arabes, le faisaient par crainte des menaces de représailles. On a dit qu'Arafat, à cette époque, se sentait si

désespérément isolé et sans allié qu'il se rendait sur les champs de courses et pariait sur tous les chevaux, dans l'espoir d'un gros coup. Mais les temps changent. Dans les années 90, Oussama se référait plutôt au modèle capitaliste pour sélectionner des start-up et miser sur des projets prometteurs.

Parmi ceux-ci, il aida à financer le Djihad islamique de son vieil ami à Peshawar, Zawahiri, le groupe rival Djama Islamiya, le GIA algérien et d'autres groupes de combattants du djihad en Érythrée, en Libye, en Tunisie, en Tchétchénie et dans les anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale. À cette époque, et aujourd'hui encore, Ben Laden ne représentait pas la seule source de revenus. D'autres riches Arabes du Golfe soutenaient financièrement la cause des islamistes. Ils le faisaient pour diverses raisons. En Asie centrale, pour réintroduire la religion, non pas le culte modéré des soufistes mais leur version sectaire de l'islam, après soixante-dix ans de domination et de répression soviétiques. En Algérie, l'argent du pétrole allait servir à déstabiliser le régime militaire dans lequel de nombreux Arabes du Golfe voyaient un prolongement du pouvoir colonial : corrompu, laïque, et francophone par-dessus le marché. Ben Laden, comme on devait l'apprendre lors du procès de New York, finança l'achat d'une rotative d'imprimerie pour les islamistes égyptiens. Ceux-ci étaient tellement fauchés qu'ils se rabattaient sur la minorité copte de religion chrétienne, et s'étaient spécialisés dans l'attaque des bijoutiers coptes qu'ils dépouillaient de leur marchandise. En Algérie, ces apports de fonds étrangers se raréfièrent parce que les donateurs du Golfe n'appréciaient pas le soutien apporté par les islamistes à Saddam Hussein lors de la guerre du Koweït. Au plus fort de leur lutte, les islamistes algériens ne furent jamais à court d'argent : ils étaient assez puissants pour contrôler les principales routes et prélever leur dîme.

Au Soudan, Ben Laden avait compris qu'il ne serait plus le bienvenu le jour où il cesserait de payer ses hôtes. Il est évident qu'il servait de vache à lait. À New York toujours, Fadl devait raconter que des associés soudanais d'Al-Qaida étaient venus trouver Ben Laden pour lui faire part de leur inquiétude devant les pertes accumulées par un grand nombre de ses entreprises. Non content de ne pas le payer pour ses travaux de construction routière et de se débarrasser d'une tannerie lourdement défici-

taire, le FNI le roulait – et ses associés avec lui – à coups de dévaluations successives de la monnaie nationale, tout en se proclamant éternellement sans le sou. Pour l'amadouer, on lui concédait des droits de vente à l'étranger sur les produits de l'agriculture soudanaise comme le sésame, le maïs, les graines de tournesol et la gomme arabique (sur pression des producteurs américains de boissons non alcoolisées, la gomme arabique avait été exclue des sanctions décidées contre Khartoum : cet ingrédient leur était indispensable, et le Soudan en était le premier producteur mondial).

On a dit, des années plus tard, que Ben Laden en avait alors appris assez en matière d'astuce financière et commerciale pour pouvoir, par la suite, mettre des fonds à l'abri des convoitises dans des dizaines de pays. (Un témoin au procès de New York expliqua comment Hage, l'un des accusés, avait réalisé un certain nombre d'opérations sur des matières premières pour son compte à Chypre, connue comme une place financière off-shore et siège d'un certain nombre d'établissements soupçonnés de blanchiment d'argent.) C'est peut-être son expérience soudanaise qui a amené Ben Laden à s'orienter vers le négoce de produits plus aisément transportables et générateurs de meilleurs profits, comme l'or, les diamants, la tanzanite et autres pierres précieuses. C'est de là que viendrait, depuis quelques années, la plus grosse partie de sa fortune. Mais s'il était fier d'entendre ses employés parler d'Al-Qaida comme de « la compagnie » et de se poser aux yeux des journalistes en homme d'affaires qui incitait d'autres riches saoudiens à investir au Soudan, Ben Laden n'oubliait jamais de dire à ses collaborateurs qu'ils ne devaient pas raisonner en termes comptables. Fadl se rappelait l'avoir entendu expliquer lors d'une réunion d'Al-Qaida que l'objectif se situait bien au-delà de la réussite en affaires : « Nous ne sommes pas ici pour faire des affaires, nous avons besoin d'aider le gouvernement et [ainsi] le gouvernement aidera notre groupe », avait-il dit, dans son anglais approximatif. Voilà notre but. Ben Laden ne cherchait pas un bénéfice financier au sens traditionnel du terme. L'argent servait à acquérir de l'influence, et il savait de toute façon que le Soudan ne comptait que pour une part dans ses opérations financières à travers le monde. Ce qui ne l'empêchait pas de se montrer aussi

pointilleux que n'importe quel Soudanais dur en affaires sur la gestion de l'argent par ses collaborateurs.

Fadl lui-même avait détourné 110 000 dollars aux dépens d'Al-Qaida en trichant sur le coût de certains articles dont il revendait ensuite une partie sur le marché libre. Il avait pu ainsi acheter une voiture et de la terre pour lui-même et pour sa sœur. Ben Laden l'avait convoqué à son bureau et, après plusieurs heures d'attente, lui avait calmement mais fermement expliqué qu'il serait pardonné quand il aurait remboursé la totalité de la somme. À première vue, Ben Laden se comportait en patron exigeant, mais compréhensif. Mais Fadl n'avait nulle intention de lui obéir et était assez malin pour comprendre que Ben Laden, quoi qu'il dise, ne lui ferait plus jamais confiance. « Après cet entretien, expliqua-t-il, j'ai senti que je devais m'en aller. » Partir était facile, trouver un lieu où se poser l'était beaucoup moins. Pendant des mois, avant de réussir son coup avec les Américains, Fadl avait eu tout le temps de peaufiner son récit. Il avait vainement proposé ses services à une demi-douzaine de pays, dont la Syrie et l'Arabie Saoudite (où, déclara-t-il devant le tribunal new-yorkais, on avait tenté de l'embaucher pour assassiner Ben Laden).

Les carrières politiques reflétant parfois un degré minimum de moralité, le FNI chassa Tourabi du pouvoir au terme de la décennie. Il se retrouva en prison (ou un certain temps en résidence surveillée) au moment où, avec l'arrivée du pétrole soudanais, Khartoum espérait échapper à sa dangereuse dépendance financière vis-à-vis de gens comme Ben Laden. Après le 11 septembre, les États-Unis s'impliquèrent activement dans les pourparlers de paix pour mettre fin au conflit entre la capitale et les rebelles du Sud, qui durait depuis vingt ans. Le FNI avait bouclé la boucle, et Tourabi se sentait certainement trahi dans sa mission révolutionnaire. Mais le pays avait payé d'un prix exorbitant l'échec de son expérience.

Plus je réfléchis aujourd'hui au Soudan de Tourabi, plus je regrette que l'administration américaine ne se soit pas montrée plus futée au début des années 80. De nombreux signes, depuis des années, permettaient d'augurer de ce que serait Al-Qaida, en dépit de ses dehors présentables. Le FNI ne donnait pas

encore dans le terrorisme à la manière de Ben Laden (même s'il allait faire montre, une fois au pouvoir, d'une violence assez terrifiante). Mais Al-Qaida comme le FNI s'approprièrent la technologie occidentale à des fins qui étaient profondément, par leur essence même, anti-occidentales. Les premiers ordinateurs que j'ai vus à Khartoum ne se trouvaient pas dans les bureaux d'un gouvernement réduit à la misère, mais au quartier général du FNI, aux mains d'hommes qui avaient souvent fait leurs études dans des universités américaines grâce à des bourses offertes par le gouvernement américain.

Même à cette époque, Tourabi et sa jeune clique me semblaient étrangement déphasés avec leur expérience occidentale. Ces cadres du FNI, qui manquaient souvent d'humour, avaient passé beaucoup de temps, parfois plusieurs années de suite, aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, sans comprendre comment fonctionnaient ces sociétés occidentales. Ceux qui avaient fait leurs études aux États-Unis s'exprimaient correctement, et faisaient montre d'une véritable fascination pour les sports américains. Mais leur timidité ou la violence du choc culturel les avait empêchés d'explorer le mode de vie américain, avec ses contradictions et ses complications. Peut-être, aussi, comme je l'ai pensé plus tard, n'entrait-il pas dans leur projet de comprendre l'Occident. Les musulmans comme Tourabi appréciaient d'abord, en Amérique, l'absolue liberté qui leur était offerte de développer leurs idées dans une société fondée sur le dogme de la liberté religieuse. Peu leur importait qu'un tel luxe ne soit accessible qu'à un tout petit nombre de musulmans dans leurs pays respectifs. Les États-Unis n'étaient ni plus ni moins qu'un endroit commode où l'on pouvait acquérir des connaissances, gagner de l'argent, se déplacer sans être agressé ou harcelé, comprendre ce que la société idéale dont on rêvait ne devait pas devenir.

Après son coup d'État, le FNI avait largement réussi à se maintenir – et ses hôtes extrémistes étrangers avec lui – à l'écart des projecteurs. Je ne pense pas que les services de renseignement américains aient jamais tenté de l'infiltrer, en tout cas de manière à comprendre et à contrebalancer sa politique. Les États-Unis, devenus dépendants de la technologie sophistiquée

de l'espionnage par satellite, avaient renoncé à des méthodes plus classiques et plus exigeantes de collecte du renseignement, qui ne peuvent se pratiquer dans le confort d'un bureau climatisé et consistent par exemple à se rendre sur le terrain pour rencontrer les gens et savoir ce qu'ils ont en tête. Quand, à la suite du 11 septembre, a été rendu public un mémorandum de 1996 exposant les demandes des États-Unis à Khartoum, j'ai été frappé par les points quatre et cinq concernant les équipements que le Soudan était censé utiliser pour entraîner « les hommes du Hamas et d'autres éléments terroristes ». On y lisait comme recommandation : « Raser au bulldozer le camp militaire de Mertkhiyet localisé avec les coordonnées 15-43-30 N 32-24-07 E, et produire les preuves de la destruction de ce camp, pour permettre aux représentants américains de l'inspecter[67]. »

Quelles précisions, dans le plus vaste pays africain ! Ce camp était peut-être celui que l'ambassadeur Carney avait visité avant que Washington ne décide de rompre avec le FNI et d'isoler le Soudan en 1996. Madeleine Albright, encore ambassadeur à l'ONU, décrivait alors le Soudan comme « le nid de vipères du terrorisme », et tout allait de mal en pis. J'ai depuis discuté avec d'autres diplomates occidentaux qui avaient visité d'autres camps. Il ne fait aucun doute que de nombreux partisans de Ben Laden étaient partis ou s'étaient cachés après son expulsion. Quoi qu'il en soit, les diplomates avaient bien vu que ces camps désignés par les Américains comme des fabriques de terroristes servaient à entraîner de jeunes recrues. Mais comment, lors de ces rares visites guidées, des diplomates ou même des attachés militaires auraient-ils pu distinguer des terroristes des soldats de la milice populaire de défense, qui étaient souvent de malheureux étudiants ou de jeunes garçons ramassés dans la rue auxquels on donnait quelques rudiments d'instruction militaire avant de les envoyer au combat dans le Sud où la guerre civile s'éternisait ?

Je suis un adepte du jogging, et quand je séjourne à Khartoum je vais volontiers courir au bord du Nil dans la relative fraîcheur du petit matin. Je me souviens de ma stupéfaction la première fois que j'ai croisé une longue colonne de jeunes recrues qui couraient dans la direction opposée en chantant : « Il n'y a de Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète. » Il avaient vraiment l'air de Soudanais pour moi, et je ne pouvais

pas croire qu'il existait des terroristes assez hardis pour proclamer ouvertement leur opposition. J'étais sans doute sous l'influence, je l'avoue, des souvenirs défraîchis de mon premier séjour à Khartoum en 1964. Je m'étais étonné, alors, de voir des adversaires politiques soudanais décréter et respecter en pleine crise une trêve de quatre jours pour ne pas ternir les fastes d'une visite officielle de la reine Élisabeth à son ancien condominium.

Algérie : Sport et Musique

Le 14 décembre 1999, Diana Dean, officier des douanes à Port Angeles dans l'État de Washington, affole sans le vouloir un jeune homme nerveux qui s'apprête à quitter au volant de sa voiture le dernier ferry assurant la navette entre Vancouver au Canada, et Seattle. Il a suffi de très peu de chose pour l'affoler : elle lui demandait son passeport et le priait d'ouvrir le coffre arrière du véhicule, une Chrysler vert foncé toute neuve. Au lieu de s'exécuter, le jeune homme est parti en courant, a tenté de se cacher derrière une camionnette en stationnement, s'est échappé à nouveau et ne s'est laissé ceinturer qu'après avoir vainement essayé de s'emparer d'une autre voiture arrêtée à un feu de circulation. On découvre en inspectant le coffre de son véhicule que l'habitacle destiné à recevoir la roue de secours contient en réalité une assez grande quantité de RDX (produit voisin de la nitroglycérine), de l'engrais et d'autres explosifs volatiles, des montres-bracelet Casio à minuteur et des circuits électroniques, le tout en quantité suffisante pour faire sauter l'aéroport de Los Angeles.

C'était bel et bien la mission confiée par Al-Qaida, comme Ahmed Ressam l'avouera en 2002 devant un grand jury qui l'a inculpé de délits passibles de cent trente années de prison. Pendant les jours qui suivent son arrestation fortuite, Ressam va partager la une des journaux avec une autre affaire qui a pour cadre la lointaine Jordanie. Là-bas, presque au même moment, les forces de sécurité jordaniennes ont découvert, en inspectant les sous-sols d'un immeuble, des explosifs entreposés dans une cache spécialement construite à cet effet. Elles ont arrêté des

ressortissants locaux connus comme islamistes, en les accusant de préparer un attentat contre, entre autres cibles, l'hôtel Radisson, fréquenté par de nombreux touristes américains sur le site biblique du mont Nebo d'où Moïse aperçut jadis la Terre promise. À Washington, le patron du Conseil national de sécurité chargé de la lutte contre le terrorisme a été à la fois surpris et soulagé en apprenant la nouvelle : grâce à ce pur coup de chance, New York pourrait franchir les fêtes de fin d'année et la fin du millénaire sans connaître la superproduction terroriste tant redoutée[1].

J'étais, quant à moi, on ne peut plus perplexe. Ahmed Ressam était algérien. Son arrestation, plus précisément son arrestation aux États-Unis, qu'un océan séparait de son pays d'origine, allait contre tout ce que je savais de l'Algérie, sur laquelle je pensais avec quelque suffisance avoir accumulé une ample connaissance pour l'avoir fréquentée ma vie durant. L'Algérie occupait pour moi une place à part depuis ce jour de la fin des années 50 où j'y avais débarqué pour couvrir la dernière guerre coloniale française. Je m'étais fait, depuis, un devoir d'y aller une fois par an. L'affaire Ressam m'amenait brusquement à revenir sur ce que j'avais toujours pensé de ce pays et du caractère politique du djihad. Je n'étais pas le seul dans ce cas. À Washington, les responsables de l'antiterrorisme exprimaient aussi leur surprise.

J'étais avant tout fermement convaincu que les Algériens constituaient l'un des peuples les plus ethnocentriques de la planète. Des colonels révoltés de l'armée française dans les années 50 aux islamistes algériens des années 90 en passant par les colons français et leurs ennemis nationalistes algériens, le passé turbulent de l'Algérie a eu pour acteurs des personnages hors du commun, mais dont l'horizon politique ne s'étendait guère au-delà de l'Algérie elle-même. Le théâtre des opérations de collecte de fonds et de trafic d'armes comprenait la France, avec son importante population d'immigrés maghrébins, et une partie de l'Europe de l'Ouest, mais uniquement dans les pays limitrophes. Plusieurs millions d'Algériens et de citoyens d'origine algérienne vivaient en France. Leurs opinions et leur cœur – et souvent leurs familles – allaient et venaient sans cesse d'une rive à l'autre de la Méditerranée. Pour de nombreux Algériens, profondément marqués par cent trente-deux ans de domination coloniale, la France restait l'ennemi traditionnel, héréditaire,

leur équivalent national du Grand Satan. Ils vivaient avec elle, à la stupéfaction des étrangers, dans une relation d'amour-haine souvent aveuglante et qui se suffisait à elle-même.

Par moments, ce sentiment d'éternelle injustice semblait inscrit dans les gènes des Algériens au point de défier toute logique. Ainsi en 1990, quand le monde arabe radical dans sa presque totalité apporta son soutien à Saddam Hussein qui venait d'envahir le Koweït. Au cours des mois précédant l'expulsion des troupes irakiennes par une coalition conduite par les Américains, les États-Unis virent converger vers eux la colère des extrémistes musulmans, partout sauf en Afrique du Nord. Aux yeux des Algériens surtout, la France était seule responsable. On en voulait à Paris de s'être posé en ami des Arabes et d'avoir prétendument multiplié les efforts pour empêcher la guerre, avant, finalement, d'envoyer des troupes se joindre à la coalition qui chassait les Irakiens du Koweït. Tel était, en tout cas, le discours superficiel.

Mais j'ai découvert en me rendant en Algérie juste avant le déclenchement des hostilités que le ressentiment envers la France avait des racines autrement profondes. En fait, le souvenir de l'époque coloniale reste si vif que les Algériens, à ce jour, n'ont encore rien pardonné à la France. À partir de 1830, les colons français, dont la population ne devait jamais excéder le million, ont chassé les Algériens de leurs terres, détruit beaucoup de leurs valeurs et de leurs traditions, et marginalisé l'islam. Puis plusieurs centaines de milliers de colons ont fui le pays en l'espace de quelques mois après son accession à l'indépendance en juillet 1962, au terme d'un conflit brutal qui avait duré huit ans et dans lequel, d'après la propagande algérienne, un million de musulmans – un sur neuf – avaient trouvé la mort.

Cependant, plus je cherchais à comprendre le cas de Ressam, moins je m'y retrouvais. Voilà un jeune Algérien qui, comme des milliers de ses compatriotes, avait quitté son pays après que l'armée eut pris le pouvoir en janvier 1992, en annulant les élections que le FIS s'apprêtait à remporter. Ce coup d'État avait mis brutalement fin à trois années de réformes grisantes, mais au soulagement tacite de la société civile et largement francophone, frappée de terreur à l'idée de voir surgir une république islamique de type iranien sur cette rive de la Méditerranée orientale.

Pendant ces trois années, et pour la première fois depuis l'indépendance, les Algériens avaient osé critiquer ouvertement leur régime de parti unique dominé par une caste de militaires francophones devenue experte dans l'art de détourner les bénéfices tirés du pétrole et du gaz, principale richesse naturelle du pays. Visiter Alger à cette époque était aussi excitant que visiter Moscou au temps de la perestroïka, et pour des raisons similaires. Si le modèle soviétique, longtemps vénéré en Algérie, pouvait être critiqué chez lui, pourquoi les Algériens, en retrouvant leur liberté de parole, se seraient-ils privés de critiquer son équivalent nord-africain ?

Aux élections locales de juin 1990, les Algériens se surprirent eux-mêmes et ébranlèrent la classe au pouvoir en votant massivement pour le FIS, seul parti islamiste d'Afrique du Nord, légalisé l'année précédente au grand dam de la Tunisie et du Maroc voisins. Ce vote exprimait plus un manque de confiance envers une classe dirigeante laïque, corrompue, incompétente et pleine de suffisance qu'il ne proclamait une adhésion au projet de république islamique. On considérait comme des voyous les responsables de ce FLN, qui avaient combattu les Français mais avaient accaparé le pouvoir depuis l'indépendance. Les électeurs avaient donc chassé les voyous. Tel était le sens de ce premier scrutin ouvert au multipartisme dans l'Algérie indépendante. Le FIS avait travaillé dur à cette victoire, labourant le terrain pour gagner le soutien des masses populaires. Les partis laïques n'avaient pas fait le même effort.

Pendant les dix-huit mois suivants, les islamistes au pouvoir dans les instances municipales pratiquèrent une politique de terreur et de haine, surtout auprès des classes supérieure et moyenne francophones. Mais cela ne suffit pas à convaincre la société civile algérienne d'oublier ses différends pour former des partis laïques et populaires en vue d'une échéance cruciale pour le régime : les élections législatives prévues pour décembre 1991. Les signaux d'alarme étaient pourtant bien visibles. Le FIS organisait des rassemblements politiques et des marches sur Alger impressionnants – et menaçants – jusqu'aux grilles du palais présidentiel. Chaque vendredi, ses sympathisants venaient par dizaines de milliers écouter ses prêches dans des mosquées islamistes délibérément inachevées (une fois la mosquée

construite, son imam devait solliciter l'autorisation du gouvernement pour prêcher).

Les jeunes islamistes, imitant les moudjahidin qui venaient de triompher en Afghanistan, se maquillaient désormais les yeux au khôl. On y voyait un phénomène de mode plutôt qu'un signe de ralliement au djihad. Ils se rassemblaient pour la prière du vendredi dans une mosquée de la banlieue algéroise appelée Kaboul où ils retrouvaient une poignée d'anciens combattants du djihad – et un bien plus grand nombre d'imitateurs – qu'on appelait les Afghans. L'islam algérien, longtemps opprimé par le pouvoir colonial français, m'avait toujours paru intrinsèquement enraciné en Algérie. Il se réclamait d'un enfant du pays, Abdelhamid Ben Badis, réformateur musulman d'avant la Seconde Guerre mondiale, et non de Saïd Qutb ou de n'importe quel autre Frère musulman venu de l'Orient, terre d'élection de l'islam. Ben Badis avait pour devise : « L'islam est ma religion, l'arabe ma langue, l'Algérie mon pays[2]. »

Les élections législatives approchant, le FLN et les autres partis laïques se comportaient comme si le résultat des régionales de 1990 avait été le produit du hasard. On avait emprisonné sans trop de remous les principaux leaders du FIS. L'élite politique laïque respirait. Elle ne s'inquiétait pas du travail d'organisation que le FIS poursuivait sur le terrain, et dans lequel il se montrait si habile. Lors du premier tour de scrutin, en décembre, les partis laïques jouèrent le jeu du FIS en éparpillant leurs forces au lieu de présenter contre lui des candidats d'union. Le vote en faveur du FIS accusa une baisse sensible par rapport aux élections de l'année précédente, mais le parti islamiste resta majoritaire, avec un nombre d'élus dès le premier tour suffisant pour lui assurer la victoire au deuxième tour prévu au mois de janvier suivant.

Dans les jours précédant son coup d'État, l'armée organisa des rassemblements de masse à Alger avec l'appui des syndicats, des groupes féministes et d'autres organisations laïques rameutées en toute hâte. On invoquait à tout-va le contre-exemple de la révolution islamique iranienne de 1979 – « Un homme, un vote, une seule fois ». Ni les généraux ni les hommes politiques ne voulaient envisager l'alternative risquée, mais peut-être sage, suggérée par le président Chadli Bendjedid : laisser le FIS remporter ces élections et former un gouvernement, mais sous l'œil

vigilant de l'armée prête à intervenir si les islamistes menaçaient la Constitution laïque. Ainsi, la masse des Algériens serait juge des excès du pouvoir islamique et accepterait mieux son éventuel renversement. Les généraux choisirent de forcer le président à la démission – mais la solution alternative serait testée quelques années plus tard par l'armée turque, qui parviendrait ainsi à se débarrasser d'un gouvernement islamiste à la faveur de ce qu'on appellerait « le premier coup d'État post-moderne. » On peut penser que la décision que prirent les militaires de mettre fin au processus électoral fut plus lourde de conséquences que s'ils avaient inventé quelque prétexte pour repousser indéfiniment le vote.

Les islamistes ne devaient jamais pardonner à l'opposition laïque la trahison de cet idéal démocratique dont elle s'était tant gargarisée. Cette trahison serait désormais invoquée comme la première justification d'une politique d'assassinats systématiques dans les rangs de la société civile. Un vieux proverbe français disait qu'en Afrique du Nord « les Tunisiens étaient des femmes, les Algériens des hommes et les Marocains des lions ». L'Algérie ne tarda pas à retomber dans une violence égale à celle de sa guerre d'indépendance contre la France. Cent cinquante mille personnes sont mortes au cours des dix premières années de ce conflit, et on n'en voit pas la fin (même si le nombre de victimes est en diminution depuis quelques années). Parmi les premiers islamistes tués dans le maquis se trouvaient les quelque deux cents anciens combattants d'Afghanistan revenus au pays pour y poursuivre le djihad. En l'espace de quelques mois, le FIS fut interdit, le vaste réseau de ses élus locaux chassé des postes officiels, et des dizaines de milliers de jeunes sympathisants furent arbitrairement arrêtés, souvent torturés et systématiquement emprisonnés au Sahara, dans des camps où bon nombre d'entre eux allaient devenir des djihadistes convaincus. Pour échapper au service militaire dans cette guerre civile et aussi pour trouver du travail, d'autres jeunes Algériens quittèrent le pays dès qu'ils le purent, comme Ressam.

La répression servit les objectifs de la minorité radicale du FIS, dont les membres se donnaient, de façon quelque peu abusive, le nom de salafistes (« ancêtres »), du nom des premiers chefs musulmans qui inspirèrent aux Saoudiens leur propre interprétation de l'islam de préférence au wahhabisme. (Les salafistes saou-

diens estimaient que leurs homonymes algériens se situaient assez loin, pour ne pas dire aux antipodes, de leurs propres croyances théologiques.) Les salafistes d'Afrique du Nord n'avaient jamais partagé l'optimisme modéré de l'aile dite « algérianiste » du FIS, pour laquelle celui-ci pourrait parvenir au pouvoir par les urnes. Désormais, ils se sentaient justifiés pour faire ce qu'ils avaient toujours voulu faire : se battre à outrance au nom du djihad afin de s'emparer du pouvoir et d'instaurer une république islamique. Ils ne faisaient pas de quartier.

J'ai eu un pressentiment lorsque, un mois après le coup d'État des militaires, des Européens et des Algériens ont été assassinés dans la Casbah d'Alger, ce quartier surpeuplé face à la Méditerranée, au cœur même de la ville. J'ai revu les images de l'autre guerre, quand des Algériens tuaient aussi bien leurs compatriotes que des colons et des soldats français. Une fois encore, les excès macabres : la gorge ouverte, dite « sourire kabyle », le nez, les seins tranchés, le pénis coupé enfoncé dans la bouche de la victime... J'en ai fait la remarque à un vieil ami algérien, nationaliste de la première heure qui avait pris une part importante dans ce conflit. Il m'a fait clairement comprendre qu'il ne voulait pas qu'un étranger, fût-il un ami de longue date, le ramène à tout cela. Les tenants du pouvoir qu'il servait désormais avaient rapidement balayé les doutes sur le bien-fondé de leur choix, et avaient même forgé un mot dont ils se servaient avec fierté pour se désigner eux-mêmes : « éradicateurs ». Ce qui permettait au moins d'épargner aux Algériens le retour à des mots d'ordre aussi hypocrites que lamentables du style « Gagner les cœurs et les esprits ». Quand on en arrivait à la violence, il n'y avait plus de différence visible entre deux protagonistes.

Même ainsi, le régime militaire a eu fort à faire pour maintenir un semblant de contrôle sur la situation (et une décennie plus tard, les forces de sécurité restaient incapables de prévenir la violence sporadique). Pendant ces premières années, les islamistes tenaient des quartiers entiers à Alger même, contrôlaient les principales voies de circulation et y prélevaient leur dîme à leur convenance, et lançaient des actions de guérilla dans le maquis. L'affrontement ne tarda pas à être si confus qu'il devint impossible de distinguer les amis des ennemis. L'Algérie vivait quotidiennement sous la terreur des attentats à la voiture piégée, des massacres à la hache, des disparitions, de la torture et

des assassinats de journalistes, de chanteurs, de directeurs de théâtres et de cinémas...

Des islamistes se faisant passer pour des soldats en uniforme dressaient de faux barrages sur les routes pour assassiner les vrais soldats – ou s'agissait-il de vrais soldats en uniforme qui assassinaient et se faisaient ensuite passer pour des combattants du djihad ? Des tueurs déguisés en soldats de la foi massacraient des villageois sans armes au vu et au su de troupes de l'armée régulière cantonnées à proximité et qui ne faisaient rien pour les secourir. Les étrangers travaillant en Algérie étaient assassinés les uns après les autres (mais, de façon significative, les Américains ne furent jamais visés). À l'automne 1994, alors que le gouvernement était au bord de la chute (comme il devait le reconnaître plus tard), j'ai fait un reportage de deux semaines en Algérie dans un climat particulièrement tendu. Même à l'hôtel Saint-Georges, fierté de l'époque coloniale, qui avait servi de quartier général à Eisenhower pendant la Seconde Guerre mondiale, on n'était pas en sécurité.

Je n'avais pour assurer ma protection qu'un chauffeur de taxi auquel je faisais appel depuis des années, comme d'autres correspondants étrangers. On le payait bien, et il ne posait jamais de questions indiscrètes. Par un accord tacite, il ne me demandait pas où je voulais me rendre tant que je n'étais pas dans sa voiture. Contrairement à de nombreux chauffeurs de taxi dans les pays du tiers-monde, qui avaient tendance à s'éclipser au moment où on avait le plus besoin d'eux, il restait à m'attendre dans son véhicule jusqu'à mon retour. Dans une ville comme Alger, à la circulation perpétuellement encombrée, c'était extrêmement précieux ; en tant qu'Occidental, on ne tenait pas à rester dehors plus longtemps que nécessaire. Je me fiais toujours à ses conseils. Il me disait si je pouvais ou non me rendre sans risque dans tel ou tel quartier, et je ne discutais pas quand il me disait que ce n'était pas le bon moment.

La plupart des étrangers clairs de peau avaient quitté l'Algérie depuis longtemps, les diplomates sortaient rarement de leurs ambassades dûment protégées, et les journalistes, en particulier les journalistes occidentaux, étaient faciles à repérer dans les célèbres embouteillages d'Alger comme dans le reste du pays. Ce conflit n'était guère présent dans les médias[3]. Les correspondants étrangers n'étaient pas tous disposés à prendre de tels

risques, physiques ou professionnels. Le régime, de son côté, ne tenait pas à faciliter une couverture médiatique à l'étranger qu'il n'avait pas les moyens de contrôler. Les visas étaient difficiles à obtenir. On avait fini par nous imposer des accompagnateurs et par nous faire escorter par des hommes armés « pour notre sécurité ». Peu d'Algériens, dans ces conditions, acceptaient de se confier. Les autorités offraient généreusement des images de massacres aux télévisions étrangères, et plus spécialement en France, qui fut longtemps le seul pays à s'intéresser sérieusement au conflit.

Comme la violence continuait à faire rage année après année, des officiers découragés commencèrent à déserter en accusant le haut commandement d'infiltrer et de radicaliser les factions les plus extrémistes comme le GIA, né d'une scission avec le FIS. On commença par rejeter ces imputations en accusant leurs auteurs de faire de la propagande antinationale. Mais des officiers déserteurs de plus en plus nombreux multipliaient les témoignages sur des unités spéciales coupables de crimes envers la population civile que les autorités attribuaient ensuite à leurs ennemis islamistes.

Les tentatives de l'armée pour défendre son honneur allaient se retourner contre elle en 2002. Cette année-là, le général Khaled Nezzar, ancien chef d'état-major qui avait été longtemps l'éminence grise du régime, déposa plainte à Paris contre un jeune dissident et ex-sous-lieutenant du nom de Habib Souaidia, qui, dans un livre à succès, accusait l'armée de s'être rendue complice d'un massacre de civils attribué aux islamistes. Mais les témoins de la défense accumulèrent des preuves accablantes contre Nezzar. Le procès fut très suivi en Algérie et en France, grâce à l'importante couverture des médias français. L'ex-colonel Mohammed Samraoui, qui avait été le numéro 2 du service de contre-espionnage de l'armée avant de déserter, en fut le témoin vedette. Il expliqua au tribunal comment les unités de la Sécurité militaire avaient « créé le GIA », et en avaient finalement perdu le contrôle. Le but était d'affaiblir et détruire le FIS : « Nous avions dressé une liste des individus les plus dangereux et réclamé leur arrestation. Mais en vain : on avait besoin d'eux pour former des groupes terroristes. Au lieu d'eux, nous avons arrêté des gens à droite, à gauche et au centre. Nous voulions radicaliser le mouvement[1]. » Samraoui déclara que

l'armée possédait une liste de « dangereux islamistes » dès 1991. Les services de renseignement avaient identifié les volontaires algériens en Afghanistan et les avaient accueillis à leur retour. « Ils prenaient tous le même vol avec escale à Tunis parce que c'était deux fois moins cher, précisa-t-il. Dès qu'ils atterrissaient en Algérie, on les prenait en main et on les recrutait[5]. » Il s'avéra que ces méthodes terroristes étaient la copie conforme de celles qu'avaient mises en œuvre les spécialistes de l'« action psychologique » de l'armée française pour dresser les Algériens les uns contre les autres pendant la guerre d'indépendance. Dans ce nouveau conflit, chacun tentait de manipuler l'autre – ses compatriotes algériens et les gouvernements étrangers. Le recours au terrorisme pour influencer l'opinion publique occidentale était devenu une habitude pour les islamistes comme pour les autorités algériennes.

La France constituait une cible prioritaire. Paris approuva maladroitement le coup d'État de 1992 et continua à soutenir le pouvoir en place en lui accordant des prêts et en rééchelonnant une dette algérienne qui ne cessait de s'alourdir. Le maintien de ces liens avec la France était jugé aussi vital pour l'armée qu'il était important pour les islamistes d'obliger Paris à retirer son soutien au gouvernement. Des années plus tard, seulement, les autorités françaises confirmeraient à regret, et de manière indirecte, que ce gouvernement s'était bel et bien servi du terrorisme pour peser sur leur politique algérienne. Divers témoignages de responsables algériens entrés en dissidence sont venus depuis corroborer des théories qui semblaient manquer de consistance pour expliquer un certain nombre de graves attentats dirigés contre la France. C'est ainsi que, six ans après les faits, un Algérien du nom d'Abdelkader Tigha, ancien officier de sécurité qui se languissait dans une prison thaïlandaise, déclara que l'armée était derrière le meurtre de sept moines cisterciens français enlevés dans leur monastère de Tibehirine, au sud d'Alger, en 1996. Cet acte de terrorisme avait profondément choqué l'opinion publique française. Tigha expliqua que les services de renseignement de l'armée contrôlaient Djamel Zitouni, le principal chef du GIA, et se servaient de ses hommes pour massacrer des civils afin de dresser les opinions publiques algérienne et française contre les combattants du djihad. Zitouni, selon Tigha, avait pour ordre d'enlever les moines dans

le cadre d'une opération qui devait s'achever par leur expulsion vers la France (avec peut-être, suggéra-t-il, l'accord des Français), mais il ne devait pas les tuer. L'opération avait mal tourné. Zitouni ayant été forcé de les livrer à un groupe islamiste rival du GIA et encore plus radical, les moines avaient eu la tête tranchée[6].

Erreur ou pas, le sort barbare des moines de Tibehirine a servi les objectifs du régime militaire algérien en suscitant l'horreur de l'opinion publique française à l'égard des islamistes et en discréditant un peu plus un GIA déjà affecté d'une réputation de violence incompréhensible. Dans les milieux islamistes de Londres, même les amis les plus fidèles venus du Golfe affichaient leur perplexité au sujet de l'Algérie, cette terre sauvage qui n'obéissait en rien à la logique tortueuse à laquelle ils faisaient appel pour la défense d'Al-Qaida et des autres groupes de combattants du djihad. On allait retrouver la même opacité lors du détournement d'un airbus d'Air France sur l'aéroport d'Alger par un commando-suicide du GIA, à Noël 1994. Le détournement s'était déroulé dans des conditions de sécurité tellement suspectes que les autorités françaises critiquèrent ouvertement leurs homologues algériens pour leur attitude jugée ambiguë. Il fallut insister fortement pour que l'avion soit autorisé à décoller d'Alger[7]. Les preneurs d'otages comptaient diriger l'appareil sur la tour Eiffel – projet qui inspirera peut-être les terroristes sept ans plus tard pour leur attentat contre le Pentagone et les tours du World Trade Center. Mais pendant qu'il était posé à Marseille pour se ravitailler en carburant, les hommes du GIGN parvinrent à y pénétrer et à abattre les terroristes.

Puis le terrorisme punitif traversa la Méditerranée. Entre juillet et octobre 1995, 10 citoyens français trouvèrent la mort et plus de 80 furent blessés dans une série d'attentats perpétrés avec des bombes de fabrication artisanale, le plus souvent dans les couloirs du métro parisien. On en accusa presque aussitôt le GIA[8]. En quatre mois, les principaux auteurs furent arrêtés[9]. Un spécialiste français de l'antiterrorisme m'a déclaré que cette campagne d'attentats n'avait pas coûté plus de 200 000 francs à ses auteurs – moins de 42 000 dollars. Mais tout n'était pas si clair. Lors du procès des terroristes du métro à l'automne 2002, les avocats de la défense suggérèrent que la redoutable Sécurité

militaire algérienne – surnommée par dérision Sport et Musique – avait manipulé Ali Touchent, membre du GIA et cerveau avéré des attentats, qui avait ensuite mystérieusement disparu [10].

Mais comme Touchent avait été interrogé par les services de renseignement français au début de l'année 1989 et avait ensuite échappé à la police dans divers pays européens, les soupçons de connivence avec les forces de sécurité étaient tombés dans l'oubli. Au bout d'un an et plus, les autorités algériennes annoncèrent qu'il avait été tué en plein centre d'Alger lors d'une fusillade près de l'hôtel Albert-Ier. Son retour à hauts risques à Alger et le fait qu'il y logeait, a-t-on dit, dans une caserne placée sous haute surveillance policière ont amené à s'interroger sur l'identité de ses véritables employeurs. C'est seulement au mois de février suivant que les Algériens prirent la peine d'authentifier le cadavre – grâce au dossier de soins dentaires – et d'informer les Français. Un délai dans lequel on vit un autre message pas vraiment amical adressé à la France.

Ces détails obscurs laissent entrevoir l'écheveau du terrorisme et de l'antiterrorisme, et leurs diverses utilisations occultes bien au-delà des frontières de l'Algérie. Avant le 11 septembre, Louis Freeh, alors directeur du FBI, honora à plusieurs reprises l'Algérie de sa présence et se déclara partisan d'une coopération silencieuse, surtout à propos des anciens combattants d'Afghanistan. Mais c'est seulement après une visite à Alger, le 13 décembre 2002, qu'un haut responsable américain, le sous-secrétaire d'État Williams Burns, déclara : « Nous avons beaucoup à apprendre de l'Algérie sur la façon de combattre le terrorisme. » On était loin, avec une telle déclaration d'amitié, de l'époque où l'Algérie déplorait officiellement le fait que, dès lors que les victimes n'étaient « que » des Algériens, le reste du monde, à l'exception notable mais rarement admise de la France, restait indifférent.

Cette coopération avec les États-Unis représentait une ouverture longtemps recherchée par le régime militaire, persuadé depuis le début des années 90 que l'Amérique était prête à tolérer un pouvoir islamiste à Alger. Les dossiers des services secrets, surtout en matière de terrorisme, sont une monnaie d'échange entre les mains de nombreux États. Les États-Unis ne s'étaient guère souciés, par le passé, des intrigues de Sport et Musique. Ces questions-là n'avaient d'intérêt que pour les Français. J'aime

à croire que l'indifférence des Américains venait de leur répulsion à l'égard des habitudes de manipulation, pour ne pas parler de la torture, associées depuis longtemps au régime militaire.

Même si c'était le cas, les choses changèrent du tout au tout après le 11 septembre, quand les Algériens inondèrent les Américains reconnaissants de dossiers établis par leurs services de renseignement. Les cadeaux furent acceptés de bon cœur, et on posa peu de questions, ou pas du tout, sur la façon dont les informations avaient été recueillies ou sur leur authenticité. Les services de renseignement algériens avaient exercé une surveillance active sur les Algériens engagés en Afghanistan dans les années 80 et avaient considérablement renforcé leurs équipes de contre-espionnage au Pakistan après le coup d'État de 1991. Au fil des années, les spécialistes français de l'antiterrorisme avaient développé une sorte de sixième sens pour éventer les plus gros bobards de Sport et Musique (et envoyé des agents de la DST au Pakistan pour y surveiller les combattants du djihad d'origine algérienne ou française). Les Français, toutefois, péchaient par excès de prudence, ce qui les amenait souvent à douter de la sincérité des islamistes et des autres Algériens désireux d'échapper à tout prix à la descente aux enfers de leurs pays.

Coincés entre les « éradicateurs » et les islamistes, tout aussi violents, de nombreux Algériens de toutes opinions voulaient fuir à l'étranger ; les plus chanceux obtenaient des visas pour la France, le Canada et d'autres pays occidentaux. L'émigration se poursuivait depuis longtemps, même dans les périodes de prospérité. Des dizaines de milliers d'Algériens, parmi lesquels de nombreux diplômés, avaient pris le chemin de l'exil depuis que l'économie fondée sur l'exploitation du gaz et du pétrole avait entamé son déclin dans les années 80, tandis que l'État policier se montrait de plus en plus répressif. À partir de 1992, les islamistes les imitèrent, en recherchant la protection des communautés d'Algériens établies à l'étranger. Les autorités étaient trop heureuses de se débarrasser d'eux. En France, où nombre d'entre eux arrivaient d'abord, on les attendait de pied ferme. Les services de sécurité avaient compris à juste titre qu'après la prise de pouvoir par les militaires les islamistes viendraient à eux. Certains ne songeaient qu'à échapper aux « éradicateurs » qui les menaçaient dans leur pays. D'autres venaient

en France avec l'intention de collecter de l'argent, des armes et des informations pour la cause. La France avait déjà vécu tout cela pendant la guerre de 1954 à 1962. Paris ne voulait pas d'un remake.

Alors que le nouveau conflit avait éclaté depuis quelques mois à peine, les services de sécurité français, ne perdant pas de temps, expulsaient déjà les suspects algériens – souvent, à en croire les critiques, sans trop s'embarrasser des formes légales. Il y eut des arrestations massives en 1992 et 1993. L'une des astuces souvent utilisées, et qui serait reprise par les Américains après le 11 septembre, consistait à arrêter les suspects, à les placer en détention sur des charges mineures, puis à les condamner à une peine de courte durée couverte par leur temps de détention avant le passage devant la justice. Mais contrairement aux tribunaux américains, qui infligeaient systématiquement aux prévenus jugés coupables d'actes terroristes des peines de plus de cent ans, les Français avaient opté pour des condamnations légères. Il s'agissait avant tout de ne pas laisser les fauteurs de troubles dans la rue. La France ne faisait pas un secret de sa politique d'expulsions, et prévenait régulièrement ses alliés, à commencer par ses proches voisins, que les islamistes allaient tenter de prendre pied sur leur territoire.

Jean-Louis Bruguière, le flamboyant juge antiterroriste, m'a affirmé qu'il avait également averti les États-Unis, mais sans résultat. Derrière des portes blindées à l'épreuve des balles et actionnées par télécommande dans les entrailles du Palais de justice de Paris, Bruguière est toujours aussi fier de ses pouvoirs d'exception – uniques en Europe – et de ses avantages annexes, au nombre desquels deux gardes du corps à plein temps et le droit de porter un 357 Magnum. Il est à la tête d'une organisation centralisée qui lui permet de court-circuiter la bureaucratie, et parfois les services de renseignement concurrents et une bonne partie du code pénal. Lorsqu'il s'agit d'instruire des accusations, il a déjà déclaré, avec son goût des formules à l'emporte-pièce : « Je suis l'enquêteur, le juge et le jury. » Son large arsenal incluait l'usage pratiquement illimité des écoutes, des enregistrements et des mandats d'amener, le droit de retenir les suspects quatre-vingt-dix heures d'affilée (vingt-quatre heures sans avocat), le recours aux informateurs de la police, l'écoute des sermons dans certaines mosquées de tendance isla-

miste radicale et la possibilité d'infiltrer des groupes et des réunions. Bruguière avait fait bon usage de ses pouvoirs en faisant condamner Carlos dit le Chacal, des terroristes libyens et iraniens de gros calibre, et des exécutants de moindre importance.

Aux États-Unis, le 11 septembre et la loi dite *USA Patriot Act* ont doté le secrétariat à la Justice de moyens quelque peu analogues à la formidable force de frappe dont disposent Bruguière et ses trois collègues depuis la mise en place de la cellule spéciale de lutte antiterroriste en septembre 1986[11]. Leurs méthodes sont expéditives, au grand dam des défenseurs des libertés publiques, des magistrats qui protègent ces libertés et des avocats de la défense, qui font observer qu'un nombre relativement faible d'arrestations aboutit à une condamnation. Bruguière répond qu'il a ordonné plus de 400 arrestations d'islamistes et plus de 5 000 perquisitions depuis les premiers attentats terroristes sur le territoire français en 1994[12].

Tout au long des années 90 et au-delà, les polices française et européennes ont échangé leurs renseignements et coopéré pour la recherche et la neutralisation des réseaux islamistes. Paris a commencé dès 1993 à établir des dossiers sur les jeunes Français et les autres ressortissants de pays musulmans qui se rendaient en Afghanistan pour y recevoir une instruction militaire dans les camps des combattants du djihad. Vers le milieu des années 90, le contre-espionnage français estimait que 50 à 60 jeunes volontaires, souvent des beurs, musulmans nés sur le sol français, partaient chaque mois pour l'Afghanistan. Un effort similaire a été fait dans tous les pays européens pour surveiller les déplacements de ces volontaires et leurs activités après leur retour. Cette coopération s'est souvent révélée très efficace. Elle est passée largement inaperçue, sauf quand un événement particulier venait attirer l'attention sur elle – ce fut le cas par exemple en juin 1998 avec l'arrestation simultanée de 250 suspects dans six pays européens, une semaine avant la Coupe du monde de football.

Ressam, originaire d'une ville de l'Ouest algérois, non loin de l'endroit où les troupes françaises débarquèrent en 1830, était venu échouer sur les côtes de France avec cette vague d'émigration. Comme des milliers de jeunes Algériens, il n'avait

pas perdu de temps pour s'enfuir à l'étranger quand l'armée, après avoir interrompu le processus électoral, avait déclenché des arrestations en masse. Rester, c'était risquer la prison, voire la torture, la privation de liberté pour une durée indéterminée, ou le service militaire obligatoire. Ressam quitte donc l'Algérie en septembre 1992 sur un ferry à destination de Marseille, muni d'un visa de touriste valable un mois. De là il passe en Corse, où il vit de petits boulots saisonniers. Mais il n'a pas de qualification particulière et les temps sont difficiles en France, surtout pour les immigrés nord-africains, et la police surveille de près les jeunes qui survivent en volant des cartes de crédit, des autoradios ou des téléphones portables. C'est l'époque où un grand nombre de jeunes Algériens déracinés sont récupérés par les extrémistes du djihad en Europe et au-delà. Ressam est arrêté en Corse en novembre 1993 pour infraction aux lois sur l'immigration. Relâché, il disparaît avant l'ouverture de son procès prévu en mars de l'année suivante. Il s'envole pour le Canada le 20 février, avec un faux passeport. Rien ne laisse prévoir jusque-là que la trajectoire du jeune homme va le conduire, pour son malheur, à l'âge de 22 ans, à passer de la Colombie-Britannique à l'État de Washington ou à Al-Qaida.

À l'aéroport de Montréal, un officier de l'immigration repère immédiatement le passeport falsifié et arrête Ressam. Pris en charge par un avocat spécialisé dans la défense des immigrés, il demande l'asile politique, se prétend persécuté chez lui en raison de ses convictions religieuses et, pour faire bonne mesure, s'invente un séjour en prison sur une fausse accusation de port d'arme. Ce petit bobard offre aux services de l'immigration un prétexte pour ne pas le renvoyer immédiatement dans son pays. Les Algériens – et d'autres – désireux de commencer une nouvelle vie à l'étranger, même quand leur demande d'asile était rejetée, faisaient couramment appel à cette astuce. On savait que le Canada accueillait plutôt bien les Algériens et d'autres immigrants francophones. Ottawa poursuivait en cela une politique d'immigration inaugurée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, quand le Canada laissait entrer sans leur poser de questions des milliers de ressortissants des pays de l'Est (souvent impliqués dans les crimes de guerre). La demande d'asile de Ressam fut rejetée, mais, considérant la violence qui faisait rage en Algérie, les autorités canadiennes renoncèrent à

l'y renvoyer. Comme de nombreux immigrants en déshérence au Canada, Ressam vécut quelque temps d'assistance et de petites combines. Le Canada distribuait généreusement les indemnités de chômage et autres aides – 550 dollars par mois dans son cas – et on n'attendait pas de lui, en tant qu'immigrant, qu'il soit immédiatement hors d'affaire.

Rien ne prouve que Ressam soit parti au Canada avec l'intention délibérée de rejoindre le djihad. Rien n'indique, non plus, qu'il y ait connu une personne quelconque engagée pour la cause des islamistes radicaux. Comme l'ont établi les pièces produites à son procès, il s'installa à Montréal et y fit rapidement la connaissance d'autres Algériens. Parmi ses nouveaux amis figurait un certain Fateh Kamel, immigré depuis 1987 et marié à une Canadienne, ainsi que Moustapha Labsi et un Marocain du nom de Saïd Atmani. On ne sait pas très bien, aujourd'hui encore, comment Ressam va se rapprocher de cette bande, mais la promiscuité dans laquelle vivent alors les immigrés explique beaucoup de choses. Pour la première fois, il est impliqué dans de petits larcins et la police locale s'intéresse à lui. (La doctrine du djihad se répand facilement dans les prisons auprès de musulmans peu portés sur la religion mais poussés à l'action militante par des aumôniers islamistes qui trouvent avec eux un public captif[13].)

Les nouveaux amis de Ressam à Montréal étaient des djihadistes dont le juge Bruguière suivait depuis longtemps la piste en Bosnie et en Afghanistan. Il était persuadé que Kamel, Labsi et Ressam appartenaient à l'une des plus importantes cellules d'Al-Qaida au Canada. Il avait également la certitude que ce pays, avec sa longue frontière peu surveillée, était une base de départ pour de futures opérations terroristes aux États-Unis. Mais on ne l'écoutait guère. Il enrageait de voir que les autorités canadiennes, arguant de la protection légale dont bénéficiaient au même titre citoyens et immigrants, restaient sourdes aux menaces contre lesquelles il ne cessait de les alerter. Deux mois avant l'arrestation de Ressam, Bruguière était revenu, dépité, d'une mission à Montréal. Il n'avait pas pu convaincre ses homologues canadiens d'arrêter Kamel et les autres membres de la cellule. Toutefois, et en partie grâce à sa vigilance et à la surveillance exercée par les Canadiens, nombre d'entre eux seraient incarcérés dans divers pays européens pour activités terroristes, notam-

ment pour avoir fourni des passeports volés et falsifiés à des islamistes en cavale. Au Canada, certains avaient des métiers qui leur servaient de couverture. D'autres vivaient en commettant de petits délits. Leurs passeports canadiens leur permettaient de voyager librement.

En mars 1998, les nouveaux amis de Ressam (en particulier Kamel, séduisant et beau parleur) avaient acquis une telle influence sur lui qu'ils l'avaient persuadé de partir pour l'Afghanistan afin d'y recevoir dans un camp d'Al-Qaida une formation spéciale en matière d'explosifs. Ressam s'y était montré bon élève, au point d'attirer l'attention d'Abou Zoubeïda, un jeune Palestinien qui faisait office de chasseur de têtes auprès de Ben Laden en sélectionnant des recrues potentielles pour les futures opérations du réseau[14]. Au terme de son entraînement, en février 1999, Ressam avait reçu 12 000 dollars et l'ordre d'organiser un attentat terroriste aux États-Unis pour frapper avec un maximum de retentissement pendant les célébrations du millénaire. On lui laissait le choix de la cible. C'était à la fois le signe d'une montée en grade et un aperçu sur les méthodes hautement décentralisées d'Al-Qaida. Le réseau connaissait mal la façon de procéder en Amérique du Nord (même s'il avait probablement des agents dormants aux États-Unis, qui pouvaient être des volontaires américains recrutés pendant ou tout de suite après le djihad antisoviétique), et même pour les critères avaricieux du Ben Laden d'avant le 11 septembre, 12 000 dollars ne représentaient pas un gros investissement.

La promotion de Ressam, par contre, n'avait rien d'étonnant. La somme reflétait peut-être, en fait, la reconnaissance du risque que comportait sa mission. Ressam jouait de malchance depuis le départ. Il avait choisi lui-même, par précaution, de revenir par la Corée avec une escale à Los Angeles (ce qui lui donna peut-être l'idée de prendre l'aéroport pour cible). Mais ses quatre camarades du camp d'entraînement ayant éveillé les soupçons alors qu'ils transitaient par Londres, les autorités de l'aéroport et la police britannique les avaient empêchés de prendre leur vol pour le Canada. Ressam était seul. De retour à Montréal, il avait improvisé, recrutant plusieurs Algériens impressionnables de sa connaissance pour en faire ses complices. Selon toute vraissemblance, Ressam n'était pas l'homme d'une telle mission. Ses vrais papiers n'étaient pas en règle puis-

qu'on avait rejeté sa demande d'asile, et il aurait dû, en principe, avoir quitté le pays. Il ne s'était pas laissé démonter pour autant. Il avait découvert, au tout début de son séjour, que les attestations des registres de baptême suffisaient pour établir un passeport. Il avait donc usurpé l'identité d'un Canadien français décédé depuis peu et qui avait à peu près le même âge que lui.

Il disposait donc d'un passeport au nom de Benni Antoine Noris. Mais la question des papiers n'était pas son seul handicap. Ressam ne parlait pratiquement pas l'anglais. Il lui fallait donc un complice anglophone, recruté en la personne d'un Algérien résidant à Brooklyn qui devait prendre un avion pour le rejoindre à Seattle et l'escorter jusqu'à Los Angeles. Et Ressam n'avait aucun plan d'exfiltration : seulement un billet d'avion pour Londres. De là, il pourrait prendre un vol pour Peshawar et trouver une porte de sortie vers l'Afghanistan grâce à Abou Doha, chargé par Ben Laden du recrutement des jeunes musulmans dans les villes européennes.

Tout cela sentait l'amateurisme. Al-Qaida avait apparemment opté pour la méthode qui consiste à « miser sur tous les chevaux ». Si Ressam réussissait, tant mieux. Sinon, la perte serait minime. Comme de nombreux exécutants du réseau qui s'étaient laissés prendre dans différents pays, il n'attendait pas – et on ne lui offrit pas – le moindre secours d'Al-Qaida s'il était arrêté. Au fil des années, d'autres exécutants de première ligne ont été pris ou ont décidé de faire défection. Ressam, les quatre hommes arrêtés après les attentats à la bombe contre les ambassades d'Afrique de l'Est, un cadre de haut rang détenteur d'informations détaillées sur les finances de Ben Laden et d'autres individus qui avaient dérogé à la règle ont été simplement rayés des effectifs. Si le réseau s'est soucié d'eux, il n'en a rien laissé paraître. Al-Qaida n'a pas semblé, non plus, s'inquiéter des secrets qui risquaient d'être révélés par ceux qui s'épanchaient lors des interrogatoires. Dans la France occupée par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, les résistants soumis à la torture n'étaient pas censés taire ce qu'ils savaient au-delà d'une vingtaine d'heures. Face à de telles situations, d'autres terroristes, par exemple Carlos dit le Chacal, sont allés jusqu'à placer des bombes à bord d'un train français pour libérer des complices après leur arrestation. Ben Laden ne donnait pas dans ce style flamboyant. Même ses collaborateurs les plus proches

n'étaient pas irremplaçables, peut-être parce que leur sacrifice en inciterait d'autres, pensait-il, à rejoindre Al-Qaida pour prendre leur place. Le martyre faisait partie du programme de recrutement de Ben Laden.

Quand il rencontrait des recrues intéressantes, il les abordait souvent sans détour en leur disant qu'il cherchait des « candidats au martyre » pour ses opérations, et leur demandait s'ils étaient prêts à accepter une mission. À l'instar des grands criminels de la mafia, les quatre hommes jugés à New York en 2001 n'ont pas cherché à négocier avec la justice et ont été condamnés à une peine incompressible de prison à vie. Mais Ressam était une sorte d'exception. Une fois condamné à quelque cent trente années de prison, il s'est mis à parler. Son témoignage a suffisamment compromis ses comparses pour assurer leur condamnation lors d'un procès ultérieur – et lui valoir finalement une réduction de peine. Mais à la fin de l'année 2003 il était toujours maintenu au secret car le secrétariat à la Justice n'était pas pressé d'officialiser la sentence avant d'avoir épuisé les ressources du condamné en tant que témoin [15]. La trahison de Ressam et le sort des hommes qu'il avait montrés du doigt ne suscitèrent aucun commentaire public de la part d'Al-Qaida.

Le juge Bruguière a souvent comparé Al-Qaida et les autres groupes d'islamistes radicaux au virus du sida. Il veut dire par là qu'ils ne cessaient de changer de forme mais devenaient encore plus virulents et provocants en échappant à ceux qui tentaient de les écraser. Cette métaphore frappante illustre bien le caractère polymorphe de ce terrorisme transnational (en jargon antiterroriste). Mais on peut aussi soutenir que les organisations islamistes, comme de nombreux mouvements révolutionnaires avant elles, sont sujettes aux querelles, aux dissensions, aux scissions et aux regroupements. Le cas de Ressam en est un bon exemple. Son odyssée aura été celle d'un petit Algérien parvenu à l'âge adulte au moment où le retour de l'extrémisme religieux précipitait son pays exsangue dans un tourbillon de révolte, de répression violente, de menaces d'incarcération et pour finir d'exil. Après les difficultés rencontrées en France, il avait cru voir au Canada son existence misérable transformée par la possibilité d'un nouveau départ dans un nouveau monde.

Il avait une chance extraordinaire à saisir. Au lieu de cela, il s'était tourné vers des compatriotes arrivés avant lui à Montréal et avait passé des années à s'entraîner sous leur houlette en Afghanistan. On peut penser qu'il laissa passer sa chance en arrivant au Canada. Mais pourquoi et comment en arriva-t-il à franchir la ligne fatidique entre l'islam bien particulier de l'Algérie et l'universalisme de l'oumma, cette nation islamique que les djihadistes ne cessent d'invoquer ? Je le soupçonne d'être tombé sous l'influence de Fateh Kamel par hasard plutôt que par sa volonté. Ou, plutôt, d'avoir opté pour la ligne de moindre résistance. Se battre pour soi-même, relever les défis d'une société ouverte relève du mythe et de la légende. Et quel mythe est plus puissant que celui du rêve américain, ou, dans son cas, du rêve canadien ? Le quotidien d'un immigré est plus prosaïque et moins héroïque. Il est parfois épuisant de vivre à l'étranger même pour des gens plus instruits et plus confiants en eux-mêmes que ne l'était Ressam.

Mes observations, qui n'ont évidemment rien de scientifique, m'amènent à penser que les musulmans d'immigration récente ont souvent du mal à s'adapter à l'Occident. (C'est toujours le cas, d'ailleurs, pour une première génération d'immigrés.) Ressam vivait en Algérie dans une ville assez évoluée par rapport à ses critères, mais qui restait tout de même à des années-lumière du dynamisme d'une cité occidentale moderne comme Montréal. La nature des relations hommes-femmes, l'absence de liens familiaux, l'apprentissage de la vie parmi divers groupes ethniques, la grande disparité de richesse sont autant de facteurs qui, avec d'autres, peuvent se révéler effrayants et pousser un individu à se réfugier dans les certitudes de quelqu'un dont il se sent proche. Ressam se sentait aussi à part à cause d'un passé qu'il aurait bien voulu effacer, mais sans le pouvoir. Il était sous le coup d'un mandat d'expulsion, et on l'avait laissé au Canada parce qu'un retour en Algérie risquait de l'envoyer en prison, voire de lui coûter la vie.

Quand je pense aux malheurs de Ressam, je me rappelle à nouveau l'histoire que racontait mon ami syrien au sujet du cadavre dont on se débarrassait en le jetant dans l'Euphrate. Nombre d'Arabes afghans se sont radicalisés parce qu'ils ne

pouvaient pas rentrer dans leur pays et avaient dû chercher un refuge précaire au Soudan, au Yémen, en Bosnie ou en Tchétchénie. Les Algériens et les Français n'avaient que faire des Ressam, et ne demandaient qu'à les repousser dans le flot du courant, en espérant qu'ils iraient échouer ailleurs. Ressam, après tout, n'avait pas filé directement en Afghanistan pour s'enrôler dans un camp d'Al-Qaida. Il est très probable qu'il n'avait jamais entendu parler de Ben Laden avant d'arriver au Canada. Mais il allait être l'instrument choisi par Ben Laden pour porter le terrorisme aux États-Unis.

Ressam était arrivé en Afghanistan en mars 1998. Il se trouvait déjà depuis quatre ans au Canada, et il y avait tout juste un mois que Ben Laden avait proclamé le djihad du Front islamique international contre les juifs et les infidèles, pour faire savoir que sa cible principale n'était plus l'Arabie Saoudite ou d'autres gouvernements suspects à ses yeux, mais les États-Unis eux-mêmes. À ce moment, bien sûr, cette alliance – avec le Djihad islamique égyptien d'Ayman al-Zawahiri, leader d'une tendance minoritaire de la Djamaa Islamiya et avec des groupes de moindre importance en Afghanistan, au Pakistan et au Bangladesh – préparait déjà activement les attentats simultanés contre les ambassades américaines qui devaient avoir lieu au mois d'août suivant.

Ressam avait grandi sous la contrainte imposée par la violence bien particulière des islamistes algériens. Même à la grande époque du FLN, dans les années 80, un Robin des Bois du djihad du nom de Moustapha Bouali avait longtemps joué à cache-cache avec les forces de sécurité algériennes non loin d'Alger. Son Mouvement islamique armé était décidé à instaurer une république islamique et à imposer la charia à Alger. Le groupe avait fini décimé, mais son souvenir restait comme un exemple une décennie plus tard. En infiltrant le FIS et, plus tard, le GIA vers le milieu des années 90, la tendance dure des partisans du djihad allait fonder un nouveau mouvement, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat.

Ses membres étaient horrifiés face à l'ampleur des massacres aveugles de civils et de militaires perpétrés par le GIA, et espéraient se protéger des machinations de Sport et Musique. Le groupe de Bouali, le FIS, le GIA et leurs descendants étaient essentiellement composés d'Algériens, mais financés en partie

par de riches Arabes du Golfe trop heureux de saper ce qu'ils considéraient comme un régime occidentalisé. Ben Laden avait apporté son aide au GIA, puis au Groupe salafiste. Mais le déroulement des événements montre que ces groupes radicaux ne devinrent utiles au djihad transnational qu'après avoir échoué à atteindre leurs objectifs en Algérie même.

J'ai discuté un jour avec un ancien émir du GIA qui avait renoncé à la lutte et quitté le maquis pour mener à Paris une existence retirée mais loin de tout danger. L'espérance de vie des maquisards algériens, et en particulier des émirs, n'était pas très grande. Pendant notre conversation dans un bar des Champs-Élysées, j'ai interrogé cet ancien émir sur l'influence de Ben Laden en Algérie. Il a réfléchi un instant, puis s'est rappelé qu'il avait eu sous son commandement un soldat du djihad formé dans un camp d'Al-Qaida au Soudan. Ce n'était pas quelqu'un d'exceptionnel, mais un soldat parmi d'autres, m'a-t-il dit. Les Algériens ne manquaient pas de djihadistes nés dans le pays et n'avaient nul besoin d'en chercher ailleurs.

À Alger, j'ai posé la même question quand le colonel Ali Tounsi, chef redouté de la police du pays, qui ne faisait pas de quartier aux djihadistes, a accepté de me recevoir au printemps 2001. Le colonel avait participé, adolescent, à la lutte pour l'indépendance ; écarté en 1988, il avait été rappelé en 1994 par un pouvoir aux abois. À mon grand étonnement, il s'est déclaré fondamentalement d'accord avec l'émir : « Je préfère neutraliser un petit terroriste ici que capturer Ben Laden », m'a-t-il déclaré, dans l'immense bureau proche de l'Amirauté que j'avais déjà visité à l'époque où il était occupé par un colonel français tout aussi sûr de lui. J'ai sans doute eu l'air sceptique. Ben Laden était alors en pleine action. Il avait déjà à son actif les attentats contre les ambassades et contre le *USS Cole*, et le prochain attentat terroriste était pour bientôt. « Nos terroristes ne savent même pas qui est Ben Laden », m'a déclaré le colonel.

Je ne tenais pas à le contredire. Ils ne savaient peut-être pas qui était Ben Laden, mais les journaux algériens, eux, le savaient. On lui attribuait pratiquement tous les affrontements sanglants qui se produisaient dans le pays. J'ai interrogé le colonel sur Ressam et sur l'un de ses complices algériens du nom d'Abdelmajid Dahoumane, sur lequel le Canada n'était toujours pas parvenu à mettre la main malgré une promesse de récom-

pense de 5 millions de dollars, et qui avait bizarrement refait surface en Algérie où on l'avait jeté en prison, sans doute pour plaire aux États-Unis. (Un frère de Ressam, à qui je parlais de Dahoumane, a trouvé « un peu étrange ce type qui revient au pays alors que tous les autres Algériens cherchent désespérément à s'en aller ».) Pour ceux qui donnent dans la paranoïa – et l'Algérie, d'après mon expérience, n'a jamais manqué de théoriciens de la conspiration –, le retour de Dahoumane et son arrestation en août 2000 signifient qu'il était peut-être un agent provocateur, ou, au moins, manipulé par Sport et Musique (on a effectivement dit que des agents de la sécurité algérienne, l'ayant retrouvé au Pakistan, l'avaient persuadé de revenir[16]). Le colonel n'était pas d'accord à propos de Ressam et de Dahoumane. « Ce sont deux illustres nullités », a-t-il grondé. « Nos terroristes ne sont pas très malins. Mes hommes font face tous les jours, sur le terrain, à des terroristes autrement plus dangereux que ce Ressam ! »

Comme je lui parlais de Ben Laden, des financements extérieurs, des réseaux de soutien en Europe qui fournissaient de l'argent et des armes aux maquis islamistes, le colonel a pris un air dédaigneux : « L'argent qui vient du dehors n'est rien comparé aux sommes qu'ils extorquent ici sous notre nez. Même chose pour les quelques armes qu'ils ont réussi à se procurer en trafiquant. Les maquisards contre lesquels nous nous battons en sont aux fusils à canon scié, de toute façon. » Le colonel n'ignorait certainement pas – mais s'abstenait d'en parler – les efforts de la police et de l'antiterrorisme en France et dans les pays d'Europe de l'Ouest pour démanteler les réseaux clandestins considérés comme des pourvoyeurs d'armes et d'argent. La Résistance française et d'autres mouvements clandestins avaient souvent, à travers l'histoire, pris de terribles risques, en pensant obtenir de formidables résultats chaque fois qu'ils perturbaient un tant soit peu l'activité ennemie. Tounsi n'a pas paru remarquer non plus que ses déclarations étaient en contradiction flagrante avec la propagande officielle. Je n'ai pas pris la peine de lui demander comment il voyait de son petit point de vue ces hommes politiques algériens « éradicateurs » qui s'en prenaient inlassablement aux « démocraties occidentales avancées », et en particulier aux Britanniques, coupables à leurs yeux de ne pas collaborer au combat contre le terrorisme – en

menant la chasse à leurs détracteurs qui parvenaient à trouver refuge à l'étranger.

Je pensais connaître la réponse. Il s'est déclaré satisfait d'avoir aidé à ramener le nombre des victimes du terrorisme à 2 200 pour l'année écoulée (malgré les campagnes des défenseurs des droits de l'homme qui citaient un chiffre quadruple). Il n'avait que faire des islamistes : « Beaucoup ignorent les quatre piliers de l'islam et ne savent pas où est La Mecque. » Je n'avais pas besoin d'aimer le colonel pour le croire. Il était en pleine bataille. Le reste du gouvernement justifiait ce qu'il faisait et la façon dont il le faisait. Ses méthodes n'étaient pas toujours jolies. Les affaires de violation des droits de l'homme venaient gonfler année après année les dossiers d'Amnesty International, de l'Observatoire des droits de l'homme et de la Fédération internationale des droits de l'homme, et figuraient régulièrement dans le rapport annuel du Département d'État sur les droits de l'homme à travers le monde. À sa façon, le colonel me rappelait le combat pour l'indépendance de l'Algérie. Les Ressam de ce monde ne l'intéressaient pas. Ils avaient disparu de son radar. S'ils faisaient désormais peur aux États-Unis, qui avaient si longtemps regardé les événements d'Algérie d'un œil détaché, tant pis.

C'était clairement le cas. Quelques jours à peine après ma visite, Freeh, le patron du FBI, dont le mandat devait s'achever au printemps 2001, avait fait escale à Alger pour des entretiens avec les hauts responsables de l'antiterrorisme. À l'ambassade américaine, on s'était montré contrarié par ma demande d'entretien. J'ai supposé qu'à ce moment-là Freeh voulait avoir au moins accès à Dahoumane et aurait été enchanté que les Algériens le lui livrent à temps pour le procès de Ressam qui se préparait alors à Los Angeles[17].

Le 11 septembre a intensifié la collaboration qui se dessinait, et les États-Unis n'ont pas tardé à fournir à l'Algérie le matériel militaire et l'aide à la formation qu'ils lui avaient prudemment refusés par le passé. À Alger, on était enchanté. Le président Bouteflika a été reçu à la Maison Blanche, signe manifeste que la lutte contre le terrorisme – et les concessions sur le gaz et le pétrole accordées par l'Algérie – l'emportaient sur les scrupules au sujet des droits de l'homme. (Le ministre algérien de la Défense a fait une brève visite à Londres pour y discuter de

coopération en matière de lutte contre le terrorisme avec les autorités britanniques qui avaient observé jusque-là une indifférence hautaine à l'égard d'Alger.) L'Amérique sentait qu'elle avait besoin d'aide. L'époque où on laissait la France et l'Algérie se passer et se repasser la patate chaude était révolue. Les États-Unis étaient en première ligne sur tous les fronts du terrorisme. La coopération avec les régimes répressifs, de l'Asie centrale à l'Amérique latine, était à l'ordre du jour. On ne disait pas comment ceci pouvait s'accorder avec la volonté proclamée de Washington, parfois assortie de menaces, de promouvoir la démocratie dans les pays musulmans. Si les États-Unis comprenaient l'apparente contradiction qu'il y avait à poursuivre ces deux lièvres à la fois, la Maison Blanche le laissait rarement paraître. (George Bush, en plaidant pour plus de démocratie dans le monde musulman à l'occasion d'un excellent discours prononcé en 2003 lors de son voyage à Londres, n'a pu éviter le contraste entre ses nobles sentiments et l'étroitesse morale dont avaient fait preuve les Américains dans leurs relations bilatérales avec les pays musulmans.)

Ce qui valait pour l'Algérie valait également pour d'autres régimes autoritaires, et tout particulièrement pour la Russie. Pendant les derniers mois du pouvoir chancelant de Boris Eltsine à l'automne 1999, la carrière de Vladimir Poutine, son successeur désigné, a connu une avancée foudroyante grâce à une série d'explosions, restées inexpliquées à ce jour, à Moscou même et dans ses environs. On a attribué ces attentats aux indépendantistes tchétchènes, et ils ont effectivement servi de justification au déclenchement de la deuxième guerre contre cette République caucasienne réputée pour son indiscipline[18]. Comme je me trouvais à Washington dans le bureau d'un spécialiste de l'antiterrorisme peu de temps après ces attentats, je l'ai interrogé sur les rumeurs selon lesquelles Ben Laden financerait les rebelles tchétchènes, entraînerait leurs jeunes recrues en Afghanistan et leur enverrait des volontaires en renfort.

« C'est curieux, m'a répondu ce spécialiste. J'ai reçu l'autre jour un appel téléphonique d'un groupe de réflexion russe qui me demandait si quelqu'un, à Washington, avait des informations là-dessus. J'ai eu l'impression que mon homologue russe voulait me mettre la puce à l'oreille ! » Peu après le 11 septembre et au nom du réalisme politique, Poutine a emboîté le pas

à Bush et a mis en sourdine ses protestations nationalistes contre la présence en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizistan de bases militaires établies pendant la guerre contre les talibans. L'administration Bush, de son côté, s'est hâtée de reprendre le discours des Russes sur les liens entre Ben Laden et les Tchétchènes et de fermer les yeux sur les violations massives des droits de l'homme perpétrées par l'armée russe.

À la fin des années 80 et au début des années 90, un certain nombre de librairies, de mosquées et de villes d'Europe de l'Ouest étaient connues pour être des bases de recrutement des islamistes radicaux, notamment parmi les musulmans de la deuxième génération nés en Grande-Bretagne, en France, en Belgique et ailleurs, qui souhaitaient renouer avec l'islam des liens que leurs parents avaient souvent laissés se distendre. Les combattants du djihad accueillaient aussi à bras ouverts les nouveaux convertis originaires des pays de l'Ouest. L'obtention de visas, de passeports, de chéquiers, de cartes de crédit, de billets d'avion – indispensables à qui voulait se déplacer facilement et anonymement à travers le village planétaire – était pour les uns comme pour les autres une seconde nature. Les convertis d'origine européenne étaient encore moins faciles à repérer et, partant, plus utiles.

Certains de ces immigrés de la deuxième génération étaient faciles à recruter parce qu'ils se sentaient aliénés, considérés comme des citoyens de seconde zone dans le pays qui les avait vus naître, et en même temps coupés de leurs racines au point d'ignorer la langue maternelle de leurs propres parents. Certains méprisaient et avaient honte de ces parents recrutés jadis en Afrique du Nord, au Pakistan ou en Turquie pour travailler dans les usines textiles, les mines de charbon, les hauts fourneaux et toutes les industries dévoreuses de main-d'œuvre à bon marché. Ces premiers immigrés n'étaient pas particulièrement religieux. Leurs enfants se tournaient parfois vers l'islam pour affirmer leur différence, pour asseoir leur propre identité dans des sociétés européennes qu'ils soupçonnaient de les condamner délibérément à des métiers subalternes, quand il y en avait. L'intégration n'avait jamais été facile dans nombre de pays européens, mais elle s'avérait particulièrement laborieuse pour les

jeunes de culture musulmane, surtout quand ils étaient illettrés et issus de milieux ruraux. Pour cette deuxième génération, l'humiliation, vraie ou supposée, commençait à la maison. Elle ne se vivait pas par comparaison avec des modèles aussi mythiques que le djihad afghan, la répression israélienne contre les Palestiniens, les crimes des Serbes et des Croates contre les musulmans de Bosnie ou les excès de l'armée russe en Tchétchénie. Mais en laissant entrevoir à ces jeunes la possibilité de venger les torts faits aux musulmans depuis des siècles, ces exemples étrangers donnaient au malaise un contenu qui transcendait les limites imposées à leur propre vie en Europe.

C'étaient souvent des musulmans au comportement exemplaire qui attiraient ces enfants d'immigrés. Dans leurs quartiers à forte criminalité, on reconnaissait le travail accompli par les militants islamistes auprès des jeunes en déshérence pour les détourner des activités délictueuses qui en conduisaient un si grand nombre en prison. Dans la plupart des pays européens, le Tabligh, cet ordre de missionnaires islamistes connu pour sa discrétion et qui avait établi son quartier général au Pakistan, s'occupait depuis longtemps de secourir les brebis égarées dans les pays non musulmans, mais sans se mêler de la politique du djihad. Ceci n'évita pas au Tabligh d'être accusé (dans les années 90) de recruter plus ou moins volontairement des agents en incitant les jeunes musulmans d'Europe à se rendre au Pakistan ou en Afghanistan pour y recevoir une instruction religieuse, sachant qu'une fois dans ces pays ils étaient pris en main par des groupes autrement radicaux, souvent impliqués dans le terrorisme.

Tous ces clichés étaient d'une simplicité commode. Aucun n'était aussi persistant que le rôle joué par les islamistes prêchant le djihad dans les mosquées de Londres. J'en ai eu un aperçu en enquêtant sur un groupe bizarre, composé en majorité d'Algériens de la deuxième génération et de leurs amis convertis, et sur ses liens avec Ressam et ses acolytes de Montréal. Dans une lettre pleine d'émotion adressée depuis sa prison bosniaque au juge Bruguière en 1996, Lionel Dumont, un jeune Français converti à l'islam, accusait un prédicateur du nom d'Abou Hamza al-Masri de l'avoir détourné du droit chemin, ainsi que Christophe Caze, un autre Français converti comme lui. L'intention de Dumont était claire : il espérait obte-

nir, grâce à cette dénonciation, son transfert en France, si possible à proximité de son domicile[19].

Je n'ai jamais été tout à fait convaincu. Dumont avait reçu dans sa prison la visite du juge Bruguière, qui l'avait mis en garde contre les manigances d'Abou Hamza. Sa lettre reflétait donc les convictions du juge pour qui Hamza, ainsi que deux ou trois prédicateurs londoniens de la même tendance, dirigeait une résurgence contemporaine de la tristement célèbre école de Fagin, qui avait en d'autres temps poussé ses jeunes élèves à une existence criminelle. En fait, Abou Hamza s'était si bien fait connaître par ses appels enflammés à la guerre sainte qu'on les avait affublés, ses comparses et lui, du surnom moqueur d'« Abou Mégaphones », et qu'on les considérait comme une bande d'excités avides de battage publicitaire, pourvoyeurs attitrés de petites phrases assassines pour les journaux télévisés, et aux discours trop agressifs pour ne pas attirer l'attention de la police ou être pris au sérieux par les véritables combattants du djihad[20].

Des liens existaient, sous certaines formes. Dumont et Caze s'étaient battus en Bosnie pour les musulmans, avec les neuf cents hommes de la 7e brigade moudjahidin commandée par un ancien combattant algérien d'Afghanistan connu sous le nom d'Abou Maali. La 7e brigade, souvent entraînée par des anciens combattants, était une unité de volontaires composée d'une majorité de musulmans bosniaques chassés de leurs terres, et d'une minorité (environ un tiers) d'étrangers. Les jeunes Français avaient aussi rencontré Abou Hamza, qui avait fait un courte visite à Zenica, la cité industrielle du centre de la Bosnie dans laquelle était basée leur brigade. Caze, étudiant en dernière année de médecine en France, avait opéré des blessés musulmans à Zenica. Il avait eu pour patient Fateh Kamel, blessé à la jambe lors d'un séjour en Bosnie où il venait souvent.

Les volontaires étrangers, pourtant, n'étaient pas considérés comme de bons soldats, et leur brutalité effrayait parfois même les Serbes et les Croates. Les plus dévoués, souvent, ne restaient pas longtemps ; le penchant des musulmans bosniaques pour l'eau-de-vie de prune et les manières occidentales des filles les rebutaient. Les musulmans bosniaques en voulaient aux étrangers qui désapprouvaient leur intégration dans la Yougoslavie laïque du maréchal Tito. L'État bosniaque, en grande difficulté,

acceptait des volontaires dans l'espoir d'obtenir des Saoudiens et d'autres émirats du Golfe l'argent et les armes dont il avait désespérément besoin. Ceux-ci, qui ne cessaient d'aller et venir, furent toujours moins d'un millier. Mais de même que le Soudan et le Yémen avaient servi de refuges et de points de rencontre aux Arabes d'Afghanistan, la Bosnie a joué ce rôle pour les nouveaux combattants du djihad dans les Balkans.

Quand les accords de Dayton mirent fin aux combats en 1995, la plupart des volontaires rentrèrent chez eux, leur devoir accompli. Certains avaient, bien sûr, noué des amitiés durables ; la guerre crée des liens. Ils furent plusieurs centaines à rester, dont ceux qui craignaient de connaître la prison à leur retour. Au grand dam des Américains, ils acquirent la nationalité bosniaque en épousant des filles du pays. Voilà pourquoi la soi-disant cellule terroriste que Dumont, Caze et d'autres anciens combattants de Bosnie créèrent en 1995 à leur retour dans la ville industrielle de Roubaix, alors en pleine dépression, semblait relever d'une initiative purement locale. La bande se lança dans une série d'actions violentes, dont un grand nombre d'agressions à main armée avec des fusils d'assaut et des lance-grenades. Leur mode opératoire brutal et désordonné avait de quoi surprendre et attirer l'attention sur eux, venant d'hommes qui prétendaient collecter des fonds pour soutenir la lutte clandestine des islamistes.

Leur dernière opération, typiquement inefficace, entraîna leur perte. À Lille, un policier vigilant découvrit le 28 mars 1996 la bombe artisanale qu'ils venaient de placer devant le commissariat, deux jours avant le sommet du G7 que la ville s'apprêtait à accueillir. Si la charge avait explosé, elle aurait tué dans un rayon de deux cents mètres, déclarèrent les experts de la police. On fit venir les hommes du Raid, spécialement formés au contre-terrorisme. Ils donnèrent l'assaut, le 29 mars, aux quatre Algériens de la bande réfugiés à Roubaix dans une maison à un étage de la rue Henri-Carette, qui fut incendiée ainsi que la maison voisine. Les islamistes, refusant de se rendre, ripostèrent avec des Sten, des Uzi et des kalachnikov avant de mourir carbonisés.

Je me suis rendu dans ce quartier plusieurs années après. Dans la rue Archimède, les jeunes gens qui traînaient d'un air morose autour de la mosquée arboraient, pour témoigner de

leur foi, de longues tuniques qu'ils croyaient plus ou moins semblables à celles que portaient Mahomet et ses disciples. Les indices relevés à Roubaix avaient conduit Bruguière à Montréal sur la piste des associés de Ressam rassemblés autour de Kamel. Ils avaient été trahis par le répertoire d'adresses électroniques de Caze, retrouvé après que ce dernier eut été abattu lors d'une fusillade avec la police belge alors qu'il tentait de fuir Roubaix en voiture. Les Belges, alertés par leurs collègues français stationnés de l'autre côté de la frontière, avaient établi un barrage routier. Une fois décodé, le répertoire révéla les numéros de téléphone de Kamel, de Saïd Atmani et d'Abou Hamza, ainsi que d'autres islamistes en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie et aux États-Unis. Les arrestations prirent du temps. Kamel ne fut pris et extradé de Jordanie à la demande de Bruguière qu'en 2000, et condamné à Paris, en 2001, à dix années de réclusion.

Au fil des années, les polices européennes ont maintenu une surveillance sur les déplacements inhabituels, obligeant les recruteurs islamistes à redoubler de précautions. La Belgique occupait une position intéressante, au voisinage de la France et de l'Allemagne. Et, contrairement à la France, elle ne disposait pas d'une législation antiterroriste. Ce qui rendait plus difficiles l'arrestation et la présentation à la justice des suspects, mais non leur identification, peut-être parce qu'ils s'y sentaient relativement à l'abri[21]. Accompagné d'un responsable belge de l'antiterrorisme respecté pour sa connaissance de l'islam, j'ai passé une matinée à sillonner Bruxelles à pied et en voiture. Cette ville européenne a ceci d'original que ses quartiers abritent une population mêlée d'immigrants et de résidents de longue date. Mon ami était doté d'un sixième sens pour détecter les devantures des nouvelles mosquées là où mon œil moins entraîné ne remarquait rien de particulier. Il notait chaque découverte avec une mine sombre.

En France, les divers policiers et responsables de l'antiterrorisme à la DST avaient leurs propres méthodes, qui ne manquaient pas d'efficacité. Ils étaient en excellents termes avec les prédicateurs, qui n'avaient guère besoin qu'on les presse pour désigner ceux qui, parmi les croyants fréquentant leur mosquée, étaient tentés par le djihad. Les Français étaient si efficaces, et la législation antiterroriste si sévère, que la plupart des djihadistes

préféraient prendre le large. En Italie, la DIGOS (police antiterroriste) arrêtait si régulièrement des djihadistes en relation avec le centre culturel islamiste de Milan que les observateurs extérieurs en étaient à se demander pourquoi les islamistes ne tiraient pas les leçons de leurs erreurs.

Les deux meilleurs pays d'accueil pour les islamistes étaient les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, du moins jusqu'en 2001, année où une sévère législation antiterroriste a été promulguée en Angleterre, qui donne à la police des pouvoirs plus importants que dans la plupart des pays du continent[22]. Les immigrants affluaient en Angleterre de tous les pays de l'ancien Empire britannique, et s'y sentaient bien. Londonistan, comme les réfugiés islamistes appelaient ironiquement la capitale, était parsemé de quartiers bon marché et de mosquées comme celles de Finsbury Park, Brixton ou Regent's Park qui étaient pour eux autant de points de ralliement. Les islamistes algériens en délicatesse avec leurs propres autorités savaient qu'ils trouveraient en Grande-Bretagne un endroit où poser leur valise, se procurer du travail (ou toucher des indemnités de chômage suffisantes), et se débrouiller d'une manière générale. Tout comme, bien sûr, les Algériens laïques seulement désireux de fuir la violence qui faisait rage dans leur pays.

Les autorités françaises et algériennes, par exemple, se plaignaient régulièrement du laxisme de leurs homologues britanniques. Les services de renseignement anglais étaient toujours réputés les meilleurs du monde. Mais les gouvernements de l'Égypte, de la Jordanie et de l'Algérie grinçaient des dents devant ce qu'ils considéraient comme une pure hypocrisie de la part de la police et des tribunaux britanniques. Les étrangers, à commencer par les Américains, avaient du mal à comprendre le respect pointilleux de la loi qui prévalait en Angleterre. Ce pays se flattait d'une longue tradition d'accueil des étrangers persécutés dans leur pays. La loi garantissait avec fierté la même protection aux citoyens du royaume et à ses résidents étrangers. Poursuivre des citoyens ou des résidents étrangers non pour ce qu'ils avaient fait mais pour ce qu'ils étaient censés s'apprêter à faire ? Voilà qui n'avait rien de british. Il faut dire aussi que dans ces années 80 et 90, les autorités britanniques avaient déjà trop à faire avec le terrorisme irlandais pour s'inquiéter des isla-

mistes. On laissait à la Special Branch et au MI5 le soin de surveiller discrètement leurs activités militantes.

Les Britanniques ne semblaient pas moins tiraillés, aux prises avec le fameux dilemme aussi vieux que la police : arrêter des suspects ou les mettre sous surveillance pour en savoir plus sur ce qu'ils font ? On reprochait à la police britannique de laisser organiser chez elle des attentats terroristes à l'étranger. (Les Français étaient pourtant mal placés pour émettre de telles critiques alors que la France s'était montrée tout aussi tolérante dans les années 70 et 80.) En Grande-Bretagne, c'était l'édifice de la loi qui assurait une protection, soit parce qu'elle n'interdisait pas certaines activités, soit, dans le cas de l'extradition, parce qu'elle autorisait des procédures de recours qui pouvaient se prolonger durant des années devant les tribunaux[23].

En 2001, par un matin de printemps avant la prière du vendredi, je me suis rendu à la mosquée de Finsbury Park pour une interview d'Abou Hamza. Comme on me faisait attendre, j'ai admiré les troncs en bois pour la collecte de fonds en faveur de la Tchétchénie, de la Bosnie, de la Palestine et de deux ou trois autres régions où faisaient rage des conflits chers au cœur des islamistes. J'ai lié conversation avec un mince jeune homme qui s'y intéressait comme moi. Il semblait vaguement désemparé, en proie au mal du pays, et content de parler. Il était arrivé de Constantine, dans l'Est algérien, quelques mois auparavant, pour étudier l'anglais et préparer un diplôme d'ingénieur. J'ai eu le sentiment qu'il n'y avait pas consacré beaucoup d'efforts. Nous avons donc, à son grand soulagement, parlé français. Il m'a dit que son père, qui possédait un garage, avait payé son billet d'avion.

Je me suis demandé et redemandé quelle pouvait être la raison véritable de sa venue à Londres. C'étaient peut-être ses parents, effrayés par la perspective du service militaire dans leur pays en guerre, qui l'y avaient expédié. On se posait moins de questions en Angleterre qu'en France au sujet des jeunes Algériens qui débarquaient avec des papiers plus ou moins en règle. Nombre de familles algériennes restaient très réservées à l'égard de la France, et le désir d'apprendre l'anglais offrait une justification suffisante. Comment s'était-il débrouillé pour rester en Grande-Bretagne ? Je reconnais que, tout en bavardant avec lui, je me demandais s'il ne serait pas une proie facile entre les

mains des durs qui recrutaient pour les camps afghans. Ils avaient la sagesse de ne plus opérer à la mosquée de Finsbury Park, mais savaient certainement où trouver les immigrés jeunes et influençables. On conseillait aux volontaires du djihad de prendre un avion pour le Pakistan à Londres, sachant que ce trajet y était moins surveillé qu'en France ou en Allemagne.

Quelque temps après le 11 septembre, un ami parisien m'a présenté un fils d'immigrés algériens âgé d'un peu plus de 30 ans qui avait quitté la France pour l'Angleterre une dizaine d'années auparavant avant de se retrouver dans un camp d'entraînement en Afghanistan. Malik, comme il se faisait appeler, endossait avec un peu trop de complaisance le rôle du beur qui, visité par un ultime éclair de lucidité, rebrousse chemin pour fuir la violence islamiste. Hormis cette tendance à enjoliver les choses, il ne cherchait pas particulièrement à se faire valoir. Son histoire était moins édifiante que banale, c'était celle d'innombrables jeunes gens attirés par l'aventure quelle que soit l'époque. Il avait grandi dans une banlieue, dans l'un de ces quartiers misérables qui composent autour de Paris l'équivalent des ghettos des villes américaines, et où se retrouvent de nombreuses familles d'immigrés. Chez lui, seul son père faisait la prière. Furieux de l'attitude « hypocrite » de la France lors de la guerre pour libérer le Koweït occupé par l'Irak en 1991, il s'était tourné vers l'islam. Paris, après avoir fait son possible pour empêcher le conflit, s'était jointe aux forces de la coalition emmenée par les Américains. La nouvelle guerre d'Algérie, parce qu'elle prouvait aussi que l'Occident « détestait l'islam », l'avait encore radicalisé.

Il s'était mis à fréquenter diverses mosquées dans et autour de Paris, où des missionnaires Tabligh, souvent pakistanais, l'avaient repéré. « C'étaient des poissons-pilotes habiles, et ils ne parlaient jamais du djihad mais seulement de paix et de prière, disait-il. Ils t'offraient un repas, puis te proposaient de passer deux ou trois jours avec eux à prier et à étudier le Coran. Ensuite c'était une semaine, puis un mois ou deux, et on te demandait finalement si tu ne voudrais pas prendre un avion pour l'Inde ou le Pakistan. » Autres destinations fréquemment utilisées pour les futurs combattants du djihad : l'Indonésie et la Thaïlande. Il y avait d'autant plus intérêt à laisser la France derrière soi que Malik soupçonnait les polices algé-

rienne, marocaine, tunisienne, et bien entendu française, d'avoir infiltré un grand nombre de mosquées.

Il avait fait une première étape à Londres, où il s'était pris d'une admiration durable pour les Anglais, en particulier pour l'esprit tolérant qu'il avait trouvé chez eux et qui contrastait si fortement avec les vexations subies en France en tant que beur. Après avoir vécu là-bas face à un horizon bouché, il découvrait que les Anglais posaient peu de questions et offraient de meilleures chances aux immigrés musulmans. « Là-bas, disait-il, j'ai pu faire en trois mois ce qui m'aurait pris cinquante ans en France. » Il avait découvert à sa grande surprise une importante communauté algérienne, avec des gens qui travaillaient sans avoir de papiers en règle, gagnaient bien leur vie, s'habillaient bien, envoyaient de l'argent aux leurs en Afrique du Nord. Il avait été particulièrement frappé par une jeune Algérienne engagée dans la police. Un tel intérêt pour une femme qui travaillait, dans la police de surcroît, n'était pas de nature à intéresser un militant du djihad – et certainement pas à lui plaire. Pourtant, le djihad occupait toujours les pensées de Malik, et Londres était le meilleur endroit où donner libre cours à cette nouvelle passion.

En 1992 et 1993, racontait-il, « on allait à Finsbury Park, on s'inscrivait au FIS et on partait le lendemain » pour l'Inde ou le Pakistan. Aux immigrés algériens solitaires, la mosquée offrait un lieu de rencontre où on parlait beaucoup du djihad, parfois avec des vétérans de la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan. « À cette époque, on ne s'occupait pas de Kaboul ou de l'Afghanistan, disait Malik. Mais l'Afghanistan, c'était bien pour s'entraîner. » Et c'était loin du regard curieux de gouvernements européens de plus en plus inquiets devant la montée du terrorisme islamiste. On disait aux candidats d'aller trouver X à la mosquée Y, et une fois au Pakistan ou en Afghanistan on les confiait à un cheikh qui jouissait de la protection tribale. Même avant le retour de Ben Laden du Soudan, ces camps étaient souvent des associations, et on y entraînait dans un coin des volontaires pour les polices secrètes du Pakistan et du Cachemire, dans un autre les troupes d'Al-Qaida.

Après leur entraînement, les recrues partaient principalement vers l'Azerbaïdjan, la Tchétchénie, l'Ouzbékistan et le Cachemire, mais aussi vers la Bosnie où la guerre avait éclaté en

avril 1992, suivant de peu la nouvelle poussée de violence en Algérie. Pour ceux qui revenaient en France, « on pouvait choisir l'Algérie ou rejoindre une cellule dormante en France ». Avec le temps, les besoins sur le terrain changeaient et les volontaires avaient moins de choix. Vers la fin des années 90, les talibans se battaient pour prendre le contrôle de tout l'Afghanistan, et de nombreux volontaires étrangers, en particulier les moins instruits, étaient envoyés en première ligne contre l'Alliance du Nord du commandant Massoud.

Les beaux jours étaient révolus. Les musulmans et les gouvernements des pays occidentaux commençaient à s'intéresser de près au flot de nouvelles recrues en route pour les camps d'entraînement. Avec le temps, disait Malik, les agents du FIS s'étaient faits plus méfiants : « Ils voulaient savoir qui tu étais, pour être sûrs que tu ne travaillais pas pour le renseignement français ou pour Sport et Musique. » La crainte d'une infiltration par les agents de la lutte antiterroriste était telle qu'à son arrivée en Afghanistan pour un stage de formation à l'emploi des explosifs, Tarik avait découvert des camps entièrement factices construits pour leurrer les satellites espions des Américains. Avec le retour de Ben Laden, les camps s'étaient multipliés pour former un archipel qui s'étendait sur la plus grande partie de l'Afghanistan vers l'Est et le Sud, et sur Kaboul elle-même.

J'ai recueilli un témoignage précieux, qui permet de mieux comprendre, de l'intérieur, ce qui a poussé tant de jeunes musulmans vers Al-Qaida. C'est le témoignage d'un beur du nom de Kemal Daoudi, arrêté à l'âge de 27 ans comme complice de Djamel Beghal, lui-même considéré comme le cerveau d'un attentat contre l'ambassade des États-Unis à Paris – avec la bénédiction personnelle de Ben Laden. Après avoir échappé de justesse à l'arrestation en France en septembre 2001, Daoudi avait fui en Angleterre, à Leicester, vieille cité industrielle des Midlands, où il avait été vite repéré, arrêté et extradé vers la France. Le 11 septembre avait provoqué un choc électrique. Ingénieur diplômé de l'université, il avait tenu pendant un certain temps un café à Athis-Mons, dans la région parisienne. C'était bien modeste pour un homme aussi instruit, et qu'on avait connu beaucoup plus ambitieux. Avant son licencie-

ment pour absentéisme par la municipalité, les agents antiterroristes français l'avaient accusé de se servir de son café comme d'une couverture pour communiquer par internet avec Al-Qaida en Afghanistan.

Al-Qaida, bien entendu, poussait toujours au recrutement de musulmans occidentaux dans le monde entier ou presque. On l'a très bien vu avant le 11 septembre. Quelques années auparavant, l'un des compagnons de Ben Laden à Peshawar m'avait provoqué en disant qu'il y avait déjà d'anciens combattants du djihad antisoviétique d'Afghanistan installés aux États-Unis à la fin des années 80. Malgré mon insistance, je n'avais pas pu obtenir de lui le moindre indice sur leur identité. On avait arrêté des citoyens américains nés aux États-Unis qui s'étaient rendus en Afghanistan pour s'entraîner dans les camps d'Al-Qaida à l'automne 2001, dans des lieux aussi éloignés les uns des autres que Seattle, la vieille cité industrielle de Lackawanna au bord du lac Érié, et New York. Et, plus spectaculaire encore, Mohammed Atta, Ramzi ben al-Shibh et quelques autres conspirateurs de gros calibre impliqués dans les attentats du 11 septembre avaient vécu pendant des années, certains comme étudiants, à Hambourg.

Daoudi était l'un des rares responsables d'Al-Qaida qui ne craignait pas de s'épancher en public. Il expliquait, en fait justifiait, les ambitions petites-bourgeoises qu'il avait nourries jadis, puis son virage vers l'islam du djihad et la radicalisation qui l'avait conduit en Afghanistan, pour finir entre les quatre murs d'une cellule. Il parlait de lui comme d'un terroriste, tout en niant toute implication dans le réseau de Beghal[24].

Daoudi était originaire de la petite ville de Sediata dans l'Est algérien, mais avait vécu son enfance et ses années de jeunesse à Paris, 22, boulevard de l'Hôpital, à la lisière du V^e^ arrondissement bourgeois où se trouve le quartier Latin. Il y avait découvert « le cœur de Paris avec de vrais Parisiens » et un changement radical par rapport à l'existence qu'il menait jusque-là dans le XI^e^ arrondissement, plus cosmopolite, où il fréquentait une « École des Nations unies », inférieure à ses yeux, véritable tour de Babel, selon lui, avec des élèves de tous les pays. Son discours trahissait la supériorité condescendante du pauvre immigré qui a su saisir sa chance et échapper au sort promis à la plupart des jeunes beurs. Il était devenu, selon ses

propres mots, un étudiant « brillant ». Il était souvent le seul Arabe de sa classe, obtenait régulièrement les meilleures notes alors qu'il avait deux ans de moins que la majorité de ses camarades d'étude. Ils le taquinaient à cause de son nom et de sa modestie. Il les trouvait jaloux, mais se liait d'amitié avec les paresseux ou avec ceux qui avaient du mal à suivre en les aidant dans leur travail.

Daoudi pratiquait toutes les langues – le latin, le grec, l'anglais et l'espagnol aussi bien que l'arabe, langue de ses parents, qu'il avait négligée depuis son départ d'Algérie pour Paris à l'âge de 5 ans. Comme il excellait aussi en mathématiques et en sciences, il aurait pu choisir la voie royale des Grandes Écoles, point culminant d'un cursus français hautement sélectif. Il était comme une plante de serre, poussé à la réussite par un père à demi illettré. Employé subalterne dans un hôpital, celui-ci disait à son fils : « Tu dois travailler deux fois plus que les autres parce que tu es étranger », et le frappait avec une règle en bois quand les notes baissaient. Les soirées et les fins de semaine étaient consacrées aux études. Kemal m'a fait remarquer que son prénom signifiait « perfection » en arabe. C'était l'histoire classique d'un immigré qui réussit grâce à l'éducation – en apparence du moins.

Pour échapper à cette pression, il allait rêver au Jardin des Plantes, qui se trouvait à proximité de chez lui face à la Seine, avec le Muséum d'Histoire naturelle à l'une de ses extrémités. Là, il s'inventait un univers bien à lui, inspiré par les squelettes de dinosaures et les grandes serres, et partait pour des safaris imaginaires dans la forêt tropicale. Influencé par les films d'Indiana Jones, il s'était passionné pour la paléontologie et pour l'anthropologie pendant ses études secondaires. Puis, au cours de son avant-dernière année de lycée, il s'était dit qu'il pourrait se rendre utile à l'Algérie et s'était tourné vers les sciences, avec l'espoir de devenir médecin, ingénieur, peut-être même pilote de chasse malgré sa mauvaise vue. Il avait finalement fait des études à la Faculté de sciences de Paris et obtenu en 1993 son diplôme d'ingénieur en aéronautique.

Il avait ensuite tenté une école supérieure d'ingénieur ; il était fier d'avoir conçu une version simplifiée du dispositif d'atterrissage du Rafale, le nouveau chasseur français. Mais il n'était pas allé jusqu'au bout, préférant aider un ami qui préparait une

thèse sur l'histoire de la civilisation islamique sous les sultans ottomans. En réalité, Daoudi, l'étudiant si bien programmé, était en train de partir à la dérive. À la conjoncture politique s'ajoutait ce qu'il appelait une « crise d'adolescence » qui le distrayait au point de le rendre « incapable d'étudier sereinement [...]. Toute la pression accumulée pendant mes années d'école pour me faire réussir à tout prix, écrivait-il, s'est brusquement transformée en énergie pour défier mon père et mon milieu ». Il faisait remonter cette révolte œdipienne à la violence qui éclatait dans les rues d'Alger où, en 1988, il s'était identifié aux manifestants islamistes malgré la préférence de son père pour le régime en place.

Enfant, il en voulait déjà à ce père d'être un « touriste », un voyageur lointain qui revenait de France chaque été. Plus tard, il aurait pitié de lui et de sa condition d'employé modeste. Mais la plupart des immigrés algériens de la première génération avaient connu le même sort. Tout un pan de l'univers parisien et agréable de Kamel s'était effondré quand, l'argent s'étant mis à manquer, il avait dû quitter la capitale avec ses parents, ses frères et ses sœurs pour une banlieue sans joie. C'était là, disait-il, qu'il avait « pris conscience du traitement abominable » réservé à tous ces « moi potentiels » qui avaient été conditionnés pour devenir des sous-citoyens, « dans le seul but de payer les retraites des "vrais Français" quand la pyramide des âges se rétrécit à la base ».

Il y avait derrière ce discours amer et désappointé la crise économique qui frappait la France au début des années 90, avec toutes les difficultés qu'elle engendrait pour les jeunes musulmans, le peu d'espoir de trouver du travail, les soubresauts politiques dans le pays et aussi à l'étranger. La guerre de 1991 conduite par les Américains pour expulser l'Irak du Koweït avait fait naître un ressentiment chez nombre de musulmans. Tout comme la montée du FIS en Algérie. Puis, un an après, le coup d'État de l'armée et quelques mois plus tard la guerre qui éclatait en Bosnie, où le gouvernement « légal » à majorité musulmane devait lutter à la fois contre les Serbes sécessionnistes de Bosnie et contre ses anciens alliés croates. Mais pour Daoudi, le point de non-retour avait été atteint en octobre 1995, quand, au terme d'une gigantesque chasse à l'homme, les forces de sécurité françaises avaient abattu de sang-froid Khaled Kel-

kal, jeune beur de la banlieue lyonnaise converti au djihad en prison et engagé à sa sortie dans la campagne d'attentats qui avaient frappé la France pendant l'été. La mort de Kelkal l'avait convaincu que « l'Occident était ouvertement en guerre contre moi, et que je devais rendre les coups ».

« C'est alors que je me suis mis à haïr la France, les États-Unis et l'Occident en général », écrivait Daoudi. Parce qu'il était persuadé que l'Occident haïssait tous les Arabes et tous les musulmans. Il reconnaissait qu'il avait ainsi délibérément rejeté toute chance de réussir en tant que citoyen français assimilé, et écartait d'un geste cette « vie d'Oncle Tom » qu'il savait hors de portée. Le prestige et la popularité du modèle « bi-culturel » offert par une star du football comme Zinedine Zidane ou par le chanteur Cheb Khaled, roi de la musique raï ultra-populaire sur les deux rives brûlantes de la Méditerranée, tout cela n'était pas pour lui. « Je veux être le digne successeur de mes ancêtres », affirmait-il, en citant les noms des membres de sa famille qu'il admirait comme de courageux nationalistes qui s'étaient battus à mort depuis le XIX^e^ siècle contre le colonialisme français en Algérie.

Daoudi était de plus en plus écœuré par l'aide, notamment financière, fournie par la France au gouvernement algérien et qui empêchait l'avènement d'un État islamique, par le calvaire des Palestiniens, par le sort des enfants irakiens victimes de l'embargo de l'ONU, par les accords de Dayton qui avaient mis fin à la guerre de Bosnie en novembre 1995, juste au moment où il sentait que les troupes bosniaques et les volontaires étrangers commençaient à infliger des revers à leurs ennemis... Fidèle à ses habitudes studieuses, il s'était mis au travail afin d'acquérir les outils qu'il estimait nécessaires pour connaître l'ennemi et le combattre. Il s'était plongé dans les grands auteurs de l'islam radical et politique du XIX^e^ siècle, Maulana Aboul a'la Maudoudi, et surtout Saïd Qutb et Hassan al-Banna, dont il étudiait les traductions en français et en anglais, sa connaissance de l'arabe ne lui permettant pas de les lire dans le texte.

Il s'était mis à parler le jargon des combattants du djihad, en mettant bout à bout des insultes réelles ou imaginaires faites aux musulmans d'Afrique, de Bosnie, du Kosovo, de Palestine, du Golfe, du Liban et, bien sûr, d'Algérie. On ne disait jamais que les pays de l'Ouest étaient intervenus, tardivement certes,

pour mettre fin à un conflit en Bosnie dont les victimes musulmanes étaient de très loin les plus nombreuses, pas plus qu'on ne dirait en 1999 qu'ils combattaient les Serbes pour protéger les musulmans kosovars.

On disait plutôt que ces lointains champs de bataille « m'ont renforcé dans la conviction que la communauté judéo-chrétienne était influencée par l'athéisme et vouait une haine viscérale à Mahomet ». Daoudi avait séjourné quatre mois en Algérie à l'été 1995, alors que le pire était passé. Il avait un temps caressé l'idée de rejoindre les islamistes au maquis, avant de l'écarter au prétexte que Sport et Musique avait infiltré les rangs du GIA et du FIS. Cette incertitude pendant son séjour algérien reflétait ses hésitations sur sa vie personnelle.

Daoudi avait épousé en Hongrie une Hongroise rencontrée par internet sur un *chat* américain alors qu'il croyait dialoguer avec un homme. Après de tels débuts, et avec la confusion qui l'habitait lui-même, le mariage n'avait pas duré. Il admettait son erreur d'avoir pensé que cette union allait le « régénérer » et le rendre « plus stable ». Mais elle n'avait pas été à la hauteur de ses rêves, et s'était transformée en « piège social ». Il se plaignait de ce que sa femme, malgré « ses nombreuses qualités », n'avait pas comme lui « le gène des sensations fortes et de l'aventure ». Cette stimulation, laissait-il entendre maintenant, il la trouvait dans la « forêt de béton » de cette banlieue qu'il avait méprisée au temps de sa jeunesse. Ainsi commençait le dernier chapitre de son aventure, celui qui s'achèverait dans un camp d'entraînement d'Al-Qaida en Afghanistan avec Abou Zoubeïda et le projet d'attentat contre l'ambassade américaine à Paris. Il fallait qu'il aille en Afghanistan et y reçoive une instruction militaire, écrivait-il, parce que c'était « un pays mystique et la meilleure des destinations », celle qui correspondait à son idée du parfait État islamique. L'Afghanistan était la preuve qu'une victoire de l'islam sur l'Occident était possible.

Résumant les influences personnelles, religieuses et politiques qui l'avaient conduit jusque-là, il écrivait, avec quelque emphase : « Pour toutes ces raisons et tous ces événements, je suis allé du côté obscur de la force. » Il n'ignorait pas qu'il parodiait une réplique de *La Guerre des étoiles*. Mais sa prose, par ailleurs, frappait par son authenticité. Il avait, disait-il, le choix entre « tomber dans la dépression », comme cela s'était produit

pendant six mois à la fin de sa deuxième année de fac, ou « réagir en prenant part au combat universel contre le cynisme injuste et oppresseur » qu'il avait trouvé en Occident. En se remémorant sa vie, il écrivait encore : « Tout est devenu clair pour moi et j'ai compris pourquoi Abraham était parti en exil, pourquoi Moïse s'était révolté contre le Pharaon, pourquoi on avait craché sur Jésus et pourquoi Mahomet avait dit "Je viens avec l'épée". Mon combat a été et sera d'éradiquer tous ceux qui s'opposent à la loi d'Allah. » Les lois inspirées par les hommes – et non la charia – étaient sans valeur, notait-il. « Ce glorieux combat ne cessera que lorsque la loi d'Allah aura été rétablie et appliquée par un calife juste et honnête » placé à la tête d'un État islamique, écrivait-il, en reprenant mot pour mot la sévère doctrine des combattants du djihad.

« Mon engagement idéologique est total, et c'est tout à la gloire de ce combat infatigable que d'être traité de terroriste, concluait-il. J'accepte le nom de terroriste s'il m'est donné pour signifier que je terrorise un système de pouvoir inique et pervers qui se présente sous de nombreuses formes. » Il admettait ainsi qu'il n'était pas, en fait, un terroriste au sens où on l'entend. Mais Daoudi, toujours porté à l'exagération, affirmait aussi qu'il n'avait jamais « terrorisé l'innocent ». Et d'ajouter : « Mais je lutterai contre l'injustice sous toutes ses formes et contre ceux qui la soutiennent. » Avec, comme épitaphe finale à une existence jadis prometteuse : « Mon combat ne s'achèvera que dans la mort ou la folie. »

Des centaines, et même des milliers de jeunes musulmans, certains aussi instruits que Daoudi et promis à une vie active au sein de la société, ont suivi le même chemin vers l'Afghanistan, venant de tout le monde musulman et au-delà. Comparés à Daoudi, Mohammed Atta et ses amis de Hambourg, qui préparèrent les attentats du 11 septembre, étaient plus instruits, notamment en sciences. Ils possédaient aussi une meilleure connaissance de l'islam et avaient grandi dans des foyers plus cossus. Daoudi se distinguait par le talent rhétorique avec lequel il se célébrait lui-même en même temps que beaucoup d'autres moins doués pour l'expression. Un talent longuement affûté en prison dans l'attente du procès, et qui était sa revanche sur l'échec. Les comploteurs de Hambourg pouvaient s'en passer.

Le flouze

La première histoire que j'ai entendue sur les Arabes et l'argent m'a été racontée par un collègue journaliste plus âgé que moi. J'avais bien trente ans de moins à ce moment-là, et c'était carrément une autre époque pour les populations du Golfe, dont l'existence allait être définitivement chamboulée par les ressources pétrolières. Cette histoire disait que les Britanniques s'étaient récemment sentis dans l'obligation de déposer le dirigeant autocrate de l'un des Émirats des États de la Trêve, ainsi nommés en raison du traité de paix perpétuelle imposé en 1853 par le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté pour mettre fin aux guerres tribales qui touchaient une large partie de la zone arabe du golfe Persique, surnommée alors la côte des Pirates. En dépit des pressions considérables exercées par l'agent politique britannique – comprenez « proconsul » –, le cheikh Chakhbout ben Zaid al-Nahayan d'Abu Dhabi refusa de confier son pactole à une banque pour le faire fructifier. À en croire la légende, il aimait mieux fourrer l'argent de ses royalties dans des boîtes à biscuits et autres cachettes improductives, tels les nombreux matelas sur lesquels il dormait dans sa résidence fortifiée d'Abu Dhabi.

Comme me le rappelait mon interlocuteur, le pétrole coulait à flots dans les émirats depuis le début des années 60. Très vite, les Britanniques insistèrent de plus en plus vivement pour que les revenus du pétrole soient injectés dans la construction d'écoles, de routes et de centres hospitaliers – autrement dit, la gamme d'équipements qu'ils destinaient aux citoyens nouvellement prospères d'une région bientôt rebaptisée Émirats Arabes

Unis. Le cheikh Chakhbout, toutefois, demeura inflexible et leur opposa une fin de non-recevoir, préférant d'instinct que ses sujets continuent à vivoter grâce à des activités traditionnelles comme la pêche à la perle et le commerce de timbres exotiques. Il avait eu vent de la modernisation quasi instantanée du Koweït, de Bahreïn et même de l'Arabie Saoudite, et il ne voulait surtout pas en entendre parler. Finalement, les Britanniques le remplacèrent en 1966 par son jeune frère plus malléable, répandant la fielleuse rumeur selon laquelle les souris avaient rogné une grande part du trésor de Chakhbout. Au bout de cinq ans, Londres renonça aux derniers vestiges de pouvoir conservés dans le Golfe, inaugurant une ère de trois décennies marquée par trois conflits majeurs et des troubles sans fin. Mais quand on m'a raconté pour la première fois les déboires bien mérités de Chakhbout, il ne s'agissait alors que d'une histoire amusante.

Moins de dix ans plus tard, un ami français qui travaillait à Genève pour une banque américaine me conta de savoureuses anecdotes sur les Arabes du Golfe, qui se présentaient à l'improviste avec d'énormes valises bourrées de dollars en grosses coupures[1]. Mon ami précisa que si leur maîtrise de la langue anglaise laissait à désirer, leurs intentions étaient en revanche fort claires. Désireux de faire fructifier leurs avoirs dans un environnement moins agité que leur pays d'origine, ils supposaient qu'une banque américaine renommée, située qui plus est dans le temple helvétique du secret bancaire, était un lieu tout à fait adéquat. Ils avaient retenu la leçon de la chute de Chakhbout. Les Arabes n'avaient pas tardé à saisir les avantages qu'il y avait à placer leur *flouze*, ce terme si délicieusement évocateur qui désigne l'argent dans leur langue. Je ne me rappelle pas si mon ami m'a dit qu'ils étaient saoudiens.

Si tel était bien le cas, ils ne manquaient pas de perspicacité, car la première banque cent pour cent saoudienne du royaume, la National Commerce Bank, ne datait que de 1950. (Ailleurs dans le Golfe, les établissements britanniques restaient prédominants.) Si les Arabes du Golfe étaient peu rompus aux subtilités de la finance, les Frères musulmans s'empressèrent de combler leurs lacunes. Chassés d'Égypte et d'autres pays du Moyen-Orient pour leur opposition à un nationalisme arabe en pleine expansion, et ayant obtenu asile auprès de dirigeants conserva-

teurs du Golfe, les Frères s'immiscèrent dans les milieux bancaires locaux avec un succès toujours croissant. Les banques dites « islamiques », souvent créées avec l'assistance des Frères musulmans par des princes saoudiens et autres nantis au cours des années 70, excluaient la perception de *riba* (ou intérêts) conformément aux commandements de la charia, la loi coranique. Le prix du pétrole ayant quadruplé au début des années 70, le Golfe était inondé de pétrodollars, et les banques islamiques perçues comme un moyen parmi d'autres de recycler cette providentielle rentrée d'argent.

Malgré cette manne pétrolière et financière, l'argent continua à circuler librement à travers les frontières, et on ne vit guère se manifester d'enthousiasme pour les régulations. Aux yeux des Frères musulmans, le système bancaire islamique constituait en même temps une revanche sur la répression politique et les déconvenues du passé, et la promesse d'un regain durable d'autorité[2]. Bientôt, les Frères semèrent des établissements off-shore un peu partout sur la planète, des Bahamas aux Îles anglo-normandes en passant par Lugano – place financière suisse qui a le mérite d'être proche de Milan, et où les Italiens fortunés, entre autres, placent leur argent à l'abri des griffes du fisc. Bien malgré elles, les banques islamiques attirèrent brièvement l'attention au cours des années 80, parce qu'elles avaient accaparé le marché des céréales soudanais dans une période de grande famine, ou s'étaient laissées tenter par des rackets à la Ponzi en Égypte.

Pendant un certain temps, ces banques ne suscitèrent qu'un intérêt limité de la part des pays occidentaux[3]. Certes, les gouvernements américains et autres prirent peu à peu conscience de leurs pratiques parfois discutables, mais il fallut attendre le milieu des années 90 pour voir s'accentuer l'inquiétude sur leur rôle présumé dans l'extrémisme djihadiste. Longtemps, on considéra les banques islamiques comme une particularité du monde arabe. Finalement, les banquiers occidentaux voulurent rivaliser avec elles en créant des portefeuilles d'investissement sans intérêts à la clé, respectant ainsi l'une des exigences fondamentales des banques islamiques. Cependant, cette soudaine opulence ne fit que conforter dans leur tenace attachement au liquide certains Arabes du Golfe, qui cachaient d'épaisses liasses

de billets au fond de leur poche ou dans un tiroir de leur bureau. Chakhbout n'était pas un cas isolé[4].

J'ai eu moi-même l'occasion de mesurer les vertus des billets dans les pays du tiers-monde, et tout spécialement des coupures de cent dollars que je pliais en huit pour les caser dans des ceintures-portefeuilles. Je prenais bien garde à ne jamais accepter les coupures porteuses de la plus légère déchirure suspecte ou gâtées par une marque quelconque, craignant qu'elles ne soient rejetées lors d'une transaction cruciale. Au moment même où je me pliais aux traditions locales, les nouveaux financiers arabes s'initiaient aux arcanes de la City et de Wall Street. Je voyageais en effet dans des pays où tout se paie en espèces, et qui étaient souvent en proie à de violents soulèvements. Comment savoir si je n'aurais pas besoin de cash pour régler le taxi qui me conduirait vers la sécurité de la frontière, ou pour gérer une des situations d'urgence qui sont le lot quotidien des reporters de guerre ? Pour les gens de ma génération, ces billets froissés mais en parfait état étaient l'équivalent des pièces d'or que Cyrus Sulzberger, chroniqueur au *New York Times* et correspondant en chef à l'étranger, emportait toujours avec lui lorsqu'il traversait ses bien-aimés Balkans durant les années 30. Un bon moyen, me disait-il, de s'assurer que des bras robustes arracheraient sa voiture au bourbier[5]. Cartes de crédit et distributeurs automatiques finirent par faire leur apparition, même dans le secteur que je couvrais, et quelques mauvais bougres du tiers-monde pigèrent hélas le coup des ceintures-portefeuilles.

Néanmoins, la majorité des Arabes conservèrent leur goût pour les coupures. Lors du djihad antisoviétique en Afghanistan, de jeunes Saoudiens débarquaient fréquemment avec de pleines valises de billets verts tout neufs emballés dans des étuis en plastique et destinés à leurs commandants favoris moudjahidin afghans. Un tel étalage de richesse apportait une preuve de puissance immédiatement identifiable. Lorsque je commençai à réfléchir à l'habileté d'Oussama Ben Laden à déplacer des capitaux, j'en conclus provisoirement qu'en raison de cette culture du liquide solidement enracinée, il me serait délicat, voire impossible, de suivre la trace de ses transactions financières. Un jour, un banquier mécontent assimila l'entreprise à « rechercher une aiguille dans une botte d'aiguilles[6] ». Un des principaux témoins de l'accusation lors du procès des quatre

participants aux attentats à la voiture piégée en Afrique de l'Est informa trois ans plus tard une cour new-yorkaise de ses activités de convoyeur pour le compte d'Al-Qaida ; il avait remis 100 000 dollars en espèces à des radicaux islamistes aux idées proches des leurs, notamment en Égypte, en Jordanie et en Érythrée[7]. Il n'était pas difficile de soudoyer les agents des Douanes pour les empêcher d'ouvrir les bagages.

Un ancien allié sud-yéménite de Ben Laden me confia un jour qu'en 1990, il avait effectué de fréquents voyages à Djedda afin de récupérer des valises de billets dévolues à promouvoir les projets islamistes de Ben Laden au Yémen. (Je savais que la liste des missions pour les années à venir comprenait l'assassinat de plus de cent leaders du Parti socialiste récemment formé, qu'Oussama et ses amis, à l'instar du Yémen du Nord, tenaient encore pour des communistes impies, même si la réunification de 1990 avait officiellement mis fin à l'existence du régime stalinien au Sud-Yémen[8].) Dans le contexte de notre discussion sur l'argent, il était bien clair que mon interlocuteur yéménite ne me livrait pas là une information exceptionnelle, encore moins confidentielle. Le cash était le cash, et c'était lui qui faisait tourner les affaires, qu'elles soient licites ou conclues sous le manteau. Les frontières officielles n'étaient que des lignes imprimées sur une carte, sans aucun rapport avec la réalité concrète, et il arrivait souvent qu'elles ne soient même pas signalées. De toute manière, certaines tribus étaient établies de part et d'autre de la ligne de démarcation entre le Yémen et l'Arabie Saoudite (à l'image des Pachtounes installés sur la zone frontalière pakistano-afghane, encore une frontière artificielle dont Ben Laden était familier depuis le début des années 80[9]). En effet, les 1 800 miles de frontière entre le Yémen et l'Arabie Saoudite étaient connus pour leur porosité lorsqu'il s'agissait de faire passer de l'argent, mais aussi des armes, des explosifs et des fuyards[10]. Et les frontières de ce type se comptaient par dizaines dans les pays du tiers-monde.

On conçoit aisément l'indifférence du citoyen lambda à la question frontalière. Non contents de décréter des tracés souvent arbitraires, bon nombre de gouvernements se faisaient un plaisir d'instituer des régulations financières aussi absurdes que malcommodes, obligeant chaque visiteur à remplir une déclaration à l'entrée et à la sortie, et à fournir un récapitulatif des

sommes en liquide (les traveller's chèques n'y figurant pas impérativement) changées dans les hôtels et les banques habilités, qui pratiquaient souvent des taux rédhibitoires. En réalité, les services d'immigration et les douanes vérifiaient ces déclarations essentiellement pour intimider les étrangers, les gens du cru en situation douteuse étant pour leur part rompus à esquiver les formalités[11].

Quand je commençai à couvrir le tiers-monde, j'optai pour la ceinture-portefeuille dans l'idée que mon statut d'Occidental, qui plus est d'Américain, m'exposerait sans nul doute à des fouilles particulièrement minutieuses. Cependant les conventions en vigueur étaient des plus singulières. Contraindre pour de bon un Occidental à vider ses poches ou, pire encore, à détacher sa ceinture demeurait tabou dans la quasi-totalité du tiers-monde, contrairement à l'inspection des bagages. Néanmoins, il était impossible de prévoir à quel moment on serait fouillé. La véritable fonction de ma ceinture-portefeuille était donc de dissimuler des sommes considérables dans un endroit pratique et sûr. Il se peut que j'aie été spécialement chanceux, mais mon unique cafouillage s'est produit face à un douanier fouineur de l'aéroport d'Athènes, et c'est à moi qu'en revient la faute, puisqu'il a découvert dans mon bagage à main la ceinture que j'avais oublié de mettre autour de ma taille. Mais les nouveaux pirates largement plus malins qui sévissaient dans les trains d'Arménie et d'Azerbaïdjan après l'effondrement de l'Union soviétique vérifiaient souvent les ceintures des Occidentaux et se sauvaient quelquefois avec le butin.

Dès que Ben Laden attira l'attention des services secrets, des forces de police et du corps diplomatique en tant que bailleur de fonds du terrorisme, je m'efforçai de savoir ce que l'on connaissait au juste de ses méthodes financières. En février 2000, lorsque s'acheva mon entretien avec Richard A. Clarke, expert intransigeant de la lutte antiterroriste américaine, j'éprouvais le sentiment angoissant que l'on ne savait pas grand-chose, ou plutôt pas grand-chose qui puisse légitimer une action, même pour un fonctionnaire de Washington aussi expérimenté que lui. La rencontre s'était déroulée dans la chambre 303 du Old Executive Building qui donne sur le Mall, et j'étais

loin de me sentir tranquillisé tandis que je regagnais la sortie. Clarke, qui se targuait d'être bien informé, aurait pu me donner quelques tuyaux, même si je devais comprendre qu'il n'était pas autorisé à me faire profiter des renseignements qu'il détenait. Les banques de données du gouvernement avaient beau être gavées, il m'avait donné l'impression très nette que sa perplexité égalait la mienne[12].

Je dois admettre que je ne tombais pas vraiment des nues. D'une certaine manière, j'avais voulu tester Clarke. Trois mois à peine après les attentats à la voiture piégée contre les ambassades américaines d'Afrique de l'Est, un de mes vieux amis intimement lié aux milieux antiterroristes qualifia d'« entreprise vouée à l'échec » toute tentative pour cerner les finances d'Oussama. Et il ajouta pour étayer son point de vue : « Où il stocke son argent, comment il fait circuler ses fonds, quelle est leur origine et à qui il les verse, tout cela reste opaque. Le Conseil national de sécurité, le Département d'État, le Trésor, le FBI et la CIA ont tous étudié de très près la question. Mais les recherches n'ont donné aucun résultat précis, et nous manquons d'informations concrètes pour nous adresser à un gouvernement étranger. » Si les pistes se perdaient dans les sables, c'était en grande partie parce que Ben Laden avait disposé de quinze ans pour accumuler de l'argent et l'investir.

Les comptes bancaires n'étaient pas à son nom, et il était difficile de démasquer ses couvertures[13]. Des mois plus tard, je reçus un message d'un de mes amis diplomate au Pakistan, qui était déjà en poste à l'époque du conflit soviétique. « Nous n'avons qu'une idée très approximative de l'organisation des finances d'Al-Qaida. » Il cita comme exemple de cette fâcheuse ignorance le Al-Rashid Trust (ART), une organisation caritative alimentée par des fonds saoudiens qui s'était abondamment illustrée dans l'aide humanitaire au Pakistan et en Afghanistan. Wael Jelaidan, un Saoudien proche de Ben Laden dans les années 80, alors qu'il participait au djihad antisoviétique tout en travaillant pour le Croissant-Rouge, fut soupçonné malgré ses dénégations d'avoir utilisé l'ART à des fins moins louables au cours des années 90. « On n'a pu remonter que jusqu'au président officiel d'Al-Rashid, m'a dit le diplomate. Un obscur Pakistanais octogénaire. » Autre élément troublant découvert un peu plus tard, le président Pervez Moucharraf était membre

ès qualité du conseil d'administration d'Al-Rashid. Les publications soi-disant bien documentées ne manquaient pas sur le sujet. Pendant des années circulèrent des ouvrages regorgeant de détails, quelquefois inventés de toutes pièces, sur les banquiers et les hommes d'affaires islamistes et leur connexion supposée avec le terrorisme islamique, notamment le Hezbollah, diverses organisations palestiniennes et des bénéficiaires installés aussi bien en Algérie qu'en Tchétchénie ou en Asie centrale.

Les bénéficiaires en question se trouvaient souvent dans le Golfe – surtout à Dubaï et en Arabie Saoudite –, en Suisse ou dans des paradis off-shore situés en général sur des îles exotiques. Eux-mêmes et les institutions qu'ils dirigeaient se virent reprocher de contribuer directement ou de manière détournée au financement d'organisations islamistes radicales comme Al-Qaida et ses satellites, en leur versant la bagatelle de centaines de millions de dollars. Après les événements du 11 septembre, les États-Unis se focalisèrent durablement sur le royaume pour la bonne raison que 15 des 19 kamikazes étaient des ressortissants saoudiens. Leur champ d'investigation ne s'élargit jamais vraiment, et eut même tendance à se resserrer après que des groupes islamistes saoudiens eurent commis à Riyad des attentats-suicides qui firent 29 victimes saoudiennes et étrangères, parmi lesquelles 9 Américains, le 12 mai 2003[14].

Indépendamment de leur réseau complexe de banques et de sociétés-écrans, de riches négociants, hommes d'affaires ou princes du Golfe (parfois les trois à la fois) se servaient des organisations de bienfaisance islamiques pour faire transiter des capitaux vers des djihadistes fondamentalistes, y compris Al-Qaida, poussés par une somme de motivations confuses et apparemment contradictoires : la volonté d'acheter leur tranquillité, de sincères convictions religieuses en faveur du djihad (ou tout simplement la piété wahhabite autochtone), les ressentiments de certains Saoudiens contre la famille royale, conjugués au désir d'exprimer des sentiments anti-occidentaux. Les Arabes n'étaient pas assez naïfs pour s'étonner d'un tel salmigondis, du moins pas dans ses grandes lignes. Toute la richesse saoudienne n'était pas gaspillée en robinetterie en or, ou flambée autour des tables de jeu des casinos occidentaux. En effet, il était de notoriété publique que le régime avait coutume depuis plusieurs décennies de signer des chèques généreux pour ama-

douer les puissants – ou les tenir en respect –, que les pressions proviennent de maîtres chanteurs irakiens ou de bureaucrates de Washington résolus à écouler un surplus d'avions de guerre et de Boeing vers un royaume qui n'en trouvait pas l'usage[15]. Les Saoudiens n'étaient pas les seuls Arabes du Golfe à dépenser sans compter, que ce soit par choix ou en vertu d'un sentiment de nécessité. Ainsi, l'art consommé de l'extorsion s'illustrait sans ambiguïté dans les fichiers récupérés sur le disque dur d'un ordinateur saisi par la police à Manille en 1995. Le brouillon d'une missive à un donateur arabe aussi fortuné que rétif disait à peu près ceci : « Craignez Allah, M. Sidiqqi, car le jugement est proche[16]. »

Il est indéniable que certaines organisations caritatives détournaient une partie de leurs fonds au bénéfice des réseaux terroristes, et il est évident aussi que certains riches islamistes accordaient des donations en sachant pertinemment que leur argent, qui favorisait l'implantation de « façades » cachant des organisations terroristes, finirait par profiter à Ben Laden. Mais quel était le processus exact, quelles étaient les sommes en jeu, et à quel point les donateurs étaient-ils consentants ? Les Arabes du Golfe se montraient toujours réticents à fournir des explications, bien que ce mutisme opiniâtre apportât de l'eau au moulin de leurs adversaires. En majorité, les informations dont on disposait étaient communiquées par les services de renseignement occidentaux et israéliens, désireux d'influencer un auditoire plus large sans avoir à valider leurs découvertes par des preuves en béton. L'insinuation avait quand même ses limites. Ainsi, malgré des années d'efforts acharnés, il fallut attendre l'après-11 septembre pour qu'Israël et ses amis réussissent à convaincre les États-Unis de sévir contre les organisations caritatives islamiques basées sur le sol américain, et connues pour soutenir des organismes pro-palestiniens tels que le Hamas ou le Djihad islamique. Cette inertie prolongée se justifiait de deux manières : une partie des fonds était véritablement allouée à l'aide humanitaire, et ni les citoyens ni les intérêts américains ne s'étaient trouvés dans la ligne de mire.

Certains détails avaient éveillé la suspicion de par leur invraisemblance flagrante. Les chiffres se paraient de connotations bibliques, ou plutôt coraniques, à l'instar de ces 300 millions de dollars, total invérifiable par excellence et sans doute fortement

surévalué, qui, au dire du Département d'État, représentait la part d'Oussama dans l'héritage paternel [17]. Des estimations plus crédibles situeraient le montant du legs entre 25 et 30 millions de dollars.

Comme le confirmèrent indirectement Richard Clarke et d'autres hauts responsables, le problème venait du fait qu'on n'acquérait jamais de certitudes, ou du moins pas de certitudes assez solides. Il s'agissait là des limitations imposées par les règles de l'état de droit américain, avant le 11 septembre 2001. De loin en loin surgissaient quelques indices particulièrement séduisants. En 1997, Madani al-Tayeb, citoyen saoudien et principal cadre financier d'Al-Qaida, décida de déserter à l'issue d'une grave crise de conscience. Également connu sous le nom de Abu Fadl al-Makki, Al-Tayeb avait perdu une jambe pendant la guerre en Afghanistan, et il était soi-disant marié à une parente de Ben Laden. Plusieurs témoignages s'accordent à dire qu'il effectua deux séjours à Londres, en 1995 et 1996, où il débattit de ses doutes sur Al-Qaida avec des intégristes saoudiens en exil. L'un de ces Saoudiens pleins de compassion me rapporta qu'Al-Tayeb souhaitait apprendre l'anglais, s'installer à la campagne et s'affranchir de ses liens avec Ben Laden. Aussi ne fut-il pas surpris lorsque Al-Tayeb, qui ne semblait avoir subi aucune pression du royaume, décida de retourner à Riyad et de faire amende honorable. D'après mon interlocuteur, les deux conditions qu'il posait – ni torture ni emprisonnement – avaient été acceptées.

Pour autant que j'aie pu en juger durant mon séjour en Arabie Saoudite, les autorités avaient tenu parole, bien que mes efforts répétés pour retrouver Al-Tayeb soient restés vains. On se doute bien qu'il a dû divulguer aux autorités les moindres détails des opérations financières internationales de Ben Laden. En revanche, on ne sait pas vraiment quelle proportion a été transmise à Londres et à Washington. Toutefois, un rapport confidentiel de la NSA daté de début mai 1997 signalait à l'administration Clinton que grâce à une interception, « un pays non spécifié » venait d'appréhender un des principaux cadres financiers d'Al-Qaida, qui se révélait une précieuse source d'information [18]. Trois mois plus tard, une fuite probablement délibérée provoquait l'affolement au sein d'Al-Qaida. Les responsables américains ne citèrent jamais publiquement Al-

Tayeb comme leur informateur. Partager les révélations de citoyens saoudiens suspects dans le genre d'Al-Tayeb aurait marqué une nette rupture avec les pratiques habituelles du royaume.

En effet les Saoudiens, à commencer par le prince Nayef, ministre de l'Intérieur, s'obstinèrent même après le 11 septembre dans leur refus de livrer des renseignements potentiellement compromettants, au grand dam des dirigeants américains. Il semblerait que ce fut le cas lors de l'action terroriste de Riyad le 13 novembre 1995, qui visait le bureau du chef de la Garde nationale et coûta la vie à 5 Américains. La même chose se produisit avec l'attentat à la voiture piégée de Khobar, qui tua 19 militaires américains le 25 juin 1996.

Les Saoudiens prenaient bien soin de cultiver leur jardin secret, et ne souhaitaient aucunement que le FBI ou un autre service étranger vienne y fouiner et arracher les mauvaises herbes. La famille royale s'était toujours comportée ainsi et ne voyait aucune raison de déroger à ses usages. Disons à sa décharge qu'aucun gouvernement au monde n'a envie de voir une puissance étrangère mettre son grain de sel dans ses affaires privées. Ce n'est qu'après les attaques de mai 2003 à Riyad que la dynastie saoudienne s'inquiéta sérieusement des plans que tramait Al-Qaida contre le royaume, et accepta une coopération plus étroite avec Washington[19]. Une telle attitude ne permettait pas d'accuser le pays de faire le lit du terrorisme anti-occidental, même si les dirigeants américains subodoraient depuis longtemps que les Saoudiens avaient bien des choses à cacher, ne serait-ce que leurs relations toujours troubles avec l'establishment wahhabite et les missions prosélytes qu'ils menaient à l'étranger comme à l'intérieur du pays. Mais ceux qui connaissaient bien le caractère fantaisiste de la comptabilité saoudienne étaient persuadés que même avec la meilleure volonté du monde, les autorités seraient fort en peine de justifier certaines dépenses. Les gouvernements étrangers enrageaient devant la mauvaise grâce des Saoudiens, ou leur incapacité à s'assurer que les donations aux œuvres de bienfaisance avaient bien rempli en toute légalité la fonction initialement prévue. Une partie des difficultés rencontrées est peut-être imputable aux méthodes musclées du FBI, à qui Washington avait confié le plus gros des investigations. Comme le soulignèrent à l'envi ses concurrents

de la CIA et du Département d'État, le FBI avait certes des qualités, mais ses agents, du moins au début, n'étaient pas très doués pour la diplomatie et les courbettes aux nations étrangères.

L'affaire Al-Tayeb, exception notable dans les opérations clandestines d'Al-Qaida, trahissait une désinvolture frôlant l'incurie. Il se disait qu'Al-Tayeb avait regagné l'Arabie Saoudite au mois de mai 1997 (avant même que le rapport de la NSA ait donné confirmation de la date). Mais l'information et les détails qui l'accompagnaient, bien qu'exacts, ne furent diffusés à Londres qu'au mois d'août par le *Daily Telegraph*, tenu à tort ou à raison pour l'instrument parfois choisi par la communauté du renseignement britannique pour propager ce genre de nouvelles croustillantes. L'information fut relayée aussitôt par l'antenne africaine de BBC World. Comme l'attestaient les comptes rendus du procès des terroristes à New York, l'émission de la BBC suscita une onde de choc dans la cellule d'Al-Qaida à Nairobi, qu'Al-Tayeb avait côtoyée de très près[20]. Curieusement, personne au sein d'Al-Qaida ne parut s'aviser de sa disparition, et si quelqu'un la remarqua, il ne prit pas la peine d'alerter la cellule de Nairobi. Ses membres écoutèrent religieusement la BBC, entendirent parler du rapport et consultèrent l'article du *Daily Telegraph*. D'un seul coup, ils se sentaient dans une situation de « danger absolu ». Effrayés et pratiquement fauchés – il ne leur restait que 500 dollars en poche –, ils envoyèrent des messages pleins de déférence à leurs supérieurs en les pressant de leur transmettre des informations et des directives. Ils avaient acquis la conviction – à juste titre, d'ailleurs – d'être surveillés conjointement par les Américains et les Kenyans[21]. Plus précisément, ils redoutaient qu'Al-Tayeb n'ait mis en péril les liens d'Al-Qaida avec ses soutiens de Brooklyn, de Jersey City et de Detroit[22].

Lorsque la sous-cellule de Mombasa, le plus gros port kenyan de la côte swahilie, les contacta sans penser à mal, les agents de Nairobi lui ordonnèrent de ne plus jamais utiliser cette ligne, persuadés d'être placés sur écoute. Le groupe de Mombassa ignora les consignes et en prit pour son grade. La peur qu'Oussama Ben Laden et ses cadres principaux ne soient pas encore au courant de la défection d'Al-Tayeb avivait les angoisses de la cellule de Nairobi. Ils expédièrent aux leaders d'Al-Qaida des messages qui demeurèrent sans réponse, et ce silence têtu mit

le comble à leur paranoïa. Comment était-il possible qu'Oussama ne se soit pas aperçu de l'absence d'Al-Tayeb ? Pourquoi ne les avait-on pas alertés dans les plus brefs délais ? Pour une fois, les pratiques d'Al-Qaida s'avéraient particulièrement négligentes. S'il fallait croire qu'Oussama ignorait toujours la trahison d'Al-Tayeb et n'avait donc pris aucune disposition pour parer le coup, quel préjudice l'inconstance de son lieutenant avait-elle causé à ses opérations financières et autres ? Les Saoudiens avaient-ils pris des mesures aussitôt prévenus ? Ou se bornaient-ils à garder l'information en réserve, fidèles à leurs habitudes, une riposte immédiate risquant d'impliquer des personnages influents, peut-être même les plus hautes sphères de la famille royale, et de détériorer un peu plus des relations déjà tendues avec Washington ?

Lorsque le leadership d'Al-Qaida fut averti de la défection d'Al-Tayeb, combien de temps fallut-il à Ben Laden pour changer son fusil d'épaule et mettre sur pied un réseau alternatif ? Du fait de leur méfiance instinctive envers le reste du monde, les Saoudiens n'avaient guère avantage à se vanter d'être parvenus à faire revenir Madani al-Tayeb. Certes, il est dangereux d'extrapoler sans limite à partir de documents judiciaires, mais on est en droit de penser que les dommages potentiels liés à la défection d'Al-Tayeb auraient porté gravement atteinte à une structure plus hiérarchisée. Ce n'était naturellement pas le cas d'Al-Qaida, et dans le cas contraire, Ben Laden n'en a rien fait savoir. Il n'a jamais été enclin à se morfondre publiquement sur l'arrestation, la défection ou les confessions des membres d'Al-Qaida. Dans le fond, son succès reposait en grande partie sur le caractère lâche et ambigu des liens qui rattachaient son organisation amiboïde aux mouvements djihadistes de même tendance. Dans ce cas précis, les leaders d'Al-Qaida firent montre d'une remarquable capacité de récupération. À moins que l'organisation n'ait bénéficié d'un coup de chance. Finalement, c'est cette même cellule kenyane qui perpétra les attentats contre les deux ambassades américaines (d'après les initiés, l'argent, le matériel nécessaire et l'expert en explosifs furent livrés au dernier moment ; partis d'Afghanistan, ils avaient traversé la mer Rouge entre le Yémen et la Somalie, avant de franchir la frontière kenyane).

L'ignorance initiale des services antiterroristes américains sur

les mécanismes financiers d'Al-Qaida était passablement affligeante. Par ailleurs, la marge de manœuvre des hauts responsables était limitée par leurs propres lois. J'en ai reçu une démonstration singulière en voulant rendre service à une amie : apprenant que je comptais me rendre à Washington fin décembre 2000, un confrère britannique me pria d'enquêter sur une organisation caritative islamiste appelée la Fondation Mouafak, liquidée dans le courant des années 90. L'ancien conseil d'administration poursuivait en justice l'employeur de mon collègue, un bulletin politique londonien respecté, l'*Africa Confidential*, parce qu'il avait établi un lien entre la fondation et l'un des individus mêlés à l'attentat des djihadistes égyptiens à Addis-Abeba, qui avait failli coûter la vie au président Hosni Moubarak en juin 1995[23]. Au Royaume-Uni, les lois sur la diffamation sont d'une sévérité draconienne, et la charge de la preuve incombe à l'accusé. Pensant qu'il serait bien utile que le gouvernement américain dévoile ce qu'il savait sur la Fondation Mouafak, j'en touchai un mot à Richard Clarke à la faveur de notre entretien suivant. Un de ses assistants procéda obligeamment à des vérifications, et il en ressortit que l'organisation figurait sur la liste noire du service de contrôle des avoirs étrangers, division du Trésor chargée de veiller à la stricte application des sanctions commerciales. Toutefois, on me signifia sans autre forme de justification qu'il n'était pas question de rendre l'information publique. Conclusion : *Africa Confidential* se vit contraint à un règlement onéreux[24].

La position de Washington ne laissa pas de me surprendre. D'accord, la fondation en question n'avait financé aucune offensive prenant directement pour cible des intérêts américains, mais Moubarak comptait tout de même parmi les leaders pro-américains, et l'assassinat manqué portait la signature des Soudanais, un élément qui avait envenimé les relations déjà houleuses entre Washington et Khartoum, et déclenché les sanctions de l'ONU à l'encontre du Soudan. A priori, les mesures contre le dévoiement des œuvres caritatives et autres ONG au profit du terrorisme s'intégraient parfaitement aux attributions du dispositif antiterroriste international, créé sur la lancée des accords en matière de lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue pendant le G7 de 1989. Des recommandations spécifiques au problème du terrorisme vinrent s'y ajouter en octo-

bre 2001, après les attentats du 11 septembre. Mais en dépit de mesures de plus en plus contraignantes, il était toujours difficile de présenter des preuves aux tribunaux – ou du moins des preuves propres à satisfaire les autres pays, dont la collaboration était vitale pour miner le financement du terrorisme, faute de pouvoir l'arrêter complètement.

De nombreux pays taxés de mollesse sur cette question fermaient également les yeux sur d'autres types d'opérations clandestines sans rapport évident avec le terrorisme. On en rencontre une illustration intéressante dans la technique de l'*hawala*, un système informel de transfert de fonds qui n'est pas sans évoquer les modes d'échange en vigueur dans la Lombardie médiévale, et prospérait déjà sous la dynastie chinoise des Tang (618-906). Son avatar contemporain prit des proportions extraordinaires dans les années 70, alors que l'explosion du prix du pétrole attirait massivement vers les États du Golfe les travailleurs pauvres du tiers-monde, qui envoyaient régulièrement de l'argent chez eux pour subvenir aux besoins de leur famille. La quasi-intégralité des 15 milliards de dollars qui, selon les estimations, sortaient chaque année d'Arabie Saoudite, émanaient de ces travailleurs immigrés[25].

Pour ces ouvriers souvent illettrés, les banques étaient trop poussives et généraient des frais et des complications inutiles. L'*hawala* (appelé *hundi* en Inde et au Pakistan) avait des correspondants jusque dans les plus petits villages, et permettait d'acheminer des fonds sans encombre grâce à un réseau formé d'un large cercle de parents et d'amis. Et les bureaucrates trop curieux n'avaient rien à y voir. Au premier abord, le système semblait un peu précaire, mais finalement l'*hawala* fonctionnait bien parce que les malversations étaient durement punies, moins par la violence physique que par le déshonneur. Les régulations absurdes et ruineuses sur les transactions officielles édictées par les gouvernements jouèrent pareillement en sa faveur. Par ailleurs, les *hawalas* se révélèrent avantageux pour les plus favorisés. Durant la majeure partie des années 90, le Pakistan s'enlisa dans une spirale descendante. L'élite et les classes moyennes perdirent toute confiance en leur pays, et au mépris des lois interdisant les sorties de capitaux, elles transférèrent des

milliards de dollars à l'étranger par le truchement de l'*hawala*. Ce type de transaction atteignit son point culminant dans la foulée des premiers essais nucléaires du Pakistan, en mai 1998, et des sanctions économiques que lui infligea Washington pour avoir contrevenu à ses consignes.

Un banquier pakistanais me rapporta qu'« en l'espace de quelques jours, des centaines de millions de dollars avaient quitté le pays par le biais des *hundi* ». Les politiciens au pouvoir comme les piliers de l'opposition avaient trouvé pratique de recourir aux *hawalas* pour leurs propres combines malhonnêtes, sachant que ce genre de transfert ne laissait pratiquement aucune trace. Traditionnellement, les *hawalas* servaient aussi à payer les stocks d'or de Dubaï passés en contrebande au Pakistan et en Inde, où on les tenait pour un précieux bouclier contre la disette. Mon banquier pakistanais estimait que la moitié des opérations de la région « n'étaient consignées nulle part », un euphémisme désignant les circonstances où l'*hawala* facilitait l'achat d'armes et de stupéfiants, le versement de pots-de-vin ou toute autre activité gagnant à rester discrète. Qu'elles soient mises au service de micmacs tordus ou d'affaires légales, les *hawalas* mirent un certain temps à retenir l'attention des services de police et de renseignement.

Un de mes amis pakistanais, qui était par ailleurs d'une honnêteté scrupuleuse, me démontra la légitimité de l'*hawala*. Sa famille était venue d'Inde en 1947, après l'indépendance, et une de ses vieilles tantes avait récemment décidé de mettre en vente un appartement situé à Delhi. Puisque, officiellement, l'Inde et le Pakistan n'entretenaient pas de relations bancaires, il s'adressa à un courtier, ou *hawaladar*, qui officiait dans un box tout juste assez grand pour contenir un téléphone, un fax, une bouilloire, un service à thé et quelques coussins. Devant une tasse de thé, il mit au point la transaction et lui indiqua la marche à suivre. « Votre tante doit se rendre au marché aux fleurs de Delhi, près de la grande mosquée, et réciter à mon intermédiaire le numéro suivant. » Ces transactions étaient conclues par fax sécurisé ou par téléphone, en passant si nécessaire par un troisième pays. Elles étaient en général répertoriées sur un petit carnet bon marché, et une fois menées à bien, la feuille correspondante était arrachée et détruite. Le système garantissait un total anonymat. On ne demandait ni nom ni adresse, il n'y avait aucune formalité à rem-

plir, et les frais se réduisaient au minimum. À intervalles réguliers, les courtiers mettaient de l'ordre dans leur comptabilité. À cet effet, des sommes colossales en dollars ou autres devises arrivaient fréquemment par coursier ou par avion à Dubaï, principale place bancaire entre l'Europe et Hong Kong qui abritait la majeure partie des transactions de l'*hawala.*

Bien entendu, les *hawalas* se prêtaient aussi bien aux activités terroristes qu'aux remises de fonds et à la fraude fiscale des grosses fortunes. Les sommes assez modestes dont avaient besoin les terroristes se fondaient sans mal dans la masse gigantesque des transferts « innocents », qui passaient inaperçus en temps ordinaire parce qu'ils étaient tolérés. De manière significative, le blanchiment d'argent au profit du terrorisme présentait moins d'obstacles que son affectation conventionnelle consistant à prêter une existence légale à des gains d'origine frauduleuse. Comme son nom l'indique, le blanchiment de capitaux transforme l'argent sale tiré d'activités rémunératrices mais contraires à la loi – trafic de stupéfiants, jeu ou prostitution – en avoirs justifiables et négociables en banque. Cependant, les terroristes utilisent en principe de l'argent déjà « propre », issu des bénéfices d'entreprises licites, de donations ou du *zakat*, les 2,5 % que tout bon musulman doit prélever sur ses revenus pour le reverser aux indigents. Dans cette histoire, il n'y a de sale que l'usage réservé à cet argent par les groupes terroristes.

Personne n'a réussi à définir avec exactitude à combien s'élevait le total de l'argent blanchi, et encore moins quel pourcentage revenait au terrorisme. Selon une estimation du FMI, les sommes blanchies chaque année se situeraient entre 500 milliards et 1,5 trillion de dollars, l'équivalent de 5 % de la production mondiale, une somme dont l'imprécision et l'énormité patentes sentent la conjecture gratuite[26]. De l'avis des spécialistes, la portion de loin la plus importante est dégagée par le trafic de drogue, tandis que la tranche du terrorisme serait relativement insignifiante. Les experts du GAFI (Groupe d'action financière contre le blanchiment de capitaux, qui dépend de l'OCDE basée à Paris) enquêtent depuis 1989 sur le blanchiment d'argent en espérant faire entrave aux transferts illégaux. Depuis 1990, ils ont étudié à la loupe des dizaines de pays – grands, petits ou carrément microscopiques – et usé de pressions morales répétées pour les amener à davantage de rigueur

dans leur législation bancaire. La menace implicite d'une dénonciation pour non-coopération leur a permis d'obtenir quelques résultats notables[27].

Récemment, le GAFI s'est penché de plus près sur les transactions soupçonnées d'être associées au terrorisme, pour se concentrer en 2003 sur les organisations caritatives islamiques, auxquelles il applique les outils initialement destinés au blanchiment de l'argent de la drogue et autres gains illicites déposés sur des comptes off-shore. De mon côté, voilà plusieurs années que je persévère à appeler ou à aller voir un certain haut fonctionnaire et à le harceler de questions sur le financement du terrorisme. Avec la même constance, il m'énumère les pays qui entrent ou sortent de la liste noire, selon qu'ils respectent ou non la législation sur le blanchiment de capitaux, et il m'avertit invariablement que le montant global de l'argent blanchi demeure impossible à déterminer. Comme le fait observer un autre spécialiste, le degré de coopération, surtout dans la région du Golfe, reste ouvert à des interprétations multiples. (Un plaisantin a suggéré un jour que l'on gagnerait à ouvrir l'enquête sur les pays arabes en débutant par la fin de l'alphabet, autrement dit le Yémen, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite*. Mon haut fonctionnaire ne manque jamais d'ajouter qu'il a et a toujours eu la conviction que les finances du terrorisme se réduisaient à un minuscule fragment de l'argent blanchi sur l'ensemble de la planète[28].

Il se peut qu'il ait minimisé à dessein son mérite. Une telle modestie se démarquait de la rengaine américaine que l'on entend rabâcher depuis 1996, selon laquelle Oussama Ben Laden serait dangereux à cause de sa virtuosité de financier. Dépeindre celui-ci sous les traits d'un Goldfinger islamique était un stratagème vital pour le faire éjecter du Soudan. Le président Clinton entonnait encore le même refrain après l'attentat à la voiture piégée qui a touché les ambassades du Kenya et de Tanzanie, décrivant l'homme comme « le principal coordinateur et financier du terrorisme mondial ». En fait, ces deux opérations constituaient les premières actions terroristes clairement attribuables à Ben Laden, et démontraient qu'il était beaucoup plus que cela. Ce ne fut que de manière très progressive que les États-Unis se renseignèrent sur ses finances et ses méthodes.

* Saudi Arabia et United Arab Emirates en anglais. (*N.d.T.*)

Une avancée eut lieu néanmoins dès 1996 grâce à Djemal Mohamed al-Fadl, un Soudanais d'Al-Qaida qui décida de tourner casaque. Il se présenta sans prévenir dans les bureaux de l'ambassade américaine d'Asmara en Érythrée et s'exprima avec force détails sur les finances de Ben Laden et les rouages de son organisation, sur les rivalités internes au sein d'Al-Qaida, sur les modes d'investissement et l'ampleur de l'implantation commerciale au Soudan. Longtemps désigné par les simples initiales CSA (*confidential source*), Fadl devint lors du procès de New York en 2001 le témoin clé de l'accusation et contribua à la condamnation de quatre hommes pour leur rôle dans les attentats contre les ambassades d'Afrique de l'Est. Par un coup de chance, trois de ces individus, appréhendés peu après les faits, se confièrent à leurs geôliers américains et livrèrent un complément d'informations financières. Le public ne fut mis au courant que pendant le procès, qui se solda par quatre condamnations à perpétuité.

On comprend que le gouvernement ait tenu à dissimuler cette information décisive jusqu'au moment du jugement. Pourtant, quelques bévues occasionnelles avaient déjà donné un aperçu inquiétant de ses difficultés à bloquer les comptes de Ben Laden, un échec embarrassant qu'il avait tout intérêt à cacher. Lors d'un séjour au Pakistan pendant l'été 1999, j'eus l'occasion de lire un bref article de presse. Une délégation américaine composée de hauts fonctionnaires du Département d'État, du Trésor et autres institutions effectuait une visite à Dubaï, à Bahreïn et en Arabie Saoudite afin d'enquêter sur un rapport indiquant que des Saoudiens fortunés avaient fait transférer 50 millions de dollars à la Islamic Bank de Dubaï au bénéfice d'Oussama Ben Laden. Comme j'avais prévu de toute façon de me rendre à Dubaï, je réussis à me faire recommander par un ancien membre influent du Département d'État, spécialiste du monde arabe. Cette sage précaution me valut un mois plus tard d'obtenir un rendez-vous avec un diplomate américain méfiant de Dubaï.

Ce dernier se montra réticent à me fournir des détails, et plus encore à me révéler comment Washington avait découvert le transfert d'argent suspect, visiblement contrarié que la presse ait été mise au parfum de la visite américaine. Cela ne m'empêcha pas de lui demander ce qui le poussait à croire que les

prétendus bienfaiteurs de Ben Laden lui avaient transmis ces fonds par un transfert bancaire classique à la Islamic Bank de Dubaï, établissement spécialisé, comme les autres banques islamiques, dans le commerce de produits à forte valeur spéculative avec les pays en situation instable, tel l'Afghanistan des talibans. Fondée en 1972, cette banque fut longtemps propriété de la famille Loutah, célèbre pour les nombreux biens immobiliers qu'elle possède à Dubaï. Elle trempa dans une série de scandales, dont l'un impliquait un arnaqueur africain qui le dépossédа de plusieurs millions de dollars. À l'époque de mon voyage, elle était dirigée par un ancien gouverneur de la banque centrale tout ce qu'il y a de plus régulier[29].

Je n'arrivais pas à saisir pourquoi les bienfaiteurs présumés de Ben Laden auraient recouru à une procédure si facile à identifier, toutes les transactions étrangères dépassant les 10 000 dollars – le plafond a été abaissé à 3 000 après le 11 septembre – étant depuis longtemps soumises à un examen systématique de la section new-yorkaise de la Réserve fédérale. Au fil des années, le Trésor a élaboré des logiciels perfectionnés capables de flairer les comptes suspects ou de débusquer les noms arabes derrière les orthographes les plus variées et les plus déroutantes. J'ai demandé au diplomate s'il n'aurait pas été plus judicieux de diviser la somme en une série de transferts inférieurs à un million et de faire parvenir l'argent par le biais du réseau de l'*hawala*. J'avais appris en effet que le maximum autorisé pour les *hawalas* était fixé à un million, et que la plupart n'excédaient pas les 5 000 dollars. Il me dévisagea d'un air sidéré et répliqua ceci : « C'est drôle, mais c'est justement la question qu'ils ont posée », lors de la visite des très sérieux émissaires américains au cours de l'été. Lorsque je voulus savoir ce que recouvrait ce « ils », il me répondit qu'il s'agissait des Maktoum, la famille régnante à Dubaï. Le sourire que j'esquissai alors ne parut guère l'amuser. « Ne se rendent-ils pas compte, fulmina-t-il, que la présence de la V^e^ Flotte US dans le Golfe sert aussi à les protéger des prédateurs de tout acabit, y compris Al-Qaida ? »

Je résistai à la tentation de mentionner ce qu'un ami iraquien m'avait un jour présenté comme le paradoxe des Arabes du Golfe. Il soutenait que de tous les Arabes, ceux-ci pouvaient être

les plus hostiles aux Américains. Ils avaient bien conscience que nul autant qu'eux ne dépendait des États-Unis pour assurer leur protection contre des voisins plus forts, plus grands et plus peuplés, en particulier l'Iran et l'Iraq. Un état de fait qui leur était insupportable. À tort ou à raison, mon interlocuteur iraquien allégua que le financement du djihad semblait contraire à leurs intérêts, mais servait néanmoins de soupape de sécurité émotionnelle et atténuait un peu les désagréments d'une situation par ailleurs sans issue. Je me suis pareillement abstenu d'assener quelques évidences au diplomate américain. À mon sens, la question qu'il venait de poser appelait aussi légitimement un oui qu'un non. Si les riches avaient commis l'imprudence de ne pas choisir les *hawalas* afin de couvrir leurs traces, ils méritaient bien, Arabes ou pas, de se trouver dans le collimateur des États-Unis. Et si les Américains se montraient assez sots pour s'attaquer de front aux coutumes des princes négociants du Golfe, eux non plus ne valaient pas mieux que les obligeantes promesses et les paroles melliflues que l'on réserve à l'étranger, qui, s'il est puissant et irascible, ne fait néanmoins que passer.

Pendant longtemps, les Arabes considérèrent les États-Unis comme un pays dépourvu de passé colonial, faisant abstraction de Cuba, des Philippines et de l'Amérique centrale au début du XX^e^ siècle. Une telle méprise offrait un certain nombre d'avantages, et à la fin de la Première Guerre mondiale, les Arabes préférèrent en effet les États-Unis à la Grande-Bretagne et à la France lorsqu'il fallut choisir une autorité mandataire occidentale sur les territoires de l'ex-Empire ottoman, après la création de la Société des nations. Les Arabes s'étaient laissés convaincre par l'attrayante formule de Woodrow Wilson : « Une alliance ouverte, au terme de négociations franches. » Mais ces temps-là étaient bien lointains. Les États-Unis faisaient désormais figure de superpuissance incontestée, un statut qui suffisait à éveiller la méfiance. Et aux yeux de la majorité des Arabes, ils passaient de plus en plus pour un géant inquisiteur à la solde de leur pire ennemi, Israël.

Une conception aussi entachée de complaisance est certainement une illusion des plus nocives, en ce qu'elle insinue que les Arabes, et plus spécialement les Saoudiens, seraient simplement des spectateurs passifs, dispensés de prendre position dans un jeu dangereux. Tout comme le Djihad islamique avait fait voler

en éclats l'image de sanctuaire intouchable que l'Amérique avait d'elle-même jusqu'au 11 septembre 2001, les attentats de Riyad en mai 2003 émiettèrent la réserve d'assurance bien plus modeste que possédaient les Saoudiens. Ben Laden n'avait jamais fait mystère qu'il souhaitait un changement de régime en Arabie Saoudite. La triple attaque meurtrière de Riyad, menée par des kamikazes contre des complexes résidentiels occupés en majorité par des Occidentaux, fit bien comprendre à tous les Saoudiens qu'ils ne seraient plus épargnés.

Les citoyens sensés n'étaient donc plus en mesure de minimiser la flambée terroriste dirigée contre le royaume, comme ils l'avaient fait en 1995 et 1996. Après les attentats contre les militaires américains, bien des Saoudiens avaient préféré occulter les implications de l'événement sous le prétexte rassurant que seuls des Américains avaient trouvé la mort. Mais cette fois-ci, la famille royale parut réaliser en quelques jours à peine qu'il était malavisé de s'accrocher à ce type de distinction. Même après le 11 septembre, elle résistait encore aux Américains qui l'invitaient de plus en plus expressément à une coopération illimitée, notamment sur les questions financières. Apparemment, les choses avaient changé.

Un autre argument était invoqué pour justifier l'afflux des deniers du Golfe dans la bourse d'Oussama : en traitant les Américains de tigres de papier et en citant comme preuve le retrait précipité des troupes stationnées à Beyrouth et à Mogadiscio, Ben Laden flagornait les Arabes et les autres communautés musulmanes. Pourtant, la faiblesse majeure des Américains ne tenait pas à des facteurs strictement militaires. Les États-Unis étaient handicapés principalement par leur manque d'expérience coloniale, et par là même, de personnel chevronné, d'amitiés perpétuées sur plusieurs générations, de liens commerciaux évidents, de connaissances des institutions et des dossiers de police, en d'autres termes tout ce qui favorise la clairvoyance et les intuitions heureuses. En des temps moins troublés, les Britanniques s'étaient gardés de gouverner d'une main de fer, et n'avaient pas cherché à étendre leur emprise au-delà de leurs besoins et de leurs capacités de contrôle (et malgré cela, leurs armées, au même titre que les forces françaises, s'étaient fait expulser du Moyen-Orient, quand elles n'étaient pas parties de leur plein gré pour se dégager de cette charge

financière). Ils appelaient cela « sauver les meubles ». Mais ces techniques de management n'étaient pas faites pour les Américains. Quand Dubaï s'était équipé de cargos à moteur, quelques décennies auparavant, les dhows traditionnels avaient derrière eux plusieurs siècles de relations commerciales avec le reste du Golfe, et même avec l'Afrique et le sous-continent indien.

Commerçants émérites, les capitaines des bateaux qui naviguaient le long de la mythique crique de Dubaï s'entendaient aussi bien à fournir de l'or à l'Inde et au Pakistan (un négoce prohibé dans ces deux pays) qu'à ravitailler en pétrole l'Irak de Saddam Hussein sous embargo des Nations unies, ou à se livrer à toutes sortes de commerces juteux mais contestables, à commencer par les produits américains dont les États-Unis voulaient priver la République islamique d'Iran. Pour graisser les rouages du commerce – et enrichir du même coup leurs 3 millions d'habitants –, les Émirats disposaient de 47 banques et de plus d'une centaine de bureaux de change qui employaient surtout des Indiens, des Pakistanais et autres étrangers. Ces travailleurs immigrés trop contents d'avoir décroché une place n'allaient pas risquer de la perdre en interrogeant les clients arabes douteux et en leur soutirant plus de renseignements que le strict nécessaire, sans parler des détails réclamés par Washington.

Alors que les talibans régnaient sur l'Afghanistan, Dubaï fit avec Kaboul des affaires florissantes. Avec le Pakistan et l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis comptent parmi les trois pays qui ont reconnu l'existence du régime afghan. Il se racontait que Ben Laden avait acheté à Dubaï des centaines de pick-up Toyota d'occasion, cavalerie moderne utilisée par les talibans dans leur lutte contre l'Alliance du Nord du commandant Massoud. Une dépense de cet ordre représentait un investissement de taille pour un Oussama ordinairement économe, qui jusqu'au 11 septembre gérait son budget de manière très serrée. Ce parc de 4×4 avait pour objectif de contenter le mollah Omar. Ils donnaient un surcroît de dynamisme aux volontaires non afghans de la brigade 055 d'Al-Qaida, qui insufflaient zèle et fermeté aux combattants talibans moins motivés. Ben Laden n'ignorait rien des vertus lénifiantes du don dans les pays qui ne reculent pas devant les récompenses d'une trahison. « La trahison est une chose qui se pratique assurément dans ces mon-

tagnes », déclara Milton Bearden, le chef de station de la CIA qui dirigea la dernière phase de la guerre pas si secrète contre l'Armée rouge en Afghanistan. « J'ai toujours constaté que distribuer un million par-ci par-là pouvait accomplir des miracles[30]. »

Bien entendu, Oussama savait que les États-Unis avaient annoncé au monde entier le versement d'une prime de 5 millions de dollars, portée ultérieurement à 25 millions, en échange de toute information susceptible de conduire à son arrestation. Bien que vendre un hôte étranger soit un usage proscrit par le *pushtunwali*, le corpus législatif tribal qui gouverne les relations entre les Pachtounes[31], Oussama avait passé assez de temps en Afghanistan et au Pakistan pour savoir que les Arabes, et à plus forte raison les djihadistes arabes, n'étaient guère appréciés de l'homme de la rue, qui estimait non sans raison que les wahhabites les tenaient pour des péquenauds arriérés dont la conception dégradée de l'islam avait grand besoin de leur sévère antidote. Ben Laden versait l'argent au compte-gouttes à ses hôtes, tout en flattant constamment le mollah Omar et en louant le régime taliban comme un modèle parfait de théocratie.

Il ne faisait ainsi que sacrifier à une coutume qui lui rendait de grands services depuis son premier passage en Afghanistan, dans les années 80. Afin d'arrondir les angles lors de son arrivée à Khartoum, il gratifia Tourabi de plusieurs millions de dollars sitôt après son installation et assura la construction d'un tronçon de route quasiment à titre gracieux[32]. En mai 1996, lorsqu'il quitta le Soudan pour retourner en Afghanistan, il arrosa un peu tout le monde à Jalalabad, carrefour prospère des activités clandestines contrôlé alors par d'anciens commandants afghans dont la domination sur les trois provinces orientales voisines du Pakistan se délitait rapidement. Lorsque les talibans renversèrent la *Shura* de l'Est au mois de septembre, Ben Laden changea adroitement de camp et fit allégeance au mollah Omar : il lui offrit à Kandahar un palais aux teintes pastel et fit réaménager une portion du piètre réseau routier d'Afghanistan. L'argent, ainsi que le soutien et les conseils des Pakistanais, avaient aidé les talibans à se garantir la loyauté de seigneurs de la guerre hésitants au cours de leur progression-éclair. Mais plus que tout, l'argent incarnait une espèce de garantie vitale. Il permettait

aux recrues et aux cadres d'Al-Qaida d'entrer et de sortir à peu près à leur guise d'Afghanistan et du Pakistan, et excluait l'intervention des talibans dans l'archipel abritant les camps et les infrastructures que Ben Laden avait créés ou développés dès son retour. C'est grâce à cet argent qu'il fut à même de faire de l'Afghanistan un instrument au service de ses propres fins sans avoir à assumer la responsabilité de structures gouvernementales formelles. Quoi qu'il en soit, les talibans finirent par être à ce point tributaires de l'infanterie des volontaires d'Al-Qaida qu'ils apprirent à ne pas poser de questions sur les camps d'entraînement.

Cependant, les dons que Ben Laden faisait depuis des années aux officiels pakistanais occupant des postes stratégiques laissaient penser à ceux-ci qu'il avait constamment besoin d'être tenu au courant des plans que fomentaient contre lui les Américains. Même auprès des petits fonctionnaires, ses agents savaient très bien à qui « graisser la patte », et dans quelles proportions – par exemple à l'aéroport de Peshawar, afin que les djihadistes volontaires pour l'entraînement puissent passer sans incident l'immigration et les douanes et franchir en bus la frontière avec l'Afghanistan[33]. Les analystes des renseignements occidentaux nourrissaient en fait la conviction que les pots-de-vin se révélaient rarement nécessaires, dans la mesure où l'ISI, le puissant service de renseignement pakistanais, encourageait lui-même la venue des djihadistes. Pourtant, l'argent joua un rôle indirect pour Ben Laden dans les négociations que les Américains menèrent par intermittence avec les talibans. S'ils acceptaient de livrer le leader d'Al-Qaida, Washington leur faisait miroiter en retour la reconnaissance internationale qu'ils briguaient tant.

Lorsque la situation vint à se gâter et que les talibans s'effondrèrent, ce fut encore l'argent qui retint les traîtres en puissance. En décembre 2001, alors que le régime taliban était sur le déclin, Ben Laden en personne distribua des enveloppes bourrées de liquide aux chefs tribaux de Jalalabad avant d'aller se réfugier dans les montagnes de Tora Bora, près de la frontière avec le Pakistan. Il avait eu la bonne idée de remplir certaines en devises iraniennes et pakistanaises, au cas où les bénéficiaires auraient décidé de chercher asile dans l'un de ces pays limitrophes.

D'après les détracteurs occidentaux d'Oussama Ben Laden,

Al-Qaida rançonnait les populations en échange de leur sécurité. Mais outre les restes de sa fortune personnelle, la majorité de ses fonds provenait de donations versées en connaissance de cause par des Arabes du Golfe, qu'il dépensait libéralement en Afghanistan et au Pakistan. Les Occidentaux avaient beau trouver la pratique exécrable, nombre d'Arabes étaient prêts à consacrer des sommes substantielles à la propagation du wahhabisme et au financement des talibans, des chefs du djihad pakistanais, des madrasas et d'Oussama lui-même. En dépit de rumeurs persistantes, on n'a jamais réussi à apporter la preuve irréfutable que Ben Laden cherchait à s'enrichir en Afghanistan (ni dans les autres pays où il diligentait des opérations sur le terrain). La destination de son argent était on ne peut plus transparente. Les sommes les plus importantes étaient affectées aux camps d'entraînement d'Afghanistan, qui continuèrent à fonctionner même pendant son séjour au Soudan. Le contingent des volontaires s'accrut de manière phénoménale dès qu'il eut gagné la confiance du mollah Omar, et ne faiblit pas jusqu'au 11 septembre 2001. Les camps en question produisaient des soldats en masse – selon des estimations américaines, 30 000 en dix ans –, ainsi qu'un groupe plus restreint de terroristes triés sur le volet et mieux entraînés, qui, moyennant une chiche rétribution, avaient ordre d'exécuter des opérations dans leur pays d'origine ou en Occident. Les thèses du gouvernement américain selon lesquelles Oussama Ben Laden tirait des bénéfices du commerce de l'opium n'ont jamais été accréditées et semblent reposer sur des déductions plus que sur des faits vérifiables. Honnêtement, il était sans doute trop occupé par la direction d'Al-Qaida. Les experts des services de renseignement occidentaux n'en sont pas moins persuadés qu'il entama avec des caïds de la drogue des négociations qui aboutirent à un accord de coexistence raisonnable. En outre, il eût été risqué de fourrer son nez dans le commerce lucratif de l'opium en Afghanistan. Une telle ingérence aurait eu toutes les chances d'éveiller le courroux d'Afghans et de Pakistanais haut placés et influents, impliqués dans ce trafic depuis les années 80. Elle aurait également suscité la colère de ses hôtes talibans, qui tiraient une bonne part de leurs ressources des taxes imposées aux cultivateurs de pavot[31]. En 2003, la production annuelle atteignait les 5 000 tonnes environ. Les experts en narcotiques

estimaient que le rôle de Ben Laden consistait tout au plus à fournir des contacts à l'étranger, des personnages stratégiques susceptibles de servir les talibans prétendument détachés du monde. Puisque, dans bien des cas, les talibans restaient en contact avec des chefs de guerre locaux qu'ils pressaient de se rallier à leur cause, ces seigneurs de la guerre étaient déjà versés dans les complexités du trafic. La prudence déontologique des experts n'empêcha pas les ennemis de Ben Laden – parmi lesquels les Indiens, la presse saoudienne et les gouvernements occidentaux – de l'accuser de trafic de stupéfiants. Partant du principe qu'il soutenait des insurrections islamistes en Asie centrale et en Tchétchénie et dépêchait des agents dans de nombreux pays, ils en concluaient en toute logique qu'il avait recouru à la méthode adoptée avant lui par les Français et les Américains : financer ses opérations grâce au revenu des stupéfiants.

Si les gouvernements occidentaux déterminés à noircir sa réputation manquaient de preuves solides, ils n'hésitaient pas en revanche à lancer des accusations erronées. On peut citer à titre d'exemple les allégations de ce document britannique publié le 4 octobre 2001, justifiant la campagne qui se préparait sous la houlette des Américains contre les talibans et Al-Qaida, qui « profitaient conjointement du trafic de la drogue en Afghanistan ». Malgré de lourdes dépenses visant à rassembler des preuves inattaquables, aucun détail probant ne vint corroborer ces accusations. (Les analystes des renseignements occidentaux affirmaient en privé que les talibans, qui levaient un impôt de 10 % sur les trafiquants, et Al-Qaida se confondaient de manière pratiquement indiscernable, et effectivement Ben Laden en arriva à contrôler ses hôtes.) En tout cas, nombre de seigneurs de la guerre mêlés autrefois au commerce des stupéfiants ont survécu aux combats de 2001 et participent actuellement au trafic. La différence majeure est que les Afghans ont de plus en plus tendance à augmenter la valeur ajoutée de leur pavot en transformant en héroïne une bonne partie de la production, alors qu'ils se contentaient autrefois d'exporter de l'opium séché et non raffiné[35]. D'après le FMI, « l'exportation de l'opium et de ses dérivés, qui a rapporté l'année dernière 2,5 milliards de dollars environ, représente aujourd'hui la moitié du PNB afghan[36] ».

Comme l'a démontré l'affaire des pick-up japonais d'occasion achetés par Ben Laden, Dubaï était une de ces plaques tournantes accommodantes absolument indispensables aux régimes despotiques, qu'il s'agisse de l'Iran des ayatollahs, de l'Irak de Saddam ou des talibans. Élément primordial, Dubaï était un centre commercial aux réglementations assez souples, mais doté d'un excellent système bancaire et d'un réseau de communications performant. Fondue dans la masse imposante des exportations de Dubaï, toute une gamme de marchandises – avec une préférence pour les réfrigérateurs, les téléviseurs et les produits électroniques grand public – commençaient par traverser le Golfe en dhows, avant d'être acheminés par camions jusqu'en Afghanistan à travers l'Iran ou le Pakistan[37]. Les camionneurs avaient aidé à financer l'accession au pouvoir des talibans, préférant leur verser une seule taxe plutôt qu'affronter les innombrables barrages routiers tenus par d'avides seigneurs de la guerre. Les talibans et le puissant cartel des camionneurs afghans empochaient des bénéfices substantiels en introduisant en fraude ces marchandises au Pakistan. Il s'agissait là d'une perversion de l'arrangement convenu cinquante ans plus tôt entre les Afghans et les Pakistanais, qui autorisait Kaboul à faire transiter par le port de Karachi les cargaisons destinées au marché d'Asie centrale. Les talibans lésaient leurs alliés pakistanais en les privant des taxes douanières dont ils avaient cruellement besoin, mais c'était un tribut que l'establishment pakistanais acceptait bien volontiers afin de réaliser le rêve chimérique de faire de l'Afghanistan une place stratégique contre l'Inde, son ennemi de toujours. Si Ben Laden a été bien accueilli, c'est parce qu'il était utile aux talibans qui servaient pour leur part les intérêts pakistanais.

Les événements du 11 septembre bouleversèrent de fond en comble l'approche du financement du terrorisme. Le Congrès américain s'empressa de rédiger en quelques semaines le *USA Patriot Act*. Cette nouvelle loi (sujette à controverse) limitait les libertés civiles et étendait les droits du gouvernement à enquêter sur le sol américain comme à l'étranger, l'autorisant à procéder à des saisies de fonds à peu près comme bon lui semblait. Du jour au lendemain, les établissements financiers américains

perdirent le droit d'exploiter des banques-relais off-shore, et d'autres irrégularités tolérées sous l'administration Bush se trouvèrent désormais proscrites. Ainsi, sa défense initiale des paradis fiscaux – un défi à la coopération internationale multilatérale qui marqua les premiers mois de son administration – fut mise au rebut sans tambour ni trompette. Malgré l'échec des milieux du renseignement et les rivalités paralysantes que l'on découvrit entre le FBI, la CIA et d'autres institutions, une somme importante d'informations fut rapidement communiquée au public, tout particulièrement au sujet de l'argent. On put supposer au bout de quelques jours que les commandos-suicides du 11 septembre avaient assuré une partie de leur efficacité en s'écartant radicalement de ce que les renseignements occidentaux avaient identifié comme le mode opératoire habituel d'Al-Qaida.

Au lieu de grappiller de l'argent par-ci par-là pour subvenir à leurs besoins dans les pays visés, les terroristes avaient perçu de l'étranger des sommes confortables adressées à leur véritable nom, ou fait entrer aux États-Unis des fonds importants en liquide déclarés aux douaniers conformément à la loi. Selon les critères d'Al-Qaida, Ben Laden avait misé gros. En revanche, les Américains, qui n'étaient pas encore conscients du coût modique des précédentes opérations terroristes, restèrent stupéfaits devant le peu de frais engagés dans les attentats. Plus d'un an après le 11 septembre, le gouvernement américain situait le montant des opérations entre 500 000 et 600 000 dollars, évaluation que le FBI ramena à une fourchette comprise entre 175 000 et 250 000 dollars[38]. Alors que la première estimation semblait déjà dérisoire à bien des Américains, la somme révisée représentait encore une fortune dans l'histoire du terrorisme. La vague d'attentats qui balaya la France pendant l'été 1995 avait à peine requis plus de 40 000 dollars, selon les calculs des experts français de l'antiterrorisme, qui soupçonnaient Ben Laden d'avoir envoyé de Londres une partie du financement par le biais de Western Union[39]. Aussi peu dispendieux furent les attentats à la voiture ou au camion piégé, une méthode éprouvée employée par exemple contre les ambassades d'Afrique de l'Est en 1998, les bâtiments de l'US Air Force à Khobar en 1996 et la boîte de nuit à Bali en 2002[40].

Les opérations terroristes qui se déroulèrent en Tunisie, en Indonésie, au Maroc, au Pakistan, en Arabie Saoudite, en Espa-

gne, en Turquie et de nouveau au Kenya, ainsi que l'attaque qui faillit détruire le *USS Cole* dans le port d'Aden en 2000 et l'attentat ultérieur contre un supertanker français au large des côtes yéménites, se caractérisaient par un budget serré. Par le passé, les terroristes du djihad réduits à la portion congrue s'étaient attirés des démêlés avec la police en commettant des délits mineurs pour pouvoir vivre au quotidien pendant la planification d'une opération. (Comme certains de leurs larcins ne dépassaient pas les 50 dollars, la police ne les coinçait pas immédiatement.) Mais même dans ses entreprises les plus ambitieuses, Ben Laden ne mettait jamais énormément d'argent en jeu. Lorsqu'il donnait son aval à un projet, il se contentait en principe d'encourager ses agents par une maigre solde qu'il leur appartenait de compléter pendant que l'opération prenait forme sur le terrain. Vu sa conception de l'investissement initial, on ne s'étonnera pas qu'Al-Qaida ait parfois reçu le surnom de « Fondation Ford du terrorisme ». Ainsi, Ahmed Ressam n'emportait pas plus de 12 000 dollars lorsqu'il quitta en 1999 le camp afghan où il avait appris le maniement des explosifs, avec ordre d'échafauder et d'exécuter aux États-Unis une opération spectaculaire à l'occasion du nouveau millénaire.

Les djihadistes radicaux avaient constaté à leurs dépens que même les policiers les plus balourds finissent par pincer les auteurs de petites magouilles. Les djihadistes d'Égypte dévalisaient les bijoutiers coptes, tandis que leurs camarades d'Indonésie braquaient les négociants en or. En Europe de l'Ouest comme en Amérique du Nord, ils usaient et abusaient du système de prestations sociales. Parmi leurs méthodes de prédilection figurait aussi le vol de téléphones mobiles et de cartes de paiement et de crédit. Les djihadistes d'Europe achetaient des véhicules d'occasion qu'ils revendaient en Afrique ou au Moyen-Orient. Il leur arrivait par ailleurs d'exploiter des commerces licites afin de fournir des emplois et de couvrir les agents – stations-services et pizzérias en Grande-Bretagne, magasins de pièces auto à Nairobi et Dar es-Salaam, bateau de pêche sur la côte kenyane. Certains de ces stratagèmes furent démasqués, mais la plupart se perpétuent encore aujourd'hui, certainement pour longtemps.

Mais pour le 11 septembre, Ben Laden changea de tactique et y mit les moyens. Les transactions financières, parfaitement

en règle, n'attirèrent pas les soupçons. Ses équipes dépensaient de l'argent au lieu de s'en procurer par des entourloupes. L'opération américaine méticuleusement élaborée est l'œuvre de Khaled Cheikh Mohammed, un Baloutche de nationalité afghane né et élevé au Koweït, qui avait obtenu un diplôme d'ingénieur en Caroline du Nord au milieu des années 80. Ce qui devait être le prototype de l'opération fut réalisé par son neveu Ramzi Youssef. Celui-ci avait mis au point le premier attentat contre le World Trade Center, en 1993, et avait réussi à prendre la fuite. Plus tard, alors qu'il résidait à Manille, sa tentative pour détruire des avions de ligne américains fut déjouée à temps. Les autres terroristes du djihad avaient assimilé ses leçons. En 1996, lorsque Youssef fut appréhendé au Pakistan et rapatrié sur New York pour être jugé dans la première affaire du World Trade Center, il déclara au cours de son interrogatoire qu'avec un peu plus de moyens il aurait fabriqué « une bombe plus efficace [41] ».

Dès la naissance du complot qui aboutit aux événements du 11 septembre et qui commença à prendre forme début 1999, Mohammed délégua l'organisation financière à Moustapha Ahmed al-Hawsawi, cadre saoudien d'Al-Qaida basé dans les Émirats. Il fut le trésorier qui envoya de l'argent de Sharjah vers différentes banques américaines, et réussit à ouvrir sans encombre trente-cinq comptes distincts grâce aux banquiers arrangeants qui entrèrent des chiffres au hasard pour inventer un numéro de Sécurité sociale aux futurs pirates de l'air [42]. En mars 2003, Mohammed et Hawsawi furent capturés tous les deux au domicile d'un intégriste pakistanais de Rawalpindi, une ancienne ville de garnison britannique devenue un important QG de l'armée pakistanaise. C'était le plus grand coup porté à Al-Qaida depuis sa fondation.

Un jet du gouvernement américain rentra à Washington avec une inestimable cargaison de portables, de papiers et d'ordinateurs, saisie qui devait apporter un complément d'informations sur les opérations financières d'Al-Qaida. Jusque-là, cependant, la nébuleuse terroriste avait manifesté une remarquable énergie pour se relever de revers moins graves. Hawsawi avait veillé à ne pas utiliser son nom pour effectuer par le biais des banques et des bureaux de change les transferts légaux qui approvisionnaient en liquide les commandos-suicides (qui recevaient de temps à autre un transfert supplémentaire en provenance d'Al-

lemagne). Sachant que leur mort était proche, et fiers de leur mission de martyrs, les groupes d'Al-Qaida en Amérique utilisèrent leur véritable identité pour ouvrir des comptes, passer leur permis de conduire ou régler leur loyer. Ils bénéficièrent d'une chance incroyable, car sans les ratés de l'administration, le complot aurait pu être facilement découvert[43]. En fait, ils semèrent derrière eux de si nombreux indices – volontairement ou par mégarde – qu'après le 11 septembre les forces de police eurent tôt fait de retrouver la trace des transactions bancaires, des opérations carte bleue et des retraits aux guichets automatiques qui avaient servi à payer leurs billets d'avion, leur loyer, leurs leçons de pilotage ou leurs véhicules de location.

Les commandos-suicides s'accordèrent même le luxe d'une petite touche finale. Quelques jours à peine avant les attentats, ils renvoyèrent à Hawsawi quelque 25 000 dollars dont ils n'avaient plus besoin via un bureau de change de Sharjah. On ne sait trop si ce transfert fut motivé par l'esprit d'économie, la dérision ou une honnêteté foncière qui les poussait à restituer le restant du budget. Cela renforça sans nul doute les soupçons des Américains ; le bénéficiaire, Hawsawi, n'était pas simplement la personne qui avait fait parvenir plus de 100 000 dollars aux kamikazes américains, il comptait assurément parmi les cadres financiers stratégiques d'Al-Qaida[44]. De l'avis de certains, il avait cherché les ennuis en faisant preuve d'une telle témérité, laissant des indices révélateurs à Sharjah. Mais si le retour de ces fonds portait le sceau de la parcimonie de Ben Laden, ces transferts étaient aussi le rappel amer que les terroristes du 11 septembre se sentaient assez sûrs d'eux pour prendre le risque de fournir des indices aux enquêteurs américains.

Dès que le gouvernement eut surmonté le premier choc des attentats du 11 septembre, Washington se hâta de placer sous surveillance les organisations, banques, œuvres caritatives et particuliers qu'il soupçonnait depuis un certain temps, et de geler leurs avoirs en Amérique et à l'étranger, demandant aux gouvernements amis de faire de même. Ils se concentrèrent tout d'abord sur l'Arabie Saoudite, pays d'origine de 15 kamikazes sur 19. Dans l'ensemble, les citoyens américains et la classe politique s'indignaient qu'un allié de si longue date ne se soit pas

arrangé pour tuer le complot dans l'œuf. L'administration s'adonna à de virulentes arrestations médiatisées, tactique policière spécialement prisée qui consiste à jeter ostensiblement l'opprobre sur des accusés influents en les exposant aux feux de la publicité. Il s'avéra au final qu'aucun des comptes gelés n'entretenait de liens directs avec le financement des attentats de New York et de Washington. Au cours des premiers mois, toutefois, Washington continua à débiter des listes constamment remises à jour d'individus, de sociétés et de fondations installés aux États-Unis ou à l'étranger. Très vite, les Européens acceptèrent un degré de collaboration inimaginable jusqu'alors. La Grande-Bretagne, le Canada et l'Irlande, qui s'étaient opposés aux demandes américaines d'extradition de suspects au nom d'exigences supérieures quant à la qualité des preuves, consentirent alors à une collaboration effective. Début 2002, une cour britannique débouta pour manque de preuves une requête d'extradition américaine visant un pilote algérien du nom de Lotfi Raissi. Une fois libéré, il intenta un procès au département de la Justice et au FBI, qui l'avaient accusé à tort d'avoir formé les pilotes kamikazes du 11 septembre dans l'État de l'Arizona [45]. Pour un motif similaire, un autre tribunal britannique refusa la même année l'extradition de Yasser al-Sirri, accusé de complicité dans l'assassinat du commandant Massoud. Lui aussi fut relâché. Quant à Khaled al-Faouaz, séide de Ben Laden à Londres, il est toujours derrière les barreaux mais n'a pas quitté l'Angleterre, plus de cinq ans après la demande d'extradition consécutive aux attentats contre les ambassades africaines. Aux yeux de beaucoup d'Américains atterrés par le fiasco incontestable de leurs services de renseignement, l'administration semblait profondément incompétente quand il s'agissait de suivre la piste de l'argent. Les spécialistes furent moins choqués, comprenant que Washington avait accumulé une foule d'informations détaillées que des contraintes légales l'avaient empêché d'utiliser pour légitimer une action. Peu importait maintenant que les preuves disponibles n'aient pas suffi à assurer des condamnations avant le 11 septembre. Désormais, on ne prendrait plus de gants.

Dans les mois qui suivirent les attentats, les États-Unis et leurs alliés, souvent sur les instances des premiers, saisirent et gelèrent 112 millions de dollars d'avoirs appartenant à 240 membres

ou soutiens d'Al-Qaida ou d'autres organisations terroristes, la plupart soupçonnés depuis longtemps [46]. D'après un rapport des Nations unies, la moitié à peine des avoirs gelés passait pour avoir un rapport avec Al-Qaida ou les talibans, quoique les preuves fussent rarement communiquées au public [47]. Les fonds saisis aux États-Unis et en Arabie Saoudite se limitaient respectivement à 36 et 5,5 millions de dollars [48]. Une bonne proportion de l'argent saisi sur le territoire américain appartenait aux talibans. De temps à autre, l'administration renonçait à son obsession du secret pour exposer les tenants et les aboutissants de ses actions. C'est ainsi qu'en novembre fut décidée la fermeture de la filiale américaine d'Al-Barakaat, une agence *hawala* de Dubaï ayant des filiales dans plus de 40 pays, au grand mécontentement de centaines de milliers d'expatriés somaliens – dont 25 à 30 000 établis dans le Minnesota et autres États d'Amérique – qui s'adressaient régulièrement à elle pour envoyer de l'argent à leur famille. Les dirigeants américains demeurèrent impassibles devant ce coup dur porté aux transferts de fonds, principale source de revenus du pays destinataire, et restèrent sourds aux arguments selon lesquels la fermeture d'Al-Barakaat ne ferait qu'attiser sur place les sentiments pro-Ben Laden.

La Somalie n'étant plus pourvue d'un système bancaire organisé, il était manifeste qu'Al-Barakaat rendait de grands services à la population. Le président Bush lui-même l'accusa de réunir, investir et distribuer des capitaux au bénéfice d'Al-Qaida, mais il ne rattacha pas spécifiquement le phénomène aux attentats du 11 septembre. Sans toutefois en apporter la preuve, les dirigeants américains soutenaient que Ben Laden accaparait les fonds brassés par Al-Barakaat, une combine parmi beaucoup d'autres censée rapporter à Al-Qaida entre 25 et 30 millions de dollars chaque année. Ils accusaient en même temps Al-Barakaat de procurer à Ben Laden un réseau de communications sûr à l'échelle mondiale [49]. Comme la Somalie avait cessé d'être un État viable, les opérations d'Al-Barakaat dans ce pays étaient une prise facile. Pourtant, les arguments américains et le goût de John Ashcroft pour la manière forte étaient loin d'emporter l'adhésion générale. Le gouvernement suédois prit fait et cause pour trois de ses citoyens d'origine somalienne employés par Al-Barakaat et dont les avoirs avaient été gelés, tandis que les autorités luxembourgeoises débloquaient les fonds gelés prétendu-

ment liés à Al-Barakaat, au prétexte d'un accès insuffisant aux dossiers les plus sérieux des services secrets.

En Arabie Saoudite, Yassine Abdullah al-Qadi, célèbre homme d'affaires et sympathisant islamiste, compta parmi les premiers Saoudiens à voir ses comptes gelés dans son pays comme à l'étranger. Il clama farouchement son innocence et entama à Londres une action en justice – jusqu'à présent infructueuse – pour que soient débloqués ses biens en Grande-Bretagne. En s'attaquant à Al-Qadi et à une poignée de riches Saoudiens, le gouvernement faisait comprendre que cette fois on ne plaisantait plus. Washington signifiait son refus de se contenter plus longtemps des protestations d'innocence des Saoudiens et de leurs éternels engagements à améliorer leur coopération. Cela faisait des années que les États-Unis et d'autres États occidentaux adressaient des protestations officielles aux autorités saoudiennes, en les priant instamment de mieux surveiller les fonds envoyés outre-mer dans le cadre de l'action humanitaire. Peine perdue.

En octobre 2001, les hauts fonctionnaires du Trésor précisèrent bien qu'ils poursuivaient Al-Qadi parce que lui-même et d'autres éminents Saoudiens avaient versé des millions de dollars à Ben Laden par le biais d'organisations caritatives telles que la Fondation Mouafak, l'ONG islamique qui avait causé tant de déboires au journal londonien *Africa Confidential.* Al-Qadi avait présidé le conseil d'administration de Mouafak, où siégeaient également Abderrhaman ben Mahfouz, fils du fondateur de la National Commercial Bank, Khaled Mahfouz, et un autre membre de cette grande famille hadrami, depuis longtemps banquiers favoris de la dynastie saoudienne[50]. Al-Qadi démentit publiquement, arguant que la Fondation Mouafak ne servait qu'à construire des écoles et des mosquées, et à subventionner des programmes éducatifs en Afghanistan et au Soudan. L'ironie du sort a voulu que quelques mois à peine avant les attentats du 11 septembre, qui poussèrent l'administration Bush à poursuivre Mouafak et Al-Qadi, les anciens administrateurs de l'organisation caritative aient gagné leur procès en diffamation à Londres ; bizarrement, le verdict de la cour n'exigeait d'*Africa Confidential* aucune rétractation écrite.

En 2000, j'interrogeai un représentant de la Ligue musulmane mondiale, une organisation de bienfaisance saoudienne officielle

qui distribuait chaque année des millions de dollars à l'étranger par l'intermédiaire de diverses entités, notamment l'International Islamic Relief Organization (IIRO) [51]. Pourquoi les gouvernements étrangers, à commencer par les États-Unis, persistaient-ils à reprocher au royaume de ne pas conserver de documents comptables justifiant les dépenses humanitaires ? Il me donna une réponse spontanée, mécanique et commodément évasive : « Les fonds du gouvernement sont scrupuleusement surveillés, affirma mon interlocuteur, mais nous ne sommes pas habilités à superviser les donations aux organismes privés, qui constituent le devoir de tout musulman. » Les officiels saoudiens sollicitèrent assidûment des détails lorsque les représentants étrangers les enjoignirent de tarir une source aussi sujette à caution. Les Saoudiens firent remarquer que nombre de grandes fortunes avaient depuis longtemps migré vers des banques outre-mer, et se trouvaient de ce fait hors de leur champ d'action. Le hic, c'est que l'opacité de la société saoudienne ne permettait guère de distinguer la frontière entre les fonds publics et les contributions privées. De par sa mainmise sur la rente pétrolière, la famille royale saoudienne passait pour avoir des intérêts dans presque toutes les grosses entreprises du royaume. Ce qui était exact dans bien des cas, mais pas systématiquement.

Naturellement, il ne faut pas en conclure pour autant que la famille régnante prônait le terrorisme et le djihad. Cela dit, une grande partie des affaires intérieures saoudiennes impliquait une certaine tolérance envers des arrangements malsains concernant aussi bien la version wahhabite bornée de l'islam inculquée dans les écoles que les contrôles approximatifs de l'aide humanitaire à l'étranger, qui contribuait au bout du compte à répandre et à financer cette même conception de l'islam dans des centaines voire des milliers de madrasas au Pakistan, en Afrique ou en Asie centrale. Les dirigeants saoudiens ne voulaient surtout pas qu'une nation étrangère, et encore moins le protecteur américain superpuissant mais infidèle, puisse découvrir des accords privés capables de les mettre dans l'embarras.

Bien avant le 11 septembre, de nombreux Saoudiens avaient compris que l'alliance de la famille royale avec l'élite wahhabite allait faire l'objet d'un examen minutieux à l'intérieur comme à l'extérieur du royaume, même s'ils étaient intimement convaincus de ne rien avoir à se reprocher. Dans le royaume,

tout ce qui pouvait ressembler à une intrusion étrangère faisait horreur à la population. Depuis que le prix du pétrole avait quadruplé en 1973, les pétrodollars avaient propulsé le wahhabisme à l'étranger grâce à des programmes généreusement pourvus finançant la construction de mosquées par milliers, l'instruction religieuse et la rémunération des imams, non seulement au sein du monde musulman mais encore dans des pays aussi éloignés que les États-Unis. Traditionnellement, le prosélytisme fait partie intégrante de nombreuses religions, comme en témoigne l'histoire des missionnaires chrétiens. Seule différence, les Saoudiens étaient prêts à se délester de leurs fabuleuses richesses en vue de propager leur foi. Si on la rapporte au contexte, une telle munificence n'est pas dénuée de logique : l'Arabie Saoudite abrite deux des Lieux saints les plus prestigieux de l'islam, et en favorisant les progrès du wahhabisme à l'étranger, la famille royale tentait de prévenir chez elle la montée d'une opposition islamiste. Néanmoins, des dépenses aussi somptuaires ne pouvaient qu'irriter les étrangers.

Cependant, le phénomène s'enracinait dans un compromis qui s'est construit à la suite de l'occupation de la Grande Mosquée de La Mecque en 1979 : moyennant leur silence sur ses notoires excès personnels, la famille royale donnait à peu près carte blanche aux chefs wahhabites, tout en leur octroyant les fonds nécessaires pour mener à l'étranger leurs missions prosélytes. Deux autres facteurs avaient aussi joué un rôle. Un peu plus tôt dans l'année, l'ayatollah Khomeyni et sa révolution islamique s'étaient emparés du pouvoir en Iran, faisant planer la menace chiite sur les prétentions du royaume à défendre la pureté de l'islam sunnite dominant. De plus, le prince héritier Fahd, sur le point d'accéder au trône et souhaitant se défaire d'une image de play-boy dépensier, avait laissé les coudées franches à la police religieuse, les *moutawayin*[52]. Vu l'enthousiasme des Américains pour le financement saoudien du djihad antisoviétique en Afghanistan, cet arrangement resta dans l'ombre jusqu'au retrait de l'Armée rouge en 1989. L'argent saoudien, sous une forme ou sous une autre, avait secouru les réfugiés afghans au Pakistan et leur avait dispensé – comme aux musulmans nécessiteux du Pakistan et d'Asie centrale – une éducation étroite et exclusivement religieuse dans des milliers de pensionnats coraniques d'obédience déobandi. Ces écoles, qui formè-

rent les talibans au Pakistan, fabriquèrent plus tard des chefs et de la chair à canon pour le djihad des talibans. L'argent saoudien fut par ailleurs tenu pour responsable des violences sporadiques entre la majorité sunnite pakistanaise et la frange chiite, interprétées parfois comme un prolongement du conflit opposant l'Arabie Saoudite à l'Iran (même si elles reflètent plus justement un tenace sectarisme). À tort ou à raison, les Saoudiens supposaient que le financement de ces tensions qui coûtèrent la vie à des centaines de Pakistanais ne tourmentait pas plus que ça la conscience de Washington.

Après l'explosion des ambassades d'Afrique de l'Est en août 1998 et l'attentat qui faillit envoyer par le fond le *USS Cole* dans le port d'Aden, les Américains redoublèrent de motivation pour débusquer les financements saoudiens des organisations caritatives islamiques. Washington montrait les dents à l'occasion, surtout lorsque les soupçons se portaient sur Al-Qaida. Avant la nouvelle année, les pressions américaines persuadèrent le Kenya de fermer les branches locales d'organisations islamiques litigieuses, dont Al-Haramain, l'International Islamic Relief Organization (IIRO), et la Mercy International Relief Agency. (Depuis, le Kenya les a autorisées à reprendre certains de leurs programmes.) En s'attaquant à l'IIRO, organisme officiel saoudien chapeauté par la Ligue musulmane mondiale, l'Amérique adressait un message éloquent à la famille royale.

Six mois avant le 11 septembre, les services secrets américains détenaient des informations assez consistantes pour demander la révocation de la charte de la banque Al-Taqwa de Nassau, paradis fiscal off-shore aux Bahamas fort apprécié des entreprises de toutes nationalités. Al-Taqwa, surveillée depuis des années par les renseignements égyptiens et occidentaux, était parfois citée dans des livres ou dans la presse, bien qu'on la désignât souvent par les lettres AT pour contourner les poursuites en diffamation. Les spécialistes égyptiens, américains et occidentaux en général soupçonnaient depuis longtemps cette célèbre banque tenue par les Frères musulmans d'être de connivence avec Al-Qaida et des groupes extrémistes algériens, égyptiens et palestiniens. (Selon une rumeur insistante, des écoutes téléphoniques de 1996 auraient surpris Ben Laden en train de restructurer ses placements à la banque de Nassau, peu avant son départ pour Khartoum.) Les représentants d'Al-Taqwa insistèrent pour que la

banque de Nassau ferme de son propre chef en raison de mauvaises affaires. En novembre 2001, les autorités des Bahamas transmirent à Washington un relevé de ses opérations.

La même année, la filiale italo-suisse d'Al-Taqwa fut supprimée, et la plaque apposée à l'entrée de l'immeuble de Lugano qui hébergeait la banque porta désormais le nom de Nada Management. En 1959, le Frère musulman Youssef Nada avait quitté en disgrâce son Égypte natale, avant de faire fortune dans le Golfe en participant à la fondation d'Al-Taqwa en 1987. Le banquier septuagénaire se défendit d'avoir contrevenu d'une quelconque manière à la législation suisse. La police helvétique le soumit à un interrogatoire et le remit en liberté. En fait, la Commission fédérale des banques lui délivra, à lui et à son établissement, un certificat de bonne conduite en octobre de la même année. Mais à la suite des attentats du 11 septembre, les pressions étaient si fortes que la police suisse effectua une descente dans les locaux de Nada Management au mois de novembre, juste avant que Washington ne classe Nada parmi les soutiens du terrorisme.

Les dirigeants américains soutinrent qu'Al-Taqwa collectait, plaçait et gérait des fonds pour Al-Qaida. Les détracteurs de Nada suggérèrent qu'une connaissance précise des vides juridiques locaux l'avait aidé pendant des années à empêcher la fermeture de son établissement. Naturalisé italien, Nada avait le droit d'habiter la commune de Campione d'Italia, une enclave italienne en plein territoire suisse, au bord du lac de Lugano. Légalement, Nada était habilité à résider en Italie, mais non à y exercer sa profession. Inversement, la législation suisse l'autorisait à travailler dans la ville de Lugano, mais pas à vivre en Suisse. Fin 2002, Nada Management se vit contrainte de fermer ses portes, mais un an plus tard des sociétés au nom de Nada se trouvaient de nouveau sur le marché, spécialisées dans l'immobilier et les placements financiers en Suisse et au Liechtenstein[53]. L'incapacité durable à neutraliser Nada donne la mesure des difficultés persistantes d'Ashcroft avec ses actions outre-mer. S'il voulait éradiquer pour de bon Nada et ses semblables, l'assistance internationale lui serait indispensable. Ce qui impliquait de partager les informations et de maintenir des relations harmonieuses avec les gouvernements étrangers, exercices dans lesquels l'administration Bush n'avait jamais excellé.

Aux États-Unis, Ashcroft, qui souhaitait véhiculer une image d'efficacité, fondit en priorité sur les proies les plus accessibles. En tirant à boulets rouges sur une poignée d'Américains d'origine yéménite de Lackawanna, dans l'État de New York, qui avaient eu l'inconscience d'effectuer un court stage dans un camp d'Al-Qaida en Afghanistan, il apportait au département de la Justice son lot de gros titres et de motifs de condamnation. D'autres prises faciles disséminées sur le territoire américain concoururent au même effet. Après la chute des talibans, lorsque le gouvernement ne vit plus la nécessité de composer avec le monde musulman, la relative tolérance dont avaient bénéficié, dans le sillage du 11 septembre, les mouvements terroristes qui ne revendiquaient pas un « objectif planétaire » cessa d'avoir cours. À la grande satisfaction d'Israël, toutes les formes de terrorisme furent mises sur le même pied et également condamnées. En décembre 2001, le département de la Justice procéda à la saisie des avoirs de plusieurs organisations caritatives islamiques sur le sol américain, soupçonnées depuis longtemps de soutenir matériellement les islamistes palestiniens opposés à l'implantation des Israéliens dans les territoires arabes. Parmi les organisations inquiétées figuraient aussi la Holy Land Foundation for Relief and Development, basée à Richardson au Texas et tenue pour la plus importante du pays, la Benevolence International Foundation de Peoria dans l'Illinois, le Quranic Literary Institute et un autre centre caritatif ayant son siège dans l'Illinois, la Global Relief Foundation.

Depuis des années, les sionistes américains et le gouvernement israélien réclamaient sans succès la fermeture de ces fondations, sous prétexte qu'elles collectaient des fonds pour le Hamas et autres causes palestiniennes, et entretenaient les familles des kamikazes. (Il s'avéra que Benevolence International s'intéressait très peu à la Palestine, mais était en revanche impliquée dans les entreprises d'Al-Qaida en Tchétchénie et dans la Bosnie de l'après-guerre.) Si les gouvernements successifs avaient rechigné à intervenir, c'est d'une part parce que les organisations pro-palestiniennes n'avaient pas pris pour cible les citoyens ou les intérêts américains, d'autre part parce que le Hamas et consorts, quelles que soient leurs autres activités, fournissaient aussi une assistance humanitaire légitime, qui n'enfreignait en rien les lois américaines[54].

Sur l'ensemble des organisations caritatives islamiques dont les comptes furent gelés en 2001, seules Benevolence International et Global Relief avaient réellement des connexions avec Al-Qaida. Toutefois, le département de la Justice préféra ne pas les citer dans le cadre de ses poursuites, et dut finalement faire machine arrière dans son action contre Global Relief et son cofondateur libanais Rabih Haddad. Après le 11 septembre, ce dernier passa dix-sept mois dans une prison du Michigan, mais il échappa à l'inculpation et se fit expulser vers son pays d'origine à la mi-juillet 2003 parce que son visa était périmé. De la même manière, Enaam Arnaout, de Benevolence International, ne plaida coupable que pour des charges indépendantes des activités d'Al-Qaida[55]. Les autorités avaient pu prendre des mesures énergiques contre les finances de ces organisations grâce aux pouvoirs étendus que leur conférait le *Patriot Act*, et à la détermination du président à traquer et anéantir (presque) toutes les formes de terrorisme. C'en était bien fini des sacro-saintes limitations du recours aux dossiers des services secrets dans le cadre des poursuites judiciaires. Les moudjahidin Khalq (MK, ou Combattants du peuple), un groupe d'opposants iraniens figurant sur la liste de terroristes du Département d'État, firent figure d'exception controversée. Au fil du temps, l'orientation politique des MK s'était déplacée de l'extrême gauche à l'extrême droite, et depuis quinze ans ils remerciaient Saddam Hussein de les accueillir sur le sol irakien en assumant à sa place le sale boulot – par exemple, lui prêter main-forte lors de la répression brutale du soulèvement kurde en 1991. L'hostilité des MK à la République islamique d'Iran leur valut un soutien considérable, en dépit de leur statut de groupement terroriste, de la part des membres de droite du Congrès. Cela explique que leurs brigades aient été cernées mais pas totalement désarmées et dissoutes en avril 2003, lorsque les troupes américaines écrasèrent l'armée de Saddam. Cette singulière faveur trahissait l'espoir des néoconservateurs influents de pouvoir remodeler le Moyen-Orient en tirant profit de l'opposition des MK au régime de Téhéran. C'était occulter le fait que l'alliance de l'organisation avec l'éternel ennemi irakien lui avait depuis longtemps fait perdre tout soutien en Iran. De manière significative, l'administration Bush demanda à Téhéran de lui livrer en juillet 2003 plusieurs leaders d'Al-Qaida qu'elle affirmait s'être réfu-

giés en Iran, et refusa la contre-proposition iranienne d'échanger ces hommes contre les piliers du MK en Irak[56].

De toutes les organisations caritatives islamiques basées aux États-Unis et suspectées de complicité avec Al-Qaida, la plus intéressante était SAAR (parfois appelée Safa Group Foundation), installée à Herndon, une banlieue de Washington. (Une autre fondation du nom de Wafa, basée en Arabie Saoudite, fut également soupçonnée de collusion avec Al-Qaida.) Un mélange inventif d'entités à but lucratif et non lucratif la distinguait des organisations caritatives aux structures plus simples. Cet écheveau de fondations, sociétés et établissements financiers apparemment imbriqués avait appartenu à la famille de Suleiman Abdulaziz al-Rajhi, l'une des dynasties les plus riches d'Arabie Saoudite, avant la liquidation de la fondation, en décembre 2000[57]. Le département de la Justice enquêta sur les intérêts de SAAR dans 18 pays différents allant des États-Unis à l'Arabie Saoudite en passant par la Turquie, la Malaisie, la Suisse et le Maroc. (On notera que SAAR avait partagé ses locaux avec Al-Taqwa aux Bahamas, renforçant les soupçons de relations financières avec Al-Qaida.)

En mars 2002, la police investit les divers bureaux de SAAR et repartit avec une cargaison de fichiers et d'ordinateurs. Pourtant, le gouvernement reconnut à la même époque ne détenir aucune preuve de l'implication de SAAR dans des opérations terroristes précises d'Al-Qaida[58]. En raison de conflits internes à l'administration, les documents saisis n'avaient toujours pas abouti à des mises en accusation dix-huit mois plus tard, alors que plusieurs entités rattachées à la fondation liquidée demeuraient opérationnelles[59]. En octobre 2003, la parution d'une déclaration écrite sous serment longue de cent une pages reflétait la conclusion d'un policier à court de preuves : « Il ne semble pas exister d'autre d'explication innocente à la multitude de transactions entre les sociétés dépendant du Safa Group et les centres caritatifs que la volonté de mystifier les forces de police[60]. » Des soupçons pesaient en outre sur la Fondation Mouafak, que le Trésor avait qualifiée en novembre 2001 de « façade d'Al-Qaida ».

Après la période de frénésie de l'après-11 septembre, une accalmie survint dans le gel des comptes suspects. Un rapport de l'ONU signalait que sur les huit premiers mois de l'année

2002, n'avaient été bloqués que 10 millions de dollars supplémentaires[61]. (D'après les chiffres du Trésor, le total des avoirs gelés par les États-Unis et leurs alliés dans les deux années suivant le 11 septembre s'élevait à 137 millions de dollars, et concernaient 321 particuliers ou organismes[62].) Le rapport estimait que les gestionnaires d'Al-Qaida pour l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Asie manipulaient au moins 30 millions de dollars d'investissements, suggérant que les donations annuelles tournaient autour de 16 millions et continuaient d'affluer sans rencontrer d'obstacle notable. Après les attentats en Afrique de l'Est, Al-Qaida avait ajusté ses méthodes aux efforts soutenus de Washington pour entraver les transferts de fonds les plus visibles.

Le rapport de l'ONU observait une évolution progressive, les investissements traditionnels cédant la place aux métaux précieux et aux pierres telles que le diamant, le lapis-lazuli et la tanzanite – des richesses dont il était malaisé de suivre la trace, et aussi faciles à transporter qu'à convertir en liquidités. Les intérêts d'Al-Qaida dans l'exploitation des gisements de tanzanite en Afrique de l'Est remontaient à la période soudanaise de Ben Laden. Un revirement sensible en faveur des pierres précieuses s'était amorcé à la fin des années 90. Une grande partie des diamants étaient achetés au Liberia et en Sierra Leone, deux États qui étaient déjà des exemples de banqueroute des années avant que Ben Laden ne prenne conscience de leur utilité. Ces deux pays déchirés par d'interminables guerres civiles se trouvaient réduits à la barbarie et à la misère, privés d'électricité, d'eau courante et de services administratifs. En 1995, j'avais passé deux jours à Kenema en Sierra Leone, une ville située sur un sol alluvial et vivant de l'extraction du diamant. Elle bénéficiait provisoirement de la protection de mercenaires sud-africains et namibiens, qui venaient de chasser les rebelles soutenus par le Liberia.

Les mercenaires s'assurèrent que le gouvernement et eux-mêmes se tailleraient chacun une part du gâteau. Kenema et d'autres villes minières étaient connues pour leurs trafics illégaux avec des négociants libanais – ou même israéliens – de ces diamants obtenus au prix de conflits sanglants. Profitaient aussi de ce riche trophée l'ex-rebelle Charles Taylor, devenu président du Liberia, et son voisin et allié Foday Sankoh, le chef

sanguinaire du Front uni de libération sierra-léonais. Au cours des mois qui précédèrent les attentats de New York et de Washington, Al-Qaida transféra de Suisse des millions de dollars de fonds à risques vers Charles Taylor, qui dédommagea Ben Laden sous forme de diamants[63]. Les liens de Taylor avec Pat Robertson et d'autres membres en vue du mouvement Christian Right expliquent apparemment les réticences du FBI et de la CIA à mener des investigations poussées sur ses accointances avec Al-Qaida. En mars 2003, lorsque Taylor fut inculpé au Sierra Leone de crimes contre l'humanité par un tribunal spécial associé à l'ONU, des preuves du trafic de diamants furent présentées par le procureur général David Crane et l'enquêteur principal Alan White, deux anciens fonctionnaires du Pentagone. Foday Sankoh, dont les troupes s'étaient illustrées dans les mutilations, décéda en août 2003 dans une prison de Sierra Leone, où il attendait son jugement[64]. Le même mois, Taylor abandonna le peu de contrôle qu'il gardait sur Monrovia, la capitale libérienne encerclée par les rebelles, et demanda l'asile au Nigeria, esquivant ainsi l'inculpation dont il faisait l'objet. Il semblerait que les chefs du Front uni de libération et les responsables libériens aient apporté confirmation des liens avec les cadres d'Al-Qaida stationnés en Afghanistan. Selon des documents belges qui font également état de transferts bancaires, le diamantaire libanais Sami Osailly, jugé en Belgique en septembre 2003, avait eu un contact téléphonique avec les agents d'Al-Qaida en Afghanistan[65].

« Le problème du financement du terrorisme est d'une ampleur démesurée », déclara James Gurule, sous-secrétaire sortant chargé de l'application des lois au Département du Trésor, devant la commission financière du Sénat à Washington. « Plus d'un an après les opérations d'Al-Qaida à New York et à Washington, nous avons fait une brèche dans ses finances, mais il y a encore du chemin à faire[66]. » Un an plus tard, l'avocat du Trésor David Aufhauser, qui avait hérité de la mission de Gurule, affirma fièrement lors de son discours d'adieu que les mesures drastiques appliquées à l'échelle mondiale contre le financement du terrorisme avaient réduit des deux tiers les rentrées d'argent d'Al-Qaida et des organisations affiliées[67]. Gurule

et Aufhauser auraient gagné l'un et l'autre à s'exprimer plus humblement sur les complexités inextricables du financement terroriste. Le rapport remis en décembre 2003 par le General Accounting Office (GAO), institution indépendante qui examine l'utilisation des fonds publics américains pour le compte du Congrès, s'approchait davantage de la réalité. Le GAO tançait les agences fédérales concurrentes pour leur manque de coordination, et déplorait le fait que les États-Unis soient encore si mal renseignés sur les modes de circulation de l'argent des terroristes et ignorent comment paralyser les mouvements de fonds qui leur étaient destinés[68]. La vérité, c'est qu'en dépit de la publicité donnée à l'action contre le financement du terrorisme, on n'avait pu rassembler que des preuves incomplètes pour déterminer si Al-Qaida et les autres groupes terroristes avaient besoin de sommes faramineuses, ou s'ils manquaient de milliardaires saoudiens et d'autres sympathisants prêts à aligner d'un coup plusieurs millions de dollars.

Certains analystes des services secrets occidentaux soutenaient qu'Al-Qaida avait plus que jamais besoin de liquidités afin de pourvoir à l'existence clandestine de leaders essentiels dispersés un peu partout après la perte de la redoute afghane. Pour d'autres, le fonctionnement d'Al-Qaida ne nécessitait plus autant d'argent. Une fois éjecté d'Afghanistan, Ben Laden perdait la possibilité de se replier sur un sanctuaire jusque-là parfaitement sûr, et d'y accueillir des milliers de volontaires. (Malgré tout, un entraînement à plus petite échelle se poursuivait en Tchétchénie et dans le sud des Philippines.) Ses principales dépenses passaient dans le recrutement, l'acheminement, la formation, l'hébergement et la nourriture de ces volontaires qui occasionnaient de gros frais, même si le logement et les instructeurs ne coûtaient rien, et si certains djihadistes payaient eux-mêmes leur loyer (les agents en provenance d'Europe de l'Ouest utilisaient à cette fin les prestations sociales). Depuis le début des années 90, les services secrets américains étaient persuadés que 30 000 volontaires environ avaient séjourné dans les camps afghans d'Al-Qaida[69].

Pourtant, les finances d'Al-Qaida montraient des signes d'essoufflement. La perte du sanctuaire afghan contribuait à ces difficultés, avec tout ce qu'elle impliquait : désordre, mort ou arrestation de cadres indispensables, exploitation des renseigne-

ments issus des interrogatoires de prisonniers, documents récupérés sur des disques durs d'ordinateur ou saisis dans des refuges à Kaboul, à Kandahar et ailleurs, ainsi que le désagrément de se trouver au centre de la plus grosse chasse à l'homme du nouveau millénaire. En juin 2002, un journaliste vedette de la chaîne Al-Jazira, qui préparait une émission à l'approche du premier anniversaire des attentats de New York et Washington, sollicita des interviews jumelées auprès des cadres d'Al-Qaida Ramzi ben al-Shibh et Khaled Cheikh Mohammed, qui lui réclamèrent à sa grande stupéfaction la somme d'un million de dollars – ramenée ultérieurement à 17 000 misérables dollars. Yosri Fouda, directeur de l'antenne londonienne d'Al-Jazira, en resta ébahi. Ces individus avaient échafaudé ces attaques avec un souci du détail digne d'un Rommel ou d'un Eisenhower. « Cela me semblait être le symptôme d'un dysfonctionnement, d'une crise. Ces gens-là ne demandent pas d'argent[70]. »

Vrai et faux. Les leaders du djihad s'étaient déjà trouvés à court de liquidités, mais ils avaient toujours su trouver de nouvelles sources de financement. Avant de fusionner sa branche du Djihad islamique égyptien avec Al-Qaida, en 1998, Ayman al-Zawahiri s'était senti suffisamment aux abois pour prendre le risque de se rendre aux États-Unis en 1995 et d'entreprendre une tournée des mosquées californiennes qui ne lui rapporta pas le bénéfice escompté[71]. Mais de la part de Khaled Cheikh Mohammed, une telle chasse aux dollars semblait particulièrement révélatrice. Des années avant d'unir sa destinée à celle de Ben Laden en Afghanistan, fin 1996, Mohammed s'était distingué comme un crack de la finance doublé d'un génie de la mascarade – plus de vingt déguisements hallucinants à son répertoire, du richissime cheikh play-boy à l'importateur d'eau bénite *zamzam* provenant de La Mecque.

Contrairement aux entreprises soudanaises de Ben Laden, dont l'objectif majeur était de fournir aux vétérans afghans des emplois, un entraînement et une couverture, les siennes dégageaient des bénéfices. Les profits que Mohammed réalisa servirent à financer l'attentat perpétré par son neveu Ramzi Youssef contre le World Trade Center en janvier 1993, ainsi que des opérations ultérieures. Au cœur de ses finances se trouvait la société Konsojaya, une firme d'import-export tout à fait innocente au premier abord, enregistrée à Kuala Lumpur en Malai-

sie le 2 juin 1994 et spécialisée dans le commerce des matières premières, la vente, par exemple, d'huile de palme au Pakistan [72]. La société avait tissé de commodes relations commerciales avec d'autres extrémismes islamistes d'Asie du Sud-Est.

Les transactions de Konsojaya avaient pour pivot un Indonésien du nom de Hambali qui réussit à échapper à la police jusqu'en août 2003, date de son arrestation en Thaïlande. Connu également sous le nom de Riduan Issamuddin, Hambali était l'insaisissable cheville ouvrière du Djamaa Islamiya, qui devint le partenaire régional d'Al-Qaida et établit en Indonésie, à Singapour, en Malaisie, aux Philippines et en Australie des unités opérationnelles s'employant à établir un califat en Asie du Sud-Est. Bien qu'il se soit évanoui dans la nature après le 11 septembre, les autorités américaines estiment qu'il continua à diriger les opérations en Asie du Sud-Est jusqu'à son arrestation. Konsojaya était en rapport avec Mohammed Djemal Khalifa, beau-frère de Ben Laden. Au début des années 90, Khalifa apporta à des musulmans philippins longtemps récalcitrants une aide humanitaire à Mindanao et dans d'autres îles du sud. Mis dans l'embarras, les hauts responsables de Manille, qui avaient toujours échoué à négocier un règlement politique avec leur minorité musulmane, affirmèrent qu'il finançait le terrorisme.

En 2003, Al-Qaida présentait indéniablement des signes de mauvaise santé financière, mais les dommages ne semblaient pas compromettre sa survie. Les États-Unis avaient réussi à boucher certains canaux d'approvisionnement, et l'arrestation de Khaled Cheikh Mohammed et de Moustapha Ahmed al-Hawsawi privaient Al-Qaida de spécialistes confirmés des questions financières, que n'importe quelle structure aurait été en peine de remplacer. De plus, les responsables de l'antiterrorisme étaient en train de démanteler les réseaux d'Al-Qaida grâce aux renseignements récoltés après la guerre contre les talibans en 2001. En janvier 2003, par exemple, le FBI mit au point un savant coup monté pour attirer à Francfort Mohammed Ali Hassan al-Moayad, leader religieux yéménite qui avait besoin d'un traitement médical. Pendant trois jours, la police allemande enregistra ses conversations avec un agent secret dans un hôtel de l'aéroport de Francfort, avant de venir l'arrêter en même temps que son jeune assistant pour versement de fonds à Al-Qaida et au Hamas. (Extradés vers les États-Unis, ils furent mis en accusa-

tion à Brooklyn en novembre 2003 après que les Américains se furent engagés auprès de l'Allemagne à les juger devant une cour civile et à ne pas requérir la peine capitale.)

La supercherie en question fut rendue possible par la découverte de documents en Afghanistan après la déconfiture des talibans, et par la collaboration d'une vieille connaissance travaillant pour la CIA. Lors de conversations avec l'informateur, le cheikh se vanta d'avoir rencontré Ben Laden et de lui avoir remis avant le 11 septembre plus de 20 millions de dollars, collectés en grande partie par la mosquée Al-Farouq de Brooklyn[73]. Imam d'une mosquée de Sanaa au Yémen, Moayad était un pilier du parti d'opposition Islah (Réforme) ; d'après les comptes rendus d'audience, il se décrivait comme le conseiller spirituel de Ben Laden. On ne s'étonnera pas que les autorités américaines aient préféré le faire sortir de son pays par la ruse plutôt que de risquer des tensions avec le gouvernement yéménite en lui demandant d'extrader ou de livrer sans autre forme de procès ce chef religieux respecté. Un informateur du FBI piégea l'imam en obtenant son accord pour transmettre 25 millions de dollars à Al-Qaida en tant que contribution de Moayad à l'approvisionnement en fonds et en armes des djihadistes du monde entier.

Au Pakistan, un ministre des Finances coriace et doté d'excellents états de service au FMI passe pour avoir comblé les brèches les plus évidentes par où s'engouffraient la corruption, les afflux incontrôlés de capitaux étrangers et autres irrégularités. En raison d'une vigilance accrue par les dispositions du *USA Patriot Act*, les *hawalas* connurent un brutal déclin, du moins au Pakistan[74]. Les banques pakistanaises apportèrent leur concours, consentant à baisser des taux jusqu'alors proches de l'usure, et s'efforçant d'améliorer leur compétitivité pour récupérer une bonne partie des transactions abandonnées à l'*hawala* au cours des trois décennies précédentes[75].

Cependant, les responsables américains comme les citoyens moyens continuaient à se focaliser sur l'Arabie Saoudite, qu'ils tenaient pour la source la plus probable du financement de Ben Laden, d'autant que les événements du 11 septembre avaient définitivement désigné le royaume comme son pays et celui de la plupart de ses kamikazes. Les pressions répétées exercées par les États-Unis sur la famille royale saoudienne entraînèrent une

évolution progressive. Les fondations et organisations caritatives saoudiennes commencèrent à appliquer des mesures qui existaient depuis longtemps en théorie mais se trouvaient rarement mises en pratique. C'est du moins ce que prétendaient les déclarations officielles américaines. En privé, le gouvernement répétait sans cesse que les efforts de l'Arabie Saoudite demeuraient insuffisants. En dépit des efforts soutenus du prince héritier Abdullah pour introduire des réformes radicales, les Saoudiens semblaient réellement incapables de trouver une solution à leurs difficultés. Ils répugnaient visiblement à admettre que pour la première fois en soixante ans, un changement venait de survenir dans leur étrange relation privilégiée avec Washington. Les Américains exigeaient une action concrète et non pas des réponses prudemment formulées à des questions embarrassantes. Il était tentant de penser que les Saoudiens étaient peut-être aussi coupables que le croyait l'Américain moyen, et que la perfidie s'étendait peut-être jusqu'aux cercles princiers.

Les gens les mieux disposés envers le royaume se disaient qu'il s'agissait moins de malhonnêteté que de négligence et de paranoïa, mais ils reconnaissaient que les sceptiques avaient le droit de nourrir de sombres pensées sur la vaste entreprise de dissimulation à l'œuvre. Malgré les conseils coûteux des plus brillants spécialistes en communication américains, les Saoudiens n'avaient pas compris qu'aux États-Unis, le meilleur moyen d'être crédible est d'annoncer les mauvaises nouvelles tout de suite. Aux yeux des Américains, la famille royale saoudienne préférait se retrancher derrière les dénégations, les cachotteries et les exagérations plutôt que confesser des vérités trop douloureuses. Mais pour le gouvernement saoudien, punir sans délai les citoyens irresponsables et reconnaître que certains Saoudiens étaient victimes du chantage wahhabite et des aspects les plus néfastes de leur prosélytisme aurait été par trop inconfortable. Honnêtement, les Saoudiens n'étaient pas les seuls à tomber dans le piège du déni, mais leur situation n'en était pas moins épineuse. Bizarrement, nombre d'entre eux s'étaient fait fort de comprendre la mentalité américaine. En dehors d'un petit groupe de magnats du pétrole, de diplomates, d'universitaires et d'agents secrets, le gros des Américains ignorait tout du fonctionnement de la société saoudienne.

Lorsque le gouvernement saoudien consentit finalement à

une transparence absolue, ce fut au tour de Washington de traîner les pieds. Il fallut attendre les attentats-suicides d'Al-Qaida contre les résidences pour expatriés de Riyad, en mai 2003, pour que le royaume admette que son unique voie de salut résidait dans une répression sans répit des djihadistes locaux, renforcée par le démantèlement du réseau de financement de Ben Laden[76]. C'était précisément l'approche que les États-Unis préconisaient depuis des années. Pourtant, comme en témoigne l'incident des vingt-huit pages caviardées*, les Saoudiens furent contrecarrés dans leurs tentatives pour redorer leur image. Avant les opérations d'Al-Qaida à Riyad, tout ce qu'ils avaient entrepris bon gré mal gré pour stopper les financements suspects avait été minimisé par les Américains, et même par le Trésor et les autres responsables américains qui avaient pressé leurs homologues saoudiens de coopérer. Depuis un certain temps déjà, les fondations et les organisations caritatives ayant des contacts financiers avec l'étranger devaient s'enregistrer auprès du ministère des Affaires étrangères, qui reçut alors la mission de contrôler assidûment les donations outre-mer, en s'assurant qu'elles étaient bien affectées à leur destination légitime[77]. Un comité de surveillance fut créé dans la foulée.

À Washington, le Département du Trésor constata de nouvelles avancées, mais continua à se plaindre en privé de ce que le royaume n'en faisait pas assez, et pas assez vite. La constance des pressions exercées se justifiait par les antécédents de résistance passive des Saoudiens, et les enjeux avaient profondément changé. La technique de choc d'Al-Qaida, consistant à apporter le terrorisme jusqu'au cœur du royaume, contribua à purifier l'atmosphère d'un discours hypocrite trop longtemps toléré par les autorités[78]. Pour la première fois, les experts américains et saoudiens de l'antiterrorisme entamèrent une collaboration véritable. Supposer que les riches Saoudiens cesseraient du jour au lendemain de financer Ben Laden était une idée aussi séduisante qu'imprudente, mais il y avait néanmoins de fortes chances pour qu'ils mesurent mieux les risques encourus par leurs intérêts personnels et par le royaume s'ils persistaient dans ce sens. Moins de trois mois après les attaques de Riyad, le gouvernement saoudien, dans un effort de bonne foi pour freiner l'af-

* Voir la note 14, p. 400.

flux d'argent vers Al-Qaida, accepta d'interdire les donations en liquide dans les mosquées et de supprimer les boîtes de dons placées par les organisations caritatives dans les centres commerciaux. (On se demande comment réagiraient les Églises chrétiennes américaines si l'on réservait le même sort aux collectes de l'office dominical.) Les autorités saoudiennes donnèrent aussi leur accord pour qu'une douzaine d'agents du FBI et de l'administration fiscale américaine travaillent en permanence aux côtés de leurs homologues saoudiens[79].

Toutefois, le nombre et la dispersion géographique des attentats postérieurs au 11 septembre, dirigés de plus sur des cibles faciles – l'Indonésie, le Kenya, la Tunisie, le Pakistan, le Maroc, l'Arabie Saoudite, l'Espagne et la Turquie – prouvaient bien que les djihadistes excellaient à déplacer des fonds sur toute la planète pour financer des opérations terroristes. En fait, les liquidités étaient le meilleur et parfois le seul moyen à leur disposition. La relative simplicité de ces actions et leur coût assez modique pour éviter d'attirer systématiquement les soupçons en ont garanti le succès. Pendant l'été 2001 au Pakistan, Khaled Cheikh Mohammed avait confié à un citoyen du nom de Mohammed Mansour Jabarah la somme de 50 000 dollars en espèces, le financement des opérations de Djamaa Islamiya en Asie du Sud-Est, en spécifiant bien qu'il devrait être parti avant le 11 septembre. Presque trois ans plus tard, les autorités marocaines avancèrent sans fournir de preuves que les djihadistes locaux avaient perçu entre 50 000 et 70 000 dollars de financements étrangers pour une série d'opérations. Le premier attentat, commis en juin 2003 à Casablanca, la capitale économique du pays, tua 11 terroristes et 33 civils marocains et étrangers. Pour la seule année 2002, les attaques terroristes avaient touché un avion de ligne et des touristes israéliens au Kenya, un supertanker français au large des côtes yéménites, une synagogue tunisienne, un bar et une boîte de nuit fréquentés par des vacanciers occidentaux – surtout des Australiens – à Bali en Indonésie, ainsi que des ingénieurs du génie maritime français et le consulat américain à Karachi. Le point commun le plus notable entre ces diverses opérations était leur coût peu élevé. Comme le soulignait un spécialiste du financement du terrorisme au département de la Justice : « Même dans les circonstances les plus favorables, il est extrêmement délicat de suivre la trace de l'argent, et c'est

quasiment infaisable lorsqu'il s'agit d'opérations terroristes réalisées avec 50 000 ou 75 000 dollars[80]. »

À la fin du mois de mai 2003, les fonctionnaires internationaux de Paris chargés de traquer le blanchiment d'argent doutaient que les *halawas* aient cessé d'être l'outil de prédilection du financement du terrorisme[81]. En effet, il leur fut signalé moins de trois mois plus tard qu'une *hawala* avait servi de mode de paiement dans un coup monté des plus complexes, impliquant la collaboration des Américains et des Russes. Un marchand d'armes britannique d'origine indienne et ses deux complices basés à New York furent arrêtés et accusés d'avoir fait entrer aux États-Unis un missile fabriqué en ex-URSS, un sol-air SA-18 tiré à l'épaule, à bord d'un bâtiment russe[82]. Outre leur condamnation de l'*hawala* à travers le *Patriot Act*, les experts de l'antiterrorisme américains prirent des dispositions pour combler ce qu'ils tenaient pour une autre brèche fatale : les lettres de change. Il s'agit en général de chèques (ou de traites de banque et de mandats), que les banques étrangères présentent pour paiement aux États-Unis. Elles arrivent par envoi sécurisé en telles quantités – 5 à 7 millions par jour – et les chances de se faire repérer sont par conséquent si faibles que terroristes et experts du blanchiment d'argent y ont fréquemment recours. Pour les banques, trier manuellement tous ces chèques pour pincer les malfrats représenterait une tâche colossale et onéreuse. Les « trucs » les plus fréquemment utilisés consistaient à antidater le chèque, ou à laisser commodément en blanc le nom du bénéficiaire. La riposte envisagée prévoyait de demander aux banques américaines de garder l'œil sur les établissements étrangers, de démasquer les délinquants les plus sérieux et de leur infliger des amendes et des sanctions avant de leur barrer complètement l'accès au système bancaire américain[83].

L'expérience montra que si cette législation était nécessaire, elle ne serait pas pour autant suffisante (et rien n'indiquait qu'Al-Qaida ait vraiment utilisé ce stratagème). Les terroristes avaient souvent donné la preuve de leur inépuisable inventivité. À peine le contre-espionnage et la police étaient-ils tombés sur une source de financement qu'ils avaient jeté leur dévolu sur une autre. Le commerce du miel, un aphrodisiaque de l'ère pré-Viagra très prisé des musulmans vieillissants, approvisionna les cellules d'Al-Qaida au Soudan, au Yémen et en Asie du Sud-

Est, jusqu'à ce que les experts de l'antiterrorisme y mettent fin après le 11 septembre. L'or et les pierres précieuses furent ensuite en vogue.

Al-Qaida savait par ailleurs s'arranger pour que ses avoirs soient toujours disponibles. En mars 2003, les États-Unis déjouèrent une machination complexe visant à faire passer un importateur de textiles pakistanais à New York pour un agent d'Al-Qaida qui avait résidé autrefois aux États-Unis, dans l'espoir de lui faire obtenir un nouveau permis de séjour. D'après des documents judiciaires rendus publics pendant l'été, le cadre d'Al-Qaida avait l'intention d'investir 200 000 dollars dans une entreprise de Karachi pour laquelle l'importateur avait déjà travaillé. L'agent d'Al-Qaida laissait entendre à ce dernier qu'il « souhaitait maintenir ses fonds sur des comptes courants pour pouvoir les lever à n'importe quel moment[84] ».

À la mi-2003, Ronald K. Noble, le secrétaire général d'Interpol, chargé de coordonner l'action des forces de police de 181 pays, déclara que son organisme voulait « dénoncer les crimes contre la propriété intellectuelle, moyen de financement privilégié de nombreux groupes terroristes ». La vente d'imitations de tennis de marque, de faux jeans griffés ou de matériel électronique japonais piraté drainait des bénéfices considérables. Ce système permettait d'échapper aux peines sévères dont est passible la fabrication de contrefaçons, et ne comportait donc pas de grands dangers. Dans son témoignage devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, Noble fit remarquer que les individus condamnés n'avaient écopé ni d'amendes élevées ni de longues peines de prison[85].

Était-il possible qu'une organisation à ce point vouée à la violence passe à des moyens de financement plus discrets ? Al-Qaida n'est pas une organisation à proprement parler, et elle doit compter sur des alliés de circonstance – des profils aussi variés que les djihadistes algériens rivaux, les agents égyptiens et asiatiques, les hommes d'affaires ayant pignon sur rue, les petits délinquants et les contrebandiers. Peut-on penser que le temps, des réformes politiques rationnelles et les mesures de rétorsion suffiront à saper l'emprise d'Al-Qaida ? Quoique motivé par des idées tout à fait différentes, le groupe terroriste N17 qui sévit en Grèce nous a peut-être suggéré une piste. Un

membre de N17, jugé à Athènes pendant l'été 2003 pour une longue série d'assassinats, déclara devant la cour que lui-même et ses complices s'étaient fatigués de la vie clandestine, malgré un succès incontesté durant plus de trois décennies. Ils se sentaient tellement las qu'ils avaient envisagé de tout abandonner pour ouvrir un fast-food à Athènes. Mais rien ne laisse présager qu'Al-Qaida, qui tient moins de l'organisation que de la nébuleuse, succombera prochainement à ce genre de tentation.

« ... Moins on avance »

Pour moi, l'Afghanistan est l'endroit le plus sûr.

Ben Laden

Est-ce que la situation actuelle obéit au schéma « plus on travaille, moins on avance » ?

Donald Rumsfeld

De retour du Soudan en mai 1996, Ben Laden eut tôt fait de transformer en sanctuaire un coin perdu d'un État en banqueroute, livré à une interminable guerre civile. Il s'établit dans l'est de l'Afghanistan, région chaotique s'il en est, mais où il s'était fait les dents dans sa jeunesse, dix ans auparavant. Il avait d'ailleurs conservé un certain nombre d'amis utiles dans la zone pachtoune à cheval sur le Pakistan et l'Afghanistan. À ses risques et périls, l'administration Clinton avait occulté, ou du moins minimisé, l'importance de ces liens, préférant croire que son retour vers les turbulences d'Afghanistan le conduirait dans une impasse, pour reprendre le jargon de Washington à l'époque. En réalité, la chance, l'argent et la diplomatie lui donnèrent bientôt toute licence d'entraîner des milliers de volontaires du djihad afin de pouvoir causer des ravages où et quand bon lui semblerait. Ce à quoi était bien résolu un Ben Laden plus enragé que jamais. Son éviction de Khartoum lui était restée sur le cœur, et pour la première fois il s'exprimait ouvertement sur son désir de recourir à la violence. Bien avant le terme de l'année, il annonça ses intentions par un décret qui invitait

à assassiner des Américains au nom du djihad – hommes, femmes et enfants, civils et militaires.

Au début, cependant, les embûches ne manquèrent pas sur sa route. Lorsqu'il atterrit à Jalalabad, la grande cité orientale était administrée par d'anciens moudjahidin qui siégeaient dans un conseil pompeusement nommé Shura de l'Est. À peine quatre mois plus tard, leurs ennemis talibans s'emparaient de ce quasi-prolongement du Pakistan, ainsi que de la capitale, Kaboul. À première vue, une perspective qui n'avait pas de quoi réjouir Ben Laden. Il faut croire qu'il bluffait lorsqu'il prétendit lors d'une interview que « l'endroit le plus sûr était l'Afghanistan[1] », au moment même où le pouvoir allait tomber brusquement aux mains des talibans. Ben Laden se trouva dans l'obligation de nouer des liens pratiquement indéfectibles avec le chef des talibans, le mollah Omar. Il est probable que durant le conflit avec les Soviétiques, il ait déjà rencontré, comme il l'affirme, le mollah Omar, qui n'était à l'époque qu'un petit soldat de la guerre sainte. Ce n'est qu'au milieu des années 90 qu'il prit la tête du mouvement taliban, propulsé sur le devant de la scène par le Pakistan et l'argent des Saoudiens. Mais rien n'indique l'existence d'une longue et solide amitié, comparable à celles qu'avait tissées Ben Laden avec les leaders déchus de la Shura de l'Est à Jalalabad.

D'ailleurs, le mollah Omar aurait pu se formaliser de ses relations amicales avec les seigneurs de la guerre de Jalalabad. Au lieu de cela, il invita Ben Laden à se rendre à son quartier général de Kandahar, le bastion pachtoune du Sud. Au cours des cinq années suivantes, ils maintinrent un partenariat surprenant mais durable, qui sut résister aux menaces américaines, aux consignes épisodiques et souvent ambivalentes du Pakistan, et aux protestations parfois sérieuses qui agitaient sporadiquement les rangs des talibans. Ben Laden flagornait constamment le chef des talibans, à qui il fit même ériger un palais, et s'accommodait des prétentions de son hôte dont l'éducation était plus que rudimentaire à devenir chef de la communauté des fidèles (ambitions officialisées lors d'une cérémonie publique qui le vit revêtir la cape du Prophète, pieusement conservée à Kandahar). Ben Laden ne perdait jamais une occasion d'encenser publiquement le régime taliban, incarnation inégalée de la théocratie idéale et modèle du califat dont l'abolition par Ataturk en

1924 avait plongé la oumma dans une nouvelle phase de *jahiliyah*, ère pré-islamique d'ignorance et d'obscurantisme.

La tactique de Ben Laden fut couronnée de succès, et il en vint à exercer sur son hôte une influence croissante, puis ce qui ressemblait à un ascendant sans limite, à tel point que certains leaders talibans redoutaient et désapprouvaient sa domination[2]. Au fil des années, Ben Laden persuada le mollah Omar de cautionner sa position hégémonique sur un groupe d'organisations islamistes étrangères, avant d'obtenir en 2001 l'affiliation à Al-Qaida de tous les djihadistes non afghans, qui de manière officielle restaient au service du régime taliban. Les progrès de la puissance de Ben Laden se lisaient dans une infinité de petits signes, confortant Omar et lui-même dans l'idée que l'Amérique n'était qu'un tigre de papier largement surestimé, qui n'avait pas la moindre envie de sacrifier des soldats sur des terres réputées depuis des siècles pour les humiliations réservées à l'envahisseur. Vu l'attitude de l'administration Clinton, on pourrait difficilement le leur reprocher.

Les États-Unis imputèrent à Ben Laden la responsabilité des attentats de 1998 contre leurs ambassades au Kenya et en Tanzanie. Mais les représailles, lorsqu'elles eurent enfin lieu, furent administrées par des bâtiments de guerre américains à 1 000 miles de distance, et se révélèrent de surcroît parfaitement inefficaces. Les missiles de croisière de l'US Navy qui visèrent les camps d'entraînement de Ben Laden le 20 août échouèrent à tuer celui-ci et contribuèrent principalement à hausser sa réputation à des dimensions presque mythiques. Cet épisode ne réussit qu'à inciter de nouveaux volontaires musulmans à rejoindre en nombre les camps afghans. Un exemple classique de malentendu culturel. Un diplomate américain fréquemment en contact avec les talibans a déclaré ceci : « Ils déliraient complètement et n'ont tenu compte de rien, ils ne semblaient pas croire un seul instant que nous tenterions quoi que ce soit pour les punir, même si nous répétions sans cesse qu'ils seraient tenus pour responsables de la prochaine attaque d'Al-Qaida[3]. » Leur vision des choses n'était pas très éloignée de celle de Ben Laden.

Les Américains n'étaient pas les seuls à commettre des erreurs. Quelques semaines plus tard, au mois de septembre, le prince Turki al-Fayçal, chef des services secrets saoudiens,

retourna en Afghanistan en espérant que les sanglants événements survenus en Afrique de l'Est pousseraient Omar à honorer sa promesse de livrer Ben Laden, qu'il avait négociée avec lui en juin. Néanmoins, Turki fut fraîchement reçu, et Omar l'informa qu'il soutiendrait Ben Laden au lieu de le combattre. Offensé, le prince quitta aussitôt la réunion et reprit l'avion pour l'Arabie Saoudite. En guise de réprimande, la famille royale saoudienne, qui pendant des années avait versé des millions de dollars aux talibans, rappela son ambassadeur. Malgré cela, des particuliers et des fondations saoudiennes continuèrent à allouer des fonds aux talibans. En dépit de la rencontre-coup de théâtre avec Turki, les talibans s'efforcèrent pendant un moment d'apaiser les tensions. Ben Laden reçut ordre de rester discret, mais il n'en accorda pas moins deux longues interviews à la télévision fin décembre 1998, une initiative embarrassante pour ses hôtes talibans, qui s'étaient engagés auprès des États-Unis à ne pas le laisser accéder aux médias.

À un moment, les talibans firent même croire à la disparition de Ben Laden, un stratagème pataud qui n'abusa personne, puisqu'ils avaient déclaré précédemment qu'ils le faisaient surveiller par leurs hommes pour pouvoir suivre ses faits et gestes. Au mois de janvier 2001, lors d'une cérémonie publique retransmise par Al-Jazira, Ben Laden maria un de ses fils à la fille d'un de ses principaux lieutenants, Mohammed Atef. Au printemps suivant, c'est sous l'emprise de l'austérité wahhabite de Ben Laden que le mollah Omar fit abattre les bouddhas géants de Bamiyan, au mépris des prières et des protestations de l'opinion internationale. Son emprise sur Omar atteignit son paroxysme en septembre 2001. L'assassinat du commandant Massoud, un exploit d'Al-Qaida accompli deux jours seulement avant les attentats du 11 septembre, fut sans nul doute une manœuvre calculée pour s'attirer les faveurs d'Omar.

La mort de Massoud supprimait le dernier obstacle majeur au contrôle total de l'Afghanistan par ce dernier, ce qui favoriserait la demande de reconnaissance internationale du régime taliban. On ne sait si Omar fut ou non informé à l'avance du complot. En effet, seules la chance et l'audace assurèrent la réussite du plan. Sous la pression des circonstances, Massoud accepta de rencontrer deux faux journalistes arabes envoyés par

une télévision fantôme, qui traînaient depuis un moment autour de son quartier général et s'apprêtaient à quitter son fief, désespérant de décrocher leur interview. Massoud trouva la mort lorsque le cameraman déclencha la charge explosive dissimulée dans sa caméra. Cet assassinat contribua à faire oublier l'ignorance délibérée dans laquelle Ben Laden tenait son hôte des projets d'attaque d'Al-Qaida sur New York et Washington, qui devaient rapidement détrôner Omar et priver Ben Laden de son sanctuaire afghan.

Si les liens entre Ben Laden et les talibans – et ceux qui rattachent les seconds à la direction des services secrets pakistanais (ISI) – ne faisaient plus aucun doute dès 1997, la nature exacte des relations entre Ben Laden et l'ISI comporte quelques zones d'ombre. Au début du moins, ce rapprochement fut motivé par la détermination du Pakistan à soumettre l'Afghanistan, une obsession qui le hantait depuis qu'Islamabad avait joué un rôle de premier plan dans la guerre sainte antisoviétique des années 80. En fait, l'ingérence du Pakistan dans les affaires afghanes précédait de cinq ans l'invasion de l'Armée rouge. Depuis 1974, le Pakistan subventionnait les islamistes d'Afghanistan et jugeait qu'en raison de son importance vitale dans le conflit soviétique, il était avantageux de protéger son flanc occidental et d'acquérir en même temps un avantage stratégique sur l'Inde.

Il était presque certain qu'un futur Afghanistan dirigé par les talibans graviterait dans l'orbite du Pakistan, dépouillant ainsi de leur influence sur Kaboul les impérialistes athées de Moscou, les chiites suspects de Téhéran et les hindous hostiles de Delhi. (Jusqu'à sa mort mystérieuse dans un accident d'avion en 1988, le président pakistanais Zia ul-Haq rêvait de fonder un équivalent moderne de l'empire moghol qui s'étendrait à l'Afghanistan et à l'Asie centrale. Ce fantasme justifiait en grande partie son alliance avec les États-Unis dans la lutte contre les forces d'occupation soviétiques.) Le territoire afghan se révéla par ailleurs très pratique pour l'entraînement des volontaires pakistanais en vue de la prise de l'État disputé du Cachemire, un conflit avec l'Inde déclenché par l'ISI en 1989, pendant le retrait des dernières troupes russes. Les services secrets estimaient probablement qu'en formant des soldats dans un pays

voisin pour la libération d'un État à majorité musulmane, ils pourraient plus facilement se dédouaner quand les Indiens dénonceraient l'implication du Pakistan. Sitôt consommée l'humiliation de Moscou, les États-Unis choisirent de se retirer. Mais dès le début des années 90, les seigneurs de la guerre afghans commencèrent à s'affronter, au grand dam des Pakistanais qui avaient espéré les pacifier grâce à l'argent du Golfe et aux armes américaines issues de la guerre contre les Soviétiques.

L'ISI ne se laissa pas démonter pour autant et se cramponna à son projet afghan. Loin de se contenter de sauver les meubles, il inventa quasiment les talibans, un nouveau moyen de sauvegarder ses intérêts en Afghanistan. Rejetons de la guerre contre les Soviétiques et nés pour beaucoup dans des familles de réfugiés miséreux, ces talibans avaient été initiés gratuitement – et presque exclusivement – à un islam combattant dans les centaines puis les milliers de madrasas implantées au Pakistan avec les deniers des Saoudiens et d'autres bienfaiteurs arabes. Aux yeux de l'ISI, les talibans représentaient une valeur sûre. Ils avaient peut-être des faiblesses, mais ils ne risquaient pas de faire copain-copain avec les Russes, les Iraniens ou les Indiens. Pourtant les services secrets commirent quelques négligences. Avant comme après l'émergence des talibans au milieu des années 90, l'ISI entraîna ses volontaires dans les camps où Ben Laden mettait au pas ses propres recrues venues de tout le monde musulman. Leur motivation est assez facile à cerner. Contrairement à l'ISI, Ben Laden était riche, et c'était là l'occasion de profiter de lui. Quelles que soient les vertus prêtées à cet arrangement, il a laissé des traces bien lisibles des liens entre Ben Laden et l'ISI, suggérant que la relation allait bien plus loin qu'une prosaïque cohabitation [4].

Ainsi, les recrues pakistanaises pour la conquête du Cachemire formaient le plus gros des victimes du tir de missiles de croisière américains sur les camps d'entraînement qu'ils partageaient en Afghanistan, en 1998. Tout le monde sait que ces missiles ont manqué Ben Laden (qui avait quitté le camp une heure plus tôt, ou aussitôt après les attentats du 7 août contre les ambassades, selon la version des faits à laquelle on souscrit). Mais la mort des soldats de l'ISI affectés à la prise du Cachemire appela l'attention du public sur le Pakistan, et l'administration Clinton, contrariée, prit conscience de leur dangereuse associa-

tion avec Al-Qaida. « Conscients, contrariés mais réduits à l'impuissance. » Cette formule pourrait résumer les difficultés rencontrées par Washington sur la question du Pakistan, entré au printemps 1998 dans le club des États détenteurs de la bombe atomique, au terme d'une série d'essais qui faisait ostensiblement fi des dissuasions américaines.

Son image d'État voyou équipé de l'arme nucléaire, conjuguée aux périls d'une société civile menaçant de sombrer dans le chaos, avait de quoi épouvanter le reste du monde. Mais sur l'échiquier des relations internationales, le danger n'a jamais manqué d'attraits. Le Pakistan frôlait la banqueroute, son système politique et ses forces armées étaient en proie aux offensives des islamistes militants, ses troupes débordées et épuisées par des adversaires indiens plus riches et plus nombreux. Il n'en était pas moins un véritable casse-tête, considéré comme un partenaire dont les problèmes et les aspirations méritaient d'être pris en compte. Si le Cachemire revêtait une telle importance dans les projets du Pakistan, c'est certainement parce qu'il représentait un défi ouvert à l'Inde, et avait déjà provoqué deux conflits par le passé. Mais la politique qu'il menait en Inde renforçait son potentiel de nuisance et justifiait l'engagement – et les inquiétudes – permanents des États-Unis.

Des opérations révélatrices se déroulaient à l'intérieur des camps d'entraînement communs, un des seuls faits avérés à la disposition des services de renseignement américains. Les officiers de l'ISI, notamment des colonels, passaient de temps à autre dans ces camps, remplissant la fonction d'agents de liaison auprès des principaux cadres d'Al-Qaida. Cette collaboration constituait un moyen rationnel de faire circuler les informations entre l'ISI et Al-Qaida [5]. Mais en dehors de cela, on ne savait pas grand-chose de précis sur leurs relations. On est en droit de supputer que Washington est aujourd'hui mieux renseigné, grâce aux documents saisis et aux prisonniers capturés pendant et après la rapide victoire des États-Unis et de l'Alliance du Nord sur les forces conjointes d'Al-Qaida et des talibans, fin 2001. On peut aussi supposer en toute logique que l'Amérique avait de bonnes raisons pour s'abstenir de divulguer ses découvertes.

Bizarrement, les dirigeants pakistanais pouvaient s'exprimer avec une franchise désarmante sur certains aspects de leur soutien aux talibans d'Afghanistan. À ma grande surprise, l'ambas-

sadeur pakistanais à Kaboul, qui accepta de me recevoir à l'automne 2000, ne fit aucunement mystère de la présence des agents de l'ISI sur l'ensemble du territoire contrôlé par les talibans, qui englobait alors 95 % de l'Afghanistan. Les Pakistanais ne poussèrent tout de même pas l'honnêteté jusqu'à reconnaître l'existence de renforts fournis aux talibans – des officiers d'état-major affectés au contrôle et au commandement, des experts en artillerie et des forces spéciales. Il se raconta aussi que le Pakistan avait autorisé l'armée des talibans à pénétrer sur son territoire dans une attaque de flanc qui devait favoriser la prise de la base stratégique du commandant Massoud à Taloqan en septembre 2000. C'est du moins l'accusation que ce dernier lança à maintes reprises. Mais son degré de méfiance envers tout ce qui émanait du Pakistan – et l'ampleur des soupçons de ce dernier à l'encontre de l'Alliance du Nord – avaient déjà dissuadé les observateurs extérieurs de prendre pour argent comptant les insinuations et les invectives dont s'accablaient les deux parties.

Officiellement, le Pakistan a toujours démenti la présence de ses soldats sur le sol afghan, et à plus forte raison leurs affrontements avec les troupes de Massoud, qui s'accrochaient obstinément à des positions de plus en plus fragiles dans le nord-est du pays. En arborant le masque de l'innocence outragée, les Pakistanais cherchaient à cacher les preuves plus visibles de leur appui aux talibans, tel l'apport de matériel et de produits pétroliers (partiellement contrebalancé par l'assistance iranienne, russe et indienne à l'Alliance du Nord). Mais Washington ne se laissait pas berner. Pour citer un diplomate américain en poste à Islamabad : « Nous savions très bien que leurs dénégations n'étaient que des foutaises. » Pourtant, les États-Unis préféraient exercer de discrètes pressions plutôt qu'entrer ouvertement en conflit avec le Pakistan. Les Pakistanais firent simplement profil bas.

Le soutien matériel des États-Unis au commandant Massoud, qui débuta fin 1997-début 1998 pour se poursuivre jusqu'en 2000, s'élevait à 6 ou 700 000 dollars – « de l'argent de poche », selon les termes d'un ancien officier supérieur des services secrets très affûté sur la région[6]. Afin d'étoffer son réquisitoire contre le Pakistan, Massoud incitait tout naturellement les visiteurs à interroger ses prisonniers pakistanais, décrits comme des

soldats ou d'anciens soldats. À en croire l'Alliance du Nord, les militaires pakistanais en Afghanistan, officiellement démobilisés dans leur pays, avaient été affectés au soutien des talibans.

Massoud affirmait que le rôle des officiers d'état-major chevronnés avait une incidence croissante sur les victoires militaires des talibans et sur ses propres revers. La seule chose que l'on ignore est le nombre de soldats pakistanais impliqués. Un nombre limité, estiment les experts du renseignement américain. Bon nombre des combattants afghans ralliés aux talibans, en particulier les spécialistes des blindés, de l'artillerie et des forces aériennes, avaient été entraînés par les Soviétiques et s'étaient battus pour le régime de Najibullah avant d'embrasser finalement la cause des talibans. Ils se sentaient donc très à l'aise avec les armes soviétiques dont se servait l'Alliance du Nord. La CIA nourrissait tout de même quelques doutes, et réclama instamment à Massoud des preuves irréfutables de la présence de renforts militaires pakistanais, paramètre décisif si elle voulait gagner l'adhésion des sceptiques de Washington[7].

Après la chute des talibans en novembre 2001, les mensonges du Pakistan devinrent de plus en plus transparents. En dépit de témoignages circonstanciés, le Pakistan persista à nier que ses avions C-130 s'étaient rendus pendant deux nuits au moins à Kunduz, ville assiégée du Nord-Est, pour y transporter des Pakistanais dont la capture aux côtés des talibans et d'Al-Qaida aurait pu soulever des questions gênantes. On n'a jamais très bien su s'il s'agissait seulement d'agents de l'ISI, dont la présence en Afghanistan a toujours été reconnue, ou, hypothèse plus compromettante, de militaires affectés en Afghanistan, parmi lesquels des gradés et même un général, si l'on se fie à la rumeur. Le nombre de trajets effectués par les appareils laisse penser que les agents de l'ISI n'étaient pas seuls dans l'affaire. Les manifestes de passagers auraient été examinés par les États-Unis. L'US Air Force, qui survolait l'Afghanistan avec des AWACS, ne s'opposa visiblement pas à ces vols et réclama en échange de sa tolérance le droit d'utiliser les bases pakistanaises, ainsi qu'un ensemble de faveurs indispensables à sa campagne de grande envergure contre les talibans et Al-Qaida. Le Pakistan, sans oublier la frange non négligeable de l'ISI longtemps favorable aux talibans, avait désormais changé de camp, du moins officiellement. Cela ne suffit pas à désamorcer les

rumeurs selon lesquelles les Pakistanais utilisaient ces vols pour évacuer des talibans haut placés et les troupes d'Al-Qaida[8].

Exception faite de leur voyante cohabitation dans les camps afghans, l'ISI et Ben Laden entretenaient des relations assez subtiles. On devine assurément une preuve de leurs complicités dans les allusions directes à Ben Laden et « à l'État, au gouvernement et au peuple du Pakistan » dans la dédicace de ce qu'il est convenu d'appeler l'encyclopédie du terrorisme d'Al-Qaida, six volumes fréquemment brandis comme pièces à conviction lors des grands procès de terroristes (curieusement, ils n'ont été soumis à l'attention de Washington qu'en 1999, lorsque les Jordaniens en ont fourni un exemplaire[9]). Son contenu s'inspirait largement de manuels militaires américains et européens, traduits en arabe sous une forme schématique à l'excès, et accompagnés de diagrammes simplifiés. Cette encyclopédie, dont on pouvait soi-disant se procurer une version CD-Rom au bazar de Peshawar à la fin des années 90, avait été publiée par l'ISI pendant la période soudanaise de Ben Laden, le dernier tome datant de 1993. Un avocat jordanien d'Amman, spécialisé dans le droit de l'informatique, me déclara en avril 2000 qu'« il n'y avait pas de quoi en faire un plat ». En préparant la défense d'un de ses clients, il avait découvert sur internet des centaines de sites exposant en détail les procédés de fabrication des explosifs. Il existait un autre manuel plus concis – cent quatre-vingt pages divisées en dix-huit chapitres – qui apparut à New York en 2001 lors du procès des quatre poseurs de bombes d'Afrique de l'Est condamnés à perpétuité. Il dispensait en arabe des conseils pour passer inaperçu dans les pays occidentaux (raser sa barbe et tenir sa langue), commettre des assassinats (avec des bombes, des massues ou un ragoût mortel à base de viande avariée, de maïs et de haricots verts), fabriquer des faux documents, mettre en place des refuges, envoyer des messages codés, survivre aux interrogatoires et bricoler des colis piégés. Saisi en mai 2000 à Manchester, au domicile d'un cadre d'Al-Qaida nommé Anas al-Liby, il proposait une légitimation des tortures sur otages argumentée par des érudits religieux.

En octobre 2000 à Lahore, un célèbre journaliste pakistanais répondit à mes interrogations perplexes sur les liens entre l'ISI et Ben Laden, et passa un après-midi entier à m'exposer les dessous de leurs arrangements, toujours laissés dans l'ombre par

les explications officielles. Chacune des deux parties avait tout intérêt à maintenir un flou autour de cette relation. Ben Laden trouvait avantage à garder le silence sur sa longue amitié avec certains agents de l'ISI, qu'il connaissait depuis le conflit avec les Soviétiques ou seulement depuis son retour du Soudan. Il était bien trop prudent pour prendre contact avec l'ISI de manière directe, par la voie hiérarchique. Il comprenait en effet que les services secrets ne formaient pas un bloc homogène, et qu'une partie des officiers voyaient d'un mauvais œil ces liens avec Al-Qaida et les talibans. Il suffisait à Ben Laden de pouvoir compter sur des amis bien placés au sein de l'ISI. Passé maître dans l'art d'utiliser l'argent pour parvenir à ses fins, il veillait à ce que cette relation ne prenne jamais un tour officiel. Lui, bien entendu, se rendait compte que les États-Unis avaient mis sa tête à prix.

En résumé, Ben Laden dépendait réellement de l'ISI, mais dans des limites bien définies. À ce stade-là, il avait pour priorité d'assurer une couverture à ses agents, et leur droit à entrer et sortir librement du Pakistan. Il est évident qu'il escomptait par ailleurs que ses contacts à l'intérieur de l'ISI l'informent de tous les projets américains contre Al-Qaida dont ils avaient connaissance. Ces amis soigneusement sélectionnés au cœur des services secrets tournèrent en ridicule une unité spéciale formée par l'administration Clinton après les attentats d'Afrique de l'Est et basée au Pakistan. Composée à la fois d'Américains et de membres de l'ISI, elle avait reçu pour mission de capturer Ben Laden.

Les Américains les plus cyniques prédirent dès le départ l'échec de cette unité, persuadés qu'elle ne pouvait pas fonctionner. En réalité, l'entreprise capota parce qu'un général de l'ISI spécialement hostile à Ben Laden s'était fait laminer au cours de la vague d'événements d'octobre 1999, qui aboutit au déboulonnage du Premier ministre et à l'accession au pouvoir du général Moucharraf, chef de l'état-major. L'unité se retrouvait du même coup condamnée à l'inaction.

En tant qu'institution, l'ISI avait tout avantage à garder ses distances avec Ben Laden, sachant très bien que toute preuve de leur collaboration serait catastrophique pour le Pakistan et le mènerait directement sur la liste du Département d'État des gouvernements parrains du terrorisme. Il l'avait déjà échappé

belle à plusieurs reprises, notamment après l'attentat meurtrier à la voiture piégée commis par des djihadistes égyptiens contre l'ambassade égyptienne d'Islamabad, en novembre 1995. Quel que soit le tribut de sa fascination pour l'Afghanistan, l'ISI était moins une association criminelle qu'une organisation militaire appliquant la politique gouvernementale. Le stratagème choisi consistait à faire de Ben Laden un élément incontrôlable pour les talibans, mais pas pour le Pakistan. Aux yeux de l'ISI, la fonction première de Ben Laden était d'assister les talibans en leur fournissant des volontaires bien entraînés et très motivés recrutés dans l'ensemble du monde musulman, à une époque où les Afghans, épuisés par vingt ans de conflit, ne se réjouissaient guère de voir leurs enfants enrôlés de force dans les rangs des talibans [10].

Selon les responsables pakistanais, c'est aux leaders talibans qu'il incombait de tenir Ben Laden à l'œil et de rester au fait de ses intentions. Ce qui ne dissuada pas les talibans de tenter plusieurs fois de persuader une opinion incrédule qu'ils avaient perdu sa trace. L'ISI n'avait aucun avantage à connaître les opérations que Ben Laden échafaudait pour l'étranger et gagnait au contraire à montrer au monde entier qu'il n'était pas concerné. Alors que les États-Unis pressaient les dirigeants pakistanais de les aider à convaincre les talibans de s'occuper de Ben Laden, la structure gouvernementale civile opposa des résistances. Il s'agissait là d'une tradition pakistanaise sacrée (partagée par de nombreux régimes du tiers-monde sous la coupe des militaires). Depuis la création du Pakistan en 1947, les militaires avaient pour principe de ne pas informer le gouvernement civil des questions de défense. Ils conseillaient donc aux leaders civils mis au pied du mur par Washington de prétendre que le Pakistan n'était au courant de rien, mais qu'il ne manquerait pas d'interroger les talibans. L'armée pakistanaise jouissait de prérogatives pratiquement illimitées, alors que les dirigeants civils, qui n'exerçaient qu'un pouvoir théorique, avaient appris à rester en dehors de ces enjeux.

Après le retour de Ben Laden en Afghanistan, Nawaz Sharif déclara aux responsables américains, qui le priaient d'intervenir auprès des talibans pour pouvoir épingler Ben Laden, qu'en qualité de Premier ministre il pouvait livrer à peu près n'importe qui, mais pas lui. Il certifia qu'il ignorait tout de Ben

Laden et préférait s'abstenir. Bien entendu, il s'agissait là d'une excuse pratique pour repousser ensuite les requêtes pressantes des Américains résolus à forcer les talibans à leur remettre Ben Laden. Mais le prétexte est peut-être moins gratuit qu'il n'y paraît. Si l'on peut déceler une constante dans la politique afghane au fil du temps, c'est certainement ses mauvaises dispositions envers tous les visiteurs, Pakistanais compris. La majorité des Pachtounes vivaient au Pakistan, mais les réfugiés afghans venus pendant la guerre contre les Soviétiques gardaient rancune à leurs hôtes des persécutions qu'ils leur avaient fait subir, notamment en limitant leur accès au marché du travail. Malgré l'aide apportée aux talibans, le Pakistan semblait curieusement incapable d'obtenir satisfaction, même sur des questions apparemment réglées.

Ainsi, les talibans refusèrent fermement de livrer les prétendus assassins pakistanais qui avaient tenté de supprimer Nawaz Sharif avant de trouver refuge en Afghanistan. Le Pakistan pouvait donc légitimement alléguer que les États-Unis n'étaient pas le seul gouvernement au monde en butte aux dérobades de l'Afghanistan. Pourtant, l'ISI était à ce point obnubilé par ce pays que la plupart des responsables pakistanais manquaient de lucidité sur les contradictions inhérentes à cette obsession stratégique. Ceux qui se trouvaient en mesure d'en saisir les implications étaient surtout des diplomates, et le ministère des Affaires étrangères ne possédait que des pouvoirs très restreints. Pour faire contrepoids à leurs faux-fuyants concernant Ben Laden, les hauts responsables d'Islamabad tentèrent de donner un gage de leur bonne volonté dans d'autres litiges bilatéraux. Il leur arrivait d'apporter leur coopération dans les affaires où les Américains détenaient des preuves inattaquables et où la culpabilité des accusés ne faisait aucun doute. Avant le 11 septembre, le Pakistan ne sévissait que rarement contre les membres d'Al-Qaida, épargnant en général les gros poissons pour pincer le menu fretin, et s'attirant les reproches de Washington.

Il collabora par ailleurs avec les États-Unis en vue de l'arrestation de Ramzi Youssef, auteur de l'attentat du World Trade Center en 1993, et de Mir Aimal Kansi, un Baloutche responsable d'une fusillade meurtrière devant les locaux de la CIA, un mois auparavant[11]. Le Pakistan resta fidèle à cette politique après les

événements du 11 septembre. Quels que soient ses manquements par ailleurs, le Pakistan participa bel et bien à l'arrestation de membres plus ou moins importants d'Al-Qaida. Abou Zoubeïda, Khaled Cheikh Mohammed et Ramzi ben al-Shibh comptaient parmi les 500 cadres éminents d'Al-Qaida capturés par le Pakistan avant la mi-2004, opérations qui avaient entraîné de lourdes pertes parmi les forces de sécurité.

Avant le 11 septembre, les gouvernements civils du Pakistan avaient tout de même tendance à miser sur la prudence au lieu d'affronter franchement l'emprise grandissante des djihadistes autochtones. Dans un pays longtemps dominé par l'armée, de telles précautions n'avaient rien de surprenant. Dans l'optique de servir la cause cachemiri, l'ISI encourageait et finançait indirectement la grande majorité de ces intégristes musulmans, dont une fraction s'associa d'une manière ou d'une autre à Al-Qaida. Ces islamistes pakistanais tirèrent profit de la colère populaire qui éclata à la fin du conflit soviétique. Après 1989, les États-Unis, soutien incontesté du Pakistan à l'époque de la guerre froide, passèrent de plus en plus pour des ingrats qui abandonnaient un allié loyal. Le programme nucléaire embryonnaire du Pakistan, sur lequel Washington avait choisi de fermer les yeux pour promouvoir le djihad, redevint un sujet de mécontentement majeur après le retrait des troupes soviétiques. Le Congrès américain vota l'amendement Pressler, tentative infructueuse pour contraindre le Pakistan à clore la branche militaire de ses recherches nucléaires. Loin d'obtenir gain de cause, les Américains ne réussirent qu'à s'attirer l'animosité du Pakistan en gelant la livraison de F-16 déjà payés, qu'ils refusèrent en plus de rembourser. Un certain nombre de citoyens pakistanais s'indignèrent en outre de la répression de deux soulèvements palestiniens par Israël, allié des États-Unis.

Les Pakistanais laïcs et occidentalisés s'inquiétaient de plus en plus de la « talibanisation galopante » de leur pays. Ils avaient l'impression que si l'État n'était pas tout à fait en banqueroute, ils appartenaient du moins à une société menacée par un chaos imminent. Les manœuvres secrètes de l'ISI avaient presque toujours un lien avec ces inquiétudes. Grâce à leur appui aux milices djihadistes locales dévouées à la lutte du Cachemire, le pouvoir et l'influence des services secrets s'étendaient désormais jusqu'aux affaires internes dont les militaires avaient été jusque-

là exclus, mettant en péril les fondations toujours branlantes de la laïcité et la société civile elle-même. L'ISI cultivait délibérément son aura de mystère. Les laïcs pakistanais ne parvinrent jamais à établir d'où ils tiraient les fonds nécessaires aux aventures afghane et cachemiri. Ils en étaient réduits à supposer qu'ils puisaient à la double source du trafic de stupéfiants et des contributions des pays du Golfe, qui allaient bien au-delà de la manne prodiguée aux talibans et des 10 000 pensionnats religieux du Pakistan. Bon an mal an, des milliers de diplômés extrêmement motivés sortaient de ces madrasas – parmi lesquels des boursiers de Chine et d'Asie centrale issus de la minorité ouïgour opprimée –, avec pour principal bagage intellectuel leur mémorisation mécanique du Coran et leur entier dévouement à l'islam djihadiste. Ces milliers de garçons aspiraient déjà à se battre jusqu'à la mort au service de leurs voisins talibans, bien avant qu'un nouveau contingent de volontaires n'afflue du Pakistan en 2001, dans une vaine tentative pour écraser la puissance militaire américaine.

Étant donné la situation alarmante du Pakistan, les théoriciens du djihad prévoyaient que leur vision de l'islam connaîtrait une plus grande fortune dans le sud et le sud-est de l'Asie que dans les pays arabes qui en étaient historiquement le centre.

Les données démographiques parlaient en faveur de cette hypothèse. La majorité des musulmans occupaient en effet une zone qui partait de l'Afghanistan pour enjamber le sous-continent indien et s'achever du côté de la Malaisie, des Philippines et de l'Indonésie (qui, avec 180 millions de fidèles, se distinguait comme la plus grosse communauté musulmane au monde). Après le 11 septembre, ce nouveau fief se trouva impliqué dans une série d'opérations terroristes effectuées en accord avec Ben Laden, et qui montrèrent qu'en dépit de leur défaite en Afghanistan, les djihadistes conservaient leur force de frappe. L'attentat du 12 octobre 2002 à Bali, qui fit 202 victimes – essentiellement australiennes –, était seulement le plus spectaculaire du lot, combinant la technique éprouvée de la voiture piégée et une cible facile, en l'occurrence un célèbre complexe touristique fréquenté par des Occidentaux. Sur le long terme,

toutefois, la perte du sanctuaire afghan privait Al-Qaida de la liberté d'accueillir et d'entraîner les volontaires étrangers, même si de nouveaux effectifs étaient toujours formés en Tchétchénie, aux Philippines et en Arabie Saoudite.

Bien que, du point de vue du djihad, le pivot du succès se situât maintenant au Pakistan et en Afghanistan, Ben Laden ne perdait pas de vue l'Arabie Saoudite, ni son désir tenace d'expulser la famille royale de la terre des deux saintes mosquées, par la force si nécessaire. D'autre part, le chef de l'organisation égyptienne Djamaa Islamiya, Ayman al-Zawahiri, l'inspirateur de Ben Laden et son partenaire officiel depuis 1998, le poussait à concentrer l'action du djihad sur son pays d'origine, le plus peuplé des États arabes. Ben Laden et Zawahiri s'affrontèrent longuement sur la question, et faute d'avoir vraiment cherché un compromis, décidèrent de frapper des deux côtés et d'attaquer de front les États-Unis.

C'était du moins l'analyse déprimante que fit de la situation Montassir Zayat, un avocat de l'entourage de Zawahiri, qui me reçut à son cabinet du Caire en 1999. Zayat estimait que Ben Laden et son ami avaient commis à cet égard une erreur fatale. Zayat avait combattu (et subi la torture) pour défendre ses idéaux extrémistes, avant de comprendre petit à petit que la politique du djihad était condamnée à l'avance. Cependant, Ben Laden avait plus d'une corde à son arc. Le conflit bosniaque du milieu des années 90, et la guerre en Tchétchénie, commencée à peu près au même moment et rallumée à la fin 1999, offraient à Al-Qaida des champs de bataille sur mesure pour l'ère de l'après-guerre froide : des pays musulmans résistant aux armées infidèles. Le djihad constituait un moyen de recrutement efficace, mais les volontaires ne jouaient en fait qu'un rôle accessoire dans les combats, quels que fussent leurs efforts, et ceux de leurs adversaires, pour grossir leur importance.

Les accords informels entre Al-Qaida et les djihadistes d'Asie du Sud et du Sud-Est trouvaient leur origine dans le flot de musulmans en provenance de cette région à s'être ralliés à la guerre contre les Soviétiques. En août 1998, lorsque Ben Laden se sentit assez en confiance pour frapper depuis sa base afghane, il s'arrangea pour associer les fondamentalistes musulmans d'Afghanistan, du Pakistan, du Bangladesh et d'Égypte à sa fatwa

cautionnant les meurtres d'Américains partout dans le monde[12]. Bizarrement, Ben Laden ne faisait pas référence aux djihadistes d'Indonésie, appelés pourtant à jouer un rôle central dans les cellules terroristes dispersées sur une portion de l'Asie du Sud-Est, notamment en Thaïlande, en Malaisie et à Singapour.

Aux Philippines et en Indonésie, subsistait encore une frange de séparatistes musulmans. À ce moment-là, l'Indonésie était en train de s'affranchir de quarante ans de dictature militaire sous la férule du président Suharto. Quels que soient ses échecs par ailleurs, Suharto avait fait preuve d'une efficacité aussi impitoyable dans la répression de l'intégrisme musulman des années 80 que dans l'élimination massive des communistes de la génération précédente. En 1998, la nouvelle de sa chute incita les djihadistes indonésiens à quitter leur asile à l'étranger et à mettre à profit le climat de désordre et de relative liberté qui avait suivi. Ils s'évertuèrent aussitôt à exacerber les violences entre chrétiens et musulmans. Même rapportés aux critères exigeants de Ben Laden, ces djihadistes se révélaient formidablement talentueux.

On apprit des années plus tard seulement que les premiers volontaires indonésiens intégrés au djihad antisoviétique au Pakistan et en Afghanistan, au milieu des années 80, possédaient un remarquable niveau culturel et une motivation à l'avenant. Les chefs d'Al-Qaida les tenaient d'ailleurs en haute estime. Pendant la majeure partie des années 90, des contingents d'Indonésiens cooptés, auxquels s'ajoutèrent ultérieurement quelques poignées de Malais et de Singapouriens, débarquaient tous les ans en Afghanistan pour suivre trois ans de formation intensive au djihad, incluant l'endoctrinement, l'entraînement militaire et les arts occultes du terrorisme[13]. Aucun groupe arabe n'a été soumis à un apprentissage aussi harassant. Lorsque les luttes internes afghanes dégénérèrent irrémédiablement au milieu des années 90, des djihadistes indonésiens expérimentés passèrent un marché avec les musulmans philippins du Front islamiste de libération Moro afin d'installer des camps dans les bastions musulmans de Mindanao, Jolo et Basilan, dans le sud-est de l'archipel. Une centaine de volontaires s'entraînaient en Afghanistan, et ils étaient peut-être le double à Mindanao dès 1996. En 2000, l'armée philippine ferma le site de Mindanao qui accueillait la Djamaa Islamiya, dont l'existence n'était offi-

ciellement connue que depuis la fin des années 90. (En 2003, on découvrit un autre camp clandestin à Mindanao, au grand embarras des autorités philippines.)

Si les djihadistes du Sud-Est asiatique recevaient des fonds de Ben Laden, ils étaient néanmoins pourvus de leur propre réseau d'écoles et de mosquées, et défendaient un programme indépendant de celui d'Al-Qaida. Ils rêvaient pour leur part d'instaurer un califat réunissant tous les musulmans d'Asie du Sud-Est, mais n'adhéraient pas à l'idéal du djihad planétaire prôné par Ben Laden. Quant à l'agitation musulmane au sud des Philippines, le phénomène n'était ni récent ni imputable à Ben Laden. À Manille, une guerre civile s'était éternisée pendant des années (financée un moment par le Libyen Mouammar Kadhafi qui, s'il a trempé de son côté dans le terrorisme, n'éprouvait aucune sympathie pour les djihadistes[14]). En ce qui concerne les États-Unis, ils s'étaient frottés pour la première fois aux insurgés philippins de Mindanao après la guerre hispano-américaine de 1898. C'est d'ailleurs de là que date l'invention du toujours classique Colt.45, une arme de poing assez puissante pour arrêter les plus irréductibles des Moros – le nom que les Américains donnaient à ces musulmans philippins qu'ils avaient tant de mal à soumettre.

Il semblerait que les gouvernements occidentaux, même à la suite des attentats contre les ambassades d'Afrique de l'Est, aient presque tout ignoré de ce que m'expliquait l'avocat Zayat sur les relations entre Ben Laden et Zawahiri, les caractéristiques de l'islamisme radical indonésien et autres subtilités propres au mouvement du djihad. Apparemment, les choses n'avaient pas beaucoup bougé depuis le rapport franc et direct remis par la CIA le 1er juillet 1996, peu après que Ben Laden eut quitté Khartoum. La CIA se plaignait de « ne disposer d'aucune source unilatérale proche de Ben Laden, ni de moyens fiables pour intercepter ses communications. Nous sommes tributaires de services secrets étrangers si nous voulons confirmation de ses déplacements et activités. Aucun informateur ne nous a renseignés sur les cellules factieuses saoudiennes basées en Arabie Saoudite, et nous ne savons quasiment rien de l'endroit où se trouvent ces cellules, de leur taille, leur composition et leurs menées[15] ».

Une vieille connaissance de la CIA à Washington se disait alarmé par le décalage entre les sommes constamment englouties par le gouvernement dans l'action antiterroriste et les modestes résultats obtenus. Un an après les attentats en Afrique de l'Est, il fut abasourdi d'apprendre la récente acquisition de jets privés qui, si j'ai bien compris, étaient mobilisés en permanence, prêts à parachuter les experts de l'antiterrorisme sur les lieux du prochain attentat. Ses anciens employeurs semblaient très fiers de cette marque de prévoyance, mais il était loin de partager leur opinion. Selon lui, le seul fait d'attendre ainsi l'attaque suivante montrait bien que quelque chose clochait dans ce programme antiterroriste tellement vanté.

D'anciens membres de la CIA plus jeunes que celui-ci avaient tiré des conclusions semblables à la fin de la guerre froide, et renoncé à travailler pour le gouvernement. Je pourrais citer Reuel Marc Gerecht, à ce point déçu par le manque d'imagination de l'Agence qu'il donna sa démission au début des années 90, et ne se priva pas de cracher dans la soupe par-dessus le marché. Bien avant le 11 septembre, il vilipendait dans les pages d'opinion des journaux sa paresse intellectuelle et son incompétence opérationnelle. Lui-même avait suivi à Princeton les cours d'arabe et de farsi du professeur Bernard Lewis avant d'entrer à la direction des Opérations de la CIA ; il avait affûté ses connaissances sur l'Iran en passant des années au consulat d'Istanbul, où il interrogeait des Iraniens venus demander des visas dans le but de recruter des agents. Il finit par craquer en réalisant que personne à Langley ne partageait sa fascination pour les questions iraniennes, pas assez en tout cas pour parcourir, et encore moins lire, la presse iranienne que recevait l'Agence [16].

À la fin de la guerre froide, l'Agence fut confrontée à une telle pénurie de linguistes confirmés qu'elle en arriva à recruter des mormons, sous prétexte que l'apprentissage des langues les plus ardues faisait partie de leur mission prosélyte internationale. Manifestement, personne ne perçut l'ironie, ni le danger, qu'il y avait à utiliser ces mormons si propres sur eux pour infiltrer les milieux étrangers les plus louches, à plus forte raison un mouvement islamiste qui se targuait de contrôler soigneusement ses recrues. « La CIA ne dispose probablement pas d'un seul arabophone qualifié, originaire du Moyen-Orient et capable de se faire passer pour un intégriste musulman, décidé qui

plus est à vivre des années dans les montagnes d'Afghanistan, sans femmes ni nourriture convenable, fit remarquer Gerecht. On ne faisait pas ce genre de choses[17]. » Quoi qu'il en soit, le ridicule avait la vie dure au sein de l'Agence. Le responsable de ce que le jargon de Washington appelle les « -stan » – les régions à majorité musulmane de l'ex-empire soviétique – passe pour avoir diverti ses collègues en annonçant invariablement lors des réunions de travail : « Pas d'agents hier, pas d'agents aujourd'hui, et pas d'agents demain. » Au lendemain de la guerre froide, à quoi bon se tracasser pour l'Asie centrale, aux marches de l'ancien empire d'un ennemi déchu ?

Et pourquoi se soucier des Russes, qui s'inquiétaient beaucoup des percées islamistes aux confins méridionaux de leur territoire, et comptaient sur Washington pour enrayer le soutien du Pakistan et de l'Arabie Saoudite aux djihadistes[18]. Seule l'enquête du Congrès sur les déficiences des services secrets à l'occasion du 11 septembre convainquit le Département d'État et les diverses agences de renseignement de recruter des Arabo-Américains de la première ou deuxième génération qui maîtrisaient toujours parfaitement la langue de leurs ancêtres[19]. Sans linguistes parmi leur personnel, les agences de renseignement américaines concurrentes – la CIA, la DIA (Defense Intelligence Agency), la fouineuse NSA (National Security Agency) et le NRO chargé de conduire la reconnaissance par satellite – se retrouvaient dans l'incapacité de trier la masse toujours plus grande d'e-mails et de conversations téléphoniques interceptées qu'engrangeaient les services de surveillance électronique de Washington.

Dans de telles circonstances, plus le système de captage était performant, plus était forte la proportion de données non analysées[20]. Ce n'était d'ailleurs pas le seul goulet d'étranglement à invalider les efforts de la lutte antiterroriste. L'enquête du Congrès, et un certain nombres de livres écrits par des membres de l'administration Clinton, soulignaient une infinité de failles, des classiques luttes de pouvoir entre les différentes agences du gouvernement – tout spécialement l'antagonisme invétéré entre la CIA et le FBI – aux réticences du Pentagone à déployer des troupes dans des conflits mineurs[21].

Installé dans l'élégante salle d'attente du ministère des Affaires étrangères taliban, un des seuls immeubles à peu près intacts

d'une capitale dévastée par les combats, je me demandais en ce 12 octobre 2000 si l'un de ces conflits mineurs allait se déclarer ici et maintenant. Après l'attaque des ambassades africaines en 1998, l'administration Clinton s'était préparée aux hostilités, du moins en paroles, avertissant plusieurs fois les talibans qu'ils seraient tenus pour responsables en cas de nouveaux attentats d'Al-Qaida. Le président rendit publique une nouvelle découverte des services secrets légitimant l'usage de la force pour faire plier les talibans, et, si nécessaire, éliminer physiquement Ben Laden. Quelques minutes plus tôt, j'avais appris par les informations de BBC World, dans ma chambre d'hôtel, qu'une attaque terroriste avait failli couler le *USS Cole*, un destroyer coûtant un milliard de dollars, pendant une escale de ravitaillement à Aden, le plus grand port du Yémen. Bourrée d'explosifs lourds disposés de manière à provoquer un maximum de dégâts, une petite embarcation en fibre de verre pilotée par deux kamikazes avait foncé sur le *Cole* et largement déchiré sa coque au niveau de la ligne de flottaison, causant la mort de 19 membres d'équipage et 250 millions de dollars de dégâts matériels [22]. Je compris dès le premier compte rendu de la BBC que l'attaque portait la signature d'Al-Qaida : longue préparation, planification minutieuse et audace dans l'exécution. Malgré les attentats d'Afrique de l'Est vingt-six mois plus tôt et la solide réputation d'anarchie et d'activisme islamiste qui collait à Aden, le personnel de bord du *Cole* avait négligé la législation maritime requérant la protection de tireurs d'élite lors des escales dans le port yéménite [23].

Je me trouvais dans cette salle d'attente parce qu'on m'avait promis une interview avec le ministre des Affaires étrangères, qui avait décidé à la dernière minute de se rendre à Kandahar. Je souhaitais depuis un certain temps m'entretenir avec ce ministre, à qui l'on prêtait un minimum d'indépendance d'esprit et qui passait pour un modéré dans les cercles talibans. Puisqu'il était absent, il ne me restait plus qu'à partir. Je me suis demandé brièvement si le ministère comptait parmi les cibles militaires de choix, me rappelant avoir lu qu'il fallait six heures pour régler le gyroscope avant un tir de missiles de croisière. Je résolus donc de rester, et rencontrai à la place du ministre un jeune homme crispé d'une trentaine d'années. Voyant que ses réponses – ou plutôt ses absences de réponse – à mes questions sur les talibans, le Pakistan, Ben Laden et les États-Unis met-

taient déjà ses nerfs à rude épreuve, je jugeai plus sage de ne pas mentionner l'affaire du *USS Cole*. Même pour un fonctionnaire censément rompu à transmettre au monde un portrait riant du régime taliban, débiter des réponses ambiguës à l'un de ses innombrables visiteurs avait de quoi donner des sueurs froides, en dépit de la clémente fraîcheur de cette journée d'automne. Je me suis délecté de son embarras, et j'ai bien remarqué la joie et le soulagement visibles avec lesquels il accueillit mon départ et fit entrer deux avenants mollahs de ses amis.

Je repensais sans cesse à l'après-midi que j'avais passé quelques jours plus tôt dans les jardins d'Amanoullah à Jalalabad (ainsi nommés en hommage à un dirigeant dont les malheureux penchants pro-occidentaux avaient précipité la chute dans les années 20). Amir Shah, correspondant débrouillard d'Associated Press à Kandahar, était venu me chercher au poste-frontière de Torkam, à la limite du Pakistan, pour me conduire dans la capitale. Comme il l'escomptait, les jardins étaient à l'abri de la police religieuse, et regorgeaient de citoyens ordinaires spécialement communicatifs. Une jeune fille essaya de me vendre une chèvre tandis qu'un marchand de tapis déplorait la rareté des touristes et des diplomates, mais ce fut une petite bande de mécanos qui m'apporta les informations les plus intéressantes. Nous les avions déjà rencontrés dans le garage en plein air où nous faisions réparer le véhicule de l'AP pour une panne bénigne. Ils venaient dans les jardins chaque après-midi afin d'échapper au service religieux obligatoire, une loi appliquée avec plus ou moins de rigueur par le ministère pour la Répression du vice et la promotion de la vertu. Ces garçons avaient grandi dans les camps de réfugiés de Peshawar pendant l'occupation soviétique.

Leur façon de sécher la prière de l'après-midi montrait bien que les talibans ne risquaient pas de les récupérer. Bien sûr ils connaissaient les sbires de Ben Laden, puisque leur garage réparait fréquemment les véhicules des Arabes, essentiellement des 4x4 à vitres teintées. Ils ne s'intéressaient pas beaucoup aux Arabes et estimaient que cette indifférence était réciproque. Cela dit, ils semblaient apprécier encore moins les Pakistanais, conséquence des mauvais traitements endurés dans les camps qu'ils avaient quittés depuis peu. Ils rêvaient de trouver un moyen de gagner la ville de Dubaï et de dénicher un emploi dans ce port

ouvert sur le monde entier. Pourtant, lorsque je leur demandai ce qui se passerait si une armée étrangère, et plus précisément occidentale, s'en prenait aux talibans et aux hommes de Ben Laden, ils déclarèrent à l'unanimité qu'ils embrasseraient la cause du djihad.

Ils exprimaient leurs opinions sans passion, comme si elles coulaient de source et n'entraient pas en contradiction avec leurs critiques sur les Arabes et les talibans. Même s'ils ne se référaient pas explicitement au *pushtunwali*, leur réaction témoignait d'un respect inconditionnel pour le code traditionnel qui gouvernait en grande partie l'organisation tribale des Pachtounes de chaque côté de la frontière. C'était en quelque sorte un mode de fonctionnement par défaut[24]. Les États-Unis en firent les frais lorsque les talibans, en majorité pachtounes, se remirent en un peu plus d'un an de leur rapide effondrement à l'automne 2001, et commencèrent à monter des attaques de plus en plus perturbatrices en Afghanistan depuis leurs positions sur les terres tribales du Pakistan, où une partie des Pachtounes vivent en permanence.

Il est rare qu'une opération militaire américaine soude une nation aussi étroitement que la campagne qui a mis en déroute les talibans. Les 3 000 victimes de New York, de Washington et de Pennsylvanie servirent de justification au châtiment longtemps différé des talibans et d'Al-Qaida, qui avaient déjà reçu de multiples mises en garde. Les principaux alliés de l'Amérique donnèrent leur aval sans l'ombre d'une hésitation. Pourtant, le succès fulgurant des débuts fut rapidement terni. Dans ce qui fut décrit comme leur plus grave erreur militaire dans la guerre contre Al-Qaida, les États-Unis eurent le tort de ne pas affecter immédiatement des troupes terrestres à la bataille de Tora Bora, redoute montagnarde de Ben Laden proche de la frontière pakistanaise, qu'il utilisait depuis le conflit avec les Soviétiques[25].

Les miliciens afghans mal équipés, et peut-être corrompus, que les États-Unis chargèrent de combattre les soldats de Ben Laden échouèrent à mener à bien l'offensive, et furent soupçonnés de s'être laissés copieusement soudoyer pour favoriser la fuite des hommes d'Al-Qaida. On raconta que ces milices

avaient pour chefs des Pachtounes qui connaissaient Ben Laden depuis les années 80 et partageaient l'affection qu'il inspirait à leurs cousins du Pakistan. La présence à Tora Bora de Ben Laden et d'un millier de combattants environ fut signalée au début du mois de décembre : les prisonniers d'Al-Qaida déclarèrent à leurs geôliers qu'il avait transmis des ordres de cet endroit le 3 décembre, et un message téléphonique – à relais terrestre ou satellite – de Ben Laden haranguant ses troupes fut intercepté une semaine plus tard[26]. Il réussit néanmoins à s'échapper, probablement en empruntant des chemins muletiers pour passer au Pakistan avec la majorité de ses hommes. Un rapport militaire établit que seule une poignée de combattants d'Al-Qaida avait trouvé la mort, et que 23 d'entre eux avaient été capturés[27].

Le retard toujours inexpliqué du Pentagone à envoyer au feu la 10e division de montagne fit enrager les troupes d'élite britanniques stationnées à proximité – 60 hommes du Special Boat Service. Convaincus d'avoir localisé Ben Laden, ils envisageaient de le piéger ou de le tuer, mais reçurent l'ordre de n'en rien faire[28]. Le Pentagone s'est bien gardé d'exposer ses réflexions là-dessus. Mais le temps gaspillé en tergiversations, la volonté de limiter le nombre des victimes américaines et l'habitude de Washington de diriger en détail même les plus modestes déploiements de troupes influèrent sérieusement sur la prise de décision. En définitive, aucune troupe américaine, pas même la Delta Force spécialement formée à cet effet, ne fut chargée de barrer la route aux unités d'Al-Qaida qui se repliaient vers leur retraite pakistanaise. Si les Américains n'envoyèrent pas de troupes terrestres, les généraux à la tête des opérations n'autorisèrent pas non plus les Britanniques à intervenir[29]. « Au bout de quelques semaines, les gradés britanniques racontaient en privé que le haut-commandement américain avait mis son veto à la proposition de poster des troupes sur les pistes d'altitude, prétextant qu'en raison de la neige abondante, des nuages bas et des violentes bourrasques, un affrontement armé présentait trop de risques[30]. » Les Britanniques laissaient clairement entendre que leurs hommes à eux avaient déjà évalué le danger et se sentaient prêts à l'assumer. Cette version des faits en suscita une autre : les forces britanniques ne demandaient qu'à « passer à l'action », mais les chefs militaires américains n'auraient pas

toléré que quelqu'un d'autre, pas même leur allié le plus proche, « recueille les lauriers de la victoire [31] ». Sans ce bouclier, il était impossible de contraindre le Pakistan à surveiller son propre côté de la frontière, et à tuer ou à faire prisonniers les fugitifs d'Al-Qaida au terme de leur épuisant trajet de six heures depuis Tora Bora.

On trouvera peut-être un éclaircissement dans la nouvelle doctrine militaire du secrétaire d'État à la Défense Donald H. Rumsfeld, qui se servit de la campagne afghane pour étayer sa conviction selon laquelle les réflexions de l'armée américaine restaient engluées dans des notions de grosse artillerie associées à une guerre froide révolue contre une Union soviétique défunte. L'armée avait grand besoin de changements révolutionnaires. En misant sur l'armement léger des Forces spéciales épaulées par les milices de l'Alliance du Nord et les tirs aériens, Rumsfeld voulait donner une leçon à un état-major trop attaché au passé [32]. En tout cas, leur échec à éliminer physiquement Ben Laden lui donna l'occasion de resservir sa rengaine favorite – la prétendue lâcheté des militaires américains, qui rechignaient à en découdre sur le champ de bataille avec les dévoués soldats de Ben Laden [33].

Dans le contexte de la victoire-éclair sur les talibans, les Américains commencèrent par trouver ce raisonnement absurde. Mais les djihadistes, et plus largement le monde musulman, n'étaient pas du tout du même avis. La présence de Ben Laden à Tora Bora et « le fait miraculeux » qu'il ait pu échapper à la puissance de feu américaine ne faisaient que rehausser son prestige. Et ce n'était que le début. Ben Laden et Ayman al-Zawahiri se manifestèrent bientôt par des messages sur cassettes audio diffusées par Al-Jazira et d'autres chaînes satellites arabes. Le Pakistan, qui s'était brusquement rangé dans le camp des Américains après le 11 septembre, montra des signes d'hésitation. Le président Moucharraf limogea soi-disant 20 % des 12 000 officiers de l'ISI, déclarés non fiables, mais les services de renseignement occidentaux doutaient qu'il ait renvoyé tous les adeptes des talibans. Quoi qu'il en soit, Moucharraf se trouvait dans une position d'équilibriste, et sa subite obéissance aux requêtes américaines fut assez impopulaire dans son pays pour que ses détracteurs le surnomment « Busharraf [34] ».

Peu après les événements de Tora Bora, l'intérêt du président

se porta ailleurs. Dès le début 2002, il s'abstint ostensiblement de prononcer le nom de Ben Laden et abandonna en même temps la rhétorique du « mort ou vif » adoptée dans le sillage du 11 septembre. Qu'il soit mort ou pas, le « méchant » favori de Bush se cachait en un lieu inaccessible, sur le terrain accidenté de la frontière pakistano-afghane. Il ne fallut que quelques mois pour que des Américains moqueurs baptisent Ben Laden *Oussama bin forgotten* : « Oussama l'Oublié ». Le président lui-même contribuait à produire cette impression en s'efforçant de minimiser son importance[35]. Comme on en eut bientôt la certitude, Bush était déjà en train de fourbir ses armes contre l'Irak. Au dire de l'ancien secrétaire d'État au Trésor, il annonça en privé son désir de renverser Saddam Hussein dès sa première réunion avec le Conseil national de sécurité en janvier 2001, une semaine à peine après son investiture[36]. Il se passerait encore huit mois avant que les événements du 11 septembre ne focalisent brutalement son attention sur le terrorisme et modifient le cours de son mandat.

Lors de son discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, Bush relégua au second plan l'insaisissable Ben Laden et chercha à élargir sa vision. C'était désormais l'« axe du mal » qui occupait le centre de ses pensées, un terme désignant l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord. Au mois de juin, il exposa sa « doctrine de préemption » lors de la cérémonie de remise des diplômes à l'académie militaire de West Point. Au début de l'été, il était devenu évident qu'il projetait de renverser le régime de Saddam, tigre de papier qui requérait toutefois une rigoureuse préparation tactique et une consolidation progressive des forces stationnées dans le Golfe. Bush était persuadé que sa « guerre contre le terrorisme », qui avait tellement séduit ses administrés, serait servie par la chute de Saddam, ce même individu, souligna-t-il, qui avait tenté en 1993 d'assassiner « papa » au Koweït.

Quelques jours à peine après les attentats de New York et de Washington, les néoconservateurs influents de l'administration Bush s'étaient emparés de la guerre contre l'Irak dans l'espoir de remodeler le Moyen-Orient. Selon eux, seule une refonte totale pourrait garantir l'avènement de la démocratie, neutraliser les alliés corrompus d'Égypte, d'Arabie Saoudite ou du Pakistan, et imposer une nouvelle donne à des adversaires comme la Syrie ou l'Iran. Leur stratégie consistait à faire tomber

Saddam tout en réduisant et désarmant les forces armées irakiennes. Le futur Irak débarrassé de Saddam n'en serait pas moins riche en ressources pétrolières, mais cesserait d'être le pays arabe le mieux armé, menace pour ses voisins et, naturellement, pour Israël. Une bonne partie des idéologues défenseurs de ces thèses radicales – Richard Perle, ancien président du Conseil consultatif de défense, organe consultatif du Pentagone, le sous-secrétaire d'État à la Défense Paul Wolfowitz et les acolytes qu'ils disséminaient un peu partout au Pentagone et dans les services du vice-président Dick Cheney – cultivaient avec Israël des liens de longue date, et plus particulièrement avec la droite israélienne. Perle et Douglas Feith, numéro 3 à la Défense, avaient participé en 1996 à la rédaction d'un document au profit du Premier ministre de droite nouvellement élu Benjamin Netanyahu, préconisant l'éviction de Saddam qu'il décrivait comme « un objectif stratégique israélien de première importance », dans la mesure où « l'avenir de l'Irak risquait d'affecter en profondeur l'équilibre stratégique au Moyen-Orient[37] ». Rien d'étonnant à ce que les observateurs des pays arabes et même au-delà aient interprété la politique de Bush comme une manœuvre impérialiste, ou plutôt comme les prémisses à un condominium israélo-américain.

Parmi les principaux alliés de Washington, la logique de Bush ne fut comprise que des seuls Britanniques, ce qui refroidit sensiblement les relations transatlantiques. C'était une chose d'écraser Al-Qaida et les autres groupes terroristes, c'en était une autre de chambouler le Moyen-Orient. Effectivement, ses détracteurs du Moyen-Orient, d'Europe et d'ailleurs rétorquèrent qu'une telle attitude, loin de desservir les djihadistes, ne ferait qu'ajouter à leur prestige. En refusant obstinément de marcher dans les brisées de l'administration Clinton et de promouvoir l'entente israélo-palestinienne, le gouvernement Bush faisait ouvertement la nique à ses prédécesseurs et laissait à peu près le champ libre à Israël pour la répression des Palestiniens. La position de Bush offusqua les musulmans du monde entier, et tout spécialement les gouvernements des pays arabes, qui redoutaient qu'une telle approche ne radicalise leurs propres citoyens tout en augmentant la puissance et la popularité de Ben Laden. Les opinions de Bush divisèrent également l'establishment américain, qui se méfiait d'un engagement idéologi-

que tenu pour responsable du désastre vietnamien de la génération précédente. Les États-Unis étaient indubitablement la seule superpuissance militaire de la planète, mais la préparation – et la poursuite – de la guerre en Irak rendirent plus aiguë la pénurie de linguistes et de spécialistes du monde arabe au sein du renseignement.

On détourna vers l'Irak des troupes terrestres qui auraient pu servir à sécuriser l'Afghanistan et à garantir la totale coopération d'un régime pakistanais soumis à une influence djihadiste qui s'étendait au-delà des cercles militaires au pouvoir. Au lieu de conclure, avec la bénédiction d'une grande partie du monde, l'éprouvante guerre contre Al-Qaida, l'empressement de Bush à renverser le gouvernement irakien suscita de vives résistances du côté des Nations unies, sous la houlette de la France, de l'Allemagne et de la Russie. Juste avant le début des affrontements en Irak, en mars 2003, un sondage d'opinion fit état d'un brusque effondrement du soutien international aux États-Unis, qui touchait aussi bien les nations musulmanes critiques, comme on pouvait s'y attendre, que des alliés de l'OTAN tels que la Grande-Bretagne, l'Espagne et la Pologne, qui approuvaient pourtant la guerre[38].

Alors que les observateurs afghans avaient l'impression d'assister à une fâcheuse répétition des erreurs qui avaient favorisé l'accession au pouvoir des talibans, le gouvernement Bush proclamait avec contrition que les États-Unis avaient tiré les dures leçons de leur départ intempestif après le retrait des Soviétiques, en 1989. Malgré ses véhémentes protestations de solidarité au nouveau gouvernement de Hamid Karzaï soigneusement choisi par Washington, l'administration Bush n'envoya qu'une division d'infanterie sur la zone pachtoune d'Afghanistan. Les États-Unis avaient commencé par s'opposer au déploiement des forces internationales – essentiellement composées d'effectifs de l'ONU – chargées de protéger Kaboul et de sécuriser les provinces. Elle préféra se reposer sur son alliance avec les seigneurs de la guerre qui avaient participé au renversement du régime taliban.

Ces chefs locaux puissants et souvent corrompus ne trouvaient aucun avantage dans un pouvoir central fort, que Washington présentait sans conviction mais de manière insistante comme le meilleur moyen d'assurer la sécurité et la

reconstruction de l'Afghanistan. Les responsables à Washington, trop absorbés par les préparatifs de guerre en Irak, ne prêtaient guère attention aux signes précurseurs d'une résurgence de l'activité des talibans dans le sud et le sud-est de l'Afghanistan. Dès le début 2003, on signala que des agents de l'ISI aidaient des infiltrés talibans venus des zones tribales pachtounes du Pakistan à passer en Afghanistan. Leur présence occasionna des plaintes de la part des dirigeants américains et afghans, qui se soldèrent par l'arrestation d'un nombre non divulgué d'officiers de l'armée pakistanaise en contact avec Al-Qaida.

Comme toujours, le Pakistan adoptait une position équivoque. Dans les mois qui suivirent le 11 septembre, il assista les États-Unis dans la traque des cadres d'Al-Qaida. Des agents de Ben Laden se firent interpeller par centaines dans le monde entier, mais surtout au Pakistan, comme le soulignait Moucharraf pour sa défense. C'est en effet dans son pays que furent appréhendés la majorité des leaders terroristes. (À l'exception notable de Mohammed Atef, le premier des chefs du réseau à s'être fait tuer en Afghanistan en 2001, touché par le tir de missile Hellfire d'un drone Predator dernier cri.) À partir de début 2002, des centaines de prisonniers de moindre envergure furent transportés à Guantanamo, une base navale au statut juridique flou dont Cuba avait monnayé un siècle plus tôt la cession aux États-Unis pour une durée indéterminée. Ils y étaient détenus en tant que « combattants ennemis », une étiquette spécialement concoctée par l'administration pour les priver du statut de prisonnier de guerre qui leur aurait donné droit aux services d'un avocat.

De plus grosses prises furent mises au secret dans des « lieux non communiqués » qui incluaient soi-disant la Thaïlande, les pays arabes amis, la base aérienne de Bagram au nord de Kaboul et même Diego Garcia, ce microscopique archipel de l'océan Indien dont les autorités coloniales britanniques avaient chassé les indigènes des décennies plus tôt pour permettre aux Américains d'entreposer leur matériel et de construire une base aérienne. La notion de « restitution » se chargeait d'un sens nouveau. Il s'agissait initialement d'un euphémisme juridique entré dans le lexique de l'antiterrorisme américain au milieu des années 80, pour désigner l'envoi aux États-Unis de suspects

étrangers recherchés sans en passer par les complexités techniques des traités d'extradition – dans les cas où de tels accords étaient en vigueur. De plus en plus, cependant, les États-Unis préféraient « restituer » les individus suspectés d'actes terroristes aux pays du tiers-monde, et tout particulièrement aux pays arabes connus pour soumettre les prisonniers à des interrogatoires musclés et se dispenser de leur réciter leurs droits. Après le 11 septembre, des agents des services secrets manœuvrèrent pour persuader un vétéran du djihad nommé Mohammed Aydar Zammar, un citoyen allemand né en Syrie et prétendument lié au chef des kamikazes Mohammed Atef, de prendre en Allemagne un vol à destination du Maroc, où les autorités, prêtes à coopérer, le firent monter à bord d'un avion pour Damas. L'opération s'effectua à l'insu du gouvernement allemand, et les Syriens transmirent aux États-Unis une partie au moins des informations issues de l'interrogatoire.

Maher Arar, un ressortissant canadien d'origine syrienne, eut pour sa part davantage de chance. Considéré par les États-Unis comme un membre d'Al-Qaida, il fut appréhendé par les autorités à New York en 2002, alors qu'il était en transit à Kennedy Airport pour regagner le Canada après des vacances en Tunisie. Après treize jours de mise au secret à New York, on le fit monter dans un avion à destination de la Jordanie, d'où on le conduisit en Syrie. Là, il fut mis en prison, interrogé, et resta incarcéré pendant 374 jours. Contrairement à Zammar, il eut finalement la possibilité de rentrer dans son pays, grâce à la colère du gouvernement canadien, qui exigea son retour. Le 22 janvier 2004, Arar, qui dénonçait les tortures barbares subies en Syrie, entama des poursuites contre le gouvernement américain à New York, pour arrestation et expulsion abusives et préjudices divers, une action qualifiée par ses avocats de « première remise en question des restitutions exceptionnelles ». Il accusait les États-Unis de l'avoir dirigé à dessein vers Damas, sachant que « la Syrie pouvait obtenir des informations en employant des méthodes [...] que ce pays et les autres États démocratiques jugeraient légalement et moralement intolérables ». Bien que les violations des droits de l'homme commises par la Syrie fussent de notoriété publique, le secrétariat à la Justice allégua curieusement « qu'il s'était assuré au préalable que M. Arar serait traité humainement[39] ».

Les autorités américaines certifièrent qu'elles n'avaient pas infligé de tortures à leurs prisonniers, jugeant apparemment acceptables la privation de sommeil, la mise en isolement, les positions inconfortables dans des lieux exigus et les températures extrêmes. Elles ne voyaient non plus rien d'anormal dans l'administration de psychotropes, comme le sodium pentothal[40]. Les geôliers d'Abou Zoubeïda, qui avait reçu une balle dans l'aine au moment de son arrestation à Fayçalabad au Pakistan, en mars 2002, lui accordaient et lui confisquaient tour à tour ses analgésiques. On ne s'étonnera pas vraiment qu'il ait fourni des informations ayant mené à l'interpellation de Joseph Padilla à l'aéroport O'Hare de Chicago le 8 mai 2002, alors qu'il descendait d'un avion en provenance de Zurich. Padilla, un Porto-Ricain de Chicago converti à l'islam pendant un séjour en prison en Amérique, fut accusé d'avoir participé à une mission de reconnaissance en vue de poser une « bombe sale ». Quoique citoyen américain, il fut détenu à bord d'une prison navale en Caroline du Sud en tant que « combattant ennemi » et n'eut pas accès à un avocat.

Dans les mois puis les années qui suivirent le 11 septembre, les arrestations, les interrogatoires et les analyses de documents saisis – sur papier ou sur des disques durs d'ordinateurs – finirent par porter leurs fruits, au même titre que la tâche fastidieuse qui consistait à rassembler des centaines voire des milliers de transcriptions d'interrogatoires et à confronter les détenus aux témoignages des autres prisonniers. Les dispositions du *USA Patriot Act* facilitaient les arrestations, et la plupart des pays n'avaient pas la moindre envie de contrer les États-Unis, surtout pas les petits États musulmans accusés d'héberger des terroristes. Sur le papier, il y avait toutes les raisons d'être optimiste, pour autant que l'on se fie aux chiffres encourageants et qu'on les pousse témérairement jusqu'à leurs ultimes conséquences. Officiellement, Al-Qaida était en déroute, privé de son sanctuaire afghan, affaibli par la capture ou l'élimination de 60 à 75 % de ses leaders, la mort ou l'emprisonnement de 3 000 agents, et la dispersion des cadres et des fantassins survivants[41].

Le travail méticuleux de la police, à l'échelle nationale et internationale, secondé par les systèmes d'écoute high-tech et autres procédés de surveillance électronique, permit aux États-

Unis d'en apprendre beaucoup sur l'objet de leurs recherches, et de mesurer l'étendue de leur ignorance initiale. Les talibans et Al-Qaida témoignaient une méfiance excessive aux étrangers, autrement dit à quiconque n'avait pas été rigoureusement contrôlé par leur service de sécurité. (Ainsi, les talibans avaient suffisamment surveillé John Walker Lindh pendant les mois précédant le 11 septembre pour juger de son engagement, mais son statut de fantassin ne lui permit pas de connaître les structures d'Al-Qaida ni de pénétrer les cercles décisionnels.) Lorsque les agents se contactaient par téléphone ou par mail, le système de détection américain, familièrement surnommé « Big Ears », interceptait ce que les officiers du renseignement appelaient « blabla » ; cependant, ces conversations ordinaires mais codées étaient pratiquement impossibles à décrypter. Quand la communication verbale directe posait des problèmes, Al-Qaida s'adjoignait des messagers, notamment des femmes, qui attiraient moins les soupçons que les hommes.

Pour citer un chef de station de la CIA longtemps en poste dans la région, avant le 11 septembre « nous disposions en Afghanistan d'agents datant de l'époque du djihad antisoviétique ; nous leur avons fait reprendre du service, mais aucun ne se trouvait dans l'intimité de Ben Laden ou du mollah Omar ». On comprend donc mieux qu'il ait fallu parfois si longtemps pour reconstruire le puzzle à partir de données qui semblaient pourtant évidentes. Rien n'illustre mieux les progrès de l'information américaine que l'affaire Khaled Cheikh (Sheikh) Mohammed (ou KSM, comme le désignaient les experts de l'antiterrorisme américain). Ce n'est que huit mois après le 11 septembre que les services secrets américains réalisèrent qu'il se trouvait non seulement au centre des attaques de New York et de Washington, mais aussi des attentats en Afrique de l'Est et de l'opération contre le *USS Cole*[12]. Bizarrement, on détenait depuis plusieurs années des informations sur KSM, et le FBI avait même promis une récompense de 2 millions de dollars en échange de sa capture. Pourtant, son nom n'apparut pas avant décembre 2001 sur la liste des 22 cadres d'Al-Qaida les plus recherchés (la prime passa du même coup à 25 millions de dollars, le prix de la tête de Ben Laden.) Son talent pour échafauder des opérations minutieuses était déjà bien affirmé lorsqu'il collabora avec son neveu Ramzi Youssef, qui avait organisé en

1993 l'attentat du World Trade Center avant de s'enfuir à Manille, où il s'associa avec KSM.

Ils y mirent au point un plan élaboré, connu sous le nom de « projet Bojinka » (un mot inventé, censé signifier « grosse explosion » en serbo-croate), dans le but de faire sauter à peu près simultanément des dizaines d'avions de ligne américains au-dessus du Pacifique au cours de l'hiver 1995. Le complot fut déjoué à cause d'une explosion accidentelle dans l'appartement que Youssef louait à Manille, où fut saisi un ordinateur qui livra, après décodage de ses fichiers, une mine d'informations. Youssef parvint à se sauver, mais il se fit arrêter un an plus tard à Islamabad. On en savait désormais assez sur KSM, dont la photographie figurait dans les dossiers informatiques de Youssef, pour qu'un grand jury de New York l'inculpe pour actes terroristes en 1995. Grâce à un mélange de chance et de savoir-faire hors du commun, KSM s'était débrouillé pour échapper à ses poursuivants dans plus de 20 pays. Il se cachait derrière une bonne cinquantaine de pseudonymes, et même avant le 11 septembre, son nom figurait sur une centaine de listes de suspects[43].

KSM était un génie du déguisement, ce qui n'est pas un mince exploit pour un bonhomme courtaud, obèse et dégarni. Il changeait régulièrement ses habitudes, annulant parfois des rendez-vous pour mystifier ceux qui le traquaient. Quand il habitait au Qatar, il possédait soi-disant vingt passeports différents et se faisait passer tour à tour pour un cheikh pétrolier du Golfe et pour un humble marchand d'eau bénite de La Mecque. Il parlait couramment quatre langues – le baloutche, sa langue maternelle, ainsi que l'anglais, l'urdu et l'arabe – avec un accent koweïtien prononcé. En effet, il avait grandi au Koweït – tout comme Youssef – avant de s'expatrier à 17 ans aux États-Unis, où il suivit dès 1982 une formation d'ingénieur en mécanique dans deux petites universités de Caroline du Nord. Il est originaire de la petite ville pétrolière de Fahaheel, une cité ouvrière au sud de Koweït City, où une foule de Palestiniens et d'autres musulmans misérables venaient chercher du travail dans les raffineries, mais se voyaient refuser la nationalité koweïtienne. KSM, Youssef et Wadih el-Hage comptaient parmi les habitants de Fahaheel enrôlés dans les rangs du djihad terroriste.

En 1995 et au début de 1996, KSM, installé dans l'émirat du Qatar, bénéficiait pour ainsi dire d'une protection officielle,

grâce à un membre de la famille au pouvoir qui procurait un asile aux vétérans du djihad antisoviétique d'Afghanistan. Le hasard a fait qu'au même moment, ce petit pays doté d'importantes réserves en gaz naturel cherchait activement à s'insinuer dans les bonnes grâces de Washington. Le Qatar conclut un accord d'exportation gazière avec Israël, et se trouva engagé de facto dans une alliance militaire qui assurait aux États-Unis une gigantesque base aérienne, des dépôts de matériel et un futur QG pour son centre de commandement, qui fut mis à contribution en 2001 pendant la guerre contre les talibans, et en 2003 lors du conflit irakien. À la grande fureur des États-Unis, des djihadistes bien renseignés du Qatar révélèrent à KSM, début 1996, que Washington avait percé à jour son travail de couverture comme ingénieur au service des eaux, et dépêché une équipe du FBI pour procéder à son arrestation. Louis Freeh, directeur du FBI à l'époque, écrivit au ministre qatari des Affaires étrangères : « On m'a malheureusement informé que Mohammed semblait s'être dérobé encore une fois à la vigilance de vos services de sécurité, et paraissait conscient de l'intérêt que lui porte le FBI. » De manière prophétique, Freeh observait qu'en échouant à arrêter KSM, on lui « donnait la possibilité, ainsi qu'à ses complices, de continuer à mener des entreprises terroristes ».

Il réussit en effet à s'enfuir, et avec le recul, les services secrets américains convinrent qu'ils avaient manqué leur meilleure occasion de déjouer les attentats du 11 septembre [14]. On signala la présence de KSM au Brésil, en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe. Quoi qu'il en soit, la pression était bien là. En 1996, ou plus probablement au début de l'année suivante, il se rendit en Afghanistan, repaire mythique des djihadistes en fuite, où il rencontra Ben Laden à Kandahar. Quant à savoir s'il s'agissait là de leur premier contact, les versions divergent, certains avançant qu'il avait été auparavant le garde du corps de Ben Laden. Ce qui est sûr, c'est que les deux hommes avaient séjourné au Pakistan dans les années 80, à l'époque de la guerre contre les Soviétiques. Toutefois, des milliers de djihadistes étrangers se trouvaient dans le même cas. D'après les responsables de l'antiterrorisme américain, Youssef et KSM avaient reçu des fonds de Ben Laden alors qu'ils vivaient aux Philippines au début des années 90 (au même titre que le Front islamiste de

libération Moro et qu'Abu Sayyaf, qui devint tristement célèbre en se spécialisant dans le kidnapping). Ben Laden nia fermement connaître Youssef, qui pour sa part ne prononça pas le nom de KSM lorsqu'il s'exprima librement devant les agents du FBI, croyant à tort que ses propos, tenus à bord du jet qui le ramenait du Pakistan, lieu de son arrestation, vers New York, ne pourraient pas être utilisés contre lui devant un tribunal. Rohan Gunaratna, expert sri-lankais d'Al-Qaida, affirme que Ben Laden démentait tout lien avec Youssef dans le but de protéger KSM, mais aucune preuve ne vint renforcer cette allégation. Toujours est-il que les deux Baloutches installés à Manille développèrent des penchants tout à fait indignes d'un musulman pour les bars à cocktails, les entraîneuses et la belle vie, et ne mirent jamais les pieds dans une mosquée[45].

Mais KSM n'était pas l'un de ces petits voyous qui vivent de menus larcins. Sa société Konsojaya générait assez de bénéfices pour lui permettre de rester à la tête d'une organisation indépendante. En réalité, sa véritable importance résidait ailleurs, dans son extraordinaire faculté à agir sans assistance extérieure. À l'instar de Carlos dit le Chacal ou du Libanais Imad Mugniyah, il possédait un don pour concevoir un projet terroriste et le mettre en place dans ses plus infimes détails. Organisateur émérite habitué à participer à toutes les étapes d'une opération, son attachement avisé aux détails faisait passer les autres agents d'Al-Qaida pour des amateurs. Lui-même, Youssef et leurs comparses donnaient l'impression d'œuvrer dans leur coin sans aucune subordination décelable à Al-Qaida. Ils formaient l'une de ces organisations parallèles avec lesquelles Ben Laden devait s'associer un peu partout dans le monde.

Mais le cas de KSM présentait une différence cruciale. Ben Laden savait toujours reconnaître l'excellence. À l'instar du propriétaire d'un club de basket, de base-ball ou de football américain, qui tient à recruter les talents les plus prometteurs, Ben Laden était décidé à cracher un maximum pour l'attirer dans son équipe. KSM pouvait se prévaloir de solides antécédents, et Ben Laden ne prenait donc pas de gros risques. Son nouveau chef des opérations avait pour fonction de planifier avec le plus grand soin des opérations terroristes de plus en plus complexes, qui requéraient le recrutement d'effectifs dévoués, de l'audace et, du moins pour le 11 septembre, de fortes sommes d'argent

– si l'on se rapporte aux critères habituels de Ben Laden. C'est seulement dans le courant de l'année 2002 que les experts de l'antiterrorisme américain réalisèrent que KSM se trouvait aux commandes de toutes les actions majeures d'Al-Qaida, à commencer par les attentats contre les ambassades en Afrique.

Toutes portaient l'empreinte de sa méticulosité : ses dispositions naturelles pour la conception de projets à long terme, la sélection judicieuse des djihadistes participants et la mise en place discrète de son équipe. Sa soigneuse orchestration d'une entreprise attestait un sens inné du timing, qu'il s'agisse d'acheter dans les meilleurs délais des camions ou un bateau (dans le cas du *USS Cole*) destinés à transporter une charge explosive, de choisir le moment opportun pour envoyer les pilotes prendre des leçons en Amérique, d'acheminer pile au bon moment un expert en explosifs pour les attentats d'Afrique de l'Est ou des renforts pour le 11 septembre, ou de maîtriser les subtilités du système bancaire et des transferts de fonds aux États-Unis et dans les Émirats arabes unis. Lorsque les enquêteurs américains commencèrent à élucider les attentats du 11 septembre, force leur fut de s'émerveiller devant le mélange de dissimulation et de transparence dont KSM avait usé pour maintenir ses 19 conspirateurs hors de l'écran-radar des services secrets et de la police américaine. Loin de se limiter aux États-Unis, les ramifications du complot s'étendaient jusqu'en Allemagne, où les amis hambourgeois de Mohammed Atta avaient fourni des pilotes et les principaux exécutants, et aussi en Afghanistan, en Grande-Bretagne, au Pakistan, aux Philippines, en Espagne et dans les Émirats arabes unis.

Il savait exactement quelle somme il pouvait transférer en une seule fois sans éveiller les soupçons des organes de contrôle américains. Ni Ben Laden ni ses principaux lieutenants n'avaient une connaissance aussi complète des usages de l'Occident. Après trois années d'études aux États-Unis, KSM avait acquis cette sensibilité et cette attention aux détails les plus minuscules qui caractérisent l'ingénieur efficace et le conspirateur perfectionniste. Et pourtant, le plan rigoureux et le réseau serré d'individus qui garantirent le succès des attentats du 11 septembre étaient étrangement dépourvus d'artifices. On peut même aller jusqu'à dire que l'opération dut sa réussite à sa transparence. Puisque les attentats contre le World Trade

Center étaient des missions « martyres » (autrement dit des attentats-suicides), il était inutile d'effacer ses traces ou d'adopter des identités d'emprunt. Ce qui explique que des indices parlants aient été laissés dans des voitures de location, et qu'on ait retrouvé le testament et les dernières volontés du leader Mohammed Atta, qui donnait des instructions précises pour ses propres obsèques.

Bien entendu, KSM et ses complices avaient pour eux l'avantage de la surprise quand il s'agissait de reconnaître une cible (des bandes vidéo de missions d'espionnage en Amérique furent saisies en Afghanistan). Même quand ses subordonnés commettaient des erreurs ou jouaient de malchance, c'était une fois leur tâche accomplie, et pas avant. Ainsi, ni lui ni Ben Laden ne parurent se soucier autrement des quatre hommes arrêtés, jugés et condamnés à perpétuité pour leur participation aux attentats d'Afrique de l'Est. Ils ne leur étaient pas indispensables [10]. Leur procès, et les informations qu'ils avaient dévoilées auparavant, enrichirent sans doute les dossiers des services américains sur Al-Qaida, mais ne gênèrent en rien la mise au point ultérieure de l'attaque du *USS Cole*, encore moins celle des opérations spectaculaires de New York et de Washington, autant de projets qui avaient requis des années de préparation.

La chance de KSM finit par l'abandonner en mars 2003. Des agents américains et pakistanais remontèrent sa piste jusqu'à un quartier de Rawalpindi, une ancienne ville de garnison coloniale appréciée des généraux pakistanais, qu'ils soient actifs ou en retraite. Il fut arrêté sans violence au domicile d'un particulier, ensommeillé et échevelé, vêtu d'un t-shirt blanc. Les autorités américaines jubilaient – réaction bien naturelle après de longs mois de résultats médiocres. Ils attachaient bien plus de prix à la capture de KSM qu'aux arrestations précédentes des leaders d'Al-Qaida, dont certains avaient été tués. Cette prise éclipsa l'assassinat au Yémen, en novembre de l'année précédente, de Qaed Saneyan al-Harthi, l'un des cerveaux de l'attentat contre le *USS Cole*, atteint par un missile Hellfire lancé par un drone Predator. Elle rejeta aussi dans l'ombre l'arrestation plus banale, dans le sultanat d'Oman, de Abd al-Rahim Nashiri, chef des opérations de Ben Laden pour la région du Golfe.

Son interpellation vola même la vedette à la capture de son acolyte Ramzi ben al-Shibh, au côté duquel KSM revendiquait

fièrement les attaques du 11 septembre dans un reportage diffusé par Al-Jazira pour le premier anniversaire des attentats. Naturellement, l'administration Bush espérait de tout cœur qu'on ne lui trouverait pas de successeur vaguement à son niveau. C'était une petite consolation, même s'il supervisait encore des projets en gestation au moment de son arrestation. Il jouissait d'une telle aura que Nizar Nashwari, un Tunisien qui avait exploité une agence de voyages, l'appela depuis un mobile pour obtenir son approbation personnelle avant de se faire exploser avec un camion piégé devant une synagogue, sur l'île touristique de Djerba. L'attentat, survenu en avril 2002, était la première opération d'Al-Qaida depuis le 11 septembre ; il coûta la vie à 14 Allemands et à quelques autres touristes étrangers, attestant que le groupe Al-Qaida, même s'il s'attaquait là à une cible facile, était toujours très actif. Un jet achemina rapidement aux États-Unis les ordinateurs et divers documents appartenant à KSM, que la CIA, la DIA et les autres agences du renseignement américain se chargèrent d'analyser. Lui-même fut discrètement emmené hors du Pakistan vers une destination inconnue, où les services secrets entreprirent un travail de longue haleine pour lui extorquer un maximum d'informations.

Avant même la neutralisation de KSM, la CIA et les autres agences américaines avaient commencé à afficher publiquement une confiance de plus en plus grande dans la guerre globale contre le terrorisme, appelée GWOT (*Global War on Terrorism*) dans le jargon de Washington. Mais au lendemain de son arrestation, les responsables de l'antiterrorisme à Washington s'exprimèrent aussi clairement que peut le faire une agence de renseignement. Des hauts fonctionnaires rattachés ou non aux services secrets, dont les attentats du 11 septembre avaient terni la réputation et dévoilé les luttes internes et l'incurie généralisée, se vantèrent pour la première fois de leurs progrès. La capture de KSM s'était produite à un moment spécialement opportun, permettant de discréditer une phalange inquiète de généraux (en retraite pour la plupart), de hauts responsables des services secrets, et de membres importants de gouvernements précédents (notamment l'administration Bush père). Ces derniers mettaient en doute le bien-fondé de ce qu'ils tenaient pour une hâte déraisonnable à envahir l'Irak sur la base d'informations incertaines, bien que la France jugeât elle aussi que le

pays possédait des armes de destruction massive – opinion qui se révéla finalement erronée. Leur message était le suivant : mieux valait laisser aux équipes d'inspection de Hans Blix le temps d'achever leurs recherches et éviter une scission au sein du Conseil de sécurité.

Ces critiques refusaient que l'attention se détourne de la lutte contre Ben Laden. Mais en dépit d'une levée de boucliers de spécialistes de la lutte contre le terrorisme – souvent en retraite, anonymes ou étrangers – qui s'estimaient en position de parler librement, les efforts se dispersèrent bel et bien. Gunaratna, l'analyste sri-lankais, synthétisa la situation en ces termes : « Je pense que s'ils n'étaient pas allés en Irak, ils auraient déjà attrapé Ben Laden. Les individus les plus compétents ont été écartés de l'opération, les intelligences les plus brillantes mises au service du conflit irakien. C'est un scandale, et l'échec le plus cuisant qu'ait essuyé pour l'instant la guerre contre le terrorisme. Les Américains ont besoin de plus de moyens, de plus de personnel affecté exclusivement à cette tâche[47]. »

Outre leur désapprobation de la dispersion des ressources, les détracteurs de la guerre soupçonnaient le gouvernement de fabriquer des informations capables de favoriser les « changements de régime » à leur avantage. Certes, c'est toujours aux politiciens que profitent en dernier ressort les découvertes des services secrets, mais les vétérans indignés du renseignement affirmaient que jamais encore ils n'avaient reçu tant de pressions pour satisfaire leurs dirigeants civils en transformant les signes les plus fragiles en preuves irréfutables. Dans les mois qui précédèrent la guerre en Iran, les critiques traitèrent avec un mépris évident les informations douteuses que les néoconservateurs de la Défense, tel Douglas Feith à la tête des projets spéciaux, s'employaient à déformer, gonfler ou inventer carrément pour justifier le renversement de Saddam Hussein. Ils s'inquiétaient – à juste titre – des incertitudes politiques qui feraient suite à la guerre, et plus spécialement des dépenses sans fin occasionnées par un conflit de ce type. Ils firent remarquer que les États-Unis devraient probablement assumer l'intégralité de son financement (alors que la guerre du Golfe de 1991 ne leur avait pratiquement rien coûté). Les bruyantes allégations de Washington quant à la prétendue existence de liens entre Saddam Hussein et Al-Qaida, voire d'une collusion – supposée mais

jamais démontrée – et d'une collaboration en vue des attentats du 11 septembre, les laissaient encore plus sceptiques [48].

On accusa également les hauts responsables d'avoir étouffé les comptes rendus de débriefing largement diffusés où Abou Zoubeïda et KSM prétendaient que si les cadres d'Al-Qaida avaient envisagé un moment de s'associer à Saddam Hussein, ils y avaient renoncé sur ordre de Ben Laden [49]. Conséquence des affirmations répétées du gouvernement sur les complicités entre Al-Qaida et Bagdad et de l'affolement durable causé par le groupe terroriste, les sondages d'opinion effectués en Amérique avant et après l'invasion de l'Irak témoignèrent d'une croyance quasi unanime dans l'implication de Bagdad dans les événements du 11 septembre. C'est seulement en janvier 2004 que Colin L. Powell, longtemps resté le seul membre de l'administration Bush à jouir de la confiance des gouvernements étrangers, finit par admettre qu'il n'avait pas trouvé « de canons fumants ni de preuves physiques » renforçant la thèse et les insinuations du gouvernement selon lesquelles Saddam était en rapport avec Al-Qaida [50].

Mais le mal était déjà fait, corroborant une fois de plus la devise de Joseph Goebbels : « un gros mensonge » convainc les citoyens crédules. Plus encore que le bourrage de crâne relatif aux armes de destruction massive, l'hypothèse des liens avec Al-Qaida dénotait de la part du gouvernement une conception très approximative de la vérité. Cependant le battage fit son effet, et les sondages antérieurs au déclenchement des hostilités démontrèrent que plus de la moitié des Américains interrogés – l'échantillonnage ne sortait pratiquement pas des États-Unis – étaient persuadés de la réalité de ces connexions. Les mécontents n'avaient plus qu'à redouter le préjudice que de telles falsifications pouvaient causer au bon fonctionnement de la collaboration régulière des agences étrangères depuis le 11 septembre. Selon eux, la doctrine de « préemption » émise par Bush – la possibilité pour les États-Unis de déclarer la guerre à n'importe quel adversaire, seuls ou avec des alliés de leur choix, sans en référer à l'ONU – rendait de plus en plus improbable le maintien d'une coopération entre alliés de longue date, et des échanges d'informations entre agences de renseignement. (Curieusement, la sérieuse crise américano-européenne engendrée par la guerre en Irak n'empêcha pas les services de rensei-

gnement de poursuivre dans une certaine mesure leur collaboration dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, gage d'une peur commune du terrorisme islamiste plutôt que d'une foi en la politique américaine.)

Début 2004, Kenneth M. Pollack, membre du Conseil national de sécurité sous l'administration Clinton et auteur d'un best-seller qui plaidait pour l'invasion de l'Irak, se sentit dans l'obligation de reconnaître sa méprise – et celle du gouvernement Bush. Il assura non sans hypocrisie qu'il s'était fourvoyé en toute bonne foi, au même titre que la France, qui, si elle avait cru elle aussi à l'arsenal d'armes de destruction massive irakien, n'avait pas adhéré pour autant aux exagérations avancées par l'administration Bush pour légitimer un recours précipité à une guerre préventive controversée.

L'ancien analyste de la CIA confessait dans sa déclaration en forme de mea culpa : « Lorsque les États-Unis feront face à de futurs défis, la surévaluation des armes de destruction massive en Irak planera comme une ombre malfaisante sur les débats diplomatiques. » Son aveu d'erreur ne faisait pas explicitement référence aux liens apparemment imaginaires entre l'Irak et Al-Qaida, mais sa conclusion prudente englobait aussi cette accusation, à laquelle aucun allié n'avait cru en dehors de la Grande-Bretagne. « Que cela soit justifié ou pas, aucun étranger ne croira plus à une action efficace des services secrets américains, ni à la véracité des déclarations de l'administration Bush. Le seul moyen de reconquérir la confiance du monde est de montrer que nous sommes conscients de nos fautes et que nous avons changé nos méthodes[51]. »

Le gouvernement Bush ayant manifesté une profonde répugnance à reconnaître ses bévues et à en assumer de bonne grâce les conséquences, une telle rédemption ne semblait guère plausible pour le proche avenir. En effet, même après la démission, le 24 janvier 2004, de David Kay – le responsable de la mission américaine chargée de découvrir l'arsenal irakien, qui avoua que les États-Unis s'étaient « trompés sur presque toute la ligne » en pensant que Saddam détenait des armes de destruction massive –, le président essaya de gagner du temps. Sous la pression de l'opinion publique, de l'opposition démocrate et même de certains républicains, il accepta, début février, l'ouverture d'une commission d'enquête indépendante sur le fiasco

des armes de destruction massive, mais il veilla tout de même à ce que le rapport ne soit publié que bien après les élections de novembre. S'il servait bel et bien une logique de politique intérieure, ce calendrier ne risquait pas de convaincre le reste du monde, qui regardait le gouvernement Bush s'enliser dans le bourbier de sa guerre de préemption contre l'Irak.

La prochaine fois que les États-Unis solliciteront un appui international dans une période de trouble, il est peu vraisemblable que leurs principaux alliés reproduisent la réaction du général de Gaulle pendant la crise des missiles de Cuba, en 1962, qui faillit déclencher un conflit entre Washington et Moscou. À l'époque, le président français était sûrement tout autant la bête noire de Washington que Jacques Chirac celle de l'administration Bush. Le président Kennedy avait dépêché à Paris un émissaire tout indiqué, Dean Acheson, brillant ex-secrétaire d'État, qui se présenta à l'Élysée avec des photographies des renseignements suggérant que des navires soviétiques transportant des missiles à longue portée faisaient route vers La Havane. Lorsque Acheson proposa de montrer les clichés à son hôte, celui-ci déclina en disant : « La parole du président des États-Unis me suffit[52]. »

Dans les semaines tendues qui précédèrent la guerre annoncée avec l'Irak, finalement déclenchée en mars 2003, le gouvernement s'évertua tout naturellement à tirer un maximum de la capture de KSM. Sa punition bien méritée convenait admirablement pour rappeler aux Américains cette vieille rengaine : la chute de Saddam Hussein était essentielle au succès de la guerre globale contre le terrorisme. « C'est très important », déclara le directeur de la CIA George Tenet. Deux semaines après l'arrestation de KSM, un responsable du renseignement américain décrivait ainsi la lutte contre les réseaux d'Al-Qaida : « Nous les avons coincés, et nous les aurons bientôt démantelés. » Il fut rapporté que le prisonnier se montrait « coopératif » pendant les interrogatoires[53]. Quant au membre du Congrès, le républicain Porter J.Goss, ancien officier traitant de la CIA qui présidait le Comité du renseignement de la Chambre des représentants, il s'exprima ainsi : « Je crois que le vent a tourné, nous avons maintenant l'avantage. » Un autre officier du renseignement se

sentit assez assuré pour railler Al-Qaida : « S'ils ne réussissent pas un coup d'ici peu, certains de leurs bailleurs de fonds vont finir par se demander s'il est bien avisé de continuer à les financer. Leur viabilité ne tardera pas à être remise en question dans le monde entier. Ils ressentent sûrement la nécessité pressante de démontrer qu'ils sont toujours opérationnels. »

L'avenir prouva l'extravagance de ces paroles provocatrices. À peine la fameuse victoire du président en Irak avait-elle tourné à l'aigre, et ses conseillers commencé à se mordre les doigts de la parade du 1er mai – un appareil de la marine pavoisé d'un « Mission accomplie » s'était posé sur un porte-avions –, que les opérations d'Al-Qaida reprenaient de plus belle. Les attentats d'envergure ne touchaient plus Bali ni le Kenya, les cibles de l'automne précédent, et Ben Laden ne mit pas immédiatement à exécution la menace de sévir en Irak même, enregistrée sur une cassette et diffusée par Al-Jazira. Cela ne dissuada pas le gouvernement de s'appuyer sur ce document pour prouver la collusion entre Saddam et Ben Laden, qui établissait pourtant une distinction bien nette entre sa solidarité envers le peuple irakien et son dégoût pour le régime laïc du parti Baas. Saddam lui retourna d'ailleurs le compliment, refusant toute opération conjointe avant sa chute et sa fuite au mois d'avril. Dans des instructions écrites saisies au moment de sa capture en décembre 2003 – et authentifiées par la CIA –, Saddam incitait ses partisans du Baas à ne pas s'allier avec les djihadistes arabes étrangers entrés en Irak pour combattre les Américains[54].

Al-Qaida décida finalement de frapper l'Arabie Saoudite, le 12 mai puis à nouveau le 9 novembre, faisant 34 victimes lors du premier attentat – dont 9 Américains – et 18 dans le second, essentiellement des étrangers originaires du Liban ou d'Égypte. Dans les deux cas, les actions de Riyad visaient des cibles faciles, des résidences pour expatriés clôturées et gardées. Ce choix se révéla fatal. Après treize années de présence sur le sol saoudien, l'US Air Force venait d'annoncer son retrait du royaume, et à la fin du mois de septembre, les derniers avions et le personnel quittaient la base aérienne Prince-Soltan. Jusqu'à la fin, le gouvernement saoudien essaya de rester neutre, mais il espérait indéniablement que le départ des Américains invaliderait l'argument majeur de Ben Laden contre le régime, à savoir que les soldats infidèles souillaient la terre des deux mosquées[55]. Bien

entendu, il ne fut fait mention ni de Ben Laden ni de l'anti-américanisme virulent qui régnait en Arabie Saoudite. La raison officielle du retrait était que Saddam ne représentait plus une menace pour le pays, ce qui ne manquait pas de vérité. Toutefois, cette initiative n'attira de soutien populaire ni au régime saoudien ni aux États-Unis. Il était tout simplement trop tard pour que quiconque puisse trouver du réconfort dans une décision qui, prise seulement quelques années plus tôt, aurait pu éviter bien des malheurs.

Les Saoudiens nourrissaient bien d'autres griefs à l'endroit de leur propre gouvernement et de la superpuissance américaine, qui s'aliénaient par leur politique les citoyens moyens. Les plus jeunes se heurtaient à un problème de sous-emploi, le pouvoir d'achat ne décollait pas, l'éducation à dominante religieuse était mal adaptée aux besoins du royaume, et les sept mille princes de la maison régnante passaient pour une bande de rapaces insensibles à la colère de plus en plus violente de leurs concitoyens. À l'époque de la télévision par satellite, les Saoudiens de tous les milieux trouvaient de multiples justifications à leur grogne : l'indifférence des Américains au drame palestinien ; la guerre américaine en Afghanistan contre un autre régime sunnite fondamentaliste, à laquelle s'ajoutait une deuxième guerre, un conflit idéologique décidé par Washington dans un Irak où la majorité chiite aussi détestée que redoutée promettait de gagner en puissance et de pousser à la sédition les minorités chiites opprimées du royaume, installées sur les territoires pétrolifères.

Un amuseur local observa que « la moitié des Saoudiens était antiaméricains, tandis que l'autre moitié soutenait Ben Laden ». La boutade contient une vérité profonde, et au cours de sa longue bataille contre la famille royale, Ben Laden n'avait sûrement jamais rassemblé autant de suffrages dans son pays d'origine. Ce fut là l'effet pervers du 11 septembre sur l'Arabie Saoudite et sur bon nombre de pays musulmans.

D'une manière générale, l'atmosphère était presque aussi agitée en Amérique. L'Américain de base, qui, jusqu'alors, aurait eu grand mal à situer sur une carte l'Arabie Saoudite, enrageait contre ce pays censément « ami » qui avait produit 15 des 19 kamikazes du 11 septembre. L'alliance toujours complexe avec le royaume, motivée par l'expansion des besoins pétroliers

des États-Unis, fut dès lors examinée à la loupe. Ce que découvrit le citoyen lambda lui déplut fortement, et les virtuoses de la communication de Washington ne suffirent pas à apaiser son mécontentement. L'administration Bush se garda bien d'adresser des critiques publiques à l'Arabie Saoudite, mais le Conseil consultatif de défense du néoconservateur Richard Perle fit en sorte qu'elle passe aux yeux de tous pour un ennemi potentiel. Le Français Laurent Murawiec, un analyste pro-israélien pour Rand Corporation, qui, détail troublant, avait travaillé pour le radical de droite Lyndon LaRouche, annonça le 10 juillet 2002 aux membres du conseil d'administration – dont Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État : « Les Saoudiens interviennent à tous les échelons de la filière terroriste ; de l'organisateur au financier, du cadre au fantassin, de l'idéologue au meneur. » Murawiec ajoutait dans son rapport : « L'Arabie Saoudite soutient nos ennemis et attaque nos alliés. » Selon le commentaire associé aux vingt-quatre dernières diapositives, l'Arabie Saoudite était « la racine du mal, son instigateur et l'adversaire le plus dangereux[56] » dans tout le Moyen-Orient. Cependant, des fuites venues des milieux autorisés témoignaient d'une franche colère envers le manque de coopération du ministère de l'Intérieur et de la police secrète du prince Nayef, et de leur impatience devant les embûches semées sur leur route dans la recherche des financements d'Al-Qaida à l'intérieur du royaume. On cessa de glisser complaisamment sur la contribution semi-officielle des princes saoudiens aux missions wahhabites à l'étranger, tout en montrant du doigt les passages les plus violemment antichrétiens et antisémites des manuels scolaires.

Les anciennes critiques de l'Occident sur la situation déplorable des femmes, et plus généralement des droits de l'homme en Arabie Saoudite, refirent surface à cette occasion. Depuis toujours, le royaume constituait un problème épineux, voire embarrassant, de politique étrangère, qu'il valait mieux laisser aux mains des experts et d'un lobby de Washington aussi adroit que doté de relations utiles. Les fameux pouvoirs de ce lobby s'évanouirent du jour au lendemain après le 11 septembre. Le sénateur Richard Shelby, républicain d'Alabama devenu président du Comité du renseignement, résuma le sentiment dominant au Congrès : « Je me garderais de tenir l'Arabie Saoudite pour un pays allié. » Tout en reconnaissant que les États-Unis

dépendaient de plus en plus du pétrole saoudien, il déclara que, « selon lui », l'Arabie Saoudite « avait bien des comptes à rendre[57] ». Inquiets, les Saoudiens rappelèrent alors leur soutien aux États-Unis lors de nombreuses crises des décennies passées, mais c'est tout juste s'ils furent entendus. D'un seul coup, l'Arabie Saoudite apportait de l'eau au moulin des journalistes plus ou moins bien intentionnés, des membres du Congrès avides d'approbation, et des débats enflammés des radios et des chaînes de télévision. En d'autres termes, on avait perdu le contrôle de la situation.

Les événements du 12 mai mirent en lumière, entre autres insuffisances de son gouvernement, l'inefficacité des efforts de la famille royale pour contenir les djihadistes de Ben Laden. Après l'affaire de la Grande Mosquée en 1979, les souverains s'étaient sentis forcés d'élargir les pouvoirs du clergé wahhabite. Une génération plus tard, la famille royale se trouvait divisée sur les moyens, voire sur la volonté, de rétablir l'équilibre, en butte aux pressions d'un clergé de plus en plus radicalisé, dont les prédicateurs les plus populaires propageaient un discours en tous points semblable à celui de Ben Laden – à l'exception de l'hostilité à la famille régnante, dont il souhaitait si ardemment la chute. Dans un pays où le prince héritier Abdullah approchait des 80 ans et n'avait que des successeurs immédiats presque aussi avancés en âge, le prince Nayef, qui semblait diriger à perpétuité le ministère de l'Intérieur, marqua le premier anniversaire des attentats du 11 septembre en soutenant qu'ils étaient l'œuvre des sionistes. L'argument fit enrager les autorités américaines mais captiva les Saoudiens, qui comprenaient bien sa finalité dans le cadre de la politique intérieure.

En effet, les deux princes étaient les protagonistes d'un affrontement toujours ouvert pour la succession du roi Fahd, resté handicapé après une attaque en 1995. En accord avec l'élite cultivée et pro-occidentale, Abdullah jugeait les réformes indispensables pour redorer l'image de l'Arabie Saoudite après le 11 septembre, ce qui impliquait de retirer les diatribes haineuses des manuels scolaires, de moderniser les programmes et de parvenir à un compromis avec le reste du monde, les musulmans comme les infidèles. Le prince Nayef, de son côté, misait sur l'alliance traditionnelle des Séoud avec les wahhabites fondamentalistes, qui se plaignaient des menaces, réelles ou imagi-

naires, que faisaient peser sur eux les chiites saoudiens et irakiens, le « complot américano-sioniste » cher à Ben Laden, et les réformateurs sunnites locaux qui jouaient leur jeu plus ou moins sciemment. Nayef ne tenta rien pour arrêter les islamistes radicaux attroupés autour de prédicateurs comme Safar al-Hawali et Salman al-Awada, qui, après un séjour en prison pour incitation à l'antiaméricanisme, se trouvaient à nouveau libres de répandre le discours qui leur valait depuis si longtemps l'estime de Ben Laden.

Bien évidemment, les manœuvres de Nayef tenaient compte des réflexions de la populace musulmane, qui avaient fait école au sein du monde musulman au lendemain des attentats. Sur le moment, ce genre de propos avait pu passer pour un classique mécanisme de défense (de même que la thèse selon laquelle seuls les Américains ou les Israéliens – ou les deux ensemble – possédaient l'intelligence suffisante pour monter des opérations aussi perfectionnées, bien au-delà des capacités des malheureux Arabes). Mais finalement, c'est à des motivations d'ordre politique qu'obéissait Nayef. On comprend donc mieux qu'il ait déclaré, deux mois après les attentats perpétrés sur le territoire américain, que « les autorités américaines n'avaient soumis jusqu'alors aucune preuve ni aucun document permettant de soupçonner ou d'accuser[58] » les Saoudiens d'une quelconque responsabilité. De la même manière, ce n'est pas par hasard qu'il réitéra ses dénégations dans son discours anniversaire : « Je ne peux toujours pas me résoudre à croire que 19 jeunes gens, dont 15 Saoudiens, ont réalisé les attentats du 11 septembre avec le soutien de Ben Laden. C'est impossible[59]. »

Vues à la lumière de cette lutte de pouvoir, les attaques terroristes menées par Al-Qaida en mai 2003 aboutirent à interrompre provisoirement les réformes lancées par Abdullah, au moment précis où elles commençaient vraiment à avancer grâce au « dialogue national » institué en mars. (Parmi les querelles de taille figurait l'éventuelle suppression des passages les plus intolérants des livres de classe, auxquels les wahhabites et Ben Laden restaient très attachés.) Désamorcer la vague de réformes suffisait à satisfaire Nayef, qui, en dépit de ses déclarations antérieures, endossa le double rôle du bon flic et du mauvais flic, mettant après le 12 mai plus de diligence que jamais à traquer les cellules d'Al-Qaida. Le fragile statu quo était maintenu, mais

la question névralgique demeurait en suspens : les Séoud pouvaient-ils réduire les pouvoirs de l'élite religieuse – autrement dit reconquérir le terrain cédé après 1979 – sans détruire en même temps une entente vieille de cent cinquante ans entre la dynastie régnante et le wahhabisme ? De l'avis de certains spécialistes, Al-Qaida savait qu'il n'était pas encore assez fort pour s'emparer du pouvoir, et s'était donc contenté « objectivement », pour reprendre une notion soviétique, de « transformer une attaque terroriste contre les Américains en action politique contre les pro-américains » dans le camp du prince héritier[60]. Néanmoins, Abdullah et ses partisans poursuivaient prudemment leur recherche, réfléchissant au moyen de mener progressivement leurs réformes à bien.

Quelles que soient les chances de réussite que les États-Unis aient donné aux réformes – et des initiatives telles que la révision des programmes scolaires étroitement circonscrits par le clergé wahhabite ou la tenue d'élections locales ne pouvaient que séduire les Américains –, les opérations terroristes révélèrent un réseau djihadiste largement plus dangereux et plus ramifié que ce qu'imaginaient les plus pessimistes des Saoudiens. Les attaques de cibles aussi faciles que les résidences pour expatriés ne pouvaient certes pas rivaliser avec le 11 septembre ou l'explosion des ambassades africaines, mais la tactique poussa néanmoins les travailleurs étrangers à se demander sérieusement s'il était bien avisé de rester dans un pays qui comptait sur les expatriés pour assurer des fonctions aussi variées que directeur de banque ou chauffeur de taxi.

Ayant passé ma vie comme correspondant à l'étranger, j'ai développé une espèce de sixième sens pour identifier le moment où tout bascule et où les étrangers font partir leur famille avant de quitter eux-mêmes le pays. En 1960, alors que le Congo belge venait tout juste d'obtenir son indépendance et que la capitale Kinshasa, qui s'appelait encore Léopoldville, était livrée au pillage, au viol et, plus marginalement, au meurtre, les Belges et les autres étrangers abandonnèrent leurs grosses voitures américaines avec les clés sur le contact à la « plage », comme ils appelaient l'embarcadère du ferry qui traversait la rivière en direction de l'autre Congo placé sous domination française, encore épargné par les troubles. En Algérie, la violence des colons et les représailles des musulmans firent fuir à

la débandade la grande majorité des Français, qui rallièrent la métropole par avion ou par bateau peu avant ou juste après l'indépendance de juillet 1962. (Dans le fond, le général de Gaulle n'était pas mécontent, désireux qu'il était de mettre un terme à l'expérience coloniale et d'éviter les prises de risque.)

En 1975 à Beyrouth, j'ai vu encore des flambées de violence meurtrière vider en un rien de temps la ville la plus raffinée du Levant de tous les Arabes influents qui avaient émigré au Liban pour échapper au désordre et à l'instabilité politique de leur propre pays. Les Européens et les Américains qui utilisaient Beyrouth comme base pour leurs opérations au Moyen-Orient ne tardèrent pas à les imiter. Au bout du compte, de nombreux Libanais, diplômés ou pas, finirent aussi par partir. Alors que je couvrais la révolution iranienne de 1979, je constatai avec stupéfaction qu'une poignée de meurtres dont on avait beaucoup parlé suffisait à chasser dans la panique la plus complète des milliers d'Américains et autres Occidentaux.

S'il faut trouver un point commun à ces diverses expériences, c'est que la violence, aveugle ou organisée par des groupes terroristes, est presque toujours efficace, et que le départ des élites locales ou étrangères pénalise toujours le pays concerné, et pour bien plus longtemps que ce qu'on peut imaginer sur le moment. Quand je repensais à mon séjour en Arabie Saoudite en 1999, je me demandais lesquels de mes diplomates auraient finalement raison, les Européens persuadés qu'une alliance de facto avec les États-Unis restait la solution la plus sûre, ou les Américains angoissés par la famille royale et l'aérodynamisme du bourdon. À ce moment-là, j'étais loin d'être le seul à me poser la question. Les deux attaques de 2003 avaient certainement rappelé aux citoyens saoudiens quel était le prix du désordre, au même titre que l'intervention hâtive des Américains en Irak, qui apaisa la peur de l'Arabie Saoudite d'être la prochaine cible sur la liste. Y avait-il, comme c'est souvent le cas, une large gamme de possibilités ? Ben Laden avait tout fait pour placer le pays face à un dilemme. Quel que soit le cas de figure retenu, il était difficile de déterminer le rôle qui lui serait dévolu. Mais grâce à un recours déterminé à l'argent et à la puissance américaine, la guerre globale contre le terrorisme lancée par le gouvernement Bush avait toutes les chances de précipiter le dénouement.

Aussi perturbateurs qu'ils fussent, les attentats saoudiens ne constituèrent pas les seules opérations des djihadistes pour l'année 2003. De nouveaux fronts furent ouverts au Maroc et en Turquie, et l'Indonésie se trouva de nouveau visée. Quatre jours après l'attaque de Riyad, 12 jeunes Marocains recrutés à Sidi Moumen, quartier misérable de Casablanca, déchaînèrent une vague d'attentats-suicides sous la bannière locale de la *salifiya djihadiya*. Les terroristes périrent au cours des cinq opérations, qui frappèrent un hôtel de luxe, un restaurant à la mode, la Maison d'Espagne, le Cercle de l'alliance israélite et un cimetière juif, causant la mort de 31 personnes, dont 5 Espagnols et Français. Mais la bande était si mal entraînée et si peu renseignée qu'elle alla par exemple poser une bombe devant le Cercle de la petite communauté juive un vendredi soir, alors qu'il était fermé pour le shabbat.

Selon le gouvernement, les djihadistes avaient reçu entre 50 et 70 000 dollars de leurs soutiens à l'étranger pour financer ces opérations-là ainsi que d'autres tenues secrètes. Mais aucune preuve ne fut présentée au public ou aux tribunaux pour confirmer ce versement relativement important. Les Marocains s'empressèrent d'en conclure – à tort – que les attentats étaient partis spontanément d'une initiative locale, sans liens avec l'étranger. À en croire des sources gouvernementales, l'argent provenait d'Abou Mousab al-Zarkawi, leader d'origine jordanienne de l'organisation djihadiste Al-Tawhid, que les États-Unis assimilaient à Al-Qaida. Les services de renseignement occidentaux et arabes rapportaient qu'Al-Zarkawi avait fui l'Afghanistan en novembre 2001 pour passer en Iran, où il fut détenu puis assigné à résidence avant de recevoir l'autorisation de se rendre en Irak. Washington le tenait pour responsable de l'assassinat en Jordanie du diplomate américain Laurence M. Foley, en 2002, et de la planification de l'attentat manqué de l'an 2000, toujours en Jordanie[61]. Plusieurs fatwas d'Al-Qaida avaient inclus le Maroc dans la liste des pays à punir. Le choc n'en fut pas moins violent au sein d'une monarchie constitutionnelle où le roi Mohammed VI était officiellement commandeur des croyants (le titre même dont se glorifiait le mollah Omar) et où les islamistes faisaient depuis longtemps l'objet d'une étroite surveillance et de fréquentes assignations à résidence. Une répression massive donna lieu à l'arrestation pour interroga-

toire de milliers de djihadistes suspects, et à des centaines de procès et de condamnations expéditives. Ce sérieux dans l'administration de la justice visait à tranquilliser les visiteurs européens et arabes, l'industrie du tourisme représentant pour le Maroc une large part dans les rentrées de devises.

On assista à une douzaine de condamnations à mort, tandis que les peines de prison s'échelonnaient de un à trente ans, avec par ailleurs des verdicts de réclusion à perpétuité. De manière assez miraculeuse, le Maroc avait échappé jusque-là à la violence djihadiste de masse qui, depuis 1992, avait fait 150 000 victimes dans l'Algérie voisine. On ne comprend pas vraiment pourquoi le choix s'est porté cette fois-là sur le Maroc, dont les citoyens de toutes extractions avaient réagi aux attentats en demandant « Pourquoi nous ? ». Dix jours après les attaques, une manifestation à Casablanca réunit deux millions de Marocains déterminés à exprimer leur condamnation du terrorisme. Ceux qui cherchaient des explications invoquèrent les liens étroits et anciens du Maroc avec Israël (dans le but notamment de se mettre dans les bonnes grâces de Washington), et avec ses voisins européens et les États-Unis. Si les djihadistes espéraient dissuader le monarque d'entreprendre des réformes, ils en étaient pour leurs frais. À son instigation, et à la grande joie des féministes marocaines, le Parlement docile vota à l'unanimité en janvier 2004 des réformes conséquentes qui supprimaient le contrôle masculin traditionnellement exercé sur différents domaines de l'existence des femmes. Dans tout le monde musulman, seule la République tunisienne, gouvernée alors par son président et fondateur Habib Bourguiba, avait eu l'audace d'aller aussi loin, un demi-siècle auparavant.

On distingua encore plus clairement le sceau d'Al-Qaida dans les deux doubles attentats-suicides au camion piégé qui survinrent à cinq jours de distance en plein cœur d'Istanbul. Perpétrés en novembre 2003, ils tuèrent 72 personnes et en blessèrent des centaines d'autres. Les premières attaques, dirigées contre deux synagogues le 15 novembre, coûtèrent la vie à 6 juifs et à 17 musulmans, sans oublier les 2 terroristes. Lors de la deuxième opération, l'explosion de deux pick-up à quelques minutes d'intervalle détruisit le consulat britannique, causant la mort du consul général Roger Short, et dévasta l'immeuble de vingt étages qui abritait la banque londonienne HSBC, liée à

l'origine à l'ancienne Hong Kong and Shanghai Bank. (L'imposant bâtiment du consulat, qui accueillait l'ambassade britannique du temps de l'empire ottoman, ne se trouvait qu'à quelques mètres d'un édifice tout aussi grandiose, déserté quelques mois plus tôt par les Américains pour raisons de sécurité, et du Pera Palace, repaire favori d'Agatha Christie lorsqu'elle séjournait à Istanbul.) Pour le gouvernement de Tony Blair et pour son hôte, l'opération pouvait difficilement tomber plus mal.

En effet, le Premier ministre britannique recevait le président Bush dans le cadre d'une visite officielle prévue de longue date et soigneusement chorégraphiée, dont le triple but était d'illustrer l'alliance anglo-américaine, de célébrer la coopération militaire en Irak et d'engranger un stock d'images marquantes pour la campagne présidentielle. Mais ces attaques terroristes contre le seul État musulman de l'OTAN volèrent la vedette aux célébrations londoniennes. Le mode opératoire semblait correspondre à Al-Qaida : l'utilisation de kamikazes, la quasi-simultanéité des explosions, le sens du timing, autant d'éléments concourant à dévoiler la vanité des prétentions anglo-américaines à juguler le terrorisme. De plus, le choix des synagogues attirait l'attention sur l'alliance militaire de facto de la Turquie avec Israël. Les cibles visées attestaient également la haine des djihadistes à l'encontre de la République turque, de son système parlementaire laïc et de son désir tenace de s'intégrer à l'Union européenne.

Diverses déclarations de Ben Laden au fil des années avaient fait état d'une profonde rancœur envers la République de Turquie. La responsabilité d'Al-Qaida dans ces quatre attentats fut revendiquée par plusieurs messages téléphoniques anonymes, une version des faits qu'adopta finalement le ministre de l'Intérieur turc. Même en rejetant commodément la faute sur l'étranger, l'establishment turc se trouvait fort embarrassé, qu'il s'agisse du gouvernement islamiste modéré du Premier ministre Tayyip Erdogan, de l'armée, de la gendarmerie ou de la principale agence de renseignement. Parmi les terroristes qui périrent dans les attentats – ou participèrent à leur élaboration – figuraient d'anciens membres du Hezbollah aujourd'hui interdit, à l'origine un groupe militant clandestin composé d'islamistes sunnites radicaux sans connexion connue avec leurs homonymes chiites d'Iran et du Liban[62].

Comme l'avaient déjà souligné un rapport parlementaire et des investigations indépendantes, le Hezbollah local avait pratiqué pendant dix ans et en toute impunité l'enlèvement, le meurtre et l'extorsion de fonds. Sous la protection des autorités locales au Kurdistan turc, les terroristes kurdes du Hezbollah jouaient les escadrons de la mort dans la sale guerre que menait l'État contre les populations kurdes soupçonnées à tort ou à raison de sympathies pour le parti des travailleurs kurdes, le PKK. Entre 1984 et 1999, le PKK marxiste avait pris la tête d'une rébellion sur les territoires kurdes du sud-est de la Turquie, ravivant chez la minorité kurde nombreuse et opprimée des revendications identitaires qui firent 35 000 victimes, essentiellement parmi les insurgés. Lorsque la rébellion s'épuisa, l'État turc, recourant à une technique affinée des siècles plus tôt par les Ottomans, s'attaqua au Hezbollah. Les autorités procédèrent à des arrestations de masse, découvrirent les charniers des victimes du Hezbollah, et s'aperçurent que des centaines d'armes disparues appartenant à la Défense turque se trouvaient en possession du groupe. Près de 500 assassinats non élucidés furent finalement attribués au Hezbollah. Les forces de sécurité profitèrent de la politique de répression pour liquider ses leaders et ses principaux cadres, mais négligèrent la plus grande partie de ses 20 000 fantassins. Certains s'enfuirent à l'étranger, surtout en Irak, en Tchétchénie et en Afghanistan, où d'autres djihadistes assurèrent leur entraînement militaire. La plupart des responsables turcs qui avaient couvert les exactions du Hezbollah s'en tirèrent sans dommages.

Révélation plus que gênante pour l'État et les services secrets turcs, deux au moins des kamikazes d'Istanbul avaient été membres du Hezbollah, et tous les quatre étaient originaires de la ville misérable de Bingol au Kurdistan. (Sachant que les mosquées et les librairies islamistes se trouvaient désormais sous surveillance policière, ils se réunissaient de préférence dans les cybercafés.) Les dangers d'une telle négligence dans le règlement des problèmes rappelèrent à bon nombre de Turcs la faute qu'avaient commise les Américains en tournant le dos aux Arabes d'Afghanistan après le départ de l'Armée rouge. Connaissant les dangers d'une implication dans les querelles du Moyen-Orient, désignées familièrement comme des « cheveux d'Arabes » en raison de leur caractère embrouillé, les Turcs

savaient pertinemment qu'ils vivaient dans un environnement difficile. La peur de se trouver mêlé à l'intervention américaine en Irak explique que le Parlement turc, obéissant à un anti-américanisme dominant au sein de la population, ait préféré, en mars 2003, encourir les foudres de Washington plutôt qu'autoriser les troupes américaines à transiter par la Turquie pour aller renverser Saddam Hussein.

Pour la première fois dans l'histoire récente de la Turquie, une formation politique réformatrice, le Parti de la justice et du développement d'Erdogan, avait obtenu une majorité écrasante au Parlement et exercé ses prérogatives démocratiques sans tenir compte des pressions américaines. Malgré la prose élégante de Bush louant les vertus de la démocratie au Moyen-Orient (à l'occasion, par exemple, de sa visite à Londres), le gouvernement n'apprécia pas la plaisanterie. Et quand les représentants de Washington, furieux, proposèrent à l'automne une aide financière vitale en échange d'un engagement militaire en Irak, le Parlement d'Ankara vota l'envoi de 10 000 soldats turcs chez son voisin du Sud. Finalement, le Pentagone préféra reculer devant l'opposition virulente des Kurdes et d'autres membres du Conseil de gouvernement irakien, qui pour une fois s'aventuraient à contrer les Américains qui les avaient mis en place. C'est dans ce contexte de relations complexes entre la Turquie, les États-Unis et le monde arabe que se produisirent les attentats d'Istanbul. Et à la suite de ces opérations terroristes, Al-Qaida put se réjouir de l'opinion très répandue, relayée par le gros de la presse turque, selon laquelle la CIA et le Mossad étaient les véritables instigateurs du carnage.

Toutefois, un message provenant soi-disant d'Al-Qaida revendiquait les attentats-suicides et formulait cette mise en garde : « Nous disons au criminel Bush et à ses valets parmi les Arabes et les étrangers – en particulier la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Australie et le Japon – ceci : les voitures de la mort ne se limiteront pas à Bagdad, à Riyad, à Istanbul, à Nasiriyah [où un kamikaze tua 19 militaires italiens le 12 novembre] et à Djakarta, mais vous les verrez de vos propres yeux dans le centre de la capitale de la tyrannie[63]. » Ce communiqué était signé par les Brigades Abu Hafs al-Masri, qui devaient leur nom au chef militaire de Ben Laden tué par un missile en Afghanistan au mois de novembre 2001. Le même groupe avait revendiqué l'attentat-

suicide à la voiture piégée contre le QG de l'ONU à Bagdad – curieusement dépourvu de gardiens – qui avait causé en août la mort du représentant spécial des Nations unies Vieira de Mello et de 21 autres personnes. La faute revenait en partie à Vieira de Mello, qui avait insisté pour réduire au minimum les mesures de sécurité de l'ONU. Soucieux de démontrer l'indépendance des Nations unies par rapport à une Amérique conquérante, il avait refusé la protection militaire offerte par les États-Unis. En outre, l'ONU avait derrière elle tout un passé de coopération avec le parti Baas, qui lui valait un certain nombre d'ennemis en Irak.

Si les djihadistes avaient fait preuve depuis le 11 septembre d'une étonnante faculté à punir, comme annoncé, une proportion impressionnante de pays figurant sur leur liste noire, c'est au Pakistan qu'ils furent le plus près de renverser l'ordre établi. Par deux fois en l'espace de onze jours, au mois de décembre 2003, le président Moucharraf échappa de justesse à des tentatives d'assassinat. Comme le prédisait la déclaration d'Istanbul, des véhicules à moteur et des explosifs se trouvaient impliqués dans les deux attentats. L'organisation Al-Qaida n'avait jamais caché que le chef d'État pakistanais était dans sa ligne de mire. Dans un enregistrement sur cassette diffusé en septembre 2003 sur Al-Jazira, le bras droit de Ben Laden, Ayaman al-Zawahiri, avait encouragé « nos frères musulmans au Pakistan » à accomplir leur « devoir islamique » en renversant le président « traître », qui était aussi le chef des armées du Pakistan et l'allié des États-Unis.

Si les djihadistes avaient réussi à tuer le dirigeant du seul gouvernement musulman en possession d'armes atomiques opérationnelles, ils auraient accompli dans le tiers-monde un coup presque comparable aux attaques de New York et de Washington. Ils n'avaient jamais dissimulé leur volonté de créer un climat d'instabilité susceptible de les propulser vers le pouvoir suprême. L'anarchie, la violence et les perturbations qui, espéraient-ils, en découleraient au sein d'un État constamment miné par ses propres contradictions auraient pu être plus lourdes de conséquences que les opérations américaines, même si le bon sens invitait à penser qu'un nouveau général prendrait automatiquement la succession de Moucharraf.

Les circonstances entourant les deux attentats contre Mou-

charraf – le 14 décembre et le jour de Noël – sentaient la traîtrise. Ils se produisirent sur une autoroute à quatre voies, alors qu'il regagnait sa résidence de Rawalpindi. L'itinéraire qu'il devait suivre n'avait pas été révélé au public, et son service de sécurité avait déployé comme d'habitude des voitures et des avions leurres. La réalisation des deux opérations nécessitait un accès aux informations secrètes sur le trajet et l'heure de passage du président et de son escorte lourdement armée. La première tentative fut soi-disant déjouée grâce à un procédé de brouillage sophistiqué, un gadget fourni par les États-Unis et appelé VIP2 Bomb Ranger, qui bloqua pendant quelques secondes décisives le système de déclenchement à distance qui devait activer deux cent vingt-cinq kilos d'explosif C4 répartis sur cinq charges. Normalement, le pont sous lequel elles étaient cachées faisait l'objet d'une étroite surveillance policière et d'inspections régulières des équipes de sécurité. Des débris furent projetés dans un rayon de huit cents mètres.

La deuxième fois, deux kamikazes au volant de pick-up Suzuki bourrés d'explosifs se jetèrent contre le convoi présidentiel. Moucharraf n'eut la vie sauve que grâce au sacrifice d'un garde du corps de la police, qui bondit devant l'un des camions. Une puce découverte par les enquêteurs dans le téléphone mobile d'un des terroristes révéla qu'il avait appris l'heure de passage du convoi par un officier de police de la Special Branch, qui avait vu le président quitter une réunion à Islamabad, à une vingtaine de miles de là. C'étaient là les troisième et quatrième attentats contre Moucharraf depuis qu'il s'était rangé du côté des Américains, après le 11 septembre 2001. Nul besoin d'être actuaire en assurance-vie pour en déduire avec Talad Masoud, un général en retraite qui s'improvisait commentateur, que le président était « un homme marqué », et que ses ennemis étaient « déterminés, organisés et bien informés ».

Il ne fallait pas non plus une imagination débordante pour conclure à la culpabilité des djihadistes. En effet, une carte d'identité révéla rapidement qu'un des chauffeurs kamikazes était un militant du Cachemire pakistanais, nommé Mohammed Jamil. Capturé en 2001 aux côtés des talibans et jugé récemment inoffensif, il avait été relâché par ses geôliers afghans[64]. Les autorités identifièrent son complice comme un Afghan du nom de Walid Sultan. L'élément le plus significatif était l'apparte-

nance passée de Jamil au Harkat ul-Ansar et, plus tard, à une faction du Jaish-e-Muhammad, deux groupes djihadistes de premier plan, entraînés par l'ISI et encouragés à rallier le combat pour la prise du Cachemire. Bien avant le 11 septembre, ils figuraient tous les deux sur la liste des organisations terroristes établie par le Département d'État, et le chef du Jaish, Massoud Azhar, était connu pour ses liens très étroits avec l'ISI.

Poussé dans ce sens par l'Inde et les États-Unis, Moucharraf prononça leur interdiction officielle en janvier 2002, ainsi que celle de trois autres groupes djihadistes. Toutefois, leurs membres ne tardèrent pas à reprendre leurs activités sans être tracassés, se bornant souvent à changer de nom. Azhar, relaxé par un tribunal pakistanais, renoua avec ses menées politiques et chercha de nouveaux financements. Quant à la promesse retentissante faite par Moucharraf de revoir les programmes scolaires de 4 000 madrasas rassemblant quelque 600 000 étudiants – dont 65 % rattachées à la tradition radicale déobandi –, elle ne fut jamais tenue. Au Pakistan, les sentiments anti-américains étaient tellement marqués que Moucharraf n'avait jamais osé attaquer de front les groupes djihadistes, d'autant moins que certains islamistes prétendaient que des agents du FBI travaillaient de concert avec les services pakistanais pour neutraliser les membres d'Al-Qaida.

Cependant, les deux attentats de décembre furent jugés assez graves pour que Moucharraf soumette le Jaish à une espèce d'examen public et fasse surveiller de très près son leader. En outre, le gouvernement ordonna le transfert du plus gênant des détenus du Jaish d'une prison de province vers Islamabad, où on l'interrogea sur les derniers attentats et les rapports avec Al-Qaida. Il s'agissait d'Ahmed Omar Cheikh, un leader du Jaish condamné à mort pour la mise au point de l'enlèvement et de l'assassinat de Daniel Pearl, le correspondant du *Wall Street Journal* tué en 2002 à Karachi[65]. Cheikh avait déjà causé beaucoup de tort à Moucharraf par le passé. La police de Karachi ne se priva pas de divulguer les relations de Cheikh avec les services de renseignement. Autre révélation embarrassante, Cheikh avait passé une semaine en détention provisoire sous la protection d'un haut responsable de la sécurité au Pendjab avant que la nouvelle de son arrestation ne soit rendue publique. Tous ces détails troublants alimentèrent la rumeur selon laquelle un

Cheikh pris de panique avait remis Pearl à des agents d'Al-Qaida, qui s'étaient chargés de l'exécution. L'explosion du pont rappelait un autre attentat manqué contre Moucharraf, en 2002, avec une voiture piégée garée dans une rue de Karachi. L'opération était diligentée par trois membres du Harkat-ul-Moudjahidin al-Almi, une ramification du Harkat-ul-Moudjahidin désormais interdit, et qui au temps des talibans passait pour entraîner certains de ses soldats destinés au Cachemire dans les camps afghans d'Al-Qaida[66].

Il est clair que les tueurs étaient mus par un désir de vengeance à l'encontre de Moucharraf, qui, pour citer le message sur cassette de Zawahiri, « avait bradé le sang des musulmans en Afghanistan ». Plus précisément, les assassinats manqués de décembre étaient motivés par les efforts renouvelés de Moucharraf pour trouver un compromis avec l'Inde au sujet du litige cachemiri, déjà cause de trois conflits entre les deux pays depuis l'indépendance de 1947. Mais Moucharraf s'était déjà discrédité aux yeux des djihadistes après les attentats du 11 septembre, en privant brusquement les talibans du soutien de l'ISI. C'était au tour du Pakistan de subir les retours de bâton.

Il faut reconnaître que l'administration Bush ne laissait pas vraiment le choix à Moucharraf. La rupture franche avec les talibans et la coopération dans la chasse aux agents d'Al-Qaida furent salutaires à Moucharraf et affranchirent curieusement le Pakistan d'un statut de paria qu'il s'était attiré en s'entêtant à maintenir ces liens, et en fabriquant et testant cinq armes nucléaires en mai 1998. Moucharraf lui-même, ce général qui avait fomenté un coup d'État sans effusion de sang pour ravir le pouvoir à un gouvernement corrompu mais sorti des urnes, avant de proroger le Parlement et de bannir à l'étranger les chefs de file des deux partis laïques traditionnels, était plus ou moins mis en quarantaine par les États-Unis et par le Commonwealth.

Washington récompensa généreusement le Pakistan pour la collaboration de Moucharraf à la lutte contre Al-Qaida, supprimant toutes les sanctions économiques et militaires imposées en 1990 pour l'acquisition du savoir-faire nucléaire et pour les essais réalisés en 1998. Washington poussa la libéralité jusqu'à faire reéchelonner par le FMI et la Banque mondiale la dette colossale envers les pays occidentaux

– 12,5 milliards de dollars –, tandis que les États-Unis offraient un prêt à taux bonifié, annulaient une dette bilatérale d'un milliard de dollars et promettaient un prêt bilatéral de 3 milliards sur les cinq ans à venir. Washington ferma les yeux sur la transformation graduelle et incertaine du dictateur militaire en président d'un gouvernement civil respectueux de la Constitution, au mois de janvier 2004. Il n'eut besoin pour cela que d'organiser en 2002 un référendum qui prolongea son mandat de cinq ans, ainsi que des élections nationales et régionales que les observateurs internationaux et les partis d'opposition prétendirent truquées. Fidèle au penchant du Pakistan pour la contradiction, il affaiblit les partis laïques traditionnels en encourageant les groupes islamistes militants qui s'étaient pourtant juré de l'éliminer.

Réunis au sein d'une coalition de six partis, le Muttahida Majlis-e-Amal, les djihadistes remportèrent 20 % des sièges au Parlement, prirent le contrôle de l'assemblée régionale de la province frontalière du Nord-Ouest et la codirection du Balouchistan. Cela leur permettait de protéger leurs amis talibans, qui en 2003 menaient de plus en plus fréquemment des raids transfrontaliers sur l'Afghanistan, mettant Moucharraf dans l'embarras et provoquant la colère des gouvernements afghan et américain. Les politiciens islamistes savaient aussi reconnaître la nécessité d'un compromis et eurent la sagesse de ne pas s'opposer aux manœuvres présidentielles. Ni dans leurs rangs ni dans ceux de Moucharraf, personne n'eut le mauvais goût de souligner que leurs amis à peine plus extrémistes des milices djihadistes avaient tenté par deux fois de le tuer moins d'un mois auparavant. Les partis islamistes bénéficièrent d'une concession supplémentaire : Moucharraf s'engageait à abandonner d'ici un an ses fonctions de chef des armées. Cela ne les empêcha pas de quitter théâtralement le Parlement pour ne pas avoir à l'entendre dénoncer les débordements des djihadistes.

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que Donald Rumsfeld ait demandé dans un mémorandum du secrétariat à la Défense daté du 16 octobre 2003 : « Est-ce que la situation actuelle obéit au schéma "plus on travaille, moins on avance" ? »

Épilogue

« Entendu », dit le chat du Cheshire ; et cette fois, il s'effaça très lentement, en commençant par le bout de la queue et en finissant par le sourire, qui persista quelque temps après que le reste de l'animal eut disparu.

Lewis Carroll,
Les Aventures d'Alice au pays des merveilles

Depuis le 11 septembre 2001, chaque jour qui passait sans que Ben Laden se fasse tuer ou subisse l'humiliation d'une capture par ces militaires américains qui lui inspiraient tant de mépris ajoutait de l'éclat à la légende qu'il travaillait à forger depuis des années. Esquiver ses poursuivants et garder la vie sauve étaient des bonus supplémentaires pour un individu dont la célébrité s'étendait déjà à toute la planète. C'est avec tout cela à l'esprit que lui-même et les autres djihadistes persévéraient dans leur lutte contre les États-Unis, l'Occident dans son ensemble et les pays musulmans qu'ils jugeaient indignes de s'intégrer à leur rêve d'un nouveau califat. De temps en temps, Ben Laden brodait sur le thème « "la survie de cet esclave d'Allah" n'a aucune importance[1] ». Comptait davantage à ses yeux sa place sans l'histoire de l'islam, et plus précisément dans le réveil du djihad après des siècles de torpeur. Pour ses amis comme pour ses ennemis, l'audace, le choc et l'impact universel des attentats de New York et de Washington suffisaient à asseoir durablement sa réputation.

Toutefois, la dernière phase de la partie n'était pas insignifiante. L'offensive américaine en Afghanistan, les arrestations en masse et les débordements de violence de ses adeptes dans des États aussi stratégiques que le Pakistan et l'Arabie Saoudite avaient porté un coup à Al-Qaida. Malgré tout, des alertes sporadiques, en Europe et surtout aux États-Unis, maintenaient l'Occident dans l'angoisse. Sur les instances de Washington, certains vols transatlantiques furent annulés sans véritable justification. Le gouvernement énonçait des mises en garde répétées, et enrôlait les directeurs du FBI, de la CIA et de la DIA pour qu'ils témoignent de concert à la télévision et convainquent les auditeurs qu'Al-Qaida était peut-être affaibli, mais pas encore éradiqué. Un grand nombre de cadres d'Al-Qaida étant morts ou prisonniers, il incombait surtout à des groupes djihadistes régionaux assez mal coordonnés de faire vivre la cause en frappant des cibles faciles au Maroc, en Turquie ou en Indonésie. L'administration Bush soutint que sa vigilance avait réussi à déjouer plusieurs attentats sur le sol américain.

Mais pour les djihadistes, le fait que Ben Laden et son bras droit Ayman al-Zawahiri aient réussi pendant si longtemps à passer entre les mailles du filet tenait à peu près du prodige (bien que les observateurs occidentaux aient soupçonné les services secrets pakistanais d'avoir délibérément évité de les débusquer). Finalement, Ben Laden et Al-Zawahiri avaient simplement disparu après la défaite des talibans, fin 2001, et il y avait des mois qu'on n'entendait plus parler d'eux. Durant la majeure partie de l'année qui suivit le 11 septembre, les officiels de Washington, Londres et Islamabad, ainsi que bon nombre de musulmans ordinaires pensèrent que Ben Laden était grièvement blessé, malade ou même mort.

Presque aussitôt après son retour en Afghanistan en 1996, des rumeurs insistantes mais invérifiables prétendirent qu'il avait des ennuis de santé. En 2000, un haut fonctionnaire britannique chargé de la sécurité me déclara que Ben Laden décéderait de mort naturelle d'ici quelques années. Un ingénieur palestinien rapporta que, dans sa jeunesse, Oussama avait travaillé à ses côtés sur un chantier de la famille Ben Laden, et qu'il « manquait de tonus ». L'ingénieur supposait qu'il souffrait d'hypotension[2]. On raconte aussi que plus tard, pendant le djihad antisoviétique, Ben Laden contracta la mala-

ria, et l'un des articles de foi de ses admirateurs dit qu'il a été gazé par les Russes. À la fin des années 90, Ben Laden s'exhiba avec une canne lors de plusieurs interviews, mais on ne sut jamais vraiment s'il en avait réellement besoin, ou si elle conférait simplement de la gravité au personnage. Les pathologies qu'on lui prêtait allaient d'une grave affection des reins au syndrome de Marfan, forme de dégénérescence de l'œil et du système cardiovasculaire qui touche surtout les individus grands et minces. Si Ben Laden vivait effectivement à la dure sur les terres tribales primitives du Pakistan et d'Afghanistan, et se déplaçait sans cesse pour échapper à l'arrestation, les médecins doutaient qu'il puisse survivre très longtemps avec de sérieuses insuffisances rénales. On trouvait sur le marché des machines à dialyser portatives de moins de vingt kilos, mais les professionnels calculaient qu'il lui faudrait aussi un appareil pour purifier l'eau et un générateur pour faire fonctionner le tout. En d'autres termes, le matériel ne pouvait être transporté que par un 4×4 ou par un mulet. Allant contre ces rumeurs de maladie, un médecin pakistanais qui avait ausculté Ben Laden en Afghanistan pendant la débâcle des talibans, en novembre 2001, certifia aux agents du FBI et de l'ISI que le chef d'Al-Qaida jouissait d'une excellente santé[3]. Quelle que soit la vérité, la CIA le pensait toujours en vie fin 2002. Les experts établirent l'authenticité d'une série de bandes audio sur lesquelles lui-même ou Al-Zawahiri s'exprimaient, et qui ne pouvaient pas avoir été enregistrées à l'avance. Sur les cassettes de 2003, ils faisaient allusion à des attaques terroristes récentes et précises, mentionnaient des faits d'actualité, telle la capture de Saddam Hussein, et prévoyaient de nouveaux attentats. Malheureusement, les attaques annoncées eurent souvent lieu.

Toutefois, on comprenait au ton de ses déclarations que Ben Laden s'était fait à l'idée que les Américains le coinceraient un jour ou l'autre, comme ils avaient attrapé une grande partie de ses principaux lieutenants. Début 2004, un général américain en Afghanistan fit savoir que les jours de Ben Laden, dans sa retraite supposée de la frontière pakistano-afghane, étaient comptés, allant même jusqu'à prédire qu'il serait arrêté avant la fin de l'année. Les agents du renseignement qui venaient de participer à la capture de Saddam Hussein, en décembre 2003,

furent redirigés vers l'Afghanistan ; après leur échec à s'emparer de Ben Laden, de nombreux officiers du renseignement avaient été détournés de leur mission afin de préparer l'invasion de l'Irak en mars 2003. Le général de corps d'armée David W. Barno, nommé au commandement des forces de coalition regroupant 12 000 hommes, déclara : « Nous avons recueilli de nombreuses informations, et nous sommes certains d'arrêter dans l'année Oussama Ben Laden et le mollah Omar. » À supposer que ce discours ne soit pas pure vantardise, les cyniques suggéraient que la capture de Ben Laden n'était qu'une question de timing. Ils pensaient que le président Bush, qui ne perdait pas de vue les élections de 2004, savait pertinemment où se terrait Ben Laden et attendait juste le moment opportun pour l'arrêter, réservant à ses électeurs une « surprise pour octobre » qui séduirait les indécis. Quelques articles farfelus avancèrent que les États-Unis avaient déjà placé Ben Laden en détention provisoire, et n'annonceraient son arrestation qu'à une date politiquement plus propice. Une agence de presse iranienne publia cette version des faits en février 2004, mais les autorités américaines et pakistanaises s'empressèrent de la désavouer.

L'optimisme affiché par le général Barno n'était pas sans rapport avec la multiplication depuis début 2004 des incursions des services de sécurité pakistanais dans le Sud-Waziristan et autres zones tribales le long de la frontière afghane. Ces initiatives coïncidaient avec les deux opérations qui faillirent coûter la vie au président Moucharraf, et avec les réactions indulgentes des États-Unis face aux mensonges cousus de fil blanc du Pakistan, qui s'était trouvé forcé de reconnaître avoir vendu illégalement des secrets et des équipements nucléaires à l'Iran, à la Libye et à la Corée du Nord. Confronté fin 2003 à des documents libyens attestant les liens entre le programme nucléaire de la Libye et les plans et le matériel pakistanais, le président Moucharraf manœuvra habilement pour convaincre Abdul Qadeer Khan, le riche « père de la bombe atomique pakistanaise », d'avouer qu'il était le seul responsable, et avait agi par cupidité et par désir d'aider les pays islamiques à briser le monopole des grandes puissances sur l'armement nucléaire. Toutefois, l'échange supposé d'un savoir-faire nucléaire pakistanais contre des missiles Nodong (rebaptisés Ghauri) nord-coréens ne risquait pas de se justifier par des sympathies islamistes. Khan bénéficia pour-

tant d'une absolution immédiate, et les accusations portées par ses amis sur la complicité volontaire de l'ISI et de l'armée furent pratiquement oubliées. L'administration Bush avait menacé publiquement d'une guerre de « préemption » les responsables de la prolifération d'armes de destruction massive, et déposé près d'un an plus tôt le président Saddam Hussein selon l'argument finalement indémontrable que son régime en détenait.

En effet, l'engagement idéologique radical de Bush envers la doctrine de « préemption » – conférant aux États-Unis le droit de mener une action militaire unilatérale sans demander l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU – rattachait la possession d'armes de destruction massive à la « guerre globale contre le terrorisme ». Le gouvernement soutenait que Saddam, au nom d'une haine de l'Amérique qu'il partageait avec Al-Qaida, pouvait fournir aux djihadistes ces armes qu'il était censé posséder. À l'automne 2002, la conseillère à la Sécurité nationale Condoleezza Rice déclara que les États-Unis ne pouvaient pas courir le risque de voir un « canon fumant » se transformer en « champignon atomique », justifiant à l'envi le plan d'intervention en Irak. Les critiques avaient objecté qu'une alliance entre des djihadistes instables et un régime irakien laïc qu'ils exécraient plus que tout ne paraissait guère plausible. Même la Maison Blanche se trouva dans l'obligation d'admettre après l'invasion de l'Irak que Saddam, très affaibli, ne tenait plus au pouvoir que par un fil, et avait préféré mentir que reconnaître qu'il ne possédait pas d'armes de destruction massive. Du fait de sa vulnérabilité, Saddam n'aurait jamais consenti à une collaboration avec des djihadistes susceptibles de précipiter une entrée en guerre avec les États-Unis qu'il voulait justement éviter.

Le chaos qui succéda à l'invasion de l'Irak en mars 2003 contribua à assagir le gouvernement Bush et à lui faire comprendre que les États-Unis ne disposaient ni des troupes ni du soutien international propres à contraindre la Corée du Nord à abandonner un programme nucléaire indéniablement plus avancé et plus menaçant. Peu à peu, Washington sembla redécouvrir avec intérêt les compromis boiteux qui gouvernent les relations internationales depuis la signature du traité de Westphalie en 1648. Ainsi, l'espoir d'arrêter Ben Laden poussa le président Bush à ignorer les péchés nucléaires du Pakistan. La Maison Blanche avait bien conscience que des investigations

poussées sur la prolifération nucléaire au Pakistan mettraient Moucharraf en péril et donneraient un surcroît d'audace aux puissants partis islamistes du gouvernement et à leurs milices associées de longue date à Al-Qaida. Comme en Arabie Saoudite, l'alternative la plus vraisemblable au régime contestable du Pakistan était précisément ces mêmes djihadistes que l'on avait trop longtemps tolérés.

En réalité, Bush reproduisait l'attitude de ses prédécesseurs des vingt dernières années : fermer plus ou moins les yeux sur les vilains secrets nucléaires du Pakistan. Dans les années 80, les États-Unis, qui donnaient la préséance à la défaite soviétique en Afghanistan, autorisèrent Abdul Qadeer Khan et les dirigeants pakistanais à poursuivre leurs recherches pour la production d'armes nucléaires et de systèmes de lancement. Lorsque leur première bombe atomique explosa, en mai 1998, les retombées d'une telle tolérance avaient déjà contaminé toute la société pakistanaise. Les gouvernements successifs encouragèrent (ou échouèrent à enrayer) l'émergence des milices djihadistes destinées à appuyer la politique pakistanaise en Afghanistan et dans l'État indien disputé du Cachemire, où leurs violences obligeaient New Delhi à maintenir ses troupes. On peut supposer que tout en représentant un immense danger pour la politique intérieure, les événements du 11 septembre, qui ont forcé Moucharraf à un revirement, ont sauvé le Pakistan des conséquences de son indulgence inconsidérée à l'encontre d'Al-Qaida.

Bien entendu, ces calculs sur la politique pakistanaise passée et présente seraient relégués au second plan par les États-Unis si Ben Laden venait à se faire arrêter. L'enlisement dans le bourbier irakien serait écarté des gros titres du journal télévisé. En tirant profit du scandale de la prolifération nucléaire au Pakistan, les États-Unis pouvaient enfin nourrir raisonnablement l'espoir de contraindre un Moucharraf spécialement vulnérable à obtempérer malgré les menaces des djihadistes pakistanais. Quels que soient les moyens employés, les Américains se réjouiraient que Ben Laden soit mis hors d'état de nuire, mais Washington se devait d'évaluer les éventuelles répercussions au Pakistan, et les limites logiques de la coopération d'Islamabad. Un gouvernement pakistanais qui laissait l'armée de terre américaine opérer ouvertement sur son territoire signait forcément

son arrêt de mort. Même la présence renforcée d'agents du FBI et de la CIA était mal perçue.

Au-delà du plaisir que prendrait l'Amérique à châtier un ennemi assimilé au mal absolu, il était moins que certain que la capture de Ben Laden assure un apaisement durable. (Des espoirs comparables s'étaient manifestés lorsque les troupes américaines s'étaient emparées de Saddam Hussein près de sa ville natale de Tikrit. Pourtant, la résistance irakienne ne s'était pas calmée, peut-être parce qu'elle n'était plus grevée par le terrible héritage de Saddam et pouvait se concentrer sur l'opposition à une occupation étrangère et occidentale.)

Mais Ben Laden n'avait aucune intention de se laisser prendre facilement. Dans les milieux djihadistes, on insinuait souvent qu'il avait instruit ses gardes du corps qu'il préférait le « martyre » à la capture. Il n'aurait pas supporté de subir l'humiliation réservée à Saddam, filmé pendant qu'un médecin américain cherchait des poux sur son crâne. Il refusait de finir ses jours comme prisonnier encagé, exhibé dans la capitale de l'ennemi. Il est possible aussi que Washington l'ait préféré mort que déféré devant un tribunal américain, où ses interminables témoignages auraient fait naître une fable héroïque au sein d'une communauté musulmane comptant 1,2 milliard d'individus. Était en jeu l'avenir de son mythe et du mouvement qu'il en était venu à symboliser. Au-delà du processus de pérennisation de sa légende personnelle, Ben Laden avait réussi à isoler l'Amérique sur le plan international, surpassant tout ce qu'avaient pu tenter les Soviétiques au faîte de leur puissance. Même l'administration Bush dut avouer que la politique étrangère musclée appliquée après le 11 septembre et son interventionnisme militaire avaient si gravement entamé le prestige des États-Unis à l'étranger qu'il faudrait « des années d'efforts soutenus et déterminés » pour que l'Amérique retrouve une image positive[4].

L'engagement de Ben Laden dans l'islam djihadiste le désignait comme un adepte de l'idéologie tout autant que de la religion. En effet, ses détracteurs musulmans remettaient en question sa compréhension de l'islam et son habilitation à énoncer des décrets religieux. Toutefois les États-Unis, une généra-

tion après leur intervention au Vietnam, avaient aussi opté pour l'idéologie dans leur guerre contre le terrorisme, pour contrer non plus le « communisme international », mais la religion qui connaissait l'expansion la plus rapide. Naturellement, ce n'est pas du tout l'impression que souhaitait produire Bush. Il n'avait pas le cœur aussi dur. Il bannit définitivement de son vocabulaire le terme initial de « croisade » (que la propagande djihadiste s'obstinait en revanche à utiliser) et s'efforça même, après l'invasion de l'Irak, de toucher les cinq millions de musulmans américains en conviant leurs dignitaires religieux à la Maison Blanche pour partager l'*iftar*, le repas traditionnel qui rompt le jeûne du ramadan après le coucher du soleil.

Mais Ben Laden et une bonne part des musulmans modérés n'étaient pas dupes. Sur les chaînes satellites arabes, ils ne voyaient que des hélicoptères et des bombardiers américains visant des Pakistanais insuffisamment armés, ou des Irakiens en train de combattre l'armée d'occupation américaine (et recourant souvent à des tactiques de guérilla urbaine inspirées des Israéliens). Ben Laden ne s'est intéressé que tardivement à la cause palestinienne. Il a néanmoins fini par apprécier son incomparable potentiel fédérateur, non seulement parmi les Arabes mais pour tous les musulmans, du Maroc aux Philippines. À peu près partout dans le monde, Ben Laden et Bush passaient tous les deux pour des fondamentalistes, l'un totalement voué à un islam djihadiste sans concession, l'autre au service de ses suppôts ultra-religieux ligués avec les élus néoconservateurs. Bon nombre d'entre eux étaient depuis longtemps d'ardents partisans de la droite israélienne et de ses puissants amis américains. Pour mettre la dernière touche à ce dialogue de sourds idéologique, chaque protagoniste de cet affrontement religieux niait tout point commun avec le langage ou l'attitude de l'autre.

Dans le cadre d'un combat manifestement déséquilibré entre la seule superpuissance de la planète et les djihadistes, cette quasi-assimilation n'était pas une mince victoire pour Ben Laden, que certains critiques traitaient de nihiliste. Outre ses remarquables talents d'organisation et sa capacité avérée à porter atteinte à l'Amérique, Ben Laden possédait un autre avantage sur Bush. Alors que le président apparaissait souvent comme un orateur médiocre, Ben Laden faisait montre d'une

éloquence exceptionnelle dans une langue rendue fameuse par la beauté et la poésie du Coran. Aucun étranger n'est à même de se faire une idée juste de la puissance et des dangers de l'arabe. Les Arabes d'un certain âge n'ont jamais oublié les discours de Gamal Abdel Nasser diffusés par la radio cairote La Voix des Arabes – et le sentiment de consternation et d'humiliation lorsque ses propos séducteurs ont contribué à l'entraîner dans la guerre des Six Jours en 1967, gagnée haut la main par Israël. L'arabe sobre et classique de Ben Laden exerçait un semblable pouvoir de fascination sur la jeune génération, même sur les individus élevés à l'occidentale et grands consommateurs de chaînes satellites arabes, en particulier Al-Jazira.

Il y a quelques années, j'interrogeai une jeune secrétaire marocaine qui travaillait pour Al-Jazira à Paris sur ses impressions après une interview de Ben Laden. Cette jeune femme qui avait l'apparence, le discours et les manières d'un cadre parisien raffiné avoua qu'elle était subjuguée par ses paroles, qui, si elle ne les comprenait pas toujours parfaitement, lui rappelaient ses parents et ses aïeux. Je soupçonne que sa réaction était génétiquement programmée. Dans la mémoire de presque tous les musulmans sommeille le souvenir d'un islam glorieux, tant dans le domaine des arts que des sciences et de la politique. La colonisation par les Occidentaux et les avanies qui en résultèrent, ainsi que l'éducation, le capital, le savoir-faire et la puissance militaire occidentaux n'ont servi qu'à leur faire mesurer la distance entre l'hégémonie passée et ce qu'ils ressentaient au présent comme une sujétion. (Pour reprendre cette malheureuse formule à la mode, c'est peut-être « la fin de l'Histoire » en Occident, mais certainement pas dans les pays musulmans.) Comparé à Ben Laden, le président Bush ne pouvait pas se prévaloir d'un tel talent, et ses efforts occasionnels pour vanter la grandeur de la religion musulmane passèrent presque inaperçus en Amérique et à l'étranger. Il jouait par ailleurs le jeu de ses adversaires. En marginalisant délibérément les quelques spécialistes qui, au sein du gouvernement ou en dehors, connaissaient précisément l'islam et le monde musulman, la Maison Blanche se complut pendant la longue préparation de la guerre en Irak dans une ignorance qu'elle paya finalement très cher. C'était là le prix de la désinformation pour un gouvernement qui cherchait une assise dans la religion.

De plus, la Maison Blanche fit preuve d'une tolérance tout à fait excessive envers les discours malveillants dont les fondamentalistes américains accablaient l'islam. L'Amérique n'était d'ailleurs pas un cas isolé. Le Premier ministre italien Silvio Berlusconi était pareillement capable de dénigrer l'islam. Willy Claes, pendant son bref mandat de secrétaire général de l'ONU au milieu des années 90, dépeignait l'islam comme la grande menace de demain, une démarche analysée par ses détracteurs comme un effort simpliste pour maintenir l'alliance en cherchant un remplaçant à un communisme obsolète. On avait parfois l'impression que les ultra-religieux dans l'orbite de la Maison Blanche et les proches du président au sein du parti républicain rivalisaient de virulence à l'encontre de l'islam. Le révérend Jerry Vines, ancien président de la Convention baptiste du Sud – les baptistes forment le groupe protestant le plus important des États-Unis –, qualifia le prophète Mahomet de « pédophile possédé par le démon ». Quant au révérend télévangéliste Jerry Falwell, il décréta sur le plateau de l'émission de CBS *60 Minutes* : « Je crois que le prophète Mahomet était un terroriste », et le décrivit comme « un homme violent, un guerrier[5] ». Le révérend Benny Hinn, un autre télévangéliste, assura que le conflit israélo-arabe « n'était pas une guerre entre juifs et Arabes, mais un combat entre Dieu et le diable ». Franklin Graham, fils de l'évangéliste Billy Graham, qui avait béni les conventions républicaines de 1996 et 2000, et prononcé l'invocation officielle lors de la cérémonie d'investiture du président Bush, traitait l'islam de « religion maléfique et diabolique ».

Paul Weyrich, un conservateur influent, tenait l'islam pour une « menace » et suggérait d'« encourager les musulmans à quitter les États-Unis » car ils représentaient une « cinquième colonne au cœur du pays[6] ». La journaliste de droite Ann Coulter proposait pour sa part d'« envahir leurs pays, de liquider leurs chefs et de les convertir au christianisme ». Des groupes fondamentalistes chrétiens firent part de leur espoir d'envoyer à cet effet des missionnaires en Irak. Le général de corps aérien William G. « Jerry » Boykin, un fondamentaliste devenu en juin 2003 sous-secrétaire à la Défense chargé du renseignement, se présenta en uniforme et rangers devant des congrégations de fidèles pour clamer son mépris de l'islam. Si certains pays avaient « perdu leurs valeurs et leur moralité, l'Amérique

demeurait une nation chrétienne [et] le seul moyen de vaincre les terroristes était de les affronter au nom de Jésus ». À propos de sa rencontre avec un seigneur de la guerre somalien dans les années 90, qui lui avait dit : « Allah me protégera », il déclara : « Je savais que mon Dieu était plus grand que le sien. » Un enregistrement le montrait en train d'expliquer à une assemblée de croyants que la guerre de Bush confrontait la tradition judéo-chrétienne à un « individu qui a pour nom Satan ». L'histoire fut rapportée en octobre 2003 par le *Los Angeles Times*. Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le général Richard Myers, chef de l'état-major interarmées, tâchèrent de minimiser le poids des fâcheux dérapages verbaux du héros militaire, qui fut maintenu dans ses fonctions après avoir présenté des excuses officielles.

Tant d'indulgence face à de tels écarts ne passa pas inaperçue du noyau dur de l'électorat de Bush – ni du monde musulman. De nombreux musulmans accusèrent les remarques du général et les réactions de ses supérieurs de cautionner les injures des prédicateurs fondamentalistes et d'amplifier leur portée. La superpuissance ne réagit pas vraiment. On constata néanmoins qu'il y avait deux poids deux mesures. En octobre 2003, lorsque le Premier ministre malais Mahathir Mohammed adressa aux juifs un compliment ambigu en observant que leur poids dans les affaires internationales n'était guère en rapport avec leur importance numérique, il provoqua un tollé général en Occident, et tout spécialement aux États-Unis[7]. Ses réflexions trahissaient une admiration involontaire pour les juifs, qui avaient prospéré malgré des persécutions infligées au cours des siècles non par les musulmans mais par les Européens. En effet, une analyse attentive du discours prononcé devant les 57 représentants de l'Organisation de la Conférence islamique, lors du congrès tenu dans sa capitale Kuala Lumpur, laissait penser qu'il exhortait ses coreligionnaires à s'intégrer au monde moderne, à réfléchir, à œuvrer pour la paix et à mettre un terme aux attentats-suicides.

Ces paroles choquèrent cependant beaucoup d'Occidentaux habitués à assumer la culpabilité de la Shoah et des persécutions millénaires des chrétiens contre les juifs, et à s'abstenir de fustiger trop durement les abus d'Israël par peur de passer pour des antisémites. « Les Européens ont exterminé 6 millions de juifs

sur un total de 12, mais aujourd'hui ils gouvernent le monde par procuration, expliqua le Premier ministre à un auditoire captivé. Ils s'arrangent pour que d'autres se battent et donnent leur vie à leur place. Nous sommes confrontés à un peuple qui sait réfléchir, ajouta-t-il. C'est en réfléchissant, et non en ripostant, qu'ils ont survécu à deux mille ans de pogroms. Ils ont inventé et promu avec succès le socialisme, le communisme, les droits de l'homme et la démocratie, afin que les persécutions à leur encontre apparaissent comme une injustice[...]. Désormais ils se sont assuré un contrôle sur les nations les plus fortes, et la minuscule communauté qu'ils forment est devenue une puissance internationale. » Ces remarques ont peut-être blessé les oreilles occidentales, mais Mohammed ne pouvait pas être classé parmi les djihadistes, comme en témoignait sa farouche répression de l'extrémisme musulman dans son pays. À ses yeux, la lutte des Palestiniens « n'avait rien à voir avec la religion. C'était une question purement territoriale. Arrachez sa terre à quelqu'un et il se battra pour la récupérer ».

Lorsque Bush se rendit en Indonésie le même mois, il parut sincèrement perplexe de voir ses motivations remises en question pendant sa rencontre d'une demi-heure avec des leaders islamiques modérés à Bali. Ils demanda à ses conseillers : « Croient-ils sérieusement que nous prenons tous les musulmans pour des terroristes[8] ? » Sa surprise n'était pas sans relation avec le caractère extrêmement protégé des voyages officiels depuis le 11 septembre, et avec une répugnance à chercher des informations au-delà du bref rapport quotidien des services de renseignement. Bush et son équipe étaient peu enclins à prendre acte des ressentiments suscités à l'étranger par la politique américaine et l'intolérance de leurs amis fondamentalistes. Il partageait l'état d'esprit d'un grand nombre d'Américains ordinaires, qui même après les événements du 11 septembre refusaient de s'interroger sur les racines de la colère djihadiste et sur ce qui poussait tant de musulmans modérés à approuver leurs actions violentes.

Au lendemain des attentats, les Américains déclarèrent : « Ils nous haïssent pour ce que nous sommes », une réaction viscérale tout à fait compréhensible en la circonstance, mais la

réflexion s'arrêta là. Le gouvernement lui-même ne dépassa jamais vraiment le stade de ce mantra caricatural. Bush et ses collaborateurs insinuèrent à plusieurs reprises que l'Irak de Saddam Hussein était prêt à procurer des armes de destruction massive à Al-Qaida. Les sondages d'opinion démontrèrent même que ces assertions sans preuves constituaient pour les citoyens moyens l'argument le plus décisif en faveur de l'intervention contre Saddam Hussein. Ceci dit, le gouvernement ne se donna pas la peine de réfléchir sur lui-même ni d'expliquer à la population pourquoi la politique américaine envers le monde musulman provoquait un rejet aussi profond. L'administration défendait la position selon laquelle l'Amérique avait été agressée sur son propre territoire, d'une manière qui justifiait une guerre illimitée contre le terrorisme. Cette attitude intransigeante était soutenue par le credo des néoconservateurs, persuadés que la superpuissance américaine saurait changer les règles et plier les musulmans et leurs régimes non démocratiques à la volonté de Washington.

Pendant sa visite officielle à Londres en novembre 2003, Bush profita d'un discours très travaillé à l'intention du Moyen-Orient pour louer les vertus de la démocratie, reprocher aux gouvernements précédents d'avoir sacrifié les idéaux à l'opportunisme, et jurer que ces vils dévoiements n'auraient plus jamais cours. Mais le Moyen-Orient demeurait sceptique. Il savait que Washington comptait toujours sur les régimes autocratiques régionaux pour garantir la stabilité, même si Bush avait légèrement réprimandé sur ce point ses alliés stratégiques, l'Égypte et l'Arabie Saoudite. À mesure que la guerre en Irak dégénérait, les musulmans cessaient de croire que les Américains tiendraient leurs promesses. Les limites de leur volonté démocratique apparurent clairement dans la politique américaine en Irak. Ignorant la requête des chiites, les Américains refusèrent en effet d'organiser des élections avant le transfert officiel de souveraineté du 30 juin 2004, redoutant que la majorité chiite ne vote pour une République islamique.

Ils avaient retenu les leçons électorales marquées par le slogan « Un homme, un vote, une seule fois », qui avait ouvert la voie à la République islamique d'Iran. Il est évident que l'Amérique se montrait de plus en plus coulante envers les régimes non démocratiques. Les États-Unis resserrèrent leur coopération

avec les services de renseignement de leurs proches alliés et se rapprochèrent pour la première fois de certains autres – comme l'Algérie et la Tunisie – qu'ils tenaient jusque-là à l'écart en raison de violations des droits de l'homme et des droits civils. Les réalistes alléguèrent qu'il s'agissait là des contraintes inhérentes à la guerre contre le terrorisme[9].

Washington avait l'air de croire que ces contradictions pouvaient se régler par des campagnes publicitaires et par une guerre psychologique. Les États-Unis créèrent une nouvelle station de radio – puis une chaîne de télévision – destinée à diffuser leur message aux musulmans. De la musique pop et des spots colorés encensant le style de vie américain occupaient la majeure partie des programmes. Le mot d'ordre était d'améliorer le « packaging », tandis qu'il était déconseillé de discuter les liens entre Saddam Hussein et Al-Qaida. Le credo des néoconservateurs, agrémenté d'un panégyrique wilsonien des élections et de la démocratie, ne tolérait pas les doutes. Le rôle capital d'Israël dans l'approche qu'avaient les musulmans du problème brillait par son absence dans les débats dominants sur le terrorisme. Même les musulmans qui se réjouissaient de la chute de Saddam restaient convaincus que la guerre déclarée à son régime visait aussi à prendre le contrôle du pétrole irakien et à fragiliser le plus franc détracteur d'Israël.

De tels soupçons ne faisaient qu'accentuer le climat général de malaise. Pendant la majeure partie du XX^e^ siècle, le problème palestinien avait alimenté le sentiment d'injustice et d'humiliation des musulmans, né d'une succession de revers face à un Israël expansionniste et à l'argent, aux armes et au soutien diplomatique que les pays occidentaux, et particulièrement les États-Unis, lui accordaient généreusement. La Palestine était depuis longtemps la pierre de touche de plusieurs siècles de déclin islamique, rendu plus aigu par les efforts infructueux d'occidentalisation qui débutèrent par la campagne de Napoléon en Égypte et atteignirent leur point culminant – tout au moins du point de vue des djihadistes – avec l'abolition du califat par Ataturk. Il y a quelques années de cela, un porte-parole du gouvernement israélien qui désapprouvait mes reportages au Moyen-Orient me dit qu' « Israël n'avait rien à craindre tant que les Américains lisaient la Bible et pas le Coran ». Le lieutenant de Ben Laden, Ayman al-Zawahiri, renversa cette logique.

Dans un ouvrage intitulé *Les Chevaliers sous la bannière du Prophète,* publié par extraits dans un journal saoudien après l'effondrement des talibans en 2001, Al-Zawahiri avançait que la Palestine se distinguait bon an mal an comme le meilleur pourvoyeur d'effectifs du djihad. Du temps de Nasser, sa radio influente, La Voix des Arabes, transmettait le message du Caire jusque dans les villages les plus reculés du monde arabe. Mais l'impact de la station n'était rien en comparaison des images de violence diffusées par Al-Jazira et les chaînes satellites concurrentes d'Abu Dhabi et de Dubaï depuis les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Lorsque Ben Laden, Al-Zawahiri ou d'autres leaders d'Al-Qaida conspuaient les « croisés » américains, ils commettaient bien sûr une erreur historique, puisque les croisades sont une entreprise européenne antérieure de plusieurs siècles à la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Mais le public musulman avait intégré depuis longtemps la condamnation par Al-Qaida des « croisés » et des « sionistes » américains. Il s'agissait là de noms de code, de réflexes purement automatiques.

Al-Qaida et les autres djihadistes comptaient peu de soldats dans l'Irak de l'avant-guerre, et se trouvaient cantonnés à la zone-tampon kurde, sur la partie septentrionale de la frontière Iran-Irak, où Téhéran voyait en eux un moyen efficace de déstabiliser les nationalistes kurdes. En revanche, l'Irak de l'après-Saddam offrit aux djihadistes un nouveau champ de bataille, attirant des volontaires qui brûlaient de contrer les États-Unis et de saper leurs projets dans la région. Même avant l'invasion américaine, Ben Laden et Al-Zawahiri avaient appelé les djihadistes à la résistance, non pas pour défendre le régime de Saddam (dont la politique laïque leur apparaissait comme une apostasie), mais pour protéger Bagdad, siège du califat écrasé par les conquérants mongols en 1258. Dans une des plus flagrantes ironies du sort qui aient ponctué la guerre, les États-Unis – qui avaient échoué à prouver, avant le début du conflit, la collusion entre Saddam et Al-Qaida – furent confrontés quelques mois après sa chute à une déferlante d'attentats-suicides caractérisés par l'esprit de sacrifice propre aux djihadistes. Les services de renseignement occidentaux dénombrèrent des cen-

taines de volontaires recrutés en Europe et passés clandestinement en Irak depuis l'Iran, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, la Syrie, le Koweït et la Turquie. Certains de ces États utilisaient les djihadistes pour épuiser les Américains, tout en exacerbant les tensions parmi les Kurdes d'Irak et les Arabes sunnites et chiites.

Certaines des recrues en provenance d'Europe étaient apparentées au Ansar-al-Islam, un groupe djihadiste majoritairement kurde établi en 2001 le long de la frontière Iran-Irak. D'un point de vue géographique, ils dépendaient de l'Iran pour leurs déplacements et leur ravitaillement. Leur mission initiale consistait à ruiner les entreprises des Kurdes d'Irak, qui contrôlaient alors une enclave autonome grâce à la protection militaire que Londres et Washington assuraient depuis 1991. Pressée de convaincre la population de partir en guerre contre Saddam, l'administration Bush s'était escrimée – vainement – à présenter des preuves consistantes des liens entre Saddam et le Ansar, dont certains cadres avaient suivi un entraînement dans les camps afghans d'Al-Qaida. En réalité, ils partageaient tout au plus avec Saddam l'ennemi nationaliste kurde. Saddam craignait que toute collaboration avec eux ne l'entraîne dans la guerre contre l'Amérique qu'il souhaitait éviter à tout prix. Pendant l'offensive de 2003, les États-Unis bombardèrent copieusement les positions retranchées du Ansar, tuant des centaines de djihadistes. D'autres parvinrent à franchir la frontière et à s'enfuir en Iran.

Malgré la correction qu'ils venaient d'essuyer, les survivants du Ansar recommencèrent au bout d'un mois à passer en Irak depuis l'Iran. Les membres du Ansar présents en Iran, ainsi que les cadres d'Al-Qaida à proprement parler, constituaient un argument de négociation potentiel pour les autorités de Téhéran, préoccupées par l'organisation des Moudjahidin du peuple hostiles au pouvoir religieux iranien, plus de 3 000 hommes armés financés par Saddam et stationnés le long de la frontière Iran-Irak. Depuis des années, elle figurait sur la liste des groupements terroristes du Département d'État. Cependant, les néoconservateurs du gouvernement étaient tentés de les utiliser aux dépens de Téhéran. Dans les mois qui suivirent la guerre, l'organisation se vit accorder un statut spécial, en contradiction avec la doctrine officielle de Washington, qui refusait la distinction

entre « bons » et « mauvais » terroristes, et avait porté sur sa liste noire le Djihad islamique et le Hamas palestinien qui ne visaient pourtant ni les Américains ni leurs intérêts.

Force relativement réduite, ces djihadistes avaient néanmoins leur utilité. Les sunnites irakiens qui résistaient à l'occupation américaine se montraient rarement disposés à réaliser des attentats-suicides. En août 2003, les attaques de ce type démarrèrent toutefois pour de bon, et vu la propension du Ansar à accepter le sacrifice de ses membres, on peut supposer qu'il participa aux attentats meurtriers à la voiture piégée qui touchèrent divers contingents militaires occidentaux, le quartier général de l'ONU à Bagdad et les principaux leaders religieux chiites à Nadjaf et Nasiriyah. Paradoxalement, les djihadistes du Ansar, essentiellement des Arabes venus de l'étranger, passèrent outre leur vieille aversion pour Saddam et son régime laïque pour entamer une coopération avec les sunnites irréductibles d'Irak qui lui étaient restés fidèles. C'est ainsi que l'invasion américaine destinée à destituer Saddam aboutit à créer les circonstances délétères dont l'administration avait voulu prouver à toute force la réalité pour justifier l'extension à l'Irak de la guerre contre le terrorisme.

Au grand embarras de la Maison Blanche, le « tsar » de la lutte antiterroriste Richard A. Clarke, qui conserva son poste pendant trois mandats présidentiels, fit passer énergiquement le message en témoignant le 24 mars 2004 devant la commission d'enquête indépendante sur les événements du 11 septembre. Il avait présenté sa démission en octobre 2002, reprochant à Bush de donner au renversement de Saddam la préséance sur la poursuite de la lutte contre Al-Qaida. « Si je mets tant de virulence à critiquer le président des États-Unis, c'est parce que sa décision d'envahir l'Irak a gravement nui à la guerre contre le terrorisme[10]. »

À la mi-janvier, un messager pakistanais d'Al-Qaida, Mohammed Ghul, fut arrêté près de la frontière iranienne par les forces kurdes, avec une lettre de dix-sept pages sur CD censément rédigée par Abu Musab al-Zarqawi. Cette lettre sollicitait soi-disant l'assentiment d'Al-Qaida en vue d'une série d'attaques contre les chiites, dans le but de déclencher des affrontements avec

leurs compatriotes sunnites qui plongeraient l'Irak dans une véritable guerre civile avant que les Américains n'aient pu consolider leur présence en procédant au transfert de souveraineté, fixé au 30 juin 2004. Al-Zarqawi, un Jordanien d'origine palestinienne, était régulièrement cité par les dirigeants américains (notamment par le secrétaire d'État Colin Powell lors de son discours du 5 février 2003 devant le Conseil de sécurité de l'ONU) comme un acolyte d'Al-Qaida, et aurait reçu des soins médicaux à Bagdad après le conflit afghan de 2001. Aucune preuve ne vint corroborer ces allégations, qui restaient pourtant l'argument le plus solide pour démontrer la coopération entre Al-Qaida et Saddam. Quoi qu'il en soit, moins d'un mois après qu'on eut appris l'existence de la lettre, plus de 150 chiites trouvèrent la mort en Irak dans des attentats-suicides simultanés, le jour de l'*Ashura*, journée de jeûne expiatoire.

Les Français aiment à dire qu'il ne faut pas « insulter l'avenir ». Il est encore trop tôt pour dresser un bilan définitif de l'action de Ben Laden et de l'islam djihadiste. Mais on peut déjà affirmer qu'ils ont bouleversé la société américaine autant, sinon plus, que les autres pays étrangers. Il règne en Amérique un climat d'anxiété confinant à la paranoïa. Le *Patriot Act* et les limitations qu'il imposait aux libertés civiles, les marques d'hostilité envers les immigrants suspects, qui virent souvent se prolonger leur période de mise au secret après le 11 septembre, et l'obsession sécuritaire dominante au sein d'une société qui se targuait d'être la plus ouverte au monde – autant d'éléments à mettre au compte de Ben Laden.

En ce qui concerne le terrorisme, on avait tendance à penser jusqu'au 11 mars 2004 que les efforts coordonnés des polices à l'échelle internationale, une collaboration plus efficace des services de renseignement et une bonne dose de chance cantonneraient les djihadistes à des cibles faciles situées en marge des vrais centres de pouvoir. Une telle position peut sembler insensible et ethnocentrique. Pendant son demi-siècle d'existence, la guerre froide a donné lieu à des dizaines de conflits périphériques, mais n'a presque jamais entraîné d'affrontements directs entre l'URSS et les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN.

Le mardi 11 mars 2004 au matin, treize bombes explosèrent dans quatre trains de banlieue qui desservaient Madrid à l'heure de pointe, tuant 191 personnes et en blessant près d'un millier.

Selon les estimations des experts, le bilan aurait été encore plus lourd si l'explosion avait eu lieu une minute plus tard, car le toit en verre de la gare d'Atocha se serait probablement effondré. La date de l'opération avait été adroitement calculée pour tomber symboliquement 911 jours après les attentats en Amérique, et trois jours à peine avant les élections législatives espagnoles. Le Premier ministre José María Aznar commença par attribuer les attaques à l'ETA, l'organisation terroriste des séparatistes basques qui était depuis longtemps sa bête noire. Il ne fallut cependant que quelques heures pour qu'apparaisse clairement la signature des djihadistes : un communiqué à un journal arabophone de Londres revendiquant les attentats, et la découverte d'une camionnette contenant un détonateur et une cassette de versets du Coran, près d'une gare de banlieue d'où étaient partis deux des trains.

La stratégie d'Aznar produisit un effet boomerang. Sa solide réputation d'attachement à l'ordre aurait pu servir son parti s'il ne s'était pas efforcé de rejeter la faute sur l'ETA. Une foule en colère se rassembla devant le quartier général du Partido Popular, le parti d'Aznar, protestant contre ses manœuvres pour manipuler les électeurs. La participation au scrutin s'avéra beaucoup plus forte que prévu. Les outsiders socialistes infléchirent par surprise le cours des élections lorsque le Premier ministre désigné, José Luis Rodríguez Zapatero, annonça qu'il veillerait, comme il s'y était engagé, au retrait des 1 300 militaires espagnols stationnés en Irak, à moins que les États-Unis ne cèdent à l'ONU le contrôle de Bagdad. Il ne se priva pas de dénoncer l'implication obstinée d'Aznar dans le « fiasco » de la guerre en Irak, à laquelle près de 90 % des Espagnols s'opposaient depuis le début. Aznar, qui depuis un mois se félicitait de ses choix auprès de la presse, passait désormais pour un imbécile du fait de son alliance avec Bush en Irak, et pour un filou à cause de ses encouragements à la répression de l'ETA ; il avait négligé les progrès du terrorisme islamiste, et tenté de retourner à son propre avantage les attentats du 11 mars[11]. Un message du porte-parole militaire autoproclamé d'Al-Qaida en Europe disait à peu près ceci : « Vous aimez la vie et nous aimons la mort », paraphrase assez lourde du *¡ Viva la muerte !* des phalangistes. Les attentats étaient « une riposte à la collaboration avec le criminel Bush, spécialement en Irak et en Afghanistan ».

Les néoconservateurs américains s'érigèrent contre ce qu'ils interprétaient comme une tentative d'apaisement des djihadistes, arguant que Zapatero manquait de courage en menaçant de se retirer d'Irak. Mais ce qui chagrinait vraiment la Maison Blanche était cette première brèche dans les rangs de la coalition. La réaction de l'Espagne allait soulever des questions inconfortables pour Bush, à quelques mois à peine des élections présidentielles. Le Premier ministre britannique Tony Blair, qui s'était aussi engagé en Irak malgré une opinion défavorable, se trouvait pareillement affaibli. La Corée du Sud refusa brutalement de stationner des troupes autour de Mossoul, jugé trop risqué. À la mi-avril, Zapatero annonça que les troupes espagnoles auraient quitté l'Irak d'ici six semaines, et les contingents plus modestes du Honduras et de la République dominicaine, placés sous commandement espagnol, suivirent le mouvement. Tout à coup, les efforts acharnés de Bush pour coopérer en Irak avec de nouveaux alliés rencontraient de sérieux obstacles.

Toutefois, les experts de l'antiterrorisme situaient la leçon ailleurs. Pour la première fois, les djihadistes avaient frappé l'Europe de l'Ouest. Le choix de l'Espagne n'était pas une surprise totale. Fin 2001, une cellule importante d'Al-Qaida s'y trouvait réunie, et Mohammed Atta et Ramzi ben al-Shibh s'y étaient donné rendez-vous pour finaliser les attentats du 11 septembre l'été précédent. Plus récemment, Al-Qaida avait averti l'Espagne des retombées d'un envoi de troupes en Irak, et ne cachait pas qu'à ses yeux elle appartenait toujours au Dar al-Islam, cinq cents ans après que la monarchie catholique eut chassé en 1492 les derniers Maures d'*al Andalus*, l'actuelle Andalousie, mettant fin à près de huit siècles de domination musulmane.

Le mode opératoire des terroristes avait également de quoi inquiéter. Pour la première fois, ils avaient réussi à réaliser les attaques simultanées caractéristiques d'Al-Qaida sans recourir à la méthode de l'attentat-suicide. La découverte, dans un sac qui n'avait pas explosé, d'un téléphone trafiqué servant à déclencher un détonateur mena rapidement à l'arrestation d'un immigré marocain originaire de Tanger, Djamel Zougam. Il avait déjà été interrogé après le 11 septembre, sur les instances de la France qui le surveillait depuis 2000, mais on l'avait relâché faute de preuves. Zougam avait ouvert une boutique de télépho-

nie miteuse dans un quartier de Madrid essentiellement peuplé d'immigrés.

La police marocaine établit très vite que Zougam s'était rendu à Tanger l'année précédente et y avait rencontré un célèbre vétéran du djihad, Abdelaziz Benyaich, au domicile duquel on avait découvert un téléphone portable trafiqué relié à un détonateur. Un des frères de Benyaich s'était fait appréhender à la suite des attentats de Casablanca, en mai 2003. Les enquêteurs furent frappés par les progrès techniques accomplis entre les attaques rudimentaires de Casablanca et l'opération élaborée de Madrid. La collaboration après coup des polices ne faisait que souligner les lacunes de la mise en commun des données parmi les responsables européens de la sécurité depuis le 11 septembre. Les rivalités entre pays et entre institutions jouaient un rôle là-dedans, comme dans l'action antiterroriste aux États-Unis. Les responsables de la sécurité de l'Union européenne organisèrent une réunion extraordinaire pour renforcer les règles de coopération, et décidèrent même de nommer un chef de l'antiterrorisme. Cependant, on ne savait toujours pas avec certitude si l'attentat de Madrid avait été commandité par Al-Qaida ou s'il était l'œuvre de djihadistes locaux – qu'ils aient reçu des encouragements ou décidé d'agir de leur propre chef maintenant que Ben Laden était en fuite. En comparant la menace islamiste à un virus du sida en perpétuelle mutation, le juge Bruguière a proposé une définition pertinente du dilemme occidental.

Il serait naïf d'imaginer que les mesures appliquées par l'Union européenne et les strictes régulations de Washington suffiront à éradiquer le terrorisme. Le terrorisme a toujours existé, et on ne pourrait pas plus l'éliminer de la surface de la terre qu'on ne saurait en effacer la misère, la maladie ou la malveillance. De nos jours, d'autres sociétés démocratiques ont appris à vivre avec le terrorisme sans perturbation majeure pour l'existence quotidienne du citoyen. Alors que les Américains semblent résolus à régler la question terroriste, les Européens préfèrent s'en sortir en limitant les dégâts. Cela ne trahit ni résignation ni volonté d'apaisement, quoi qu'en disent les néo-conservateurs américains et leurs amis journalistes. La Grande-

Bretagne a dû subir pendant trente ans les bombes de l'IRA avant de parvenir à un compromis politique délicat et toujours précaire avec l'Irlande du Nord. L'Allemagne et l'Italie, dont le passé fasciste, avant et après la Seconde Guerre mondiale, remettait en question la légitimité des structures gouvernementales, ont réussi à surmonter les violences de l'extrême gauche pendant les années 70 et 80. Ce qui est certain, c'est que les Américains ont perdu avec le 11 septembre leur sentiment d'invulnérabilité pour la première fois depuis que les Britanniques ont incendié la Maison Blanche en 1814 (ou depuis que les Japonais ont réussi à lâcher quelques bombes incendiaires sur la côte Ouest pendant la Seconde Guerre mondiale).

Toutefois, les Américains ont toujours su rebondir, et on peut parier qu'ils comprendront avec le temps que d'autres priorités méritent de s'imposer. Après tout, nombreux sont les problèmes qui nécessitent une attention et des moyens comparables à ceux que l'on accorde au terrorisme. Ce serait déjà une avancée considérable si l'Amérique en prenait réellement conscience, et si le terrorisme djihadiste restait confiné à la périphérie. Réfléchissez donc à ce qui se passait quelques années en arrière. Avec le 11 septembre et les années d'incurie qui l'avaient précédé, le terrorisme djihadiste pouvait se permettre de plus grandes ambitions. Empêcher Ben Laden et ses compagnons d'étendre leur action terroriste au-delà du tiers-monde marque certainement un premier pas vers une diminution planétaire de leur impact. Le terrorisme se nourrit de la publicité faite autour de lui et de sa capacité avérée à frapper davantage que les intérêts occidentaux – toutes les cibles occidentales exercent un attrait puissant sur les jeunes musulmans en colère. Si les kamikazes échouent à perpétrer de nouvelles opérations spectaculaires contre les États-Unis ou d'autres grandes puissances occidentales, les séductions du djihad risquent de se flétrir toutes seules.

Si l'on espère juguler le terrorisme, il convient de mettre au point une politique plus adroite envers le monde musulman – la Palestine, bien sûr, mais aussi le Cachemire et la Tchétchénie, où l'on a laissé la situation dégénérer pendant trop longtemps. Encore une fois, les États-Unis gagneraient à mesurer ce qu'il en coûte de fuir ses responsabilités. La guerre et la paix inachevées en Afghanistan sont comme un reproche adressé au monde, et tout spécialement aux États-Unis, qui pour la seconde

fois en dix ans ont tourné le dos aux ruines qu'ils avaient contribué à créer, ignorant les leçons aussi limpides que terribles que l'on pouvait tirer d'une telle désinvolture. Après le 11 septembre, il devenait impossible de tolérer plus longtemps le prix à payer pour l'abandon de ces États-tampons perdus au bout du monde.

Je ne me sens pas vraiment convaincu quand les spécialistes du monde arabe avancent que l'antiaméricanisme des musulmans et leur violence seraient réduits de 70 % si Washington daignait favoriser la fondation d'un État palestinien viable à côté d'Israël, conformément aux promesses de Bush en 2002. Mais quel que soit le pourcentage, il est vrai que la question palestinienne demeure le point le plus sensible dans les relations entre l'Amérique et le monde musulman, et qu'elle encourage le terrorisme. Cette perception des choses est assez enracinée pour mériter une mise à l'épreuve sérieuse et prolongée. Malgré ses accès ponctuels de rhétorique et de frénésie diplomatique, le gouvernement n'a manifesté aucune volonté affirmée de s'en occuper. En effet, le vice-président Dick Cheney, en visite au Moyen-Orient pendant l'hiver 2002, a clairement appuyé le démantèlement systématique des institutions palestiniennes embryonnaires par le Premier ministre Ariel Sharon. L'accord tacite stipulait que le sort des Palestiniens pouvait rester en suspens le temps qu'il faudrait aux Américains pour mener une guerre contre l'Irak et imposer aux pays arabes un règlement en accord avec les intérêts communs des États-Unis et d'Israël.

Les conséquences de l'invasion de l'Irak démontrèrent qu'il ne s'agissait là que d'une chimère, et discréditèrent par la même occasion les néoconservateurs, qui ne savaient pratiquement rien de l'Irak ni du monde arabe en général, et avaient ostracisé les spécialistes qui remettaient en cause le bien-fondé de la guerre. Les Palestiniens et les Israéliens ont prouvé leur inaptitude à se libérer par leurs propres moyens d'une histoire commune de plus en plus critique. Les attentats-suicides palestiniens contre des cibles israéliennes ne font pas qu'exprimer la frustration des plus faibles dont la terre a été confisquée par les colons : ils dénotent également une dangereuse irrationalité, puisqu'ils cessent de circonscrire leur action à des objectifs strictement militaires – soldats israéliens et colons armés sur les terri-

toires occupés pendant le conflit de 1967 – pour s'en prendre à des civils établis à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'État d'Israël. L'usage que fait Israël de la force (souvent avec des avions et des hélicoptères fabriqués et fournis par les États-Unis) va aussi à l'encontre de ses propres intérêts. Une bonne partie de l'opinion internationale juge que l'Amérique se déshonore en échouant à contenir son protégé israélien. Sa réputation de complaisance envers les abus des Israéliens est probablement nuisible à l'État d'Israël lui-même et désastreux pour les Palestiniens, et dessert les prétendues aspirations des États-Unis à voir émerger un Moyen-Orient plus ouvert et moins hostile [12].

À l'heure qu'il est, il serait imprudent d'émettre autre chose que des hypothèses sur les répercussions durables de l'invasion de l'Irak, sûrement l'aventure politique la plus irréfléchie de l'Amérique au Moyen-Orient, où elle s'était arrangée pendant près d'un siècle (quoique avec des difficultés croissantes) pour protéger Israël tout en ménageant les Arabes qui contrôlaient le plus gros des ressources pétrolières du golfe Persique. Il se peut bien que l'Amérique tire toute seule les conclusions des périls attachés aux excès de l'hégémonie. Seule une puissance dotée d'une assurance proche de l'arrogance et étroitement liée à l'ennemi des musulmans pouvait envahir avec tant d'insouciance un pays arabe géographiquement stratégique et pourvu de larges réserves pétrolières.

La guerre de Bush ressemblait à un coup de dés planétaire. On peut légitimement se demander si la noble mission consistant à apporter la démocratie aux musulmans ne pèsera pas trop lourd pour une superpuissance confrontée à l'échéance électorale, et aux questions de ses administrés sur le coût humain et matériel de l'opération. Depuis le 11 septembre, on a eu tendance à oublier que l'islamisme politique radical (contrairement à la violence du djihad) était sur le déclin depuis une dizaine d'années. Mais cette guerre est susceptible de renverser le processus. Il est évident que Ben Laden et les djihadistes qu'il a inspirés font tout leur possible pour humilier les Américains en Irak, espérant qu'un échec dans ce pays les aidera à conquérir le pouvoir en Arabie Saoudite et ailleurs dans le monde musulman. Le fait que les djihadistes aient fait de l'Irak une arène où l'on se dispute l'âme et les

richesses du Moyen-Orient n'est pas la moindre des surprises que nous ait réservées Ben Laden. Mais il faut dire que l'administration Bush leur a servi cette opportunité sur un plateau. Quoi qu'il en soit, le sourire du Chat du Cheshire risque de s'attarder un bon moment.

Notes

UNE PUNAISE DANS L'OREILLE D'UN ÉLÉPHANT

1. *Washington Post*, 15 avril 2002. Sept mois après le 11 septembre, Al-Jazira, la chaîne satellite installée au Qatar et regardée par des millions d'Arabes de préférence à leurs chaînes nationales souvent censurées, diffusa une cassette montrant le pirate saoudien Ahmad Alghamdi annonçant dans son « testament » de mars 2001 qu'il participerait bientôt à une mission-suicide contre une cible aux États-Unis. « Il est grand temps que nous allions tuer les Américains sur leur propre terrain », disait-il. Selon le commentaire d'Ibrahim Hilal, de la rédaction d'Al-Jazira, « cette cassette ne laisse pas la place au doute. Elle prouve définitivement qu'Al-Qaida est responsable ».

2. *New York Times*, 19 avril 2002. Selon Paul Bucherer, expert suisse en art afghan, une équipe d'Al-Qaida a méthodiquement saccagé une réserve pleine de bouddhas anciens et de statuaire Gandhara au Musée national de Kaboul, peu avant l'explosion des Bouddhas en mars 2001. Cette équipe de non-Afghans se chargea des destructions après que les leaders talibans locaux eurent refusé d'y participer. Après la chute des talibans, des journalistes occidentaux découvrirent à Kaboul des lettres décrivant comment Oussama Ben Laden et ses proches collaborateurs avaient convaincu le mollah Omar de détruire le site de Bamiyan.

3. *The Sociology and Psychology of Terrorism : Who Becomes a Terrorist and Why ?*, Federal Research Division, Bibliothèque du Congrès, 1999.

4. Bernard Lewis, *The Assassins*, Al Saqi Books, 1985, p. 47.

5. Par exemple, Djamel Kashoggi, rédacteur adjoint d'*Arab News*, publié à Djedda, rédigea pour le premier anniversaire un article où il étudiait courageusement les différentes attitudes dans le monde arabe.

6. *Newsweek*, 28 avril 2002 ; *Washington Post*, 1er mai 2002.

7. Julie Sirrs, analyste de la CIA qui rencontra Massoud, en fut réprimandée et décida de quitter le service du gouvernement (interview, Washington, 21 décembre 2000).

8. Arafat attendit décembre 2002 pour attaquer ouvertement Ben Laden. Dans une interview accordée au *Sunday Times* (Londres), il déclara : « Je lui dis tout net de ne pas se cacher derrière la cause palestinienne. Pourquoi Ben Laden parle-t-il maintenant de la Palestine ? Il ne nous a jamais aidés. » Arafat accusait Ben Laden de « travailler à un niveau complètement différent, et contre nos intérêts ». Sa colère venait d'une déclaration attribuée à Al-Qaida qui revendiquait un attentat-suicide perpétré le mois précédent dans un hôtel appartenant à un Israélien, près de Mombasa au Kenya, et qui prenait la défense de la cause palestinienne. Ariel Sharon profita de cette revendication, diffusée sur un site web créé par un groupe jusqu'alors inconnu, l'Organisation islamique Al-Qaida en Palestine, pour dénoncer une fois de plus la présence, selon lui, d'agents de Ben Laden dans la bande de Gaza (*Sunday Times*, 15 décembre 2002).

9. Après avoir d'abord eu le soutien de Washington en tant que chaîne courageusement libre dans le monde très censuré de l'audiovisuel arabe, Al-Jazira subit la pression avouée de l'administration Bush pour avoir diffusé les déclarations d'Oussama, surtout après le 11 septembre. Les chaînes américaines se soumirent quasiment sans protestation, puis il fut demandé à l'émir du Qatar, cheikh Khalifah ibn Hamad al-Thani, de reprendre Al-Jazira en main. Washington régla ses comptes avec la chaîne en lâchant une bombe sur ses bureaux à Kaboul, mais après que les talibans et Al-Qaida avaient fui la capitale en novembre. Al-Jazira, et c'est tout à son honneur, continua à diffuser les cassettes audio et vidéo fournies par Al-Qaida, mais en usant de plus de discrétion dans leur présentation et leur montage.

10. Les Russes se vantaient d'avoir tué le président tchétchène Djokhar Doudaev en 1994 en le visant avec un missile guidé par les ondes du téléphone satellite que la victime utilisait souvent. Selon certaines anecdotes, Ben Laden garda son téléphone mais le fit adapter de manière à pouvoir s'en servir tout en étant loin de la personne qui composait le numéro et tenait le combiné.

11. C'est ce que firent Ramzi ben al-Shibh dans un documentaire d'Al-Jazira diffusé pour l'anniversaire de l'événement, et Ayman al-Zawahiri, lieutenant d'Oussama, moins d'un mois plus tard. Il s'agissait dans les deux cas de cassettes audio. Al-Jazira diffusa également une bande sonore émanant en principe de Ben Laden en personne, mais sans pouvoir la dater.

12. Tout le monde ne fut pas convaincu de l'authenticité de la cassette. Hervé Bourlard, directeur de l'institut de recherche suisse IDIAP, suggéra qu'il pouvait s'agir d'un faux. Comparant l'enregistrement avec quatre-vingt-dix minutes d'échantillons antérieurs, il déclara lors d'une interview accordée à France 2, le 28 novembre 2002, qu'il laissait place au doute.

13. Le Special Boat Service britannique participa à cette opération manquée et s'en prit violemment au Pentagone.

14. Sharon aurait dû être jugé en Belgique pour crimes de guerre, plus

particulièrement après la mort de centaines de Palestiniens à Beyrouth, dans les camps de Sabra et de Chatila en 1982. En 2002, un tribunal belge annonça que la loi qui avait permis de condamner des Rwandais pour génocide ne s'appliquait pas à Sharon.

15. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, vol. I : *L'Appel 1940-1942*, Plon, 1954, p. 145.

L'ENVOL DU BOURDON

1. Cela se passait avant que les extrémistes islamistes pakistanais enlèvent et assassinent en janvier 2002 Daniel Pearl, correspondant du *Wall Street Journal* à Karachi, ville déplaisante qu'il vaut mieux éviter lorsqu'on le peut.

2. Dans certains cas, en Bosnie par exemple, les Saoudiens ont détruit les mosquées existant encore, au nom de leur esthétique hostile à tout ornement.

3. Freya Stark, *La Route de l'encens : un voyage dans l'Hadramaout*, Payot, 1992.

4. Yeslam Ben Laden, l'un des demi-frères d'Oussama, *Newsweek*, 9 novembre 2001.

5. *Al-Hayat*, 6 novembre 2001 ; *Los Angeles Times*, 13 novembre 2001.

6. *Daily Telegraph*, 10 octobre 2001.

7. Oussama mentionne deux fois Ibn Taymiyah dans sa « Déclaration de guerre contre les Américains occupant le pays des deux Lieux saints », publiée quelques mois après son retour en Afghanistan en mai 1996, afin de justifier l'assassinat de tous les Américains, civils ou militaires. Ibn Taymiyah devint une référence islamique essentielle pour Al-Qaida, justifiant la mort d'innocents dans les attentats d'août 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie (90 % des victimes étaient africaines) et, bien sûr, lors du 11 septembre. L'argument du « tuez-les tous » est simple : si les victimes sont innocentes, elles iront au paradis ; si elles sont coupables, elles méritent une mort violente. Aux XII[e] et XIII[e] siècles, dans le sud-ouest de la France, les fidèles du pape invoquèrent des raisons identiques pour massacrer les Albigeois, les cathares. En 1209, au siège de Béziers, le légat du pape, Arnaud Amaury, ordonna : « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens. »

8. En 1993 encore, le cheikh Ben Jibreen, vice-président du Conseil des oulémas nommé par le gouvernement, déclarait : « Le chiite est un hérétique et un idolâtre qui devrait être éliminé. » Les chiites sont des citoyens de seconde zone, ils n'ont pas le droit d'entrer dans l'armée ni dans la police, il leur est interdit de construire des mosquées dans leurs villages, où l'eau courante fait généralement défaut (Said K. Aburish, *A Brutal Friendship : The West and Arab Elite*, Victor Gollancz, 1997, p. 243).

9. Les mariages de *mut'a* (littéralement « plaisir ») légalisent les relations temporaires entre hommes et femmes, dans la jurisprudence chiite.

Et dans le Golfe, le *misyar*, variante sunnite moins connue, pratiquée par les wahhabites et d'autres disciples de l'école de jurisprudence hanbalite, approuve les arrangements provisoires contractés, théoriquement, lorsqu'un homme est loin du foyer conjugal.

10. *Correo de Bilbao* et *Daily Telegraph*, 12 octobre 2001.
11. *Newsweek*, 19 novembre 2001.
12. *Ibid.*
13. *Los Angeles Times*, 13 novembre 2001.
14. Taki, Taki's Top Drawer, « The Lives & Loves of Osama bin Laden », *The New York Press*, 1er-7 septembre 1999.
15. *Newsweek*, 19 novembre 2001.
16. *Ibid.*
17. *Pièces à conviction*, France 3, 18 octobre 2001.
18. Interview, Djedda, 1er décembre 1999.
19. Interview accordée par Djamel Kashoggi, Djedda, 3 décembre 1999.
20. Interview accordée par Aboul Anas, Londres, 2000.
21. Interview, Amman, 3 mai 2000.
22. Robert Fisk, *Independent*, 1993.
23. L'intérêt de la Syrie pour les islamistes radicaux a fini par payer, après le 11 septembre, lorsque Damas partagea son importante base de données avec les États-Unis, obtenant ainsi un allègement momentané des pressions de Washington. Mais les néoconservateurs mirent un terme à cet arrangement, au grand dam de la CIA qui appréciait beaucoup la liste qui leur avait été fournie, répertoriant 60 000 islamistes dont certains Frères musulmans. Ceux dont on retrouva la trace en Espagne avaient des liens avec les terroristes de Madrid et avaient rencontré Mohammed Atta.
24. *Pièces à conviction*, France 3, 18 octobre 2001. Le prince Turki al-Fayçal, ex-chef des services secrets saoudiens, le situait entre 40 et 50 millions de dollars (*Arab News*, 8 novembre 2001).
25. *New York Times*, 9 octobre 2001.

L'AFGHANISTAN : ISLAMISTES EXCITÉS ET FIN DE LA GUERRE FROIDE

1. En mai 2002, les États-Unis tentèrent d'assassiner Hekmatyar avec un drone Predator armé, peu après que le chef de guerre discrédité eut, sous la pression américaine, quitté son abri en Iran pour regagner l'Afghanistan. Il avait cherché refuge à Téhéran après avoir été chassé de Kaboul par les talibans en 1996, au grand soulagement de la population locale (*New York Times*, 8 mai 2002).
2. Don Larrimore, correspondant de la Voix de l'Amérique, établi à Islamabad dans les années 80, se rappelle avoir joué au poker avec divers agents américains qui, en privé, avouaient « écouter » les communications

militaires soviétiques émises dans les montagnes de la province frontalière du Nord-Ouest. Selon lui, les journalistes installés à Islamabad étaient reconnaissants envers les espions australiens, britanniques et canadiens qui suivaient la guerre de leur mieux (interview, Paris, 24 novembre 2002). Mais je continue à avoir des doutes. Plus d'une décennie après avoir rencontré pour la première fois, en 1988, un diplomate américain très coopératif en mission à Peshawar, j'ai de nouveau croisé sa route. Je lui ai demandé quelle était la source d'une information particulièrement exceptionnelle qu'il m'avait jadis donnée sur la situation en Afghanistan. « Presque tout ce que je savais sur ce qui se passait à l'intérieur du pays, je l'apprenais en lisant attentivement ce que les journalistes écrivaient après s'être risqués à franchir la frontière et en parlant avec eux de ce qu'ils avaient vécu. »

3. WBC, Interview en cinq parties, novembre 2002.

4. Interview accordée par Ahmad Muaffaq Zaidan, Islamabad, 7 octobre 2000.

5. Interview accordée par Anders Fange, Peshawar, 2 octobre 2000.

6. Zbigniew Brzezinski, *Le Nouvel Observateur*, 15-21 janvier 1998.

7. Mary Anne Weaver, *A Portrait of Egypt*, Farrar, Straus & Giroux, 1999, p. 174.

8. Interview accordée à Richard Murphy, New York, 14 décembre 1998.

NAISSANCE D'UN LEADER

1. Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan : State Formation and Collapse in the International System*, Yale University Press, 1995, p. 187.

2. Robert Fisk, *Independent*, novembre 1993.

3. Interview accordée par Tarek al-Fadhli, Abyan, Yémen, 23 septembre 1999.

4. Selon le Palestinien Hamza Mohammed, qui combattit en Afghanistan et travailla pour Oussama au Soudan, Ben Laden « ne donnait pas seulement de l'argent, il faisait aussi don de sa personne. Il a quitté son palais pour aller vivre avec les paysans afghans et les combattants arabes. Il faisait la cuisine avec eux, mangeait avec eux, creusait les tranchées avec eux » (Scott MacLeod, *Time*, 6 mai 1996).

5. *Ibid.*

6. Interview accordée par Khaled Batarfi, Djedda, 12 décembre 1999.

7. Interview accordée par Djamel Kashoggi, Riyad, 4 décembre 1999.

8. Interview accordée par Djamel Ismaïl, Islamabad, 18 juillet 1999.

9. Interview accordée par Boudejema Bounoua, Londres, 20 février 2001.

DU HÉROS AU FAUTEUR DE TROUBLES

1. Interview accordée par Tarek al-Fadhli, Abyan, Yémen, 23 septembre 1999.
2. Bob Woodward, *Veil : The Secret Wars of the CIA 1981-1987*, Simon & Schuster, 1987, p. 215.
3. Prince Turki al-Fayçal, interview sur la chaîne de télévision saoudienne WBC et dans *Arab News*, 3 novembre 2001.
4. *Ibid.*
5. *New York Times*, 22 novembre 2001.
6. *New York Times*, 27 décembre 2001.
7. Général H. Norman Schwarzkopf, *It Doesn't Take a Hero*, Bantam Books, 1993, p. 379.
8. Oussama et ceux qui partageaient ses idées ne se laissèrent pas convaincre par les oulémas qui déclarèrent que la prohibition à l'égard des étrangers ne concernait que La Mecque et ses environs, et non le royaume tout entier.
9. Interview du cheikh Yamani, qui fit de fréquentes visites à Djedda pour y rencontrer Oussama en 1990, Saana, 19 septembre 1999.
10. Interview par Djamel Ismaïl, Islamabad, 19 juillet 1999.

LE SOUDAN, PARADIS ISLAMIQUE

1. *Africa Confidential*, 13 octobre 2000. Citation de Tourabi déclarant le 18 décembre 1999 : « Il [le président Omar Hassan Ahmed al-Bachir] est allé au palais et je suis allé en prison pour ne pas mettre le mouvement [Front islamique national] en danger. »
2. Témoignage au procès à New York des terroristes d'Afrique de l'Est, District Sud de New York, *United States of America v. Usama bin Laden et al.*, S(7) 98CR.1023, 7 février 2001.
3. Département d'État, *Foreign Terrorist Organizations*, 8 octobre 1999.
4. Témoignage au procès à New York des terroristes d'Afrique de l'Est, 7 février 2001.
5. Le Soudan était déjà connu comme un pays islamiste avant l'arrivée au pouvoir du FNI. Le Front de libération de la Palestine y avait ouvert son siège en 1969. L'ambassadeur américain Cleo Noel, son numéro deux Curtis Moore et le chargé d'affaires belge avaient été assassinés en 1973 par les terroristes de Septembre Noir dans un attentat qui avait entraîné la rupture avec Washington et retardé de plusieurs années la reconnaissance officielle de l'OLP.
6. En 1993, d'après une note du Département d'État datée du 14 août 1996, Oussama avait financé le voyage de 300 à 480 anciens combattants afghans de Peshawar à Khartoum.
7. Tourabi, en sunnite convaincu, ne cacha jamais son profond mépris

pour l'interprétation chiite de l'islam (interview à Paris par Jean Gueyras, correspondant du *Monde,* 23 juin 2003).

8. Ces pressions ont parfois eu des effets pervers. Menacés de prison, ou pire, s'ils retournaient dans leurs pays, de nombreux combattants du djihad trouvèrent un abri temporaire au Soudan et au Yémen, auprès desquels l'Égypte ne cessa d'exiger leur extradition. D'autres allèrent se battre en Bosnie et en Tchétchénie pour répondre à l'appel de la guerre sainte qu'ils considéraient comme un devoir sacré, ou plus simplement pour échapper aux poursuites de leurs gouvernements.

9. Les autorités américaines tenaient Erwa pour responsable de la mort de deux Soudanais de l'USAID dans la ville de Juba, capitale du Sud, en 1992. C'est en partie à cause de cet attentat que les États-Unis avaient décidé, l'année suivante, des sanctions à l'encontre de Khartoum.

10. David Shinn, alors responsable de l'Afrique de l'Est au Département d'État, qui assistait au dîner d'adieu de Carney, déclara qu'il avait été « sceptique quant aux résultats tangibles qui pouvaient résulter de cette offre, et agréablement surpris par la proposition de se débarrasser de Ben Laden » (communication avec Shinn, 31 mai 2003).

11. Conversations téléphoniques avec des ambassadeurs de pays occidentaux en poste à Khartoum, septembre 1999.

12. En privant, en 1994, Ben Laden de sa citoyenneté, la monarchie saoudienne l'avait désavoué et rendu impossible son retour au royaume (interview d'un diplomate soudanais ayant activement participé aux négociations, New York, 11 juin 2002).

13. Entretien avec un diplomate américain chargé à cette époque de la lutte contre le terrorisme, Paris, 12 septembre 2001.

14. Entretiens avec des ambassadeurs de pays occidentaux en poste à Khartoum, septembre 1999.

15. L'accusation, lors du procès de New York, ne cita pas Ali A. Mohamed comme témoin, se contentant d'une déclaration écrite sous serment. Il devint témoin à charge en échange d'une réduction de peine.

16. Interview d'un policier français, Paris, 23 février 2002.

17. Ben Laden se vanta publiquement et en privé de la participation d'Al-Qaida à la lutte contre les Américains en Somalie, selon le journaliste saoudien Djamel Kashoggi, qui n'eut pas l'impression que cette participation avait été importante (interview téléphonique, Londres, 28 novembre 2003). La seule indication connue d'une implication militaire d'Al-Qaida fut une mission d'entraînement aux abords de la frontière du Kenya, loin de la principale zone de combats à Mogadiscio et des autres agglomérations. L'un des hommes qui entraînait les soldats d'Al-Qaida travaillait avec Ittihad, un groupe d'islamistes violemment opposé à la milice de Mohamed Farah Aïdid qui détruisit les hélicoptères. De plus, l'ambassadeur Robert Oakley, diplomate chevronné habitué aux situations difficiles qui fut envoyé à Mogadiscio et eut accès aux rapports des services secrets des États-Unis et de l'ONU, déclara qu'il n'avait pas pu, malgré une enquête approfondie, corroborer les dires de Ben Laden quant à la parti-

cipation d'Al-Qaida (interview, Washington, 16 octobre 1999). Scott Peterson, du *Christian Science Monitor,* qui couvrait l'opération des États-Unis et retourna en Somalie plusieurs années plus tard pour vérifier les rumeurs concernant une participation d'Al-Qaida, déclara que les responsables de la milice d'Aïdid démentaient avec indignation avoir besoin d'une instruction militaire de la part de quiconque, et affirmaient qu'ils n'avaient entendu parler d'Al-Qaida qu'après les attentats contre des ambassades américaines en Afrique de l'Est (interview, Amman, 25 novembre 1999). L'action de Ben Laden contre les États-Unis en Somalie faisait partie des charges retenues contre Ben Laden, mais l'accusation n'en fit pas état lors du procès de New York.

18. Témoignage, New York, procès des terroristes d'Afrique de l'Est, 2001.

19. Interview d'un diplomate soudanais, New York, 11 juin 2002.

20. *Ibid.*

21. Interview d'Abdel Bari Atwan, rédacteur en chef d'*Al-Quds Al-Arabi,* Londres, 23 juin 1999.

22. Interview, Khartoum, 7 septembre 1999.

23. Dans les discussions internes du Département d'État en août 1996, Ben Laden n'était pas décrit comme un terroriste mais comme « l'un des plus importants soutiens financiers des activités des islamistes radicaux dans le monde aujourd'hui ». Le mot de terrorisme n'était même pas prononcé (*Washington Post,* 3 octobre 2001).

24. *Ibid.*

25. Un rapport de la CIA daté du 1er juillet 1996 indiquait toutefois que les informations livrées par Fadl n'avaient pas fait mouche : « Nous manquons, s'y lamentait-on, de sources unilatérales proches de Ben Laden. » Bill Gertz, *Breakdown : The Failure of American Intelligence to Defeat Global Terror,* Plume, 2003, p. 100.

26. Cofer Black, ancien responsable de l'antiterrorisme à la CIA, qui avait été en poste à Khartoum, déclara dans son témoignage devant les membres du Congrès qui enquêtaient sur les dysfonctionnements des services de renseignement que la CIA avait fait échouer une tentative « des brigands de Ben Laden » pour l'assassiner à Khartoum en 1995 (*Washington Post,* 27 septembre 2002). Black devint par la suite directeur de l'antiterrorisme au Département d'État. D'autres sources firent état d'une surveillance agressive des agents de la CIA et de deux attentats – l'un avec un pied-de-biche, l'autre au couteau – qui furent considérés par tous comme la preuve que le gouvernement de Khartoum était incapable d'assurer normalement la sécurité des ressortissants sous statut diplomatique.

27. Conversation téléphonique avec un ancien officiel, Washington, 20 septembre 2002.

28. La plus grande partie de cette aide ne parvint jamais à destination. Elle comprenait quatre avions de transport C-130 remis à neuf. Deux seulement furent livrés, et l'Éthiopie les utilisa dans la guerre contre

l'Érythrée qui éclata en 1990 (communication avec David Shinn, 31 mai 2003).

29. Ijaz dément avoir été intéressé par le pétrole soudanais, mais certaines personnes bien au fait des affaires soudanaises en doutent.

30. Interview téléphonique, Washington, 2 novembre 1999.

31. *Vanity Fair*, janvier 2002.

32. Interview d'un ancien membre de l'administration Clinton, 9 juin 2002. Un haut responsable du Département d'État rappelait qu'à la fin de l'année 1999, la CIA s'était ralliée aux vues de Pickering en acceptant d'envoyer à nouveau du personnel à son agence de Khartoum. Le Département d'État tenait à y avoir des diplomates en poste de façon permanente (entretien téléphonique, 19 janvier 2004).

33. Interview de Qutbi al-Mahdi, directeur des services du renseignement.

34. Richard Clarke devait affirmer que Clinton l'avait vertement rabroué lorsqu'il lui avait fait observer que l'attaque des missiles risquait d'être interprétée de cette façon. Écartant d'un geste les retombées de l'affaire Lewinsky – « Foutez-moi la paix avec mes problèmes politiques, ou mes problèmes personnels ! » –, il avait demandé à Clarke si les tirs de missiles répondaient à un impératif de sécurité nationale. Et Clarke lui ayant répondu par l'affirmative, Clinton avait lancé : « Alors allez-y, bon sang ! » (entretien téléphonique avec Clarke, Washington, 8 décembre 2003).

35. Interviews de Janet McElligott, Washington, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003. Janet McElligott a travaillé comme chargée des relations publiques et représentante officielle du Soudan à Washington jusqu'à l'entrée en vigueur en 1997 des sanctions votées par l'ONU, qui lui ont interdit d'exercer ces fonctions. Elle n'était pas, de son propre aveu, très appréciée des membres de l'administration Clinton. Et le leur rendait bien : elle reconnaît avoir apporté « un gros paquet de documents » au bureau du procureur spécial Kenneth Starr à Washington pendant la procédure de destitution (mais il n'en est rien sorti). Elle est restée conseillère du gouvernement soudanais, bien qu'elle en soit officiellement empêchée, bravant ainsi l'administration américaine. Elle se souvient d'avoir été un jour menacée de prison par un responsable du bureau des Affaires africaines du Département d'État pour s'être livrée à une activité diplomatique en dépit de l'interdiction ; et d'avoir répondu à son accusateur : « Allez-y, arrêtez-moi... quand vous aurez arrêté Jimmy Carter et Jesse Jackson », qui intervenaient tous deux dans les relations soudano-américaines et d'une manière autrement embarrassante, car publique.

36. Entretien téléphonique, 8 décembre 2003.

37. Entretien téléphonique avec un ancien haut responsable qui avait approuvé les frappes, Washington, 23 décembre 2003.

38. Interview d'un haut responsable soudanais, New York, 11 juin 2002, et conversation avec Christopher Isham, producteur de la chaîne de télévision ABC, qui avait discuté de la situation avec O'Neill.

39. Entretien téléphonique, Washington, 22 décembre 2003.

40. À Washington, les responsables de la CIA suggèrent que Ben Laden a pu quitter le campement soixante minutes (selon Richard Clarke) ou quatre-vingt-dix minutes (selon un autre haut fonctionnaire) avant les frappes. Mais, ainsi que me l'a confié un membre important de la CIA installé dans la région à l'époque, il est probable qu'il se soit terré aussitôt après les attentats des ambassades, bien loin du campement bombardé le 20 août (entretien téléphonique, Washington, 11 novembre 2003). La même source affirme catégoriquement que le gouvernement pakistanais n'avait pas été prévenu, mais Clarke prétend que « les meilleurs renseignements a posteriori » le poussent à croire qu'un chef de l'ISI en retraite, sans doute le général Hamid Gul, ayant eu connaissance de l'attaque imminente, en avait averti Ben Laden (*New Yorker*, 8 août 2003).

41. Entretien téléphonique avec un ancien haut fonctionnaire, Washington, 20 septembre 2002.

42. Conversation, Washington, 25 février 2000.

43. Susan Rice se refusait à croire que quiconque, au sein de l'administration, ait pu se montrer indifférent à l'égard de ce qui était pour la nation la première des priorités au point de négliger la plus petite chance d'en savoir plus au sujet des attentats terroristes qui avaient coûté la vie à ses collègues du Département d'État. « Il est inconcevable que dans le chagrin et la souffrance provoqués par la mort des nôtres, le Département d'État, ou n'importe quel organe du gouvernement, n'ait pas eu la volonté de suivre toutes les pistes, quelle qu'ait été leur origine » (entretien téléphonique, Washington, 8 juin 2002).

44. Entretien téléphonique avec un ancien haut responsable, Washington, 22 décembre 2003.

45. Un haut responsable du renseignement français m'a fait remarquer qu'on pouvait toujours truquer ce genre d'informations, mais que le vrai problème était ailleurs : à moins d'avoir quelqu'un qui connaisse bien le terrain, comment s'y retrouver à travers ces milliers de pages ? (interview, Paris, 14 août 2002).

46. *Washington Post*, 17 mars 2000.

47. Un ancien et très estimé responsable de la CIA déclara que les services secrets égyptiens avaient fourni des échantillons de terre contenant de l'EMPTA. L'Égypte était encore sous le coup de la colère après la tentative d'assassinat du président Moubarak, mais elle décida aussitôt de se réconcilier avec Khartoum.

48. *Dateline*, 29 décembre 1999.

49. Interview, 11 juin 2003.

50. Entretien téléphonique, Washington, 20 janvier 2004.

51. Entretiens téléphoniques et échanges de mails, Washington, à partir du 11 novembre 2003.

52. « Les gens du FBI ne cachent pas qu'ils mouraient d'envie de voir ces deux types – ils savent qu'ils ont raté une belle occasion et le regrettent. » D'après ce même interlocuteur, les discussions avec le FBI de New York étaient assez avancées (interview, New York, 11 juin 2002).

53. Échange d'e-mails et interview téléphonique avec Kemal Heyder, Islamabad, 7 décembre 2003.

54. Échange d'e-mails et entretien téléphonique avec Janet McElligott, Washington, 25 novembre 2002.

55. L'Égypte, néanmoins, cessa rapidement de menacer le FNI, car elle craignait semble-t-il que sa disparition n'encourage le Sud à faire sécession, aggravant ainsi le chaos.

56. *Vanity Fair*, janvier 2002. L'ambassadeur Carney fut chargé par la suite de délivrer le même genre d'avertissement oral, mais il n'y était question ni d'Al-Qaida ni de Ben Laden (communication avec l'auteur, 20 novembre 2002).

57. Le machiavelisme dont fit preuve Tourabi dans cette affaire augurait bien de la façon dont il allait se comporter avec Ben Laden quelques années plus tard. Après que les Français lui eurent fourni des preuves, m'a-t-il dit, « j'ai demandé à Carlos de partir le plus vite possible ». Tourabi savait fort bien que Carlos n'avait nulle part où aller. Il n'en feignit pourtant pas moins la surprise en apprenant à quelque temps de là que Carlos se trouvait toujours à Khartoum. « J'ai dit : "Puisqu'il ne veut pas comprendre, donnez-le aux Français." La décision n'a pas été difficile à prendre. » Tourabi n'en fut pas moins sévèrement critiqué pour avoir trahi Carlos. Mais après tout, répond-il, Carlos n'était pas musulman. Ses beuveries et son goût immodéré pour les aventures féminines ne faisaient pas de lui un citoyen modèle dans ce pays musulman, défenseur d'un islam pur et dur. Tourabi sous-entendait que le fait de livrer un non-musulman ne posait, bien sûr, aucun problème de conscience. Ce raisonnement s'accordait avec le refus des Saoudiens et des Yéménites d'autoriser des Américains athées à interroger des musulmans soupçonnés de participation à des opérations terroristes ayant entraîné la mort de citoyens américains (interview, Washington, 3 mai 1995). On a dit que les Français avaient, en guise de remerciements, remis au FNI des photographies par satellite des positions occupées par les rebelles au sud du pays. Par-dessus le marché, le général Philippe Rondot, qui traquait Carlos depuis des années et avait négocié avec Tourabi, se vit offrir une masse d'informations sur Ben Laden. Les services de renseignement français furent les mieux informés des pays de l'Ouest (interview avec un haut responsable français, 14 août 2002).

58. *Washington Post*, 27 août 1998.

59. Interviews dans *Arab News* et sur WBC Television, novembre 2001. Ben Laden renvoya le compliment, en accusant les Saoudiens.

60. Interviews, Islamabad, 18 juillet 1999 et 14 octobre 2000.

61. Témoignage au procès des terroristes d'Afrique de l'Est à New York, 2001.

62. Entretien téléphonique avec un ancien responsable, Washington, 20 septembre 2002.

63. Témoignage au procès des terroristes d'Afrique de l'Est, New York, février 2000.

64. Ben Laden ne possédait pas d'actions de cette banque, comme on l'a dit parfois, conformément à la charia qui interdit de verser des intérêts en cas d'associations destinées à des transactions séparées.

65. Mais il en restait bel et bien un grand nombre, d'après Timothy Carney, secrétaire adjoint du bureau Asie du Sud en 1995.

66. Djamel Ismaïl, Peshawar, 13 juillet 1999.

67. Le même mémorandum mentionnait le type de renseignement que l'administration Clinton avait renoncé à collecter en rompant le contact avec le FNI à la fin de l'année 1996 : « Nous fournir les noms, dates d'arrivée et de départ, destination et contenu des passeports des moudjahidin amenés au Soudan par Ben Laden » (*Washington Post*, 3 octobre 2001).

ALGÉRIE : SPORT ET MUSIQUE

1. Interview, Washington, 5 janvier 2000.

2. Le président Houari Boumediene, dans le cadre d'un programme d'arabisation qui devait se heurter à de nombreuses difficultés, fit venir des enseignants d'Égypte et d'autres pays du Moyen-Orient pendant les années 60 afin de remplacer le français par l'arabe dans les écoles. Il y avait parmi ceux-ci des Frères musulmans dont Le Caire était trop content de se débarrasser. Le programme produisit une génération d'Algériens qualifiés d'« illettrés dans les deux langues ».

3. Début 2001, alors que l'activité terroriste avait disparu dans la capitale, l'ambassade américaine recommandait à ses ressortissants en voyage officiel de s'y déplacer « en véhicule blindé dans les conditions de sécurité appropriées » et aux Américains qui y effectuaient des séjours privés de « ne jamais aller où que ce soit sans être accompagné d'un Algérien », en précisant que cette recommandation valait « pour les déplacements à pied dans Alger et dans les autres villes ».

4. Témoignage, *Libération*, 4 juillet 2002 ; *Le Monde*, 5 juillet 2002.

5. On trouve les exposés les plus complets de ces excès du régime dans Habib Souaidia, *La Sale Guerre*, La Découverte, 2001, et dans *Chronique des années de sang*, Denoël, 2003.

6. *Libération*, 24 décembre 2002.

7. En 1997, Lionel Jospin, Premier ministre, déclara que son gouvernement « devait peser ses mots » à propos de l'Algérie, où la France faisait face à une opposition islamiste « fanatique et violente contre le régime, qui use aussi de la violence ». Comme « nous avons déjà été frappés » par de précédentes opérations, « nous devons être prudents », ajoutait-il.

8. Mais Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, déclara en septembre : « On ne peut exclure que des services de renseignement algériens aient été impliqués dans le premier [attentat] » – celui qui avait fait le plus de victimes. *Libération*, 1er novembre 2002.

9. « Nous connaissions tous les réseaux », se vanta le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière. *Washington Post,* 23 novembre 2001.

10. Jean-François Clerc, numéro 2 de la DST, chargée du contre-espionnage français, déclara, lors du procès, que la France « ne s'était jamais laissée avoir » par Sport et Musique, qui ne désirait que trop traiter tous les islamistes de terroristes et que, pour cette raison, on réglait les affaires avec prudence. Il réagit vivement aux allégations parues dans la presse selon lesquelles la DST s'était servie d'Ali Touchent. À supposer que Touchent ait été l'un de nos informateurs, demanda-t-il, croyez-vous que nous l'aurions laissé libre de perpétrer, contre nos propres intérêts, les attentats terroristes qui ont suivi celui de la station de métro Saint-Michel, proche de Notre-Dame ? « Nous protégeons nos sources, mais pas jusque-là. » Il écarta aussi l'hypothèse émise par la défense selon laquelle Touchent aurait été un agent algérien (*Libération*, 10 octobre 2002). Mais plus d'un an après, Samraoui déclarait que Touchent était « un agent de Sport et Musique chargé d'infiltrer les rangs des islamistes à l'étranger » et que « les Français le savaient, même s'ils ne se doutaient probablement pas que leurs homologues algériens étaient prêts à aller aussi loin ». Il suggérait que la France manquait peut-être de motivation pour trouver qui donnait les ordres. « Apparemment, ajouta-t-il, les autorités françaises se sont contentées d'arrêter et de faire condamner Boualem Bensaïd, un subalterne qui se croyait au service du GIA et ne s'est jamais douté qu'il travaillait pour la Direction du renseignement et de la sécurité », qui était, comme on le sait, Sport et Musique au début des années 90. *Libération,* 15-16 novembre 2003.

11. On a remplacé la Cour de sûreté de l'État, promise par le président Mitterrand et les socialistes à leur arrivée au pouvoir en 1981. Une vague d'attentats terroristes en 1985 et 1986, impliquant l'Iran révolutionnaire, a conduit le gouvernement de droite présidé par Mitterrand à créer les nouveaux tribunaux.

12. Visiblement satisfait par l'étendue de ses fonctions en matière de renseignement, de police et de justice, Bruguière m'a déclaré : « Je peux agir vite – en deux heures – et je n'ai pas besoin de la permission d'un autre juge » (entretien, Paris, 21 juin 1999).

13. L'un des exemples les plus connus est celui de Richard Reid, le *shoe bomber* (l'homme à la bombe dans sa chaussure) condamné pour une tentative d'attentat sur un vol Paris-Miami en décembre 2002. Alors qu'il purgeait une peine à la prison de Brixton à Londres, le jeune délinquant fut converti par un aumônier islamiste, et fréquenta à sa sortie la moquée de Finsbury Park et d'autres mosquées de la mouvance islamiste avant de se rendre en Afghanistan pour être endoctriné et entraîné dans un camp d'Al-Qaida.

14. Abou Zoubeïda devait sélectionner par la suite Djamel Beghal, un Algérien de 35 ans doté de la double nationalité, et en faire le cerveau d'un attentat contre l'ambassade américaine à Paris au printemps 2002. Beghal avait été arrêté à Dubaï le 28 juillet 2001, apparemment à la

demande des Américains, mais comme il figurait depuis deux ans sur une liste des individus recherchés par Bruguière, le juge français se rendit immédiatement sur place et le fit extrader en France. Les Français sont persuadés que les Américains voulaient remettre Beghal aux Algériens pour qu'ils l'interrogent. Beghal, dans des aveux obtenus à Dubaï et sur lesquels il devait revenir par la suite, déclara qu'Abou Zoubeïda lui avait demandé à la fin de son entraînement s'il voulait accomplir une mission « de martyr ». « Il m'a demandé si j'étais prêt et j'ai répondu que je l'étais. » En mars 2002, Abou Zoubeïda fut le premier cadre d'Al-Qaida capturé après le 11 septembre, à la faveur d'une opération conjointe des Américains et des Pakistanais à Faisalabad au Pakistan. Il accepta rapidement de coopérer avec les Américains, qui le transférèrent dans un centre d'interrogatoire en un lieu tenu secret.

15. Ressam a également contribué à l'inculpation de quatre individus suspects d'activités terroristes en Grande-Bretagne. Il a aidé les autorités allemandes à faire condamner Mounir al-Motassadeq, un Marocain membre de cellule d'Al-Qaida basée à Hambourg qui a planifié les attentats du 11 septembre. On s'attendait à ce que Ressam soit appelé à témoigner contre Zacarias Moussaoui, le Français d'origine marocaine arrêté en août 2001 après s'être fait repérer dans une école de pilotage du Minnesota (*Seattle Times*, 26-27 février 2003). Ressam a pu témoigner également contre des prisonniers soupçonnés d'appartenance à Al-Qaida comme Abou Zoubeïda et Abou Doha, et à Londres contre Abou Hamza al-Masri, connu pour ses prêches enflammés. Comme le juge de district John Coughenour se montrait contrarié par le retard que prenait le Département d'État pour prononcer la sentence et qu'on lui demandait pourquoi on ne lui savait pas gré d'avoir apporté « des informations du plus haut intérêt », l'adjoint de l'Attorney Jerry Diskin a répondu : « Franchement, le gouvernement avait besoin de faire pression pour s'assurer la coopération du prévenu » (*Seattle Times*, 27 février 2003).

16. Sachant que le régime algérien pratiquait depuis longtemps la manipulation de l'opinion publique et des décideurs politiques, il n'est pas impossible qu'on se soit servi de Dahoumane pour provoquer aux États-Unis un attentat terroriste dont la piste remonterait aux islamistes algériens afin d'amener les autorités américaines, jugées trop tièdes en la matière, à soutenir les « éradicateurs ». Le 11 septembre a entraîné le même résultat, en amenant les États-Unis à offrir aux Algériens du matériel et une assistance diplomatique qu'ils réclamaient en vain depuis longtemps. Une telle éventualité semble avoir effleuré l'esprit des représentants américains qui interrogèrent à Alger un Dahoumane qui les avait surpris par sa bonne mine. (Vers le milieu de l'année 1992, le commandement américain en Europe accueillait six colonels algériens et envisageait de leur fournir des équipements de vision nocturne, d'après le *Washington Post* du 13 juin 2002.)

17. Le transfert fut fait dans le respect des formes légales par les deux pays. Washington refusa de livrer Anouar Haddam, ex-député du FIS au

Parlement, qui bénéficiait pratiquement d'un droit d'asile politique aux États-Unis. Les Algériens le considéraient comme l'agent numéro 1 du GIA en Amérique. Mais l'Algérie avait condamné Haddam à mort par contumace, et la loi américaine interdisait l'extradition d'une personne risquant la peine capitale. En retour, l'Algérie refusait d'extrader Dahoumane au prétexte que la Constitution algérienne interdisait l'extradition de ressortissants menacés d'un procès à l'étranger. En raison, peut-être, de ces complications juridiques, un responsable de la lutte antiterroriste rencontré à Washington environ un an après l'arrestation de Ressam m'a dit que le FBI souhaitait seulement avoir accès à Dahoumane. Et il a ajouté, énigmatique : « Mieux vaut pour nous qu'il reste là-bas. » Il semblait sous-entendre que les États-Unis avaient une chance d'en savoir plus si les efficaces agents de Sport et Musique s'occupaient de Dahoumane que si l'Algérie, faisant fi de sa loi sur l'extradition, le livrait au FBI. Placé en détention provisoire aux États-Unis, il aurait échappé aux interrogatoires musclés et, dans cette période pré-11 septembre, aurait bénéficié d'un avocat. Ce responsable de l'antiterrorisme insinuait-il que, pour lui, Dahoumane était un agent provocateur ? Quoi qu'il en soit, personne, à Washington, ne semblait se soucier de ce Dahoumane dont la tête avait été mise à prix 5 millions de dollars un an auparavant.

18. À Londres où il vit en sécurité depuis des années, l'oligarque russe Boris Berezovski ne cesse de répéter que les services de renseignement soviétiques ont eux-mêmes organisé les attentats terroristes pour aider Poutine.

19. Il a obtenu ce qu'il souhaitait – et s'est évadé d'une prison de Sarajevo quelques jours avant son transfert en France. Le 13 décembre 2003, il était arrêté à Munich.

20. Sous la pression des États-Unis et des pays européens, de nouvelles lois antiterroristes particulièrement draconiennes ont été promulguées avant même le 11 septembre. Abou Hamza, forcé d'abandonner sa mosquée du nord de Londres, a été réduit à prêcher dans la rue. Il a été privé de sa citoyenneté, acquise par mariage, et menacé d'expulsion vers l'Égypte. Ce qui n'a pas fait taire, malgré tout, la rumeur selon laquelle il aurait collaboré pendant des années avec les services de renseignement britanniques.

21. Au début 2001, à Bruxelles, j'ai passé tout un après-midi avec Tarek Maaroufi, un islamiste d'origine tunisienne qui m'a affirmé qu'il n'en voulait qu'au gouvernement tunisien. Plus tard, cette même année, il a été arrêté et poursuivi pour l'enlèvement et l'assassinat d'Ahmed Shah Massoud, perpétrés par deux hommes munis de passeports volés en Belgique. On a dit que Maaroufi avait recruté l'un des deux. Il se savait surveillé par la police. Mais il ne faisait pas mystère de son séjour en Iran au cours de l'été, pendant lequel on l'accusait d'avoir rencontré Gulbuddin Hekmatiar, l'homme qui avait lancé les diatribes les plus violemment antiaméricaines pendant le djihad antisoviétique en Afghanistan, ni de son passage en Afghanistan, où il prétendait avoir tenté, sans succès, de ren-

contrer Ben Laden. Dans le contexte de notre conversation, j'ai compris que le seul fait de mentionner le nom de Ben Laden signifiait qu'il l'avait bel et bien rencontré.

22. Les Pays-Bas ont refusé d'adopter des méthodes répressives. En 2003, un tribunal hollandais a ordonné la mise en liberté de Jérôme Courtallier, un Français converti à l'islam, en refusant délibérément de prendre en compte les rapports des services de renseignement qui l'impliquaient, ainsi que d'autres individus, dans la préparation de l'attentat organisé par Beghal et visant l'ambassade américaine à Paris.

23. Les Français ont d'abord demandé l'extradition de Rachid Ramda, un Algérien accusé d'avoir financé la campagne de terreur en France en 1995. Oussama lui virait des fonds depuis Khartoum. Il est resté emprisonné à Londres, mais en 2002 ses avocats ont pratiquement réussi à le préserver de tout retour en France, en invoquant les mauvais traitements que lui auraient fait subir d'autres djihadistes dans les prisons françaises. Peu après la destruction des ambassades américaines d'Afrique de l'Est en août 1998, le gouvernement a demandé l'extradition de Khalid al-Fawwaz et de deux autres islamistes accusés d'appartenir à Al-Qaida. À l'heure où nous écrivons ces lignes, cette demande n'a toujours pas eu de suite.

24. Dans sa cellule à la prison de Fleury-Mérogis, il a écrit pour la chaîne de télévision France 2 trois essais dont j'ai tiré les informations qui suivent.

LE FLOUZE

1. Au début des années 60, le dirigeant du Koweït, qui passait ses vacances d'été à Aley, une villégiature montagnarde du Liban, convoqua en urgence de Beyrouth le célèbre banquier palestinien Youssef Beidas, demandant à voir les 5 millions de dollars qu'il avait placés dans son établissement, la Intra Bank. Beidas se démena pour réunir les billets dans les plus brefs délais, les emporta à Aley et entreprit la tâche laborieuse de les compter sous les yeux du chef d'État. Celui-ci se déclara satisfait à mi-course, mais le banquier furieux lui dit de garder son argent.

2. Même si les riches Saoudiens investissaient massivement dans les banques islamiques (souvent avec un statut de commanditaires), le royaume n'autorisa celles-ci que bien après le Soudan et l'Égypte. Parmi les plus grosses banques islamiques figurent la Dar al-Maal al-Islamiyyah, la Dubai Islamic Bank, la Tadamon Islamic Bank, la Faisal Islamic Bank et la banque soudanaise plus modeste Al-Shamal, où Ben Laden, selon un rapport du Département d'État daté du 14 août 1996, a déposé 50 millions de dollars peu après son arrivée à Khartoum en 1991. En règle générale, les banques islamiques passaient pour être assez mal gérées et peu rentables. À l'origine, c'est au Soudan qu'elles étaient le mieux implantées. Dès les années 80, elles contribuèrent à enrichir le Front

national islamique, au détriment d'établissements soudanais plus anciens mais associés au Parti unioniste démocrate et au parti Oumma, écartés du pouvoir par le coup d'État du FNI en juin 1989.

3. Lorsque la situation changea, après le 11 septembre, les États-Unis échouèrent à mener à bien leurs poursuites pour blanchiment d'argent et financement d'opérations terroristes (*Times*, 8 octobre 2003).

4. En Irak, en 2003, les soldats américains à la recherche de partisans suspects de Saddam confisquèrent d'importantes sommes en liquide découvertes au domicile de particuliers. Ils étaient persuadés que cet argent provenait de la résistance armée à l'occupation américaine ou lui était destiné. Ils n'arrivaient pas à comprendre que les Arabes conservaient leurs économies chez eux sans penser à mal, pour se prémunir de l'instabilité chronique du régime ; ils privilégiaient souvent les dollars, plus solides que le *dinar* irakien constamment dévalué. Ces confiscations considérées comme du vol accentuèrent la défiance des Irakiens envers l'occupant. Les soldats gardaient sûrement à l'esprit les millions de dollars en coupures de cent que la famille de Saddam avait fait sortir de la banque centrale peu avant la chute de Bagdad le 9 avril. La fortune en dollars stockée par Saddam en divers lieux de Bagdad dénotait moins une fascination pour le cash qu'une gestion prudente d'une devise forte qui pourrait lui servir un jour personnellement, ou lui permettre de financer la résistance.

5. De la même manière, le *Daily Mail*, un quotidien de Fleet Street, avait l'habitude dans les années 50 et 60 de confier à sa brochette de correspondants à l'étranger des étuis à cigares dont l'intérieur du couvercle portait un message gravé. Destiné aux bureaux les plus lointains de l'agence Thomas Cook, il spécifiait « qu'ils devaient remettre au porteur la somme de 500 livres sterling », une somme non négligeable pour l'époque.

6. *The Economist*, 14 avril 2001.

7. Depuis longtemps partisane du liquide, la CIA y a recouru récemment pour se garantir des alliances lors de la campagne contre les talibans, et de nouveau pendant la guerre en Irak deux ans plus tard. Tout le monde se souvient que dans les années 50, l'Agence avait tenté de se mettre dans les bonnes grâces du président égyptien Gamal Abdel Nasser par un don de 3 millions de dollars en cash. Nasser avait manifesté son mépris en consacrant cet argent à la construction d'une tour parfaitement inutile au Caire, ironiquement surnommée « l'érection de Roosevelt » en hommage à l'agent de la CIA Kim Roosevelt, qui était à l'origine du backchich.

8. Ils n'étaient pas les seuls, si l'on en croit Siyamend Othman, alors représentant d'Amnesty International dans la péninsule arabique. Il se renseigna scrupuleusement sur ces assassinats et me rapporta que les diplomates américains auxquels il avait rendu visite à Sanaa n'avaient exprimé ni surprise ni inquiétude (interview, Londres, 16 juin 2000).

9. L'Arabie Saoudite, qui depuis longtemps utilisait ce litige frontalier

pour faire pression sur le Yémen, ne reconnut le tracé de la frontière qu'après le 11 septembre. Auparavant, les limites pouvaient varier selon la carte que l'on consultait.

10. Selon les rapports des services de renseignement, les agents d'Al-Qaida qui participèrent à l'attentat meurtrier du 13 mai 2003 contre les résidences pour expatriés de Riyad étaient entrés clandestinement en Arabie Saoudite par le Yémen.

11. Cela n'empêcha pas les services d'immigration et les douanes du régime taliban d'inspecter méthodiquement mes bagages quelques mois avant leur chute. Il faut croire que cette fouille, que j'ai subie au poste-frontière de Torkam près du col du Khyber, les distrayait d'une routine ennuyeuse, car aucun Afghan ni aucun Pakistanais ne se vit prodiguer une telle attention.

12. Interview, Washington, 24 février 2000.

13. De même, Yasser Arafat avait la réputation de conserver les détails du budget de l'OLP (et plus tard de l'Autorité palestinienne) dans la poche de poitrine de sa fameuse veste d'uniforme. Le leader sunnite Rachid Karamé, membre éminent de divers gouvernements libanais entre les années 40 et 1987 – date de son assassinat –, insistait toujours pour garder le contrôle des Finances lorsqu'il était Premier ministre.

14. On peut juger des problèmes du royaume à la façon dont il était traité dans un rapport du Congrès long de 900 pages et paru le 24 juillet 2003, avec un retard de sept mois dû à d'innombrables querelles avec l'administration Bush. L'intérêt suscité par ce rapport conjoint des deux Chambres se concentrait sur 28 pages caviardées par l'administration, relatives aux implications financières et autres de divers gouvernements étrangers, notamment l'Arabie Saoudite. D'après les personnes qui prétendent en avoir pris connaissance, elles accusaient de hauts responsables saoudiens appartenant à la famille royale d'avoir fait transiter des centaines de millions de dollars vers des terroristes djihadistes. Parmi les principaux suspects figuraient des notables liés aux banques islamiques et aux organisations caritatives, dont certains opéraient aux États-Unis ou dans d'autres pays étrangers. D'autres témoins disant avoir eu accès au document affirment en revanche qu'il n'existait aucune preuve pour étayer ces accusations. À juste titre, les princes saoudiens s'estimaient victimes d'une version diplomatique et internationale du « Avez-vous cessé de battre votre femme ? » Le prince Saoud al-Fayçal, ministre des Finances, pressa le gouvernement américain de publier les pages litigieuses afin de blanchir le royaume, qui n'appréciait guère de partager les déboires juridiques des 680 détenus de Guantanamo – parmi lesquels de nombreux ressortissants saoudiens –, à qui on refusait l'accès aux preuves retenues contre eux. Le prince se déplaça à Washington pour présenter personnellement sa requête au président Bush, mais quelques heures avant l'entretien, la Maison Blanche annonça que le document ne serait pas publié, sous prétexte que les sources d'information devaient être protégées. À la mi-2003, Washington et Riyad étaient en train d'échanger

leurs réputations respectives d'« ouverture » et de « secret ». Les cyniques insinuèrent que les deux gouvernements s'étaient mis d'accord sur ce scénario pour se donner une image responsable auprès de l'opinion publique (*New York Times*, 27 juillet 2003).

15. Un ancien ambassadeur britannique en Arabie Saoudite rapporta qu'après la guerre du Golfe, l'Arabie Saoudite était lassée des pressions qu'exerçaient les États-Unis pour lui faire acheter un surplus d'avions de ligne. La famille royale avait versé des sommes généreuses afin de compenser le coût occasionné par la guerre contre l'Irak pour la libération du Koweït. Elle était également contrariée de devoir choisir Boeing plutôt qu'Airbus, alors que les appareils américains avaient cessé d'être à ses yeux les plus avantageux, les plus performants et les plus modernes. « Les conditions n'auraient pas pu être plus claires, déclara l'ancien diplomate. Ou vous achetez des Boeing ou nous arrêtons de vous protéger » (entretien, Londres, 27 mai 1999).

16. L'ordinateur appartenait à Ramzi Youssef, qui a mis au point le premier attentat contre le World Trade Center en 1993. La lettre était signée Khaled Cheikh, deux prénoms répandus dans les pays arabes mais qui sont néanmoins les deux premiers noms de son oncle Khaled Cheikh Mohammed (*Los Angeles Times*, 12 décembre 2002).

17. Département d'État, *Foreign Terrorists Organization*, 8 octobre 1999.

18. Bill Gertz, *Breakdown : The Failure of American Intelligence to Defeat Global Terror*, Plume, 2003, p. 15.

19. Dans le *Wall Street Journal*, Louis Freeh attribuait ce changement d'humeur à l'intervention directe du président Bush père, adulé par la famille royale saoudienne parce qu'il avait sauvé le royaume en 1990 (20 mai 2003).

20. Pour plus de détails, voir la mise en accusation de Ben Laden, de plusieurs leaders d'Al-Qaida et des quatre hommes impliqués dans les attentats contre les ambassades de Nairobi et Dar es-Salaam, qui eut lieu en novembre 1998 dans le Southern District de New York. Voir aussi les documents versés au dossier au fil du procès, qui débuta en janvier 2001.

21. La prise de conscience tardive du danger qu'incarnait Ben Laden poussa le FBI et la CIA à exiger la coopération du Kenya dans le raid contre la cellule de Nairobi au cours de l'été 1998, ce qui ne les empêcha pas de négliger des documents clés. Ce ne fut que le 10 juin qu'un grand jury fédéral réuni dans le Southern District de New York rendit une mise en accusation « scellée » de Ben Laden.

22. Documents judiciaires présentés au cours du procès des quatre participants aux attentats de Nairobi et Dar es-Salaam en 1998.

23. En octobre 1999, *USA Today* avait publié un article beaucoup plus précis établissant que cette organisation caritative et d'autres organismes avaient un lien avec la tentative d'assassinat et Ben Laden. Ni le journal ni ABC Television, Reuters et Associated Press, qui avaient repris l'information, ne firent l'objet de poursuites judiciaires.

24. L'affaire de l'*Africa Confidential* donna des idées à plusieurs riches

hommes d'affaires arabes, accusés eux aussi de financer Al-Qaida, et qui profitèrent des lois avantageuses sur la diffamation en Grande-Bretagne pour demander réparation. Le *Guardian* cita les propos d'un avocat londonien spécialisé dans les procès en diffamation : « On peut dire ce qu'on voudra d'Oussama Ben Laden, mais il a fait des merveilles pour notre profession. » Le *Guardian* soulignait que les hommes d'affaires arabes ne s'étaient pas laissés décourager par la récente baisse du montant des dommages-intérêts. Leur principal objectif était en effet « d'obtenir un jugement mettant leur réputation à l'abri, et reconnu au niveau international par les gouvernements, les tribunaux, les médias et les milieux d'affaires ». Étaient impliqués dans ces procédures le *Wall Street Journal Europe*, publié à Bruxelles, les journaux londoniens *Sunday Times* et *Mail on Sunday*, ainsi qu'un ouvrage de Jean-Charles Brisard intitulé *The Forbidden Truth*, paru en France, en Allemagne et aux États-Unis (Thunder's Mouth Press, 2003) (*Guardian*, 16 octobre 2003).

25. *Washington Post*, 24 octobre 2001.

26. *The Economist*, 14 avril 2001.

27. Par exemple, l'île d'Antigua dans les Caraïbes, qui fut un paradis fiscal de premier choix et se prêta largement au blanchiment d'argent, n'abritait en 2003 que 5 banques, contre 91 cinq ans plus tôt. Aux Bahamas, le nombre des établissements off-shore diminua dans des proportions comparables. Actuellement, la grande majorité des banques off-shore s'opposent aux dépôts de liquide supérieurs à 5 000 dollars, et exigent la caution d'un tiers pour l'ouverture d'un compte. Celles qui délivrent des cartes de crédit ont reçu ordre des services fiscaux américains de communiquer l'identité de leurs clients (*International Herald Tribune*, 15 mars 2003).

28. Entretiens avec un haut fonctionnaire du GAFI à Paris, 2000, 2001, 2002, 2003.

29. En 2002, la banque conservait encore vingt comptes d'Al-Qaida (*Le Monde*, 26 février 2003).

30. *New York Times*, 12 décembre 2002.

31. Bearden soutenait que le *pushtunwali* n'empêcherait pas un Afghan à un bout de la vallée de trahir l'hôte d'un autre Afghan à l'extrémité opposée.

32. Tourabi ne se procura jamais l'argent nécessaire au paiement des travaux. Au lieu de cela, Ben Laden reçut une tannerie en faillite, des terres et une concession pour l'exportation de produits de base comme le sésame et la gomme arabique.

33. Un transfuge d'Al-Qaida responsable de l'accueil des volontaires estimait que les pots-de-vin, une pension modeste, l'achat du *shalwar kamiz* et la course en taxi pour franchir la frontière revenaient à 30 dollars par personne (conversation téléphonique avec un transfuge afghan souhaitant garder l'anonymat, Oregon, 20 août 2001).

34. À l'époque des talibans, la production d'opium en Afghanistan était évaluée à 4 000 tonnes par an, à peu près les trois quarts de la

production mondiale. En 2000, ils proscrivirent formellement la culture du pavot. Démonstration vigoureuse de leur puissance, cette décision leur valut l'approbation de l'ONU et 43 millions de dollars de la part de Washington, alors qu'ils écoulaient les stocks accumulés et maintenaient les prix à leur niveau. De l'avis des experts en narcotiques, une forte proportion de l'opium et de l'héroïne tirée du pavot, qu'ils continuaient à exporter, transitait par les territoires contrôlés par le commandant Massoud et l'Alliance du Nord, avant de traverser les ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale. En 2003, la production annuelle de pavot atteignit de nouveau les 4 000 tonnes, le même chiffre qu'avant l'interdiction, pour un rapport de 2,5 milliards de dollars – soit l'équivalent de 50 % du PIB estimé à 4,6 milliards de dollars, selon les calculs du président du Bureau de l'ONU pour le contrôle du trafic de drogue et la prévention du crime. Il estimait que l'Afghanistan fournissait 90 % de l'héroïne consommée en Russie, en Asie centrale et en Europe (*International Herald Tribune*, 8-9 novembre 2003).

35. *Le Monde*, 11 septembre 2003.

36. *The Economist*, 27 septembre 2003.

37. Du fait des sanctions de l'ONU qui paralysaient la compagnie aérienne nationale, Ariana Afghan Airlines, les talibans affrétèrent quelque temps des charters pour Kandahar au départ des Émirats arabes unis, jusqu'à ce que les pressions américaines mettent fin au trafic.

38. En faisant part de l'estimation majorée, Dennis Lourmel, le responsable au FBI de l'aspect financier des attentats, laissa entendre qu'il restait encore à démasquer certaines sources de financement (*New York Times*, 17 octobre 2002). L'évaluation la plus basse a été citée par John Lumpkin, d'Associated Press, le 31 juillet 2003.

39. Une des causes de cette incertitude est Rachid Ramda, l'Algérien de Londres que les Français accusent d'avoir envoyé des fonds aux poseurs de bombes de Paris, et qui depuis près de dix ans esquive l'extradition en démontant toutes les procédures judiciaires depuis sa prison londonienne.

40. Les attentats à la voiture et au camion piégés, impliquant ou non des chauffeurs kamikazes, comptent depuis des décennies parmi les techniques de base du terrorisme. Ils se multiplièrent pendant la guerre du Liban entre 1975 et 1990, et permirent par exemple au Hezbollah de causer de terribles dégâts en visant l'ambassade des États-Unis à Beyrouth et des troupes américaines et françaises en 1983. Dans les années 70 à Damas, les Frères musulmans syriens recoururent aux voitures piégées dans leur action contre le régime de Hafez el-Assad. La Syrie a été la première à concevoir des systèmes de protection, désormais classiques, pour défendre les bâtiments clés, notamment des conduites d'irrigation en béton remplies de terre et ornées de fleurs.

41. Simon Reeve, *The New Jackals : Ramzi Youssef, Oussama Ben Laden, and the Future of Terrorism*, André Deutsch, 1999, p. 108.

42. *New York Times*, 17 octobre 2001.

43. On sait maintenant que deux des 19 kamikazes figuraient sur une liste de suspects du FBI, qui, même après leur entrée aux États-Unis, ne fut pas communiquée aux services d'immigration. Les responsables du FBI opposèrent leur veto lorsqu'un agent de Phoenix proposa d'enquêter sur les Arabes inscrits à des cours de pilotage, et la direction du FBI empêcha le bureau du Minnesota d'analyser l'ordinateur de Zacarias Moussaoui, l'agent d'Al-Qaida appréhendé sur la base des soupçons qu'il éveillait dans son école de pilotage.

44. *New York Times*, 5 novembre 2001.

45. Le 14 octobre 2003, un tribunal britannique accorda à Raissi des dommages-intérêts dont le montant n'a pas été révélé, et les excuses officielles du *Mail on Sunday*, qui avait publié les accusations des États-Unis.

46. *Washington Post*, 8 octobre 2002.

47. *International Herald Tribune*, 19-20 octobre 2002.

48. *New York Times*, 19 décembre 2002.

49. *Washington Post*, 18 décembre 2002.

50. « En mauvaise santé », Khaled a été démis de ses fonctions à la banque en 1999, et séjournerait depuis lors dans un hôpital militaire saoudien de Taef, un village touristique de montagne, où il a pratiquement été mis au secret.

51. Connue dans le monde musulman sous l'appellation de Rabita (son nom arabe étant Rabita al-Alam al-Islami), la Ligue fut créée en 1962 pour contrer l'ascendant du président égyptien Gamal Abdel Nasser, et subit l'influence des Frères musulmans qui avaient fui en Arabie Saoudite pour lui échapper. Saïd Ramadan, beau-fils du père fondateur des Frères musulmans, Hassan al-Banna, fait partie des neuf membres fondateurs de la Rabita.

52. Une confrontation semblable entre les Séoud et le grand mufti Abdulaziz ben Baz a eu lieu après la guerre de 1991, qui chassa du Koweït l'envahisseur irakien. Le roi Fahd laissa faire lorsque les troupes américaines s'attardèrent en Arabie Saoudite à l'issue du conflit, même si Ben Baz l'avait engagé à garantir rapidement leur départ.

53. Échange de mails avec le chercheur de New York John Fawcett, spécialiste du blanchiment d'argent.

54. En août 2003, l'administration Bush continua à sévir contre les activités strictement humanitaires du Hamas, tandis que l'Union européenne, longtemps réticente, acceptait un mois plus tard de geler les fonds du Hamas, du Djihad islamique palestinien et d'autres organisations caritatives palestiniennes. *Le Monde* rapporta toutefois que l'Union européenne avait assoupli les réglementations (18 septembre 2003).

55. L'avocat de Haddad, Ashraf Nubani, déclara : « Sinon des insinuations et des arguments spécieux, le gouvernement n'a présenté aucun élément établissant ses liens avec le terrorisme. » En guise de justification, l'accusation prétendit que certaines preuves restaient secrètes par souci de sécurité à l'égard de l'enquête sur le terrorisme (*New York Times*, 16 juillet 2003).

56. *New York Times,* 2 août 2003.
57. *New York Times,* 25 mars 2002.
58. *New York Times,* 15 mars 2002.
59. En mars 2003, le FBI se vit attribuer la responsabilité de l'ensemble des investigations sur le financement du terrorisme. Cependant, le tout nouveau Département de Sécurité du territoire national, rattaché au service des Douanes et chargé initialement de l'enquête, refusa de transmettre ses dossiers (*Washington Post,* 18 octobre 2003).
60. Publiée à la demande du *Wall Street Journal,* la déclaration écrite disait que sur 54 millions de dollars collectés entre 1996 et 2000, 26 avaient été dirigés vers l'île de Man, un paradis fiscal dont la législation sur le secret bancaire empêchait de découvrir la destination ultime des fonds. Selon David Kane, de la Sécurité du territoire national, il s'agissait d'« acheminer de l'argent vers les terroristes par des voies occultes, et de frustrer les États-Unis en gênant, en entravant et en compromettant le bon fonctionnement des services fiscaux américains ». La déclaration spécifiait en outre que le Safa Group avait subventionné le Hamas et le Djihad islamique palestinien, et les responsables de l'enquête ajoutèrent que le groupe avait investi des millions de dollars dans des banques et des compagnies qui finançaient Al-Qaida. L'avocat de la défense Nancy Luque, qui représentait une bonne partie des personnes mises en cause par la déclaration, déclara que celle-ci ne reposait que sur les « spéculations oiseuses de l'agent Kane ». « Il n'y est pas démontré qu'un seul penny a profité à un terroriste ou à une organisation terroriste. » D'après elle, cela expliquait que la déclaration du gouvernement ait été publiée, « ce qui signifie à mes yeux que l'affaire est dans une impasse » (*Washington Post,* 18 octobre 2003).
61. Rapport sans titre des Nations unies, cité par *Newsweek,* le 30 juillet 2003.
62. *The Economist,* 6 septembre 2003, et *New York Times,* 15 octobre 2003.
63. Pour mieux cerner les tenants et les aboutissants de ce trafic, qui concerne entre autres l'Afrique de l'Ouest, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et les diamantaires anversois, on pourra se reporter à Douglas Farah, in *Washington Post,* 2 novembre 2001 et 30 décembre 2002.
64. *Washington Post,* 3 août 2003.
65. En fait, le diamant intervenait déjà depuis des dizaines d'années sur la scène moyen-orientale. Dans les années 60, à la suite du coup d'État manqué au Liban, fomenté par le Parti populaire syrien basé à Beyrouth – un mouvement politique autoritaire et partisan du panarabisme –, des cadres importants s'enfuirent à l'étranger et obtinrent finalement des passeports diplomatiques jordaniens. Envoyés en Afrique de l'Ouest, ils reçurent la mission de convoyer vers l'Europe ces diamants très recherchés.
66. *Washington Post,* 18 octobre 2002.
67. *Washington Post,* 8 octobre 2003.
68. *New York Times,* 12 décembre 2003.

69. Certains analystes des services secrets occidentaux estimaient que ce chiffre dépassait la réalité, et Richard Clarke partageait manifestement leur opinion. Lors d'un entretien à Washington, le 21 décembre 2000, il déclara, non sans ironie, que les estimations de la CIA étaient précises à « 10 000 près ».

70. *Washington Post*, 16 septembre 2002.

71. Le témoin à charge Ali A. Mohammed mentionna le voyage infructueux d'Al-Zawahiri dans son témoignage lors du procès new-yorkais des quatre hommes condamnés à perpétuité pour leur rôle dans les attentats des ambassades en Afrique de l'Est.

72. *Asian Wall Street Journal*, 1er février 2002.

73. Al-Farouq, sur Atlantic Avenue à Brooklyn, se distingua pour la première fois en rassemblant des recrues et des fonds pour le djihad antisoviétique en Afghanistan dans les années 80. Certains membres de la mosquée furent mêlés à l'attentat de 1993 contre le World Trade Center.

74. En 2003, le Pakistan mit en place un service de renseignement financier afin d'analyser les transactions suspectes et d'assurer la liaison entre les agences de renseignement financier à l'étranger (*The Times* [Londres], 8 octobre 2003).

75. En 2003, même le désinvolte Émirat de Dubaï avait tenu compte des consignes américaines et accepté de répertorier ses *hawalas*, s'engageant à les surveiller. À peine un an plus tard, une équipe américaine au désespoir parcourut la région du Golfe, se plaignant de ce que les *hawalas* constituaient « le problème le plus délicat », dont le règlement, prévoyaient-ils, « prendrait peut-être une génération ».

76. Avant cela, rapporte David Aufhauser, avocat du département du Trésor, la coopération saoudienne n'était que « réactive, jamais spontanée [...] non pas fondée sur la conviction, mais sur la nécessité et les preuves que nous leur présentions [...] Après le 12 mai, on aurait cru qu'on avait appuyé sur un bouton » (*New York Times*, 8 octobre 2003).

77. On peut citer parmi les abus représentatifs le don de 2,7 millions de dollars destiné à l'acquisition de terres et à la construction d'une mosquée, d'une école et de deux terrains de football au Bélouchistan, près de la frontière afghane. Selon le chercheur saoudien Nawaf Obaïd, une inspection sur le terrain plus d'un an plus tard montra que seules les terres avaient été achetées, et que le complément avait dû finir dans l'escarcelle d'Al-Qaida. Il estimait qu'Al-Qaida avait empoché entre 40 et 58 millions de dollars en détournant au fil des années l'argent dévolu à ce type d'opération (conversation téléphonique, Genève, 15 avril 2003).

78. Même un sceptique dans le genre du prince Nayef semblait déterminé à faire subir aux complices saoudiens de Ben Laden toutes les rigueurs de l'islam wahhabite. Le 12 août 2003, il continuait pourtant à fabuler sur la responsabilité des sionistes dans les attentats du 11 septembre lors d'une interview pour un journal koweïtien, et afficha le même message sur le site web de la famille royale, ainalyaqeen.com. Hamid Gul, ancien général de l'ISI dans la dernière période du djihad antisoviétique,

reconverti ensuite dans le radicalisme djihadiste au Pakistan, avait soi-disant lancé cet énorme bobard quelques jours après l'opération. Il eut une portée considérable, notamment auprès des Égyptiens.

79. Ces mesures résultaient d'une mission gouvernementale confiée à un comité de hauts responsables du Conseil national de sécurité, du FBI, du Trésor et du Département d'État (*New York Times*, 14 septembre 2003).

80. *New York Times*, 12 décembre 2003.

81. Entretien avec un fonctionnaire du GAFI souhaitant garder l'anonymat, 23 mai 2003.

82. Le marchand avait prévu de vendre 50 missiles à 500 000 dollars pièce (*New York Times* et *Washington Post*, 13-14 juillet 2003).

83. Témoignage de Larry C. Johnson, ancien analyste de la CIA et responsable de la lutte contre le terrorisme au Département d'État, et John F. Moynihan, ancien cadre de la DEA, devant la commission financière de la Chambre des représentants, Washington, le 11 mars 2003. Les termes du *USA Patriot Act* avaient déjà délégué le rôle de gendarmes aux établissements bancaires, qui surveillaient une masse inépuisable de transactions dont le total devrait atteindre les 700 millions de dollars en 2005 (*The Economist*, 6 septembre 2003).

84. *New York Times*, 6 août 2003.

85. *New York Times*, 16 juillet 2003.

« ... MOINS ON AVANCE »

1. *Independent*, 10 août 1996.

2. Comme le confirmèrent divers leaders talibans après la chute du régime en 2001.

3. Entretien téléphonique, Washington, DC, 8 décembre 2001.

4. L'Inde s'empressa de proclamer l'existence de ces liens lorsque des cadres importants d'Al-Qaida se firent arrêter chez des militants islamistes pakistanais mêlés au conflit cachemiri. En mars 2002, Abu Zubaydah, premier leader clé d'Al-Qaida à être capturé, fut interpellé à Fayçalabad au domicile d'un activiste du Lakshar-e-Taiba, un groupe militant que les Etats-Unis soupçonnaient l'ISI d'avoir créé. Un an plus tard, presque jour pour jour, Khaled Cheikh Mohammed, qui avait conçu et supervisé les attentats du 11 septembre, fut appréhendé à Rawalpindi, dans une villa appartenant à un militant du Jamat-e-Islami.

5. Entretien téléphonique avec un ex-haut responsable de la CIA, Washington, 11 novembre 2003.

6. *Ibid.*

7. Ces doutes n'étaient pas partagés par nombre d'experts du renseignement américains, qui s'étaient rendus de leur propre chef auprès de Massoud. Reuel Marc Gerecht, un ancien officier supérieur de la CIA qui connaissait le farsi, rencontra Massoud fin septembre 1999, et interrogea des prisonniers dont l'allure et le langage le convainquirent qu'il s'agissait

de militaires (entretien, Paris, 3 novembre 1999). Julie Sirrs, un agent de la CIA qui rendit visite à Massoud en 1998 et en 1999 – une démarche qui lui coûta son poste –, repartit avec la même impression (entretien, Washington, 23 décembre 2000).

8. *New York Times*, 27 novembre 2001.

9. Un responsable belge de la lutte contre le terrorisme me rapporta que son équipe en avait saisi un exemplaire en 1995, lors d'un raid contre des extrémistes d'Afrique du Nord, mais l'avait transmis au Mossad parce que son service, trop petit, n'avait pas les moyens d'en assurer la traduction (interview, Bruxelles, 12 février 2000).

10. On ne sait pas chiffrer avec exactitude les effectifs de la brigade 055 de Ben Laden sur telle ou telle période. Pendant les affrontements de 2001, plusieurs milliers de djihadistes d'Al-Qaida se battirent aux côtés de leurs alliés talibans plus nombreux. Massoud déclara à Gerecht qu'entre 750 et 1 000 djihadistes d'Al-Qaida lui faisaient face. Le véritable chiffre était peut-être inférieur, puisque le chef de l'Alliance du Nord avait avantage à exagérer leur puissance. Toutefois, il prêtait à la brigade 055 une motivation, une bravoure et une adresse pour les combats de nuit tout à fait exceptionnelles. Il disait qu'elle était « la colle qui assure la cohésion des talibans » (entretien avec Gerecht, Paris, 23 novembre 1999).

11. En effet, la station de la CIA au Pakistan avait pour priorité de capturer Kansi, une mission qui fut accomplie « lorsqu'on trouva le prix juste » et qu'un autre Baloutche accepta de le vendre en juin 1997. Ce n'est qu'ensuite que la station d'Islamabad concentra son attention sur Ben Laden (entretien téléphonique avec un ancien officier supérieur de la CIA, Washington, 11 novembre 2003).

12. La fatwa annonçait la création du Front islamique contre les croisés et les juifs, en février 1998.

13. Rapport de l'International Crisis Group, septembre 2003.

14. Kadhafi déclara avoir été pris pour cible par Al-Qaida, et entama la première action en justice connue contre l'organisation en déposant une plainte auprès d'Interpol en 1998. La plainte, référencée 1998/20032, équivalait à peu près à un mandat d'arrêt international. Ben Laden y était accusé de collusion avec le Groupe islamiste des combattants de Libye, tenu pour responsable de la mort, en 1994, d'un spécialiste allemand de l'antiterrorisme et de son épouse en Libye, et de la tentative d'assassinat dont Kadhafi lui-même avait été victime. D'après les rumeurs, le MI5 britannique avait utilisé ce même groupe dans un complot infructueux pour éliminer Kadhafi en 1996 (*New York Times*, 12 novembre 2001).

15. Mémorandum de la CIA, cité dans Bill Gertz, *Breakdown : How America's Intelligence Failures Led to September 11*, Regnery, 2002, p.107.

16. L'obsession iranienne de Gerecht le poussa, une fois affranchi de la CIA, à entreprendre un périlleux voyage d'une semaine vers l'Iran, caché dans le compartiment secret d'un camion conduit par un Kurde.

Empruntant l'identité d'un autre clandestin britannique beaucoup plus ancien, Edward Shirley, il rapporta ses impressions dans *Know Thine Enemy : A Spy's Journey into Revolutionary Iran*, Farar, Straus & Giroux, 1997.

17. *Atlantic Monthly*, août 2001.

18. Se reporter aux réflexions désabusées de Robert Baer, vétéran de la CIA dans le monde musulman, sur la mentalité de son employeur lorsqu'il était en mission en Asie centrale, au milieu des années 90 : *See No Evil : The True Story of a Ground Soldier in the CIA's War on Terrorism*, Crown, 2002.

19. Afin de gonfler les maigres effectifs arabophones après le 11 septembre, le Département d'État leur accorda la priorité dans son programme de recrutement. En 2003, il dénombrait officiellement 54 membres « parfaitement bilingues ou parlant couramment l'arabe », mais selon des sources internes, 12 seulement maîtrisaient pleinement cette langue. Le contingent de la CIA n'était guère plus fourni (*Washington Post*, 2 octobre 2003). Fin 2003, plusieurs articles de presse faisaient état des difficultés à recruter d'authentiques arabophones.

20. Je me heurtai pour la première fois aux problèmes posés par ce travail colossal lorsque les troupes soviétiques envahirent la Tchécoslovaquie et écrasèrent le Printemps de Prague en août 1968. Les Soviétiques durent affecter tout un bataillon spécialisé dans les transmissions et le renseignement à Bratislava, capitale de la partie slovaque plus petite et plus pauvre, qui comptait un nombre assez réduit de téléphones pour ses trois millions d'habitants.

21. Un compte rendu détaillé, quoique partial, des réticences du Pentagone et des errements du FBI selon les membres du Conseil national de sécurité de l'administration Clinton figure dans l'essai de Daniel Benjamin et Steven Simon, *The Age of Sacred Terror*, Random House, 2002.

22. Le *USS Cole* fut rapatrié aux États-Unis pour réparations, et reprit du service en novembre 2003.

23. L'enquête de la marine se solda par des disculpations systématiques.

24. Peu après la Première Guerre mondiale, un Pachtoune pakistanais de la province frontalière du Nord-Ouest assassina un officier britannique et son épouse, et enleva leur fille qu'il emmena en Afghanistan. Amanoullah livra le fugitif aux autorités britanniques, déclenchant une rébellion parmi les Pachtounes afghans de la région de Khost.

25. *Washington Post*, 17 avril 2002, et propos de l'expert Rohan Gunaratna rapportés par le *New Yorker*, 4 août 2003. À partir du 30 novembre 2001 et pendant deux semaines, des avions américains de toute sorte, notamment les B-52 utilisés au Vietnam, bombardèrent la redoute afghane pratiquement sans discontinuer.

26. *New York Times*, 16 décembre 2001.

27. *Daily Telegraph*, 23 février 2002.

28. *Sunday Times* (Londres), 7 juillet 2002.

29. *Ibid.*

30. *New York Times*, 30 septembre 2002.

31. *New York Times Magazine*, 20 juillet 2003.

32. Cependant, même ses guerriers favoris pouvaient faire preuve d'une rigidité excessive. À l'intérieur des Forces spéciales, des critiques se plaignaient de ce que les unités de Bérets verts stationnées à proximité avaient été empêchées d'intervenir aussitôt après avoir appris qu'Al-Zawahiri se trouvait près de Gardez en 2002, et que le mollah Omar se cachait dans une mosquée de Kandahar en 2003, au profit des équipes d'élite de la Delta Force et du SEAL Team six prévues à cet effet. Comme elles étaient postées à une certaine distance, Zawahiri et Omar eurent le temps de s'échapper avant qu'elles ne soient opérationnelles (*Washington Post*, 5 janvier 2004).

33. Lorsque les soldats américains et les troupes d'Al-Qaida s'affrontèrent directement lors de l'opération Anaconda 29 dans les montagnes afghanes, en mars 2003, les Américains décrivirent l'ennemi comme plein de sang-froid, dévoué à sa cause, bien entraîné et courageux. Malgré les bombardements aériens incessants, ils défendaient leurs positions et s'efforçaient de rendre coup pour coup.

34. Les estimations sur les diminutions d'effectifs au sein de l'ISI proviennent d'un haut responsable français du contre-espionnage (entretien, Paris, 8 août 2002). Ces doutes se trouvaient renforcés par l'hypothèse selon laquelle les assassins de Daniel Pearl avaient bénéficié d'une protection de l'ISI.

35. Au début du printemps, Bush insista sur le fait que la guerre contre le terrorisme « dépassait largement un individu particulier », et déclara que Ben Laden avait « trouvé à qui parler » et qu'il était désormais « marginalisé ». « Sincèrement, il ne m'inquiète pas outre mesure » (*Washington Post*, 17 avril 2002).

36. Commentaires en rapport avec l'ouvrage de Roy Suskind, *The Price of Loyalty : George W. Bush, the White House and the Education of Paul O'Neill* (Simon & Schuster, 2004), dans le *Washington Post* du 11 janvier 2004.

37. Kathleen et Bill Christison, *CounterPunch*, 13 décembre 2002.

38. Sondage effectué par Pew Reserch Center for the People and the Press, 18 mars 2003.

39. Reuters, 22 janvier 2004. Un éditorial du *Washington Post*, le 2 février 2004, soulignait qu'Arar n'avait pas été renvoyé au Canada ni détenu aux États-Unis en tant que « combattant ennemi », et posait la question suivante : « Quel était le but de la manœuvre, sinon de déléguer à la Syrie les actes de torture auxquels les Américains ne pouvaient pas se livrer ? »

40. *Washington Post*, 26 juin 2003.

41. Ce chiffre de 75 % a été avancé par John McLaughlin, directeur adjoint au renseignement, *Washington Post*, 8 janvier 2004.

42. Abou Zoubeïda dénonçait KSM, mais les Américains chargés de l'interroger refusèrent de le croire pendant encore trois mois. Rohan Gunaratna, *Inside Al-Qaida : Global Network of Terror*, Berkley Books, 2003, pp. XXVII-XXVIII.

43. Gunaratna, *Inside Al-Qaida*, p. XXII.

44. *New York Times*, 23 juillet 2003.

45. Opinion sur le financement, conversation téléphonique avec Clarke, Washington, 8 décembre 2003.

46. La seule exception connue dans les annales d'Al-Qaida concernait le religieux Cheikh Omar Abdel Rahmane, ce djihadiste aveugle qui fut condamné à perpétuité à l'issue d'un procès tenu à New York en 1996, grâce à une loi controversée sur la conspiration votée dix ans après la guerre de Sécession. Ben Laden, et surtout Al-Zawahiri et les autres membres égyptiens du groupe Djamaa Islamiya, réclamèrent très vite la libération d'Omar. Voyant qu'Al-Qaida ne parvenait pas à l'obtenir et ne souhaitait pas monter d'opérations terroristes en vue de sa relaxe, plusieurs agents quittèrent l'organisation de Ben Laden.

47. *New Yorker*, 4 août 2003.

48. Pendant des mois, les néoconservateurs soutinrent qu'Atta était de mèche avec un agent secret irakien à Prague, alors qu'on avait la preuve qu'il s'agissait d'une fausse piste. Ils ne cédèrent même pas lorsque l'agent fut interpellé en Irak, et que les Américains qui l'avaient arrêté ne firent pas mention des liens supposés avec Atta.

49. *New York Times*, 10 juin 2003.

50. Les adversaires néoconservateurs de Powell observèrent qu'en agissant ainsi, il se plaçait en porte-à-faux avec sa déclaration cruciale devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le 5 février 2003. « Les autorités irakiennes nient toute forme de connexion avec Al-Qaida. Ces dénégations sont totalement dépourvues de crédibilité » (*New York Times*, 9 janvier 2004).

51. Kenneth Pollack, *Atlantic Monthly*, janvier-février 2004.

52. *Washington Post*, 9 novembre 2003.

53. *Washington Post*, 16 mars 2003.

54. *New York Times* et *Washington Post*, 14 janvier 2004.

55. La famille royale avait officiellement annoncé que la base ne servirait pas à attaquer l'Irak, avant d'autoriser discrètement les États-Unis à l'utiliser dans ce but. Les Forces spéciales américaines opérèrent également depuis le territoire saoudien à proximité de la frontière irakienne.

56. *Washington Post*, 5 août 2002.

57. *New York Times*, 25 novembre 2002.

58. Interview de *Der Spiegel* citée par le *Washington Post*, 12 décembre 2001.

59. *New Yorker*, 5 janvier 2004.

60. Voir l'article détaillé de Michael Scott Doran, maître de conférences à Princeton, « The Saudi Paradox », *Foreign Affairs*, janvier-février 2004, d'où cette citation est tirée.

61. *Washington Post*, 3 juin 2003.

62. D'après la presse turque, un des leaders présumés interpellés par la police, Adnan Ersoz, a reconnu avoir rencontré Ben Laden lors d'un petit déjeuner à Kandahar peu avant les attentats du 11 septembre. Par la suite, 450 Turcs suivirent un entraînement dans les camps afghans d'Al-Qaida (*Libération*, 27 janvier 2004).

63. Des messages identiques ont été adressés au *Al-Quds al-Arabi* et au *Al-Majallah* à Londres (*Washington Post,* 14 janvier 2004).
64. *Washington Post,* 14 janvier 2004.
65. *New York Times,* 21 janvier 2004.
66. Reuters, 17 décembre 2003.

ÉPILOGUE

1. « Je suis prêt à mourir. Ma cause se perpétuera après ma mort. »
2. Entretien avec un officiel britannique, Martha's Vineyard, Massachusetts, 12 août 2000. Conversation avec un ingénieur palestinien, Amman, 5 mai 2000.
3. D'après les propos du Dr Amer Aziz, qui ne décelait aucune « trace d'affection rénale », ni de « traitement par dialyse ».
4. Margaret Tutwiler, au sujet de ses nouvelles fonctions de directrice de la communication au Département d'État. Edward Djerejian, ancien ambassadeur des États-Unis en Israël et en Syrie, concluait que « la base avait cessé de soutenir l'Amérique » après la remise d'un rapport traitant de ce problème au mois d'octobre, à la demande du Congrès (*New York Times,* 5 février 2004).
5. *New York Times,* 4 octobre 2002.
6. *New York Times,* 9 juillet 2002.
7. *New York Times,* 16 octobre 2003.
8. *New York Times,* 24 octobre 2003.
9. Irene Kahn, secrétaire général d'Amnesty International, faisait remarquer que « ce n'étaient pas les régimes antidémocratiques mais les démocraties libérales qui encourageaient les mesures draconiennes visant à réduire les libertés civiles au nom de la sécurité publique ».
10. *New York Times,* 25 mars 2004.
11. Les forces de l'antiterrorisme espagnol ont assigné à la surveillance des militants islamistes entre trois et quatre fois moins d'effectifs qu'à la traque des membres de l'ETA (*New York Times,* 22 mars 2004).
12. Considérons les principales thèses de David Frum et Richard Perle, qui dans leur essai de 2003, *How to Win the War on Terrorism,* préconisaient de prendre des mesures sévères contre l'Arabie Saoudite, de forcer les troupes syriennes à se retirer du Liban, d'imposer un blocus à la Corée du Nord, de réviser la charte des Nations unies et d'élargir le recours à la guerre préventive. À l'heure qu'il est, les États-Unis sont toujours dépendants du pétrole saoudien, la minorité chiite provoque des troubles en Irak, Washington prie le Conseil de sécurité de l'ONU de l'aider à résoudre le problème irakien, et ne demande qu'à mener des négociations sur la menace nucléaire nord-coréenne.

Remerciements

J'ai beaucoup abusé de la bonté de mes vieux amis et de mes nouvelles connaissances qui m'aident depuis cinq ans. Figurent parmi eux de nombreux journalistes, universitaires, diplomates et hommes d'affaires, sans parler de tous les autres que j'ai pu rencontrer au cours de cinquante années passées en tant que correspondant à l'étranger, surtout dans le monde musulman. Je leur dois toute ma gratitude. Mais je voudrais spécialement remercier deux amis, Wade Greene et Don Larrimore. Ils savent pourquoi.

Table

Préface 9

Une punaise dans l'oreille d'un éléphant 15

L'envol du bourdon 51

L'Afghanistan : islamistes excités et fin de la guerre froide 83

Naissance d'un leader 99

Du héros au fauteur de troubles 119

Le Soudan, havre islamique 139

Algérie : Sport et Musique 201

Le flouze 243

« ... Moins on avance » 297

Épilogue 357

Notes 383

Composition Nord Compo
Impression Firmin-Didot, août 2004
Éditions Albin Michel
22, rue Huyghens, 75014 Paris
www.albin-michel.fr
ISBN 2-226-15570-8.
N° d'édition : 22752 – N° d'impression : 69492
Dépôt légal : septembre 2004.
Imprimé en France.

475, boulevard De Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2L 5C4
301

JONATHAN RANDAL

OUSSAMA

Comment un seul homme peut-il menacer l'équilibre de la planète ? La question est au centre de cette enquête exceptionnelle, tant par la profondeur de son analyse que par l'originalité de sa réflexion, consacrée à l'homme le plus recherché du monde : Oussama Ben Laden.

Grand reporter, correspondant de guerre pour le *Washington Post* pendant près de trente ans, spécialiste mondialement reconnu du Moyen-Orient, Jonathan Randal bouleverse la légende du milliardaire saoudien. À contre-courant des idées reçues qui font de Ben Laden l'allié de Saddam Hussein et de l'Arabie Saoudite, le financier du terrorisme à l'échelle internationale ou le défenseur des musulmans opprimés, Randal découvre un puritain parfaitement honnête dans ses convictions et logique dans sa démarche politique. De sa jeunesse dédiée à l'étude du Coran et à la stricte observance du wahhabisme à son rôle au premier plan de « l'Axe du Mal », Oussama Ben Laden incarne un phénomène nouveau dans les annales du terrorisme contemporain, autant que la collision fatale entre l'islam du XXIe siècle et l'Occident.

Réfutant tous les clichés, Randal démonte une véritable logique de guerre et renvoie dos à dos deux formes d'obscurantisme et d'intolérance à fondement essentiellement religieux : celle des terroristes et celle des néo-conservateurs américains. Ce grand document est un livre qui fera date.

Bibliothèque nationale du Québec
3 2002 5046 4818 7

9 782226 155702
60 1208 2
ISBN 2-226-15570-8
21,50 € TTC